

REVUE HISTORIQUE

85^e ANNÉE — TOME CCXXVI — 1961

H

REVUE HISTORIQUE

Fondée en 1876 par Gabriel MONOD

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
CICÉRON, de Orat., II, 15.

85^e ANNÉE — TOME CCXXVI

1961



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1961

RÉVUE HISTORIQUE

TOUS DROITS RÉSERVÉS

H
R.
publiée avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique et de la 6^e Section de l'École des Hautes Études

PRE

REVUE HISTORIQUE

SOMMAIRE

| | |
|--|-----|
| Georges DUBY — Une enquête à poursuivre : la noblesse dans la France médiévale. | 1 |
| M. GIRAUD — La Compagnie d'Occident (1717-1718). | 23 |
| LYNN M. CASE — La France et l'affaire du « Trent ». | 57 |
| Jean SAINTE FARE GARNOT — État présent (1960) des études égyptologiques. | 87 |
| Jules ISAAC — Problèmes de la Passion d'après deux études récentes. | 119 |
| Pierre RENOUVIN — Les documents diplomatiques français, 1871-1914. | 139 |
| <i>Les centres de recherches historiques</i> — L'Institut d'Histoire de la Révolution française, par Marcel REINHARD. | 153 |
| — Le Centre régional d'Études historiques de Lille, par Louis TRÉNARD. | 157 |
| <i>L'orientation actuelle des études historiques</i> — L'histoire en République Démocratique Allemande, par Georges CASTELLAN. | 163 |
| <i>Bulletin historique</i> — Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914, par Jacques DROZ. | 171 |
| — Le Congo belge, par Henri BRUNSCHWIG. | 201 |

85^e année — T. CCXXVI Juillet-Septembre 1961



Publication trimestrielle

PRES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ARTMOUTH COLLEGE
OCT 5 1961
LIBRARY

publiée avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique et de la Section de l'École des Hautes Études

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR : PIERRE RENOUVIN

MEMBRE DE L'INSTITUT, DOYEN HONORAIRE DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

Rédacteur en chef : Maurice CROUZET

Secrétaire de la Rédaction : Philippe VIGIER

RÉDACTION :

90, boulevard Saint-Germain (Presses Universitaires de France),
le mercredi, de 10 h 30 à 12 heures

Administration : Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

Abonnements : Presses Universitaires de France, Département des périodiques,
1, place Paul-Painlevé, Paris (5^e). — Tél. : ODÉON 64-10

Revue trimestrielle. — ABONNEMENTS ANNUELS POUR l'année 1961

France, Communauté : NF 25 »

Étranger : NF 28 »

États-Unis et Canada : \$ 5,60 — Grande-Bretagne et Commonwealth : £ 2.

Le numéro : NF 7,50

Compte de chèques postaux : Paris 392-33

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

| | Pages |
|--|-------|
| Hans JENSEN. Die Schrift in Vergangenheit und Gegenwart, 2 ^e édition (Ch. Higoumet). | 213 |
| I. J. GELB. Von der Keilschrift zum Alphabet (Id.). | 213 |
| Wilhelm auf der NÖLLENBURG. Kulturgeschichte der Schrifttrager (Id.). | 213 |
| Arnaldo MOMIGLIANO. Secondo contributo alla storia degli studi classici (Paul Cloché). | 214 |
| Victor EHRENBURG. The Greek State (Id.). | 216 |
| Louis JALABERT, S. J. (†), et René MOUTERDE, S. J., avec la collaboration de Claude MONDÉSERT, S. J. Inscriptions grecques et latines de la Syrie. Tome V : Émésène (Id.). | 217 |
| Salo Wittmayer BARON. A social and religious history of the Jews, 2d ed. Vols. III-VIII : High Middle Ages, 500-1200 (Claude Cahen). | 218 |
| Basil DAVIDSON. Old Africa rediscovered (Jean Leclant). | 222 |
| P. M. HANDOVER. Printing in London from 1476 to Modern Times (Robert Schnerb). | 225 |
| I. The Tragic History of the Sea 1589-1622, edited by C. R. BOXER ; II. The troublesome voyage of Captain Edward Fenton 1582-1583, edited by E. G. R. TAYLOR (Henri Brunschwig). | 227 |
| Alberto TENENTI. Naufrages, corsaires et assurances maritimes à Venise, 1592-1609 (Jean Delumeau). | 228 |
| Hans ROGGER. National consciousness in Eighteenth Century Russia (Alain Besançon). | 231 |
| Louis DERNIGNY. Cargaisons indiennes. Solier et Cie (1781-1793) (Jean Égret). | 234 |
| Henri FORESTIER. L'Yonne au XIX ^e siècle. Première partie : 1800-1830 (Jean Vidalène). | 235 |
| M. LE YAOUANC. Nosographie de l'humanité balzacienne (Id.). | 236 |
| Raymond ROUSSEAU. La population de la Savoie jusqu'en 1861 (Id.). | 237 |
| Giorgio CANDELORO. Storia dell'Italia moderna. Vol. III : La Rivoluzione nazionale. 1846-1849 (Paul Gulchonnét). | 238 |
| Fiorella BARTOCCINI. Il Murattismo. Speranze, timori e contrasti nella lotta per l'Unità italiana (Id.). | 239 |
| Louise HENNEAUX-DEPOOTER. Misères et luttes sociales dans le Hainaut. 1860-1869 (Robert Schnerb). | 241 |
| Yvonne TURIN. L'éducation et l'école en Espagne de 1874 à 1902. Libéralisme et tradition (Pierre Villar). | 243 |
| Comptes rendus critiques. | |
| Pour le détail, voir supra. | 213 |
| Notes bibliographiques | 245 |
| Recueils périodiques et Sociétés savantes | 269 |
| Chronique. | 281 |

Une enquête à poursuivre :

La noblesse

dans la France médiévale

Il y a vingt-cinq ans, Marc Bloch invitait les médiévistes à observer dans les divers pays de l'Occident, et spécialement en France, l'évolution de la noblesse¹. Cet appel reçut plusieurs réponses notables, mais la plus riche peut-être et l'une des plus pertinentes vient de lui être donnée tout récemment par L. Génicot, professeur à l'Université de Louvain, qui a consacré le second volume de son ouvrage sur l'économie namuroise dans le bas Moyen Age à l'étude des nobles de cette petite contrée².

Dans tout le comté de Namur, c'est-à-dire pour quelque trois cent soixante-dix villages ou hameaux, on ne découvre pas plus d'une vingtaine de familles dont les chefs étaient appelés *nobiles*, au début du XII^e siècle, dans le latin des chartes. Très petit groupe donc, mais d'hommes fort riches, jouissant d'une grosse fortune foncière très dispersée, largement répandue dans les provinces avoisinantes et, selon l'hypothèse la plus vraisemblable, constituée quelques générations plus tôt par une dotation princière. Établies aux lisières de la principauté, les tiges maitresses de ces lignages paraissent, à la lumière incertaine d'une documentation indigente, avoir possédé des églises paroissiales, souvent un château, en tout cas le pouvoir de commander et de punir. Il semble bien que, dans le vocabulaire des rédacteurs d'actes, « noble » et « libre » étaient interchangeables. Il est certain que tous les nobles étaient dits libres. Mais L. Génicot incline à penser

1. « Sur le passé de la noblesse française ; quelques jalons de recherches », dans *Annales d'histoire économique et sociale*, 1936, précédé d'un « Projet d'une enquête sur la noblesse française », établi par le comte de NARBONNE.

2. *L'économie namuroise au bas Moyen Age. II : Les hommes, la noblesse*. Louvain, 1960 (Recueil de travaux d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain, IV^e série, fasc. 20).

Georges Duby

aussi — bien que sur ce point on le sente moins assuré — qu'il n'existait pas alors, hors de la noblesse, d'hommes vraiment libres, c'est-à-dire échappant complètement aux coutumes banales, qui fussent jugés par les seuls tribunaux publics et qui pussent entièrement disposer d'eux-mêmes. Privilégiée, cette « noblesse » était enfin héréditaire : ses qualités et ses titres se transmettaient par le sang.

Aux « nobles » s'opposaient nettement alors des hommes que les textes disent appartenir à la *familia*, c'est-à-dire à une compagnie de serviteurs groupée autour d'un maître. Qui étaient ces maîtres ? Le comte sûrement ; les grands établissements religieux sans doute ; certains nobles peut-être (à vrai dire, on souhaiterait voir plus clairement si les châteaux n'ont pas été dans ce pays les points de concentration exclusifs de telles maisonnées). Leurs membres n'étaient pas tous d'origine servile, mais pourtant ils ne jouissaient pas de la pleine liberté ; en effet, ils ne possédaient pas de sceau ; ils vivaient en dépendance héréditaire ; ils n'échappaient pas aux exactions. Toutefois, vers 1150, on commence à voir certains d'entre eux distingués par un qualificatif particulier. Le titre de *chevalier* les décore. Apparemment, le service militaire à cheval les honore ; plus nécessaires au prince, on les sent en tout cas fort à l'aise. Ces *milites* forment une aristocratie qui se renforce, tout en se maintenant très en dessous de l'élite des familles « nobles » que la prolifération naturelle des lignages a rendues dans le même temps un peu plus nombreuses, donc moins riches.

Passé l'an 1200, l'étude s'appuie sur une documentation plus fournie ; elle devient plus fouillée et plus sûre. On voit alors les familles de la noblesse s'affaiblir peu à peu par le morcellement des héritages, la concurrence du prince qui leur dispute le pouvoir banal, la libération des communautés rurales, la baisse des revenus seigneuriaux, compensée pourtant par d'heureuses parades et notamment par le succès de quelques entreprises de défrichement. Seuls quelques lignages réussirent à sauvegarder leur patrimoine : ils constituèrent, au milieu du XIII^e siècle, le petit groupe des « pairs ». Mais plus de la moitié des « nobles » n'ont pu se maintenir dans l'aristocratie, et ceci au moment même où la situation des chevaliers se relevait. Beaucoup plus nombreux, détenteurs maintenant des attributs de la puissance, flanquant de tours leur demeure et jugeant les paysans, les *milites* ont vu, en effet, s'affirmer dans le cours du siècle le prestige de leur titre. On s'est mis à les appeler « messire », et bientôt eux seuls eurent droit à ce qualificatif ; vers 1280, dans les listes de témoins, la distinction

La noblesse dans la France médiévale

cessa d'être faite entre les nobles et les chevaliers ; on plaça les chevaliers à part de tous les autres et — fait de conséquence dans un monde si attentif aux préséances — le noble non adoubé dut passer après les chevaliers non nobles. Enfin, dans le même temps, les chevaliers gagnèrent la liberté personnelle, le prince les ayant exemptés des coutumes banales. Héritaire, puisque les enfants du chevalier pouvaient en jouir même s'ils ne portaient pas les armes, cette franchise acheva, dans la deuxième moitié du XIII^e siècle, de constituer le groupe des chevaliers en noblesse véritable. Pourtant, les « nobles » de vieille race veillèrent jalousement encore pendant plusieurs générations à ne point se mêler à eux. Ce fut seulement dans les dernières années du XIV^e siècle que les alliances matrimoniales et l'extension à tous les chevaliers du titre de « noble homme » confondirent enfin les deux groupes. En 1420, il n'existait plus dans les Namurois qu'une seule classe supérieure de « gentilshommes ».

Classe largement ouverte depuis un siècle au moins. Pour s'y introduire, il avait suffi, en effet, à beaucoup d'hommes enrichis par l'administration, les affaires ou même une patiente épargne paysanne, de se soumettre à la cérémonie de l'adoubement. Celle-ci ne paraît pas avoir été strictement contrôlée. Mais il convient de remarquer que les descendants de ces parvenus cessaient bientôt de faire armer leurs fils. Parmi les gentilshommes, les chevaliers se raréfièrent, et très vite après 1350. Il ne manque pas de raisons qui expliquent une telle désaffection pour la qualité chevaleresque. Elle contraignait à des dépenses d'armement et de monture, imposait des obligations gênantes, exposait aux dangers, alors que le simple écuyer était de mieux en mieux considéré. Mais surtout il suffisait de compter un chevalier parmi ses ancêtres en deçà du septième degré pour profiter des privilèges fiscaux, judiciaires et militaires, pour être « libre », pour se ranger parmi les « hommes de loi et de lignage ». Ce fut cette classe juridique qui, dans le Namurois du bas Moyen Age, se substitua à la vieille « noblesse » lorsque son souvenir même eut achevé de se perdre. Constituée en majorité par des hommes riches, possesseurs de maisons fortes, avec motte, tour, « bloquehut » et chapelles, elle rassemblait cependant aussi nombre de personnes modestes, d'artisans et même de valets. Car, tout comme l'antique *nobilitas*, elle fondait son privilège sur la seule naissance et la qualité des ancêtres.

Il a semblé nécessaire de donner de ce beau livre un résumé substantiel. Pour mieux en louer d'abord la méthode. Le dépouillement complet de tous les textes écrits qui concernent une petite région

Georges Duby

assure la rigueur de cette étude, permet seul, en particulier, de suivre d'aussi près l'évolution des patrimoines et de retrouver la trace des destins individuels : pour cela, l'exposé fourmille de notes très concrètes et s'anime ainsi d'une vie entraînante¹. Mais on notera spécialement que la recherche s'est appuyée d'une part sur l'inventaire systématique, le classement chronologique et même l'examen grammatical de tous les termes qui furent utilisés pour qualifier les hommes de ce temps, d'autre part, et surtout, sur la construction patiente d'un très grand nombre de tableaux généalogiques qui constituent, comme il se doit, l'illustration maîtresse de l'ouvrage.

L'allure même de ces arbres familiaux fait ressortir la principale faiblesse de l'étude : avant le début du XIII^e siècle, la documentation qui la soutient est fort réduite ; elle est pratiquement inexistante pour le XI^e siècle. Cette déficience des sources anciennes réduit notablement la portée des observations de L. Génicot, comme de celles qu'ont formulées, pour la noblesse du Brabant, P. Bonenfant et G. Despy². Une telle indigence interdit, par exemple, de déterminer ici et là avec certitude si, au XII^e siècle, les possesseurs de châteaux, les détenteurs du droit de ban étaient bien tous et seuls qualifiés de *nobiles*. Une telle indigence surtout dresse très vite un seuil contre lequel viennent buter les investigations régressives des généalogistes. Il est impossible de discerner en particulier si, parmi les *milites* qui apparaissent en Namurois dans la seconde moitié du XII^e siècle, certains n'appartenaient pas aux rameaux latéraux des grands lignages de la haute aristocratie. En Saxe³ et en Allemagne du Sud-Ouest⁴, on peut établir, en effet, comme en Mâconnais, l'existence d'une vigoureuse petite noblesse tout entière issue des races dirigeantes et, dans les pays allemands, cette « basse noblesse de souche » partage alors le titre chevaleresque avec la « nouvelle basse noblesse » des ministériaux. Enfin, l'on peut se demander si des témoignages moins clairsemés n'eussent pas permis d'observer de plus près les rapports entre la *libertas* et la noblesse. L'affirmation de la complète

1. On regrettera seulement que les schémas cartographiques n'aient fait aucune place aux réalités du paysage.

2. « La noblesse en Brabant aux XII^e et XIII^e siècles. Quelques sondages », dans *Le Moyen Age*, 1958.

3. A. HAGEMANN, « Die Stände der Sachsen », dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung, Germ. Abt.*, 1959.

4. K. BOSL, « Der Wettinische Ständestaat im Rahmen der mittelalterlichen Verfassungsgeschichte », dans *Historische Zeitschrift*, 191 (1960).

La noblesse dans la France médiévale

identité, au ^{xii}^e siècle, des nobles et des libres est, en effet, surprenante, car dans maintes régions de France, d'Allemagne et même de Lotharingie, les textes montrent avec évidence qu'il existait alors beaucoup d'hommes libres qui ne prétendaient point à la noblesse. Même si l'on considère que tous les chevaliers, intégrés à la *familia*, étaient des ministériaux, il faut tenir compte de l'opinion de nombreux médiévistes allemands qui pensent, comme H. Dannenbauer¹, que beaucoup de libres de condition modeste se placèrent au service cavalier des grands ; un acte brabançon de 1180 ne distinguait-il pas trois *militēs ingenui* dans une *familia comtale*² ?

De la savante étude du professeur de Louvain, il ressort en tout cas que la société aristocratique présentait à l'époque féodale, dans ce pays d'Empire, des traits différents de ceux qui marquaient la plupart des provinces françaises : vigueur prolongée de ces troupes domestiques que l'on désignait par le nom de *familia* ; notion plus complexe, plus différenciée, plus hiérarchisée de la liberté ; influence plus prononcée peut-être de l'ascendance maternelle dans l'hérédité des statuts juridiques. Qu'en Namurois les critères de la noblesse aient été particuliers, qu'ils ne fussent point identiques à ceux que l'on croit pouvoir discerner dans la Bourgogne ou le Forez, il ne faut pas s'en étonner. On connaît les discordances qui ont marqué, en France et en Germanie, l'évolution des structures sociales établies aux temps carolingiens ; A. Borst vient encore de les souligner dans un essai plein d'intelligence, à propos précisément de la dignité chevaleresque, de son extension, de son contenu, de son expression littéraire³. Mais, à l'intérieur même de ces grands corps territoriaux, les coutumes régionales étaient fort diverses, et notamment toute une gamme de transitions entre les types français et les types germaniques s'établissait sans doute dans les pays de la Meuse, de la Saône, du Jura et des Alpes. Les conclusions de L. Génicot n'infirmant pas celles des érudits qui, ailleurs, ont essayé de voir clair. Mais elles ont le grand mérite d'apporter une pièce capitale au débat, de le réveiller, de renouveler et rajeunir les anciennes hypothèses de travail. Ainsi, cet ouvrage incite à poursuivre l'enquête dans les pays français, et spécialement dans trois directions principales.

1. « Königsfreie und Ministerialen », dans *Grundlagen der mittelalterlichen Welt*. Stuttgart (1958).

2. P. BONENFANT et G. DESPY, *op. cit.*, p. 40.

3. « Das Rittertum im Hochmittelalter. Idee und Wirklichkeit », dans *Saeculum*, X, 1959.



Il conviendrait, en premier lieu, d'examiner attentivement la manière dont s'est transmise la qualité nobiliaire. Les recherches de L. Gênicot mettent en évidence, en effet, un fait désormais incontestable : la noblesse médiévale est indépendante de la chevalerie et lui est antérieure ; c'est une qualité qui vient des ancêtres, une affaire de race. Nulle part cette proposition n'est plus vigoureusement exprimée que dans un livre tout récent d'un autre historien belge, L. Verriest — livre rageur, mal ordonné, défiguré parfois par des sophismes et toujours par un acharnement immodéré à détruire toute opinion qui ne s'accorde pas entièrement avec les idées très originales de son auteur, mais porteur cependant de remarques fort pertinentes¹. Parmi celles-ci, on doit retenir en particulier la critique des thèses de Marc Bloch. Ce dernier, et je l'ai longtemps suivi, pensait que, les familles nobles du haut Moyen Âge s'étant éteintes, une toute nouvelle noblesse avait dû se reconstituer aux temps féodaux, en fonction d'un certain niveau de fortune, d'une manière de vivre distincte de celle du commun et, notamment, d'une aptitude singulière à l'exercice des armes. En fait, on peut considérer maintenant établi que la noblesse carolingienne s'est transmise par le sang dans une abondante postérité féodale, et, d'une façon plus générale, que tout noble se disait d'abord *de nobilibus ortus* ou « gentilhomme », c'est-à-dire qu'il ne se référait pas, en premier lieu, à sa puissance ou à sa richesse, mais à ses aïeux. Toute son illustration venait de ceux-ci et non point de sa personne. Il suffit de considérer la conception que notre monde se fait encore aujourd'hui de la noblesse² pour se convaincre que celle-ci s'est toujours fondée sur l'honneur d'une ascendance, et se renforce naturellement en remontant dans le passé, le long des arbres généalogiques. A tel point qu'il peut paraître vain de s'interroger sur les « origines » de la noblesse, puisqu'il n'est aucun noble qui ne soit poussé en avant par les prestiges d'un ancêtre, fût-il mythique. On a vu que l'étude de L. Gênicot était bâtie sur des généalogies.

1. *Questions d'histoire des institutions médiévales. Noblesse, chevalerie, lignage. Condition des gens et des personnes. Seigneurie, ministérialité, bourgeoisie, échevinage.* Bruxelles, 1959.

2. Le petit livre de P. DU PUY DE CLINCHAMPS, *La noblesse*, coll. « Que sais-je? ». Paris, 1959, ne contient rien de neuf sur la noblesse médiévale, mais en revanche d'utiles indications sur celles d'Ancien Régime et sur ses survivances contemporaines. Les aspects juridiques et sociologiques que revêtait l'institution dans les temps modernes peuvent suggérer aux médiévistes d'utiles réflexions.

La noblesse dans la France médiévale

Ainsi, l'enquête sur la noblesse rejoint directement celle, plus ample et non moins ardue, dont l'objet est la famille médiévale.

Car une question tout de suite se pose : ascendance, mais de quel côté? Paternel? Maternel? Les deux ensemble? Faute d'indication claire avant l'époque moderne, la réponse de L. Génicot est pleine de circonspection ; elle suppose que la noblesse, impliquant la liberté, ne pouvait comme cette dernière se transmettre que par les femmes ; mais que le prestige croissant de la chevalerie, affaire purement masculine, dut, après 1200, étendre le rôle du père dans la dévolution d'un statut juridique supérieur. L. Verriest tranche plus brutalement. Pour lui, le sang maternel anoblit seul, partout et toujours. A vrai dire, ses allégations reposent sur des textes tardifs et très localisés, qui ne sauraient emporter l'adhésion¹. Pour conclure valablement, il conviendrait de mener dans les diverses régions de la France féodale une étude approfondie des structures familiales².

Il semble fort utile d'examiner, à cette fin — puisqu'on n'a pas conservé avant le xiv^e siècle de dossiers constitués dans le seul dessein de prouver une noblesse — la littérature généalogique qui a fleuri entre le x^e et le début du xiii^e siècle dans certaines provinces, et dont des débris notables ont été conservés. De tels documents apprennent, en effet, beaucoup sur l'attitude d'esprit de ceux qui ont ordonné de les établir, sur le souvenir que ces hommes conservaient de leurs aïeux et sur le souci qu'ils avaient de les célébrer. Ils donnent de la conception vécue de la famille une image plus exacte que les arbres généalogiques reconstitués par les érudits modernes en fonction de leurs propres schémas. Il conviendrait donc, d'abord, de faire la recension systématique de ces sources, car bon nombre d'esquisses généalogiques sont incorporées dans des œuvres littéraires, et même dans des chartes³. Puis d'en entreprendre l'étude interne, en observant de près dans ces textes la place respective ménagée aux ascendances de ligne masculine et de ligne féminine, ainsi que les qualificatifs employés pour exprimer l'illustration des ancêtres.

1. Je ne pense pas, en particulier, que l'on puisse déduire beaucoup des généalogies dressées pour leur défense par ces sainteurs accusés en justice d'être serfs et qui, dans les régions où la macule servile était d'hérédité strictement féminine, insistaient sur la bonne naissance de leurs aïeules seules, sans rien dire de la qualité de leurs pères, ce qui ne leur eût servi de rien.

2. J'indique qu'une telle étude est entreprise depuis plusieurs années dans le séminaire d'étude des mentalités et structures sociales que je dirige à la Faculté des Lettres d'Aix, et que la publication de certains résultats partiels est en préparation.

3. M. Vercauteren, professeur à l'Université de Liège, attirait naguère l'attention des

Georges Duby

J'indique, à titre d'exemple, l'intérêt du tableau que brossa de sa propre famille l'auteur des *Annales Cameracenses*, le chanoine Lambert, né en 1108¹. On notera que sa mémoire ne remonte pas au delà des grands-parents, mais englobe largement les consanguins, même lointains, de la génération précédente, et se montre plus fidèle pour les branches les plus illustres. L'accent, en effet, est ici vigoureusement marqué sur la gloire des prédécesseurs, leurs actions guerrières et sur le souvenir qui s'en maintient dans les « cantilènes des jongleurs ». Le titre de *miles*, enfin, décore aussi bien le grand-père paternel de Lambert que ses oncles maternels et ses cousins des deux lignages ; toutefois, le mot *nobilis* et ses dérivés n'interviennent qu'à propos de la grand-mère maternelle et de sa parenté. Mais si, dans cet écrit comme dans bien d'autres, les femmes surtout sont dites « nobles », n'est-ce pas aussi parce que « chevalier » n'a pas de féminin et que, comme j'ai cru le voir dans les chartes mâconnaises, *nobilis* parut le seul terme convenable pour désigner les femmes de condition sociale équivalente ?

Cependant, quand l'on se borne à considérer les œuvres littéraires strictement généalogiques et qui furent composées en l'honneur des seuls seigneurs de très haut rang, il faut bien convenir que la filiation en ligne masculine a retenu presque entièrement l'attention de leurs auteurs, et donc qu'elle avait presque seule du prix aux yeux des grands qui les firent rédiger pour la célébration de leur noblesse. Voici la généalogie des comtes d'Angoulême, incluse dans l'*Historia pontificum et comitum Engolismensium*, dont J. Boussard a procuré une excellente édition², et qui fut écrite vers 1160 par un chanoine d'Angoulême. Elle remonte, à travers huit générations, jusqu'au second tiers du x^e siècle, jusqu'à Guillaume Taillefer, héros de légende. Elle n'est pas tout à fait indifférente aux filiations féminines, puisqu'elle fait mention, parmi les épouses des comtes, de celles qui donnèrent naissance à leur héritier. Mais elle s'articule strictement de père en fils et ne se déploie jamais en direction des lignes maternelles. Quelques sondages préliminaires opérés dans cette litté-

auditeurs de mon séminaire sur celles que Gislebert de Mons, chancelier du comte de Hainaut, à la fin du xii^e siècle, avait l'habitude d'introduire dans les actes qu'il délivrait au nom de son maître.

1. *M. G. H. SS.*, t. XVI, p. 511-512. Il appartient à M. Vercauteren, qui a eu l'extrême obligeance de me signaler ce document et de l'expliquer devant mes élèves, d'en donner le commentaire approfondi qu'il mérite.

2. Paris, 1957 (Bibliothèque elzévirienne, nouvelle série, Études et documents).

La noblesse dans la France médiévale

ture¹ montrent qu'une semblable disposition linéaire selon les primogénitures mâles, fonction d'une transmission essentiellement masculine de la gloire familiale et de la mémoire des aïeux, fut adoptée très généralement dans la très haute aristocratie au XII^e siècle. Mais une observation attentive révèle que les généalogies plus anciennement composées accordaient sans doute une place beaucoup plus large aux lignées féminines. Les tableaux familiaux du XI^e siècle, ceux qui concernent les comtes d'Anjou par exemple, sont construits eux aussi de manière à établir d'abord la filiation du titre comtal transmis de père en fils, mais ils s'ouvrent plus largement sur les alliances matrimoniales et sur les liens de parenté qui se nouent par des intermédiaires féminins. Et, beaucoup plus nettement encore, le plus ancien de tous ces écrits généalogiques, celui-ci qui décrit l'ascendance du comte Arnoul de Flandre et qui fut composé entre 951 et 959, insiste surtout sur les femmes, sur l'illustration de leur lignage ; les seules dates qu'il mentionne sont celles des mariages ; et tout le propos de l'ouvrage est d'assurer la noblesse du comte Arnoul en le rattachant, par sa grand-mère, à la famille carolingienne. Un tel changement de perspective pourrait bien être l'un des indices d'une mutation qui affecta, aux alentours de l'an mil, les structures de la famille aristocratique en Occident et ses représentations dans la conscience collective.

Cette constatation peut être, en effet, rapprochée de certains résultats d'une enquête générale sur la noblesse des pays rhénans, menée depuis quelques années à Fribourg-en-Brisgau sous la direction de G. Tellenbach². Parmi les travaux déjà publiés, je retiendrai spécialement celui de K. Schmid, parce qu'il propose d'aborder d'un côté nouveau l'étude des lignages dominants de l'époque post-carolingienne et féodale³. Le point de départ de cette recherche est une considération de méthode formulée par G. Tellenbach⁴ : il devient

1. L'étude d'ensemble est en cours dans mon séminaire. Cf. A. HÖNGER, « Die Entwicklung der litterarischen Darstellungsform der Genealogie im deutschen Mittelalter von der Karolingerzeit bis zu Otto von Freising », dans *Mitteilungen der Zentralstelle für deutsche Personen und Familiengeschichte*, 1914 ; K. HAUCK, « Haus und Sippengebundene Literatur mittelalterlicher Adelsgeschlechter », dans *Mitteilungen des Instituts für österreichisches Geschichtsforschung*, 62 (1954).

2. G. TELLENBACH, *Studien und Vorarbeiten zur Geschichte des großfränkischen Adels*. Fribourg, 1957.

3. « Zur Problematik von Familie, Sippe und Geschlecht, Haus und Dynastie beim mittelalterlichen Adel. Vortragen zum Thema « Adel und Herrschaft im Mittelalter », dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, 105 (1957).

4. « Zur Bedeutung der Personenforschung für die Erkenntnis des früheren Mittelalters », dans *Friburger Universitätsreden*, 1957.

Georges Duby

très difficile de suivre au delà des x^e - $viii^e$ siècles les traces des races aristocratiques ; cette difficulté tient sans doute au fait que les personnages ne portent plus dans les textes de surnoms familiaux, et qu'un seul nom les désigne, que l'on peut confondre avec celui d'autres individus ; mais elle n'est pas seulement affaire de sources ; elle exprime un trait particulier de la mentalité noble qui n'attribuait pas alors aux filiations agnatiques la supériorité reconnue aux époques suivantes, mais situait sur le même plan cognats et agnats. Observant de près la noblesse d'Alémanie, K. Schmid a pu mettre plus clairement en évidence ce contraste. Au xii^e siècle, la conception familiale était résolument dynastique : on remontait vers ses ancêtres par les mâles, et lorsque, à la fin du siècle, l'usage des armoiries commença de se répandre, la symbolique héraldique s'organisa de manière à conserver le souvenir de l'origine agnatique commune dans les branches latérales dès que celles-ci se constituèrent en lignages indépendants. Cette représentation s'appuyait principalement sur l'idée d'une résidence commune, berceau de la famille, héritée de père en fils, et dont la lignée portait le nom : la « race » ainsi se présentait comme une « maison ». Or, avant l'an mil, les relations de parenté offrent dans les sources écrites un aspect très différent : plus de noms familiaux, mais des noms individuels ; au *Geschlecht*, c'est-à-dire au lignage réunissant tous les hommes qui se réclament en ascendance paternelle d'un ancêtre commun, s'est substituée la *Sippe*, groupement flou d'alliés. K. Schmid utilise, pour la première moitié du x^e siècle, époque de très grande indigence documentaire, les *libri memoriales* où, dans les grands établissements religieux, étaient consignés les noms des bienfaiteurs pour lesquels devait prier la communauté ; la manière dont les noms y sont disposés les uns par rapport aux autres reflète l'image vécue des liens de parenté dans les milieux aristocratiques ; elle fait apparaître que la parenté de la femme et celle de la mère jouaient alors un rôle égal à celui de l'ascendance paternelle dans la vie et dans la conscience de la famille. Attitude que d'autres indications confirment et expliquent : on donnait volontiers aux enfants des noms empruntés à la lignée de leur mère ; des deux côtés de filiation, c'était celui dont la noblesse était la plus éclatante, le prestige le plus grand, les ancêtres les plus glorieux, qui était mis en avant ; comme les filles détenaient un droit à l'héritage foncier, les mariages réunissaient dans une même communauté de biens alliés et descendants des deux lignées ; enfin, les grands n'étaient pas établis dans des résidences stables : dans ces familles aux possessions très dispersées,

La noblesse dans la France médiévale

et mobiles au gré des héritages et des alliances, point de « maison » mais des gîtes multiples. Et, pour cela, point de « race ».

L'important serait de mettre en lumière le passage d'un système de parenté à l'autre, qui malheureusement s'est produit pendant la période la plus obscure du Moyen Age, de le dater, de le confronter à l'évolution d'ensemble des structures sociales. Voici l'un des champs d'observation qu'il faut proposer aux historiens de la noblesse française. Pour l'Alémanie, K. Schmid ébauche une explication dont le grand mérite, à mon sens, est de rejoindre l'histoire des institutions politiques, car la notion même de noblesse et sa consistance se trouvaient sans conteste étroitement associées aux attributs de la puissance. A l'époque franque, il existait tout de même une « maison », celle du roi, et il est notable que la famille royale fut la première à se manifester comme une race, limitant à l'*agnatio* les noms des fils, confinant dans une situation subalterne les alliances par les femmes. Or, c'était seulement en s'agrégeant à la maison du roi qu'un noble pouvait alors faire sa fortune, en y vivant dans son adolescence parmi les autres « nourris », en obtenant ensuite du chef bienfaits et honneurs. Noblesse toute domestique donc (*Hausadel*) et qui, pour cela, ne pouvait s'organiser en « maison » particulière. Or, lorsqu'ils redistribuaient les charges, les Carolingiens choisissaient, dans le groupe d'alliance des anciens titulaires, parmi les descendants, les parents par le sang ou les alliés, sans se limiter nullement à la ligne agnatique et encore moins à la primogéniture¹. Ce fut donc seulement lorsque les familles nobles se dégagèrent de la domesticité royale, s'approprièrent un pouvoir autonome, une seigneurie particulière, qu'elles s'ordonnèrent en dynasties. « La maison d'un noble devient une maison noble lorsqu'elle devient le centre et le point de cristallisation indépendant et durable d'une race, à qui elle confère la puissance. » Ainsi, le passage de la *Sippe* au *Geschlecht*, le renforcement progressif de la ligne masculine, qui peu à peu se réserva la transmission héréditaire de l'autorité, de la fortune terrienne, de la gloire ancestrale et par conséquent de la noblesse, apparaît comme l'un des aspects de l'avènement de la « féodalité ».

Cet avènement se produisit par étapes successives dont le rythme ne fut pas le même dans toutes les provinces, ici plus précoce et là retardé. L'autonomie fut conquise d'abord par les maisons comtales

1. Cf. R. LOUIS, *De l'histoire à la légende. Girart, comte de Vienne (... 819-877), et ses fondations monastiques*. Auxerre, 1946, t. I, p. 5.

Georges Duby

— dont les chefs furent dans les textes latins distingués par le titre de *dominus* — puis par les maîtres des châteaux et de la puissance banale — dont les familles étaient, en Mâconnais, organisées en lignages avant l'an mil — enfin, mais sensiblement plus tard, par les chevaliers, autour de leur demeure devenue, à la fin du *xii^e* siècle ou au début du *xiii^e*, une « maison forte ». L'appropriation du pouvoir de commander et de punir, que l'homme seul peut exercer et qu'il transmet à son fils, l'hérédité purement masculine de l'honneur, du fief, du titre, du surnom familial, des armes, l'exclusion progressive des filles mariées de l'héritage paternel ont sans aucun doute puissamment contribué à donner aux familles nobles, et d'abord aux plus illustres, leur allure dynastique et, du même coup, à reléguer à l'arrière-plan la filiation maternelle, à restreindre singulièrement son rôle dans la transmission même de la « noblesse ». Il conviendrait d'examiner si ce mouvement ne coïncide pas très exactement avec l'exaltation de la vocation guerrière, de l'épée, de la *militia*. En tout cas, il importe d'observer de près, pour vérifier ces hypothèses de recherches, la littérature généalogique, l'histoire des coutumes successorales, la politique matrimoniale des grandes familles, l'évolution du blason (l'héraldique est, parmi les sciences auxiliaires, la plus précieuse pour ce genre d'études). On peut attendre d'une telle enquête qu'elle fasse ressortir dans l'ensemble des pays français de fortes diversités régionales, qu'elle délimite plus exactement la zone où, dans l'Empire et sur ses lisières, comme en Champagne, en Barrois, en Franche-Comté et en Namurois, la coutume maintint dans l'usage la transmission par les femmes de la qualité noble, alors que, semble-t-il, elle avait admis ailleurs, dès la fin du *xi^e* siècle, pour la dévolution de la « noblesse » (comme aussi de la condition servile¹) la prépondérance de l'hérédité masculine.

* * *

L'étude des rapports entre noblesse et chevalerie est une seconde voie où l'on peut souhaiter voir s'engager les chercheurs. Les conclusions de L. Gênicot se trouvent rejoindre sur ce point les récents apports de l'érudition allemande qui a fortement distingué la noblesse,

1. Dans la région parisienne, les règlements de la mainmorte attestent la précoce primauté de la ligne agnatique dans la population servile, cf. *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, I, p. 375 (1109).

La noblesse dans la France médiévale

liée à la puissance, à la seigneurie, donc à la race, et la chevalerie, affaire de service, d'allure domestique et par conséquent décoration toute individuelle¹. Contraste entre *Herrschaft* et *Dienst* qui, dans les pays germaniques, s'est fort longtemps maintenu, puisque l'aristocratie allemande du ^{xiii}^e siècle vivait encore sur l'antithèse entre le *herren von geburte frī* et le *dienestman, ritter und kneht*². Mais l'opposition s'y est peu à peu atténuée par le succès d'un type social exemplaire, celui du *miles christianus*, du combattant de Dieu, exalté par l'Eglise. Ce succès serait tardif : A. Borst le situe dans la seconde moitié du ^{xii}^e siècle et le met en rapport avec l'expansion des ordres religieux militaires dans les pays allemands. Il en fut de même en Lotharingie. Ainsi voit-on les nobles brabançons se faire armer chevaliers et se parer du titre de *milites* vers 1175, c'est-à-dire au moment même où Hospitaliers et Templiers s'implantaient dans le duché³.

Cependant, la structure sociale des pays d'Empire se caractérisait, on le sait, à cette époque, par son archaïsme et la complexité des « états » que séparaient de nettes distinctions de statuts et de fermes obstacles aux alliances matrimoniales de groupe à groupe. On peut penser qu'en France l'évolution ne fut pas exactement concordante. Encore convient-il, et toujours en tenant compte des nuances régionales, de l'examiner attentivement. Selon toute apparence, on vit en France aussi une haute aristocratie gravitant autour de la maison royale, une *nobilitas*, se renforcer et s'enraciner à l'époque carolingienne. Une récente étude de K. F. Werner vient d'apporter sur ce point, pour la Neustrie, des informations de première importance⁴. A la recherche des origines des grandes familles princières et du groupe de vassaux qui les entouraient, cette enquête parvient à franchir le seuil que dressent, au milieu du ^x^e siècle, la raréfaction des documents et plus encore la modification des rapports qui unissaient les individus aux membres de leur parenté. Elle montre clairement que considérer les « nobles » de ces temps obscurs comme des hommes nouveaux est une illusion dont le laconisme des sources est seul responsable. En réalité, dans la Touraine, région plus bouleversée que d'autres par les incursions normandes et qui réclamait l'aide des

1. En dernier lieu, K. Bost, « Über soziale Mobilität in der mittelalterlichen « Gesellschaft », dans *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1960.

2. A. BORST, *op. cit.*, p. 223.

3. P. BONENFANT et G. DESPY, *op. cit.*, p. 39.

4. « Untersuchungen zur Frühzeit des französischen Fürstentums (9-10 Jahrhundert) », dans *Die Welt als Geschichte*, 1958-1960.

Georges Duby

autres provinces de l'Empire, les familles dominantes étaient déjà solidement implantées en 845 et constituaient, autour de Robert le Fort, un réseau stable de dévouement vassalique. K. F. Werner achève de ruiner les hypothèses de Marc Bloch en établissant, pour le bassin parisien, la continuité de l'aristocratie entre l'époque carolingienne et le milieu du x^e siècle, point de départ des généalogies féodales sûres. Mais il discerne, dans ce corps social de direction politique, différents niveaux. Au sommet, la *Reichsaristokratie*, définie par G. Tellenbach, formée de quelques groupes de parenté répandus sur l'ensemble de l'Empire et chargés des plus hauts honneurs : elle est ici fort bien représentée par Robert le Fort, qui arriva de France orientale dans la région de Tours, mais qui trouva sur place parents et amis. Les membres de cette petite élite faisaient preuve d'une grande mobilité et exerçaient ici et là des commandements éphémères. Sous eux, on distingue en revanche, dès le milieu du ix^e siècle, une aristocratie régionale beaucoup mieux fixée¹ et qui se décomposait elle-même en deux échelons : d'une part les comtes et les vicomtes, de l'autre les *vassi dominici* et les *vicarii*. Dans le second quart du x^e siècle, ces derniers ont cessé d'être directement liés à l'autorité royale et sont passés sous l'entière subordination des premiers, qui les ont fait participer, par le système de la précaire, à la fortune foncière des grands établissements religieux. Ces deux échelons étaient nettement séparés : lorsqu'ils entraient dans l'Église, les fils de *vassi dominici* devenaient chanoines, les fils de comtes, évêques ; on ne voit pas que des alliances matrimoniales se soient nouées d'un groupe à l'autre ; le second était en partie formé par les branches latérales des lignées comtales, mais celles-ci, en cas de déshérence dans la tige maitresse, ne recueillaient jamais les grands honneurs qui étaient aussitôt confiés à d'autres membres de la catégorie supérieure. Toutefois, les deux groupes constituaient ensemble le corps des « nobles », qu'un large fossé séparait des simples hommes libres. Ceux-ci, vassaux des *vassi dominici*, ne paraissent pas sur les listes des témoins qui, au ix^e et au x^e siècle, souscrivaient les actes des Robertiens. Il existait donc bien, dès le haut Moyen Âge, une « noblesse » participant à la puissance publique, liée d'abord à la maison royale, mais peu à peu se détachant d'elle, consciente de sa position et de l'honneur de son ascendance et, par

1. « Die Herren an der Loire mögen Wechseln, ihre Vassalen bleiben » (K. F. WERNER, *op. cit.*, p. 182).

La noblesse dans la France médiévale

conséquent, fermée aux parvenus¹. Cette noblesse est la racine de la haute aristocratie des temps féodaux — les *vassi dominici* du IX^e siècle sont les ancêtres des châtelains du XI^e et des « barons » du XII^e — ; elle tenait ses distances par rapport aux familles de l'aristocratie moyenne, celles qui donnèrent plus tard les chevaliers, mais qui, dès lors, et ceci ne concorde pas avec les déductions de L. Gênicot, jouissaient de la liberté juridique.

Aux environs de l'an mil, le mot *miles* se répand dans les pays français comme un titre qui qualifie certains individus. Faut-il voir dans tous ces chevaliers des *ministeriales*, les serviteurs armés des grandes familles, mal distingués des autres valets ? Certains d'entre eux sans doute se tenaient dans une condition fort modeste. P. Petot signalait récemment l'existence en Flandre et en Champagne, mais aussi en Berry et dans la région parisienne, de chevaliers serfs, situés dans un état semblable à celui du *Ritter* allemand ; ce qui lui fait attribuer à l'esprit de simplification de Beaumanoir la nette opposition que celui-ci propose entre la chevalerie et la servitude². Cette remarque engage à examiner de plus près le statut de ces hommes que les textes des XI^e et XII^e siècles nomment les *militēs castri* et sur lesquels, pour la Bourgogne, les travaux de J. Richard ont attiré notamment l'attention³. Quelles relations entretenaient-ils avec le maître de la forteresse à laquelle ils étaient attachés et qu'ils venaient garnir en cas d'alerte ? Sortaient-ils de sa domesticité ? Devaient-ils à sa seule générosité tous les biens fonciers qu'on les voit posséder dans les villages avoisinants et qui leur assuraient une situation économique autonome, fort supérieure en outre à celle des paysans ? En fait, il apparaît, au moins dans la France centrale, que les chevaliers du XI^e siècle tenaient des fiefs minuscules et que leur fortune était constituée essentiellement d'alleux. Les remarques de E. Perroy, relatives à deux lignages chevaleresques attachés au château forézien de Donzy⁴, rejoignent les observations qu'une documentation d'une exception-

1. « Wo es Schichten gibt, die auf ihren Rang achten, ist kein Platz für Emporkömmlinge » (K. L. WERNER, *op. cit.*, p. 186).

2. « Observations sur les *ministeriales* en France », résumé dans *Revue historique de droit français et étranger*, 1960.

3. *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché du XI^e au XIV^e siècle*. Paris, 1954, p. 99-102, 260-262 ; « Châteaux, châtelains et vassaux en Bourgogne aux XI^e et XII^e siècles », dans *Cahiers de civilisation médiévale*, 1960.

4. « Deux lignages chevaleresques en Forez au XI^e siècle », dans *Bulletin de la Diana*, XXXIV (1957).

Georges Duby

nelle abondance m'a permis de faire dans la région mâconnaise. Là, les chevaliers, incontestablement tenus pour des hommes libres, appartenaient à des familles aisées, et ils se réclamaient pour la plupart des mêmes ancêtres que les châtelains, leurs seigneurs ; pour leurs fils, remplir les fonctions chevaleresques paraît avoir été, dès cette époque, une capacité strictement héréditaire. Mais l'image n'est point valable sans vérification pour l'ensemble de la France, et l'on peut d'ores et déjà supposer qu'elle ne s'applique pas à la France du Nord-Ouest, aux régions bordières de la mer du Nord et de la Manche. Au XII^e siècle encore dans cette contrée, beaucoup de chevaliers vivaient, en effet, d'une prébende, en condition domestique, dans le château de leur seigneur ; et l'application précoce du droit d'attribution poussait souvent à l'aventure les fils cadets qui, célibataires, obligés de faire eux-mêmes leur fortune, allaient s'agréger aux compagnies militaires de vassaux, constituées dans la « maison » des puissants¹.

Il apparaît d'autre part que l'exaltation de la condition du chevalier fut bien plus précoce dans les régions françaises qu'en Germanie. La formation dans les milieux ecclésiastiques d'un concept du *miles christi*, auxiliaire de l'Eglise, qui gagne son salut en accomplissant dans les cadres de la morale chrétienne les devoirs de son état, doit être placée à l'époque carolingienne², et ce fut pendant le X^e siècle que mûrit rapidement la notion d'un « ordre » de militaires, chargé dans le peuple de Dieu d'une mission générale de protection, digne pour cela de certains privilèges juridiques. Elle était très ferme lorsque furent mises en place les institutions de la paix de Dieu, qui l'assurèrent plus solidement encore. Les règlements de paix, en effet, établirent l'ensemble des *milites* dans un statut particulier, très supérieur à celui des paysans. C'était le moment même où s'opérait une nouvelle répartition des pouvoirs de commandement, où s'installaient les « coutumes » exigées par les détenteurs du droit de ban, et dont furent exempts les chevaliers. Leur groupe s'affirma donc nettement dès le XI^e siècle, et bien avant la fondation des ordres religieux mili-

1. Une enquête est commencée dans mon séminaire, sur ces *juvenes* ; elle s'appuie au départ sur le témoignage de l'*Histoire ecclésiastique*, d'Orderic Vital, et l'*Histoire des comtes de Guines*, de Lambert d'Ardres.

2. E. DELARUELLE, « Jonas d'Orléans », dans *Bulletin de littérature ecclésiastique*, 1954. La thèse de doctorat en lettres entreprise par J. CHELINI, assistant à la Faculté des Lettres d'Aix, sur la situation religieuse des laïcs dans l'Europe carolingienne, doit permettre de préciser la chronologie de cette évolution mentale.

La noblesse dans la France médiévale

taires¹, comme un corps privilégié au temporel autant qu'au spirituel, à qui l'Église proposait l'exercice de vertus particulières et des types exemplaires de vie religieuse spécialement adaptés à son activité professionnelle : Orderic Vital rapporte que, dans l'entourage du marquis de Chester, Hugues d'Avranches, un prêtre prêchait aux chevaliers l'*emendatio vitae* et choisissait comme thèmes de ses sermons la vie des saints militaires, Démétrius, Georges, Sébastien, Théodore, Maurice, Eustache, et celle aussi du comte-moine Guillaume d'Aquitaine². A la conception « germanique » qu'exprimait encore au XII^e siècle Honorius Augustodunensis, présentant le genre humain divisé depuis le déluge en trois ordres hiérarchisés, les « libres », descendants de Sem, les chevaliers, descendants de Japhet, et les serfs, descendants de Cham, s'oppose, plus ancien de cent ans, le schéma bien connu d'Adalbéron de Laon qui répartit les laïcs en deux catégories seulement, et place au-dessus des serfs l'ensemble des chevaliers, « protecteurs des églises, défenseurs du peuple » et échappant à toute contrainte³. Certes, l'idée se maintint en France d'une noblesse de sang dont l'éclat précédait et dépassait l'honneur de chevalerie. Adalbéron l'exprimait en disant que « les titres des nobles leur viennent du sang des rois dont ils descendent⁴ ». Elle était aussi nettement proclamée, à la fin du XII^e siècle, dans la littérature romanesque : Perceval est noble sans le savoir et sa mère a voulu l'élever hors de la chevalerie ; pourtant, la force de son sang généreux triomphe de son éducation timide et l'entraîne aux vertus chevaleresques ; « gardez que chevalerie soit si bien employée en vos que l'amors de vostre lignage i soit sauve », tel est le conseil que Galaad, dans la *Queste du Graal*, donne au fils de roi qu'il vient d'adoubier⁵. Mais il est évident que, dès le XI^e siècle, les coutumes françaises distinguaient deux groupes juridiques : les chevaliers, francs de l'exploitation banale, parmi lesquels étaient les nobles, et les autres ; les témoins laïcs des actes se trouvaient répartis de la sorte, et les nobles se pa-

1. Au lendemain de la première croisade, il semble bien que noblesse et chevalerie étaient juridiquement confondus dans le royaume latin de Jérusalem ; les textes utilisés par J. Prawer dans son article sur « La noblesse et le régime féodal du royaume latin de Jérusalem » (*Le Moyen Age*, 1959) doivent être sur ce point examinés de près.

2. H. WOLTER, *Ordericus Vitalis. Ein Beitrag zur Kluniazensischen Geschichtsschreibung*. Wiesbaden, 1958, p. 100.

3. HONORIUS AUGUSTODUNENSIS, « De Imagine mundi », *P. L.*, 172, col. 166 ; ADALBERON DE LAON, *Poèmes au roi Robert*, trad. Pognon, *L'an mil*, p. 226.

4. *Op. cit.*, p. 219.

5. J. FRAPPIER, « Le Graal et la chevalerie », dans *Romania*, 1954.

Georges Duby

raient déjà du titre chevaleresque. Évoquant leur grand-père ou leur grand-oncle paternel, les vicomtes de Marseille, en 1040, le désignent comme *nobilissimus miles* ; leur père, Guillaume, qui trente-six ans plus tôt se faisait recevoir à l'agonie dans la communauté bénédictine de Saint-Victor, proclamait déjà qu'il abandonnait pour le service de Dieu la *militia saecularis*¹. C'est ici qu'apparaît très nécessaire une enquête générale sur la cérémonie de l'adoubement, sur ses rites, sur leur évolution, dont on sait à vrai dire fort peu de chose.

En revanche, on voit dès les premières années du XIII^e siècle s'opérer en France centrale comme en Brabant et en Namurois le rapprochement au sein de la chevalerie des différents niveaux de l'aristocratie. Contemporains, les phénomènes sont identiques ici et là : *dominus* ou *messire*, qualificatifs réservés jusqu'alors aux détenteurs du pouvoir banal, sont désormais revêtus par tous les chevaliers et par eux seuls ; en même temps, des fils de chevaliers, de plus en plus nombreux, ne sont plus adoubés dès qu'il parviennent à l'âge adulte et sont distingués par un titre nouveau : « écuyer » ou « damoiseau ». Cependant, pour expliquer de tels changements, il ne semble pas que l'on puisse se contenter d'invoquer l'exaltation de la dignité chevaleresque (beaucoup plus ancienne en France, on vient de le voir) et les difficultés économiques de la noblesse (car il n'est nullement certain que la plupart des nobles aient connu la gêne dès cette époque, et puisque, d'autre part, ce ne furent pas, bien au contraire, les familles les plus modestes qui renoncèrent le plus tôt à faire adouber leurs garçons). Le renforcement des pouvoirs princiers paraît avoir joué dans cette évolution un rôle beaucoup plus déterminant. Le nivellement des couches aristocratiques s'est produit, en effet, sous l'autorité reconstituée des princes territoriaux, qui soumit les châtelains indépendants en réduisant leur pouvoir, au moment même où le ban inférieur était abandonné dans la paroisse aux chevaliers de village ; ce fut alors que ceux-ci s'approprièrent un sceau, transformèrent leur demeure en maison forte. L'élévation des simples chevaliers au niveau de l'ancienne *nobilitas* des maîtres de châteaux coïncide avec la dispersion des droits seigneuriaux, de la taille, de la basse justice, avec une vulgarisation de l'autorité banale.

A ce moment d'ailleurs, la reconstitution des états ouvrait, d'une

1. Archives municipales d'Arles, éd. L. BLANCARD, « Arlulf, origine de la famille vicomtale de Marseille », dans *Mémoires de l'Académie de Marseille*, 1887.

La noblesse dans la France médiévale

autre manière, une nouvelle phase dans l'histoire de la noblesse. Être noble, en effet, c'était échapper à la fiscalité. Il importait donc au prince de contrôler l'appartenance à cette catégorie franche. On le vit établir des critères qui autorisaient l'exemption. Ceux-ci d'ordinaire furent doubles — et l'on voit ici noblesse et chevalerie achever de se confondre — fondés à la fois sur le sang et l'adoubement : pour participer aux libertés fiscales, il fallut se réclamer d'un ancêtre chevalier. Des règlements fixèrent les degrés d'ascendance, le septième pour les « hommes de loi » du Namurois ; traitant des « libertés des chevaliers », les statuts de Fréjus, édictés au ^{xiii}^e siècle par le comte de Provence, exemptaient de la quiste comtale, outre les chevaliers, les fils et les petits-fils de chevaliers ; mais s'ils ne s'étaient pas fait adouber, passée la trentaine, ces derniers perdaient leur franchise. Ajoutons que, pour conserver leur état, les nobles provençaux étaient tenus, dès cette époque, de ne pas prêter la main à des besognes paysannes¹. Le contrôle de l'état introduisit donc très tôt la notion de dérogeance, et l'on ne peut suivre L. Verriest lorsqu'il nie toute relation entre la condition économique d'un individu et son statut juridique. En tout cas, dès lors, la noblesse dut se prouver ; les postulants furent astreints à produire devant l'administration des actes originaux où leurs ascendants portaient des qualifications particulières. Il n'est pas indifférent de remarquer que les titres reçus n'étaient pas semblables, au ^{xvii}^e siècle, dans toutes les provinces de la France : « écuyer » et « chevalier » un peu partout, mais « noble » en Flandre, Artois et Hainaut, en Franche-Comté, Lyonnais, Dauphiné, Provence, Languedoc et Roussillon, « noble homme » en Béarn, Guyenne et Normandie. La diversité des qualificatifs nobiliaires est une nouvelle invite à ne point traiter, dans la recherche des rapports entre noblesse et chevalerie aux temps féodaux, la France entière comme un corps homogène.

* * *

Dernier problème : quel fut le degré de fluidité de la noblesse médiévale ? Dans quelle mesure ce groupe social fut-il rajeuni et renou-

1. En 1205, une sentence rendue à Arles établit que *quisquis possidebat terram si miles est dat decimam, si alius agriculator tascam et decimam* ; les chevaliers jouissaient donc normalement de franchises (*miles* est ici une qualification juridique), et certains d'entre eux s'occupaient de faire valoir des terres (Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 60 H, 24, n° 4).

Georges Duby

velé par l'intrusion des parvenus? L. Génicot montre excellemment les quelques familles de la « noblesse » namuroise d'abord proliférant et se diversifiant en rameaux, puis se réduisant peu à peu depuis le XIII^e siècle par l'extinction progressive des lignages. On peut souhaiter qu'à son exemple les historiens se mettent à étudier dans les provinces françaises la démographie des familles aristocratiques, qui peut-être ne présentait pas les mêmes caractères que celle des autres couches sociales. Il est frappant notamment de voir avec quelle rapidité certains lignages nobles de l'époque féodale se sont étiolés et ont disparu. J'emprunte à l'*Historia comitum Ghisnensium* de Lambert d'Ardres¹ l'exemple de la postérité du châtelain de Bourbourg, Henri, qui mourut après 1151 ; il avait eu douze enfants dont sept fils ; deux de ceux-ci furent clercs, deux autres moururent d'accident, l'un *adulescentulus*, l'autre déjà chevalier ; un cinquième perdit la vue dans un tournoi, ce qui l'empêcha de briguer la succession de son père et, semble-t-il, de se marier ; Baudouin, l'ainé, successeur d'Henri dans le château, se maria deux fois, mais ses épouses ne purent lui donner de descendance ; le plus jeune des sept fils devint alors châtelain et prit femme, mais son seul héritier mâle mourut encore enfant, en 1194, et toute la belle succession d'Henri de Bourbourg revint à son unique petite-fille en ligne paternelle, Béatrice, proie tentante pour les jeunes nobles en quête d'établissement, et qui fut conquise de haute lutte par Arnoul, fils du comte de Guines. On voit par cet exemple que les destinées biologiques de la noblesse étaient alors fort menacées. En premier lieu par les périls inhérents à l'existence militaire, vie rude, on le sait, et parfois mêlée de réels dangers. Mais aussi par des habitudes de restriction démographique : pour éviter la dispersion de l'héritage, pour assurer à l'ainé, héritier du titre et de l'honneur, une seigneurie qui ne fût point démembrée, on plaçait le plus possible de cadets dans l'état ecclésiastique et l'on évitait de marier les autres. Le prolongement du lignage était alors à la merci d'un accident guerrier ou d'une union stérile. De rapides sondages dans les généalogies de la haute noblesse du bassin parisien m'ont permis de reconnaître dans ce groupe social la fréquence, au XII^e siècle, de deux situations individuelles, d'ailleurs complémentaires : celle de l'aventurier célibataire, contraint de chercher fortune hors de la

1. C. 122, « Genealogia Broburgensium », *M. G. H. SS.*, XXIV, p. 620-621. L'ensemble de ce texte très important pour l'histoire de la famille féodale est l'objet dans mon séminaire d'une étude approfondie.

La noblesse dans la France médiévale

maison paternelle et qui souvent meurt au combat ; celle de l'unique héritière, point de mire de toutes les stratégies matrimoniales.

En étudiant la condition personnelle de soixante nobles du Forez, appartenant à quarante-trois lignages, qui se liguèrent en 1314-1315 contre la fiscalité royale, E. Perroy apporte la plus riche des contributions récentes à la connaissance des structures réelles de l'aristocratie¹. Parmi les soixante ligueurs, quatre étaient des veuves de chevaliers, vingt-neuf chevaliers eux-mêmes, mais vingt-sept n'étaient pas adoubés et portaient seulement le titre de « donzeau » ; onze moururent dans cette condition et, des seize autres, six seulement furent armés chevaliers avant la quarantaine, cinq avant cinquante ans, quatre avant soixante, et le dernier encore plus vieux : on ne peut dire que l'empressement ait alors été très vif à briguer l'honneur chevaleresque. Onze ligueurs disparurent sans laisser de descendant mâle, et la postérité de vingt-six autres était éteinte moins d'un siècle après l'alliance de 1315. Ces chiffres permettent de mesurer le rythme qui entraînait alors le renouvellement de la noblesse. Car, pour la défense de leurs communs privilèges, luttaient aux côtés de puissants barons de très ancien lignage, des hommes nouveaux qui s'étaient tout récemment introduits parmi les gentilshommes. C'était le cas de Guillaume Fillet, agent comtal, de naissance roturière, adoubé sept ans auparavant, de Pierre du Verney, encore bourgeois de Montbrison en 1304, fils d'un banquier du comte, de Pons de Curnieu, simple donzeau d'extraction paysanne. J'ajouterai que quatorze de ces cinquante-six nobles avaient épousé des héritières et devaient le meilleur de leur fortune à ces alliances ; il est même permis de penser que ce furent d'heureux mariages de cette sorte qui permirent à Pierre du Verney et à son neveu Guillaume d'accéder à la qualité chevaleresque et, bien que sortis du négoce, de figurer parmi les nobles. Toutes ces vues s'accordent parfaitement à celles que les recherches de L. Génicot ont procurées de l'aristocratie namuroise dans les derniers siècles du Moyen Age, et font apparaître que, malgré les efforts des princes pour limiter les exemptions fiscales, pour établir un strict contrôle à l'entrée de la noblesse, celle-ci était au xiv^e siècle une classe largement ouverte. L'extinction des anciens lignages s'y trouvait constamment compensée par l'accueil de nouvelles familles haussées par leurs alliances, leurs fonctions ou leur fortune.

1. « La noblesse forézienne et les ligues nobiliaires de 1314-1315 », dans *Bulletin de la Diana*, XXXVI (1959). E. Perroy achève l'étude généalogique de tous ces lignages.

Georges Duby — La noblesse dans la France médiévale

Il m'est pourtant difficile de renoncer à l'image d'une étonnante permanence des familles chevaleresques entre le début du ^x^e siècle et la fin du ^{xii}^e, que m'a communiquée l'examen des très abondantes sources mâconnaises. Celles-ci manifestent, en effet, que les descendants de ces mêmes hommes qui, les premiers, avaient arboré après l'an mil la qualité de chevalier dans l'entourage des châtelains, se trouvaient, aux approches de l'an 1200, établis sur les mêmes patrimoines et dans la même supériorité économique que leurs ancêtres ; à leur niveau, point de parvenus, mais des cousins issus des mêmes lignages ; parmi toutes ces familles, celles qui s'étaient éteintes sans postérité au cours de ces cinq ou six générations paraissent avoir été très peu nombreuses, et le vide qu'elles laissaient fut comblé, non par l'ascension des gens du commun, mais par les rameaux des anciennes races qui trouvaient une place plus large pour s'étendre. Les études généalogiques sur les lignages du Forez, que mène E. Perroy à partir des listes de 1315, montreront si le brassage de la noblesse et son renouvellement rapide, attestés au seuil du ^{xiv}^e siècle dans le sud-est du royaume de France, s'observent aussi vifs antérieurement au ^{xiii}^e siècle.

On peut, en effet, se demander si, dans beaucoup de pays français, l'aristocratie, que la qualification chevaleresque réunissait en un même corps nanti de privilèges juridiques, mais où les « nobles », élite restreinte formée des rejetons des vieilles races alliées aux rois francs et des héritiers de celles-ci dans l'exercice des droits de ban, demeuraient nettement distincts de la masse des simples chevaliers, leurs cousins des branches adjacentes ou les descendants des hommes libres fortunés du haut Moyen Age, ne resta pas fort stable jusqu'aux environs de 1180. N'est-ce point seulement après cette date qu'une circulation monétaire plus active, l'attrait des résidences urbaines et les mutations de genre de vie qu'il suscita, le renforcement de l'autorité princière et la profonde remise en ordre des pouvoirs de commandement et des hiérarchies juridiques qu'il détermina, vinrent emporter dans une évolution accélérée les cadres de la société féodale, et déranger en particulier les structures de la noblesse ? Il paraît convenable de clore précisément ce tour d'horizon et cette invitation à poursuivre une enquête par une dernière interrogation.

Georges DUBY,

Professeur à la Faculté des Lettres d'Aix-Marseille.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

La Compagnie d'Occident, dont l'idée initiale appartient au financier Antoine Crozat et qui prit la succession de celui-ci à la tête de l'entreprise de Louisiane¹, fut instituée par lettres patentes d'août 1717 que le Parlement enregistra au début de septembre. Le nom en fut imaginé pour prévenir l'hostilité de l'Angleterre et de l'Espagne, en dissimulant sous un terme étranger à la Louisiane l'objet véritable de sa mission colonisatrice². Sa création avait été précédée de nombreux mémoires émanant de personnalités diverses qui, les unes, transmettaient spontanément leurs opinions au Conseil de marine ou au Conseil des finances, les autres répondaient au contraire à la sollicitation de ces derniers, désireux, avant de procéder à l'établissement de la Compagnie, de réunir le plus grand nombre possible d'avis qualifiés. De là une longue période de consultations et de pourparlers qui commence au début de janvier 1717, avec la remise au Conseil de marine du premier mémoire du financier démissionnaire, et ne prend fin qu'au mois de juillet suivant, lorsque Law intervient personnellement dans l'affaire : période qui n'est pas sans intérêt, car l'analyse des mémoires qui furent alors établis révèle que la plupart des idées et des principes que contient l'édit de fondation de la Compagnie d'Occident reprennent des suggestions antérieurement formulées dans les projets soumis au gouvernement du Régent. Le grand principe de la résorption partielle de la dette publique par l'émission d'actions payables en billets de l'État, sur lequel repose le capital de la Compagnie, celui de l'institution au profit de la Compagnie d'un fonds annuel *en numéraire* sous forme d'arrérages de rentes correspondant à l'intérêt (4 %) des billets retirés, et garantis par les

1. M. GIRAUD, *Histoire de la Louisiane française*. Paris, 1958, II, p. 66-67.

2. A. E., Mém. et doc. Amérique, I, 302, Mémoire sur l'établissement d'une compagnie d'Occident.

M. Giraud

ressources de fermes de l'État, y sont longuement exposés, aussi bien que le principe, plus discuté, de l'union de la traite du castor et du commerce de Guinée à celui de la Louisiane¹.

Lorsque, dans des circonstances mal connues, Law fut amené à s'associer à ces délibérations, il n'innova point sur les principes posés. Sa conception d'une compagnie débordant le cadre d'une simple compagnie de commerce, et destinée à la réalisation d'un vaste programme de restauration et d'expansion des finances et de l'économie du royaume, était déjà formée². Mais elle ne devait passer dans les faits qu'ultérieurement, au stade du Système proprement dit. Pour le moment, la contribution de Law paraît avoir consisté à présenter moins un plan d'ensemble que des suggestions de détail susceptibles de compléter les vues déjà exprimées : l'idée, par exemple, d'attribuer à la Compagnie, en lui permettant d'émettre 80 à 100 000 actions, ou plus, de 500 livres, un capital supérieur aux estimations des mémoires précédents, celle de faire appel à la ferme du contrôle³ pour assurer le versement régulier d'une rente annuelle, celle enfin de prévoir à l'intention des actionnaires des éléments de profit qui garantiraient le succès de l'émission⁴ traduisent vraisemblablement l'influence personnelle de l'Écossais.

Apparemment, le point qui, plus qu'aucun autre, retint l'attention du duc de Noailles et des Conseils fut celui de l'opération de trésorerie que permettrait de réaliser cette société dont les actions, payées en billets de l'État, donneraient lieu à des retraits suffisants de cette monnaie discréditée pour en préparer la revalorisation. C'est sous cet angle de l'assainissement monétaire que Noailles et la commission chargée d'examiner les moyens d'améliorer les finances du royaume⁵ envisagèrent essentiellement sa fondation. Le projet de création de la Compagnie, que Noailles présenta au Conseil de régence le 19 août 1717, n'était effectivement qu'une des mesures qu'il proposait pour

1. Amérique, I, f. 178-179, Mémoire de ce qu'il convient faire... ; 184 v°, Mémoire concernant l'établissement... ; 232-233 v°, Mémoire, 14 mai 1717 ; 264 v°, 266-267 v°, 269-271, Mémoire de M. Le Gendre d'Arménie ; 307-308 v°, Rapport de ce qui s'est traité... ; 401-405, Projet de lettres patentes... dressé par le S. Duché.

2. P. HARSIN, *Œuvres complètes de John Law*. Paris, 1934, II, 134 suiv. ; III, 323.

3. Il s'agit de la ferme du Contrôle des actes des notaires, petits sceaux et insinuations laïques, désormais désignée sous la forme abrégée de ferme du Contrôle.

4. Amérique, I, f. 317, 320 v°, 322-322 v°, Parallèle de la Compagnie du Sud d'Angleterre avec la Compagnie d'Occident.

5. B. N., mss. fonds français, 23673, f. 8-10 v°, Conseil de régence, séance du 26 juin 1717.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

réduire la masse des papiers royaux en circulation. La Compagnie serait une société de commerce et de colonisation, dont les attributions comprendraient la Louisiane, le castor et la traite de Guinée, mais on attendait d'elle qu'elle contribuât d'abord à l'assainissement des finances royales, au même titre que l'ensemble des dispositions qui en accompagnaient le projet de création (institution de 1 200 000 livres de rentes viagères et d'une loterie à tirages mensuels, aliénation de quelques parties boisées du domaine royal — le tout contre remise de billets de l'État —, versement en billets de l'État du reliquat des taxes de la Chambre de justice¹).

Les lettres patentes qui furent établies peu après confirmèrent cette conception d'une compagnie de commerce dont le premier objet devait être de résorber une partie de la dette publique. L'édit ne précisait même pas l'importance de ses moyens financiers. Il stipulait que la Compagnie émettrait un nombre indéterminé d'actions au porteur, d'une valeur nominale de 500 livres, et que les billets de l'État ou des Receveurs généraux qu'elle toucherait en paiement seraient détruits par le garde du Trésor et convertis en contrats de rente à 4 %, dont la ferme du contrôle acquitterait les intérêts, en numéraire, à partir du 1^{er} janvier 1717. Seuls, les arrérages de cette première année pourraient alimenter les opérations commerciales de la Compagnie, ceux des années suivantes devant être strictement réservés au paiement de l'intérêt des actions². Le capital serait subordonné, en d'autres termes, au chiffre des souscriptions. En fait, le Régent espérait que celles-ci atteindraient au moins 50 millions de livres en billets de l'État³ : c'était aussi l'opinion du marquis de Balleroy et du caissier de la Compagnie, Urbain de la Barre, et, implicitement, celle de Law⁴. Si ces prévisions se réalisaient, la Compagnie ne disposerait, pour les besoins de son commerce et de son œuvre colonisatrice, que d'un capital effectif de 2 millions de livres, représentant la première année d'arrérages. C'est sur cette base finan-

1. B. N., mss. fonds français, 23673, f. 32 v^o-33. A. N., Extraits des registres du Conseil secret du Parlement, U 360 (édit d'août 1717). A. N., G7 930, Mémoires du duc de Noailles. B. N., mss. Joly de Fleury, 1467, f. 92-93. Dans l'édit définitif, les attributions de la Compagnie ne comprendront plus que la Louisiane et la traite du castor.

2. A. N., Col. A 22, f. 29 v^o-31 v^o, art. 32-40.

3. Amérique, I, f. 303, Mémoire sur l'établissement d'une compagnie d'Occident.

4. *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, éd. de Barthélemy, I, p. 200-201. Harsin-Law, III, p. 323. H. LÜTHY, *La Banque protestante en France*. Paris, 1959, I, p. 356. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 310, n. 24, commet l'erreur de représenter le chiffre de 50 millions de livres comme étant le chiffre du capital initial fixé par les lettres patentes.

M. Giraud

cière étroite et incertaine que s'édifia la nouvelle société. Le Parlement, jugeant que les mesures proposées ne répondaient pas à l'étendue de la dette de l'État, ne se prononça qu'à une faible majorité, le 6 septembre 1717, en faveur de l'enregistrement des lettres patentes et de l'ensemble des édits relatifs « au débouchement des papiers en circulation ¹ ».

Les directeurs de la Compagnie, désignés quelques jours plus tard, comprenaient Law, Jean Martin d'Artaguiette d'Iron, l'ex-commissaire de la marine en Louisiane, devenu receveur des finances dans la généralité d'Auch, Jean-Baptiste Duché, chevalier d'honneur du bureau des finances de La Rochelle, le négociant François Castanier et les députés du commerce de Nantes, Saint-Malo et La Rochelle, Jean Piou, René Moreau et François Mouchard. Conformément aux lettres patentes, tous furent désignés par le roi, la Compagnie ne devant exercer son droit de nomination qu'au bout de deux ans ².

Telle qu'elle nous apparaît à sa naissance, celle-ci ne révèle pas d'antagonisme de groupes ou de personnes. Les rivalités qu'on a pu déceler au premier stade de la Banque générale entre représentants du commerce avec l'Angleterre, les pays du Nord et les Îles, et mandataires des ports enrichis par le commerce de Cadix, les uns favorables, les autres hostiles aux projets de Law ³, ne sont plus perceptibles au stade de la Compagnie, puisque nous trouvons simultanément dans le Conseil des directeurs les députés de Nantes, de La Rochelle et de Saint-Malo. L'idée de la Compagnie d'Occident avait réuni les suffrages des groupes d'intérêts les plus opposés : Janvry (Gérard Heusch de) et Moreau, les députés de Bayonne et de Saint-Malo, c'est-à-dire les deux villes du commerce d'Espagne, avaient collaboré avec Jean-Baptiste de Fénelon, le député de la ville rivale, Bordeaux, orientée vers le commerce du Nord, à l'établissement d'un mémoire qui concluait en faveur de la création de la Compagnie ⁴. Or, de ces trois personnages, Moreau, le mandataire de la ville de Saint-Malo, entre seul, au début, dans l'administration de la société, alors que celui

1. Le Parlement évaluait la dette publique à 250 millions de billets de l'État et près de 50 millions de billets des receveurs généraux, A. N., U 360, 28, 30 août, 4 septembre, 6 septembre 1717.

2. A. N., Col. A 22, f. 31-34 v°. A. GIRARD, La réorganisation de la Compagnie des Indes, *Rev. d'histoire moderne et contemporaine*, XI, p. 30. En raison des dimensions assignées à cet article, nous avons dû réduire les considérations préliminaires à un exposé sommaire et incomplet.

3. H. LÜTNY, *op. cit.*, p. 297-298, 302.

4. Amérique, I, f. 305 et suiv. Rapport de ce qui s'est traité aux conférences tenues...

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

de Bordeaux n'y figure pas¹. Duché et d'Artaguiette semblent y être entrés surtout en raison de l'intérêt qu'ils manifestaient depuis longtemps pour la Louisiane. A moins que la parenté de Duché avec le député de La Rochelle, François Mouchard, son beau-frère, qui était peut-être lié à un groupe protestant intéressé dans la Compagnie du Sénégal, elle-même dominée par les négociants de Rouen, Nantes et Le Havre, ne doive le faire considérer comme le représentant d'un clan déterminé, hostile à celui de Saint-Malo. Mais est-ce vraisemblable en regard de ses étroites relations avec Crozat, l'associé des négociants malouins²?

L'attitude de celui-ci, si nous avons le moyen de la connaître, pourrait nous fournir un indice intéressant. Mais les allusions paraissant indiquer qu'il fut question de l'inscrire au nombre des directeurs sont si rares qu'il n'est guère possible de conclure dans ce sens³. Le témoignage du marquis de Balleroy, annonçant, le 23 août 1717, alors que les lettres patentes ne sont pas encore enregistrées, que « l'on fait une compagnie du Mississipi, composée de MM. de Noailles, d'Estrées, Crozat, et de M. Law », ne peut qu'exprimer une des conjectures auxquelles la formation de la Compagnie a dû donner lieu dans le public⁴. L'intérêt que Crozat parut encore porter à la colonie dans les premières semaines qui suivirent l'enregistrement de l'édit, en procédant pour celle-ci à des engagements de personnel et jusqu'à des achats de navires, à un moment où ces opérations auraient dû relever de la seule Compagnie d'Occident, permettrait peut-être de supposer qu'il aurait eu l'intention de s'associer à la nouvelle entreprise. Mais ces indications, qui ressortent des minutes des notaires de La Rochelle, ne dépassent pas la mi-octobre : il n'est plus question ensuite d'une intervention quelconque de Crozat dans les affaires de Louisiane.

Les antagonismes de groupes et d'intérêts sont encore moins

1. Contrairement à ce que dit M. LÜTHY, *op. cit.*, p. 299.

2. La Rochelle, Arch. de la Charente-Maritime, minutes Riv. et Soullard (1715-1718), f. 214, minute Desbarres (1718-1721), f. 234. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 299, n. 417.

3. Amérique, I, f. 420-420 v°.

4. Les correspondants de la marquise de Balleroy, I, p. 200-201. L'allusion de la *Gazette de la Régence* (de Jean Buvat?), Paris, 1887, p. 218, à une prétendue substitution de Crozat à Law comme directeur de la Compagnie, en janvier 1718, n'a aucune vraisemblance, et rien ne nous permet de confirmer les passages de la *Gazette de Leyde*, 1718 (23 août), des *Lettres historiques*, 1718 (54), p. 225-226, et des mémoires de Piossens (*Mémoires de la Régence*, éd. Lenglet-Dufresnoy. Amsterdam, 1749), sur la rentrée de Crozat dans la Compagnie après un retrait momentané.

visibles parmi les premiers souscripteurs des actions d'Occident. Pour ne pas priver de la possibilité de souscrire ceux qui n'avaient encore pu entrer en possession des billets de l'État qui leur étaient dus, la Compagnie leur permit de faire leurs « soumissions » pour le nombre d'actions qu'ils désiraient acquérir et de différer le versement des fonds jusqu'au jour où ils seraient en mesure de remplir leurs engagements. Les soumissions furent reçues jusqu'au mois de janvier 1718 inclusivement, et beaucoup purent ainsi, dès le début, retenir de nombreuses actions sans même effectuer de versement partiel¹. Apparemment, un grand nombre de porteurs de billets de l'État ou des Receveurs généraux saisirent l'occasion d'échanger une monnaie qui perdait alors de 60 à 70 % contre des actions qui rapporteraient un intérêt équivalent et qui, si la Compagnie était aussi bien gérée que la Banque générale, pourraient être susceptibles de plus-value. « Plusieurs particuliers », notent les *Lettres historiques* de 1720, « ... ne pouvant trouver des débouchements à leurs billets de l'État, dont l'acquittement était pour lors impossible à cause du dérangement des finances, ... prirent le parti de convertir cette sorte d'effets en actions² ». En dépit des réticences du Parlement, des appréhensions de certains milieux³, le fait que la création de la Compagnie était représentée comme une mesure d'assainissement financier, et l'émission d'actions comme un moyen de « faire cesser... (l')obstruction... que les billets de l'État... causent dans le mouvement et dans la circulation de l'argent⁴ », s'ajoutant aux premières réalisations de Law, pouvait donner confiance à une partie du public. Le Régent escomptait une réponse favorable puisque, dès le 4 septembre, avant même l'ouverture du registre des souscriptions, il annonçait aux commissaires du Parlement « qu'il y avait déjà près de 15 millions d'actions pour la Compagnie d'Occident⁵ ».

À la différence de la loterie, dont le premier tirage eut peu de succès⁶, la Compagnie s'ouvrit effectivement dans de bonnes conditions, avec un chiffre de soumissions satisfaisant. Dangeau note dans son journal l'évolution favorable de la situation, il la juge même avec un opti-

1. A. N., Col. B 40, f. 215, arrêt qui ordonne que les soumissions de ceux... Le texte est reproduit dans B. N., mss. fonds français 21778, f. 339-339 v^o.

2. *Lettres historiques*, 1720 (57), p. 328.

3. G7 841 (A. N.), Jean Clapeyron à Clautrier, Paris, 29 août 1717.

4. A. N., U 655 (extraits des registres du Grand Conseil), f. 717.

5. A. N., U 360, séance du 6 septembre 1717.

6. *Journal du marquis de Dangeau*, éd. Soulié et Dusieux. Paris, 1859, t. 17, p. 172. B. N., mss. fonds français 23673, Conseil de régence, séance du 7 août 1718, f. 96 v^o-97.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

même excessif, mais qui traduit en fait l'opinion générale¹. Le duc de Noailles écrit de son côté, le 16 septembre, que « les actions d'Occident se remplissent journellement », et il engage le négociant de Nantes, Descaux du Hallay, à souscrire : « Vous pouvez juger mieux que personne », lui dit-il, « du mérite de cette entreprise² ». Noailles s'intéressait trop à la Louisiane pour contrarier le succès de la Compagnie qui se proposait de la mettre en valeur : le fait que l'ordonnateur Hubert ait envoyé au Conseil de marine, en octobre 1717, un mémoire général sur la colonie « par ordre de Mgr. le duc de Noailles », les consultations auxquelles celui-ci procédait à la même date dans la pensée d'organiser l'exploitation des mines du Mississipi avec un personnel spécialisé, sous le commandement d'un capitaine de compagnie de mineurs, le sieur Delorme, sembleraient indiquer chez lui l'intention de favoriser l'œuvre de la Compagnie d'Occident³.

Mais, plus exactement, le trésorier de la Banque générale, le banquier Étienne Bourgeois, nous renseigne sur le chiffre des soumissions dans les quelques semaines qui suivirent l'ouverture de l'émission. Il nous fournit même l'état nominatif de leurs auteurs. Nous savons ainsi que, dans les dix premiers jours, du 14 au 24 septembre, les soumissions atteignirent un total de 28 553 000 livres, ce qui témoigne des bonnes dispositions du public⁴. La liste d'Étienne Bourgeois accuse la faveur évidente de l'élément protestant : représentants de « l'internationale huguenote », comme les banquiers Louis Guiguer, Isaac Thélusson, Jean Vasserot, anciens religionnaires comme le banquier Pierre-Claude Heusch, négociants et industriels comme Vincent-Pierre Fromaget, de Saint-Quentin, Jean Gastebois, de La Rochelle, établi à Paris, ou Samuel Vanrobais, d'Abbeville, pour ne citer que les noms les plus marquants, figurent parmi les premiers acquéreurs, et souvent pour des sommes importantes⁵. Les antagonismes que le premier projet de banque d'État de John Law avait pu susciter à l'intérieur de ce groupe, les prises de position qui s'étaient alors déclarées pour (Louis Guiguer) ou contre (P.-C. Heusch) le

¹ DANGEAU, *op. cit.*, t. 17, p. 162, 164, 169, 197, 200. *Les correspondants de Balleroy*, I, 112. A. E., Amérique, I, f. 324, Bourgeois au duc de Noailles, Paris, 24 septembre 1717.

² B. N., mss. fonds français 6941, f. 87 v^o-88 ; 6942, f. 2 v^o, Noailles à M. Descaux, 19, 27 septembre 1717.

³ Amérique, I, f. 138 et suiv., 254 et suiv. *Les correspondants de Balleroy*, I, p. 214.

⁴ Amérique, I, f. 324-329, Bourgeois à Noailles, 24 septembre 1717.

⁵ Ibid. Arch. de la Charente-Maritime, minutes Desbarres (1718-1721), f. 80 v^o-81.

H. LÜRMER, *op. cit.*, p. 25, 57, 79, 232, 293 et suiv., 361-362, 401-405, 417 n., 437.

M. Giraud

projet en question¹ font place ici à un accord unanime. De même, parmi les négociants et les députés des villes atlantiques qui participent aux soumissions, on retrouve le représentant de Saint-Malo, R. Moreau, à côté de J.-B. de Fénelon (Bordeaux), de F. Mouchard (La Rochelle), de Descaux du Hallay (Nantes), de Jacques Duval d'Éprémessnil (Le Havre)².

Il est surtout intéressant, en dépit de la menace que les projets de Law et la promesse de revalorisation des papiers de l'État impliquée dans le principe du capital de sa compagnie contenaient pour les gens de finance et commanditaires habituels de la monarchie, de relever sur l'état des soumissions un nombreux personnel de traitants et de munitionnaires, ou des banquiers, comme Étienne Demeuves fils, qui, à la fin du règne précédent, avaient démesurément exploité le besoin d'argent du Trésor et auraient eu intérêt à la continuation du régime existant³. L'abstention des Antoine Crozat et des Samuel Bernard, dont les noms symbolisent les procédés des fournisseurs d'argent attirés du souverain, n'implique nullement celle de la classe qu'ils personnifient. C'est même dans cette catégorie que l'on compte quelques-uns des plus gros souscripteurs : un François-Marie Fargès, le célèbre fournisseur des armées de Flandre pendant l'intendance de Claude Leblanc, dont la soumission s'élève à 1 million de livres, un Antoine Chaumont, inséparable des opérations de Fargès, qui s'engage, par l'intermédiaire en fait de sa femme, Catherine Barré, la « dame de Namur » dont parle Dangeau, pour 850 000 livres⁴. Là encore, il n'est plus question d'antagonismes de groupes ou de personnes, puisque les frères Pâris, les adversaires du clan Fargès, sont aussi représentés, quoi qu'on en ait dit⁵, par Pâris de Monmartel, qui prend une soumission de 300 000 livres⁶. Le fait est, au fond, moins surprenant qu'il ne paraît : on sait que Pâris-Duverney lui-même, le grand ennemi du système de Law, avait acquis des actions de la Banque générale⁷, et qu'il devait intervenir activement dans la colonisation de la Louisiane en prenant une concession que dis-

1. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 301-302.

2. Amérique, I, f. 325-326, 327 v^o-328, *loc. cit.*

3. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 230, 295-297.

4. Amérique, I, f. 325-325 v^o, *loc. cit.* Journal de Dangeau, t. 17, p. 162. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 333-336.

5. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 335.

6. A. E., Amérique, I, f. 326, *loc. cit.*

7. Pour complaire, dit-il, au désir exprimé par le Régent, A. N., KK 1005D, f. 121, 125.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

tingua rapidement la qualité de sa gestion. Non moins connus dans le monde des financiers et des traitants dont la guerre de Succession d'Espagne a illustré les procédés ruineux pour le Trésor et le public, Jean Oursin et Michel Bégon (le jeune?) s'inscrivent chacun pour 100 000 livres¹.

Les officiers de finance, que la nature de leurs opérations confond parfois avec les milieux précédents, fournissent aussi beaucoup de souscripteurs : receveurs généraux, payeurs de rentes, fermiers généraux ou « intéressés dans les fermes », receveurs des fermes, c'est-à-dire un groupe à l'extinction duquel, assez paradoxalement, devaient tendre en dernière analyse les projets de réforme financière de Law². Le personnel de la Banque et de la Compagnie d'Occident, logiquement, s'associe au mouvement, soit, dans le premier cas, avec le trésorier Étienne Bourgeois et son suppléant, Jean Vernezobre de Laurieu, ou le commissaire Pierre Grassin, qui est également directeur général des monnaies, soit, dans le deuxième cas, avec Jean-Baptiste Duché et le caissier, Urbain de La Barre, que ses antécédents apparentent au monde des banquiers et des munitionnaires³. Quelques officiers de justice, Jean-Baptiste Glucq de Saint-Port, conseiller au Grand Conseil, Peirenc ou Pérenne de Moras, conseiller au Parlement de Metz, des agents ou ministres de cours étrangères, comme Jean Daniel Kolly, conseiller de la Chambre de finance de l'électeur de Bavière, Jean Le Chambrier, envoyé du roi de Prusse, Ferdinand de Simeoni, envoyé extraordinaire de l'électeur de Cologne, le conseiller-secrétaire du roi, Paul-Édouard Du Chauffour, le notaire de Law, Paul Ballin, l'industriel des Gobelins, Jean Glucq, le capitaine des gardes du duc de Bourbon-Condé, de Montherot de Bellignieux, complètent enfin le tableau d'ensemble qu'Étienne Bourgeois nous a laissé⁴.

Il devient difficile, à la lumière de ces données, de considérer l'entreprise commerciale de Law comme répondant à l'appui d'un groupe

1. Amérique, I, f. 326, *loc. cit.*, f. 332, Bourgeois à Noailles, 27 septembre 1717. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 144-148, 248, 284.

2. Amérique, I, f. 325-329, *loc. cit.*

3. Ibid. H. LÜTHY, *op. cit.*, p. 353.

4. Amérique, I, f. 325-329, *loc. cit.* G1 465 (A. N., Col.), Requête présentée... par les intéressés en la concession de sainte Catherine. G7 777 (A. N.), 8^e reg., f. 24 v^o. Almanach royal 1717, f. 104. Dans une étude récente et utile, où il y a malheureusement à déplorer plusieurs inexactitudes, M. P. Harsin a identifié un grand nombre des premiers souscripteurs (La création de la Compagnie d'Occident, *Revue d'histoire économique et sociale*, 1956, p. 7-41).

M. Giraud

d'intérêts déterminé. La Compagnie d'Occident réunit une grande diversité de souscripteurs, dont la réponse s'explique sans doute par le crédit croissant du financier, par l'habileté qu'il eut de s'engager lui-même, à l'ouverture, pour une soumission de 10 millions de livres¹, et par les promesses éventuelles de la spéculation qui leur était offerte.

Dès les premiers jours, nous voyons apparaître sur la liste des soumissions quelques-uns de ceux qui, individuellement ou en société, s'engageront dans l'aspect colonial de cette spéculation. C'est le cas d'Antoine Chaumont et de son épouse, Catherine Barré, qui tenteront l'aventure de Louisiane par leurs propres moyens, ou de Daniel Kolly, qui fera un double essai de colonisation au Mississipi, en participation avec de nombreux associés, dont la plupart, sinon les plus importants, se trouvent au nombre des premiers souscripteurs, Vernezobre de Laurieu, Glucq de Saint-Port, Étienne Bourgeois, Montherot de Bellignieux, Jean le Chambrier, Du Chauffour, Paul Ballin, Pierre Grassin². C'est également le cas de François-Marie Fargès, qui interviendra dans la colonisation de la Louisiane comme membre d'une société où figureront deux souscripteurs de la présente liste, son futur gendre, Abraham Peirenc de Moras, et Germain Willart d'Auvilliers, ancien inspecteur des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens, qui avait participé à son détriment aux opérations de Fargès pendant la guerre de Succession d'Espagne³. Curieux assemblage où le « Mississipien », prêt à tirer parti au maximum des émissions répétées qui succéderont à celle des actions d'Occident, côtoie des éléments plus modestes qui dissiperont tous leurs profits et jusqu'à leur avoir personnel, comme Willart d'Auvilliers, dans la plus hasardée et la plus onéreuse des spéculations du Système⁴.

Mais l'élan des soumissions fut de courte durée. A partir du 24 septembre, la réponse du public devient plus hésitante et, dans les douze jours suivants, Étienne Bourgeois n'enregistre plus qu'un chiffre de 1 229 500 livres, essentiellement constitué par des soumissions de faible ou de moyenne importance. Au delà du 6 octobre, les précisions nous font défaut. Nous ne disposons plus dès lors que du bordereau des sommes versées à la Compagnie d'Occident, du 11 au

1. Amérique, I, f. 325 et v°, *loc. cit.*

2. V7 235 (A. N.), Instances du Conseil du roi, concession Chaumont, 19 janvier 1724. G1 465 (A. N., Col.), Requêtes présentées par les intéressés en la concession sainte Catherine. Arch. du Morbihan, minutes Kersal, 12 mai 1720.

3. Amérique, I, f. 326 v°, *loc. cit.* B. N., F^o. fm. 17257, p. 8-9, 20.

4. B. N., F^o. fm. 17257, p. 6.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

30 octobre 1717, qui indique un total de 8 900 500 livres, tant en billets de l'État qu'en récépissés de la Banque, à peu près entièrement remis du 11 au 16 octobre¹. Dans l'espace de six semaines, la Compagnie, *apparemment*, aurait donc constitué un capital de près de 40 millions de livres, ce qui ne serait pas négligeable, même en tenant compte du discrédit des billets de l'État, en comparaison des difficultés qu'avaient éprouvées les compagnies de l'époque de Louis XIV à réunir des fonds moins importants².

Dans quelle mesure, cependant, les chiffres accusés du 14 septembre au 6 octobre indiquent-ils des sommes effectivement remises à la Compagnie d'Occident? La liste d'Étienne Bourgeois représente « l'état de ceux qui ont fait leurs *soumissions* », et il ressort d'un arrêt ultérieur du Conseil d'État du roi que, si une partie retirèrent « la quantité d'actions pour lesquelles ils s'étaient obligés », « l'autre partie » ne se présenta même pas « pour y satisfaire³ ». On peut aussi se demander si les quelque 9 millions de livres versés à partir du 11 octobre répondent à de nouvelles soumissions ou ne sont que des rentrées de fonds correspondant aux soumissions des semaines antérieures. Dans un cas, on aboutit bien à un capital de près de 40 millions, chiffre que retient M. Paul Harsin⁴; dans l'autre, en revanche, le capital réel ne dépasserait pas les 30 millions totalisés au 6 octobre. Il y a là une incertitude que la chronique contemporaine ne fournit pas le moyen de dissiper⁵. En réalité, aucun de ces deux chiffres ne paraît pouvoir désigner des versements effectifs. Si l'on observe, en effet, que les premières constitutions de rente qui furent établies au nom de la Compagnie d'Occident, en février 1718, sont au nombre de vingt-quatre⁶, il devient évident que, à cette date, elle n'était entrée en possession que de 24 millions de billets, qu'elle avait remis au garde du Trésor, puisque, d'après l'article 38 des lettres patentes⁷,

1. Amérique, I, f. 473-476, Bordereau des billets de l'État. — Les récépissés de la Banque sont les certificats de dépôt des billets de l'État.

2. HARSIN, *La création de la Compagnie d'Occident*, p. 8.

3. A. N., Col. B 40, f. 215, Arrêt qui ordonne... B. N., mss. f. fr. 21778, f. 239-239 v°. Amérique, I, f. 325, État de ceux qui ont fait leurs soumissions (14-24 septembre 1717).

4. HARSIN, *op. cit.*, p. 17-18.

5. Le *Journal de Dangeau* (t. 17, p. 162, 200) déclare qu'il y a, le 16 septembre, plus de 30 millions de souscripteurs, ce qui est entièrement démenti par l'état de Bourgeois, et que, le 22 novembre, 30 millions de billets ont été portés à la Compagnie d'Occident, ce que démentiront également les déclarations ultérieures du Régent et les contrats de rente passés au nom de la Compagnie.

6. A. N., Minutier central, Répertoire de l'étude Ballin.

7. A. N., Col. A. 22, f. 30 v°.

elle devait recevoir un contrat de 40 000 livres de rente pour chaque versement de 1 million qu'elle ferait au Trésor royal. Ni au début de 1718 ni, à plus forte raison, en septembre-octobre 1717, les sommes encaissées par la Compagnie ne pouvaient, dans ces conditions, se chiffrer par 30 millions de livres¹.

Sur le point qui tenait le plus à cœur au Régent et au duc de Noailles, celui de la résorption des billets de l'État, on était donc loin des 50 millions prévus, et de longs mois devaient s'écouler avant que ce chiffre fût atteint : lorsque, à la fin d'octobre, la Compagnie d'Occident, conformément aux stipulations des lettres patentes, fit au Trésor les premiers versements de billets qu'elle avait retirés, elle en remit pour 5 millions de livres à peine².

Faut-il invoquer, parmi les causes qui auraient contribué au déclin des souscriptions, l'hostilité latente que Saint-Simon attribue au duc de Noailles envers tous les projets de Law³? Ni Dangeau, ni Balleroy, ni l'auteur présumé (Jean Buvat) de la *Gazette de la Régence* ne partagent ce sentiment⁴, et la correspondance du duc de Noailles le montre, au contraire, persistant dans ses dispositions du début, réprouvant les procédés du garde du Trésor qui s'ingénie à contrarier les versements de la Compagnie d'Occident. En présence des facilités que Noailles fait aux sujets désireux d'acquérir des actions contre des récépissés de la Banque qui ne sont pas entièrement conformes aux prescriptions des lettres patentes, on ne peut certes pas l'accuser de malveillance envers la Compagnie d'Occident⁵.

Il est plus vraisemblable de supposer que l'objection du Parlement sur l'insuffisance des débouchés proposés pour les billets de l'État avait pu impressionner une partie de l'opinion. La loterie, en dépit d'une amélioration de ses tirages⁶, ne pouvait absorber un nombre de billets considérable. La Compagnie en formait donc le principal débouché. Or, les 50 millions de retraits qu'on la croyait susceptible d'opérer ne représentaient qu'une faible proportion de la circulation fiduciaire. Et, même si elle parvenait à retirer cette somme, il pouvait sembler douteux que l'intérêt qui en proviendrait pût subvenir aux

1. Ci-dessous, p. 38.

2. Amérique, I, f. 475-476, *loc. cit.*

3. *Mémoires de Saint-Simon*, éd. Boislisle, t. 32, p. 201, t. 33, p. 2.

4. *Gazette de la Régence*, p. 203, 208. *Journal de Dangeau*, t. 17, p. 172. *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, I, p. 214, 220-221.

5. B. N., mss. f. fr. 6942, f. 25, 53-53 v°.

6. *The Post Man*, 17-19 december 1717.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

charges du commerce et de la colonisation. Le 22 octobre, la *Gazette de la Régence* note effectivement qu'on prédit la chute de « l'affaire du Mississipi », parce qu'il n'est « pas donné à un particulier avec... d'aussi médiocres fonds de former et de soutenir un tel établissement¹ ». D'autant plus que, le capital ayant été laissé au hasard des souscriptions, sans qu'on lui eût fixé de valeur déterminée et sans qu'on eût prévu de date limite pour le paiement total des soumissions, il y avait lieu de craindre que la constitution d'un fonds d'une certaine importance ne s'en trouvât indéfiniment retardée, et que la Compagnie, faute de moyens financiers suffisants, ne se vît obligée de réserver à son commerce les intérêts des années 1718 et 1719 et de porter ainsi préjudice aux actionnaires². De plus en plus, le sentiment se répandait qu'il importait de « fixer le fonds de la Compagnie » à un niveau assez élevé pour concilier les intérêts de ces derniers et les besoins du commerce³.

Un dernier élément s'ajoutait à cette incertitude : c'était la question des possibilités réelles de la ferme du contrôle, garante du capital annuel de la Compagnie⁴. En 1717, du fait des charges qui lui incombaient et en déduisant du prix du bail les indemnités et remboursements que le roi devait à ses fermiers, elle se trouvait, en principe, déficitaire. Elle ne pouvait en conséquence effectuer de versement à la Compagnie d'Occident que si elle sacrifiait une partie de ses obligations, dont la plus onéreuse était le paiement annuel de 1 380 000 livres d'intérêt des billets de l'État⁵. Si, en effet, elle versa cette année-là 250 000 livres à la Compagnie d'Occident « par ordre du Régent », c'est qu'elle n'avait encore satisfait que dans une faible mesure à cette obligation⁶. Tous les fonds qui avaient été affectés au règlement de l'intérêt de ces billets n'avaient pu d'ailleurs y satisfaire qu'avec l'aide de la Banque générale, qui avait fait aux porteurs les avances nécessaires : tous se trouvaient par suite grevés envers la Banque d'hypothèques plus ou moins lourdes⁷. Il ne semble pas que,

1. Buvat (?), *Gazette de la Régence*, p. 208.

2. A. N., Col. A 22, f. 41 v°, édit du Roy, décembre 1717.

3. Ibid.

4. A. É., Mém. et doc. France, 1257, f. 55-56.

5. B. N., mss. Joly de Fleury, 566, f. 233-234, État des charges de la ferme du contrôle pour l'année 1717. G7 930, Revenus du Roy, 1717 ; État sommaire des fonds..., 30 décembre 1716 (A. N.). K 886, n° 19.

6. B. N., mss. J. de Fleury, loc. cit.

7. B. N., mss. J. de Fleury, 566, f. 156-157, 233 v°.

en 1717, la Compagnie ait touché d'autre somme que ces 250 000 livres. Du moins n'avons-nous pu trouver mention d'aucun versement supplémentaire. Apparemment, comme les premiers contrats de rente prévus par les lettres patentes ne furent établis qu'en février de l'année suivante, la somme lui fut versée, « par ordre du Régent », à titre de subside provisoire. Elle ne pouvait figurer une rente permanente : le chiffre même de 250 000 livres, qui ne répond pas au principe des contrats, en exclut la possibilité. C'est avec ce capital initial, si disproportionné aux besoins de la colonie, que la Compagnie d'Occident engagea ses premières opérations.

Il est logique que, en présence d'une situation aussi incertaine, les souscripteurs éventuels se soient pris à douter de la solidité des avantages que les lettres patentes semblaient leur promettre. Il apparaissait, pour le cas où il serait souscrit 50 millions d'actions, qu'une seule ferme ne suffirait pas à garantir une rente annuelle de l'ordre de 2 millions. Tous les mémoires relatifs à la situation financière du royaume, en 1717, font invariablement ressortir un excédent de dépenses : ils notent surtout que les états des recettes et des dépenses ne tiennent pas compte des charges exactes de la Trésorerie, qu'ils dissimulent notamment un chiffre considérable de « parties arriérées du passé » (plus de 40 millions de livres à la fin de 1717) pour lesquelles il « ne paraît aucun fonds », qui faussent le calcul théorique des revenus du roi et que ne saurait combler le recouvrement des « restes des impositions¹ ». « Le public », observe un mémoire de 1717, « en est pleinement informé, ce qui augmente la défiance et discrédite... tous les biens qui sont sur le roi² ». De là, au moment où ils sollicitent l'augmentation et la fixation du capital, le désir exprimé par les directeurs de la Compagnie que des « fonds réels et solides » assurent désormais le « paiement entier des arrérages de rentes » qui correspondront à ce capital³.

La version de Law que le succès des souscriptions fut compromis par un arrêt du Conseil, rendu en dehors de lui peu après l'enregistrement des lettres patentes, et obligeant les porteurs de billets à les convertir en actions, ne peut être retenue⁴. Il n'existe aucun édit,

1. A. N., G7 930, Revenus du Roy, 1717. B. N., mss. J. de Fleury, 566, f. 174-190 (Mémoire du 26 décembre 1717), 193-194 v° (Revenus du Roy, 1717), 196-197 v° (Mémoire concernant ce qui est dû des années 1715, 1716, 1717).

2. B. N., mss. J. de Fleury, 566, f. 175 v°, *loc. cit.*

3. A. N., Col. A 22, f. 41 v°-42, Édit du Roy, décembre 1717.

4. B. N., mss. f. fr. nouv. acq. 1431, f. 50.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

déclaration ou arrêt de cette nature. Peut-être fait-il allusion à l'édit du mois d'août, qui stipulait la suppression de l'intérêt des billets, à partir du 1^{er} janvier 1718, pour ceux qui n'auraient pas choisi un des débouchés proposés par le roi. Le Parlement avait répliqué que c'était transformer « en voies forcées » « des voies qui devraient être entièrement libres¹ » : et Law fait le même reproche à l'arrêt présumé du Conseil, « fausse manœuvre », dit-il, à la suite de quoi il aurait décidé de « suspendre cette affaire » jusqu'à une date ultérieure².

L'affaire, en réalité, ne fut point suspendue. Tandis que les actions d'Occident commençaient à tenir lieu de monnaie, le roi les délivrant en paiement aux fournisseurs des armées, quelques souscriptions furent certainement effectuées dans les derniers mois de 1717, puisque Noailles, dans la seconde moitié de novembre, intervint pour permettre à « différentes personnes » d'acquérir des actions contre remise de récépissés de la Banque³. Nous savons d'ailleurs que les soumissions ouvertes en septembre furent reçues « au bureau de la caisse de la Compagnie » jusqu'au mois de janvier 1718 inclusivement⁴. Enfin, au début de décembre 1717, pour mettre un terme aux facteurs d'incertitude dont se plaignaient les directeurs, le roi accepta de fixer le capital à 100 millions de livres et d'élargir les garanties de paiement des arrérages de rente. Un édit fut établi en conséquence, que le duc de Noailles présenta à l'enregistrement, le 19 décembre, en faisant valoir au premier président du Parlement qu'il en résulterait « l'extinction d'une partie considérable des dettes de l'État⁵ ». Les retraits opérés jusque-là n'avaient pu que décevoir son attente, les billets de l'État accusaient un discrédit persistant que soulignent les journaux anglais⁶. En augmentant le capital dans une mesure suffisante pour regagner la confiance du public, il était permis de croire à une amélioration rapide de la situation.

L'édit spécifiait que les 4 millions de rente au denier 25, qui correspondraient au nouveau capital, seraient désormais prélevés sur le produit de la ferme du contrôle, la plus fortement hypothéquée, à raison de 2 millions de livres, et sur celui de la ferme du tabac et de

1. A. N., U 224, f. 739-741 (extraits des registres secrets du Parlement).

2. B. N., mss. f. fr. nouv. acq., loc. cit.

3. B. N., mss. f. fr. 21778, f. 349-349 v°, Arrêt du Conseil d'État..., 30 mai 1719; 6942, f. 53-53 v°, Noailles à M. de La Barre, 20 novembre 1717.

4. B. N., mss. f. fr. 21778, f. 339-339 v°, Arrêt du Conseil..., 12 juin 1718.

5. B. N., mss. f. fr. 6942, f. 82, Noailles à M. de Mesmes, 19 décembre 1717.

6. *The Post Man*, 2-4 january 1718.

M. Giraud

la ferme des postes, à raison, respectivement, de 1 million de livres¹. Comme dans les lettres patentes du mois d'août, les constitutions restaient fixées à 40 000 livres de rente pour chaque versement de 1 million que la Compagnie effectuerait en billets de l'État ou de la Caisse commune, et devaient prendre effet à partir du 1^{er} janvier 1717. Les dispositions concernant l'emploi des arrérages reproduisaient aussi celles déjà établies². En cas d'extension de ses entreprises, la Compagnie pourrait, en outre, procéder à une augmentation de son capital sans que les actionnaires fussent contraints de participer à l'opération. Les nouvelles actions, enfin, ne se distingueraient point de celles des émissions antérieures : les unes et les autres, émises au prix de 500 livres, seraient uniformément datées du 19 septembre 1717 et auraient, en qualité d'actions au porteur, le privilège de l'insaisissabilité³.

Le Parlement se prononça en faveur de l'édit. Il n'y eut d'objection que sur le fonds assigné sur la ferme du contrôle dont certains conseillers, la jugeant trop onéreuse pour le public, demandaient la suppression⁴. L'enregistrement eut lieu le 31 décembre 1717, et, quelques jours après, la *Gazette de la Régence*, révisant son jugement du 22 octobre, annonçait que la « Compagnie du Mississippi va son train et augmente en crédit et en actions, nonobstant ce qu'on avait cru d'abord... »⁵.

En fait, l'édit ne détermina nullement l'amélioration espérée. Nous ne savons rien de la situation exacte des soumissions dans le courant de janvier, ni s'il fut alors procédé à des achats d'actions comptant. Mais, à en juger par le capital de 24 millions de livres, inférieur au chiffre des soumissions des dix premiers jours, qu'accusent au 28 février les contrats de rente passés au nom de la Compagnie⁶, les versements de fonds à la caisse d'Occident ne marquèrent aucune reprise après la publication de l'édit. Il n'est plus question ensuite, pendant deux mois et demi, de remise de billets de l'État par la Compagnie d'Occident au Trésor royal ni, par conséquent, d'augmentation de

1. A. N., Col. A 22, f. 42 v°, Édit du Roy, décembre 1717.

2. A. N., Col. A 22, f. 42 v°-43 v°. Ci-dessus, p. 25.

3. A. N., Col. A 22, f. 43 v°, 44-44 v°, 53 v°-54. A. N., U 361, Édit de décembre 1717, art. XII.

4. A. N., U 361, séance du 31 décembre 1717 (extraits des registres du Conseil secret du Parlement).

5. P. 215-216.

6. A. N., Minutier central, Répertoire de l'étude Ballin.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

son capital. Ce n'est que le 16 mai 1718 que deux nouvelles constitutions de rente sont établies, ce qui porte le capital à 26 millions, chiffre toujours inférieur à celui des premières soumissions¹. Le public manifestait une telle lenteur à s'acquitter de ses engagements que, le 21 mai, la Compagnie prévint ceux qui n'avaient pas encore satisfait à leurs soumissions qu'ils ne seraient plus « reçus à prendre (des actions) passé le dernier jour du mois » : et, le 31 mai, plusieurs furent effectivement « rayés du registre de son caissier² ». La menace de radiation n'était certes pas restée sans effet. Du 21 au 31 mai, des versements, dont les gazettes exagèrent l'importance, eurent lieu à la caisse de la Compagnie : ils furent cause de l'établissement, le 11 juin, de quatre constitutions de plus au nom de celle-ci³. Mais le fait que des radiations aient été effectuées indique que tous les engagements souscrits de *septembre à janvier* n'avaient pas été remplis, que le capital, en conséquence, même augmenté de 4 millions de livres, n'épuisait pas le chiffre total des soumissions, et que celui-ci dépassait, dans une proportion que nous ne pouvons préciser, 30 millions de livres.

Au bout de dix mois d'existence, et en dépit des garanties que l'édit du mois de décembre offrait aux actionnaires, la Compagnie était tout au plus parvenue à constituer un capital à peine supérieur au chiffre des soumissions initiales⁴.

La situation s'avérait plus décevante encore sur le plan de l'extinction de la dette publique. Le 2 juillet 1718, dans le bilan qu'il présenta au Parlement, le roi déclara qu'il avait été détruit plus de 36 millions de billets de l'État, total qui comprenait les retraits correspondant à l'ensemble des « débouchés ouverts en 1717 », et dont la part la plus forte revenait à l'action de la Compagnie d'Occident⁵. Une fois de plus, les prévisions du Régent se trouvaient en défaut,

1. A. N., Minutier central, Répertoire de l'étude Ballin.

2. A. N., Col. A 22, f. 54. B. N., mss. f. fr. 21778, f. 339 v°, Arrêt du Conseil..., 12 juin 1718. *Gazette de Hollande*, 3 juin 1718.

3. A. N., Minutier central, Répertoire Ballin. Lettres historiques, t. 53 (1718), p. 685. *Gazette de Hollande*, 7 juin 1718.

4. B. N., mss. f. fr. 21778, f. 339-340, *loc. cit.*

5. A. N., U 361, Réponse du Roy faite au Parlement, du 2 juillet 1718. A côté des 30 millions retirés par la Compagnie, la vente des petits domaines, au début de juillet, n'a donné que 2 371 231 livres ; la loterie n'aura absorbé au début d'août que 2 millions de livres, et le plafond des rentes viagères a été fixé à 1 200 000 livres. Il faudrait aussi pouvoir tenir compte du reliquat des taxes de la Chambre de justice et des billets remis aux Monnaies en conséquence de l'arrêt de mai 1718. A. N., G7 930, État des aliénations faites... U 225, f. 233 (séance du Parlement, 19 mars 1718). A. N., mss. f. fr. 23673, Conseil de régence, f. 81, 96 v°. 97. *Journal de Dangeau*, t. 17, p. 245-246. Ci-dessous, p. 47-48.

M. Giraud

et le Parlement, prenant acte de l'échec de sa politique, ne tarda pas à faire observer que les quatre débouchés proposés l'année précédente n'avaient pu absorber les 50 millions de billets de l'État dont on avait envisagé le retrait¹.

Depuis le début de 1718, Law se trouvait en butte à une hostilité grandissante qui rendait la tâche de plus en plus difficile. Ce n'était pas seulement l'hostilité anonyme d'un public aux dispositions changeantes, sujettes aux contrastes les plus déconcertants, dont la *Gazette de la Régence* décrit les réactions souvent inattendues². C'était l'opposition, bien arrêtée maintenant, du duc de Noailles et du chancelier d'Aguesseau, qui s'était déclarée lorsque Law, s'apprêtant à modifier l'esprit de sa banque générale et de sa compagnie de commerce, avait entrepris de révéler les dispositions de base de son Système. La tentative de rapprochement qui eut lieu au début de janvier, à l'instigation du Régent, dans un « conseil particulier » tenu chez le duc de Noailles, n'aboutit qu'à exagérer le désaccord³. C'était enfin l'hostilité de plus en plus ouverte du Parlement qui, s'autorisant de ce que le souverain, contrairement à sa promesse du 9 septembre, avait suspendu le paiement des arrérages des rentes sur l'hôtel de Ville et des intérêts des billets de l'État et des Receveurs généraux, faisait le procès du gouvernement instauré à la mort de Louis XIV, dénonçait les modifications introduites dans la gestion financière du royaume et demandait que les deniers royaux fussent désormais remis entre les mains des seuls « officiers préposés pour les recevoir », et « d'aucune autre personne », ce qui revenait à condamner l'intervention de la Banque dans la perception des revenus publics⁴. Dans ses remontrances du 26 janvier 1718, il s'en prend plus franchement à Law et à ses idées, d'abord en défendant les constitutions de rente comme la source la plus sûre des revenus de la monarchie, ensuite et surtout en s'élevant contre le versement des fonds de l'État dans une « caisse nouvelle » et contre la conversion des « deniers royaux en un genre de billets jusqu'à présent inconnus⁵ ».

De l'opposition de Noailles et d'Aguesseau, Law vint à bout par

1. A. N., U 225, f. 559 v^o-560 (séance du Parlement, 22 août 1718).

2. *Gazette de la Régence*, p. 220, 257-260.

3. *Journal de Dangeau*, t. 17, p. 224-226. *Mém. de Saint-Simon*, éd. Boislisle, t. 33, p. 9-10. Harsin-Law, III, p. 328.

4. A. N., U 225, f. 87 v^o-92 v^o, 96 v^o-97, 104-106, 119 v^o-120 (extraits des registres du Conseil secret du Parlement).

5. A. N., U 225, f. 126-130, 132-135.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

l'appui qu'il trouva auprès du Régent : la disgrâce de l'un et de l'autre, à la fin de janvier, suivie de l'attribution des finances et des sceaux à d'Argenson, parut laisser le champ libre à ses initiatives¹.

Mais le Parlement, mécontent du peu de succès de ses remontrances, sollicitant sans cesse de nouveaux « éclaircissements », persista dans son hostilité². Le « surhaussement » des monnaies décidé par l'édit de mai 1718, qui portait le marc d'argent de 40 à 60 livres, aggrava encore son opposition et suscita des remontrances d'une vivacité accrue, auxquelles il essaya d'associer, dans une tentative d'action concertée contre le pouvoir du Régent, les Cours de finances, les corps de marchands et quelques-uns des principaux banquiers³. Traduisant les réactions des milieux populaires, il invoquait contre cette « réformation » monétaire l'augmentation du coût de la vie, qui en serait la conséquence inévitable⁴. Dès le début de juin, effectivement, la *Gazette de la Régence* note un renchérissement des prix de détail de plus d'un tiers⁵. Deux mois plus tard, la hausse commence à paralyser l'exécution des marchés conclus par l'État ou les particuliers : Nérét et Gayot demandent que le prix des castors qu'ils viennent de céder à la Compagnie d'Occident soit relevé en raison de l'augmentation de « toutes les marchandises du royaume » ; en Bretagne, les producteurs de chanvre, à Rochefort et à Lorient les fournisseurs de la marine refusent de tenir leurs engagements si on ne leur permet d'augmenter leurs tarifs « de plus d'un tiers », « à proportion des espèces », comme c'est le cas dans toute la France⁶.

De cette situation, le public rejette la responsabilité sur Law, qu'il tient, bien que celui-ci s'en soit défendu par la suite, pour le « premier promoteur » de l'édit⁷. Le mécontentement est trop profond et trop général contre le financier pour ne pas compromettre momentanément

1. *Mém. de Saint-Simon*, éd. Boislisle, t. 33, p. 29-42, 47, 115.

2. A. N., U 225, f. 179-180, 191, 237 v°-238, 323-323 v°, 327 v°.

3. A. N., U 226, f. 368 v°-376 v° ; U 361, Remontrances du Parlement du 27 juin 1718, Remontrances de la Cour des aides du 30 juin 1718 ; U 672, f. 95-99, Remontrances de la Cour des aides. *Journal de Dangeau*, t. 17, f. 314-316.

4. *Gazette de la Régence*, p. 258-260, 264. B. N., U 226, f. 377-409 v° (séances du Parlement, 17 juin-2 juillet 1718).

5. *Gazette de la Régence*, loc. cit.

6. A. N., Mar. B1 30, f. 249-250, Conseil de marine, 9 août 1718 ; B2 251, f. 392, 452, Conseil de marine à Beauharnais, 24 octobre, 5 décembre 1718 ; B3 252, f. 377, P. Grey à Clairambault, 7 septembre 1718.

7. *Gazette de la Régence*, p. 258-260, 264. *Gazette de Leyde*, 28 juin 1718. *Lettres historiques*, t. 53 (1718), p. 685. *Nouveau Mercure*, janvier 1720, p. 122. A. É., *Mém. et doc. France*, 140, f. 89 v°-90. B. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 61.

M. Giraud

son entreprise. D'autant plus que les intrigues de l'ambassadeur d'Espagne, qui s'efforce, à la faveur de ces divisions, de fomenter un mouvement d'opinion contre le Régent et contre les tendances de sa politique étrangère, aggravent simultanément la tension et le malaise¹. Law, dans son Histoire des finances, note cette « agitation de la Cour et de la ville » : elle explique dans une certaine mesure le médiocre bilan des souscriptions au début du mois de juin.

En outre, il subsistait, sur la question du capital de la Compagnie, une part d'inconnue qui pouvait faire hésiter bien des souscripteurs. L'édit du mois de décembre, tout en rappelant que les constitutions de rente de la Compagnie auront effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 1717, n'a pas modifié la base du paiement des arrérages de cette première année. Les prélèvements conjugués sur les fermes du contrôle, du tabac et des postes ne concernent que les arrérages des années 1718 et suivantes². Pour les intérêts de 1717, il n'est prévu d'autres fonds que ceux déjà « destinés à cet effet », c'est-à-dire les ressources de la ferme du contrôle qui, en majeure partie absorbée par les besoins du Trésor, n'a pu remettre à la Compagnie qu'une somme de 250 000 livres. Pour suppléer à l'insuffisance de ses moyens, les fermiers du tabac furent sollicités d'avancer à la Compagnie, au titre des *intérêts de 1717*, 1 million de livres, payables, à partir du 1^{er} janvier 1718, par mensualités de 83 333 livres 6 sous 8 deniers : de janvier à avril, la Compagnie reçut effectivement les quatre premières mensualités, soit une somme de 333 333 livres 6 sous 8 deniers, sur lesquelles le roi promettait d'attribuer au fermier un intérêt de 7 1/2 %⁴. Nous ne disposons plus ensuite que de renseignements trop fragmentaires pour pouvoir dire avec certitude si des versements furent effectués au delà de ce premier « quartier ». Il n'est pas impossible, cependant, à en juger par un document de la série du Contrôle général, qu'ils n'aient pris fin qu'après l'échéance de juillet, ce qui aurait assuré à la Compagnie le bénéfice de sept mensualités (583 333 livres 6 sous 8 deniers⁵).

1. *Mémoires de Saint-Simon*, t. 34, p. 56, 103, 149-151, 171-172, 186-187, 225, 240-241, 265-266.

2. B. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 62.

3. A. N., Col. A 22, f. 43.

4. A. N., G7 1295, Thierry (au Garde des sceaux), 22 avril 1718 (réponse du commis L. Le Couturier sur les charges de la ferme du tabac) ; Texte de mars 1718 sur l'état de la ferme du tabac.

5. A. N., G7 1295, État de la situation présente de la ferme générale du tabac, s. d. Le

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

Mais, même si les mensualités avaient continué jusqu'à épuisement du million prévu, elles n'auraient représenté qu'une faible partie des quatre millions d'arrérages de l'année 1717 : et il ne pouvait être question de prélever la différence sur la ferme du contrôle qui, aux termes de l'édit de décembre 1717, devait déjà subvenir à une dépense de 2 millions de livres pour les arrérages de 1718. Si bien que la Compagnie d'Occident n'avait aucune perspective de toucher les quatre millions qui lui avaient été promis pour l'année écoulée, et qui, en principe, devaient constituer le seul fonds applicable à son commerce. Ainsi s'expliquerait le reproche que Law et Dutot adressent à Noailles d'avoir saisi le fonds de la première année¹. Il n'y eut pas de saisie à proprement parler, mais le fait qu'on ait assigné à l'origine sur la ferme du contrôle des fonds retenus pour le Trésor royal, et qui ne furent pas détournés de leur destination, tint effectivement lieu de saisie. Celle-ci n'atteignit d'ailleurs pas la totalité du fonds de la première année, puisque la Compagnie perçut, d'une part, 250 000 livres de la ferme du contrôle et, d'autre part, quatre mensualités au moins de la ferme du tabac.

Même pour les arrérages de 1718, que garantissaient en principe des fonds « réels et solides » imputés sur les trois fermes du contrôle, des postes et du tabac, la situation n'était pas entièrement nette². Nous ne savons pas si les fermes du contrôle et des postes acquittèrent cette année-là leurs quotes-parts respectives pour la constitution de ce capital de 4 millions de livres : nous n'avons pu trouver aucune indication de versement sur les états de la ferme des postes ni sur les bordereaux des recettes et dépenses du Trésor³. Quant à la ferme du tabac, qui, aux termes du bail en cours et déduction faite de ses charges envers le Trésor, ne disposait que d'un million de livres, elle ne pouvait faire face au paiement d'une somme de 2 millions, appli-

document accuse un versement par le fermier de 83 333 livres 6 sous 8 deniers en *juillet 1719*, ce qui ne peut être qu'une notation erronée pour 1718, car, en 1719, Law détenant l'adjudication de la ferme, les mensualités étaient hors de question. Et, si un versement eut lieu en juillet 1718, il est logique de croire qu'il ne fut pas isolé et que les échéances de mai et juin avaient été « remplies » comme celles des mois précédents. Au delà de juillet, les mensualités devaient s'interrompre, puisque Law prit le bail du tabac à son compte le 1^{er} août. Il est vrai que le bail avait été cassé le 10 mai 1718, et il est possible que le fermier évincé ait alors suspendu ses versements. Ci-dessous, p. 50.

1. Harsin-Law, III, p. 188.

2. B. N., mss. J. de Fleury, 566, f. 208-208 v^o, Mémoire d'observations sur les articles qui composent le fonds de l'année 1718 ; f. 233-235, *loc. cit.*

3. A. N., G7 934-965 ; 1303 (1718-1719).

cable par moitié aux arrérages de 1717 et de 1718, que si le roi contractait à son égard une obligation de remboursement qui eût absorbé, en presque totalité, le produit du bail de l'année suivante¹.

Au début de 1718, il semble que les fermiers du tabac aient fait quelque difficulté à s'acquitter de leurs engagements envers la Compagnie. Dans la première semaine de mars, en effet, ils avaient déjà versé deux mensualités sur le million concernant les arrérages de 1717, mais rien encore sur celui relatif aux arrérages de 1718 qu'ils auraient dû payer, comme le premier, de mois en mois, à partir du 1^{er} janvier, *sans attendre que le capital de la Compagnie eût réalisé le chiffre de 100 millions*². Pour en finir avec ces lenteurs, on envisageait de leur réclamer le paiement immédiat de 500 000 livres : ils acquitteraient peu après la moitié environ de cette somme³. En fait, la modicité du bail ne répondait pas aux ressources réelles de la ferme du tabac. Pour clarifier la situation, pour mettre la ferme en mesure de fournir une aide financière plus efficace, il eût fallu, en procédant à une nouvelle adjudication du bail, accroître ses redevances envers le Trésor. La Compagnie, pour le moment, n'avait pas de base financière assez sûre pour se faire définitivement accréditer dans le public.

Ajoutons que, parmi les souscripteurs possibles, un certain nombre, n'ayant pu toucher les billets de l'État dont le Trésor leur était redevable, n'avaient pas les moyens d'achat nécessaires. Plusieurs de ceux qui venaient d'être rayés se trouvaient dans ce cas, ainsi que des officiers de la marine royale, en faveur desquels les trésoriers sollicitaient du Conseil de marine de nouveaux délais⁴.

Bref, un ensemble de circonstances paralysent le succès financier de la Compagnie d'Occident, immobilisent les versements et donnent bien le sentiment que l'affaire est suspendue⁵. Pas plus que dans les derniers mois de 1717, le terme, cependant, ne doit être pris à la lettre, puisque la Compagnie, dans cette période d'attente et en dépit de l'insuffisance de ses moyens, commence à s'occuper de la Louisiane,

1. Le prix du bail était fixé pour 1718 à 2 200 000 livres, que 18 000 livres de charges réduisaient à 2 182 000 livres, destinés aux rentes de la Compagnie d'Occident (1 million) et à la maison de la duchesse de Berry (1 182 000 livres). A. N., G7 1295 (État de la ferme du tabac, mars 1718). B. N., mss. J. de Fleury, 566, f. 208, *loc. cit.*

2. A. N., G7 1295, *loc. cit.*

3. A. N., G7 1295, *loc. cit.* : Thierry (au Garde des sceaux), 22 avril 1718.

4. B. N., mss. f. fr. 21778, f. 339 v°, Arrêt du Conseil..., 12 juillet 1718. A. N., Mar. B1 33, f. 173 v°, Conseil de marine, 7 mars 1718.

5. A. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 62. *Lettres historiques*, t. 57 (1720), p. 330.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

arme ses premiers navires, recrute des émigrants avec succès. Et, au début de février, avant même l'établissement des premiers contrats de rente, elle complète son organisation par la substitution de Jacques Deshayes à Urbain de La Barre en qualité de caissier, et par l'adjonction de trois nouveaux directeurs, les négociants Louis Boyvin d'Hardancourt et Élizée Gilly de Montaud, et l'intendant de la marine et inspecteur des classes, Antoine-Denis Raudot, que les questions de géographie coloniale et le grand problème de la mer de l'Ouest intéressent depuis longtemps¹. Mais, si l'on excepte l'édit du 21 mai et la menace de radiation envers ceux qui n'ont pas satisfait à leurs engagements, aucune mesure n'a été prise, dans les cinq premiers mois de 1718, pour accélérer les remises de fonds à la caisse de la Compagnie.

C'est seulement le 31 mai qu'intervient un arrêt qui, en prescrivant au caissier de signer le nombre d'actions nécessaire pour atteindre les 100 millions de livres fixés par l'édit de décembre 1717 (il n'en avait encore été signé que pour 44 millions de livres), paraît bien indiquer l'intention de sortir de cette attente². Quelques jours après, le Régent, par égard pour ceux qui, faute d'avoir perçu leurs billets de l'État, n'avaient pu honorer leurs soumissions, décidait de rapporter les radiations et de prolonger le délai de paiement jusqu'au 31 octobre, mais en exigeant le versement immédiat du cinquième des sommes correspondant à leurs soumissions : ce fut l'objet de l'arrêt du 12 juin, qui permettait en outre à quiconque voudrait « s'intéresser au commerce de la Compagnie » de souscrire suivant les mêmes modalités. L'arrêt reprenait ainsi, en l'appliquant indistinctement aux souscripteurs du début et aux « nouveaux acquéreurs », le système de la soumission, interrompu depuis la fin de janvier. Mais, pour ne plus exposer les versements aux lenteurs des mois précédents, une date limite leur était assignée : ceux qui ne s'y conformeraient point perdraient, au profit de la Compagnie, le cinquième déposé à la souscription³. Le texte ne fut porté à la connaissance du public que le 25 juin et, pour mieux assurer la confiance des souscripteurs, pour les prémunir définitivement contre l'exercice du droit d'aubaine, il fut stipulé que les soumissions ne seraient plus consignées sur un

1. A. N., Col. A 22, f. 46 v^o-48, Arrêt qui nomme... — B 40, f. 96 v^o-97, Arrêt qui nomme... — M. GIRAUD, *Histoire de la Louisiane française*, II, p. 16, 17, 20.

2. A. N., Col. A 22, f. 53 v^o-54.

3. A. N., Col. A 22, f. 54 v^o-55. B 40, f. 215-217. Harsin-Law, III, p. 339.

M. Giraud

registre, comme elles l'avaient d'abord été, et que les promesses d'action qui seraient délivrées avec la quittance du premier versement seraient, aussi bien que les actions, libellées au porteur¹.

Les souscriptions entrèrent alors dans leur phase décisive : c'est ce que Law exprime en disant que « l'affaire » ne fut reprise qu'au début de juillet². D'après les édits officiels, quelques jours suffirent pour que le total des soumissions atteignît le chiffre de 100 millions. Dès le 15 juillet, les mémoires de Dangeau annoncent que le fonds est « entièrement rempli³ ». Mais il faut attendre le 28 septembre pour que de nouveaux contrats de 40 000 livres de rente, au nombre de quarante-cinq, soient établis par devant notaire au profit de la Compagnie d'Occident⁴, ce qui suppose la remise au Trésor royal de 45 millions de billets provenant des souscriptions, et réduit le capital de la Compagnie, compte tenu des 30 millions antérieurement totalisés, à 75 millions de livres, soit un écart de 25 millions de livres par rapport au chiffre des soumissions enregistré deux mois et demi plus tôt. Comme la différence, nous disent les textes officiels, s'expliquait cette fois par la négligence des « nouveaux acquéreurs », dont beaucoup laissaient en souffrance au Trésor royal les billets qui leur étaient dus « pour fournitures ou autrement », un dernier délai leur fut accordé jusqu'au 31 décembre⁵. A cette date, les versements totalisèrent enfin la somme de 100 millions de livres, et les vingt-cinq derniers contrats de rente furent passés le 16 janvier 1719 par l'étude Ballin et Lefèvre⁶.

Une année avait donc été nécessaire pour réaliser le capital fixé au mois de décembre 1717. Toutefois, depuis la mi-juillet, le succès de l'opération était virtuellement acquis. Law attribue ce résultat au crédit grandissant de sa banque, aux possibilités de gain que les actions offraient aux souscripteurs, autant d'arguments qui auraient aussi bien pu jouer dans les mois précédents⁷.

1. A. N., Col. A 22, f. 55 v°, Arrêts des 12 et 28 juin 1718. A. N., V7 235, Procès-verbal et inventaire des registres de la Compagnie des Indes, f. 17-17 v°.

2. B. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 62.

3. A. N., Col. A 22, f. 72 v°, Arrêt... du 22 septembre 1718. *Journal de Dangeau*, t. 17, p. 342. *Nouveau Mercure*, juillet 1718, p. 198-199. *Gazette de Leyde*, 29 juillet 1718. *The Post Man*, july 10-12, 15-17, 1718.

4. A. N., Minutier central, Répertoire Ballin.

5. A. N., Col. A 22, f. 72 v°-73, loc. cit. — L'Anti-Système, que les frères Pâris organisent en septembre, contribua peut-être aussi à ce nouveau retard.

6. A. N., Minutier, Répertoire Ballin. *Nouveau Mercure*, janvier 1720, p. 137-138.

7. B. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 62-63. A. E., Mém. et doc. France, 140, f. 100-101.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

L'évolution de la situation politique paraîtrait un motif plus plausible. Après une période de tension croissante avec le Parlement qui ne cesse de dénoncer l'édit monétaire du mois de mai et l'intervention de Law dans la gestion financière du royaume, et réclame le retour de la Banque au statut de banque privée, le roi finit par résoudre le conflit dans l'épreuve de force décisive du mois d'août¹. Il met un terme aux entreprises du Parlement en lui interdisant d'engager avec les autres cours une action solidaire contre le pouvoir monarchique, en cassant les arrêtés qu'il a prononcés contre le « gouvernement de l'État », en limitant enfin ses initiatives en matière de remontrances, qui se trouvent désormais réduites à une formalité illusoire². Succédant à la séance du 22 août, au cours de laquelle le Parlement a exprimé sa volonté de se faire communiquer « un état au vrai » des billets supprimés par le souverain, le lit de justice du 26 confirme les décisions de la monarchie et restaure l'absolutisme momentanément compromis par les concessions que le Régent avait faites à son avènement, tandis que, au même moment, la conclusion de la Quadruple-Alliance renforce le pouvoir de celui-ci contre les prétentions éventuelles du roi d'Espagne à la couronne de France et contre les menées de son ambassadeur³. En consolidant la position du Régent, les événements servent aussi bien la cause de Law, ils écartent la longue opposition du Parlement à ses projets et apportent au public une garantie nouvelle de confiance dans l'avenir de sa Compagnie et de ses actions⁴. Celles-ci sont encore loin du pair de l'argent : leur cours ne s'exprime même pas en numéraire, il se calcule par comparaison avec celui des billets de l'État⁵. Pourtant, l'agitation passée, l'autorité du Régent de nouveau affermie, leur cote s'améliore et quelques indices tendent à prouver que le titre commence à être recherché. Le sieur Law, écrit le 23 septembre 1718 la *Gazette de la Régence*, qui souhaitait sa perte quelques

1. A. N., U 226, f. 523. U 361, Remontrances de juin-juillet 1718, Arrêt de la cour du Parlement, 12 août 1718. Buvat (?), *Gazette de la Régence*, p. 273-274. *Journal de Dangeau*, t. 17, p. 357.

2. A. N., U 226, f. 556-559. U 361, Arrêt du Conseil..., 21 août 1718. *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, I, p. 339.

3. U 226, f. 556-559. U 362, Lettres patentes données à Paris le 26 août 1718. *Journal de Dangeau*, t. 17, p. 357 et suiv. Saint-Simon, *Mémoires*, 34, p. 256-278.

4. B. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 64-65. DUCLOS, *Mémoires secrets sur le règne de Louis XIV*... Paris, 1864, I, p. 351.

5. B. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 64-65.

jours plus tôt, est « maintenu sur son trône mieux que jamais »¹.

Mais, pour expliquer la reprise des souscriptions, il faut aussi considérer les facilités d'achat que l'édit du 12 juin faisait au public en lui accordant un délai prolongé pour le paiement définitif de l'action, l'entière certitude d'insaisissabilité qu'il donnait aux acquéreurs et le fait que la Compagnie commença de verser au début de juillet l'intérêt des actions. Il faut tenir compte de l'édit monétaire de mai 1718 qui, en proposant de recevoir dans les Monnaies, en billets de l'État, 2/5^e des sommes qu'on y porterait en espèces pour les opérations de refonte, en offrant ainsi un débouché de plus aux billets, invitait le public à s'en défaire et répandait le sentiment que, dans le cas contraire, le gouvernement procéderait à leur annulation². Dans l'opinion du *Post Man*, cette appréhension aurait été une des causes du succès des souscriptions : le public aurait préféré échanger ses fonds contre des actions pleines de promesses plutôt que de les remettre, à un cours encore très bas, aux hôtels des Monnaies³. La Compagnie, effectivement, en absorba en quelques mois 70 millions de livres contre moins de 35 millions qui furent reçus en un an par la Monnaie de Paris. Toutefois, si l'on ajoute les sommes perçues en province, le total réel se trouve porté, pour la même période et pour l'ensemble des Monnaies du royaume, à plus de 111 millions de livres⁴.

Il faut surtout faire la part des nouveaux accords financiers d'août-septembre 1718. Lorsque la Compagnie, au début de juillet, entreprit le paiement des six premiers mois d'intérêt des actions, à 4 %, elle assumait une charge qui représentait, répartie sur l'ensemble du second semestre, une somme de 2 millions de livres⁵. La dépense eût exigé l'attribution complète et régulière des arrérages dont les fermes du contrôle, des postes et du tabac avaient la responsabilité. Or, nous savons quelles incertitudes persistaient à cet égard, d'autant plus que, en hypothéquant les fermes de l'État, le roi amoindrissait ses reve-

1. *Gazette de la Régence*, p. 287. *Gazette de Leyde*, 6 septembre 1718. *Nouveau Mercure*, juillet 1718, p. 198-199. *Lettres historiques*, t. 54 (1718), p. 225-226. A. N., G7 778, *Lettres de l'électeur de Cologne et de M^{me} de Harlay*, 15 octobre 1718.

2. *Journal de Dangeau*, t. 17, p. 314-316. *Gazette de Leyde*, 21 juin 1718.

3. *The Post Man*, July 10-12, 15-17 1718.

4. B. N., mss. J. de Fleury, 566, f. 199, État du travail fait dans les monnaies du royaume. Sur l'augmentation du cours des billets à la suite de ces retraits, *Lettres historiques*, t. 53, p. 685, H. LÖNN, *op. cit.*, p. 311 et suiv., 356 et suiv.

5. A. N., Col. A 22, f. 57-58, État de distribution... *Gazette de 1718*, p. 336. *Gazette de Leyde*, 22 juillet 1718.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

nus : l'augmentation du déficit que les états de prévision des finances accusent pour l'année 1718 provient en partie des diminutions qui correspondent aux prélèvements proposés sur ces fermes pour les besoins de la Compagnie d'Occident¹. Une solution nouvelle paraissait nécessaire, qui garantit plus sûrement le fonds annuel de la Compagnie sans affecter dans la même mesure les ressources du Trésor. Elle intervint lorsque la Compagnie d'Occident, le 1^{er} août 1718, se rendit adjudicataire de la ferme du tabac sous le nom de Jean Lamiral². La mesure fut suivie de la nomination de quatre nouveaux directeurs, Paris-Duverney, De la Roche Céry, Charles Barré, François Berger, qui, choisis en raison de leur expérience de la régie du tabac, devaient se retirer dès le mois de janvier 1719³. Le bail, établi pour une durée de neuf ans, à partir du 1^{er} octobre 1718, par arrêt du Conseil des 4 et 16 septembre, fut porté, sur la proposition de la Compagnie d'Occident, de 2 200 000 à 4 020 000 livres : quelques jours plus tard, le Parlement enregistra sans discussion l'édit définitif⁴.

L'accord, aisément réalisé, répondait au vœu que beaucoup formulaient depuis plusieurs années en faveur d'une augmentation du bail du tabac. Du vivant même de Louis XIV, une compagnie que protégeait le duc du Maine avait offert une surenchère de 5 à 600 000 livres par an : elle accusait les fermiers de dissimuler la réalité de leurs bénéfices et condamnait l'esprit intéressé dans lequel ils géraient leur ferme, leur politique d'abandon des plantations françaises des Iles et des « crus » du royaume au profit des tabacs étrangers dont l'importation les enrichissait⁵. Après la mort du roi, en 1716, et de nouveau en 1717, elle avait repris sa campagne, toujours soutenue par le duc du Maine, auquel d'autres protecteurs s'ajoutaient, notamment le duc d'Albret, grand prieur de France, et le maréchal d'Estrées, mais en proposant des conditions plus élevées, calculées sur un rapport

1. B. N., mss. J. de Fleury, 566, f. 160-170, État sommaire des fonds..., 30 décembre 1716 ; f. 174-175 v^o, Mémoire du 26 décembre 1717 ; f. 208-212, Mémoire d'observations pour l'année 1718. A. N., K 886, n^o 25, Mémoire de décembre 1717.

2. A. N., Col. A 22, f. 58, Déclaration du S. Mignot, 2 août 1718.

3. A. N., Col. A 22, f. 58 v^o, Arrêt du 2 août 1718 ; f. 98, Arrêt du 27 janvier 1719. KK 1005D, f. 124, Discours de M. Paris de la Montagne..., 1729.

4. A. N., Col. A 22, f. 74-74 v^o, Arrêt du 4 septembre 1718 ; f. 77-79, Arrêt du 16 septembre 1718 ; f. 82-88, Lettres patentes du 26 septembre 1718. U 361, Séance du Parlement, 13 septembre 1718. U 362, Séance du 17 mars 1719.

5. A. N., G7 1295, Mémoire sur l'origine de la ferme du tabac, à Mgr Desmaretz, novembre 1714 ; Mémoire sur la ferme générale du tabac.

M. Giraud

annuel de la ferme qu'elle croyait pouvoir estimer à près de 6 millions de livres. Elle dénonça à la Chambre de justice les irrégularités et les malversations des fermiers en exercice et sollicita du Régent et de Noailles la cassation du bail dans de nombreux mémoires où elle liait les trois arguments qu'elle produisait à l'appui de sa demande : la plus-value annuelle de la ferme, la restauration des plantations antillaises et des crus de Clérac et de la vallée du Rhône, naguère assez riches pour disposer d'un excédent d'exportation pour les villes italiennes et portugaises, l'abaissement enfin des prix de vente intérieurs par la réduction des importations étrangères¹. L'idée maîtresse de ces mémoires, celle d'une revalorisation de la ferme du tabac, se retrouve étayée sur les mêmes arguments, dans les propositions d'une compagnie de négociants de Lyon, Paris et Saint-Malo, qui, en 1717 et 1718, offre à son tour de se porter adjudicataire à raison de 3 millions par an². Apparemment, elle fut sur le point de l'emporter. C'est à son intention, semble-t-il, que le Régent cassa le bail de Guillaume fils, le 10 mai 1718, plus de trois ans avant la date légale de l'expiration³.

Mais, du fait de ses hautes protections, l'enchère resta à la Compagnie d'Occident, et le succès de Law renversa la vieille notion de la ferme asservie aux intérêts d'hommes d'affaires, de « fermiers financiers », qui s'en appropriaient les principaux bénéfices⁴ : en doublant le prix du bail, Law affirmait — une des idées les plus fécondes de son Système, mais qui ne manquait pas de précurseurs — les possibilités réelles d'une des fermes du roi contre l'opinion de Pâris-Duverney et des trois nouveaux directeurs qui, intéressés dans le bail précédent, personnifiaient la conception traditionnelle⁵. Cette concep-

1. A. N., G7 1295, Ferme du tabac, offre de Girardin, janvier 1715 ; Mémoire secret de Dutertre, février 1717 ; Mémoire sur la ferme générale du tabac ; Le duc d'Albret au duc de Noailles, 11 septembre 1716 ; Soumission donnée à S. A. R... en mars 1717 par M. le duc de Saint-Simon ; Réflexions dernières et très importantes sur la ferme du tabac, et pièces annexes ; A. S. A. R. Monseigneur le duc d'Orléans.

2. A. N., G7 1295, Copie du pouvoir envoyé à Votre Grandeur, 16 mars 1718 (La Chaisnais Gardin...) ; Proposition concernant la ferme du tabac, 13 mars 1718. M 1024, VI, Proposition concernant la ferme du tabac. *Gazette de Leyde*, 22, 25 mars 1718.

3. A. N., M 1024, VI, *loc. cit.* G7 1295, Copie du pouvoir envoyé à V. G., 16 mars 1718 ; Thierry au Garde des sceaux, 22 avril 1718. A. N., Col. A 22, f. 77, Arrêt du 16 septembre 1718.

4. A. N., G7 1295, Proposition concernant la ferme du tabac, 13 mars 1718 ; Mémoire général sur l'origine de la ferme du tabac, novembre 1714, qui indique la collusion entre les fermiers du tabac et les financiers accrédités de la Cour de Louis XIV.

5. A. N., KK 1005D, f. 122-123, Discours de Pâris de la Montagne... Dutor, Réflexions politiques sur les finances et le commerce, éd. Harsin. Paris, 1935, II, p. 213-214.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

tion, les frères Pâris, apparemment, avaient essayé de la perpétuer en demandant à leur tour l'adjudication de la ferme sans autre engagement que de « prendre à la décharge de l'État 110 millions de ses mêmes billets », après quoi, affranchis de toute redevance ultérieure et sans aucune obligation de contre-partie, ils auraient eu pleine latitude de l'exploiter à leur seul profit pendant vingt ans¹.

L'édit de septembre 1718 dégrevait la ferme du contrôle et la ferme des postes des 3 millions de livres qu'elles devaient fournir à la Compagnie d'Occident. Il libérait ainsi des fonds qui seraient désormais acquis au Trésor royal ou affectés au paiement des rentes sur l'hôtel de ville². En échange, la Compagnie recevait l'entière disposition de 4 millions de livres sur le bail du tabac, le roi se réservant seulement les 20 000 livres de surplus. Elle retrouvait donc la rente annuelle correspondant au capital souscrit, tandis que, grâce à l'augmentation des redevances de la ferme du tabac, le Trésor bénéficiait, par rapport aux accords antérieurs, d'une sensible réduction de ses charges envers la Compagnie. En assumant enfin la gestion de la ferme, sans rien avoir à déboursier pour le paiement du bail³, la Compagnie avait la certitude de pouvoir disposer chaque année d'un apport de fonds régulier qui solderait l'intérêt de ses 200 000 actions. Et, si elle parvenait, suivant les promesses de Law, à porter le revenu de la ferme au delà du prix du bail, elle pourrait aussi constituer un capital utile pour son entreprise coloniale.

L'acquisition de la ferme du tabac, en d'autres termes, protégeait les actionnaires tout en modifiant profondément l'invraisemblable conception de cette compagnie de commerce chargée de la mise en valeur d'une colonie à l'échelle d'un continent, avec, pour tout capital, une rente annuelle de 4 millions de livres entièrement et obligatoirement destinée à couvrir l'intérêt des actions ! Les perspectives de profit de la ferme permettaient de résoudre, en partie au moins, cette contradiction : les chiffres que Dutot nous a transmis démontrent que les possibilités que Law lui attribuait contre l'opinion de Pâris-Duverney, si elles n'allaient pas sans une certaine exagération, n'étaient

1. A. N., G7 1295, Mémoire « A S. A. R. Mgr le duc d'Orléans... » (Dernier mémoire en forme de soumission).

2. A. N., Col. A 22, f. 75-76, Édit... concernant la ferme générale du tabac, septembre 1718. Recueil d'arrêts... pour l'établissement de la Compagnie d'Occident, Amsterdam, 1720, p. 60-62.

3. A. N., G1 6, Bail de la ferme... du tabac fait à M. Edouard Verdier, p. 6.

M. Giraud

pas supposition purement gratuite¹. Par la suite, lorsque la Compagnie des Indes, après la liquidation du Système, se trouva ramenée au rang d'une simple compagnie de commerce, c'est dans cette ferme que les intérêts des actionnaires trouvèrent leur garantie la plus sûre.

Ces changements, coïncidant avec la remise que le roi fit à la Compagnie des droits sur le commerce du castor², contribuèrent certainement à l'activité des souscriptions au mois de juillet. Les enchères dont la ferme du tabac était l'objet depuis le mois de mai, date de la résiliation du bail en cours, le sentiment qu'elles se faisaient pour la Compagnie d'Occident³ créaient à l'égard de celle-ci des dispositions favorables, et, lorsque le bail lui eut été officiellement cédé, « le public », écrivent les *Lettres historiques*, « persuadé du profit qu'il y avait à faire pour la Compagnie... par l'exemple des fortunes considérables » des anciens adjudicataires, « s'empessa de placer ses fonds dans le nouvel établissement⁴ ». De préférence à l'aliénation de 4 millions de rente, Law, en réalité, eût souhaité obtenir, en contre-partie des 100 millions de billets de l'État qu'il devait remettre au Trésor, l'aliénation définitive de la ferme du tabac, afin de fournir à sa Compagnie la base financière durable qu'exigeaient des projets de commerce et de colonisation onéreux et à longue échéance⁵. L'attribution de la ferme pour une période prolongée n'en modifiait pas moins dans une mesure appréciable la situation à son avantage. En prenant l'adjudication, Law faisait le premier pas vers la pleine réalisation du Système dont il avait exposé les grandes lignes quelques mois plus tôt. C'était le premier terme d'une politique qui, en groupant sous son autorité tous les revenus publics du royaume, devait lui permettre d'élargir l'action de la Compagnie et d'en refondre la conception initiale.

Pour les colonies, pour la Louisiane surtout, il semblait que le changement de bail dût avoir d'importantes répercussions. L'obligation, qu'elle fit inscrire dans les clauses du bail, pour les futurs

1. Durot, *op. cit.*, II, p. 224-233. A. N., G1 106, Mémoire sur la ferme du tabac (Fermes générales, 3^e division, n° 7); KK 1005D, Discours de M. Pâris de la Montagne..., f. 122-124. A. É., Mém. et doc. France, 1267, f. 195, État de la régie du tabac par la Compagnie des Indes, 1730.

2. *Lettres historiques*, t. 57 (1720), p. 330-331. A. N., Col. F³ 13, Arrêt du 11 juillet 1718.

3. *Gazette de Leyde*, 1718, 31 mai, 29 juillet, 2, 12, 16, 19, 23 août.

4. *Lettres historiques*, loc. cit. *Nouveau Mercure*, janvier 1720, p. 137-138.

5. A. N., KK 1005D, *op. cit.*, f. 122-123. Col. A 22, f. 78 v°, 82, Arrêt du Conseil d'État, 16 septembre 1718.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

adjudicataires, de « fournir le royaume de tabac... des colonies françaises » et d'importer de Louisiane la moitié de la consommation intérieure, l'engagement qu'elle prit pour sa part de remplir les mêmes conditions à partir de 1721 attestaient chez la Compagnie qui, en même temps, faisait admettre pour les tabacs coloniaux des tarifs identiques à ceux des tabacs étrangers, l'intention de rétablir dans les Iles la culture dont on déplorait la régression et de l'introduire activement au Mississipi¹. Non moins significative, la clause, voulue par la Compagnie, qui réservait aux seuls navires français le transport des tabacs en provenance des colonies, répondait au reproche que l'on faisait aux fermiers d'avoir compromis la navigation du royaume par les importations abusives de tabacs étrangers². En sollicitant l'adjudication, Law, incontestablement, obéissait à des vues « utiles à l'État »³.

La cession du bail, d'autre part, sera bientôt pour lui l'occasion de tenter l'abrogation du privilège exclusif de la vente pour revenir à l'ancien principe de la perception d'un droit d'entrée sur le tabac. Dès 1715, dans son mémoire sur le « rétablissement du commerce », il avait critiqué le « parti du tabac » et préconisé l'abandon du monopole, où il voyait la cause de la ruine des plantations coloniales, aussi bien que les habitants des Iles, qui, en 1717, exprimaient sans hésitation leurs préférences pour le « tabac marchand »⁴. En 1718, Law reste fidèle à son idée. Et, avant même que le bail n'entre en vigueur, il propose à l'assemblée des directeurs d'en faire l'application⁵ : il pose ainsi un principe essentiel dans la conception générale de son Système, aussi important par les facilités qu'il pourra donner aux opérations des commerçants, libérés des entraves du monopole, que par la simplification qui en résultera dans la gestion de la ferme.

Qu'il s'agisse du retour à la liberté du commerce du tabac ou de l'installation de sa culture en Louisiane, les idées de Law, dès qu'elles

1. A. N., Col. A 22, f. 74-74 v°, Arrêt du 4 septembre 1718 ; f. 79-82, *loc. cit.* Durot, *op. cit.*, II, p. 232.

2. A. N., M 1024, VI, Proposition concernant la ferme du tabac.

3. FORDONNAIS (Véron Duvergier de), *Recherches et considérations sur les finances de France*, Bâle, 1758, II, p. 589.

4. Harsin-Law, II, p. 184-185. A. N., M 1024, VI, *loc. cit.* K 893, n° 2 A. Léger de Villion, *Mémoire pour les finances*, f. 21-21 v°. G7 1295, De la BOULAYE, *Sur les profits immenses des fermiers généraux...*, 24 février 1718. B1 20 (mar.), f. 22 v°-23, Conseil du 5 mai 1717, *Mémoire sur le tabac...*

5. A. N., KK 1005D, *op. cit.*, f. 123-124. Durot, *op. cit.*, II, p. 233-234.

furent connues, suscitèrent d'ailleurs de vives objections. Contre le principe de la conversion de la ferme en un droit d'entrée, on fit ressortir qu'il se solderait par une diminution du produit annuel et par une recrudescence de la fraude, surtout dans un royaume que l'étendue de ses frontières exposait à de si fréquents contacts avec les crus étrangers : autant d'arguments que Pâris-Duverney avait déjà invoqués dans un esprit intéressé, mais que les faits devaient en grande partie justifier¹. Contre le projet de répandre la culture du tabac en Louisiane, l'opposition venait de ceux qui prétendaient à l'adjudication de la ferme et qui redoutaient, pour leur programme de restauration des plantations de Saint-Domingue et des Iles, la concurrence du Mississippi. C'est dans ce sens qu'une compagnie intervient auprès du premier commis des finances, Gilbert Clautrier, pour lui exposer les dangers qu'elle juge inséparables du projet de la Compagnie : la destruction des plantations de la métropole, supplantées par celles de Louisiane, la condamnation de toute tentative de remise en état des domaines des Iles, l'inconvénient surtout de l'éloignement du Mississippi qui, en cas de guerre, rendra la France tributaire des tabacs étrangers². Plus simplement, et sans s'arrêter à des critiques que contredisent en partie les projets de la « Compagnie remontrante », le premier commis réplique que le danger consiste plutôt dans l'inconnue de l'avenir agricole d'une colonie dont on ne sait si les sols et le climat se prêteront à la culture du tabac au même titre que ceux des Iles et de Saint-Domingue, depuis longtemps éprouvés. Personnellement, Clautrier favoriserait plutôt ces « anciennes plantations », et il conclut au rejet de la proposition de la Compagnie d'Occident, quelle que soit la surenchère qu'elle offre³. Il est difficile de dire si ce mémoire représente un avis isolé, ou limité aux sociétés qui disputaient l'adjudication du tabac à la Compagnie, ou s'il reflète l'opinion plus large des marchands intéressés au commerce des Iles, mécontents des promesses de mise en valeur des étendues neuves de la Louisiane et du préjudice que l'identité des productions risque de porter aux plantations insulaires. Apparemment, les dispositions que Law fit insérer dans le bail calmèrent ces appréhensions. La Compagnie d'Occident obtint

1. A. N., KK 1005D, f. 123-124. G7 1295, Sur la ferme du tabac, Remontrances d'une compagnie (M. Clautrier, 29 juillet 1718). E. LEVASSEUR, *Recherches historiques sur le système de Law*, Paris, 1854, p. 173, 179-180.

2. A. N., G7 1295, *op. cit.*

3. Ibid.

La Compagnie d'Occident (1717-1718)

sans difficulté l'adjudication de la ferme du tabac, et l'augmentation des profits, qui dépassèrent en peu de temps le loyer annuel, permit par la suite à la monarchie d'abandonner définitivement le principe des adjudications à bas prix.

Mais, avant qu'elle n'entrât en possession de cette ferme, la Compagnie, *jusqu'à plus ample informé du moins*, n'avait touché, pour engager son entreprise de colonisation en Louisiane, que les 250 000 livres de la ferme du contrôle et les quatre ou sept (?) mensualités de celle du tabac, soit une somme *en numéraire* voisine, dans un cas, de 585 000 livres et, dans l'autre, de 835 000 livres. Ni les 4 millions d'arrérages de 1718, réservés à l'intérêt des actions, ni les billets de l'État provenant de la vente de celles-ci, que le Trésor absorbait au fur et à mesure de leur retrait, ne pouvaient lui être d'aucun secours. Quant aux actions, en dépit des hausses irrégulières qu'elles enregistrent sur les cours des billets de l'État, elles représentent, pendant toute la durée de l'année 1718, des valeurs trop faibles pour seconder utilement les moyens de la Compagnie¹.

Celle-ci ne répond nullement, dans ces conditions, à la définition d'une société « puissante », pourvue de « gros fonds », que le Conseil de marine en avait donnée au gouverneur Vaudreuil peu après sa création². Dutot, en revanche, minimise à l'excès ses possibilités financières³. La Compagnie, certes, possède un capital monétaire limité, dont la trop forte proportion de versements échelonnés qui le composent contrarie l'efficacité. Pourtant, dès 1717, bien avant sa fusion avec la Compagnie du Sénégal, et contrairement à ce qu'on a pu dire⁴, elle procède à des achats de navires pour ses relations avec la Louisiane; l'année suivante, elle entreprend un effort colonisateur qui, pour n'en être encore qu'à ses débuts, s'avère supérieur à ce qui a été fait jusque-là; et il n'est pas exclu que son modeste capital ait pu subvenir à ces premières dépenses. Il n'est pas impossible non plus que Law ait aidé la Compagnie de ses ressources personnelles. On sait que, à plusieurs reprises, il fit usage de sa fortune pour favoriser des desseins charitables ou philanthropiques, ou pour subventionner les armements de la Compagnie des Indes à destination de la mer

1. B. N., mss. f. fr., nouv. acq. 1431, f. 64-65. *Gazette de Leyde*, 16, 19, 23, 30 août 1718. Harsin-Law, III, p. 341-348.

2. A. N., Col. B 39, f. 259 v^o, 22 août 1717.

3. Dutot, *op. cit.*, I, p. 253. Harsin-Law, III, p. 341.

4. FORBONNAIS, *op. cit.*, II, p. 558-559. H. LUTHY, *op. cit.*, p. 299.

M. Giraud — La Compagnie d'Occident (1717-1718)

du Sud¹. Une participation financière de la Banque générale paraîtrait, par contre, plus hypothétique. Outre que ses émissions de billets — moins de 150 millions de livres² —, coïncidant avec les retraits opérés par la Compagnie d'Occident, ne modifièrent pratiquement pas la circulation fiduciaire, son capital initial, réduit à 1 500 000 livres, dont 375 000 seulement avaient été versées en espèces, ne pouvait autoriser des « emplois considérables³ ». Les bénéfices qu'elle réalisa furent en grande partie absorbés par les distributions qu'on en fit aux actionnaires⁴. Si elle accrut ensuite son capital jusqu'à 6 millions de livres, ce fut en billets de l'État : et, comme Law ne tarda pas à les convertir en actions d'Occident, la Banque, en fait, ne disposait pas de moyens de financement supérieurs à ceux de la Compagnie⁵.

Celle-ci ne se trouvait donc pas complètement désarmée devant sa tâche colonisatrice. En dehors de toute action de la Banque générale, les accords passés avec le gouvernement du Régent lui avaient fourni un petit capital pour ses premiers besoins. Mais en abordant, avec l'acquisition de la ferme du tabac, la pleine formule de son Système, Law lui procura une base financière nouvelle, dégagée des aléas des dispositions antérieures, que devait bientôt renforcer l'extension de ses entreprises, et qui lui permit de réviser la conception de cette société aux fins limitées, plus utile aux besoins de la Trésorerie que susceptible d'accomplir une œuvre économique d'ordre général.

M. GIRAUD,

Professeur au Collège de France.

1. Harsin-Law, III, p. 246, 249-251. *Journal de Dangeau*, t. 18, p. 116-117. A. N., G7 443, anonyme et s. d. sur les aumônes aux pauvres de Paris.

2. A. É., Mém. et doc. France, 1250, f. 158, Bordereau du compte de recette et dépense de la Banque royale...

3. A. É., Mém. et doc. France, 137, f. 64 v^o-65, Mémoire sur les banques publiques..., 14 février 1718. Harsin-Law, III, p. 24, 63-64. P. HARSIN, *Crédit public et Banque d'État en France...*, Paris, 1933, p. 58.

4. Harsin-Law, III, p. 24, 371. A. É., Mém. et doc. France, 137, f. 66-66 v^o, op. cit.

5. Harsin-Law, III, p. 24-25. A. É., Mém. et doc. France, 137, f. 66-66 v^o, op. cit.

La France et l'affaire du « Trent »

Le 8 novembre 1861, au moment où le paquebot anglais, le *Trent*, naviguait dans les détroits des Bahamas, au nord de l'île de Cuba, le sloop de guerre, le *San Jacinto*, de la marine des États-Unis, l'arraisonna et le fit visiter par quelques-uns de ses officiers et marins. Bien que le navire anglais voyageât entre deux ports neutres (la Havane et Saint-Thomas), le vaisseau belligérant avait le droit de visite pour vérifier la nationalité du *Trent* et s'assurer de sa route. Mais, selon le droit international, la neutralité du navire et le but neutre du voyage étant établis par l'examen des papiers, on doit laisser continuer le navire sans perquisitions et sans saisie de vaisseau, de cargaison ou de personnes. Cependant, le commandant du *San Jacinto*, le capitaine Charles Wilkes, fit arrêter deux envoyés confédérés, James Mason et John Slidell, et les fit transporter comme prisonniers à bord du navire fédéral, sans toutefois emmener le *Trent* aux États-Unis pour obtenir une décision d'un tribunal de prise.

Naturellement, le gouvernement britannique envoya aux États-Unis une note sévère exigeant la libération des Confédérés ; mais, ce qui était plus surprenant, le gouvernement français expédia une note semblable pour appuyer l'action de l'Angleterre. Cette étude se propose de constater l'importance de l'influence française sur la rédaction de la réponse fédérale et sur l'acceptation de cette décision par l'opinion publique du Nord. En fin de compte, le gouvernement de Washington rendit Mason et Slidell aux Anglais ; mais William H. Seward, le secrétaire d'État fédéral, prétendit que le président Lincoln avait déjà pris son parti avant l'arrivée de la note française¹.

* L'auteur tient à exprimer sa reconnaissance à l'University of Pennsylvania et à l'American Philosophical Society pour leur contribution financière à ses projets de recherche.

1. Seward à Mercier, Washington, 27 décembre 1861, National Archives, Washington, ms., State Department Correspondence, Notes to the French Legation.

Lynn M. Case

Peut-être est-ce cette affirmation de Seward qui a amené les historiens, dans leurs récits de l'affaire, à ne tenir aucun compte de l'influence française. Sept ouvrages firent allusion à la note française sans lui attribuer aucune importance, tandis que treize autres, tous américains et anglais, n'en firent même pas mention. Deux seulement, et tous deux français, exprimèrent la conviction que la France avait bien exercé une influence sur la décision finale. Le premier, par M. Renouvin, ouvrage de synthèse qui ne permit pas à l'auteur d'entrer dans le détail, croit à l'influence française sans l'attribuer spécifiquement à la note ; et le second, par M. Karolowicz-Carlton, une thèse de doctorat d'université de Paris, affirme l'influence de la note, sans nous en donner les preuves¹. Avec un recul de quatre-vingt-dix-neuf années, étant donné les facilités d'accès toujours plus étendues aux archives des documents publics et privés, il est possible d'examiner de nouveau le rôle de la France dans l'affaire du Trent.

1. Les ouvrages qui font mention de la note française, sans lui attribuer aucune importance, sont : F. W. SEWARD, *Seward as senator and secretary of state* (2 vol., New York, 1891), II, 34-35 ; J. NICOLAY et J. HAY, *Abraham Lincoln : a history* (10 vol., New York, 1890), V, 36-41 ; F. BANCROFT, *The Life of William H. Seward* (2 vol., New York, 1900), II, 235-253 ; T. L. HARRIS, *The « Trent » Affair* (Indianapolis, 1896) ; J. F. RHODES, *History of the United States, 1850-1897* (8 vol., New York, 1893-1919), III, 422-429 ; J. B. McMASTER, *A history of the people of the United States during Lincoln's administration* (New York, 1927), p. 151-153 ; and H. BLUMENTHAL, *A reappraisal of Franco-American relations, 1830-1870* (Chapel Hill, 1959), p. 129. — Les ouvrages qui ne font même pas mention de la note française dans l'affaire du Trent sont : J. G. RANDALL, *Lincoln the president*, II (New York, p. 1945), 48-51 ; J. G. RANDALL, *The Civil War and Reconstruction* (New York, 1937), p. 467-468 ; E. CHANNING, *History of the United States* (8 vol., New York, 1925), VI, 256-257 ; E. D. ADAMS, *Great Britain and the American Civil War* (2nd ed., 2 vol., Gloucester, Mass., 1957), I, 230-234 ; B. K. HENDRICK, *Lincoln and his cabinet*, p. 206-208 ; S. F. BEMIS, *A diplomatic history of the United States* (1st ed., New York, 1937), p. 370-372 ; T. A. BAILEY, *A diplomatic history of the American people* (New York, 1940), p. 351-357 ; C. F. ADAMS, Jr., « The Trent Affair », *American historical review*, XVII (1912), 540-562 ; H. C. ALLEN, *Great Britain and the United States (1783-1952)* (New York, 1955), p. 470-472 ; R. B. MOWAT, *The diplomatic relations of Great Britain and the United States* (London, 1925), p. 179 ; A. P. NEWTON in *Cambridge History of British foreign policy*, ed. by A. W. WARD and G. P. GOOCH (3 vol., Cambridge, 1923), II, 504-505 ; J. W. PRATT, *History of the United States foreign policy* (New York, 1957), p. 308-309 ; H. W. TEMPLE, « William H. Seward », in vol. VII of *American secretaries of state and their diplomacy*. Ed. S. F. BEMIS (New York, 1929), p. 65-70 ; and A. NEVINS, *The War for the Union* (New York, 1959), p. 393. — Les seuls ouvrages qui attribuent quelque influence à la France dans le dénouement de l'affaire du Trent sont : P. RENOUVIN, *Histoire des relations internationales* (7 vol., Paris, 1954-1957), V, 362 ; R. KAROLOWICZ-CARLTON, *Napoléon III, Thouvenel, et la guerre de Sécession* (thèse de doctorat d'université) (Paris, 1951), p. 61-74.

La préparation de la note française

Dans le courant de novembre, le ministre des Affaires étrangères, Édouard Thouvenel, souffrait d'un sérieux accès de fièvre¹. Mais, le lundi 25, se sentant suffisamment rétabli, il décida de se remettre au travail et se rendit au ministère où il se trouva aux prises avec un nombre considérable de problèmes épineux à résoudre, concernant les relations avec l'Italie, la Cour pontificale, l'Espagne, l'Autriche et les États-Unis². Mais à son retour d'une entrevue avec l'empereur, à Compiègne, mercredi 27, souffrant et fatigué, il trouva un télégramme venu de Londres qui l'attendait et qui allait augmenter considérablement ses soucis. Le message du comte de Flahaut, ambassadeur de France à Londres, apportait les premières nouvelles de l'affaire du *Trent*. Le gouvernement britannique, ajoutait Flahaut, interrogeait le capitaine du *Trent* et consultait les avocats de la couronne³.

Le diplomate de carrière qu'était Thouvenel se rendit compte aussitôt des complications que cet incident pouvait amener. Au premier abord, il avait à considérer la possibilité future d'une violation semblable des droits de neutralité de navires français; après réflexion, il entrevoyait le danger d'une guerre anglo-américaine, ce qui entraînerait la France dans l'affaire parce que la France et l'Angleterre s'étaient mises d'accord pour une action commune dans les questions touchant l'Amérique du Nord pendant la guerre de Sécession⁴. Ainsi, c'était à la France de décider si elle garderait silence,

1. « J'ai été plus fortement secoué par la fièvre que je ne le pensais d'abord. Quoi qu'il en soit, je suis mieux et puis me remettre un peu plus sérieusement à ma besogne » (Thouvenel à Benedetti, Paris, 26 novembre 1861, copie dans les papiers de la famille Thouvenel).

2. Thouvenel à Benedetti, Paris, 26 novembre 1861, Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris, mss., Correspondance politique [citées ci-après comme A. M. A. É., C. P.], Italie, 2 : 312, no. 48; Thouvenel à Nigra, Paris, 27 novembre 1861, particulière, papiers de la famille Thouvenel; Meglia à Antonelli, Paris, 26 novembre 1861, P. Pietro PIANI, *Pio IX e Vittorio Emanuele II dal loro carteggio privato* (dans le « Miscellanea Historiae Pontificiae ») (2 vol., 1944-1951), I, 446, no. 1870; Thouvenel à Benedetti, Paris, 26 novembre 1861, particulière, papiers de la famille Thouvenel; Thouvenel à Flahaut, Paris, 29 novembre 1861, A. M. A. É., C. P., Angleterre, 720 : 351-352, no. 154; Dayton à Seward, Paris, 25 novembre 1861, National Archives, Washington, mss., State Department Correspondence (citées ci-après comme State Dept.), France, Dispatches, vol. 51, no. 86; Thouvenel à Flahaut, A. M. A. É., C. P., Angleterre, 720 : 349-350, no. 153.

3. Flahaut à Thouvenel, Londres, 27 novembre 1861, télégr., 6 : 20 P. M., A. M. A. É., C. P., Angleterre, 720 : 346.

4. Cowley à Russell, Paris, 9 May 1861, Public Record Office, Londres, mss., Foreign Office (citée ci-après comme P. R. O., F. O.), 27/1390, no. 684. Voir aussi E. D. Adams, I, 88-89.

Lynn M. Case

si elle proposerait sa médiation ou si elle donnerait à l'Angleterre son appui diplomatique, ou bien, en cas de guerre, si elle entrerait en lice aux côtés de son voisin. Un appui à l'Angleterre en ce moment aiderait également à renforcer la coopération anglaise dans l'expédition du Mexique, déjà entreprise par la France, l'Angleterre et l'Espagne. Ces considérations préoccupaient singulièrement le ministre des Affaires étrangères lorsqu'il repartit pour Compiègne le lendemain, 28 novembre, afin d'assister au conseil des ministres, où ce nouveau problème s'ajoutait à l'ordre du jour déjà chargé.

On ne peut que supposer ce que furent les délibérations au sein du cabinet français. Mais il est bien probable que Thouvenel dut expliquer à ses collègues et à l'empereur que la saisie de Mason et Slidell par les fédéraux violait les principes français du droit des gens. En fin de compte, il aurait proposé que la France envoie une note au gouvernement de Washington pour prévenir l'éventualité d'un acte contre un navire français et pour soutenir l'Angleterre conformément à leur entente préalable, et faire ainsi de cette dernière l'obligée de la France — le tout sans engager la France à faire la guerre. Après des discussions et peut-être aussi quelques spéculations sur l'attitude du gouvernement anglais dans l'affaire, on aurait décidé d'approuver l'envoi d'une note. Pendant la discussion, il se pourrait qu'on ait envisagé la possibilité d'une reconnaissance de la Confédération par l'Angleterre. Il existait un courant considérable en faveur d'une reconnaissance française. William Dayton, le ministre américain à Paris, écrivait, le 30 novembre :

Je viens d'apprendre, par ce qu'en des circonstances ordinaires j'appellerais de bonne source, que Monsieur Persigny, ministre de l'intérieur, aurait informé le Marquis de Hertfort hier [le 29 novembre] au petit déjeuner que le conseil d'état¹ s'était réuni le jour précédent (jeudi) et aurait résolu de reconnaître le gouvernement confédéré².

D'une autre source, MM. Yancey, Rost et Mann — les trois agents confédérés déjà en Europe — entendaient dire que, selon l'opinion de l'empereur et de ses ministres, l'affaire du *Trent* outrageait gravement le drapeau britannique³; enfin Lord Cowley, l'ambassadeur

1. Dayton confondait probablement le conseil des Ministres avec le conseil d'État.

2. Dayton à Seward, Paris, 30 novembre 1861, State Dept., Dispatches, France, 51, no. 87. La réunion du conseil des Ministres du 28 novembre fut annoncée dans le *Moniteur universel* du 29 novembre 1861.

3. Yancey, Rost et Mann à Hunter, Londres, 2 décembre 1861, Library of Congress,

La France et l'affaire du « Trent »

d'Angleterre à Paris, entendait dire que « les doigts du ministre français de la marine semblaient... le démanger de combattre à côté de [l'Angleterre]¹ ».

A une heure avancée du soir, à son retour de Compiègne, Thouvenel se mit à écrire une lettre à Flahaut, dans laquelle il révéla non seulement ses propres pensées mais aussi celles du cabinet et les décisions des délibérations :

Tout disparaît devant le gros incident qui s'est élevé dans les rapports des États-Unis et de l'Angleterre. Pour savoir si nous aurons à remplir, comme puissance intéressée à sauvegarder les privilèges neutres, un rôle direct et actif, il m'est indispensable de connaître comment les avocats de la Couronne, et le gouvernement lui-même, envisagent les diverses questions impliquées dans l'arrestation du *Trent*, non moins que dans l'enlèvement des envoyés des États du Sud. En tout cas, et ne dût-il s'agir à nos yeux, par suite de l'opposition de nos doctrines sur l'étendue du droit de visite et de la définition des objets de contrebande de guerre, que d'une insulte au pavillon britannique, ne laissez aucun doute au sujet de nos sentiments. Dans le fond autant que dans la forme, nous donnons tort aux Américains, et notre opinion hautement exprimée par l'organe de notre ministre à Washington, à qui j'en écrirai jeudi prochain [le 5 décembre], secondera moralement les démarches de Lord Lyons².

Ce fut la première intimation que la France interviendrait dans une dispute purement anglo-américaine : le ministre voulait faire savoir aux Britanniques qu'ils recevraient l'appui actif du cabinet de Paris.

Dans l'intervalle, les Anglais s'occupaient des décisions à prendre et de la préparation de leur note de protestation. Aux premières nouvelles de l'arrestation du *Trent*, qui arrivèrent à Londres le 27 novembre, Lord Russell, secrétaire des Affaires étrangères, demanda aux avocats de la couronne des conseils en matière de droit des gens, et l'argument principal de leur réponse fut que « le *Trent* ne fut ni pris ni amené dans un port des États-Unis pour son adjudication comme prise³ ». La note britannique fut approuvée le 29 par le cabinet

Manuscript Division, Papers of the Confederate States of America, State Department (citée ci-après comme C. S. A., S. D.), A : 1, no. 10.

1. Cowley à Russell, Paris, 2 décembre 1861, particulière, P. R. O., F. O., papiers de Cowley, 519/229 : 120-121.

2. Thouvenel à Flahaut, Paris, 28 novembre 1861, particulière, copie, papiers de la famille Thouvenel. Un extrait fut publié dans Louis THOUVENEL, *Le secret de l'Empereur* (2 vol., Paris, 1889), II, 196-197.

3. Les avocats de la couronne à Earl Russell, Londres, Doctors Common, 28 novembre 1861, édité par James P. Baxter, 3rd, « Papers relating to belligerent and neutral rights », *American historical review*, XXXIV (1928), 86-87.

Lynn M. Case

et expédiée le 30 à Lord Lyons, le ministre anglais à Washington. Dans la note, le gouvernement anglais dénonçait l'acte du capitaine Wilkes comme une violation du droit international et une insulte à l'honneur national et au drapeau britannique. Le gouvernement, poursuivait la note, espérait que les États-Unis répudieraient l'acte de Wilkes, libéreraient les prisonniers et offriraient des excuses¹. Dans deux lettres particulières qui accompagnaient la note, Russell instruisit Lyons d'en retarder la présentation mais de demander ses passeports dans un délai de sept jours après la présentation, si satisfaction n'était pas accordée².

Pendant la préparation de la note britannique, Flahaut vit Russell et l'assura de l'appui de la France et de l'intention de Thouvenel d'expédier une note aux États-Unis. « Lord Russell s'est montré très sensible à l'assurance... que notre Ministre à Washington serait chargé par vous de seconder moralement les démarches de Lord Lyons. » Dans la même entrevue, Russell raconta à Flahaut que les avocats de la couronne déclarèrent que la procédure de Wilkes dans l'arrestation de Mason et Slidell fut contraire au droit international; mais il ne l'élabora pas. En même temps, il donna à l'ambassadeur français un résumé de la note britannique³. Quoique les informations de Thouvenel sur la note britannique consistassent uniquement en ce résumé, il assura Cowley « qu'elle recevait sa haute approbation⁴ ».

Ce fut ensuite au tour de Thouvenel de rédiger sa fameuse note à Henri Mercier, ministre français à Washington, dont la préparation se prolongea depuis six jours. D'abord, il chercha à réunir toutes les informations possibles. Revenant le 2 décembre de la campagne, où il passa la fin de semaine pour se reposer, le ministre trouva dans son bureau la lettre de Flahaut et, le lendemain, il mit la dernière main à sa note. A Cowley, qu'il rencontra dans la matinée, il en ré-

1. Russell à Lyons, London, 30 novembre 1861, Great Britain, *Sessional Papers* [édition microprint], LXII (1862), 614-615 : « Correspondence respecting the seizure of Messrs. Mason and Slidell... »

2. E. D. Adams, I, 213.

3. Flahaut à Thouvenel, London, 30 novembre 1861, particulière, A. M. A. E., Mémoires et documents (cités ci-après comme M. D.), papiers de Thouvenel, VIII, 234-235.

4. Cowley possédait une copie des instructions de Russell à Lyons, mais évidemment il ne les montra pas à Thouvenel (Russell à Cowley, Londres, 2 décembre 1861, P. R. O., F. O., 27/1382, no. 1326). Cowley vit Thouvenel le 3 décembre et rapporta : « J'ai trouvé que Son Excellence était déjà au courant, par l'intermédiaire de M. de Flahaut, de la nature des instructions transmises à Lord Lyons, et... il les approuve hautement » (Cowley à Russell, Paris, 3 décembre 1861, P. R. O., F. O., 27/1399, no. 1397).

La France et l'affaire du « Trent »

suma le projet et ajouta qu'il était en ce moment en train de solliciter l'approbation de l'empereur. Cowley, « bien content du langage de Thouvenel », lui répondit que « le gouvernement de Sa Majesté [Britannique] serait très heureux d'apprendre les vues amicales de Votre Excellence¹ ». L'empereur dut en approuver le texte ce jour même, car la note finale porte la date du 3 décembre².

Cette note de Thouvenel, destinée aux États-Unis, était remarquable sur plusieurs points. Tout d'abord, elle était directe et franche ; elle affirmait sans détours que les États-Unis avaient tort, que les protestations de l'Angleterre étaient justifiées, et que les autorités de l'Union devraient déférer aux demandes raisonnables du gouvernement anglais. Par contre, sur quelques points, la note française ne s'accordait pas avec celle de la Grande-Bretagne. La note britannique, par exemple, déclarait simplement que l'on avait violé le droit international sans spécifier quelles étaient ces violations ; tandis que celle de la France, qui exprimait l'attitude juridique de Thouvenel, exposait, en plus grands détails que toutes les autres notes européennes sur cette affaire, les atteintes américaines aux droits des neutres. Cependant, parmi tous les arguments juridiques, il n'est fait aucune mention de la principale objection des avocats de la couronne, c'est-à-dire la négligence de ne pas avoir emmené le *Trent* dans un port pour l'adjudication. Ces différences entre les deux notes sont faciles à expliquer puisque les Anglais ne voulaient pas admettre qu'ils renversaient leur principe séculaire de droit de visite. Ils préféraient se limiter à un argument technique de procédure, tandis que la France et les autres puissances maritimes du continent voulaient souligner les droits des neutres et de leur exemption de la visite et de la saisie. Enfin, vers la fin de la note, avec habileté et sympathie, Thouvenel associa la France aux États-Unis dans la défense commune de ces mêmes principes maritimes³.

1. Cowley à Russell, Paris, 3 décembre 1861, P. R. O., F. O., 27/1399, no. 1397 ; du même au même, Paris, 3 décembre 1861, particulière, P. R. O., F. O., 519/229 : 122-124.

2. Cowley écrivit : « M. Thouvenel m'informe qu'avec l'approbation de l'Empereur la dépêche... à M. Mercier, ... a été transmise à Washington » (Cowley à Russell, Paris, 5 décembre 1861, P. R. O., F. O., 27/1399, no. 1409). Il est possible que les instructions à Mercier n'aient pas quitté la France avant jeudi, le 5 décembre, puisque Thouvenel, le 28 novembre, avait annoncé que sa note partirait « jeudi prochain ». Il est probable qu'il se référait au départ d'un courrier régulier. Le fait que la note arriva si tard à Washington nous fait croire qu'elle partit de la France bien après le 3.

3. Thouvenel à Mercier, Paris, 3 décembre 1861, projet corrigé, A. M. A. E., C. P., États-Unis, 125 : 241-245, no. 32. Voir les autres copies dans le *Livre Jaune*, 1861, p. 99-101 ;

Lynn M. Case

Ayant expédié sa note à Mercier, Thouvenel savait qu'il faudrait au moins trente-six jours de délai avant l'arrivée d'une réponse ou des nouvelles d'une décision américaine¹. Entre temps, le ministre français se mit à distribuer des copies de sa note aux diverses cours de l'Europe². A l'occasion de la transmission de la copie destinée à l'Angleterre, il l'accompagne de vives assurances d'appui :

Nous avons vu avec regret les embarras qu'il [l'incident du *Trent*] suscite au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et les complications qu'il ajoute à celles qui résultent déjà du conflit américain. Nous ne pouvons, d'ailleurs, concevoir aucun doute ni éprouver aucune hésitation dans nos appréciations sur la question de droit. Pour l'envisager comme le cabinet de Londres, nous n'avions qu'à nous inspirer de nos propres traditions. Guidés, en outre, par le désir de contribuer, autant qu'il dépend de nous, à faciliter l'aplanissement de cette difficulté, nous avons jugé utile de faire connaître sans retard, au cabinet de Washington, le jugement que nous portons sur la conduite du commandant du *San Jacinto*³...

Enfin, le 24 décembre, le texte de la note fut publié⁴.

Dans cette même période d'attente, on pensait en Europe à la possibilité d'une médiation ou d'un arbitrage de la part de Napoléon III. Henry J. Sanford, ministre américain à Bruxelles, proposa la médiation française à son collègue, le baron de Talleyrand, qui à son tour transmet l'idée à Thouvenel⁵.

Une semaine plus tard, Cowley fit à Russell une suggestion sem-

THOUVENEL, *Secret*, II, 197-203 ; State Dept., les notes de la légation française, 3 décembre 1861, copie. La copie officielle, expédiée à Mercier, fut brûlée dans l'incendie qui détruisit en 1862 la légation française à Washington.

1. En 1861, le câble transatlantique n'existait pas encore, et il fallait aux courriers diplomatiques environ dix-huit jours pour transporter les dépêches de l'Europe aux États-Unis. Par conséquent, il faudrait trente-cinq jours aller et retour. En effet, Thouvenel reçut les nouvelles de la décision américaine exactement trente-sept jours après l'expédition de sa note.

2. Cowley vit Thouvenel le 13 décembre à la réception diplomatique et écrivit ensuite à Russell que « M. Thouvenel fait remettre... à tous les gouvernements principaux de l'Europe des copies de sa dépêche à Mercier » (P. R. O., F. O., 27/1400, no. 1446). Voir aussi Thouvenel à Montebello, Paris, 10 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., Russie, 225 : 231, no. 115 ; La Tour d'Auvergne à Thouvenel, Berlin, 24 décembre 1861, *Ibid.*, Prusse, 340 : 351-352, no. 155.

3. Thouvenel à Flahaut, Paris, 4 décembre 1861, *Livre Jaune*, 1861, p. 102. Thouvenel lut aussi à Cowley, le 5, sa note du 3 à Mercier (Cowley à Russell, Paris, 5 décembre 1861, P. R. O., F. O., 519/229 : 126).

4. *Constitutionnel*, 24 décembre 1861.

5. Talleyrand à Thouvenel, Bruxelles, 2 décembre 1861, A. M. A. É., M. D., papiers Thouvenel, XVIII, 461-462 ; Sanford à Seward, Bruxelles, 2 décembre 1861, particulière, State Dept., Dispatches, Belgique, t. V ; du même au même, 5 décembre 1861, *Ibid.*

La France et l'affaire du « Trent »

blable, bien qu'un peu timide¹. Mais il y en avait une autre, celle de l'archevêque Hughes de New York, qui n'était pas timide du tout et qui n'hésita pas à proposer directement à l'empereur le rôle de médiateur, mais ce dernier le déclina en disant que dans cette dispute il s'agissait d'une question d'honneur qui n'était susceptible ni d'une médiation ni d'un arbitrage².

Seward et la note britannique

Les nouvelles de l'arrestation de Mason et Slidell parvinrent à Washington le 15 novembre au soir. Ce même jour, Mercier vit Seward, et le secrétaire mentionna simplement que les deux confédérés avaient été arrêtés. Ces constatations incomplètes n'inquiétèrent pas le ministre français, parce qu'il supposa naturellement qu'ils avaient été pris à bord d'un navire confédéré³. Cependant, le lendemain, lorsque Mercier apprit que les deux commissaires avaient été enlevés du *Trent*, un paquebot anglais, le ministre fut consterné parce que l'incident était une menace pour le front commun anglo-français. Mercier savait bien que Seward avait toujours regretté cette solidarité anglo-française. Si les circonstances de la guerre de Sécession devaient amener un conflit armé entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, le secrétaire fédéral espérait certainement rompre cette solidarité en séparant la France de l'Angleterre, soit par la neutralité soit par une alliance franco-américaine. Évidemment, l'affaire du *Trent* pourrait bien être l'occasion désirée pour couper ces liens de coopération. Alarmé par les clameurs des foules dans la rue, Mercier quitta son chaud foyer, s'enveloppa dans son pardessus contre le froid humide de novembre et se hâta vers la légation britannique. Lord Lyons, avec lequel il avait si loyalement collaboré, n'était pas mieux renseigné que Mercier, mais les deux envoyés se trouvaient d'accord pour blâmer le capitaine Wilkes. Plus tard affluèrent à la légation britannique plusieurs membres du corps diplomatique — le chevalier Bertinatti (Italie), le baron von Gerolt (Prusse) et le baron Stoeckl (Russie); toute cette compagnie, un peu agitée, commenta

1. Cowley à Russell, Chantilly, 9 décembre 1861, P. R. O., F. O., 519/229 : 129-130.

2. Hughes à Seward, Paris, 27 décembre 1861, Seward Papers.

3. Mercier à Thouvenel, Washington, 17 novembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 204-212, no. 89.

Lynn M. Case

l'affaire, et tous furent d'accord pour déclarer que l'action du navire fédéral était injustifiable¹. Lyons fit observer à Mercier :

Mon opinion n'est pas entièrement fixée sur la manière dont la question peut être envisagée au point de vue du droit, et je me propose de me tenir sur la réserve jusqu'à ce que j'ai reçu des instructions de mon gouvernement. Si M. Seward fait quelque communication, j'y répondrai de manière à lui laisser voir que je considère le cas comme pas grave, mais en me refusant à toute discussion. Je regrette d'ailleurs profondément un incident qui place mon gouvernement dans l'alternative ou de se trouver engagé sans la France, ce que j'aurais voulu par dessus tout lui éviter, ou en cédant de voir sa considération subir une nouvelle et sérieuse atteinte².

Deux jours plus tard, ces deux envoyés apprirent que le capitaine Wilkes avait avoué qu'il avait arrêté Mason et Slidell sans ordres de Washington³. Quant à Seward, il s'est exprimé à un des collègues de Mercier « avec une modération qui, depuis quelque temps, lui est devenue habituelle, et sans montrer ni beaucoup de crainte ni beaucoup d'espoir... et il manifestait des doutes sur le parti que la France prendrait le cas échéant⁴ ». On voit que l'attitude éventuelle de la France était bien dans les pensées du secrétaire. Mais, trois semaines plus tard, Seward, qui avait reçu des informations prématurées sur les exigences péremptoires des Anglais, se trouvant à un bal offert à la légation portugaise le 16 décembre, et peut-être un peu excité par le vin, s'exprima en des termes plus belliqueux : « Une guerre anglo-américaine sera un désastre colossal. Nous mettrons le feu au monde entier ! Pas une seule puissance, si isolée qu'elle soit, ne sera épargnée par le feu de nos batailles et ne pourra éviter les flammes de notre conflagration⁵ ». Il est bien possible que ce transport de colère éclatât à dessein pour effrayer les puissances, surtout la France, et pour les persuader d'atténuer les demandes de l'Angleterre ou d'offrir leur médiation.

Vous allez dire, écrivit Mercier à Thouvenel, que les Américains sont encore plus fous que vous ne pensiez, et vous aurez raison. Le fait est qu'en

1. William Howard RUSSELL, *My diary North and South* (Boston, 1863), p. 573-575.

2. Mercier à Thouvenel, Washington, 17 novembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 204-212, no. 69.

3. Mercier à Thouvenel, Washington, 19 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 291, no. 75.

4. Mercier à Thouvenel, Washington, 25 novembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 219-221, no. 70.

5. RUSSELL, *Diary*, p. 587-588 ; Jay MONAGHAN, *Diplomat in carpet slippers : Abraham Lincoln deals with foreign affairs* (New York, 1945), p. 186-187.

La France et l'affaire du « Trent »

ce moment ils en sont à se demander si, pour se passer une fantaisie que condamnent tous leurs antécédents et tous leurs principes, ils ne vont pas se mettre l'Angleterre sur les bras¹.

Dès lors, tous les yeux se tournèrent vers l'Angleterre dont la note était en route. Bien avant son arrivée, l'envoyé français eut encore une entrevue avec Seward et rapporta à Lyons de meilleurs renseignements. Le secrétaire lui dit avec conviction : « Nous n'aurons pas la guerre ; de grands pays comme l'Angleterre et les États-Unis ne se font pas la guerre par passion. » Mais les deux émissaires se demandaient si les dispositions de l'opinion publique et du Congrès lui permettraient de donner suite à ses intentions pacifiques.

Le commerce de New York et des grandes villes se montrait si effrayé de la perspective d'une guerre avec l'Angleterre que Lyons et Mercier espérèrent que la raison pourrait bien finir par l'emporter sur la passion². En réponse à une demande d'informations de Mercier, le ministre anglais répéta que la note de Russell n'était pas encore arrivée, mais il l'attendait le lendemain, 19 décembre.

En effet, le courrier de la reine, ayant déjà débarqué à Boston le 17, avait atteint le 18 la ville de Baltimore où il commanda un train spécial qui l'amena à Washington à onze heures du soir. Le 19 au matin, Lyons reçut la note, la fit copier et prit connaissance des deux lettres particulières de Russell qui étaient arrivées par la même valise. Il se rendit ensuite au département d'État dans l'après-midi. A son retour à la légation, il informa Mercier de tout ce qui avait eu lieu³. Lyons raconta qu'il n'avait pas présenté la note, mais il avait fait amicalement savoir à Seward de vive voix et sans formalités que l'Angleterre voulait demander la restitution des deux prisonniers et des excuses. Il avait ajouté avec discrétion que l'Angleterre préférait que le gouvernement de Washington fasse ces propositions de sa propre initiative. Seward s'était montré très sensible à cette démarche prévenante et avait demandé à savoir confidentiellement si un délai irrévocable avait été mis à la réponse. Le ministre britannique avait répondu qu'il ne voulait pas avoir l'air de menacer, mais que si le

1. Mercier à Thouvenel, Washington, 18 décembre 1861, particulière, A. M. A. É., M. D., papiers Thouvenel, XIII, 416-418.

2. Mercier à Thouvenel, Washington, 19 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 288-295, no. 75.

3. Lyons écrit à Russell : « J'ai tenu M. Mercier au courant de toutes mes communications, confidentielles et officielles, avec M. Seward, mais je ne me suis pas confié à d'autres » (23 décembre 1861, Newton, I, 70).

Lynn M. Case

secrétaire gardait en confidence ce qu'il avait à dire, il avouerait qu'il y avait un délai de sept jours après la présentation officielle de la note. Le secrétaire, après l'avoir remercié, avait demandé deux faveurs : de lui donner une copie non officielle de la note pour ses délibérations et celles du président, et enfin de retarder la présentation officielle jusqu'à samedi (retard de deux jours). Lyons accorda volontiers ces concessions et, peu après, il envoya au département d'État cette copie sous sceau secret. Il vit arriver bientôt le secrétaire lui-même à la légation. Encore une fois, il remercia le ministre de ce que la note s'exprimait en des termes courtois et non sur un ton dictatorial ou menaçant. Il fit encore une demande : le ministre aurait-il l'obligeance de lui dire si on permettrait une réponse provisoire qui pourrait amener à un échange de vues au delà des sept jours ? Lyons regretta qu'une telle réponse ne soit pas acceptable et, pressé de questions par le secrétaire, il avoua que ses instructions exigeaient son départ après le délai de sept jours. Seward le remercia de nouveau et promit de commencer le lendemain ses consultations avec le président¹.

Le retard angoissant de la note française

Pour Lyons, il n'avait plus rien à faire jusqu'à samedi ; pour Mercier, il se demandait s'il pourrait à un moment donné apporter un appui aux demandes anglaises. Jusqu'ici, deux circonstances l'en avaient empêché : le silence que Lyons s'était imposé et le manque d'instructions du gouvernement français. Cependant, le 19 décembre, Lyons avait rompu son silence, et dans l'une des lettres particulières de Russell s'était trouvée une indication de l'attitude de Thouvenel. Le secrétaire anglais des Affaires étrangères avait écrit : « M. Thouvenel me promet d'expédier jeudi prochain une dépêche qui donnera à notre cause un appui moral. Aussi je vous autorise à retenir notre note pendant un ou deux jours avant de la présenter, pourvu que vous demandiez une entrevue immédiate avec Seward². » Mercier fut bien soulagé d'apprendre que des instructions étaient sur le point d'arriver, et Lyons observa qu'il était très content d'accorder à Seward la

1. Lyons à Russell, particulière, Washington, 19 décembre 1861, Newton, I, 66 ; du même au même, officielle, Washington, 19 décembre 1861, *Sess. Papers*, LXII (1862), 628-629 ; Mercier à Thouvenel, Washington, 23 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 308-317, no. 76. Cette copie « particulière et confidentielle » se trouve dans la correspondance Lincoln, Library of Congress, microfilms, bobine 29 : 13177-83.

2. Russell à Lyons, particulière, Pembroke Lodge, 1^{er} décembre 1861, Newton, I, 63.

La France et l'affaire du « Trent »

communication d'une copie non officielle, parce qu'« elle gagnerait du temps jusqu'à l'arrivée de la valise française (qui doit arriver incessamment) avec la dépêche de M. Thouvenel¹ ». Il devenait alors possible à Mercier de présenter sa note samedi, le même jour réservé à la présentation officielle de la note anglaise. Le samedi, Lyons se rendit au bureau de Seward avec sa note, mais cette fois encore le secrétaire le pria de retarder sa présentation jusqu'au lundi 23, et une seconde fois Lyons y consentit pour attendre la note française².

Néanmoins, Lyons et Mercier craignaient, tous deux, que Seward et Lincoln ne rédigeassent déjà leur réponse à l'Angleterre³. Si la France ne parlait pas de suite, il pourrait être trop tard à une époque plus éloignée. Enfin, il semble que Mercier aurait offert d'aller voir le secrétaire pour appuyer l'Angleterre, se guidant sur les informations contenues dans la lettre privée de Russell. Sa conversation avec Seward eut lieu ce même samedi 21 ; et le dialogue dut se dérouler ainsi :

Seward : Pensez-vous que le départ de Lord Lyons entraîne nécessairement la guerre?

Mercier (s'apercevant que Seward comptait sur la France pour prévenir une rupture anglo-américaine) : Il est difficile d'en douter, à voir les immenses préparatifs qui se font en Angleterre. Il paraît impossible de prolonger les négociations. L'Angleterre a évidemment pris une décision qui ne comporte pas d'atermoiements. Quelque soit le regret avec lequel le Gouvernement de l'Empereur verrait s'engager une lutte..., il ne pouvait donner tort au Cabinet britannique, lorsqu'il se conduisait comme lui-même se serait certainement conduit dans une semblable occasion... Mais si, comme je dois le supposer d'après ce que vous m'avez dit dernièrement, vous êtes disposé à vous avancer dans la voie d'une réparation aussi loin que cela est nécessaire pour éviter la guerre, je crois que vous pouvez compter que le Gouvernement de l'Empereur fera tout ce qui dépendra de lui pour vous rendre ce parti moins pénible. Quant à moi..., si vous pensez que je puisse vous être de quelque utilité, soit par mes conversations avec les sénateurs ou avec d'autres personnages importants, soit par mon attitude, pour expliquer et justifier une détermination favorable à un arrangement pacifique, vous pouvez compter sur moi.

Seward : Avez-vous reçu de votre gouvernement des instructions précises sur cette affaire?

Mercier : Non, Monsieur le Secrétaire, je n'en ai pas encore reçu, mais je

1. Russell à Lyons..., p. 66.

2. Mercier à Thouvenel, Washington, 23 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 308-317, no. 76.

3. Leur supposition était fondée, car Frederick Seward, sous-secrétaire d'État, affirma que son père avait passé toute la journée du 21 à écrire sa proposition de réponse à l'Angleterre (F. Seward, *Seward in Washington*, II, 24-25).

Lynn M. Case

les attends d'un moment à l'autre. Et je n'ai aucun doute sur la nature de mes instructions imminentes.

Seward (croyant sans doute qu'il vaudrait mieux avoir quelque chose d'écrit pour convaincre le cabinet et bien d'autres) : Je vous remercie de votre offre amicale, mais je préfère que vous attendiez les instructions que vous êtes sur le point de recevoir et qui seront peut-être autres que vous ne le supposez.

« J'ai vu, écrivit Mercier à Thouvenel, qu'il désirait aussi attendre la malle d'Europe, qui devrait être déjà arrivée, et qui lui apprendra comment le Gouvernement de l'Empereur est disposé à se prononcer dans la circonstance¹. »

De tout ce qui précède il est évident que Seward n'avait pas besoin de la note pour se convaincre qu'il fallait faire une réponse favorable à l'Angleterre. Ce qu'il fallait, c'était des preuves écrites pour convaincre le président et le cabinet que l'on ne pourrait poursuivre une politique ni de négociations prolongées ni de médiation par un tiers. Dès ce moment, tout le monde — Lincoln, Seward, Lyons et Mercier — attendait anxieusement la valise diplomatique française. Samedi, dimanche, lundi, trois jours encore, passèrent sans l'arrivée de la malle d'Europe. « Malheureusement », écrivit Lyons à Russell, « le paquebot est tellement en retard que M. Mercier ne recevra pas les instructions de M. Thouvenel avant demain, mais je ne peux remettre encore une fois la communication de votre dépêche sans laisser paraître une hésitation fatale² ». Le ministre se rendit donc au département d'État le lundi, 23 décembre, pour faire la communication officielle de la note britannique.

Dès ce moment, l'échéance de sept jours commençait à compter, tandis que les deux ministres, navrés, guettaient toujours ce courrier qui rampait, semble-t-il, plus qu'il ne courait. Lyons exprima sa gratitude à Mercier de son appui moral dans sa conversation avec Seward. Plus tard, les deux envoyés apprirent que la séance fatale du cabinet aurait lieu le 24 décembre. Pourtant, Seward avait déjà demandé au président Lincoln la permission de retarder la réunion jusqu'au 25, jour de Noël. « Puis définitivement je serai prêt³. » Il

1. « J'ai vu, par une conversation que j'ai eu avec lui [Seward], qu'il désirait aussi attendre la malle d'Europe, qui devrait être déjà arrivée, et qui lui apprendra comment le Gouvernement de l'Empereur est disposé à se prononcer dans la circonstance » (Mercier à Thouvenel, Washington, 23 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 306-317, no. 76 ; et Lyons à Russell, Washington, 23 décembre 1861, particulière, Newton, I, 67-68).

2. Lyons à Russell, *Ibid.*

3. Nicolay et Hay, V, 34-35.

La France et l'affaire du « Trent »

espérait toujours jusqu'au dernier moment l'arrivée de la note française. Peut-être révélait-il ses espérances lorsque, plus tard, il écrivait à Thurlow Weed qu'il « me fallait avancer en tâtonnant¹ ». Mais la note n'arriva pas, même le 24, Lyons et Mercier étaient au désespoir. « Ce que sera la réponse », croyait Lyons, « dépend bien des nouvelles qu'apportera demain le paquebot. » « Si elles convainquent le peuple qu'il faut ou la capitulation ou la guerre, sans aucun espoir d'une diversion favorable par la France, peut-être on remplira nos termes. S'il reste quelque espoir qu'il n'y aura qu'une rupture de relations diplomatiques sans la guerre, ou que nous accepterons la médiation de la France, alors on ne fera pas de concession². »

La première délibération du cabinet

Enfin, à dix heures, le jour de Noël, le cabinet se réunit à la Maison-Blanche et resta en séance jusqu'à deux heures. On prit d'abord connaissance de la note britannique et de ses demandes, et puis on écouta la lecture des lettres de l'Angleterre et de la France. Lincoln avait invité le sénateur Charles Sumner, président de la commission des relations étrangères du Sénat, à y assister pour lire des lettres qu'il avait reçu de Bright et de Cobden. Tous deux montraient que le sentiment britannique sans exception était hostile aux États-Unis sur la question du *Trent*. La dépêche de Charles Francis Adams, ministre américain à Londres, décrivait également le sentiment hostile du Royaume-Uni. Selon lui, les Anglais paraissaient croire que les États-Unis voulaient absolument la guerre. Le ministre s'attendait à la rupture des relations au mois de janvier³. Dès ce moment, il ne resta pas de doute sur l'attitude de l'Angleterre.

Mais la France, que pensait-elle? Allait-elle appuyer les États-Unis? L'affaire du *Trent* romprait-elle la solidarité anglo-française? Le pauvre Seward n'avait pas encore la note française mais il faisait de son mieux dans ces circonstances critiques. D'abord, il lut une lettre privée de Thurlow Weed, un envoyé officieux en Europe, qui racontait non seulement l'hostilité en Angleterre mais aussi constatait que « l'on ne peut rien attendre d'amical de la France⁴ ». Puis on écouta

1. Seward à Weed, Washington, 30 décembre 1861, Seward Papers.

2. Lyons à Russell, particulière, Washington, 23 décembre 1861, Newton, I, 67-68.

3. C. F. Adams à Seward, Londres, 6 décembre 1861, Frederic BANCROFT, *The Life of William H. Seward* (2 vol., New York, 1900), II, 230.

4. Weed à Seward, Paris, 2 décembre 1861, Seward Papers.

une lettre de John Bigelow, le consul américain à Paris, qui répétait que les Français étaient d'avis que le cabinet de Washington avait amorcé l'affaire exprès pour provoquer la guerre. « L'affaire est regardée ici sans exception par la presse, le public et le gouvernement comme une rude atteinte à la dignité d'une nation neutre, et on dit que l'empereur a manifesté sa surprise. » Le consul apprit de la Guéronnière, un écrivain de brochures impériales, que l'Angleterre aurait les sympathies de la France, mais que cette dernière n'irait pas jusqu'à la guerre. Bigelow croyait que l'empereur voulait rester libre pour servir de médiateur et pour accomplir ses desseins sur le Rhin quand l'Angleterre serait aux prises avec un conflit en Amérique¹. Au moins voyait-on jusqu'ici que la France n'aiderait les États-Unis ni à faire la guerre ni à l'éviter. Ensuite, Seward produisit une dépêche qu'il venait de recevoir de William Dayton, ministre américain à Paris, et qui relatait une conversation avec Thouvenel, du 6 décembre :

M. Thouvenel affirma tout d'abord que l'enlèvement de Messieurs Slidell et Mason du paquebot britannique était l'affaire de l'Angleterre, non pas de la France, mais il pouvait dire sans hésitation que c'était l'opinion du gouvernement que l'action était une violation manifeste du droit international, et que la France ne pourrait pas permettre l'application de tels principes à ses navires. Il ajouta que toutes les puissances maritimes étrangères qu'il avait entretenues de la question étaient d'accord que l'acte était une violation du droit public. De plus, il avait communiqué incessamment ses vues à M. Mercier. ... J'ai cru qu'il valait mieux lui demander de but en blanc si, en cas de guerre avec l'Angleterre, nous pourrions compter sur la France de ne pas dépasser l'expression de son opinion. Il répondit que, bien entendu, ce n'était pas l'affaire de la France. Les Français ne seraient que de simples spectateurs, mais pas des spectateurs indifférents. La force morale de leur opinion serait contre nous².

Ainsi on eut un aperçu de l'attitude officielle du gouvernement français bien *avant* la décision de Lincoln et de son cabinet.

Mais ce rapport de l'envoyé américain ne devait pas être la seule déclaration française que l'on recevrait ce jour-là, car il semble que le bateau qui apportait la dépêche de Dayton et la lettre de Bigelow était aussi porteur de la note française, attendue depuis si longtemps. Mercier avait reçu ses instructions ce même matin et, après une lecture hâtive, se précipita au département d'État pour la lire à Seward. Ce

1. Bigelow à Seward, Paris, 5 décembre 1861, Seward Papers, reçue le 25 décembre 1861.

2. Dayton à Seward, Paris, 6 décembre 1861, State Dept., Dispatches, France, 51 : no. 91, reçue le 25 décembre 1861.

La France et l'affaire du « Trent »

fut Frederick Seward, fils du secrétaire, qui, dans son rôle de sous-secrétaire, accueillit le ministre haletant, avec la nouvelle inquiétante que son père était déjà en conseil. Déconcerté par la crainte que la décision ne soit imminente et que l'influence modératrice de la France ne soit absente, Mercier pria le fils de faire porter la note dans la salle du cabinet, ce que fit aussitôt ce dernier. Sur-le-champ, on donna lecture de la communication et on constata que la note confirmait la dépêche de Dayton et la renforçait de plusieurs arguments tirés du droit des gens et de l'association séculaire des États-Unis et la France dans la défense de ces mêmes principes — le tout destiné aux oreilles de Lincoln et des membres du cabinet. Dans l'absence de communications des autres puissances continentales, ce fut l'appui le plus fort prêté jusqu'ici à l'effort pacificateur de Seward.

Ensuite, le secrétaire d'État présenta le projet de réponse à l'Angleterre, qu'il préparait depuis le 21 décembre. Il présenta des arguments légaux assez faibles, mais conclut en disant que les États-Unis avaient violé le droit international de la même manière que l'avait fait l'Angleterre dans le passé. Par conséquent, pour maintenir les principes séculaires américains, il autoriserait la restitution des commissaires confédérés et de leurs deux secrétaires aux Britanniques. Le projet fut lu, considéré et discuté. M. Edward Bates, ministre de Justice et conseiller en matière de droit, vint à l'appui de Seward, bien qu'il eût loué l'action de Wilkes au début de l'affaire. Ce qu'il souligna, ce fut que « le gouvernement français était complètement d'accord avec l'Angleterre pour constater que l'arrestation de Mason et Slidell, comme elle fut exécutée..., était une violation du droit public ». « Et ceci apparaît dans les instructions données à M. Mercier, le ministre ici, qui de la part de son gouvernement en a laissé copie à M. Seward ». Bates ajouta que du rapport de Dayton et d'autres lettres particulières on savait que la France souffrait des effets du blocus et avait peu de coton pour ses usines et peu de marchés pour ses exportations. Aussi, craignant que la France ne fasse cause commune avec l'Angleterre dans une guerre contre les États-Unis, soutenait-il la décision de Seward d'éviter la guerre en libérant les deux hommes¹. M. Chase,

1. Mercier à Thouvenel, Washington, 27 décembre 1861, A. M. A. E., C. P., États-Unis, 125 : 322-328, no. 77 ; Lyons à Russell, Washington, 27 décembre 1861, *Sess. Papers*, LXII (1862), 630. Lincoln, Lyons et Bates (ministre de Justice), affirment tous trois que la note de Thouvenel arriva le 25. Si Mercier dit « hier » dans sa note du 27, c'est sans doute une erreur relative à la date de la dernière note. Il est probable cependant que Mercier commença à écrire son rapport le 26, et que « hier » se rapporte au 25. Ensuite, lorsqu'il eut terminé son rapport, le 27, son copiste l'a daté du 27.

Lynn M. Case

secrétaire à la Trésorerie, et M. Blair, ministre des Postes, soutenaient tous deux le position de Seward ; mais, de l'autre côté, les secrétaires Welles (marine), Cameron (guerre) et Smith (intérieur) n'étaient pas convaincus que cette ultime concession fût nécessaire. Enfin, le cabinet décida de retarder sa décision jusqu'au lendemain, lorsqu'une autre réunion aurait lieu. Après le départ du reste du cabinet, Lincoln indiqua que lui aussi n'était pas entièrement convaincu de ce que l'on devait faire quand il dit à Seward : « M. le gouverneur, bien entendu, vous continuerez à préparer votre réponse, qui, à ce que je comprends, établira les raisons pour justifier la restitution des prisonniers. Maintenant, moi, j'ai l'intention de faire l'effort de rédiger des raisons contre leur libération¹. Nous comparerons demain les arguments des deux côtés. » Le secrétaire donna volontiers son assentiment².

Mercier, très curieux d'apprendre si Seward avait reçu la note et si l'on était déjà arrivé à une décision, réussit à voir le secrétaire dans la soirée. Ce dernier le remercia d'avoir hâté la présentation de la note, mais il ne fit aucun commentaire sur ses termes. Il assura seulement Mercier qu'une décision n'avait pas encore été prise et, qu'aussi-tôt qu'elle le serait, il préparerait une réponse amicale à son intention³. Ces paroles sont encore une preuve évidente que Lincoln n'avait pas pris de décision avant l'arrivée de la note de Thouvenel.

Lincoln et les deux notes

Selon le système américain, le cabinet délibère, le secrétaire conseille, mais c'est le président qui décide. Nous avons maintenant à suivre l'évolution des idées de Lincoln sur l'affaire du *Trent*. Le président, comme Seward, reçut probablement, dans l'après-midi du 15 novembre, les premières nouvelles de la saisie de Mason et Slidell⁴. Le lendemain, sans doute, il apprit que le paquebot anglais était impliqué. Ce même

1. Howard K. BEAL, ed., « The diary of Edward Bates, 1859-1866 », dans l'*Annual Report* de l'American Historical Association, 1930, IV (Washington, 1933), 213-217.

2. F. SEWARD, *Seward in Washington*, II, 25.

3. Mercier à Thouvenel, Washington, 27 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 323-324, no. 27.

4. Le *San Jacinto* arriva à 12 heures 30, le 15 novembre 1861, à Fortress Monroe (*New York Times*, 17 novembre 1861), et la nouvelle en fut sans doute télégraphiée au gouvernement à Washington le même jour. Seward raconta à Mercier les premières nouvelles de la capture de Mason et Slidell, sans savoir encore, peut-être, tous les détails (Mercier à Thouvenel, Washington, 17 novembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 205, no. 69).

La France et l'affaire du « Trent »

soir, il fit observer à l'historien, Benson J. Lossing, et au contrôleur de la Trésorerie, Elisha Whitney :

Je crains que les traitres ne soient des éléphants blancs. Il nous faut adhérer aux principes américains en ce qui concerne les droits des neutres. Nous avons combattu la Grande-Bretagne contre son insistance, en théorie et en pratique, sur le droit de faire précisément ce que fit le capitaine Wilkes. Si la Grande-Bretagne proteste maintenant contre cet acte et demande leur délivrance, il nous faut les libérer, offrir nos excuses pour avoir violé notre propre doctrine, et ainsi la contraindre à jamais à ne pas troubler les neutres et à avouer qu'elle a tort depuis soixante ans¹.

Cependant, dans son discours au Congrès, le 3 décembre, Lincoln suivit l'exemple de Seward et de Lyons en gardant le silence sur la question du *Trent* dans ses rapports publics².

Le 20 décembre, le secrétaire a dû soumettre la copie confidentielle au président, car on la trouve (et non pas la copie officielle) dans les Papiers Lincoln³. Ainsi est-il probable que, dès le 20, Lincoln se mit à écrire un projet de réponse, sans signature mais avec l'intention de la faire signer par Seward. En lisant la note britannique, il se rappelait également les dépêches récentes des journaux qui commentaient les rumeurs d'offre française de médiation. Le 16 décembre, le *New York Times* écrivait : « Le bruit court que l'Empereur des Français a offert sa médiation dans cette affaire. C'est un cas bien propre à l'application d'un tel mode de règlement, et nous ne voyons pas de raison pour décliner l'offre si l'on nous la propose. » Ensuite, le 19, il signalait : « *Le Temps* annonce que Napoléon a offert ses services au gouvernement britannique⁴. » Mais, au surplus, le président avait, peut-être, vu deux lettres arrivées ces jours-là, toutes deux proposant l'arbitrage de la France. La lettre de Weed à destination de Seward suggé-

1. HARRIS, *Trent affair*, p. 125 ; Benson J. LOSSING, *Pictorial history of the Civil War in the United States of America* (3 vol., Philadelphia, 1866-1868), II, 156-157 ; Nicolay et Hay, V, 25-26. Stoeckl, le ministre russe, avait entendu dire aussi que Lincoln aurait été disposé à rendre les commissaires confédérés mais que le cabinet et l'opinion publique pourraient le faire changer d'avis (Stoeckl à Gorchakov, Washington, 6/18 novembre 1861, Russian Central Archives, Foreign Office, Library of Congress Photoprints, 49 : 995, no. 68).

2. J. D. RICHARDSON, ed., *A compilation of the messages and papers of the presidents 1789-1897* (10 vol., Washington, 1896-1899), VI, 45. Il suggéra seulement une politique de « prudence... envers les puissances étrangères, en évitant toutes causes d'irritation ».

3. Library of Congress, Washington Division of Manuscripts, Microfilms of the Lincoln Papers, Russell à Lyons, London, F. O., 30 novembre 1861, copie, enveloppe avec indication « Particulière et confidentielle », bobine 29 : 13177-13183.

4. *New York Times*, 16 et 19 décembre 1861. Ces nouvelles n'étaient pas exactes, mais bien entendu, Lincoln ne le savait pas à ce moment.

Lynn M. Case

rait : « Si d'autres moyens manquent, n'est-ce pas, en fin de compte, une question propre à être référé à une puissance amie ¹ ? » Une seconde lettre (John Bright à Charles Sumner) proposait l'arbitrage presque dans les mêmes termes que le projet de Lincoln ². On voit, alors, que l'idée d'arbitrage, peut-être l'arbitrage par la France, était certainement dans les pensées du monde politique à Washington. Ce ne fut donc pas une idée originale de Lincoln, car sans doute avait-il à l'esprit ces articles et ces lettres quand il se mit à écrire son projet, le 20 ou 21 décembre. Il voulait faire dire par Seward que la note britannique « a été mûrement étudiée par le président » qui voudrait pouvoir présenter des explications américaines sur l'affaire et sur ce qui concerne le droit des gens. D'autre part, il accueillerait volontiers des arguments détaillés du côté anglais. Après l'échange de toutes les constatations sur l'affaire « le gouvernement des États-Unis serait prêt, si cela était agréable également au gouvernement de Sa Majesté, à soumettre tout le litige à un arbitrage amical comme il se fait entre nations, et à en accepter la décision comme solution définitive ». Ou bien, il serait disposé à laisser la décision à l'Angleterre seule, pourvu que les demandes de réparation n'excédassent pas celles de la note britannique et que sa décision servit plus tard de précédent ³.

Dans l'après-midi du 21 décembre, le sénateur Browning se rendit à la Maison-Blanche pour prendre le thé et engagea une longue conversation avec le président sur l'affaire du *Trent*. Peut-être lui aussi avait-il lu la lettre de Bright, parce qu'il suggéra à Lincoln l'idée d'arbitrage. Le président, naturellement, se montra favorable à la suggestion et (selon Browning) « tira de sa table un papier très habile qui serait adressé comme une communication du secrétaire d'État à Lord Lyons (déjà sous cette forme) et dans laquelle les propositions (ci-dessus) sont présentées avec beaucoup de force et de clarté et en bien plus de détail que je ne les ai développées ⁴ ». Il est évident que tout le projet de Lincoln était achevé avant l'heure du thé du 21.

1. Weed à Seward, Paris, 4 décembre 1861, Seward Papers. Une seconde lettre de Weed à Seward, expédiée de Londres ce même jour, porte en marge les mots « Reçue le 20 décembre » (Lincoln Papers, R 29 : 13247-48). Il est donc probable que les deux lettres arrivèrent le 20.

2. Bright à Sumner, 5 décembre 1861, dans *Rhodes, United States*, III, 424-425, no. 2. Rhodes croit que Bright fut l'inspirateur non seulement de l'idée d'arbitrage de Lincoln, mais aussi des termes mêmes de son projet.

3. Projet d'une dépêche sans signature, mais de la main de Lincoln, Lincoln Papers, R 30 : 13623-13626. Voir aussi une reproduction de celle-ci, dans Nicolay et Hay, V, 33-34.

4. *Diary of Browning*, I, 516-517.

La France et l'affaire du « Trent »

Pendant ce même temps, Seward dans la solitude avait préparé sa propre version d'une note qui proposerait la libération de Mason et Slidell sans arbitrage. Lincoln, qui l'écouta en séance de cabinet, le jour de Noël, ne révéla pas son propre plan après la lecture de la note de Thouvenel, mais ne voulut pas encore se rallier au projet du secrétaire. C'est évidemment pourquoi il dit à Seward qu'il préparerait un contre-projet sans lui avouer qu'il l'avait déjà préparé¹.

Ainsi, dès le soir du jour de Noël, après l'ajournement de la séance du cabinet, le président pensait toujours à son contre-projet. Avant la séance il y avait eu lecture des lettres de Bright et Cobden. Ce qui était un élément nouveau c'étaient les notes de Dayton et Thouvenel. On sait aujourd'hui que ces deux communications préoccupaient déjà le président le soir de sa conversation avec Browning après le dîner. Prenant le sénateur à part, il dit qu'il ne lui était pas permis de révéler ce qui fut fait au sein du cabinet, néanmoins il prit la liberté de mentionner la note française. Il avoua qu'elle était arrivée au cours de la séance et qu'en somme « les puissances européennes nous condamnaient sur la question du droit et voulaient un accommodement à l'amiable ». Il parla aussi des lettres de Bright et Cobden².

Pourtant, ce soir-là et le lendemain matin, il dut être plus impressionné par les deux récits de l'attitude de Thouvenel que par les suggestions de Bright. Il est probable qu'il fit le raisonnement suivant : si la France et les autres puissances jugent déjà que les États-Unis ont tort en matière de droit, à quoi bon soumettre la dispute à l'arbitrage³? Ce serait un manque de dignité d'élaborer des arguments qui seraient condamnés d'avance. Enfin, à qui s'adresserait-on en cherchant un arbitre? Toutes les puissances s'opposaient aux États-Unis sur cette question⁴. La France était la seule qui serait acceptable aux deux partis, et il était évident qu'elle avait déjà pris parti contre les États-Unis. Par conséquent, à cause de la note française et de la dépêche de Dayton, tout le plan présidentiel tombait par terre. En effet, à une distance de 3 800 kilomètres et presque le même jour,

1. F. W. SEWARD, *Seward at Washington*, II, 25-26.

2. *Diary of Browning*, I, 518.

3. Ce fut aussi l'opinion de Charles Francis Adams, ministre américain à Londres, qui écrivit que « son obstacle [celui d'arbitrage] est toutefois que presque tous les gouvernements en Europe se sont déjà prononcés » (C. F. Adams à Seward, Londres, 2 janvier 1862, Microfilm Letterbook, bobine 168 : 339-340, no. 97). (Avec la permission du Adam's Manuscript Trust, aux soins de la Massachusetts Historical Society.)

4. Les notes de l'Autriche et de la Prusse n'étaient pas encore arrivées, mais Thouvenel était convaincu de ce que seraient les attitudes de toutes les puissances.

Lynn M. Case

le *Times* de Londres, comme par inspiration télépathique, reproduisit ces réflexions probables de Lincoln :

Quelques personnages optimistes, écrivait le *Times*, dans la fierté excessive de leur bienveillance, nous ont poussé à soumettre à l'arbitrage l'insulte que nous avons essuyée. Leurs prières se sont déjà réalisées [par la note Thouvenel] avant qu'ils en aient pu espérer l'accomplissement. L'arbitrage a déjà été entendu et le jugement proclamé simultanément avec nos demandes¹.

Le lendemain, 26 décembre, le cabinet renouvela ses délibérations et Seward relut son projet de réponse. Ça et là autour de la table se firent entendre des expressions de regret de ce qu'il parût nécessaire de faire une capitulation totale à l'Angleterre. On présenta plusieurs suggestions pour modifier la rédaction du document, qui furent acceptées volontiers par le secrétaire. Ce dernier attendait toujours que le président présentât son contre-projet, mais Lincoln restait silencieux. Finalement, la proposition de Seward, remplie d'arguments faibles et contestables du point de vue du droit, mais concédant néanmoins la libération immédiate des captifs, fut approuvée à l'unanimité. Après le départ de ses collègues, Seward se tourna vers Lincoln en disant : « Vous aviez l'intention, je crois, de présenter des arguments contraires. » Mais le président, souriant un peu et secouant la tête, répondit : « Je me suis convaincu que je ne pouvais pas trouver un argument qui serait d'accord avec mon propre jugement, et cela m'a prouvé que votre terrain était bien celui du droit². »

Mercier et Lyons se doutaient que les délibérations du cabinet continueraient jusqu'au 26 décembre, et ils ne s'étonnaient pas de n'avoir encore reçu aucune réponse. Ils furent invités tous deux à dîner chez Seward le 27, et se demandaient si ce serait là l'occasion d'annoncer la décision. En effet, dans l'après-midi du 27, bien avant le dîner, Lyons fit savoir à Mercier qu'il venait de recevoir la nouvelle confidentielle que l'on allait libérer Mason et Slidell. Peu après arrivaient deux notes destinées aux deux envoyés. La décision et les deux notes n'étaient pas encore rendues publiques, mais après le dîner Seward invita les sénateurs Browning, Sumner, King, Harris et le député (*representative*) Crittenden à passer dans son bureau et leur lut la note britannique, sa réponse à Lyons, sa note à Adams, la note

1. London, *Times*, 24 décembre 1861. C'était un article d'opinion sur la note de Thouvenel récemment publiée.

2. F. W. SEWARD, *Seward at Washington*, II, 26.

La France et l'affaire du « Trent »

de Thouvenel, et sa réponse à Mercier¹. Ce dut être une longue séance de lecture, mais il était bien évident que le secrétaire s'efforçait d'attirer l'attention des membres du Congrès sur la note française et sa réponse à l'Angleterre.

Le lendemain, Mercier relut la note de Seward plus à loisir. Dans sa réponse à Mercier, celui-ci prétendait que Lincoln avait déjà pris sa décision avant la présentation de la note française. Néanmoins, il remerciait le ministre des termes amicaux de sa dépêche et faisait remarquer que les États-Unis avaient été fidèles à leurs principes en matière de droits des neutres². Le ministre français dut sourire un peu en lisant la phrase « avant de recevoir la communication [française]... le président avait déjà décidé la solution... de l'affaire », puisque Seward lui avait fait la confidence, dans l'après-midi du 25, que « rien n'est encore décidé³ ». Pendant les deux derniers jours angoissants, Lyons avait dit à Mercier qu'un dénouement pacifique « lui semblait de moins en moins probable ». Mais, à la première nouvelle de la décision favorable, Mercier écrivait, « Lord Lyons attribue ce succès... à la dépêche de Votre Excellence » [Thouvenel]⁴. Pour sa part, le ministre français croyait qu'il y avait trois causes à la restitution des agents confédérés : l'état des finances fédérales, l'espoir de prochains succès contre le Sud, et la note française⁵.

La note française et l'opinion publique

Seward avait l'intention d'annoncer la décision et de publier les pièces justificatives simultanément. Le tout avait été composé dans les bureaux du journal *National Intelligencer*, le soir du 27 décembre, mais on n'en permit la publication que le 28⁶. Il n'y avait que six pièces justificatives — les quatre échangées entre Londres et Washington et la note de Thouvenel avec la réponse⁷. Malgré la prétention

1. *Diary of Browning*, I, 519.

2. Seward à Mercier, Washington, 27 décembre 1861, annexe no. 1, Mercier à Thouvenel, 27 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 322-328, no. 77 ; State Dept., Notes to the French Legation, 27 décembre 1861. Seward nota aussi les différences de vues parmi les trois puissances sur la question du droit international et exprima l'espoir que cette affaire finisse par un accord sur les droits des neutres.

3. Mercier à Thouvenel, Washington, 27 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 324, no. 77.

4. *Ibid.*

5. Au même, Washington, 31 décembre 1861, *Ibid.*, fol. 339-340, no. 78.

6. *New York Times*, 29 décembre 1861.

7. *Ibid.*

Lynn M. Case

de Seward que la note était arrivée trop tard, il était évident qu'il l'estimait d'une grande utilité pour persuader l'opinion du Nord d'approuver la restitution. En raison de la crainte d'une réaction défavorable de la part de l'opinion, le cabinet et le président avaient hésité à accepter la capitulation dès la première séance. Mais, réflexion faite, ils se rendaient compte de l'importance de la note française pour faire accepter au public la politique de prudence. Mercier le signala avec sa pénétration habituelle : « Quant à la dépêche de Votre Excellence [Thouvenel], l'empressement que M. Seward a mis à la publier prouve assez le secours qu'il en a retiré, et celui qu'il en attend encore¹. » Ce secours, on le trouve dans un article d'opinion du *National Intelligencer*, journal favorable au gouvernement, qui déclara que l'opposition française dans l'affaire du *Trent* devrait faire réfléchir tous ceux qui voulaient critiquer la décision. Il souligna le fait que la France s'occupait avec impartialité surtout de la question du droit international². Le *New York Times* fit écho à ces sentiments en signalant surtout la correspondance des vues des États-Unis et de la France sur les droits des neutres, et en exprimant son appréciation pour l'attitude amicale de Napoléon III dans l'affaire³.

A la Chambre, cependant, Thaddeus Stevens, une critique du gouvernement, attaqua la communication française :

La chose la plus désagréable, dit-il, que j'ai observée dans cette affaire, c'était l'intervention impertinente de la France. Pourquoi est-elle intervenue sans invitation sinon pour nous intimider? La lettre de Thouvenel est sévère et dictatoriale. Quand nous aurons arrangé nos affaires domestiques, il nous faudra examiner la sainte alliance de ces puissances pour déterminer l'étendue de leur dictature vouée à la surveillance de la conduite des nations⁴.

De l'autre côté, une semaine plus tard, le député Francis P. Blair fils, frère du ministre des Postes, prit la tête d'une contre-attaque à la Chambre en proposant une résolution commune (*joint resolution*) pour remercier la France de sa note bienveillante. Il la qualifia « un arbitrage préalable de la dispute suscitée par le gouvernement britannique » et déclara que « ses instances... ont été une intervention

1. Mercier à Thouvenel, Washington, 31 décembre 1861, A. M. A. E., C. P., États-Unis, 125 : 343, no. 78.

2. *National Intelligencer*, 28 décembre 1861.

3. *New York Times*, 29 décembre 1861.

4. *Congressional Globe*, XXXII, 181, house debates, 30 décembre 1861.

La France et l'affaire du « Trent »

convenable, faite avec considération et bienveillance...¹ ». Mais le député Vallandigham, l'ennemi irréductible du gouvernement, proposa que la résolution fut déposée sur le bureau et critiqua la note française comme « une indication d'une hostilité contre les États-Unis ». Le rejet de sa proposition constitua une approbation probable de la résolution². Cette proposition de Blair fut inscrite plus tard sous le numéro 27 des résolutions communes et classée à la commission des Affaires étrangères de la Chambre d'où elle ne paraît pas être sortie³.

C'est pourtant au Sénat que la dépêche de Thouvenel reçut l'attention la plus fervente. Le sénateur Sumner, président de la commission des relations extérieures du Sénat, avait annoncé qu'il allait faire, le 9 janvier (1862), un discours sur l'affaire du *Trent*, et, le moment venu, les bancs des galeries furent remplis de monde parmi lequel on remarquait les diplomates étrangers⁴. Le sénateur se référa à la note française à plusieurs reprises dans ses commentaires sur le droit international relatif aux personnes non-combattantes, aux dépêches diplomatiques et aux immunités des navires neutres.

Je ne sais pas les sentiments des autres, ajouta-t-il, mais je ne peux douter que cette communication, une fois comprise dans son sens véritable, ne soit acceptée avec gratitude comme une indication d'amitié envers nous. C'est aussi une contribution à ces droits maritimes que la France et les États-Unis ont dans le passé défendus avec tant d'efforts. Ce ministre éminent [Thouvenel] n'hésite pas à déclarer que si un drapeau neutre ne peut pas protéger les personnes et la marchandise mises sous sa protection dans un voyage entre deux ports neutres, alors son immunité ne serait qu'un vain mot⁵.

Mercier se trouvait dans les galeries et rapporta que le discours « a été écouté avec bienveillance, mais avec calme ; personne n'y a répondu, et la question a été ajournée⁶ ».

En dehors de la salle du Sénat, le discours de Sumner fut beaucoup lu et favorablement accueilli⁷. Et Mercier put écrire confidentielle-

1. *Congressional Globe*, XXXII, 230, house debates, 8 janvier 1862.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 494, house debates, 27 janvier 1862.

4. RANDALL, *Lincoln the president*, II, 49-50.

5. *Congressional Globe*, XXXII, 241-245, senate debates, 9 janvier 1862. Mercier, en discutant le discours de Sumner, dit qu'« il n'a pas manqué de donner à la Dépêche de Votre Excellence la place qui lui revenait, en la louant au double point de vue du procédé envers le Cabinet de Washington, et des doctrines qu'elle soutient » (Mercier à Thouvenel, Washington, 14 janvier 1862, A. M. A. E., C. P., États-Unis, 126 : 15-20, no. 80).

6. A. M. A. E., *ibid.*

7. RANDALL, *Lincoln*, II, 50, et les notes 24 et 25.

Lynn M. Case

ment que « nous leur avons singulièrement facilité une retraite devenue nécessaire¹ ». Un peu plus tard, dans une dépêche officielle, il ajouta que « de nombreux témoignages me permettent d'assurer à Votre Excellence que le procédé du Gouvernement de l'Empereur a été généralement apprécié² ».

Les opinions en Angleterre et en France sur l'influence de la note française

Du côté européen, les Anglais et les Français tendaient à attribuer la plus grande influence à la note de Thouvenel, malgré la dénégation officielle de Seward. Dans la communication qui apprit à Russell la décision américaine, il y lut les louanges de Lyons pour Mercier et son rôle dans l'affaire : « M. Mercier a manifesté, pendant tout le cours de l'affaire, une extrême clarté, une bonne volonté, et... un esprit juste en donnant son appui moral aux demandes du gouvernement de Sa Majesté³. » Aussi, lorsque Russell vit Flahaut, le même jour, lui montra-t-il la dépêche de Lyons en ajoutant que « votre dépêche [à Lincoln] lui fait un pont d'or... pour la retraite⁴ ». Puis le secrétaire demanda que l'on remercie Thouvenel de sa note et Mercier de son appui à Washington. « Les démarches, poursuivit-il, du gouvernement français dans cette affaire ont été des plus utiles au gouvernement de Sa Majesté. Des démarches différentes, plus fortes ou plus faibles, nous auraient créé des embarras⁵. » Les récits de Flahaut de cette entrevue et des autres qui se sont suivies furent plus nets : « Les membres principaux du cabinet, Lord Russell et Lord Palmerston entre autres, se sont empressés de reconnaître que l'opinion si nettement exprimée dans la dépêche de Votre Excellence à M. Mercier... a puissamment contribué à amener le Gouvernement de l'Union à rendre les prisonniers⁶. »

1. Mercier à Thouvenel, Washington, 30 décembre 1861, particulière, A. M. A. É., M. D., papiers Thouvenel, XIII, 420-421.

2. Au même, Washington, 6 janvier 1862, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 126 : 10 no. 79.

3. Lyons à Russell, Washington, 27 décembre 1861, *Sessional papers*, LXII (1862), 630.

4. Flahaut à Thouvenel, Londres, 9 janvier 1862, A. M. A. É., M. D., papiers Thouvenel, VIII, 266-267.

5. Russell à Cowley, Londres, 15 janvier 1862, P. R. O., F. O., 27/1419, no. 49, vue par Palmerston et la reine. Voir aussi sa lettre particulière à Cowley, Londres, 11 janvier 1862, *ibid.*, 159/119.

6. Flahaut à Thouvenel, Londres, A. M. A. É., C. P., Angleterre, 721 : 6-7, no. 1 ; *Livre Jaune*, 1861, p. 105.

La France et l'affaire du « Trent »

Lord Cowley, à Paris, exprima ces sentiments directement à l'empereur. Le 11 janvier, Napoléon III avait écrit à l'ambassadeur anglais : « Je suis bien content que des événements récents m'aient fourni l'occasion de donner au gouvernement anglais de nouveaux témoignages de mon désir de marcher d'accord avec lui. C'est ainsi que je me venge de nos querelles touchant la Savoie¹. Je suis fier d'avoir appuyé les prétentions anglaises qui étaient absolument justes ; cela me permet de me mettre à vos côtés en temps de paix comme en temps de guerre². » Sans doute un peu embarrassé de ce que l'empereur ait eu l'occasion de mentionner son service à l'Angleterre avant que Cowley en eût exprimé sa reconnaissance, l'ambassadeur s'empressa le lendemain de lui répondre : « Le Gouvernement de la Reine est très sensible à l'appui amical qu'il a reçu du Gouvernement de l'Empereur dans ses différends avec les États-Unis, et j'ai l'ordre d'en assurer M. Thouvenel. L'opinion de V. M. donnée, comme elle l'a été, spontanément et sans sollicitation de notre part, a puissamment contribué, nous n'en doutons pas, à la solution pacifique de cette affaire³. »

Le journal du parti de Russell, *The Observer*, en se réjouissant du dénouement de l'affaire, fit remarquer que « tout le monde reconnaît que la lettre de M. Thouvenel a formulé peut-être les meilleurs arguments, publiés dans une forme concise, contre l'illégalité et la violence du capitaine Wilkes⁴ ». Le *Times*, de Londres, dans un long éditorial, attribua à la France le mérite de la décision : « Il serait peu gracieux d'oublier combien notre cause a été renforcée par l'approbation et la bonne volonté des autres puissances de l'Europe... La reconnaissance anglaise va surtout au gouvernement français⁵. »

1. La Grande-Bretagne s'était vivement opposée, en 1860, à l'annexion de la Savoie à la France.

2. Napoléon III à Cowley, Paris, 11 janvier 1861 [1862], V. WELLESLEY and R. SENCOURT, *Conversations with Napoleon III* (London, 1934), p. 192. La France s'est alliée à la Grande-Bretagne dans la guerre de Crimée.

3. Cowley à Napoléon III, Chantilly, 12 janvier 1862, P. R. O., F. O., 519/229 : no. 154. Dans une note à Napier, Russell exprima la satisfaction réservée de son gouvernement pour les attitudes de toutes les grandes puissances (London, 10 janvier 1862, *Sessional papers*, LXII [1862], 639).

4. London, *Observer*, 12 janvier 1862.

5. London, *Times*, 9 janvier 1862. Le 15 janvier, le *Times*, dans un éditorial, loua la France de son initiative avec les grandes puissances en offrant ses conseils amicaux à une autre puissance qui avait tort dans une dispute internationale — ce qui, croyait le *Times*, était d'accord avec les protocoles du Congrès de Paris de 1856 et démontrait au monde que la France n'avait pas l'intention de profiter de la dispute pour avancer ses propres intérêts. Un tel acte d'impartialité donnerait encore plus de confiance dans la France dans les disputes futures.

Lynn M. Case

Si les Anglais attribuaient à la France la responsabilité de la solution pacifique de l'affaire du *Trent*, il n'est pas surprenant que les Français en fissent de même. « Malakoff », le correspondant parisien du *New York Times*, dit que « tous les Français que je rencontre depuis l'arrangement de l'affaire de Mason et Slidell attribuent le résultat principalement à la dépêche de Thouvenel¹. » La *Presse*, de Paris, insista sur le fait que c'était « à la circulaire de M. Thouvenel qu'appartient l'honneur du dénouement pacifique de la difficulté provoquée par l'incident du *Trent*. » « Sans doute les conseils offerts par les grandes puissances européennes, et surtout par la France, ont puissamment influencé ses opinions » [du cabinet de Washington]². Un seul procureur général nota une opinion de province sur l'influence française. Il rapporta que « les esprits impartiaux [à Bordeaux] ont reconnu encore une fois dans la décision prise par le président Lincoln l'influence politique, sage et pacificatrice de la France³. » Après tous ces témoignages britanniques et français, on pourrait pardonner à Thouvenel sa conviction de l'efficacité de sa note. Il écrivait à Benedetti : « Vous devinez sans peine que notre succès à Washington a dépassé nos souhaits⁴. » Et encore à Flahaut : « Je suis personnellement heureux, permettez-moi cet aveu, du bon effet que ma dépêche à M. Mercier a produit en Angleterre. Les Américains raisonnables y ont vu un adoucissement à leur humiliation⁵. »

Quoique les Français eussent pu prendre un avantage égoïste dans une guerre anglo-américaine, ils se réjouissaient au contraire de l'arrangement pacifique de la dispute qui, au moins, gardait la marine américaine comme contrepoids à celle de la Grande-Bretagne. Dans l'opinion de Mercier, « nous avons donné à l'Angleterre un gage d'autant plus important qu'il s'adresse à l'opinion publique à un moment décisif », et aux Américains « nous leur avons singulièrement facilité une retraite nécessaire ». « Nous avons donc pris... le parti le plus sage, le plus honorable, et dans une forme parfaite⁶. » Dans

1. *New York Times*, 30 janvier 1862.

2. *La Presse*, 12 janvier 1862, citée dans le *London Times*, 14 janvier 1862, et dans le *New York Times*, 31 janvier 1862.

3. Rapport de Dubeux, Bordeaux, 17 janvier 1862, dans Lynn M. Case, ed., *French opinion on the United States and Mexico* (New York, 1936), p. 249, no. 302.

4. Thouvenel à Benedetti, Paris, 11 janvier 1862, dans les papiers de la famille Thouvenel.

5. Thouvenel à Flahaut, Paris, 17 janvier 1862, THOUVENEL, *Secret*, II, 225-227.

6. Mercier à Thouvenel, particulière, Washington, 30 décembre 1861, A. M. A. É., M. D., papiers Thouvenel, XIII, 420-421.

La France et l'affaire du « Trent »

le même esprit il loua Seward qui, « du moment où il a vu le danger..., s'est mis résolument en avant pour le conjurer, sans se laisser arrêter par la crainte de perdre une popularité qui lui est cependant très chère¹ ».

En réfléchissant au déroulement de l'affaire du *Trent*, nous ne pouvons trouver qu'une preuve indirecte des raisons qui ont dicté la dépêche de la note française. Du peu qui fut dit, nous pouvons présumer que Thouvenel voulait affirmer la solidarité anglo-française, éviter une guerre anglo-américaine et donner un avertissement aux États-Unis contre une violation future des droits de neutralité de la France. Il est probable que Thouvenel obtint l'approbation du cabinet, le 29 novembre, et certainement celle de l'empereur, le 3 décembre — le tout, sans sollicitation anglaise.

Quant à l'influence française à Washington, il semble que nous en possédons aujourd'hui des témoignages plus importants, plus récents et plus précis. Dès avant la communication de la note française, plusieurs hommes d'État croyaient en son importance. Russell et Lyons, tous deux voulaient retarder la communication de la note britannique jusqu'à l'arrivée de celle de la France. En effet, Mercier était convaincu que Seward voulait recevoir les deux notes simultanément. Lyons donna à Seward l'occasion de rendre les deux agents sans la présentation de la note de Russell, ce qui aurait été au bénéfice du prestige de l'Union. Mais, évidemment, Seward préférerait sacrifier cet avantage pour recevoir la note française qui pouvait lui servir à persuader le cabinet. En l'attendant, le secrétaire retarda à deux reprises la communication de la note anglaise, un retard en somme de quatre jours ; et, bien que le délai donné pour la réponse ne fut que d'une seule semaine, il retarda encore deux jours la réunion du cabinet. Il n'avait pas besoin de tout ce délai pour préparer sa réponse car, selon son fils, il l'avait achevée dès le deuxième jour, le 21.

Dans la séance du cabinet, le jour de Noël, l'influence de la France se fit sentir même avant l'arrivée de la note. La dépêche de Dayton et les lettres de Bigelow et de Weed, récemment arrivées au département d'État, ne laissaient aucun doute sur l'attitude de la France. Mais elle fut renforcée par la note de Thouvenel, tardivement et hâtivement transmise. L'effet de ces communications relatives à l'attitude

1. Du même au même, Washington, 31 décembre 1861, A. M. A. É., C. P., États-Unis, 125 : 339, no. 78.

Lynn M. Case — La France et l'affaire du « Trent »

de la France fut démontré par l'usage qu'en fit le ministre de Justice Bates en appuyant la proposition de Seward.

L'influence de la note française sur Lincoln paraît encore plus décisive. En l'écoutant, il décida de retarder la présentation de son contre-projet d'arbitrage. Entre les deux séances, elle le préoccupa beaucoup et il la discuta avec Browning la nuit de Noël. Tout espoir pour une solution au moyen d'un arbitrage s'évanouit avec la lecture de la note française et, le lendemain, le président retint son contre-projet en faveur de celui de Seward, lequel fut adopté à l'unanimité.

Au surplus, la note française avait son importance en adoucissant l'opinion publique dans le Nord. Elle fut publiée simultanément avec la réponse de Seward à l'Angleterre, et fut présentée au Congrès où elle a exercé une influence favorable.

Ne nous laissons donc pas égarer par la stratégie de dénégation de Seward relativement à l'influence de la note française. Cette fausse déclaration était destinée au public. Tandis que Seward était arrivé à sa décision avant la communication de la note française, ni le cabinet ni le président n'en avaient encore prise. Bien que le désaveu mensonger du secrétaire ait égaré les historiens jusqu'à leur faire écarter la note française, il n'a trompé ni les hommes d'État ni les observateurs politiques de l'Europe. En effet, d'après un nouvel examen des documents, nous voyons que les Anglais et les Français s'attendaient, avant sa communication, à ce qu'elle eut une grande influence, et Seward en avait grand besoin et l'avait utilisée effectivement pour persuader le président, le cabinet, le Congrès et le public de céder aux exigences de l'Angleterre.

LYNN M. CASE,

Professeur à l'Université de Pennsylvanie.

MÉLANGES

État présent (1960) des études égyptologiques

L'objet du présent article n'est pas de commenter, fût-ce brièvement, tous ceux des livres et travaux divers, relatifs à l'Égypte des pharaons, qui, publiés au cours des années 1955-1960, méritent d'être signalés à l'attention des historiens. Ainsi qu'on pourrait le voir en consultant les quatre volumes de la *Bibliographie égyptologique annuelle* du professeur Jozef M. A. JANSSEN traitant de cette période¹, ces livres et articles, même en ne prenant en considération que les meilleurs, sont beaucoup trop nombreux. Il a semblé toutefois qu'il serait utile d'en faire connaître au moins quelques-uns, et tout d'abord d'établir le bilan de l'Égyptologie contemporaine en mettant en lumière, autant que possible, ses tendances actuelles et ses thèmes favoris.

I

De 1955 à 1960, cette science jeune, en pleine évolution, a subi des pertes graves. Quelques-uns de ses maîtres les plus fameux, de ses représentants les plus distingués, sont morts ; en voici la liste. Pour l'Allemagne, deux survivants de la génération qui constitua, autour d'Adolf Erman, la célèbre « École de Berlin » : Heinrich Schaefer (1868-1957) et le baron Friedrich-Wilhelm von Bissing (1873-1956), égyptologues complets, mais surtout archéologues et historiens de l'Art, et leur cadet Louis Keimer (1893-1957), savant de réputation internationale, égyptologue et naturaliste ; pour la Grande-Bretagne, Aylward Manley Blackman (1883-1956), grand philologue, infatigable éditeur et commentateur de textes, spécialiste des questions religieuses, John Garstang (1876-1956), le fouilleur de Béni-Hasan, et Stephen Ranulph Glanville (1900-1956), le grand démotisant ; pour les Pays-

1. 4 volumes : 1955, 1956, 1957, 1958, Leyde, E. J. Brill, éditeur, 1956-1959. C'est là un merveilleux instrument de travail où l'on trouvera le résumé (en anglais ou en français), souvent très développé, enrichi de compléments et, parfois, de notes critiques, de tout ce qui paraît, chaque année, sur l'Égypte des Pharaons.

Jean Sainte Fare Garnot

Bas, Adriaan De Buck (1892-1959), à qui l'on doit, notamment, la magistrale édition, en sept volumes, des *Textes des Sarcophages*; pour la Suisse, Géo Nagel (1899-1956) et Ursula Schweitzer (1916-1960), tous deux historiens des religions; pour l'Égypte, Zakaria Goneim (1914-1959), qui découvrit à Sakkarah la pyramide à degrés de Sekhem-Khet; pour l'U. R. S. S., Isidore Michallovitch Lourié (1893-1957); pour la Belgique, l'excellent spécialiste de la médecine égyptienne qu'était le docteur Frans Jonckheere (1903-1956) et l'archéologue Marcelle Werbrouck (1889-1939), disciple de Jean Capart, et sa continuatrice; pour la France, enfin, Gustave Lefebvre (1879-1957), directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études, auteur d'une admirable *Grammaire de l'égyptien classique*, rénovateur, dans notre pays, de la philologie égyptienne, Maurice Alliot (1903-1960), professeur à la Sorbonne, ptolémaïsant de grande classe, spécialiste — comme Blackman et Fairman — des textes d'Edfou, et Fernand Bisson de la Roque (1885-1958), le fouilleur d'Abou-Roasch, de Médamoud et de Tôd, auquel nous devons tant de belles découvertes. D'autre part, il y a une dizaine d'années, l'Égyptologie a subi, dans certains journaux et périodiques français, des attaques extrêmement violentes. Quelques personnes, au nombre desquelles figuraient des essayistes, mais aussi un ancien pensionnaire de l'Institut français d'Archéologie orientale, un peintre restaurateur, connaisseur averti de la nécropole thébaine, et notre meilleur spécialiste des fouilles, encouragés par des écrivains, des artistes et l'un de nos critiques littéraires les plus renommés, accusèrent, en bloc, les égyptologues d'être les tenants d'une science sclérosée et les propagateurs des idées les plus fausses. Ils leur reprochaient, en outre, d'être en retard, du point de vue technique, de fouiller trop souvent sans discernement, de négliger, dans l'étude du sous-sol, certains indices, très précieux, et de ne pas accorder au « terrain » le respect auquel il a droit. A l'Égyptologie « classique », celle des gens en place, des « hommes sûrs », rétrograde et sûre d'elle-même, cette phalange d'esprits libres, groupée autour du baron Schwaller de Lubicz, de sa femme Isha, et d'Alexandre Varille, qui tenaient leurs assises à Louxor, opposaient l'Égyptologie « symboliste », tournée vers l'avenir, acquise aux nouvelles méthodes et farouchement hostile aux « idées préconçues », c'est-à-dire à l'enseignement traditionnel des égyptologues de métier¹.

1. Le credo de l'École symboliste est formulé, non seulement dans les ouvrages du baron Schwaller de Lubicz, en particulier *Le Temple dans l'Homme*. Le Caire, 1949, et *Le Temple de l'Homme*, Paris, 1958, dans ceux de Madame de Lubicz, notamment *Her-Bak « Pouchiche »*, nouvelle édition, Paris, 1955, et dans les travaux d'Alexandre Varille que nous citerons plus loin, mais encore dans les deux numéros du *Mercure de France* (1955, juillet 1951, et 1958, octobre 1951) où est évoquée la « querelle des égyptologues ». L'ambiance dans laquelle travaillait, à Louxor, le groupe des « symbolistes » a été décrite avec un rare talent par Michel BATAILLE, *La Marche au Soleil*. Paris (Robert Laffont), 1951, p. 174-241, et surtout p. 219-241.

État présent (1960) des études égyptologiques

La véhémence des critiques dirigées contre la soi-disant « doctrine officielle », la conviction profonde de leurs auteurs, l'intérêt, aussi, et la nouveauté de certaines données archéologiques sur lesquelles étaient fondées quelques-unes au moins de leurs théories, ne pouvaient manquer de faire impression. D'autre part, les idées que professaient et répandaient les initiateurs du mouvement, sur le caractère ésotérique de la civilisation égyptienne et le sens profond de son message, sont, par nature, très séduisantes. Lorsqu'éclata la « querelle du symbolisme », de bons esprits purent se demander si les successeurs de Champollion et de Mariette n'étaient pas, au fond, dans l'erreur, si l'Égyptologie des manuels en honneur dans les universités et les musées n'avait pas fait son temps.

A cette question, les événements se sont chargés de trouver une réponse, et dans un délai très court. Jamais, en effet, l'Égyptologie n'a été plus florissante et plus vigoureuse qu'elle n'est à présent. Ses adeptes — pour ne parler que des professionnels — sont de plus en plus nombreux. Là où cette science était déjà connue et pratiquée, des noms nouveaux apparaissent : J. von Beckerath, Gerhard Fecht, Otto Firchow, Hans Goedicke, Ursula Heckel, Siegfried Herrmann, Peter Kaplony, Hans Kayser, Günther Lanczkowski, Wolfhart Westendorf, Irmgard Woldering en Allemagne, Erich Winter en Autriche, Aristide Théodoridès en Belgique, Abd el-Hamid Zayed, Farid el-Shabouri, Mohammad Abdul-Kader Mohammad, Mohammad Abd-ur-Rahman, Shehata Adam en Égypte, J.-B. de Cenival en France, Claudia Dolzani, Furio Jesi, Boris de Rachewiltz en Italie, A. Klasens aux Pays-Bas, Sten V. Wängstedt en Suède, O. D. Berlev, I. S. Katznelson, G. J. Perepelkin, N. S. Petrovski, N. M. Postovskaja, T. N. Saweljew, d'autres encore, en U. R. S. S. Lorsque les « Fouilles franco-polonaises » débutèrent en Égypte, en 1937, elles avaient pour animateur un archéologue classique, Kazimierz Michalowski, et il n'existait alors en Pologne aucun spécialiste de l'Égyptologie proprement dite. Les choses ont bien changé. Non seulement, en effet, Michalowski est devenu entre temps un excellent déchiffreur de textes hiéroglyphiques, mais à ses côtés travaillent maintenant Tadeusz Andrzejewski et d'autres jeunes égyptologues. Même situation en Hongrie. Le temps n'est plus où Aladar Dobrovits, toujours actif, d'ailleurs, représentait à lui seul toute l'Égyptologie hongroise. Ladislav Castiglione, Ladislav Kákosy, Edith Varga, Vilmos Wessetzky sont venus le rejoindre. En Afrique même, Hassan Thabit et d'autres savants soudanais s'engagent dans la voie où les ont précédés les Égyptiens de la République Arabe Unie. Fait digne d'attention, l'Égypte antique a trouvé un public dans des milieux où, pendant des années, elle n'avait intéressé que quelques personnes. Il existe maintenant des ouvrages généraux sur l'histoire et la civilisation égyptienne, écrits directement en finlandais, en norvégien¹. D'autres ouvrages de même

1. Peter BROWDOW ; cf. Jozef M. A. JANSSEN, *Bibliographie égyptologique annuelle*, n° 3693, 4404, 58053.

Jean Sainte Fare Garnot

nature, composés par des savants de toutes nationalités¹ ou des vulgarisateurs d'un talent indéniable², sont traduits, presque immédiatement, un peu partout. L'Extrême-Orient commence à s'intéresser aux origines lointaines du Proche-Orient et du Moyen-Orient, et tout d'abord à celles de l'Égypte. Un petit livre, *Ancient Egypt, A brief survey of its History from the beginning to 332 B. C.*, Pékin, 1956, œuvre du professeur Ahmed Fakhry, l'un des plus doués parmi les égyptologues égyptiens, a été traduit en chinois ; il s'agit des conférences que ce savant donna en anglais, il y a quelques années, à l'Université de Pékin. Mais c'est au Japon, assurément, que sous le haut patronage du prince Mikasa Takahito, frère de Sa Majesté l'Empereur et archéologue lui-même, l'étude de la civilisation égyptienne antique se développe avec le plus d'ampleur, dans un climat de chaude sympathie³. C'est ce que montrent, non seulement la place faite à ces études dans les enseignements d'universités et les périodiques scientifiques, mais encore des expositions d'art égyptien, telle que celle de Nagoya (13 février-2 mars 1958), où figuraient aussi d'autres antiquités provenant de Mésopotamie, du Louistan, des Cyclades. Le catalogue en a été dressé par le prince Mikasa Takahito, *Kodai Oriento Geijutsu*, 1958 (éditions du *Journal du Japon central*). Quelle n'aurait pas été la surprise de Belzoni, de Drovetti, de Salt, fournisseurs, si l'on peut dire, du British Museum, du musée de Turin, du Louvre, au début du XIX^e siècle, s'ils avaient su qu'il y aurait un jour au Japon des collections d'antiquités égyptiennes. Tel est bien pourtant le cas ; il y en a aussi, d'ailleurs, aux Indes (Baruda) et en Australie (Sidney).

Ce qui vient d'être dit des personnes est également vrai des Institutions, plus nombreuses et mieux équipées. Il existe maintenant une association internationale des Égyptologues, fondée à Copenhague en 1947 ; c'est sous le patronage de cette association qu'est publiée la *Bibliographie égyptologique annuelle* de Jozef Janssen. Pendant des années, les organismes d'étude et de recherche disposant d'une grande bibliothèque égyptologique se comptaient sur les doigts : Bruxelles (Fondation égyptologique Reine Élisabeth), Oxford (Griffith Institute), Paris (Collège de France) et, aux États-Unis, Chicago (Oriental Institute) et Brooklyn (Bibliothèque Wilbour) étaient les seules villes, à notre connaissance, où fonctionnaient de tels organismes⁴. A présent, il y en a un peu partout. En France, on a plaisir à citer Strasbourg (Institut d'Égyptologie de la Faculté des lettres), Lyon et Paris, qui ne compte pas moins de deux centres de documentation égyptologique (Collège de France, École pratique des Hautes-Études, V^e section), sans parler du

1. Par exemple, Drioton, Frankfort, Hirmer et Lange, Montet, Wolf.

2. C. W. Ceram, Leonard Cottrell, d'autres encore.

3. Voir à ce sujet l'article très documenté de Jean LECLANT, *État présent des études d'archéologie et d'histoire du Moyen-Orient au Japon, Orientalia*, 1959 (vol. 28), p. 89-91.

4. Nous ne comptons pas les bibliothèques de séminaires — ouvertes aux seuls étudiants — nombreuses dans les universités, notamment en Allemagne et en Amérique.

État présent (1960) des études égyptologiques

Louvre. Un « Centre de Documentation et d'Études sur l'Histoire de l'Art et de la Civilisation de l'Égypte ancienne » dirigé par le professeur Ahmed Badawy, auprès de qui travaillent des experts nommés par l'U. N. E. S. C. O., M^{me} Desroches-Noblecourt et Louis-A. Christophe, a été fondé au Caire il y a quelques années. Plus récente est la fondation, en Égypte, de deux organismes de recherche européens, l'Institut tchèque d'Égyptologie (Giza), dépendant de l'Université Charles IV, à Prague (1959), et l'Institut polonais d'archéologie égyptienne (Héliopolis), dont l'animateur est le doyen Michalowski, de l'Université de Varsovie (1960).

La vitalité de l'Égyptologie contemporaine se manifeste encore autrement. Très caractéristique est l'intense activité des sociétés savantes : Egypt Exploration Society en Grande-Bretagne, Société d'Égyptologie en France, Fondation égyptologique Reine Élisabeth en Belgique. Non moins frappante est la place que tiennent les égyptologues, soit au sein de groupements plus étendus (American Oriental Society, Société Asiatique, Société Ernest Renan), soit dans les congrès. Il suffit de feuilleter les « actes » de ces grandes manifestations internationales, notamment, pour l'orientalisme, celles de Cambridge (1954) et de Munich (1957) pour constater que leurs sections d'Égyptologie, en nombre et en qualité, ne le cèdent point aux autres¹. La production égyptologique, d'autre part, est devenue très abondante. Nous avons sur ce point, grâce à l'abbé Janssen, des statistiques éloquentes. Dans les bibliographies que ce savant publie chaque année, le nombre des ouvrages et articles traitant de l'Égypte ancienne a augmenté, régulièrement, de 337 (1947) à 551 (1952). Il y a eu ensuite, pendant deux ans, une légère décade, mais l'année 1955 devait permettre d'enregistrer le chiffre record de 706. La dernière production annuelle qui ait fait l'objet d'un recensement, celle de 1958, se monte à 681 unités.

Elle est, comme celle des années précédentes, des plus variées. L'Égyptologie de notre temps n'a rien de statique et son domaine s'agrandit chaque jour. Des branches nouvelles de cette science se constituent. La musicologie de l'Égypte antique, jadis assez négligée, en dépit des services éminents que rendirent, dans ce domaine, les pionniers : Victor Loret, Curt Sachs et, plus récemment, Henri Closson, a fait et continue à faire de grands progrès, sous l'impulsion vigoureuse de Hans Hickmann. L'histoire de la médecine égyptienne, grâce à des savants tels que Frans Jonckheere, Gustave Lefebvre, Hermann Grapow et Hilde von Deines, Steuer, est en plein essor. Entre 1950 et 1953, plusieurs spécialistes de l'histoire littéraire, notamment Hermann Grapow, Otto Firkow, Fritz Hintze, ont jeté les bases d'études nouvelles,

1. De renseignements aimablement transmis par Jean Leclant, il résulte que trente communications égyptologiques ont été présentées au récent XXV^e Congrès international des Orientalistes, Moscou, 9-16 août 1960. Au cours du même mois, cette année encore, d'autres égyptologues participèrent aux Congrès d'Anthropologie et d'Ethnologie (Paris) et de Diaplectologie (Louvain-Bruxelles), et y firent des exposés.

Jean Sainte Fare Garnot

consacrées à la stylistique. Les mêmes auteurs et d'autres encore — Siegfried Hermann, par exemple — poursuivent aujourd'hui ces recherches. Inversement, certaines disciplines, jadis prospères, ensuite négligées, connaissent une faveur nouvelle. La géographie historique, avec Pierre Montet, Hermann Kees, Jean Yoyotte, est à l'ordre du jour. Le grand historien Jacques Pirenne a renouvelé l'étude du droit égyptien, fondée, il y a bien des années, par Eugène Revillout, mais il n'est plus seul. Edwin Seidl et Wolfgang Helck en Allemagne, Wolja Erichsen au Danemark, Ibrahim Harari en Égypte, Charles Nims et George Hughes aux États-Unis, Michel Malinine en France, Giuseppe Botti en Italie et, en Belgique même ses collaborateurs, Maurice Stracmans et Baudouin Van de Walle, son disciple Aristide Théodorides, lui donnent la réplique et suivent ses traces. La linguistique, délaissée quelque peu après la mort d'Aaron Ember et de Kurt Sethe, a maintenant, parmi les égyptologues, des adeptes nombreux et convaincus. Ses chefs de file, dont quelques-uns appartiennent à la génération d'avant-guerre, sont William Foxwell Albright et son continuateur Thomas O. Lambdin, Jaroslav Černý, François Daumas, William Edgerton, Charles Kuentz, Pierre Lacau, Joseph Vergote et Werner Vycíhl.

Qu'il y ait aujourd'hui tant d'égyptologues, et d'une si grande valeur, tient en partie à la multiplication d'excellents instruments de travail. La connaissance de l'écriture, de la grammaire, du vocabulaire, demeure la clef de toute enquête égyptologique sérieuse. Le temps n'est plus où des « historiens », qui ne lisaient pas les hiéroglyphes, interprétaient des textes dont ils laissaient aux philologues le soin de les traduire d'abord. Ils ont maintenant des moyens nombreux et sûrs de s'initier à l'égyptien ancien. Les destructions causées, en Allemagne, par la seconde guerre mondiale, anéantirent les derniers exemplaires du célèbre « Dictionnaire de Berlin » (*Wörterbuch der ägyptischen Sprache*, par Adolf Erman et Hermann Grapow, en cinq volumes). Une réimpression anastatique de cet ouvrage fondamental a paru à Leipzig en 1955. S'il n'existe pas encore de répertoires complets des signes ptolémaïques et romains, aux lectures multiples, si différentes de celles des hiéroglyphes classiques, on peut en trouver les éléments dans les livres et articles de Blackman, Fairman, Drioton, Junker, Roeder et de leurs émules, Alliot, Daumas, Gutbub, De Meulenaere, Sauneron, De Wit, Yoyotte. Quant aux bonnes grammaires, elles ne manquent pas. Les plus connues sont celles de De Buck, complétée par une chrestomathie (*Egyptian Reading Book*, Leyde, 1948), fort utile, et de Gustave Lefebvre (*Grammaire de l'égyptien classique*, Le Caire, 1940, 2^e édition, remaniée, avec la collaboration de Serge Sauneron, Le Caire, 1955). Il existe aussi depuis peu une grammaire égyptienne classique en russe, œuvre de Nicolas Petrovski (Moscou, 1958) dont on dit grand bien¹. Quant à la fameuse *Egyptian Grammar* de

1. Voir l'analyse détaillée qu'en a donné Jozef Janssen, *Bibliographie égyptologique annuelle*, 1958. Leyde, 1959, n° 58472, p. 162-163.

État présent (1960) des études égyptologiques

Sir Alan Gardiner, dont la troisième édition (Oxford, 1957), encore améliorée, est enrichie de deux beaux lexiques (égyptien-anglais ; anglais-égyptien) bien plus développés que ceux de l'édition originale (1927), elle permet, entre autres choses, d'apprendre l'égyptien tout seul, à condition de faire les exercices, thèmes et versions, qui terminent chaque chapitre. Nous disposons aussi de grammaires spéciales, limitées à une époque. Le prototype en est la monumentale *Altaegyptische Grammatik* d'Elmar Edel (Ancien Empire), dont le premier volume, seul, a paru (Rome, 1955). De son côté, C. E. Sander-Hansen, collaborateur du grand Kurt Sethe et son disciple, a fait paraître un essai sur la morphologie et la syntaxe des Textes des Pyramides (*Studien zur Grammatik der Pyramidentexte*, Copenhague, 1956), et prépare, lui aussi, une grammaire de l'Ancien Empire, en allemand. Enfin, la classique *Neuaegyptische Grammatik* d'Adolf Erman, qui traite du néo-égyptien, a été réimprimée, à Darmstadt, en 1959.

Science aux ressources multiples, l'Égyptologie a donc continué sa route et poursuivi son destin, sans s'inquiéter outre mesure des cris d'alarmes et des reproches auxquels on a fait allusion plus haut. Les uns et les autres, il faut en convenir, n'étaient guère justifiés. Comme nous l'avons dit à l'époque, dans une lettre ouverte au *Mercure de France*¹, on ne saurait parler honnêtement d'une « doctrine officielle », codifiée par un tribunal de fossiles, en dehors de laquelle il n'y aurait, pour les égyptologues, point de salut. « Il n'y a pas, écrivions-nous, d'*Égyptologie symboliste*, par opposition à une *Égyptologie traditionnelle*, gardienne jalouse de dogmes intangibles, mais l'Égyptologie tout court, science complexe, en état de perpétuelle évolution. Au service de cette science travaillent des hommes d'origine et de tendances différentes ; entre ces hommes le lien existant est affaire, non de doctrine, mais de méthode. Celle-ci n'est d'ailleurs ni exclusive, ni immuable, mais elle se fonde sur un certain nombre de principes généraux, communément admis, à bon droit, semble-t-il, et qui sont ceux de toutes les disciplines scientifiques appliquées à l'étude des civilisations anciennes. »

La « querelle du symbolisme », si elle causa, sur le moment, quelques dommages², n'en rendit pas moins service. L'importance des symboles dans l'art — et la pensée — de l'ancienne Égypte était connue depuis longtemps. Est-ce à cause de cela qu'on l'avait un peu trop perdue de vue ? En ces matières, que de faits sollicitent notre méditation, que de choses encore nous avons à apprendre ! D'autre part, s'il est inexact que l'Égyptologie contemporaine ait été et demeure prisonnière d'un rationalisme étroit, certains de ses représentants, épris avant tout de logique et de simplicité, méconnaissent

1. N° 1058, Paris, 1951, p. 260-269.

2. Le discrédit fut jeté, bien inutilement et — c'est le comble — de très bonne foi, sur certains savants dont le tort principal était d'avoir réagi, trop vivement, contre les assertions de l'École symboliste. Ces savants ont pu se tromper sur tel ou tel point ; les opinions sont libres. Ils ne méritaient pas, convenons-en, d'être traités avec tant d'injustice — et de mépris.

Jean Sainte Fare Garnot

ou ignorèrent telles données de la civilisation égyptienne qu'ils ne pouvaient transposer en « idées claires et distinctes ». C'est là un exemple à ne plus suivre. Dans la théorie générale de l'architecture, les éléments constitutifs de celle-ci ont un rôle fonctionnel. Le cas échéant, on les décore, mais après coup ; ce décor, secondaire, n'est jamais indispensable. En Égypte, au contraire, tel dispositif architectural peut constituer en même temps, et à lui seul, un décor, et ce décor a un sens qu'il nous appartient d'interpréter. Encore faut-il s'en donner la peine, ce qui, d'ailleurs, n'est point aisé. Sur ce plan, l'hypothèse symboliste, dépouillée des outrances où tombèrent plus d'une fois ses partisans, demeure valable et féconde. L'étude des « blocs de remploi » et autres monuments (statues ou fragments de statues) ensevelis, certainement à dessein, et quelquefois même après avoir été mutilés intentionnellement, dans les fondations de temples postérieurs, n'en est qu'au stade expérimental, et toute généralisation serait, croyons-nous, dans l'état actuel des choses, arbitraire et décevante. Il n'en est pas moins vrai que cette étude ne doit être interrompue sous aucun prétexte¹. Les fouilles de Karnak-Nord et de Soleb l'ont amplement démontré² ; nous avons pris conscience de sa valeur, et c'est beaucoup.

II

Les conquêtes récentes de l'Égyptologie sont nombreuses, variées. Où trouver, sur ces conquêtes, des informations précises et sûres ? Dans les bibliographies critiques, d'abord, ou dans les vues d'ensemble que publient, de temps à autre, certains auteurs. C'est ainsi que paraîtra bientôt, sous ma signature, un inventaire détaillé des résultats acquis de 1955 à 1960, classés par matières et par époques. En outre, on dispose maintenant d'un instrument de travail qui est en même temps un bilan : l'admirable *Dictionnaire*

1. L'égyptologue symboliste Alexandre Varille, si tragiquement et si prématurément disparu en 1951, a, le premier, posé la question. Il est impossible d'être d'accord avec Varille sur tous les points, ni sur tous les plans, mais sa brochure déjà ancienne, *Quelques aspects du temple égyptien*. Le Caire, 1946, n'en garde pas moins un grand intérêt. On ne peut en dire autant de ses *Considérations sur une stèle pharaonique*. Le Caire, 1946, dont la méthode et les conclusions sont on ne peut plus discutables.

2. Voir en particulier *Karnak-Nord IV, Fouilles conduites par Clément Robichon. Texte de Paul Barge et Jean Leclant*, 2 vol. (Institut français d'Archéologie orientale). Le Caire, 1955-1956 ; Michela SCHRIF-GEORGINI, Soleb, *Kush*, 1958 (vol. VI, p. 82-98 et planches I-XXXI) ; Jean SAINTE FARE GARNOT, Les fouilles de la nécropole de Soleb, 1957-1958, *Bulletin de l'Institut français d'Archéologie orientale*, 1959 (t. LVIII), p. 165-173 et planches I-VI ; Michela SCHRIF-GEORGINI, Soleb, Campagna 1958-1959, *Kush*, 1959 (vol. VII), p. 154-170 et planches XXXVI-XXXIX. Les particularités du sous-sol des temples égyptiens ne sont pas sans analogies avec d'autres faits qu'on a relevé dans des milieux, et à un stade de l'histoire, tout différents. Sur le symbolisme des remplois architecturaux dans les temples japonais, voir l'étude très nuancée de Jean LECLANT, *Réflexions d'un égyptologue dans un sanctuaire shinto, France-Asie*, juillet-août 1959, n° 158-159, p. 1-7.

État présent (1960) des études égyptologiques

de la *Civilisation égyptienne*, de Georges Posener, Serge Sauneron et Jean Yoyotte, publié en 1959, à Paris¹. Ce livre, d'un format pratique, ni trop grand, ni trop petit, bien imprimé, séduit d'abord par sa présentation. A l'époque où, dans les ouvrages de ce genre, la reproduction en couleurs s'impose, les illustrations polychromes du « Dictionnaire » sont un enchantement pour les yeux². Mais ce n'est là qu'un mérite de ce livre, entre beaucoup d'autres. Dans cet ouvrage, sous forme d'articles, longs ou courts, selon les besoins³, écrits avec talent, sur un ton simple et familier, sans pédanterie aucune, nous découvrons une véritable somme, un tableau complet et vivant de ce que l'on sait, à l'heure actuelle, sur l'Égypte des Pharaons, des Ptolémées et des Césars. Le « Dictionnaire » étant composé, selon la loi du genre, en suivant l'ordre alphabétique, il m'a semblé qu'il serait utile d'en faire la synthèse. Voici donc, groupés par grandes périodes et par sujets, la liste des nombreux articles qui s'y trouvent. Les initiales, entre parenthèses, renvoient, le cas échéant, aux noms des auteurs : Georges Posener (P), l'initiateur de l'entreprise, et ses collaborateurs Serge Sauneron (S) et Jean Yoyotte (Y). Dans quelques cas, les noms d'auteur seront cités en entier.

Il faut mettre à part trois articles, *Chronologie*, d'abord (P), à compléter par *Calendrier* (P) et *Manéthon* (S). Posener y souligne fort bien les difficultés d'établissement de cette chronologie par simple comput des années de règne, la succession des règnes une fois assurée, et définit l'aide limitée en extension, mais très sérieuse, que fournissent les dates astronomiques situant, dans le calendrier « mobile », le lever héliaque de l'étoile Sirius (= 19 juillet julien), avec lequel coïncide, sous la latitude de Memphis, le début de la crue du Nil. Autre recours possible, dit-il en terminant, l'application à des objets antiques remontant à tel ou tel règne de la méthode d'analyse dite du « carbone 14 », élaborée par les spécialistes de la Physique nucléaire⁴. Jean Yoyotte, dans l'article *Histoire*, traite, non de la concep-

1. Fernand Hazan, éditeur, 1 vol. in-8° carré, 336 p (20 p. d'index, fort bien composés), 315 illustrations, dont 145 en couleurs, et 2 cartes.

2. Je recommande tout particulièrement aux amateurs de belles choses les figures des pages 68 (papyrus Greenfield), 84 (jeune homme conduisant un char, peinture sur plaque de faïence bleue), 85 (esquisse d'artiste, sur tablette de bois stuqué), 130 (texte funéraire, peint en noir, sur fond rouge, stèle en bois d'époque libyenne), 131 (hiéroglyphes du début de la IV^e dynastie (tombe de Nefermaat, à Meïdoun) : corbeille et vautour percnoptère). Avouerai-je que d'autres figures, dont les fonds, bleu violacé (p. 263, scribe accroupi du Caire), rouge clair (ibid., p. 138), rouge foncé (porteuse d'offrandes, p. 78 ; statuette de femme, p. 191) sont très crus, me semblent discutables ? Le Khéphren en diorite du Musée du Caire n'a pas du tout la couleur rose ou violacée qui lui est attribuée sur la reproduction de la page 51, et la teinte bleue, si caractéristique, de l'hippopotame que nous voyons à la page 135 jure avec le carmin du fond de décor.

3. Les articles *Kôm* (Y), p. 144, et *Israël* (P), p. 140, ont respectivement neuf et dix lignes. D'autres occupent de trois à cinq pages (ainsi : *Art* (Y), *Hiéroglyphes* (S), *Pyramides* (I. E. S. Edwards).

4. Je dois à la grande obligeance de mon collègue et ami le professeur Richard A. PARKER

Jean Sainte Fare Garnot

tion de l'histoire, presque entièrement subjective, que traduisent les Annales royales et les biographies des grands personnages et des dignitaires égyptiens, mais des principales périodes de l'Histoire d'Égypte. Des époques relativement stables, celles des grands « Empires », alternent avec des époques troublées, en général plus courtes, dites « périodes intermédiaires ». Ce thème a été développé et illustré par Jacques Pirenne dans une étude magistrale : *Les trois cycles de l'Histoire de l'Égypte ancienne*¹. L'auteur met en lumière les articulations de ces grandes époques et leurs phases successives ; il en détermine les caractères propres, tout en insistant, avec raison, sur l'aspect cyclique de leurs réapparitions. Autre article de portée générale, celui de Jean Yoyotte sur les *Races* ; j'aurai l'occasion d'y revenir.

La géographie est à l'honneur avec cinquante articles. Onze sont consacrés au cadre naturel (*Égypte*) et à ses limites (*Frontières, Déserts*), aux régions voisines de l'Égypte (*Nubie, Oasis, Libye, Asie*), au fleuve qui en crée l'unité (*Nil*), à son « climat », à ses divisions naturelles ou administratives (*Fayoum, Nomes*), enfin aux « villes et villages ». Il n'est guère nécessaire d'insister sur le rôle des villes qui, dès une époque très ancienne,

les informations suivantes, empruntées, en grande partie, à l'article « Radiocarbon Dates and their implications in the Near and Middle Eastern Area » (dans *Radiocarbon Dating*, assembled by Frederik Jonxson, *Memoirs of the Society for American Archaeology*, Supplement to *American Antiquity*, vol. XVII, Nr. 1, Part 2, July 1951, p. 53). A) Période « historique ». Sauf dans un cas (règne de Djoser), les dates obtenues par la méthode dite du Carbone 14 s'accordent avec celles de la chronologie traditionnelle. Les voici : Oudimou, I^{re} dynastie (tombe de Hemaka, à Sakkarah) : 2933 ± 200 ans avant Jésus-Christ ; Snefrou, début de la IV^e dynastie : 2852 ± 210 ans av. J.-C. ; Sésostris III, deuxième moitié de la XII^e dynastie : 1671 ± 180 ans av. J.-C. ; un Ptolémée : 250 ± 450 ans av. J.-C. Un fragment d'acacia trouvé dans la tombe de Djoser daterait, selon la méthode du Carbone 14, de 2029 ± 350 ans av. J.-C., ce qui, de toute évidence, n'est pas acceptable (« much too late », p. 53). La date obtenue par l'analyse du morceau de bois provenant de la tombe de Hemaka peut revêtir une importance capitale si d'autres analyses, faites sur des objets contemporains, la confirment. Elle tendrait à consolider la chronologie « longue » de la I^{re} dynastie égyptienne (début vers 3100 av. J.-C.). B) Préhistoire. Les expériences faites sur des spécimens africains (Égypte) et asiatiques (Alishar, Jarmo) aboutissent à des dates sensiblement plus récentes que celles obtenues par déduction, et jusque-là couramment admises. Un échantillon d'un site du type *Fayoum A*, par exemple, daterait de 4145 av. J.-C. et non, comme on le pensait, de 5140 environ. Un autre échantillon, provenant d'El Omari (Prédynastique moyen) daterait de 3306 av. J.-C. Des expériences entreprises ultérieurement sur des cheveux humains et des fragments de peau humaine, trouvés à Nagada, ont donné les résultats suivants. Cultures de Nagada I : 3790 ± 300 av. J.-C. ; 3625 ± 300 ; 3666 ± 280 (W. L. Libby, *Chicago Radiocarbon Dates*, listes IV et V) ; Cultures de Nagada II : 3067 ± 290 av. J.-C. ; 2767 ± 310 . Ces deux dernières datations n'apparaissent acceptables — dans l'optique de la chronologie traditionnelle — que si l'on applique le « coefficient de correction » au maximum. Dans le cas du fragment de cercueil ptolémaïque, au contraire, ce coefficient ne doit pas jouer, la date fournie par la méthode du Carbone 14 (250 av. J.-C.) étant pleinement satisfaisante.

1. Académie royale de Belgique, *Bulletin de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques*, 5. série, t. XLV, 1959. Bruxelles, 1959, p. 142-167.

État présent (1960) des études égyptologiques

semblent avoir bénéficié d'un statut spécial¹. Rappelons simplement qu'elles ont inspiré à Jacques Pirenne de nombreux et féconds travaux et qu'à la suite de Sir Alan Gardiner, dans ses *Ancient Egyptian Onomastica*, Pierre Montet en a entrepris l'étude méthodique dans sa très belle *Géographie de l'Égypte ancienne* dont le premier tome (qui traite du Delta) vient d'être publié (Paris, 1957). Aux articles mentionnés plus haut, il faut joindre les suivants qui, plus ou moins directement, s'y rattachent : *Routes, Transports, Tourisme*.

Les ressources naturelles n'ont pas été oubliées dans le « Dictionnaire », comme en témoigne la liste suivante : Faune : articles *Ane, Bovins, Chacal, Chat, Cheval, Chien, Crocodile, Faucon, Faune et Flore, Hippopotame, Ibis, Lion, Mouton, Oiseaux, Poissons, Porc, Scorpion, Serpents, Singe* (voir aussi : *Miel*). Flore : articles *Bois, Céréales, Lin, Lotus, Papyrus*. Minéraux : article *Pierre*. Toutes ces notices sont l'œuvre de Jean Yoyotte.

D'autres articles, au nombre de trente-deux, nous font faire connaissance avec les villes elles-mêmes et avec leurs principaux monuments. Voici ces villes ou ces sites, du sud au nord : *Abou-Simbel, Philae, Elephantine, Kom-Ombo, Edfou, El-Kab, Esna, Thèbes, Louqsor, Karnak, Vallée des Reines, Deir el-Médineh, Médinet-Habou, Memnon, Ramesseum, Deir el-Bahari, Vallée des Rois, Dendara, Abydos, Amarna, Hermopolis, Saggara, Serapeum, Gizeh, Héliopolis, Pithom, Ramsès, Tanis, Naucratis, Alexandrie*. Un article de Posener traite du « Canal de Suez » et nous rappelle fort à propos que, dans l'antiquité, la communication directe avait été établie, par Néchao, et rétablie, par Darius I^{er} et ensuite les Ptolémées, non entre la Méditerranée et la mer Rouge, mais entre celle-ci et le Nil ; « il devenait d'ailleurs possible de passer de l'une à l'autre une fois le projet réalisé » (p. 41).

Deux excellents articles, tous deux de Jean Yoyotte : *Préhistoire et Origines*, servent d'introduction à l'étude des grandes périodes. Celles-ci sont fort bien résumées et expliquées dans le « Dictionnaire ». Quarante articles nous initient à ces périodes ; en voici la liste. A) Ancien Empire : *Thinite (Y), Ménès (Y), Djéser (Y), Ancien Empire (Y), Snefrou (Y), Cheops (Y), Chephren (Y), Mykérinos (Y), Pépi (Y), Révolution (P), Première Période intermédiaire (P)*. Notice relative à un grand personnage : *Méroupti (Y)*. B) Moyen Empire : *Mentouhotep (P), Moyen Empire (Y), Aménémès I-Aménémès IV (P), Sésoustris (P), Hyksôs (P)*. C) Nouvel Empire : *Nouvel Empire (Y), Aménophis I-Aménophis IV (Y), Thoutmosis (Y), Hatshepsout (Y), Akhéna-ton (Y), Nefertiti (Y), Tout ankh Amon (Y), Ramsès (Y)*. Notices relatives à de grands personnages ou à leur tombe : *Rekhnirê (Y), Ramsès (Y)*. D) Basse

1. Cf. J. PIRENNE, *Les villes dans l'ancienne Égypte, Institutions économiques et sociales, Recueils de la Société Jean Bodin*, t. VII : *La ville*, 2^e partie. Bruxelles, 1956, p. 29-49 ; *Le Droit privé urbain dans l'ancienne Égypte, Recueils de la Société Jean Bodin*, t. VIII : *La ville*. Bruxelles, 1957, p. 25-44.

Jean Sainte Fare Garnot

Époque : *Rois-prêtres* (Y), *Psousennès* (Y), *Libyenne* (Y), *Sheshonq* (Y), *Éthiopienne* (Y), *Saïte* (Y), *Psammétique* (Y), *Amasis* (Y), *Perses* (P), *Nectanébo* (S). E) Époque gréco-romaine : *Alexandre le Grand* (S), *Ptolémées* (S), *Cléopâtre* (S), *Romains* (S). Enfin, deux articles nous informent, en peu de mots, sur les *Coptes* (Jean Doresse) et les *Survivances* de l'Égypte antique (S). Huit articles, dont plusieurs déjà cités, abordent la question des rapports de l'Égypte avec ses voisins et avec d'autres peuples : *Pygmées* (S), *Nubie* (P), *Libye* (Y), *Asie* (P), *Israël* (P), *Exode* (Y), *Grecs* (S), *Rayonnement culturel* (Y).

Sur les institutions, la société, la mise en valeur du pays, nous n'avons pas moins de trente-deux articles. Les voici, classés, autant que possible, par matières : A) *Pharaon* (P), *Reine* (Y), *Administration* (Y), *Vizir* (Y), *Justice* (Y), *Fisc* (Y) — mais pas d'article sur les « Finances » — *Armée* (Y) — mais rien sur la « Marine¹ » — *Diplomatie* (Y), *Guerre* (Y), *Police* (Y), *Postes* (P); B) *Société* (Y), *Droit* (Y), *Clergé* (S), *Paysan* (P), *Ouvrier* (P), *Scribe* (P), *Grève* (S), *Esclavage* (P), *Mariage* (Y), *Famille* (Y), *Harem* (Y); C) *Économie* (Y), *Agriculture* (Y), *Chasse* (Y), *Élevage* (Y), *Commerce* (Y), *Argent* (Y), *Cuivre et Bronze* (Y), *Or* (Y); D) *Enseignement* (P), *Maison de vie* (S). On peut rattacher à cette longue série les articles relatifs aux mœurs et à la vie privée : *Alimentation* (Y), *Bière* (S), *Céréales* (Y), *Lait* (S), *Vin* (Y), *Famine* (S), *Ivresse* (S), *Érotisme* (Y), *Vêtement* (P), *Sandales* (S), *Coiffure* (P), *Barbe* (Y), *Maisons* (S), *Éclairage* (P), *Jeux et jouets* (Y.).

Les Sciences et techniques sont fort bien représentées (16 articles) : A) *Langue* (S), *Hiéroglyphes* (S), *Hiératique* (S), *Démotique* (S), *Encyclopédie* (Y), *Sciences* (S); B) *Astronomie* (S), *Mathématiques* (F. Le Lionnais), *Médecine* (S), *Navigation* (Y), *Métallurgie* (Y), *Bois* (Y), *Pierre* (Y), *Verre* (Y), *Brique* (S), *Faïence* (Y).

Nombreux aussi sont les articles consacrés aux Arts et aux Belles-Lettres : A) *Architecture* (Y), *Statuaire* (Y), *Reliefs* (Y), *Peinture* (Y), *Dessin* (Y), *Musique* (Y), *Chant* (Y), *Danse* (S), *Artistes* (Y); Monographies de grands artistes renvoyant aux monuments peints ou décorés par eux : *Nakht* (Y), *Menna* (Y); B) *Lettres* (P), *Littérature* (P), *Poésie amoureuse* (P), *Hymnes* (S), *Harpiste* (S), *Contes* (P), *Sagesses* (P), *Éloquence* (Y), *Écrivain* (P), *Ostraca* (P).

Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, ce sont encore la spéculation, les croyances religieuses, les formes de culte qui, dans le « Dictionnaire », tiennent la plus grande place (108 articles). Cette place est si considérable qu'il ne peut être question de tout citer. Voici, classés par ordre alphabétique, quelques titres d'articles particulièrement réussis, ou qui traitent de sujets peu connus : *Anthropophagie* (S), *Aton* (Y), *Dépôts de fondation* (S), *Dieu* (S), *Lettres aux Morts* (P), *Morale* (Y), *Nom* (Y), *Religion* (S), *Sacrifices*

1. Voir cependant l'article *Navigation* (Y), p. 183-184.

État présent (1960) des études égyptologiques

humains (S), *Symbolisme* (Y), *Synchrétisme* (S), *Tabou* (S), *Textes funéraires* (Y). Deux articles de cette série : *Mort* (S) et *Livre des Morts* (Y) sont d'actualité. Les questions qu'ils abordent viennent, en effet, d'être traitées à nouveau dans deux ouvrages de la plus haute valeur. On sait avec quelle pénétration et quelle finesse notre collègue néerlandais J. Zandee traduit et commente les textes religieux égyptiens¹ ; il était donc particulièrement qualifié pour étudier une conception spécifiquement égyptienne, celle de *La Mort, en tant qu'ennemi*². Quant à Thomas George Allen, auquel nous devons, entre autres livres, un admirable instrument de travail, les *Occurrences of Pyramid Texts, with Cross-indexes*³, c'est l'un des meilleurs philologues de notre temps et, avec Jaroslav Černý, Raymond O. Faulkner, Sir Alan Gardiner, Hermann Kees, Pierre Lacau, C. E. Sander-Hansen, Siegfried Schott, l'un des connaisseurs les plus avertis des textes funéraires égyptiens. La publication — récente — d'une traduction du *Livre des Morts*, dont il est l'auteur, est donc un événement. Il n'est guère d'égyptologue qui n'ait consacré un article ou une monographie à tel chapitre ou à tel groupe de chapitre du *Livre des Morts* ; bornons-nous à citer les noms d'Adriaan De Buck, d'Étienne Drioton, Hermann Kees, Charles Kuentz, Charles Maystre, Kurt Sethe, Louis Speleers, J. Zandee. Mais le professeur Allen nous offre, du *Livre des Morts*, une traduction suivie⁴, qui nous introduit, d'emblée, au cœur de l'ouvrage et nous familiarise avec ses aspects les plus divers dans les conditions les plus sûres.

Voici maintenant l'analyse et, le cas échéant, la discussion des articles et des livres récents consacrés à trois grands sujets, très différents l'un de l'autre, puisque le premier est d'ordre anthropologique, le second d'ordre institutionnel et que le troisième seulement est du domaine de l'Histoire pure. Il s'agit du peuplement de l'Égypte, et notamment du rôle joué par les Nègres dans ce peuplement, du statut de la femme dans la société égyptienne antique, et enfin de la date de l'Exode.

III

Le numéro spécial de *Présence africaine*, consacré au premier Congrès international des écrivains et artistes noirs, publie un article : *Apports et perspectives culturels de l'Afrique*, dans lequel Cheikh Anta Diop reprend les thèses de son livre *Nations nègres et Cultures*⁵ ; « on a été amené à découvrir,

1. Cf. en particulier son beau livre *De Hymnen aan Amon van Papyrus Leiden I 350*. Leyde, 1948 ; compte rendu dans *Revue de l'Histoire des Religions*.

2. *Death as an Enemy*. Leyde, 1960.

3. Chicago, 1950.

4. *The Egyptian Book of the Dead Documents in the Oriental Institute Museum at the University of Chicago*. Chicago, 1960. *Oriental Institute Publications*, n° LXXXII. De son côté, Boris de Rachewiltz a publié (en fac-similé) et traduit la recension Salte du *Livre des Morts*.

5. Paris, 1955. Éditions de *Présence Africaine*, rue Monsieur-le-Prince, 1958, p. 246-249.

d'une façon certaine, écrit-il (p. 339), que l'ancienne civilisation égyptienne, pharaonique, était une civilisation nègre », parce qu'elle était l'œuvre de peuplades nègres. L'auteur s'appuie sur l'opinion du célèbre Volney, membre de l'Institut et « savant de bonne foi », qui parcourut l'Égypte, entre 1783 et 1785¹. Parlant des habitants de la vallée du Nil, Volney s'exprime en ces termes : « Tous ont le visage bouffi, l'œil gonflé, le nez écrasé, la lèvre grosse, en un mot une vraie figure de mulâtre. J'étais tenté de l'attribuer au climat² lorsqu'ayant été visiter le sphinx son aspect me donna le mot de l'énigme. En voyant cette tête caractéristique de nègre dans tous ses traits, je me rappelai ce passage remarquable d'Hérodote où il dit que les Colches sont une colonie des Égyptiens parce que, comme eux, ils ont la peau noire et les cheveux crépus, c'est-à-dire que les anciens Égyptiens étaient de vrais nègres de l'espèce de tous les naturels d'Afrique et dès lors on explique comment leur sang allié depuis plusieurs siècles à celui des Romains et des Grecs a dû perdre l'intensité de sa première couleur en conservant cependant l'empreinte de son moule originel. » L'opinion d'Hérodote, telle que l'interprète Volney, revêt, aux yeux de Cheikh Anta Diop, une grande importance, et son objectivité lui semble indubitable. « Hérodote, dit-il (p. 340-341), était un Indo-Européen ; il n'avait aucun intérêt à affirmer que « les Égyptiens avaient la peau noire et les cheveux crépus », qu'ils étaient des Nègres et que ce sont eux qui ont civilisé le Monde Méditerranéen si ce n'était pas vrai. On ne peut pas non plus douter de la valeur de ces arguments ; s'il s'agissait d'analyser des faits complexes, des faits d'ordre social, ou d'une autre nature, il aurait été possible de la mettre en doute, mais on peut admettre au moins qu'un voyageur qui arrive dans un pays est capable de constater la couleur de la peau des gens qui l'habitent. Or, c'est tout simplement une constatation de ce genre que Hérodote a faite. »

Quelle valeur accorder aux deux témoignages invoqués par Cheikh Anta Diop ? A celui de Volney, les faits apportent un double démenti. L'affirmation selon laquelle, à la fin du XVIII^e siècle, tous les habitants de l'Égypte avaient « le visage bouffi, l'œil gonflé, le nez écrasé, la lèvre grosse », évoque irrésistiblement les impressions de cet Anglais dont nous parle Taine et qui, voyant à Calais, près du débarcadère, une dame rousse, écrivait sur son carnet de voyage : « En France, toutes les femmes sont rousses. » Il existe

1. Cf. Jean-Marie Carré, *Voyageurs et écrivains français en Égypte*, 2^e édition. Le Caire, 1956, t. I, p. 90-104 ; J. GAULMIER, *L'idéologue Volney*. Beyrouth, 1951 ; *Un grand témoin de la Révolution, Volney*. Paris, 1959. Une édition critique du *Voyage en Égypte et en Syrie* vient de paraître, par les soins de J. Gaulmier. Jean Leclant en a composé, sur cette édition, un article-recension intitulé *Un tableau du Proche-Orient à la fin du XVIII^e siècle*, dans le *Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg*, n° 5, février 1961, p. 243-260.

2. Hérodote, déjà, expliquait le teint sombre ou simplement bronzé de certains peuples africains par l'effet de la chaleur solaire (ὕπο τοῦ καύματος).

État présent (1960) des études égyptologiques

bien en Égypte — chacun peut le vérifier — des personnes qui répondent au signalement donné par Volney. Mais en petit nombre ! S'il en avait été autrement, les hommes de science qui accompagnèrent Bonaparte en Égypte, et tant d'autres voyageurs, n'auraient pas manqué de nous le dire. Quant au sphinx de Giza, nul n'ignore que c'est une effigie mutilée du roi Khéphren, de la IV^e dynastie¹. Le nez et les lèvres ont été brisés, aplatis, comme il est arrivé trop souvent aux « idoles » palennes. Bien mieux, il suffit d'aller voir, au musée du Caire, les statues intactes du même pharaon pour constater qu'il avait le nez droit, les lèvres grandes, mais nullement « gonflées »². Passons maintenant à Hérodote et lisons-le dans le texte. L'adjectif *σάλευρος* ne peut-il s'appliquer qu'à des cheveux crépus ? Ce n'est pas certain³. Au reste il s'agit peut-être des perruques, et non des cheveux naturels. La perruque noire, à petites boucles étagées, était, chez les anciens Égyptiens, une institution nationale et sa forme, avec le temps, n'a guère évolué. Reste l'argument tiré de l'emploi de l'adjectif *μέλας*. Tout porte à croire que, dans le cas présent, il qualifie une peau « sombre », « bronzée », et non une peau « noire »⁴. Hérodote se sert de cet adjectif, comme ont fait d'autres auteurs grecs, pour caractériser des groupes humains au teint foncé — les Égyptiens — par opposition à d'autres groupes humains, au teint clair — les Libyens, par exemple. Quoi qu'il en soit, et contrairement aux affirmations de Cheikh Anta Diop⁵, on n'a jamais trouvé en Égypte de momies *noires*, mais seulement des momies noircies par le bitume, ce qui est tout autre chose. Il faut d'ailleurs tenir compte, dans ces sortes de discriminations, non seulement de la couleur de la peau, mais de l'indice céphalique. On a découvert en Égypte, des crânes antiques négroïdes, et le contraire aurait été surprenant puisque, de très bonne heure, et peut-être même au cours de la préhistoire, des Nègres ont vécu — en petit nombre — dans la basse vallée du Nil. Mais l'indice céphalique de la très grande majorité des autres crânes provenant des nécropoles égyptiennes ne correspond pas à ceux des véritables Nègres⁶.

1. Il n'est pas inutile, toutefois, de rappeler que la face était peinte en rouge. Il en reste aujourd'hui des traces nombreuses, et bien visibles.

2. Voir, par exemple, K. LANG-M. HIRMER, *Aegypten*, Munich, 1955, pl. 39.

3. Le sens « bouclé » semble bien attesté aussi.

4. « Ceux qui sont exposés au soleil ont le teint plus bronzé », dit Xénophon (*Mémoires*, livre IV, ch. 8, 7. Paris, édition Firmin Didot, 1861, p. 608), en parlant des hommes en général, et non des nègres. Le texte grec porte ceci : *οἱ ἄνθρωποι... ὑπὸ... τοῦ ἡλίου καταλαμπόμενοι*.

5. *Nations nègres et culture*, p. 20 et 46. Cheikh Anta Diop suppose que ces « momies nègres » ont été détruites exprès, parce qu'elles portaient témoignage contre les idées reçues. Dans *Nations nègres et cultures*, hélas, les erreurs matérielles sont nombreuses (la statue de Khéphren en albâtre — donc en une pierre très blanche — reproduite à la fig. 7 est donnée comme exemple de statue *noire* ; la soi-disant « prêtresse » de la fig. 24 est une statue de prêtre, très connue, etc.).

6. L'un des meilleurs spécialistes de la question, Andrzej Wiercinski, écrivait récemment dans son article « Introductory remarks concerning the Anthropology of Ancient Egypt », *Bulle-*

Jean Sainte Fare Garnot

Il faut donc éviter toute généralisation. En fait, les artistes égyptiens se sont donné la peine de distinguer soigneusement, par la couleur, leurs compatriotes des Soudanais et des Nègres. Les premiers sont peints en rouge¹, quand il s'agit des hommes, en jaune² ou en rose³, si ce sont des femmes; les seconds, indistinctement, sont peints en noir. Nous possédons deux belles séries de figurines en bois, fort anciennes, puisqu'elles datent au plus tôt du début du Moyen Empire et sont probablement antérieures, les célèbres « piquiers » et « archers » de Siout, au musée du Caire⁴. La première est composée de soldats égyptiens, équipés du bouclier, armés de la pique: leur corps et leurs membres sont brun-rouge. La seconde nous montre un corps d'auxiliaires nubiens tenant en main des arcs: ces gens sont noirs. On pourrait multiplier les exemples. Cheikh Anta Diop les récuse. A l'en croire, lorsque les couleurs de telles statuettes sont ainsi différentes, c'est

tin de la Société de Géographie d'Égypte, 1958 (t. XXXI, p. 73-83): « According to the author's preliminary results, the Ancient and the Modern Egyptian population present the composition of 8 racial elements at least, the influence of the admixtures of the Black race until Middle Kingdom seems to be very small » (p. 83). J'avais fondé de grands espoirs sur l'étude des « signalements » qui, dans les contrats, actes d'achat ou de vente, testaments, dépositions faites devant un tribunal et autres pièces officielles des époques ptolémaïque et romaine, mentionnent, avec grande précision, les particularités somatiques des hommes ou des femmes que ces pièces officielles concernent, sans oublier la mention de leur origine et de leur nationalité, ce qui empêche de confondre les habitants de l'Égypte (Perses, Libyens, Macédoniens, Thraces, Eubéens, Thessaliens, Argiens, etc.) et les Égyptiens proprement dits. Sur ces documents se rencontre, en effet, dans la plupart des cas, une indication que Paul COLLOMB, *L'Ethnographie égyptienne d'après les signalements contenus dans les papyrus, Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, n° 49, octobre 1935, p. 52-58, suivant en cela ses prédécesseurs, notamment M^{lle} AL. CALDARA, *I connotati personali nei documenti d'Egitto dell'Età greca e romana*. Milan, 1924, avait cru pouvoir rapporter à la couleur de la peau. Mais un très bel article du professeur CORRADO GINI, *La Pigmentazione degli Abitanti dell'Egitto nell'Età greco-romana* (brochure de 52 pages, extraite des *Attes du Congrès international des études sur la population*. Rome, 1935), dont je dois la référence à mon ami André Bataille, et que l'auteur m'a fait l'honneur de me communiquer, m'a prouvé qu'il s'agit en réalité de la couleur des cheveux. Une étude approfondie des conditions d'emploi de ces adjectifs (p. 8-17) montre que λευκόχρους signifie « blond » (des enfants de trois, cinq (p. 31) et sept ans (p. 33) sont λευκόχρους; à moins d'admettre qu'il s'agit d'albinos, on est amené à penser que leurs cheveux sont donnés comme « clairs », et non comme « blancs »); πυρρός « roux »; μελόχρους « brun » et μελίχρους (littéralement: « couleur de miel ») « châtain ». N'oublions pas qu'à l'époque gréco-romaine la population de l'Égypte était très mêlée (C. GINI, *art. cit.*, p. 23).

1. Rouge franc, rouge brique ou brun rouge. A très basse époque (tombeau de Pétosiris, à Touna el-Gebel), on commence à employer le rose.

2. De l'Ancien Empire à la première partie de la XVIII^e dynastie. A partir de cette époque, on ne trouve plus le jaune que pour caractériser les déesses (représentées à la mode archaïque, tant elles sont elles-mêmes anciennes!).

3. A partir de la seconde moitié de la XVIII^e dynastie.

4. G. MASPERO, *Guide du visiteur au musée du Caire*, 4^e édition. Le Caire, 1915, p. 336-337. Mon élève M^{lle} BOVAR a bien voulu vérifier, récemment, au musée, que les piquiers sont tous rouges et que les archers sont tous noirs.

État présent (1960) des études égyptologiques

que l'on a affaire, dans un cas, à des représentations de nègres « évolués », et dans l'autre à des images de nègres encore « primitifs », que les bienfaits de l'authentique civilisation nègre n'avaient point encore affranchi de leur antique barbarie. C'est là un raisonnement qui serait à sa place sous la plume d'un écrivain colonialiste. On s'étonne de le voir mettre en avant, si légèrement, par le champion de la primauté des races noires qu'est Cheikh Anta Diop. Malheureusement pour lui, son argumentation est fragile. Le réalisme n'est pas simplement une tendance naturelle et profonde de l'art égyptien ; c'est aussi, compte tenu de la destination religieuse et funéraire des productions de cet art, une nécessité d'ordre interne. Faire vrai est indispensable, puisque les images à créer doivent être douées de vie. On tend d'ailleurs à la vérité *moyenne* et il entre, dans le choix des couleurs, par exemple, une certaine forme de convention. A la même époque, on affecte une certaine couleur aux hommes, une autre couleur aux femmes, et pourtant, dans chaque série, la pigmentation variait selon les individus. Il y avait des femmes à la peau très sombre, et des hommes au teint plutôt clair. Mais les couleurs choisies suffisaient, sur les murs des tombes et ailleurs, non seulement à distinguer les hommes des femmes (en même temps, bien sûr, que d'autres critères), mais surtout à empêcher qu'on les confondit avec les représentants des autres races, les Asiatiques, peints en jaune, les Libyens, aux chairs roses, et enfin les Soudanais et les Nègres, à peau noire¹. L'esprit d'un Égyptien, après sa mort, ne pouvait pas plus se réincarner dans une statue à *corps noir* que celui d'un Libyen ou d'un Syrien dans une statue à *corps rouge*. Quelques portraits d'Égyptiens authentiques (une statue d'un roi Men-

1. Les plus anciennes représentations connues de Soudanais nubiens à *peau noire* sont celles que Jacques Vandier a publiées et commentées dans son bel ouvrage, *Mo'alla, La tombe d'Ankhuï et la tombe de Sébekhotep*. Le Caire, 1950, p. 53, 57-59, 97-98 (communication de Jean Yoyotte). Il s'agit de peintures, datant de la première période intermédiaire. Notons, d'autre part, que les Crétois et les Égéens, sur les murs des chapelles funéraires de la XVIII^e dynastie, et notamment chez Rekhmîf, ont la face et les membres rouges, comme les Égyptiens eux-mêmes. Jean Yoyotte, à qui je dois cette remarque, a trouvé l'explication du fait ; il s'agit de marins, d'hommes vivant habituellement en plein air, au grand soleil, et donc fort bronzés. L'hypothèse de Yoyotte trouve une confirmation, me semble-t-il, dans un passage des *Suppliants* (v. 719) où Eschyle parle de « marins égyptiens aux membres bronzés ». Ces derniers sont appelés, en effet, ἀνδρες νῆιοι μελαγχίμοις γυίοισι. Pour en revenir aux étrangers, dans la décoration des tombes égyptiennes, ou même des temples, ajoutons qu'ils sont reconnaissables, non seulement au teint, mais encore au faciès (et, secondairement, au costume). Les particularités physiques de dix peuplades d'Asie ont été reproduites, très fidèlement, sur les personnages agenouillés, gravés (en relief dans le creux), sur le socle d'un colosse d'Abou-Simbel, à l'entrée du grand temple, du côté nord. Golénischeff les avait photographiées en 1912-1913 ; ses photographies ont été publiées et commentées par Flinders PETRIE, dans *Ancient Egypt*, 1917, p. 57-61 (sous le titre : Racial types at Abu Simbel). Que sont devenues les douze représentations symétriques, gravées à l'origine sur le socle du colosse taillé dans le roc, immédiatement à gauche (entendons au sud) de la porte ? En principe, ces images devaient représenter douze peuplades des régions méridionales ; c'est dire combien il aurait été précieux de les connaître.

Jean Sainte Fare Garnot

touhotpe, diverses peintures représentant Aménophis I^{er} et sa mère Ahmose-Nefertary, deux statues de Tout-'ankh-Amon, en bois, au musée du Caire) ont la face et les membres noirs, mais cela ne prouve rien. Il s'agit, en effet, de rois ou de reines dont le corps a été peint en noir, ou enduit d'une matière noire, ayant, il semble, des vertus spéciales¹, et non de personnes dont le noir était la couleur naturelle. La meilleure preuve en est que, de ces mêmes souverains, nous possédons des effigies normales, c'est-à-dire rouges pour les hommes, jaune ou rose pour la reine Ahmose-Nefertary². On voit com-

1. Cette matière, appelée « la matière précieuse divine » ('*t ntr. t*), a été étudiée par Pierre MONTER, *Études sur quelques prêtrises et fonctionnaires du dieu Min*, *Journal of the Near Eastern Studies*, 1950, vol. IX, p. 18-23. Un texte d'Edfou (édition Chassinat, t. II, p. 214-215, et (photographie) t. XII, pl. 396-398) nous a conservé la « recette pour composer la matière divine par les soins du « Préparateur » (*sm.ty*), pour les membres divins de Min, ainsi que pour toutes les statues (*šps.w*) de bois et de pierre ». Les ingrédients employés étaient, pour une petite part, de l'huile de *šps* doux (*l hin*) et, dans des proportions beaucoup plus importantes (10 *deben*), de bitume. Le tout, broyé, criblé, délayé dans l'eau, était mis à cuire, au moins dix fois, avec des « pauses » en nombre égal. Quant tout était prêt, on appliquait la « matière précieuse divine » sur les « membres divins », au pinceau, avant l'« ouverture de la bouche » (*Ibid.*, p. 20-23). Nous pouvons maintenant faire le point de la question. Sur les représentations des dieux et des hommes, dans l'art égyptien, le noir peut être : 1° une couleur naturelle, celle de la peau ; 2° une couleur naturelle, celle de la matière dont est faite une statue ; 3° une couleur naturelle, mais surajoutée ; 4° une couleur symbolique. Reprenons ces quatre points. 1° Le premier cas est celui A) des images de nubiens ou de nègres ; B) des cadavres déjà momifiés (mais débarrassés de leurs bandelettes, ou représentés au sortir du bain de natron). Cf., par exemple, *Dictionnaire de la Civilisation égyptienne*, fig. de la p. 104 ; E. DRIOTON et SAMI GABRA, *Peintures à fresques et scènes peintes à Hermoupolis-Ouest*. Le Caire, 1954, pl. 25 et 28. 2° On faisait des statues royales en ébène, du moins à partir du Nouvel Empire. Peut-être est-ce l'une de ces statues (cf. les « vierges noires » de notre Moyen Âge) que reproduisent les images de la reine Nefertary à face et à membres noirs. Cette jolie hypothèse, très plausible, est de Jean Yoyotte, qui se réserve de la développer. 3° Le troisième cas est celui, justement, des statues de dieux ou de rois passées à la « matière précieuse divine ». Exemples : les deux grandes statues de Tout-'ankh-Amon, en bois en partie doré, les peintures dans lesquelles figurent des statues de Min. Dans cette catégorie rentrent aussi certaines statues, en bois, d'animaux, jouant un rôle dans les cérémonies royales, notamment des léopards, des cygnes, peints en noir. Comme l'a rappelé fort à propos Louis KRIMER, *Les limites de l'observation naturaliste dans quelques représentations animales de l'Égypte ancienne*, *Annales de la Faculté des Lettres de l'Université Ibrahim*, t. II. Le Caire, 1953, p. 133-134, il n'y a jamais eu de panthère noire en Égypte, cette variété n'étant connue qu'en Asie. 4° Il semble que, dans l'emblématique égyptienne, le noir ait été associé à l'idée de la mort, ou tout au moins de l'au-delà. C'est pourquoi il y a des Osiris à face noire, comme il y a des Osiris à face verte (symbolisme du renouveau). Un autre dieu des morts, le chacal Anubis, est presque toujours de couleur noire (*Dictionnaire de la Civilisation égyptienne*, fig. 295 (fin XVIII^e dyn.), 82 (XIX^e dyn.)). Le Mentouhotpe à face noire de Deir el Bahari (*Ibid.*, fig. de la p. 170) est-il une figure funéraire de ce souverain ? Peut-être certains monuments rentrent-ils à la fois dans les cas 3 et 4. Il ne serait pas absurde de penser que les grands Anubis couchés du tombeau de Tout-'ankh-Amon, à face et à corps noirs, parce que c'était la couleur de ce dieu, avaient en outre été enduits « de matière précieuse divine ».

2. Cf. NAVILLE, *The XIth Dynasty Temple at Deir el Bahari, passim* (Mentouhotpe III) ;

État présent (1960) des études égyptologiques

ment la théorie des images vivantes et des corps de rechange (que ceux-ci soient dessinés ou sculptés) peut aider à clarifier le problème sur lequel nous nous penchons. Si les artistes égyptiens, en dehors des cas, exceptionnels, cités il y a un instant, ont, sur un même mur, ou dans un même ensemble de statuettes de bois, faites pour la même tombe, peint certains de leurs modèles en brun rouge, et d'autres en noir, ils avaient leurs raisons, nous pouvons en être sûrs et l'intention délibérée de rendre impossible la confusion des types raciaux leur dictait ce choix. Dans ces raisons, il n'est point téméraire de l'affirmer, je ne sais quel complexe de supériorité à l'égard de prétendus « frères inférieurs » ne jouait, il me semble, aucun rôle. Je n'hésite donc point à dire que la notion formulée — avec une assurance imperturbable — par Cheikh Anta Diop, est une vue de l'esprit, rien de plus. La cause des cultures nègres est trop importante, et trop facile à plaider¹, pour qu'on la diminue en mettant à son service (?) des thèses arbitraires et des arguments sans consistance. Relisons maintenant les lignes si mesurées que Jean Yoyotte, dans le *Dictionnaire de la Civilisation égyptienne*², consacre au problème des races : « Parmi les squelettes exhumés des cimetières prédynastiques, les anthropologues ont dénombré quelques représentants de l'ancienne race de Cro-Magnon (qui survit encore à l'état de traces autour de la Méditerranée), des Négroïdes, des Europoides apparentés au stock principal des populations du Maghreb (sauf quelques sujets se rattachant au groupe dit « arménoïde », bien connu en Asie antérieure). Déjà, comme aujourd'hui, les Europoides, prédominants dans le Nord, se mêlaient jusque dans la région thébaine aux Négroïdes, prédominant dans le Sud. On voit l'inanité des partis pris vieillots, tendant à conférer une sorte de bénéfice moral exclusif sur le passé de l'Égypte, soit à des Méditerranéens blancs, soit aux Africains noirs : les races en fusionnèrent au bord du Nil bien avant que se fût révélé le miracle pharaonique » (p. 242). Telles sont, sur ce sujet complexe, les réflexions d'un vrai savant ; il n'est que juste de leur rendre hommage. A l'époque historique, s'il y a eu, antérieurement, s'il y aura encore, occasionnellement, des Noirs en Égypte, les Égyptiens eux-mêmes ne sont pas des Noirs. En outre — et

CARNAVON and CARTER, *Five Years' Explorations at Thebes*, pl. VI et p. 16 ; N. DE GARIS DAVIES, *Journal of Egyptian Archaeology*, 1925 (vol. II), pl. II (Ahmosé-Nefertary, tombe de Tetiky à Thèbes, début XVIII^e dyn.) ; G. STREINDORFF, *Die Grab des Tutanchamun, Annales du Service des Antiquités de l'Égypte*, 1938 (t. XXXVIII), p. 641-657, fig. 89 et 90 et pl. CV-CIX ; *Dictionnaire de la Civilisation égyptienne*, fig. de la p. 209 (Tout-'ankh-Amon).

1. Les travaux admirables de Marcel Griaule et les belles enquêtes menées avec tant de finesse et de science par ses collaborateurs immédiats et ses disciples, Germaine Dieterlen, Solange de Ganay, Jean-Paul et Annie Lebeuf, d'autres encore, et aussi les ouvrages de Georges Balandier, de Pierre Mauny, de Théodore Monod, pour ne citer que des noms français, ont mis en valeur la très haute qualité de la pensée nègre, dans certains milieux africains. On a pu reconnaître l'existence, chez les Dogons, d'un système du monde à tendances « philosophiques » et, chez les Bambara, celle d'une « théodicée ».

2. Article *Race*, p. 242.

Jean Sainte Fare Garnot

c'est ce que Cheikh Anta Diop oublie constamment — qui dit *Noir* ne dit pas nécessairement *Nègre*. Compte tenu des observations faites par Wiercinski, il n'est nullement exclu que, parmi les Africains installés dans l'Égypte du Sud, avant l'Histoire, il y ait eu des Nègres (ou Négroïdes), des Noirs (du type éthiopien ou somali) et peut-être même des groupements humains à pigmentation moins sombre.

IV

Dans les *Recueils de la Société Jean Bodin*, au tome XI, le grand historien et juriste Jacques Pirenne a publié un article, *Le Statut de la femme dans l'ancienne Égypte*¹, qu'on peut citer en exemple, tant il est clair, bien construit, solidement fondé. Sur ce qu'était ce statut dans les communautés primitives et dans les royaumes indépendants du Sud et du Nord qui coexistèrent en Égypte, avant l'établissement de la monarchie unifiée, on est réduit aux hypothèses². On ignore tout aussi de la position de la femme dans la société Thinite (I^{re}-II^e dynasties). Mais, à partir de la IV^e dynastie, au temps des grands souverains, bâtisseurs des pyramides, Snéfrou, Khéops, Khéphren, Mykérinus, les documents apparaissent et se multiplient, biographies, comme celle de Metjen³, testaments, listes de titres, représentations figurées, que Jacques Pirenne interprète avec une grande finesse, et dont il tire un parti admirable. Les textes qu'il analyse nous démontrent qu'à cette époque, « la famille est réduite à sa forme la plus restreinte ; elle est composée de personnes juridiques distinctes, la femme possédant la même position juridique que le mari ». C'est ce qui résulte, par exemple, de la biographie de Metjen, ou du testament de Ni-Kaou-Ré, fils de Khéops, et l'un de ses vizirs. Aussi bien dans la famille royale que dans celle d'un Égyptien quelconque, la femme n'est « ni sous tutelle, ni sous autorité maritale ; ses biens lui restent propres et elle en dispose, tout au moins par testament » (p. 64). La mère de Metjen, par exemple, avait légué à celui-ci cinquante aroures de

1. *Recueils de la Société Jean Bodin*, t. XI : *La femme*. Bruxelles, 1959, p. 63-77. Sur la position de la femme dans la société égyptienne antique, on lira avec autant de plaisir que de profit l'exposé de Siegfried Schorr, dans l'Introduction de son livre (traduit en français par Paule Krieger) *Les Chants d'amour de l'Égypte antique*. Paris, 1954.

2. En voici quelques-unes, dont j'emprunte l'énoncé à Jacques Pirenne lui-même, *art. cité*, p. 63 : « Il semble que le culte soit à l'origine celui de la déesse mère. A cette époque, le mariage patriarcal ne paraît pas avoir existé, la mère aurait donc été isolée — ou inféodée à un groupe — avec ses enfants. Au cours d'un second stade, un dieu parèdre se joint à la déesse mère. Peut-être est-ce à ce moment que la famille se forme autour de la femme. Enfin, le culte des couples divins correspondrait à l'époque où le mariage se stabilise et se fait patriarcal. En Haute-Égypte, on relève indirectement des traces de famille patriarcale caractérisée par l'autorité paternelle et le droit d'aînesse jusque vers la I^{re} dynastie. »

3. Je daterais cette biographie du début de la IV^e dynastie plutôt que de la fin de la III^e. Le règne de Snéfrou, sous lequel Metjen a vécu (mais il a pu mourir sous Khéops) marque une coupure et le commencement d'une ère nouvelle.

État présent (1960) des études égyptologiques

terrain ; elle pouvait donc en disposer librement. Mais d'autres de ses biens — qu'elle partageait ainsi, par anticipation, entre ses enfants — allèrent à des filles. Conclusion : « Le bien de famille n'existe pas... les filles... ont le droit d'hériter, comme les fils » (p. 64) et, bien entendu, les femmes mariées. « Le testament de l'Ancien Empire, dit Jacques Pirenne, contenait en général un legs du mari en faveur de la femme, legs qui dépassait généralement une part d'enfant », et il renvoie (p. 65, note 1) aux testaments de Tjenti, de Nekōnekh et d'Idou, traduits et commentés dans son *Histoire des Institutions et du Droit privé de l'Ancienne Égypte*, aux tomes II (p. 359 et 373) et III (p. 343). Même situation, on l'a dit plus haut, dans la famille royale, à l'époque de la IV^e dynastie. La femme et les filles du prince Ni-kaou-Ré « héritent de biens immobiliers » (p. 64, cf. *Histoire des Institutions*, t. II, p. 347 et 358). Donc, à ce premier stade, le mari et la femme possèdent chacun « une capacité juridique pleine et entière » (p. 64) et sont sur un même pied. On comprend, dès lors, que le mariage soit « rigoureusement monogamique » (p. 65), exception faite, naturellement, pour le roi, et que la statuaire funéraire de ce temps représente les époux aussi grands l'un que l'autre.

Sous la V^e dynastie, la situation a changé. « On ne voit plus la femme assister, aux côtés de son mari, aux redditions de comptes des intendants. Elle prend une position subalterne ; représentée beaucoup plus petite que son époux, elle le tient par la taille, s'assied à ses pieds, s'agenouille à ses côtés. Il arrive même que la mère soit figurée debout, devant son fils aîné, devenu le chef de famille, dans l'attitude du respect » (p. 68-69). Comment une telle transformation a-t-elle pu s'accomplir ? Elle semble liée à la création, nouvelle, de « bénéfices » inaliénables et indivisibles, attribués par les rois de la V^e dynastie aux membres de leur clergé personnel (p. 67) et distincts des « biens de la famille » (p. 67). Ces derniers, à la mort du chef de celle-ci, se partagent, comme c'était la règle antérieurement. Le bénéfice, au contraire, a pour gérants la veuve et les enfants, groupés en « société de famille » (p. 67). Celle-ci est hiérarchisée ; son chef est le fils aîné, sous l'autorité duquel est placée la veuve ; s'il vient à décéder, l'autorité et la responsabilité passent au plus âgé des autres fils. Ainsi se reconstitue — en marge du droit commun — « une cellule familiale basée sur les privilèges de masculinité et d'ânesse » (p. 68).

Le statut juridique de la femme achève de se détériorer sous la VI^e dynastie et continue d'être fort misérable à l'époque suivante, dite « féodale » (p. 70)¹, tout au moins dans les familles nobles. « Le droit d'ânesse devient

1. Sur cette période, cf. J. PIRENNE, *Les trois cycles de l'Histoire de l'Égypte ancienne*. Bruxelles, 1959, p. 153 (L'Égypte retourne dans le Sud à la Féodalité et dans le Nord au système des villes autonomes), 154 (La Royauté se reconstruit sur la féodalité, IX^e-X^e dynasties) et 155 (La XI^e dynastie, « monarchie féodale », reconstruit l'État « en s'inspirant des traditions monarchiques de l'Ancien Empire... Sous la XII^e dynastie, la féodalité cède décidément le pas à la monarchie »).

général et de droit, comme la puissance maritale ; mariée, la femme est soumise à l'autorité de son mari, veuve à celle de son tuteur, qui est son fils aîné, sauf dispositions testamentaires de son mari. Une véritable incapacité s'attache au sexe féminin. La femme apparaît comme incapable d'administrer ses biens, d'ester en justice ; elle ne dispose pas, même après la mort de son mari, de la puissance paternelle sur ses enfants. Elle est devenue une mineure » (p. 69). Cet état de choses persiste au début du Moyen Empire, sous la XI^e dynastie, que l'on peut considérer, elle aussi, comme « féodale », « La puissance maritale, dit Jacques Pirenne (p. 71)... semble s'être strictement maintenue. On voit vivre sous l'autorité juridique du chef de famille, non seulement son épouse, sa mère veuve, mais ses sœurs et ses tantes non mariées, dont il administre les biens. » Au contraire, sous la XII^e dynastie, « le régime des successions et de la tutelle devient moins rigide... La femme reprend... par la volonté de son mari, une capacité juridique qu'elle n'avait conservé que dans le droit urbain¹. Le testament la fait échapper à la tutelle d'un parent ou d'un tiers, lui rend la capacité d'hériter, même de biens immeubles, en concours avec des héritiers mâles, lui attribue la faculté de tester » (p. 71-72). Les *Petrie Papyri* publiés par Griffith nous montrent une femme recevant, par testament, l'usufruit des biens de son mari ; l'intéressée obtient même le droit d'en disposer « par testament, au profit de celui de ses enfants qu'il lui plaira de désigner » (p. 71). L'évolution s'accroît sous la XVIII^e dynastie : « Plus aucune tutelle ne pèse sur la femme, qui contracte librement. Une sœur conclut un contrat avec son frère, une mère hérite de son fils du vivant de son mari » (p. 72). A la mort des parents, tous les enfants, garçons ou filles, se partagent leurs biens et doivent acquitter les mêmes droits successoraux. Enfin, dans le mariage, s'introduit un élément nouveau, la constitution d'un avoir en communauté (en général, deux tiers pour le mari, un tiers pour la femme), distinct des biens propres de chacun des époux, dont ceux-ci font ce qu'ils veulent. « A la mort de l'un d'eux, le survivant jouit de l'usufruit de la communauté entière et peut disposer librement de la part qu'il y a apportée lui-même, l'autre part devant revenir aux héritiers de l'époux décédé » (p. 72). Chose curieuse, au moment où, sous la XXI^e dynastie, le « régime seigneurial » domine une fois de plus, cette communauté subsiste « avec les droits respectifs des époux », ainsi que l'a établi Jaroslav Černý². On manque d'information sur le statut juridique de la femme au cours de la « troisième période intermédiaire » (XXII^e-XXIII^e dynasties) et sous les XXIV^e et XXV^e dynasties, mais nous avons une idée précise de ce qu'il fut durant la période suivante grâce à des contrats de mariage. Ceux-ci — les plus anciens de ceux que nous a légués l'Égypte antique — sont des plus instructifs. Nous y voyons des épouses affranchies des

1. *Les villes dans l'ancienne Égypte*. Bruxelles, 1956, p. 38.

2. J. ČERNÝ et T. ERIC PEET, *J. E. A.*, 1927, p. 30-39.

État présent (1960) des études égyptologiques

servitudes qui, au début de la Basse-Époque et notamment lors du renouveau du « régime seigneurial », pesaient sur elles. Il y a désormais un « mariage religieux », qui s'accomplit dans un temple, et que sanctionne un double contrat, passé d'une part entre le futur beau-père et son futur gendre, d'autre part entre les fiancés¹. Dans la très grande majorité des cas, ces actes traitent le mari et la femme en égaux ; leurs droits sont les mêmes, et aussi leurs obligations, en particulier la fidélité conjugale. Si celle-ci n'est pas respectée, le divorce peut être prononcé au bénéfice de l'un ou de l'autre (le plus ancien exemple connu du fait remonte à l'an 28 d'Amasis). Cette éventualité n'est point exclue dans le plus grand nombre des contrats ; un article de ceux-ci fixe souvent le montant de l'amende que paiera, le cas échéant, l'époux infidèle à son conjoint lésé. Mais il y a des exceptions. Le contrat de mariage exclut parfois — très rarement — le divorce, ou bien il détruit l'égalité entre les époux au profit du mari, « chef de famille ». Il arrive que la femme déclare se vendre à son mari, « elle et ses biens » (p. 76). Mais c'est un fait très rare. Il ne s'agit, au reste, que d'une mesure librement consentie, tendant à renforcer l'indissolubilité du lien conjugal et, sous ce rapport, les contrats en question sont bien dans l'esprit de l'époque.

Sur le plan du régime matrimonial (et successoral), que se passe-t-il ? « Trois régimes matrimoniaux sont courants : la *communauté totale ou partielle* entre époux, le *régime dotal* et celui dans lequel le mari remet un *douaire à sa femme* » (p. 75). S'il y a divorce aux torts du mari, celui-ci doit abandonner à ses enfants leur part d'héritage afin qu'ils ne soient pas lésés s'il naît d'autres enfants d'une seconde épouse. Tout est mis en œuvre, on le voit, pour garantir les droits de la femme, et, d'autre part, selon l'expression de Jacques Pirenne (p. 76), nous assistons à « l'émancipation juridique totale de celle-ci ». Cet état de choses durera jusqu'à l'installation, en Égypte, des Lagides. « On sait comment les Ptolémées s'efforcèrent de ramener la femme égyptienne à la situation de la femme grecque, placée sous l'autorité maritale » (p. 76-77).

Telles sont les grandes lignes de l'évolution historique dont le comte Pirenne a reconnu et défini les étapes et qu'il nous a fait connaître, dans une très belle langue, avec son habituelle maîtrise. Au cours de l'exposé, si riche, qu'il nous a donné de la question, le grand historien a eu l'occasion de mettre en lumière certains points sur lesquels il faut maintenant revenir.

Tout d'abord le rapport étroit existant entre la situation de la femme, dans la société égyptienne antique, et « la forme générale des Institutions ». « Je crois en effet, dit Jacques Pirenne (p. 63), que le droit privé — notamment en tant qu'il règle le statut de la femme — est inséparable de la forme du droit public. » L'égalité des droits de la femme et de ceux du mari, sous la IV^e dynastie, s'explique par le fait qu'à cette époque « s'organise la cen-

1. *Le statut de la femme...*, p. 75.

tralisation royale, laquelle, à travers les divers stades de l'évolution de l'histoire de l'Égypte, correspondra toujours à l'individualisme en droit privé » (p. 64). Cette égalité s'effrite et disparaît sous les V^e et VI^e dynasties. Précisément, c'est sous la V^e dynastie que se constituent les fondations inaliénables des privilégiés que sont les membres du clergé royal (jusque-là, semble-t-il, inexistant, en dehors de la famille royale elle-même) : « le régime centralisé fait place à l'absolutisme et l'individualisme recule » (p. 67). Et sous la VI^e dynastie d'autres fondations, du même type, sont créées, au profit, cette fois, d'une noblesse domaniale dont les chefs de file sont les anciens gouverneurs de nomes, devenus princes héréditaires. En même temps, le pouvoir royal se démembre. Mais l'individualisme ainsi battu en brèche reprend des forces sous la « monarchie féodale » centralisée (XI^e dynastie) et va triompher sous les XII^e et XVIII^e dynasties pour connaître à nouveau une éclipse lorsque, sous la XX^e dynastie, « le régime féodal et seigneurial remplace l'empire centralisé » (p. 74).

Cette alternance¹ est trop constante pour ne pas traduire une relation de cause à effet, que Jacques Pirenne énonce en termes lapidaires et souligne avec vigueur dans sa conclusion. « La femme, dit-il (p. 77), dans l'Égypte antique, fut considérée juridiquement comme l'égale de l'homme aux époques d'individualisme ; elle fut, au contraire, traitée en mineure et placée sous tutelle aux époques féodo-seigneuriales au cours desquelles se reconstituèrent les groupes sociaux fondés sur la solidarité, l'autorité et la hiérarchie. »

Un second point très bien mis en lumière par le comte Pirenne est le suivant. On ne peut pas retracer l'histoire du statut de la femme égyptienne d'une manière uniforme, et l'on doit tenir compte de la différence des milieux aussi bien que de celle des époques. On est ainsi amené à reconnaître que, dans les villes, les choses se sont passées autrement qu'à la campagne ou dans les provinces. C'est là un fait d'ordre général dont le comte Pirenne a étudié ailleurs, tout récemment, les applications multiples². Dans l'article auquel est consacrée la présente analyse, voici ce qu'il en dit : « Pendant l'époque féodale... dans les villes... le commerce maintient le droit individualiste... De même que la propriété urbaine reste libre et inaliénable, de même se maintient l'égalité des sexes, comme sous le droit classique de l'Antique Empire. Dans les villes, la femme a une personnalité juridique indépendante ; veuve, elle est tutrice de ses enfants, elle conserve le droit de posséder des biens propres, tandis que dans les familles nobles elle est devenue mineure » (p. 70). Voilà ce que nous apprennent, sur la « première période inter-

1. Dans son article, déjà cité, *Les trois cycles de l'Histoire de l'Égypte ancienne*. Bruxelles, 1959, p. 147, Jacques Pirenne évoque « les fluctuations si profondes qui, trois fois de suite, ont fait connaître à l'Égypte des périodes de centralisation en droit public et d'individualisme en droit privé ». L'emploi du mot « cycle », dans le titre même de l'article, est significatif.

2. Voir les articles mentionnés plus haut, *Les villes dans l'ancienne Égypte*. Bruxelles, 1956, et *Le droit privé urbain dans l'ancienne Égypte*. Bruxelles, 1957.

État présent (1960) des études égyptologiques

médiaire » (entre l'Ancien et le Moyen Empire), les célèbres textes des hypogées de Siout. Bien plus tard, au VIII^e siècle avant Jésus-Christ, Bocchoris, pharaon « réformateur et légiste », selon l'expression d'Alexandre Moret¹, fera « triompher en Basse-Égypte le droit urbain et, avec lui, ses principes individualistes ». Ce droit ne reprendra pied en Haute-Égypte (où, notons-le en passant, il y a aussi de grandes villes, ne serait-ce que Thèbes et Abydos) que plus tard, sous la XXVI^e dynastie.

Jacques Pirenne insiste avec raison sur un troisième fait : « Le statut de la femme ne repose pas seulement sur des dispositions juridiques. Il résulte d'une ambiance » (p. 65). Mais laquelle ? Dès l'origine, une ambiance de respect et de tendresse. Respect, car la femme est la « gardienne du foyer », donnera à son mari un successeur et d'autres enfants. C'est du moins ce que l'on attend d'elle. Tendresse parce qu'aux yeux des anciens Égyptiens « la grande affaire de la vie de l'homme, c'est son mariage » (p. 66) et que, selon leurs moralistes, l'union conjugale doit être cimentée par l'amour, comme le fut, dans la légende, celle d'Isis et d'Osiris. On peut donc, avec Jacques Pirenne, définir le mariage égyptien antique comme « une association d'affection et d'intérêts » (p. 66). Même si les usages de l'époque reconnaissent aux conjoints des droits égaux, la position morale de ceux-ci n'est pas absolument équivalente. Le rôle de la femme, si important qu'il soit, est d'ordre intérieur. Son domaine est la « maison », dont elle est la « dame ». Sous l'Ancien Empire, par exemple, à une époque où elle est, en théorie, l'égale de son mari, la femme n'est jamais appelée à jouer, dans une transaction quelconque, le rôle de témoin ; « elle ne remplit — en dehors de certaines fonctions sacerdotales — aucune fonction publique » (p. 65).

Cette étude, d'une grande richesse et d'une rare pénétration, est une synthèse dont l'exactitude n'est pas, je crois, discutable. Tout au plus pourrait-on scruter à nouveau quelques points de détail, soumettre à l'auteur telle ou telle remarque, lui poser aussi deux ou trois questions. Ainsi je ne pense pas que la femme cesse d'être appelée « maîtresse de maison », sous l'Ancien Empire, à partir de la V^e dynastie (p. 68). Plus tard encore, on en a des exemples². Il faudrait étudier une fois de plus le clergé royal créé à la même époque et dont l'institution suffirait à légitimer et à expliquer l'apparition de « bénéfices » inaliénables. Le culte rendu par eux au souverain s'exerçait-il du vivant de celui-ci, ou bien avait-il, comme je le suppose, un rôle purement funéraire ? On est heureux d'être si bien informé sur le statut de la famille au cours de la période Saïte, mais on aimerait savoir quels étaient ses caractères durant la période présaïte et notamment sous la

1. *Le Nil et la Civilisation égyptienne*. Paris, 1926, où cette formule heureuse est appliquée aux souverains du Moyen Empire.

2. Ce qualificatif est d'ailleurs attesté à Sakkarah, mais non à Gîzah.

Jean Sainte Fare Garnot

XXV^e dynastie, dite « éthiopienne », dont Louis Christophe, Myriam Lichtheim et surtout Jean Leclant ont tant contribué à rendre l'histoire moins obscure. D'autres travaux récents nous ont fait connaître, en assez grand nombre, de nouveaux contrats de mariage¹. Ceux que le génial Revillout avait jadis édités et commentés, et dont le comte Pirenne tire un si bon parti (p. 76, notes 2-6) mériteraient d'être publiés et traduits encore une fois. Quel démotisant de classe (notre époque n'en manque point) voudra s'en charger?

V

Le problème de l'Exode, c'est-à-dire celui de la date à laquelle les Hébreux sortirent d'Égypte, est plus que jamais d'actualité et il en sera vraisemblablement ainsi tant que se maintiendra l'intérêt suscité par les études bibliques. De 1952 à 1960, quatre spécialistes renommés ont à nouveau traité de cette question, et les solutions que proposent le Père Couroyer et l'abbé Cazelle, d'une part, le chanoine Drioton et le professeur Montet, d'autre part, ne convergent pas absolument. On s'en rendra compte en soumettant à une nouvelle analyse non pas toutes les données du problème, mais au moins trois d'entre elles, à mon avis les plus importantes.

Si le premier *Livre des Rois* doit être cru sur parole, l'Exode a eu lieu sous la XVIII^e dynastie, au temps d'Aménophis II. Un passage de ce livre (6, 1) nous apprend, en effet, que le temple de Jérusalem fut construit, sur l'ordre de Salomon, « dans la 480^e année après la sortie des Enfants d'Israël de la terre d'Égypte² ». Connaissant la date, au moins approximative, de ce grand événement — vers 960 avant Jésus-Christ — celle de l'Exode peut être fixée, semble-t-il, mécaniquement, en additionnant les deux chiffres (480 + 960) et l'on tombe en plein règne d'Aménophis II (1450-1425, selon E. Drioton, *L'Égypte pharaonique*, Paris, 1959; 1436-1411, selon William C. Hayes, *The Scepter of Egypt*, Part II, Cambridge, 1959). Justement, c'est sous le règne d'un Aménophis que Manéthon³ plaçait l'Exode. D'autre part, les fouilles de Jéricho montrent que cette ville a été brûlée et abandonnée sous Aménophis III; John Garstang, qui en explora les ruines de 1930 à 1933, n'hésite pas à l'affirmer. Or, nous savons, par le livre de Josué⁴, que ce dernier investit Jéricho; au terme du siège, la ville fut livrée aux flammes. La localisation de l'Exode sous Aménophis II permet enfin d'obtenir, par d'autres recoupements, une chronologie biblique très satisfaisante: vers 1520 avant Jésus-Christ (Drioton), naissance de Moïse, sous Thoutmosis I^{er}, dont la fille — la grande Hatshepsout — l'aurait sauvé des eaux et adopté; vers 1480 (Drioton) ou 1490 (Hayes), fuite de Moïse au pays de Madian (à la mort de sa pro-

1. Voir Jozef M. A. JANSSEN, *Bibliographie*, n^{os} 58066, 58218, 58462.

2. *I Rois*, 6, 1 (*Bible de Jérusalem*, Paris, 1956, p. 345).

3. *Contre Apion*, I, 227-277.

4. *Josué* 6, 18-19, 24 (*Bible de Jérusalem*, p. 226).

État présent (1960) des études égyptologiques

tectrice et lors de l'avènement de Thoutmosis III, le « pharaon persécuteur »; vers 1400 (Drioton) ou 1377 (Hayes), entrée des Israélites en Canaan et prise de Jéricho. Cette théorie, séduisante et bien construite, s'accorde-t-elle avec les faits? Le Père Couroyer, dans son Édition de l'Exode (1952) et le chanoine Drioton, dans une belle communication faite au Congrès d'Archéologie et d'Orientalisme biblique¹, ont montré qu'il n'en est rien et Pierre Montet, tout dernièrement, a fait de même².

Les arguments tirés de l'archéologie ne donnent le change qu'un instant. Comme l'a rappelé opportunément André Parrot, à ce même Congrès³, les fouilles de Garstang — quels qu'aient été, en d'autres occasions, les mérites de ce savant, auquel l'Égyptologie doit beaucoup — « ont été menées suivant des méthodes tout à fait défectueuses et les erreurs faites peuvent être difficilement rattrapées par des fouilles ultérieures ». En outre, sur le site de Lakish, autre ville cananéenne que Josué captura et détruisit, on a trouvé en 1937 un texte égyptien en hiératique, inscrit sur un « ostracon », et datant sûrement de la XIX^e dynastie égyptienne⁴.

Non moins faibles apparaissent les autres arguments invoqués en faveur de la théorie énoncée plus haut. Au professeur Pierre Montet revient le très grand mérite d'avoir identifié l'Aménophis dont parle Manéthon⁵. Il ne s'agit nullement d'un roi de la XVIII^e dynastie, mais d'un grand prêtre d'Amon, contemporain de Ramsès IX et son homme de confiance, qui mit à la raison des révoltés, les « impurs », sectateurs du dieu Seth et concentrés, dans le Delta, à Avaris. Et les 480 ans qui se seraient écoulés, selon l'Exode, entre la sortie d'Égypte et la construction du temple de Jérusalem? Le chanoine Drioton, dans l'article cité plus haut, nous dit ce qu'il faut en penser. Le chiffre est « bien établi », c'est exact, par les leçons des manuscrits. Mais on a depuis longtemps fait remarquer⁶ qu'il pourrait bien n'être qu'un nombre symbolique, faisant partie de ces cadres à compartiments symétriques, en quelque sorte « préfabriqués », par quoi les Orientaux pensaient donner à l'histoire une forme intelligible et en exprimer la philosophie⁷.

1. La Date de l'Exode, *Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, n° 1. Paris, 1955, p. 36-50 et 1 planche.

2. *L'Égypte et la Bible*. Neuchâtel, 1959, p. 24-29.

3. *Revue d'Histoire et de Philosophie religieuses*, n° 1. Paris, 1955, p. 50.

4. Le grand orientaliste américain William Foxwell Albright, égyptologue et sémitisant, a montré il n'y a pas longtemps (*From Stone Age to Christianity*) que, dans la dernière couche cananéenne de la ville de Lakish (prise et détruite par Josué, *Josué*, 10, 31-32, *Bible de Jérusalem*, p. 231-232), il y avait des antiquités égyptiennes de la XIX^e dynastie, notamment un ostracon hiératique.

5. P. MONTET, Le roi Aménophis et les Impurs, *Revue des Études anciennes*, 1940, p. 263-269; *Le drame d'Avaris*. Paris, 1941, p. 173-177.

6. B. COUROYER, *L'Exode*. Paris, 1952, p. 11.

7. E. DRIOTON, *art. cité*, p. 41.

Jean Sainte Fare Garnot

Ainsi dans *Matthieu*, I, 17, la généalogie de Jésus est partagée en trois sections égales de quatorze générations : l'une d'Abraham à David, la seconde de David à la déportation de Babylone, la troisième de la déportation à la naissance de Jésus. Dans le cas qui nous occupe ici, l'espace de 480 ans correspond à douze générations de grands prêtres de quarante ans chacune. En situant l'Exode 480 ans avant la construction du Temple, on plaçait douze générations de grands prêtres entre l'érection du Tabernacle au désert, préfiguration du Temple, et la réalisation de ce Temple, de même que l'on comptait douze autres générations, soit le même laps de temps de 480 ans, entre la construction du Temple et sa restauration par Zorobabel¹. On ne saurait mieux dire : une chronologie établie dans ces conditions n'a qu'une valeur toute relative ; privé de sa base, le calcul dont on a parlé plus haut ne se justifie plus.

On comprend alors pourquoi, de nos jours, la théorie qui plaçait l'Exode sous la XVIII^e dynastie n'a plus guère de partisans². Encore faut-il attirer l'attention sur d'autres de ses points faibles. En voici un dont il est indispensable de tenir compte. Le récit de *Exode* place l'habitat des Hébreux dans la terre de Goshen, c'est-à-dire en plein Delta oriental³, et à proximité de la résidence royale. Or, les souverains de la XVIII^e dynastie avaient fait de Thèbes leur capitale, se sont intéressés, d'ailleurs, à Memphis, mais n'ont jamais séjourné dans le Delta de l'Est. Sur les sites fameux où leurs devanciers érigeaient, en si grand nombre, temples et statues, leur nom n'a laissé aucune trace.

Une autre théorie, qui situe l'Exode en pleine époque Ramesside (XIX^e dynastie), est aujourd'hui en faveur, et cela se comprend. Il en existe au moins deux variantes. La sortie d'Égypte aurait eu lieu, soit sous Ramsès II (B. Couroyer, H. Cazelle), soit sous Mineptah (B. Grdseloff, P. Montet et, avec quelques réserves, E. Drioton). Étudions d'abord les données de base, que nous fait connaître la Bible. Le Livre de l'Exode nous apprend notam-

1. E. DRIOTON, *art. cité*, p. 41. L'auteur ajoute : « On peut même soupçonner que la durée de 430 ans attribuée au séjour des Hébreux en Égypte (*Exode*, 12, 40) est commandée par le même système artificiel : complétée, en effet, par les cinquante ans d'intervalle nécessaires entre la construction de l'autel de Bethel par Jacob et la descente de celui-ci en Égypte, elle mettrait le même espace de 480 ans, soit douze autres générations, entre l'édification de ce premier autel et l'installation du Tabernacle. »

2. Elle a trouvé cependant un avocat de la dernière heure. Se fondant sur un texte de Flavius Josèphe, d'une part (*Antiquités judaïques*, 11, 15, 2), où il est dit que les Hébreux quittèrent l'Égypte « au mois de Xanthicos, à la néoménie, dans la 430^e année après l'arrivée de notre patriarche Abraham en Canaan et la 215^e après que Jacob se fût rendu en Égypte » (traduit par E. DRIOTON, *art. cité*, p. 36-37), et sur des calculs astronomiques, d'autre part, M. Jean de Miceli a soutenu récemment, dans une brillante conférence (8 octobre 1960, Paris), que le Pharaon de l'Exode doit être identifié avec Thoutmosis II.

3. Cf. Jean YVOTTE, article *Goshen*, dans *Catholicisme*. Encyclopédie dirigée par G. Jacquemet, t. IV, 1957, p. 112-113 ; P. MONTET, *L'Égypte et la Bible*. Neuchâtel, 1959, p. 57-59.

État présent (1960) des études égyptologiques

ment trois choses. D'abord que les Hébreux bâtirent « pour Pharaon, les villes-entrepôts de Pithom et de Ramsès » (I, II). Le second de ces deux noms fait songer aussitôt aux pharaons de la XIX^e dynastie. Ensuite que, pendant le séjour de Moïse au pays de Madian (et ce séjour aurait été prolongé), « le roi d'Égypte mourut » (I, 23). Le Pharaon de l'Exode n'est donc pas celui qui obligea les Hébreux à construire Pithom et Ramsès. Enfin que Moïse était très âgé lorsqu'il demanda à ce souverain de laisser les Hébreux sortir d'Égypte (7, 7). Le règne du Pharaon persécuteur aurait donc été un long règne. Compte tenu de ces faits, l'idée qui vient d'elle-même à l'esprit est celle dont, en 1849, Richard Lepsius s'est constitué l'avocat et que, plus tard, Flinders Petrie contribua à répandre. La persécution des Hébreux daterait de Ramsès II et la sortie d'Égypte aurait eu lieu sous son fils Minéptah. La ville de Ramsès, que mentionne le Livre de l'Exode, est évidemment Pi-Ramsès. Que l'on place le site de cette ville à Tanis (P. Montet) ou à Qantir (W. C. Hayes, Labib Habachi), dans le Delta oriental, il s'agit, dans tous les cas, d'une fondation de Ramsès II. Or, la résidence préférée de ce souverain, tout le monde le sait, n'était autre que Pi-Ramsès. « Quel est donc le Pharaon, écrit Pierre Montet¹, qui, après un règne long et glorieux, eut pour successeur un roi beaucoup plus faible, sous lequel ce qui avait paru impossible auparavant sembla à la portée de la main? Il n'y en a qu'un pendant tout le Nouvel Empire. C'est Ramsès II, qui régna soixante-sept ans et imposa à ses adversaires une paix qui, dans la seconde partie du règne, ne fut plus troublée. Merenptah n'eut pas autant de chance et l'invasion libyenne qui mit en l'an V l'Égypte à deux doigts de sa perte était, pour les fils d'Israël, une occasion inespérée. » Et l'auteur du *Drame d'Avaris* dit encore : « Si nous avons convenablement interprété la stèle de Merenptah², il est clair que les fils d'Israël se trouvaient encore en Égypte en l'an V de ce roi. Sans doute n'y étaient-ils plus pour longtemps. Moïse et Aaron estimaient qu'après une victoire obtenue de justesse la puissance de leurs oppresseurs n'était plus ce qu'elle était et qu'ils ne pourraient sérieusement s'opposer à leur départ. » Ainsi donc, selon Pierre Montet, la sortie d'Égypte aurait eu lieu entre l'an V et l'an X (le dernier) de Mineptah³. Voilà une explication séduisante et plausible ; on est tenté de s'y rallier, comme l'ont fait d'autres grands savants. Le chanoine Drioton, par exemple, attire l'attention sur « un autre témoin de la tradition juive⁴ », le Psaume 78⁵, où les miracles accom-

1. *L'Égypte et la Bible*, p. 26.

2. Stèle dite d'Israël, trouvée à Thèbes, par Flinders Petrie, dans les ruines du temple funéraire de Minéptah. Elle est aujourd'hui au musée du Caire et a été publiée, notamment, par Pierre LACAU, *Stèles du Nouvel Empire*, 2^e fascicule, n° 34025 et 1 planche.

3. *Id.*, *ibid.*, p. 32.

4. *Id.*, *ibid.*, p. 30 et 32.

5. *Art. cité*, p. 49.

plis par Yahweh au bénéfice des Hébreux sont localisés, par deux fois (versets 12 et 43), « aux champs de Tanis ». « Il semblerait, dit Étienne Drioton, que les recherches entreprises à Tanis, résidence du pharaon de l'Exode d'après le Psaume 78, et qu'une interprétation plus serrée de la stèle d'Israël font, en attendant que le résultat des fouilles de Garstang à Jéricho soit mieux tiré au clair, pencher plus fortement la balance en faveur de l'opinion qui place l'Exode sous le règne de Mineptah¹. » Et pourtant, si impressionnante que soit, par sa rigueur et sa logique, la démonstration citée plus haut², la question n'est pas tranchée, le problème, à mon avis du moins, reste posé.

Une autre variante de la théorie « Ramesside » a ses défenseurs : ceux-ci datent l'Exode du règne de Ramsès II. A l'appui de leur hypothèse, quelles raisons peuvent être invoquées, et que valent ces raisons ?

Le nom d'Israël n'est mentionné qu'une seule fois dans toute la littérature égyptienne antique, sur une stèle triomphale, commémorant la victoire remportée par Minéptah, en l'an V, sur les envahisseurs libyens³. Voici la traduction, par le professeur Montet, du passage où ce nom figure : « Parmi les Neuf Arcs, pas un ne lève la tête. — *Tehenou* (un des peuples de Libye) est soumis. — *Le Khatti est en paix*. — *Canaan est capturé avec tout ce qu'il a de mauvais*. — *Ascalon est déporté*. — *On s'est saisi de Gezer*. — *Yenoam est comme si elle n'était pas*. — *Israël est rasé et n'a plus de semence*⁴. — *Le Kharrou est comme une veuve de l'Égypte*⁵. » On a beaucoup discuté sur ce texte. Décrit-il des faits réels ou imaginaires ? Dans quelle perspective — historique ou symbolique — doit-on le situer ? Selon Pierre Montet, Mineptah n'a jamais fait campagne en Palestine. « On ne se pose pas la question, dit-il, de savoir si Thoutmose III a vraiment conquis la Syrie dans toute sa longueur et atteint l'Euphrate, s'il est vrai que Sétî I^{er} a durement châtié les peuples de la Palestine méridionale qui s'agitaient, que Ramsès II s'est heurté à Qadesch à une coalition gigantesque. Les textes qui relatent ces événements enregistrent le départ de l'armée, sa marche en avant, les rencontres décisives, le retour triomphal. Ici, rien de pareil. On se contente d'exprimer un état de fait. Le Khatti fidèle à ses traités est resté tranquille. Les groupes ethniques qui sans doute avaient manifesté des intentions belliqueuses et étaient prêts à la curée se sont bien gardés de bouger quand ils ont su la

1. *Art. cité*, p. 49.

2. *Art. cité*, p. 49, *in fine*.

3. C'est la stèle citée plus haut.

4. *L'Égypte et la Bible*, p. 30. « Le mot *prt*, écrit Pierre Montet, a deux sens en égyptien *W. AE. S.*, I, 550) : grain pour l'ensemencement et postérité ; SPIEGELBERG, *Der Siegeshymnus der Merenptah*, *Z. AE. S.*, XXXIV (1896), 1-25, traduit par céréales et comprend que les fils d'Israël en s'enfonçant dans le désert devaient périr à bref délai. » Cette seconde interprétation est indéfendable. Tout d'abord, à l'époque où fut gravée la « stèle d'Israël », il y avait longtemps que les Hébreux n'étaient plus dans le désert. D'autre part, le sens figuré : « postérité » est fort bien attesté, pour le mot *pr*, t, dès le début de la XVIII^e dynastie.

5. *L'Égypte et la Bible*, p. 30. Cf. E. DRIOTON, *art. cité*, p. 44.

État présent (1960) des études égyptologiques

défaite des Libyens¹. » Le chanoine Drioton est de cet avis. « La conclusion du poème sur la défaite des Libyens, dit-il, en décrit les conséquences : les peuples de l'Asie voisins de l'Égypte sont, par contre-coup, frappés de terreur et leur soumission à l'Égypte s'en trouve singulièrement renforcée... on a quelquefois vu dans cette description une allusion à une campagne de Minéptah en Palestine. C'est l'opposé qui est vrai : le texte veut dire que toute guerre est désormais sans motif dans ces régions. La paix y règne grâce au prestige de l'Égypte rétabli par l'écrasement même des Libyens². » En revanche, Étienne Drioton et Pierre Montet ne sont pas d'accord sur la date de l'Exode. A en croire le premier, les Hébreux quittèrent l'Égypte avant l'an V de Minéptah ; on aurait, dans la stèle d'Israël « une mention, non pas de la persécution, mais du départ d'Israël³ ». Suivant Montet, au contraire : « Les fils d'Israël se trouvaient encore en Égypte en l'an V de ce roi⁴ ». Ces deux choix soulèvent des objections dont j'ai essayé, sans succès, de venir à bout. Comment admettre, en effet, que dans une liste consacrée — le premier nom (Tehenou) excepté — à l'Asie, la stèle de Minéptah nomme les Israélites qui, dans l'hypothèse admise par Drioton, n'y résidaient pas encore ? Et s'ils venaient, en l'an V de Minéptah, de s'y établir, comment se pourrait-il qu'ils aient quitté l'Égypte sous ce roi, dont le règne était à peine commencé ? La tradition biblique fixe à quarante ans la durée du séjour au Sinaï⁵. Ce chiffre doit être interprété ; il n'a certainement qu'une valeur relative, et symbolique. On peut, toutefois, en retenir quelque chose ; entre l'Exode proprement dit et l'installation d'Israël en Canaan, il s'écoula beaucoup de temps. Rien n'est plus naturel ; le voyage à accomplir était long, difficile et, en Palestine même, on sait que les Hébreux se heurtèrent à des obstacles multiples. Dès lors, Minéptah, qui régnait depuis quatre ans lorsque fut gravée la « stèle d'Israël », ne peut avoir été le Pharaon de l'Exode.

Les objections tombent si l'on suppose, avec le Père Couroyer et l'abbé Cazelle⁶, que l'événement eut lieu sous Ramsès II. A quel âge mourut le roi d'Égypte dont la fille recueillit et éleva Moïse, la Bible n'en souffle mot. Elle peint son successeur comme un homme « têtue » (*Exode*, 7, 14), nullement comme un homme « faible ». Une difficulté, toutefois, se présente, qu'Étienne Drioton énonce en ces termes : « Voir dans Séthi I^{er} le pharaon persécuteur... c'est se heurter pour l'ajustement de la chronologie, à la mention de la

1. *L'Égypte et la Bible*, p. 31.

2. *Art. cité*, p. 43-44.

3. *Art. cité*, p. 45.

4. *L'Égypte et la Bible*, p. 32.

5. Voir plus haut.

6. Henri CAZELLE, article *Moïse*, dans *Supplément au Dictionnaire de la Bible*, t. V. Paris, 1957, col. 1324-1325.

J. Sainte Fare Garnot — État présent des études égyptologiques

construction de Ramsès, qu'il est impossible, et contraire à l'évidence archéologique, d'attribuer, comme cela deviendrait nécessaire, à Ramsès I^{er}. Cette difficulté n'est qu'apparente, et ne résiste pas à l'examen. De tous les Ramessides, Ramsès II, assurément, est celui dont les monuments sont, dans le Delta oriental, les plus nombreux. Mais « Ramsès » — dont il n'est pas absolument certain qu'elle se confonde avec Pi-Ramsès¹ — peut avoir été bâtie sous Séthi I^{er}, dont Ramsès lui-même fut quelque temps corégent. Cette remarque est de Jean Yoyotte²; je la trouve décisive. D'autres Ramessides ont élevé des constructions dans le Delta; à Qantir, on a découvert une porte de pierre, inscrite au nom de Séthi I^{er}, parmi d'autres ruines, datant de Ramsès II qui, sur ce site, s'était fait bâtir un palais. D'autre part — le Père Couroyer l'a fait observer en 1952 — « la conquête de Canaan par les Israélites suppose une époque où le contrôle égyptien sur la Syrie-Palestine s'affaiblit avant de disparaître et où les Hittites ne peuvent plus utiliser cette décadence pour s'étendre vers le sud. Or, l'emprise égyptienne se relâche précisément à la fin du règne de Ramsès II³ et l'empire hittite s'écroule à la fin du XIII^e siècle⁴ ». Il n'est nullement surprenant qu'à son tour, en 1957, l'abbé Cazelle ait écrit : « Tout concorde... pour faire de Séthi I^{er} le Pharaon oppresseur, et c'est donc au début du règne de son successeur que Moïse revient à la cour d'Égypte⁵. »

Jean SAINTE FARE GARNOT,
Professeur à la Sorbonne.

1. Il est impossible de plaider l'identité des deux villes avec plus de science et de talent que ne l'a fait Pierre Montet, en divers endroits et tout récemment encore dans *L'Égypte et la Bible*, p. 54-55. Mais il subsiste deux objections, les voici : 1° les noms géographiques égyptiens dont le premier élément est le substantif *pr* ne s'abrègent jamais (par chute de ce premier élément). Pourquoi la seule ville de Pi-Ramsès ferait-elle exception à la règle? 2° La Bible nous dit (*Exode*, 1, 11) que les Hébreux bâtirent pour Pharaon « les villes-entrepôts de Pithom et de Ramsès ». Pourquoi les rédacteurs du livre de l'*Exode* n'ont-ils pas dit « les villes entrepôts de Pithom et de Piramsès », puisque ces composés en *pr*-, premier élément, leur étaient connus? Et, d'ailleurs, la Tanis de Séthi I^{er} et de Ramsès II, si elle contenait, naturellement, des magasins, n'avait rien d'une « ville-entrepôt ».

2. Communication orale. Au contraire, me dit Yoyotte, il existait une localité appelée « Ramsès-la ville » (R^{ms-s(w)-p'-dml}), dont le nom a fort bien pu s'abrèger en *Ramsès*, la chute ou le raccourcissement du second élément, dans les mots composés, étant assez fréquente.

3. N'oublions pas cependant qu'au début du règne aussi les Égyptiens connurent, en Asie de grosses difficultés.

4. *L'Exode*, introduction.

5. *Art. cité*, col. 1325. La présente étude était déjà mise en pages lorsque nous avons appris la mort de deux grands égyptologues, le Français Étienne Drioton (1889-1961), ancien directeur du Service des Antiquités de l'Égypte, et le Tchèque František Laxa (1875-1960), démotisant de haute valeur.

Problèmes de la Passion d'après deux études récentes¹

Sur de tels sujets, d'importance historique autant que religieuse, on pourrait penser que « tout a été dit », sinon depuis près de deux mille ans qu'il y a des croyants qui reconnaissent en Jésus le Christ, Sauveur et Fils de Dieu, au moins depuis plus d'une centaine d'années — précurseurs non compris — que les méthodes critiques entrées en usage se perfectionnant et s'aiguissant de jour en jour, un nombre croissant d'exégètes les ont appliquées à l'étude des textes fondamentaux, qui sont les récits évangéliques — des quatre Évangiles canoniques.

Mais ce serait là une impression superficielle et fausse. En pareil cas, il n'y a pas de résultats définitifs, pas d'arrêt ni de fin dans le cheminement vers plus de compréhension, de pénétration, de lumière et de vérité. Par ses efforts, ses recherches multipliées, l'exégèse néo-testamentaire, d'accord pour reconnaître aux récits de la Passion une importance primordiale, progresse pas à pas. Il faut tenir compte de ce fait qu'en raison de la nature même des textes qu'elle étudie, elle est amenée à formuler des hypothèses, dégager des probabilités plutôt que des certitudes ; et de cet autre fait que l'optique des exégètes est loin d'être la même — quelle que soit leur probité intellectuelle — selon qu'ils sont croyants ou incroyants, catholiques ou protestants ou israélites ou libres penseurs : d'où une extrême diversité de tendances et de nuances dans leurs travaux. Ainsi la Passion de Jésus-Christ reste un thème inépuisable et d'une actualité permanente, même sur le plan scientifique. Les deux études récemment parues, qui vont être ici analysées, en sont la meilleure preuve.

1. X. LÉON-DUFOUR, S. J., *Passion* (Récits de la), dans *Supplément au Dictionnaire de la Bible*, t. VI, col. 1419-1492. Paris, 1960 ; Paul WINTER, *On the Trial of Jesus*, vol. I des *Studia Judaica* (publiés sous la direction d'Ernst Ludwig EHRLICH). Berlin, W. de Gruyter, éd., 1961, in-8°, 216 p.



La première, due au R. P. Xavier Léon-Dufour, est un article de dictionnaire, donc avant tout un instrument de travail, et, par sa méthode, son bel ordre, la richesse de son érudition, ses multiples indications bibliographiques, elle répond pleinement aux exigences d'un tel office. En soixante-douze grandes colonnes d'un texte très dense et d'une typographie serrée, l'auteur a voulu présenter une mise au point, fortement et minutieusement charpentée, de tous les problèmes posés par les récits évangéliques de la Passion : difficile mise au point, mais d'autant plus précieuse qu'on peut la considérer comme le dernier état de la science catholique en la matière, la plus délicate qui soit pour elle, étant réellement au cœur de la foi chrétienne. A cet égard, sans ignorer les limites tracées par les directives conciliaires ou pontificales — notamment l'Encyclique *Divino afflante Spiritu*, de 1943 —, il faut reconnaître qu'elles laissent néanmoins à l'exégète une assez grande latitude quant à l'indispensable critique des textes sacrés, ce dont témoigne le savant travail du R. P. Léon-Dufour.

L'un des principaux mérites de ce travail est d'être méthodiquement divisé, classé, articulé, ce qui en facilite l'utilisation. Après une Introduction assez courte, rassemblant les quelques « données de la critique externe » — sources non chrétiennes, sources chrétiennes en dehors des récits de la Passion —, l'étude de ces récits est divisée en trois parties. La première, de beaucoup la plus ample (54 colonnes, 1424-1479), traite de la « Formation littéraire des récits évangéliques » ; elle est ainsi conçue : « Les trois premières sections de cette partie s'efforcent de déterminer le genre et la teneur du « récit » primitif ; la quatrième tente d'assister à la genèse des quatre recensions évangéliques à partir du récit primitif. Ainsi on répondra aux deux problèmes majeurs qui sont posés au critique : quelles relations unissent et de quelles sources communes dérivent les recensions actuelles, à la fois ressemblantes et différentes de la Passion ? — quels sont les milieux de formation, les motifs de conservation des petites unités, des complexes et de l'ensemble du récit ? » Chacune des sections ainsi constituées comporte à son tour de nombreuses subdivisions ; exemple : quand l'auteur en vient à étudier « les motifs de formation des unités évangéliques », il distingue successivement « motif dogmatique », « motif liturgique », « motif apologétique », « motif parénétique », introduisant pour chacun d'eux de nouvelles subdivisions, par où se manifeste l'intention louable de ne laisser de côté aucun des multiples aspects du problème de la critique littéraire, celle-ci entendue dans le sens le plus large. En revanche, la critique historique qui lui succède est moins bien servie ; la deuxième partie, intitulée « Historicité des récits évangéliques », ne s'étend que sur neuf colonnes (1479-1488) ; elle comprend deux sections : « La première... s'efforce de donner les principes et les solutions pour l'ensemble du récit de la Passion ; une seconde section présentera l'état actuel

Problèmes de la Passion

des réponses apportées à divers problèmes majeurs de critique historique », tels que les « *questions de chronologie* », « *le procès de Jésus* », ou plutôt les procès, « *les supplices endurés par Jésus* », y compris les outrages. A ces deux grandes parties, très inégalement partagées, vient s'ajouter une troisième et dernière partie sous le titre de « *Conclusion doctrinale* », dont le sens est moins clair : il s'agit, explique l'auteur, de « *suggérer les applications qui découlent immédiatement des écrits comme tels* », définition qui n'est pas non plus d'une parfaite clarté. On y voit plus clair en notant que la section principale de cette troisième partie pose le problème de « *la responsabilité de la mort de Jésus* », distingue les diverses solutions entre lesquelles se partagent exégètes et historiens, et se termine par « *l'examen des événements* »... « *du point de vue de la foi chrétienne* ».

Par cette simple et sèche énumération, on peut déjà se rendre compte de l'importance du travail du P. Léon-Dufour, de sa structure générale, de ses lignes maîtresses, de la valeur relative — et inégale — reconnue aux deux aspects essentiels du problème, critique littéraire, critique historique. Les termes mêmes dont l'auteur use pour définir sa tâche — « *s'efforcer* », « *tenter* », « *suggérer* » — montrent qu'il en a pleinement mesuré les difficultés.

Comment faire le bilan d'une telle entreprise? Nous aussi mesurons pleinement les difficultés — matérielles surtout — de notre tâche de « *reviewer* », nous ne pouvons que nous « *efforcer* », « *tenter* » de renseigner le lecteur, et d'abord en relevant certaines des positions prises par l'auteur, des conclusions auxquelles il aboutit, les plus personnelles ou les plus typiques, sinon toujours les plus neuves, sur les principaux problèmes posés.

Cela peut se faire en notant quelques formules, souvent bien frappées, de page en page. « *Le drame [de la Passion] est le couronnement d'une existence qui a soulevé à la fois l'enthousiasme et la haine.* » — Les récits évangéliques : « *Une histoire sainte écrite pour susciter et pour aider la foi.* » — La critique s'impose, « *même si les résultats demeurent toujours grevés d'un caractère hypothétique* ». — Le récit primitif : « *Il semble certain (deux mots qui jurent d'être ensemble) que « le culte » dut favoriser l'élaboration première du récit de la Passion* » — on reconnaît ici l'influence de la *Formgeschichtliche Schule*. — Genèse des récits évangéliques : « *Aucun souci de faire œuvre d'historien au sens moderne du mot... Les faits sont d'habitude présentés théologiquement... Les événements de la Passion doivent leur intérêt et leur sens à la Résurrection vers laquelle ils tendent* » ; « *la tradition s'est formée à la lumière des chants du Serviteur de Dieu qu'on peut appeler le Protévangile de la Passion* », d'accord sur ce point avec J. Jeremias. — Motifs de formation, apologétique notamment : « *En gros, les Juifs sont de plus en plus accusés, les Romains de plus en plus excusés... probablement en raison de la conjoncture apostolique de l'Eglise qui se tournait vers les païens* » ; « *l'incrédulité tenace des Juifs, constatation d'ordre théologique et*

non sommet d'un déroulement psychologique ». — Rapports littéraires entre les recensions : cette section présente l'étude la plus fouillée et la plus personnelle (elle fait suite à des travaux antérieurs). Le P. Léon-Dufour refuse de « se laisser enfermer dans la fallacieuse alternative selon laquelle Joa. aurait voulu compléter ou supplanter les Synoptiques » ; de ses confrontations minutieuses, il conclut (avec Schniewind) qu'« il y a sûrement une tradition Joa-Luc qui se distingue de la tradition Matth.-Marc », tradition « élaborée » à partir d'un « récit primitif », oral ou écrit ; pour ce qui est des deux premiers évangiles, contrairement à l'opinion la plus répandue, il s'attache à démontrer « l'indépendance littéraire de Matthieu » par rapport à Marc ; Matthieu et Marc seraient « deux recensions d'un même récit plus ancien, l'une plus sémitisante (Matthieu), l'autre romaine (Marc) ». — Analyse littéraire des recensions : « A l'origine des recensions actuelles, il y a le souvenir d'un triple fait : Calphe et les sanhédrites complotèrent contre Jésus ; — la foule sympathisait avec Jésus ; — Judas a trahi son maître. » — Récit de l'arrestation : « Il semble bien que la notation johannique a valeur historique ;... en effet, rendant les Romains responsables de l'acte, elle va en sens inverse de la tendance dominante. » Pour la suite également, d'accord avec la plupart des critiques, l'auteur donne la préférence au récit johannique, tout en s'efforçant de l'harmoniser avec les autres ; il ne croit pas qu'on puisse « se fonder sur un texte aussi heurté [que celui de Marc] pour affirmer qu'il y eut deux séances du sanhédrin » ; cependant « les deux traditions ne s'excluent pas », elles « impliquent la séquence suivante des épisodes : durant la nuit, bref interrogatoire chez Hanne, outrages — vraisemblablement dans le corps de garde —, reniement ; au petit jour l'unique comparution devant le Sanhédrin ». Réponses de Jésus à l'interrogatoire : « La formulation matthéenne semble préférable » à la marciennne. Jésus répond à la manière prophétique... et donne le vrai sens de sa réponse : je suis le Fils de l'homme, le juge annoncé par Daniel, et vous le verrez sans tarder. » — Y eut-il réellement procès juif et condamnation à mort ? Si « Matthieu-Marc ont donné à la comparution l'allure d'un simulacre de procès, c'était dans la ligne de la perspective apologétique antijuive ordinaire ». — Devant Pilate, « les accusateurs semblent avoir été originairement les grands-prêtres » ; l'épisode Barabbas, « petite histoire interpolée dans le récit en une second phase de la tradition », illustrant ses deux tendances, l'une « à décharger les Romains et à charger les Juifs », l'autre « à mettre en évidence l'innocence de Jésus » ; le jugement de Pilate a « la valeur juridique d'une condamnation », le procureur « ne s'est pas contenté de sanctionner la condamnation qu'avait portée le sanhédrin ». — La crucifixion : trois recensions distinctes, Matth.-Marc, Luc, Joa. ; l'auteur reconnaît la valeur « des excellentes traditions lucaniennes », notamment quant elles montrent, « parmi les Juifs, le peuple qui compatit à la mort de Jésus ». — Quand il en vient à la critique historique, le P. Léon-Dufour, se référant aux travaux du P. A. Bea — aujourd'hui cardinal Bea —, tient à affirmer qu'elle doit tenir compte

Problèmes de la Passion

non seulement des données de l'Histoire, mais aussi des résultats de la critique littéraire. La foi inspire les récits évangéliques, « elle n'est pas négatrice, mais médiatrice de l'histoire », elle est « essentiellement historique ». « La science historique vient opportunément » montrer la réalité de certains faits relatés. On doit relever cependant quelques discordances : « Il est très peu vraisemblable qu'un procès ait pu avoir lieu juridiquement la nuit, que les grands prêtres se soient personnellement adonnés à des outrages contre Jésus, qu'ils se soient rendus eux-mêmes au Calvaire. » Dans d'autres cas, la solution « est moins aisée, ainsi pour l'épisode de Barabbas dont la coutume est mal attestée, ou pour le comportement de Pilate qui semble jurer avec les données de l'histoire ». — Partant du fait que la Passion a été interprétée à la lumière des chants du Serviteur et des psaumes du Juste, l'auteur pose la question de savoir si cette interprétation est le fait de la communauté ou si elle dérive des enseignements et du comportement de Jésus, et (avec J. Jeremias) il prend nettement parti pour la deuxième réponse : oui, Jésus a eu conscience « d'être le Serviteur de Dieu ». — Par ailleurs, « les traditions qui tendront à charger les Romains et à décharger les Juifs détonnent suffisamment dans la communauté primitive pour mériter sérieuse considération » du point de vue historique — arrestation par les Romains, le peuple juif devant la Croix. — Question chronologique : le P. Léon-Dufour ne se rallie pas à l'hypothèse formulée par M^{lle} Jaubert d'après le calendrier de la secte de Qumrân ; « les événements ont fort bien pu se passer en un court laps de temps : vers la fin de la soirée, Jésus est arrêté par une troupe romaine que guident des indicateurs juifs. Pilate semble donc avoir décidé l'affaire d'accord avec les Juifs... Jésus est remis au grand prêtre en vue d'information complémentaire sur l'agitateur Jésus. La consultation dut précéder de peu la comparaison juridique devant Pilate. » — Sur la question de la compétence du Sanhédrin, conclusion prudente et judicieuse : « En l'état actuel des recherches..., on ne peut affirmer que le Sanhédrin ne pouvait pas exercer le *jus gladii*. Pilate n'est donc pas un simple exécutant de la condamnation que les Juifs auraient portée ; ce qui ne signifie nullement que les autorités juives n'aient pas été à l'origine de la condamnation par Pilate ; il y eut coopération... » — Conclusion générale sur le problème des responsabilités. « Du point de vue naturel », Pilate « est objectivement coupable », « il ne devait pas céder à la pression des autorités juives », il a été injuste « par lâcheté ou négligence ». Mais la culpabilité principale « appartient à Caïphe et à sa clique de grands-prêtres, car ce sont eux qui ont livré Jésus à Pilate ». Encore un souci de justice pousse-t-il l'auteur à « nuancer » cette culpabilité. Et s'il affirme que « les Pharisiens ont sûrement leur responsabilité dans l'affaire », il reconnaît qu'« on ne peut attribuer de « culpabilité collective » au peuple contemporain des événements », à l'exception de « ceux qui se laissèrent soudoyer par les autorités ». Mais, « du point de vue de la foi chrétienne », comment comprendre les textes évangéliques, leur tendance « à

solidariser le peuple et les chefs » dans « la responsabilité du drame » ? Réponse : « Il faut examiner la situation du christianisme naissant », l'opposition croissante entre l'Église et la Synagogue : « en n'adhérant pas au Christ, le peuple juif dans son ensemble paraît se solidariser avec ceux qui rejetèrent Jésus et le crucifièrent. » Les Juifs dans S. Jean, « ce sont les incrédules de tous les temps », mais « cette façon de parler... donne la dimension exacte du mystère de la responsabilité de la mort du Christ ». « Le risque est grand de confondre la figure et la réalité, mais, sous prétexte de mieux atteindre celle-ci, il ne faut pas supprimer celle-là. »

Nous nous sommes jusqu'ici abstenus de tout commentaire, pour mieux respecter la pensée de l'auteur. Il va de soi qu'elle est dans l'ensemble infiniment plus subtile et plus nuancée ; les citations données (si nombreuses soient-elles, mais arbitrairement découpées) ne peuvent dispenser de recourir au texte ; elles doivent y inciter au contraire. Il va de soi également qu'un texte de ce genre, portant sur de tels problèmes, prête à la critique ; à cet égard, et quelle que soit la valeur d'une telle synthèse, on n'a que l'embaras du choix, mais il faut choisir et, autant que possible, choisir ce qui nous paraît essentiel. Or, sans méconnaître l'importance des résultats de la critique littéraire, l'essentiel en pareil cas nous paraît être les données de l'Histoire, ici par trop estompées. La Passion de Jésus est un événement historique, plongé dans un certain contexte historique, dont on ne peut pas ne pas tenir le plus grand compte : « à vrai dire, ai-je écrit par ailleurs¹, le seul cas (dans les Évangiles) où l'historien dispose d'autres données que les données scripturaires... Les personnages principaux du Procès, celui dont dépendait la vie ou la mort de Jésus, le procureur de Judée Ponce Pilate, les grands prêtres [Hanne], Kaiphe, sont connus de l'Histoire. Il y a tout le contexte historique de cette époque en Judée, à Jérusalem : l'oppression romaine, la forte résistance du peuple juif et d'une élite juive ; les institutions, le mécanisme judiciaire du protectorat, celui du Sanhédrin juif, les mises en croix, les lapidations, l'état social et religieux, la caste dirigeante assez méprisante, l'opposition des tendances et des sectes — et les mœurs et les mentalités violemment contrastées ». Impossible d'étudier le cas de Jésus en faisant abstraction — ou presque — de toutes ces données. Bien plus, impossible de faire la critique littéraire des récits évangéliques, depuis l'élaboration du récit primitif jusqu'à l'établissement définitif des quatre recensions devenues canoniques, sans tenir compte d'un autre contexte historique, l'évolution de la situation respective des Juifs et des chrétiens dans l'Empire romain pendant ces quelque cent années. Le P. Léon-Dufour répondra qu'il en a tenu compte, et c'est vrai, mais dans une trop faible mesure. Dira-t-il que la place lui était mesurée ? Ce n'est pas moins vrai, mais

1. Dans *Genèse de l'antisémitisme. Annexe, Brève défense de « Jésus et Israël »*, p. 349.

Problèmes de la Passion

alors pourquoi consacrer près d'une soixantaine de lignes à un document dont l'inconsistance saute aux yeux — la lettre syriaque de Mara Bar Serapion —, et huit lignes seulement au Pilate de l'histoire, vu par Josèphe, « historien tendancieux », sans mentionner Philon, contemporain de Pilate (et de Jésus), qui n'est pourtant pas un témoin négligeable ? Il est juste de relever dans les récits évangéliques quelques invraisemblances dont la plus frappante — elle est notée en passant — paraît bien être le comportement de Pilate, mais, sur ce point — si important au regard de la tradition chrétienne — l'auteur est d'une discrétion, d'une prudence exemplaires : « De toutes façons, écrit-il, l'historien doit se garder de conclure trop vite à la non-historicité de menus faits, car, si leur récit fut transmis pour certains motifs, il est difficile de prouver qu'aucun événement ne lui est sous-jacent (voilà qui mène loin...). Ainsi pour le songe de la femme de Pilate, le lavement des mains de Pilate... Même si un léger doute demeure, il n'affecte aucunement l'historicité substantielle du récit. » La critique littéraire concourt d'ailleurs à dissiper ce « léger doute » : « L'insertion de certaines scènes permet une meilleure intelligence du récit... Les traditions particulières de Matthieu... sur la femme de Pilate aident à mieux vivre le drame qui se joue ». Ainsi l'on arrive à reprendre d'une main ce qu'on a donné de l'autre. D'une part on reconnaît que « la crainte d'un soulèvement du peuple amène le Sanhédrin à ruser pour s'emparer de Jésus », d'autre part on n'hésite pas à écrire que « Pilate..., cédant à la pression des autorités juives et du *peuple soulevé* (c'est moi qui souligne), fait crucifier Jésus ». D'une part on donne la préférence au récit johannique, d'où le peuple est totalement absent, ne figurant devant le prétoire que les grands prêtres et « οἱ ὑπηρέται » — leurs agents, policiers ou huissiers du Temple —, d'autre part on fait grand état de la science linguistique qui « permet de redonner pleine valeur au témoignage de Matthieu » ; et aussitôt après on souligne la marge qui sépare les évangiles canoniques des apocryphes, alors que « les traditions particulières à Matthieu sur la femme de Pilate » ne s'apparentent qu'aux apocryphes. Pas un mot du redoutable verset matthéen XXVII 25 « Son sang sur nous et sur nos enfants... » dont la littérature chrétienne a fait un tel usage, un tel abus, d'Origène à Daniel-Rops, au mépris de cette autre donnée historique : la profondeur du sentiment antiromain dans les masses populaires de Judée. Et comment ne pas céder au souci d'harmonistique ? Au sujet des séances du Sanhédrin, le P. Léon-Dufour s'efforce de démontrer que les deux traditions — Matth.-Marc, Luc-Joa. — « ne s'excluent pas » : « Selon Joa-Luc, une seule séance est rapportée, mais deux sont insinuées » ; en plus de la séance de nuit chez Hanne, « Joa. présuppose qu'il y eut une séance chez Calphe de jour ». A lire cette démonstration, qui pourrait se douter que, dans le récit johannique, il n'est pas fait la moindre allusion à une séance quelconque du Sanhédrin, que ce soit de jour ou de nuit ; les propos de Pilate ou des « Juifs » — en XVIII 35 et XIX 7 —, dont rien ne peut garantir l'authenticité, ne suffisent certainement pas à fonder une

telle conjecture, à la présenter comme valable ou acquise. Il devient difficile de se reconnaître dans des affirmations successives et contradictoires : col. 1461-1462, on prétend concilier le récit johannique — une seule séance de nuit (en fait imaginaire) — avec les récits de Matthieu-Marc, deux séances, une de nuit, une de jour ; col. 1463, on aboutit à cette conclusion : « Au petit jour, l'unique comparution devant le Sanhédrin. » Mieux vaudrait confesser l'incertitude qui résulte, sur ce point (et tant d'autres), de l'opposition manifeste entre la tradition johannique et la tradition synoptique ; mieux vaudrait aussi pour expliquer celle-ci — l'importance qu'elle donne en Matthieu-Marc aux deux séances du Sanhédrin — tenir compte de la tendance clairement reconnue par l'auteur, la tendance qui vise « à décharger les Romains et à charger les Juifs » de toute la responsabilité de la Crucifixion. Encore faudrait-il ne pas se borner à rappeler à ce propos « la conjoncture apostolique de l'Église qui se tournait vers les païens », mais pousser beaucoup plus loin l'analyse du contexte historique. N'est-ce pas lui encore qui doit aider à résoudre un autre problème, d'ailleurs lié au précédent, celui du rôle des Pharisiens ? Rôle très discuté, auquel cependant le P. Léon-Dufour ne semble pas prêter grande attention ; retenant comme « données de valeur » un certain nombre de textes tels que Marc III 6 : « Les Pharisiens sortirent et tinrent conseil avec les Hérodiens contre Jésus afin de le perdre », il ne mentionne pas d'autres textes qui vont en sens contraire, et conclut : « Pour les Pharisiens qui semblent bien n'avoir pas trempé dans les événements des derniers jours, ils ont sûrement leur responsabilité dans l'affaire » par leur « violente hostilité qui devait précipiter le dénouement ». Sûrement ? L'hostilité globale des Pharisiens envers Jésus nous paraît loin d'être une certitude démontrée. Bien plus certaine est, dans le contexte historique, l'hostilité des Pharisiens envers la nouvelle Église chrétienne, au temps où la rédaction des Évangiles prenait sa forme définitive : ainsi pourrait s'expliquer la tendance des rédacteurs non plus seulement à charger « les Juifs » en général ou « les grands prêtres » en particulier, mais à donner une place de choix aux Pharisiens dans le complot ourdi contre Jésus.

Puisqu'il faut limiter ces discussions, et que nous en sommes au problème épineux des responsabilités, on me permettra, avant d'en finir, un mot personnel. J'y suis contraint, à mon vif regret, par l'auteur lui-même, lequel, énumérant les différentes thèses soutenues, m'a placé sous la rubrique 5 : « *Les Juifs n'ont aucune responsabilité* » ; il précise : « De nombreux Juifs, comme J. Isaac, considèrent le procès juif comme non historique. » Double inexactitude. J'ai dit très explicitement dans la conclusion de *Jésus et Israël*, p. 569 : « Nous ne prétendons nullement décharger les autorités juives de leur part de responsabilité ». Ma XVII^e proposition, p. 387-414, est consacrée aux « auteurs [juifs] responsables de la Passion ». Sur le Sanhédrin et le « procès juif », ma position était alors, il y a une quinzaine d'années, très

Problèmes de la Passion

proche de la position actuelle du P. Léon-Dufour : « On peut admettre... que le Sanhédrin fonctionnait dans certains cas comme cour d'instruction criminelle, chambre de mise en accusation. Tel aurait été son rôle dans l'affaire de Jésus de Nazareth. Et cela ne diminue en rien sa responsabilité » (p. 411). Voilà qui est clair, d'une parfaite clarté.

Ce que J. Isaac ne reconnaît pas, n'admet pas, sur le plan de la réalité, de la vérité historique qui est le sien, c'est la responsabilité globale du peuple juif, de « la race entière d'Israël », « la race qui fit périr le Christ », comme écrit dans un ouvrage un récent historien et juriste catholique¹ ; — c'est aussi l'absolution trop facilement donnée à la Gentilité incarnée par Pilate, « *jam pro conscientia sua christianus* » (Tertullien, *Apol.* XXI, 24). Dans cette dernière partie de l'étude du P. Léon-Dufour, il y a une rubrique 1 : « *Les Juifs exclusivement responsables* » ; « cette opinion, dit-il, n'a pas trouvé d'écho ». Pas d'écho chez les meilleurs exégètes de notre temps, soit, mais quel formidable écho se répercutant de siècle en siècle à travers toute la chrétienté, jusqu'à nos jours et jusque dans l'historiographie dite scientifique — on vient d'en donner la preuve. Je ne fais que constater ici une réalité historique dont l'Histoire enseigne aussi, à ceux du moins qui ne préfèrent pas détourner les yeux, qu'elle est une réalité sanglante.

C'est pourquoi il serait infiniment souhaitable qu'en pareil cas on se garde de toute ambiguïté, de toute équivoque, de tout « risque », qu'on prenne le plus grand soin de distinguer la théologie et l'histoire. D'une contre-vérité historique ou d'une incertitude, croit-on qu'on puisse faire une vérité théologique ? C'est bien hasardeux, pour ne pas dire dangereux. A cet égard, la « conclusion doctrinale » de l'auteur est plutôt décevante, elle reste en deçà du catéchisme du Concile de Trente.

Mais il ne convient pas de terminer sur une note pessimiste. En dernière analyse et en dépit de réserves inévitables, le vaste travail accompli par le P. Léon-Dufour rendra les plus grands services et mérite la plus haute estime.

* * *

Du P. Léon-Dufour à Paul Winter... on a l'impression de passer d'un monde à un autre monde. Pourtant le sujet traité est le même, ou presque, plus limité en Winter. De part et d'autre, une érudition sans failles — P. Winter figure dans une des bibliographies du P. Léon-Dufour ; — de part et d'autre, une volonté de rigueur scientifique, et même pareillement orien-

1. Jean GAUDENET, *L'Eglise dans l'Empire romain (IV^e-V^e siècles)*, éd. Sirey, 1958, p. 624. T. III de l'*Histoire du Droit et des Institutions de l'Eglise en Occident*, sous la direction de Gabriel LE BRAS.

tée : le but essentiel et commun étant d'atteindre ce qu'il y a de primitif et de plus authentique dans les recensions évangéliques. Sur plusieurs points, les positions prises sont assez proches. Mais là s'arrête l'analogie. Le travail du P. Léon-Dufour s'inscrit dans le cadre de la foi chrétienne, catholique ; il n'est pas exempt d'inspiration, de conceptions et d'intentions théologiques¹. Le travail du Dr Winter est le premier d'une collection *Studia judaica* ; il est dédié « aux morts d'Auschwitz, Izbica, Majdanek, Treblinka, parmi lesquels sont ceux qui me furent le plus chers » ; il se veut néanmoins strictement objectif sur un plan strictement historique. En outre, tandis que la précédente étude se présente nécessairement sous la forme d'une ample synthèse, l'étude de P. Winter est essentiellement un travail d'analyse, de critique textuelle, personnelle, et l'on peut dire un modèle du genre, par l'acuité d'un regard auquel il semble que, des textes examinés, pas le moindre détail n'échappe.

De l'analyse, rien que de l'analyse. C'est la première constatation. Aucun souci cartésien de construction logiquement ordonnée. Une Introduction, suivie de treize subdivisions dont les titres mêmes et la succession ne sont pas sans surprendre parfois ; le premier titre, par exemple, *The High Priest's Insignia of Office* (pourquoi se limiter à la question des insignes ?) ; viennent ensuite *The Meeting-Place of the Sanhedrin and Mark's Nocturnal Session* (même remarque, pourquoi se limiter à cette question de lieu ?), — *The Identity of the High-Priest*, — *The Arrest*, — *Pilate in History and in Christian Tradition*, — *The Penalty of Crucifixion*, — *The Jewish Death Penalties*, — « *We have no authority to put any man to death* », — *Privilegium Paschale and Barabbas*, — *The Mockery*, — *The Inscription of the Cross*, — *The Enemies of Jesus*, — *Behind the Preaching*, ce titre n'indiquant pas clairement qu'on trouve là une conclusion récapitulative, où sont dégagés les résultats essentiels de l'étude critique des textes. Autant dire que celle-ci n'a rien dans sa structure générale de très méthodique et d'équilibré — on remarquera que le procès proprement dit ne figure nulle part dans ce livre *On the Trial of Jesus*². Objet de la quatrième section, le problème de l'arrestation (à qui en revient l'initiative ?) est encore discuté à l'avant-dernière page de la dernière section. Problème majeur, celui des pouvoirs et du rôle du Sanhédrin n'a pas la section spéciale à laquelle il aurait droit : on le trouve étudié dans l'Introduction, pour reparaitre ensuite sous les titres 2 et 8. L'importance du contexte historique — des deux contextes, comme nous l'avons souligné précédemment — n'est certes pas méconnue, mais il eût été préférable de la

1. Exemple : « Les évangélistes, certes, ne se soucient guère de « développement psychologique », par exemple sur la haine des Juifs ou la défection des disciples : parce qu'ils ont l'intelligence divine du déroulement de l'histoire, ils n'ont pas besoin de son intelligence naturelle » (col. 1436).

2. L'équivalent français serait plutôt « *Autour du procès de Jésus* » que « *Sur le procès de Jésus* ».

mettre en relief dès le début, car elle commande l'ensemble du débat, au lieu de la faire intervenir ici et là, au hasard de la discussion. Et peut-être que d'autres questions — notamment celle du peuple juif lui-même, lui aussi personnage historique, de ses tendances et sentiments dominants, de son rôle dans la Passion — auraient mérité leur place, une place à part dans l'enquête de P. Winter. Ajoutons aussitôt que ces défauts de construction paraissent secondaires, dès qu'on pénètre à l'intérieur de l'édifice. Car la méthode critique pratiquée par l'auteur paraît, elle, d'une efficacité pénétrante, et c'est l'essentiel en pareil cas.

Pour en donner l'idée, il faut se limiter à des exemples précis. Nous choisirons les sections 3 et 5, relatives aux personnages vedettes, Grand Prêtre et Procureur. Toutefois, il paraît nécessaire de bien marquer auparavant les positions de départ de P. Winter. On est frappé dès l'entrée en matière par l'optimisme tranquille, assuré — rassurant — dont il fait preuve. Jésus jugé, condamné à mort et crucifié, c'est un fait historique suffisamment attesté pour qu'il relève de l'enquête historique. Cette enquête doit porter d'abord sur la Passion, car c'est par là — par la fin — qu'a commencé à s'ébaucher la tradition qui est à la base des Évangiles : les récits évangéliques se sont formés en quelque sorte « à reculons » — accord des exégètes sur ce point : « L'histoire de la Passion est la partie de la tradition évangélique qui a été fixée et rédigée la première » (Goguel, *Jésus*, 1950, p. 360). L'enquête historique ne dispose d'autres sources que les quatre Évangiles canoniques, lesquels essentiellement répondent à des exigences religieuses et non pas historiques — vérité maintenant incontestée que les travaux de la *Formgeschichtliche Schule* ont eu le mérite de mettre en pleine lumière. Cependant, et c'est là surtout que s'affirme l'opinion de notre auteur, « même s'il en est ainsi, les Évangiles peuvent nous fournir une abondante information historique, pourvu que l'historien sache les lire ». Une fois bien comprise la tendance propre à chaque évangéliste, bien défini le but qu'il a visé — cela aussi méritait donc un examen préliminaire —, alors il devient possible de distinguer en chaque évangile ce qui est majoration ou apport rédactionnel — « *editorial accretion* » — de ce qui est résidu traditionnel ; après quoi, reste à discerner dans le résidu lui-même ce qui est secondaire de ce qui est primaire, et arriver ainsi jusqu'au tuf, au noyau primitif de la tradition telle qu'elle s'est formée au premier stade, chez les contemporains de Jésus. Admirons cette belle confiance dans l'efficacité de l'analyse critique, devenue rare d'un certain côté depuis l'effort à la fois constructif et destructif des tenants de la *Formgeschichtliche Schule*, de K. L. Schmidt à R. Bultmann et Martin Dibelius. A cet égard on pourrait estimer que la confiance de P. Winter rejoint plutôt celle du P. Léon-Dufour dans « l'historicité substantielle » des récits évangéliques, mais c'est par des chemins sensiblement différents et en prenant le plus grand soin de marquer ses

limites autant que ses possibilités. L'un insiste sur « la portée réelle » de « l'appel aux témoins des faits », qui ont pu être « non seulement Pierre, les saintes femmes, Joseph d'Arimathie, mais aussi les prêtres convertis dès le début du christianisme » (col. 1480) ; l'autre remarque simplement, dès la page 6 de l'Introduction, que le procès lui-même, soit dans ses interrogatoires préliminaires, soit en la séance où fut prononcée la sentence de mort, n'a pu être connu par des témoignages directs, valables. Formée sur la base des bruits qui circulaient, la tradition s'est développée non pas dans le sens et la recherche de l'exactitude historique, loin de là, mais « dans un ensemble complexe » où se mêlaient des préoccupations de toutes sortes, « culturelles, missionnaires, apologétiques, polémiques ». Ainsi s'est-elle diversifiée, au point d'aboutir parfois pour un même fait, dans un même évangile, à plusieurs récits mis en différentes places. Dans de telles conditions, l'historien n'en a que plus de mérite à ne pas désespérer. P. Winter a ce mérite, entre beaucoup d'autres. Il est temps de voir maintenant comment il mène sa barque à travers tant de périlleux récifs.

Prenons d'abord le problème examiné en troisième lieu : « *L'identité du Grand Prêtre.* » Mais le profane pourrait s'étonner à bon droit qu'il y eût là problème à résoudre ; depuis combien de siècles le personnage de Caïphe n'est-il pas traîné aux gémonies dans la littérature et l'enseignement chrétiens ? De fait, il est historiquement établi que Joseph dit Caïphe a bien exercé les fonctions de Grand Prêtre à Jérusalem de l'an 18 à l'an 36, donc à l'époque où l'on s'accorde généralement pour situer le ministère de Jésus et la Passion. Où donc est le problème ? Dans nos sources mêmes, les Évangiles, dans leurs récits de la Passion par où a commencé la tradition évangélique. C'est un fait curieux, mais frappant, auquel s'attache P. Winter, que la plus grande incertitude y règne sur le nom du Grand Prêtre, alors qu'il n'y en a aucune pour ce qui est du Procureur. Aucun nom de Grand Prêtre dans l'Évangile marcieu, reconnu le plus ancien des quatre. Aucun nom de Grand Prêtre dans le récit lucanien de la Passion. D'où l'on est en droit de déduire que la tradition primitive ignorait ce nom. Postérieurement, à mesure que la tradition se développait sous l'influence du contexte historique en « *decrecendo* » du côté de l'autorité romaine et inversement en un fort « *crescendo* » du côté de l'autorité juive, il est naturel que les évangélistes aient voulu combler une lacune gênante et dénommer le Grand Prêtre mis en cause. Chacun l'a fait à sa façon, et de façon différente, si surprenant que cela paraisse et difficilement explicable. Le premier évangéliste étant le mieux informé des affaires juives, c'est en Matthieu XXVI 3 et 57 — tardivement, mais pour la première fois — que figure le nom correct, celui de Caïphe — Kaiaphas. En Luc et Jean, à y regarder de près, le nom indiqué est Annas : or, il y a bien eu des grands prêtres de ce nom ou d'un nom sem-

Problèmes de la Passion

blable (Ananios) à des époques antérieures ou postérieures¹, mais pas au temps de Jésus. En dernier lieu vint le souci d'harmoniser; alors troisième stade, le nom de Caïphe, reconnu exact et mentionné en Matthieu, fut surajouté — superposé sans doute au nom de Hanne — par quelque scribe en Luc III 2 — comme en Actes IV 6; un copiste ignorant jugea bon de les réunir comme s'il y avait eu deux grands prêtres, Hanne et Caïphe. Dans le IV^e Évangile, le plus tardif, le souci d'harmoniser fut poussé plus loin, le récit de la Passion retouché, assez maladroitement, de façon à donner place à Caïphe présenté comme le gendre de Hanne, ce dont on n'a pas confirmation par ailleurs, mais il est nettement visible en Jean XVIII 19-33 que Hanne est le Grand Prêtre en fonction qui interroge Jésus; tout ce qui concerne Caïphe apparaît comme surajouté, sans qu'on puisse savoir si c'est par l'évangéliste lui-même ou par un réviseur.

Tel est, très simplifié, le cheminement suivi par P. Winter au cours de sa minutieuse analyse. Tout n'y est pas neuf assurément, il est le premier à le reconnaître, donner ses références (à Wellhausen notamment pour son étude sur le IV^e Évangile qui date de 1907). Mais, étudié d'ensemble, bien détaché et bien cerné, le problème prend ici sa pleine valeur et signification. Laquelle? « L'absence de tout intérêt porté dans la tradition ancienne à l'identité du Grand Prêtre est un argument très fort tendant à prouver que la part réelle du hiérarque dans l'action engagée contre Jésus n'a pas été aussi prédominante que les évangélistes le suggèrent » (p. 39).

Est-ce à dire que les autorités juives — Grand Prêtre et Sanhédrin — n'ont pas eu leur part, une part réelle, dans cette action? P. Winter ne va pas jusque-là, il se refuse à toute conclusion extrême, parce que les textes, selon lui, ne le permettent pas. Sans trop se soucier du cadre fixé par le titre de la section 3, il en vient à examiner l'importante et célèbre péricope Jean XI 47-53, qui relate la réunion du Sanhédrin avant l'arrestation. Rapproché de Marc XIV 1-2, le texte johannique lui paraît contenir un « résidu traditionnel », tout particulièrement en 47-48 (même si le nom de Caïphe est visiblement surajouté). Rien de plus normal que les sentiments exprimés : pris entre l'agitation croissante du peuple et la puissance dominante de l'occupant romain, ces oligarques étaient soucieux de préserver ce qui subsistait en Judée d'autonomie nationale, l'intérêt national se confondant pour eux comme de juste avec leur intérêt de caste. Ont-ils agi sous la pression de l'occupant? Cette même péricope donne quelque fondement à l'hypothèse. Le seul fait que dans le récit johannique la troupe romaine conduise Jésus chez le Grand Prêtre suffit à établir qu'il y eut « coopération », selon la formule Léon-Dufour, entre les autorités juives et romaines. Il est difficile

1. En 62, c'est un grand prêtre Hanan qui fit martyriser Jacques « frère du Seigneur »; il a pu laisser mauvais souvenir aux chrétiens; serait-ce l'origine de la confusion?

Jules Isaac

d'aller au delà et de savoir d'où est partie l'initiative, du côté romain ou du côté juif.

Ces déductions, ces conclusions, fortement basées sur la critique des textes, nous paraissent dans l'ensemble raisonnables, acceptables, sur le plan historique s'entend exclusivement. Tout au plus paraît-il indiqué de souligner ici la durée exceptionnelle du pontificat de Calphe — dix-huit années (18-36) —, non seulement parce qu'une telle durée semble impliquer une parfaite docilité du Grand Prêtre à l'égard du pouvoir supérieur (romain) et exclure ce qui en serait l'inverse — Pilate cédant « à la pression des autorités juives » —, mais parce qu'elle rend plus surprenante encore l'ignorance du nom de Calphe dans la tradition primaire des récits de la Passion, tradition dont on peut constater par ce simple détail à quel point elle était dès l'origine détachée des réalités, de certaines réalités.

Mais pas de certaines autres qui s'imposaient nécessairement, que la Croix dressée sur le Calvaire imposait. La mise en croix n'imposait pas Calphe, elle imposait Pilate. Nous voici donc ramenés de Calphe à Pilate, de la troisième section dans l'étude de P. Winter à la cinquième. Le titre même de cette section — *Pilate dans l'histoire et dans la tradition chrétienne* — est significatif : il s'agit d'expliquer pourquoi « le comportement de Pilate dans les récits évangéliques semble jurer avec les données de l'histoire », Léon-Dufour *dit* col. 1481. On ne s'étonnera pas que sur ce point « le comportement » de P. Winter diffère profondément de celui du P. Léon-Dufour, ne serait-ce que par la place et l'importance données à la question, qui les mérite. On ne s'étonnera pas non plus que P. Winter ne nous apprenne rien d'essentiel à cet égard, la confrontation entre le Pilate de l'histoire et le Pilate des évangiles étant devenue classique, pourrait-on dire¹. La bonne méthode nous paraît être en pareil cas de laisser d'abord parler les textes, et l'on peut regretter que P. Winter ne l'ait pas fait, que ses développements suivent une ligne plutôt sinueuse, qu'il ne nous donne pas des citations sinon intégrales, du moins assez amples pour que n'échappe pas l'essentiel : dans tout débat de ce genre, de cette importance, il est nécessaire que les textes majeurs soient produits ; si le livre en est alourdi, c'est d'une charge utile, d'un poids dont les démonstrations de l'auteur bénéficient largement. Ce regret exprimé, reconnaissons que les démonstrations de P. Winter n'en sont pas moins pertinentes et probantes. On lui donnera pleinement raison, quand il en vient aux textes (non évangéliques), de retenir comme « le plus digne de foi » celui de Philon d'Alexandrie, contemporain de Pilate et qui d'ailleurs semble avoir tout ignoré du cas Jésus. Viennent ensuite plusieurs textes de Flavius Josèphe, soit dans la *Guerre des Juifs*, soit dans ses

1. P. Winter se réfère notamment aux travaux de GOGUEL (1910) et LOISY (1912). Nous-même, il y a une quinzaine d'années, achevant de rédiger *Jésus et Israël*, nous y sommes longuement attachés, p. 452 et suiv.

Problèmes de la Passion

Antiquités judaïques, et même une mention de Luc en XIII 1-2. Témoignages à ne pas accepter sans réserves? Bien sûr, comme il est de règle pour tout témoignage quel qu'il soit, d'où qu'il vienne. Mais témoignages à ne pas rejeter sans raisons sérieuses, et d'autant plus qu'ils sont concordants. P. Winter nous semble en user avec beaucoup de sagesse, *sine ira et studio*, très loin de pousser au noir le portrait du personnage. La durée même du gouvernement de Pilate — dix ans de 26 à 36 — tend à prouver que ce gouverneur n'était pas sans capacités; on peut discerner dans Josèphe (qui ne l'aime guère) qu'il prit quelques mesures au bénéfice de la population. Mais ce Romain réaliste n'était pas homme à comprendre et à supporter « les chamailleries juives à propos de noms et de mots ». Reste que l'opposition est par trop forte entre les témoignages de Philon, de Josèphe (sans compter Luc XIII 1-2 « échappé à l'attention des reviseurs ») où Pilate apparaît comme un homme de sang, dur, avide, arrogant, méprisant, et d'autre part les récits évangéliques de la Passion où nous est montré un Pilate humain, attentif à comprendre ses administrés, s'employant à les persuader, les détourner de leur folie meurtrière, réduit finalement à leur céder par nécessité, mais, avant d'envoyer Jésus au supplice, s'en lavant les mains — à la mode juive — « Ἀθὼς εἰμι ἀπὸ τοῦ αἵματος τούτου ὅμεις ὁρᾶτε¹ ». Tout le problème est dans ce saisissant contraste. On ne peut le résoudre que par recours au contexte historique, au deuxième contexte, celui qui correspond à l'époque rédactionnelle des récits évangéliques. C'est bien ce que pense P. Winter et même c'est par là qu'il a commencé : « La mise à mort de Jésus par crucifixion, sur l'ordre du représentant de la souveraineté romaine, quel obstacle pour la propagande chrétienne dans tout le territoire de l'Empire! » Et cependant quelle nécessité plus urgente que celle de convaincre les autorités romaines « que la profession de foi chrétienne n'avait rien de subversif pour le régime impérial » (p. 53). A quoi il eût été bon d'ajouter sans plus attendre (P. Winter y vient à la p. 59) qu'au temps de la première guerre de Judée (66-70) et des empereurs Flaviens, qui est précisément « l'époque rédactionnelle », les chrétiens avaient un intérêt majeur à se désolidariser d'avec les Juifs, à se ménager la bienveillance des autorités d'Empire; malgré leurs échecs, ils devaient s'y employer opiniâtement jusqu'à la réussite finale au début du IV^e siècle, jusqu'à Constantin². Voilà comment s'explique le « *crescendo* » concernant non seulement les autorités juives, mais tous les Juifs et le peuple lui-même, et inversement le « *decrecendo* » concernant Pilate dont il était absolument nécessaire qu'il sortît de l'affaire « les mains pures ».

1. « ὅμεις ὁρᾶτε » = littéralement : à vous de voir; familièrement : « C'est vous que ça regarde. »

2. Cf. *Jésus et Israël*, p. 428; et Marcel SIMON, *Verus Israël*, p. 147 : « Les exigences de la théologie qui montre le peuple juif rebelle au message divin se rencontrent ainsi avec les préoccupations de l'opportunisme politique. »

C'est là une véritable évidence, sur le plan historique, et c'est donc un trait commun aux quatre récits évangéliques. Mais si leur tendance est commune, si elle se manifeste par exemple dans les quatre récits par « la répugnance visible des narrateurs à dire explicitement que la sentence de mort fut prononcée par le gouverneur » — ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute —, dans le détail leur diversité est extrême, toute mêlée de divergences et contradictions, à travers lesquelles s'aperçoivent « les raisons déterminantes, de nature subjective ou objective, qui ont poussé les rédacteurs à constamment remanier, répéter, compléter, interpréter leur récit de l'événement capital sur lequel était basée la foi en Jésus-Christ... Plus le récit abonde en détails spécifiques sur la procédure contre Jésus, et moins il doit être proche de la tradition ancienne, moins il correspond à la réalité historique ». Nous ne pouvons pas suivre P. Winter dans son analyse minutieuse des textes — particulièrement typique à cet égard est le récit lucanien où par trois fois Pilate proteste de l'innocence de Jésus. Notons au moins avec lui combien il est utile, pour se rendre compte de la force du courant qui entraînait dans ce sens les premières générations chrétiennes, d'aller au delà des évangiles canoniques ; le rythme du *crescendo* et du *decrecendo* va s'accéléralant sans cesse aux II^e et III^e siècles ; Pilate disparaît de l'*Évangile de Pierre* pour laisser Hérode et les Juifs seuls en scène ; Tertullien le déclare « *jam pro conscientia sua christianus* » ; « plus dure était la persécution des chrétiens par l'État romain, plus généreux se faisait le portrait d'un Pilate présenté en témoin de l'innocence du Christ ». On peut croire, dit P. Winter sans aucune velléité d'humour, que « Ponce Pilate serait aujourd'hui un saint dans la chrétienté d'Occident comme l'est sa femme dans l'Église grecque », si l'événement du Pont Milvius et l'Édit de Milan n'eussent mis brusquement le cran d'arrêt à un processus qu'ils rendaient superflu. Sur quoi prend fin la section 5 consacrée au Procureur de Judée et à son destin hors série, le plus imprévisible qui fût.

Pour estimer à leur juste mesure l'effort accompli par P. Winter et les résultats qu'il pense avoir atteints, il faut en venir à sa conclusion récapitulative intitulée *Behind the Preaching*¹. Quel était le problème posé ? Discerner dans les récits de la Passion ce qui est tradition primaire, tradition secondaire, apport rédactionnel, étant bien entendu que les trois éléments sont le plus souvent entremêlés et par là même plus difficiles à dissocier. Mais nous savons qu'aucune difficulté ne rebute notre auteur. Il énumère en seize points ses conclusions ; nous les donnons ci-dessous en italiques, afin de mieux les distinguer de nos propres remarques :

1. — « *L'arrestation de Jésus au mont des Oliviers* (Mc XIV 46.52 ; Luc XXII

1. Il nous semble que l'équivalent français serait ici « *Derrière la Catéchèse* » plutôt que « *Derrière le Prêche* ».

Problèmes de la Passion

49.53; Jn XVIII 3, 10, 11) : à base de tradition primaire. » De même que le P. Léon-Dufour, P. Winter accorde plus de crédit à la version johannique : arrestation par la troupe romaine, peut-être doublée par la police du Temple.

2. — « Transfert du prisonnier à la résidence du Grand-Prêtre (Mc XIV 53 a; Le XXII 54; Jn XVIII 12, 13 a) : tradition primaire. » On remarquera que Mt est exclu de ces références, sans doute parce que le texte matthéen semble une simple répétition du texte marcen.

3. — « Une instruction préliminaire par Annas (Jn XVIII 19.24) : apport rédactionnel du quatrième évangéliste, la tradition faisant défaut. » Mais ne peut-on pas dire que le 2 implique le 3?

4. — « Une séance de nuit du Sanhédrin dans la maison du Grand-Prêtre, avec examen des témoignages et jugement aboutissant à la peine capitale pour blasphème (Mc XIV 53 b, 55.64) : apport rédactionnel dû au deuxième évangéliste. » Ici Mt XXVI 59.66, passé sous silence, n'est pas une simple répétition de Mc, il en diffère sur quelques points notables.

5. — « Jésus raillé [et outragé] dans la maison du Grand-Prêtre (Le XXII 63.65; Mc XIV 65) : développement secondaire, à base de confirmation de la prophétie » (Isaïe L 6). La distinction paraît bien subtile entre tradition secondaire et apport rédactionnel. Le fait, sauf en ce qui concerne l'intervention des sanhédrites eux-mêmes, n'a rien d'in vraisemblable.

6. — « Une brève délibération dans les locaux du Sanhédrin, tôt dans la matinée qui suit l'arrestation, ayant pour résultat d'expédier Jésus à Pilate (Le XXII 66; Mc XV 1) : à base de tradition primaire. » Ici P. Winter opte pour Le et Mc contre Jn qui n'en souffle mot; il a raison de souligner que Mc XV 1 ne fait nullement suite à Mc XIV 53, 55.64; mais si Mc XV 1 est à base de tradition, celle-ci paraît secondaire plutôt que primaire. Pour ma part, je serais aujourd'hui disposé à penser, d'après Jn XVIII 19, 28, qu'en ce matin fatal tout s'est passé dans la maison du Grand Prêtre, entre lui et ses acolytes.

7. — « Une séance matinale du Sanhédrin pour instruire non pour juger l'affaire Jésus, et sans qu'il y ait eu sentence de mort (Le XXII 67.71) : importé de Matthieu, avec fortes altérations rédactionnelles, dues peut-être à un adaptateur post-lucanien. » Si le point 6 est « à base de tradition », pourquoi pas le 7 qui s'en distingue mal?

8. — « Interrogatoire et jugement de Jésus par-devant Pilate (Mc XV 2.5; Le XXIII 2.3; Jn XVIII 29.33 b) : à base de tradition primaire. » Sans contestation possible.

9. — « Un interrogatoire de Jésus par Hérode Antipas (Le XXIII 6, 10, 12) : une tradition secondaire, reproduite avec de visibles retouches rédactionnelles par le troisième évangéliste ou un adaptateur post-lucanien. » P. Winter en discute

Jules Isaac

(en note, p. 213) avec Martin Dibelius qui juge l'épisode d'origine purement rédactionnelle. L'essentiel est que, sur le plan historique, il n'a guère de réalité.

10. — « *Jésus tourné en dérision devant Hérode (Lc XXIII 11) : une tradition secondaire.* » Même remarque.

11 a. — « *L'épisode Barabbas (Mc XV 5.15 a) : une adaptation rédactionnelle d'un élément de la tradition primaire (les récits parallèles non-marciens étant sans exception dérivés du Second évangile).* » P. Winter a reconnu à quel point l'épisode est obscur, énigmatique; s'il croit cependant à l'existence de Barabbas, c'est en se fondant sur les nombreux manuscrits où, en Mt XXVII 17, ledit Barabbas s'appelle lui aussi Jésus : « Lequel voulez-vous que je vous relâche, Jésus Barabbas ou Jésus dit le Messie? »

11 b. — « *Les efforts de Pilate pour sauver la vie de Jésus (Mc XV 5 b, 9.11 a, 12.15 a; Mt XXVII 18.20, 22.25; Lc XXIII 4, 13.16, 20.24; Jn XVIII 31.38 b, XIX 5 b 6 b. 12, 15 b) : embellissements rédactionnels, dont l'importance va en progression croissante.* » Accord complet sur ce point. Il est même difficile de concevoir qu'après examen serré des textes l'accord ne soit pas unanime.

12. — « *Flagellation de Jésus par les soldats romains avant d'en venir à la sentence de mort (Jn XIX 1.3) : ajouté rédactionnel, obtenu par fragmentation de la tradition (marcienne) établie.* »

13. — « *Sentence de mort proposée par Pilate, et flagellation avant la mise en croix (Mc XV 15 b) : à base de tradition primaire, mais atténuée en ce qui concerne la mention explicite du jugement rendu par le Procureur.* » Atténuation nettement visible en effet.

14. — « *Moquerie par les soldats de Pilate* » (avec couronne d'épines) : à base de tradition primaire. Sur le couronnement d'épines mis au compte des Juifs dans les évangiles apocryphes, puis dans la tradition littéraire chrétienne, de saint Augustin à Léon Bloy et au delà, cf. *Jésus et Israël*, p. 520-524.

15. — « *Jésus mené du prétoire de Pilate au lieu de l'exécution, sa mise en Croix, l'inscription sur la Croix (Mc XV 21.26)* » : à base de tradition primaire.

16. — « *Les lamentations [populaires juives] sur Jésus (Lc XXIII 27.30)* » : tradition secondaire.

Ainsi déblayé le terrain, que reste-t-il, selon P. Winter, comme résidu historique présentant un caractère de certitude? Voici :

« On peut affirmer avec assurance que Jésus a été arrêté par la troupe romaine (Jn XVIII 12) pour motifs politiques (Mc XIV 48; Jn XVIII 20). Ce dernier fait nous paraît plutôt certifié par le *titulus*, c'est Mc XV 26 qui est donc la référence valable; — puis Jésus a été conduit dans les locaux de l'au-

Problèmes de la Passion

autorité juive (Mc XIV 53 a ; Le XXII 54 ; Jn XVIII 13 a) *cette même nuit* — les trois références données disent : chez le Grand Prêtre ; pourquoi rejeter cette précision ? — *Le matin suivant, après une brève délibération des autorités juives, Jésus est rendu aux Romains pour être jugé* (Mc XV 1 ; Le XXII 66 ; XXIII 1 ; Jn XVIII 28 a) — de ces trois références, les deux premières seules valent pour « la délibération » mentionnée. — *Le Procureur condamne Jésus à mort par crucifixion* (Tacite ; Mc XV 15 b, 26) ; *sentence exécutée conformément à la procédure pénale romaine.* »

Au total la moisson, sans être négligeable, paraît moins « abondante » que ne l'avait laissé espérer l'optimisme du début. Comment en être surpris ? L'historien, qui s'en tient à la connaissance historique, entre ici dans un domaine où il ne peut guère atteindre que des probabilités, où les incertitudes l'emportent malheureusement sur les certitudes. En dernière analyse, le résidu historique nous paraît encore plus sommaire qu'à P. Winter : Jésus jugé et condamné à mort par la Procureur romain Ponce Pilate, mis en croix par les soldats romains, pour crime de rébellion contre Rome, telle est la certitude majeure ; autre certitude, la « coopération » entre les autorités juives et romaines, sans qu'il soit possible de préciser avec une égale certitude jusqu'où est allée cette coopération, comment elle s'est manifestée, de qui est venue l'initiative des poursuites. Si l'on admet comme la plus probable la version johannique, la réunion du Grand Conseil juif avant l'arrestation (Jn XI 47.48) suffisait pour donner au Grand Prêtre toute liberté d'agir contre Jésus comme il l'a fait (Jn XVIII 19) et, sans le moindre scrupule, de livrer aux Romains celui qu'il considérait comme un agitateur populaire, dangereux pour l'ordre public, en temps de fête pascalle surtout. Vues grossières, erronées, assurément, mais non sans être fondées sur certaines apparences auxquelles un procureur romain ou le haut sacerdoce juif pouvait accorder quelque crédit (ce que P. Winter montre en ses dernières pages 142-145).

A cet égard, le P. Léon-Dufour n'avait-il pas lui-même déblayé le terrain, d'une part en refusant de « se laisser enfermer dans la fallacieuse alternative selon laquelle Joa. aurait voulu compléter ou supplanter les Synoptiques » (col. 1438-1439), d'autre part en reconnaissant dans tous les récits de la Passion la tendance visible à charger de plus en plus les Juifs et inversement à décharger les Romains (col. 1434) : d'où la valeur historique accordée à celles des notations johanniques qui vont « en sens inverse de la tendance dominante » (col. 1459).

* * *

Ces dernières remarques nous conduisent à la réflexion finale, assez réconfortante ; aisée à comprendre malgré la brièveté de sa formulation : au spirituel comme au temporel, les distances spatiales, jadis infranchissables, com-

Jules Isaac — Problèmes de la Passion

mençant d'être franchies. Des rapprochements s'aperçoivent, des communications s'établissent ; reconnaissons que le P. Léon-Dufour a fait un bon bout de chemin dans cet espace intersidéral ; et s'il l'a fait, c'est qu'on peut le faire. Dans la recherche de la vérité qui prime tout, voilà, semble-t-il, une grande nouveauté, riche de promesses, riche d'avenir.

Jules ISAAC.

Les documents diplomatiques français 1871-1914

L'été dernier, la Commission qui avait été constituée sous la présidence du Recteur Charléty en 1928, en vue de publier les documents d'archives propres à faire connaître quelle avait été la politique extérieure de la France de 1871 à 1914, a achevé sa tâche. Compte tenu de l'interruption dont ont été responsables la guerre et l'occupation, il a fallu près de vingt-quatre ans pour préparer et faire paraître les quarante-deux volumes qui forment cette collection. Parmi les membres actifs de la Commission, j'ai été seul à même de suivre de bout en bout ce trop long travail. Il n'est peut-être pas superflu de rappeler dans quelles conditions a été effectuée la publication de ces documents¹.

* * *

En 1928, la question des origines de la guerre de 1914 préoccupait un grand nombre d'historiens : le premier Congrès français des Sciences historiques, en 1927, n'avait laissé aucun doute à cet égard. Comment aurait-il été possible d'invoquer la « règle des cinquante ans », c'est-à-dire d'ajourner à un avenir lointain la réponse aux questions qui se posaient en termes pressants ? Le gouvernement français (le président du Conseil était Raymond Poincaré, personnellement mis en cause dans les polémiques relatives aux « responsabilités de la guerre ») avait donc pris le parti qu'avaient adopté avant lui le gouvernement allemand, puis le gouvernement britannique : remettre à une Commission le soin de rechercher, dans les archives du ministère des Affaires étrangères, les éléments d'une information objective.

1. On sait que ce recueil comprend trois séries : 1^{re} série : 1871-1900 (16 tomes) ; 2^e série : 1901-1911 (14 tomes, en 15 volumes) ; 3^e série : novembre 1911-août 1914 (11 volumes). Les principes adoptés par la Commission ont été exposés dans un article que j'avais publié dans la *Revue historique*, n° de mars-avril 1931, p. 266-274. Je crois donc superflu d'y revenir.

Pierre Renouvin

La Commission était évidemment contrainte d'exercer, parmi les documents, un choix rigoureux. Au cours d'un mois quelconque et banal de 1912 ou de 1913, la correspondance active et passive du ministère des Affaires étrangères comptait au moins trois mille « dépêches » et télégrammes sans compter les notes écrites ou dictées par le ministre (par exemple, comptes rendus d'entretiens), celles qui étaient rédigées à son intention et les études faites par les bureaux. Dans cette masse, les affaires courantes les plus menues ou les informations les plus insignifiantes tenaient, bien entendu, la plus grande place. Il fallait écarter tout ce fatras. Était-il possible de choisir certaines parties du fonds d'archives et d'en donner une publication intégrale? Certes non. La série des télégrammes chiffrés est une source essentielle, puisqu'elle garde trace de presque toutes les instructions urgentes et confidentielles, et de presque tous les comptes rendus importants; mais elle renferme aussi des pièces sans intérêt. D'autre part, les commentaires les plus perspicaces, les explications les plus intéressantes, les jugements les plus nuancés qui ne peuvent pas s'accommoder de la forme télégraphique, se trouvent souvent dans les « dépêches ». Quant aux dossiers de « correspondance politique »¹, qui ont l'avantage de contenir à la fois les dépêches et les télégrammes, ils ne renferment pas, à beaucoup près, toutes les informations utiles, car quantité de documents nécessaires à l'intelligence de la politique extérieure se trouvent dispersés dans d'autres cartons, ceux qui concernent l'armée, la marine, les questions économiques ou financières, par exemple, ou dans le fonds de la Correspondance commerciale. Par conséquent, la seule méthode possible était de s'en remettre à l'appréciation de chercheurs qualifiés qui examineraient l'ensemble des fonds pour en extraire les documents dont l'intérêt leur paraîtrait suffisant pour prendre place dans le recueil. Ce choix était évidemment la grande affaire. Il fallait ensuite annoter ces documents afin d'en faciliter la consultation : identification de personnages cités, explication des allusions contenues dans le texte, références aux collections de documents étrangers, renvois de pièce à pièce parmi les documents publiés, en somme tout le travail habituel d'un éditeur de textes. En aucun cas, cette annotation ne devait prendre le caractère d'un commentaire, qui aurait pu devenir tendancieux. La seule préoccupation devait être de fournir des matériaux, en laissant à la critique historique le soin de les interpréter.

Cette enquête ne pouvait pas être limitée aux documents conservés dans les archives du Quai d'Orsay. Elle devait s'étendre à d'autres archives ministérielles susceptibles de donner des renseignements utiles pour l'étude de la politique extérieure, et aussi à des archives privées d'hommes d'État ou de diplomates, dont il est superflu de souligner l'importance.

1. Ils existent seulement dans le classement postérieur à 1897 où les pièces sont réparties en dossiers, par matière ou même par affaire. Auparavant le classement était effectué par poste diplomatique et par année.

Les documents diplomatiques français, 1871-1914

Archives ministérielles? Il fallait examiner au Service historique de l'armée la correspondance des attachés militaires¹, les avis donnés au gouvernement par l'état-major, les procès-verbaux du Conseil supérieur de la défense nationale autour de certaines dates critiques. Dans les périodes où la guerre avait paru menaçante, il était utile de consulter, sans pourtant se faire illusion sur la valeur de certaines informations recueillies par des agents anonymes, les renseignements recueillis par le deuxième Bureau de l'état-major général, afin de connaître quels éléments d'information le gouvernement avait sous les yeux. Les archives de la Marine pouvaient fournir des documents symétriques. Les fonds du ministère des Colonies devaient être consultés, non pas pour connaître les faits et gestes de l'expansion ou les méthodes de la colonisation, mais pour étudier les incidences de la politique coloniale sur la politique extérieure, c'est-à-dire sur les relations de la France avec les autres puissances européennes. Enfin, au ministère des Finances, les archives de la direction du Mouvement général des fonds pouvaient fournir des indications importantes sur les emprunts étrangers en France et sur les investissements directs de capitaux français à l'étranger.

Papiers privés? La Commission devait évidemment consulter le fonds des « papiers d'agents », qui, dans les archives du Quai d'Orsay, rassemble les documents remis au ministère par les intéressés ou par les familles (mais ces versements ne sont jamais assurés avec certitude). Quant aux papiers conservés dans les archives familiales, la Commission devait compter seulement sur la bonne volonté des détenteurs, car la législation ne confère pas à l'État le droit d'exercer une revendication efficace²; or les démarches qu'elle a faites n'ont pas toujours abouti à un résultat favorable, soit parce que les intéressés estimaient préférable de ne pas livrer leurs papiers à la critique des historiens, soit parce que les familles voulaient se réserver la possibilité de faire établir, par un auteur de leur choix, une biographie. Dans deux cas au moins, les familles, après avoir opposé un refus à la Commission au moment où la publication des *Documents diplomatiques* était en cours, ont effectué, après quinze ou vingt ans de réflexion, le versement de ces papiers aux archives du Quai d'Orsay, trop tard pour qu'ils puissent être insérés dans le recueil.

Les lecteurs des *Documents diplomatiques français* ne doivent donc jamais perdre de vue qu'ils se trouvent en face d'une sélection de documents, et que le choix, bien qu'il ait été effectué avec soin, peut toujours être sujet à des erreurs : il est certain que des documents utiles ont été parfois négligés,

1. Celle du colonel Moulin est essentielle pour l'histoire de l'alliance franco-russe.

2. Un rapport du procureur général Paul Matter, en 1934, a étudié à fond cette question du droit de l'État à revendiquer les papiers privés, c'est-à-dire les « lettres particulières » ou personnelles, et les notes rédigées par un ministre ou par un agent diplomatique à l'occasion de ses fonctions, qui souvent n'ont pas été remises aux archives du ministère.

Pierre Renouvin

parce que l'intérêt n'en a pas été reconnu par celui qui avait la charge de la préparation du volume. Mais ces erreurs, inévitables dans toute entreprise de ce genre, ont été peu nombreuses : je crois pouvoir l'affirmer, après une longue familiarité avec ces archives.

• • •

Le recueil vaut ce que valent les choix. Ont-ils été effectués avec la compétence, la sincérité, l'indépendance d'esprit nécessaire? Pour répondre à cette question essentielle, il importe de savoir par qui cette sélection a été faite.

La Commission formée en 1928 comptait cinquante-quatre membres qui appartenaient, de fait, à quatre catégories : dix-neuf historiens, dix-sept diplomates, dix personnalités désignées *ex-officio* (en particulier les directeurs des dépôts d'archives dans les divers ministères), six membres de l'Institut non historiens. Les historiens étaient donc en minorité. Cette composition avait donné lieu, à l'époque, à des critiques, qui ont été reprises récemment encore¹. La présence de nombreux diplomates, qui avaient été presque tous les artisans ou les exécutants de la politique d'« avant-guerre », ne paraissait pas être une garantie d'impartialité dans la sélection des documents. Parfaitement légitime dans son principe, cette critique est pourtant sans objet, car les membres de la Commission n'ont été réunis qu'une seule fois, lors de la séance inaugurale. Les nombreuses séances de travail qui ont été tenues ensuite (elles ont été hebdomadaires pendant plusieurs années, puis mensuelles) n'ont réuni que dix ou douze membres, presque tous historiens². Elles ont toujours été présidées, jusqu'en 1939, par le Recteur Charléty, qui se tenait constamment informé des progrès du travail.

C'est au cours de ces séances que s'engageaient des échanges de vues sur l'orientation des recherches, sur les précautions à prendre pour déceler les lacunes de l'information et pour éviter les erreurs, et sur la portée des documents les plus importants, dont la Commission tenait à prendre connaissance. Les procès-verbaux de ces réunions ont été conservés et permettront d'apprécier exactement la méthode suivie.

Mais bien entendu, le travail effectif était l'œuvre des collaborateurs techniques, membres ou non de la Commission, et des deux secrétaires généraux³, qui assuraient la direction et le contrôle des recherches. Tous étaient

1. Dans les *Lezioni di Storia dei trattati e politica internazionale*, du professeur Mario Toscano (Turin, 1958, p. 171).

2. Le seul diplomate qui ait pris part régulièrement à ces séances, pendant sept ans, a été M. de Lacroix, qui avait appartenu au Cabinet de Delcassé, mais n'avait occupé aucun emploi important entre 1905 et 1914.

3. Ces secrétaires généraux ont été Abel Rigault et moi.

Les documents diplomatiques français, 1871-1914

historiens¹. Pour la préparation de chaque volume du recueil, la Commission désignait, parmi ses membres, un « reviseur » qui devait non seulement vérifier, par des sondages, la valeur de la sélection et examiner la qualité de l'annotation, mais aussi indiquer les remarques critiques que lui suggérerait la lecture des documents et faire procéder, le cas échéant, à un complément de recherches².

Les conditions dans lesquelles s'est développée l'exécution du plan de travail ont été, entre 1928 et 1939, généralement favorables.

Au ministère des Affaires étrangères, le classement des archives était satisfaisant. Les méthodes suivies pour l'enregistrement des dépêches permettaient de contrôler le contenu des dossiers et de déceler, le cas échéant, l'absence de quelques pièces, qu'il était possible de retrouver en faisant appel aux archives des postes diplomatiques. Les registres du service du Chiffre donnaient le moyen de vérifier le texte des télégrammes, sauf dans les cas, extrêmement rares, où un télégramme n'avait pas été transcrit (encore le service avait-il soin d'indiquer, en pareil cas, qu'il avait reçu l'ordre de ne pas transcrire). Les mêmes garanties, il est vrai, n'existaient pas lorsqu'il s'agissait de documents établis par le ministre ou à son intention (rapports et notes rédigés par les services ; comptes rendus d'entretiens avec les ambassadeurs étrangers), car ces documents n'étaient pas enregistrés : il n'était donc pas possible de constater la disparition d'une note ou d'un rapport, mais seulement de la présumer. C'est ainsi que la Commission n'a pu retrouver aucune trace des entretiens entre Delcassé et le ministre russe des Affaires étrangères, Mouravieff, venu à Paris pendant la crise de Fachoda, non plus que des entretiens de Raymond Poincaré et de Viviani avec le gouvernement russe lors de leur visite à Saint-Petersbourg en juillet 1914. Ces cas restaient pourtant tout à fait exceptionnels.

C'est surtout à propos des papiers privés que la Commission a éprouvé des déceptions. Elle s'est adressée, bien entendu, aux détenteurs de ces papiers, mais elle n'a pas toujours rencontré un accueil favorable. Sans doute elle a pu consulter les papiers de Waddington et ceux de Jules Ferry,

1. Ces collaborateurs ont été : pour les tomes I à VIII de la première série : André Ganem (pour le tome I seulement), Abel Rigault et Henry Salomon ; pour les tomes IX à XVI de la première série : Abel Rigault, Charles Schmidt ; I à IX de la deuxième série : Bertrand Auerbach et Pierre Muret ; X à XIV de la deuxième série : Georges Bourgin et André Thomas. M^{me} Clergeau, secrétaire de la Commission, a assumé en fait les fonctions de collaborateur technique pour les derniers volumes de la collection. Pour la troisième série, publiée tout entière avant 1939, j'ai été en collaboration avec Ch. Appuhn, l'éditeur responsable. Pour plus de détails à ce sujet, voir la notice publiée dans la *Revue d'histoire diplomatique*, n° 4 de 1950.

2. Ce rôle a été tenu par Georges Pagès pour les tomes I à VIII de la première série ; par Élie Halevy et moi pour les tomes I à IX de la deuxième série ; par Élie Halevy pour ceux de la troisième série. J'ai été le « reviseur » de tous les volumes publiés après 1945 (tomes X à XIV de la deuxième série ; X à XVI de la première série).

Pierre Renouvin

le *Journal de Revoil* pendant la conférence d'Algésiras, connaître le compte rendu du Conseil des ministres du 6 juin 1905, établi par Chaumié, obtenir communication des papiers de Camille Barrère et (en copie) de la correspondance entre Paul et Jules Cambon, des lettres particulières adressées à Jules Cambon par Joseph Caillaux et par de Selves pendant la crise d'Agadir ; mais elle n'a pas eu accès aux papiers de Gabriel Hanotaux¹, elle n'a pas réussi, en 1934, en dépit des efforts de Louis Barthou, à obtenir la remise des papiers de Delcassé, et n'a rencontré aucun succès auprès de Maurice Paléologue, sauf en une occasion où l'intervention personnelle de Raymond Poincaré a eu raison d'une tenace résistance².

Dans les autres archives ministérielles, la recherche a été plus malaisée. Au ministère des Colonies, le classement des fonds, à cette époque, n'était pas encore complètement achevé. Au ministère des Finances, les archives du Mouvement général des fonds étaient fort en désordre. Au ministère de la Guerre, les méthodes d'enregistrement de la correspondance et l'état des inventaires d'archives étaient loin d'offrir les garanties souhaitables pour la recherche historique, et les lacunes étaient parfois sérieuses ; c'est ainsi que toute la correspondance de l'attaché militaire à Londres pendant la crise de Fachoda avait disparu, et qu'aucune trace écrite n'a été retrouvée des avis que donnait le général Joffre au gouvernement pendant l'été de 1911.

Pourtant la portée de ces lacunes était limitée. Dans l'ensemble, en 1939, la Commission pouvait être satisfaite des résultats de sa recherche. En dix ans, elle avait publié vingt-neuf volumes. Seuls les documents des années 1893-1900 et 1907-1911 restaient à examiner.

A la fin de 1945, lorsque la possibilité de reprendre le travail est apparue, fallait-il achever la publication des *Documents diplomatiques français 1871-1914* ? La décision était prise d'ouvrir les archives à tous les chercheurs pour la consultation des documents antérieurs à 1897 et l'intention était exprimée de porter à 1914 cette date-limite, aussitôt que les documents auraient pu être reliés. Le recueil, qui avait été destiné à faire connaître des documents auxquels les chercheurs ne pouvaient pas avoir accès, avait donc perdu une part de son intérêt. Il restait pourtant un instrument de travail utile dans la mesure où il donnait un fil conducteur dans la masse énorme des documents et pouvait préparer les voies à des recherches plus complètes. La Commission s'est donc remise à la tâche. Mais elle avait perdu son président, deux de ses membres les plus éminents — Georges Pagès et Élie Halévy — et la plupart de ses collaborateurs techniques. Appelé à remplacer Sébastien Charléty, j'ai dû, avec le concours toujours indispensable d'Abel

1. Ceux-ci ont été versés aux archives en 1959, trop tard pour que la Commission puisse les utiliser.

2. Voir ci-dessous les documents publiés en annexe au présent article.

Les documents diplomatiques français, 1871-1914

Rigault, réunir de nouvelles collaborations, moins nombreuses qu'au-
paravant.

Dans cette seconde étape, la Commission s'est trouvée en face de sérieuses difficultés, en raison des dommages subis par le dépôt des archives des Affaires étrangères entre 1940 et 1944. Sans doute les destructions massives qui avaient affecté les archives de la période 1930-1939 n'avaient pas atteint les fonds antérieurs à 1914. Pourtant les dommages étaient très sensibles. D'une part, les pièces qui, à la veille de la guerre, avaient été extraites des dossiers par les collaborateurs de la Commission, pour les besoins de leur travail courant¹, étaient restées dans deux bureaux du Quai d'Orsay; elles ont été détruites lorsque, pendant les combats de la libération de Paris, le 25 août 1944, une partie des locaux du ministère a été incendié. D'autre part, les occupants avaient effectué des prélèvements, dont une partie seulement a pu être récupérée en Allemagne; c'est ainsi que, pour les années antérieures à 1900, les dossiers « réservés » des relations franco-italiennes et des relations franco-russes avaient disparu, ainsi que les dossiers relatifs au canal de Panama; pour les premières années du xx^e siècle, les lacunes, plus graves, affectaient surtout la « correspondance politique » avec les ambassades de France à Vienne, à Rome, à Madrid, à Constantinople, à Washington, ainsi que les dossiers relatifs aux affaires balkaniques, à la guerre italo-turque, à la neutralité de la Belgique et aux intérêts allemands au Maroc. La liste de ces disparitions n'avait pas été établie : la Commission les constatait au cours de ses recherches.

Pour essayer de combler ces lacunes, il était possible d'utiliser les registres où le service du Chiffre transcrivait les télégrammes (cette précieuse série n'avait pas été détruite); mais pour les « dépêches », un long travail de reconstitution était nécessaire. Cette reconstitution était possible grâce à l'enregistrement des dépêches au départ et à l'arrivée. Sur la base des indications fournies par ces registres, le contenu des dossiers pouvait être connu. Il suffisait ensuite de rechercher, dans les archives des postes diplomatiques, les minutes ou les expéditions des documents dont la disparition avait été constatée. Bien entendu, cette reconstitution restait imparfaite, puisqu'elle ne pouvait pas s'appliquer aux notes ou documents à exemplaire unique, c'est-à-dire aux pièces les plus intéressantes; mais la *correspondance* a pu, dans presque tous les cas, être intégralement reconstituée.

Au travers de ces difficultés, quatorze années ont été nécessaires pour mener à bien l'achèvement de la publication.

* * *

En consultant la collection des *Documents diplomatiques français 1871-*

1. Ces pièces (un millier au moins) étaient relatives aux années 1906-1909 et 1893-1895 et avaient été choisies en raison de leur importance.

Pierre Renouvin

1914, les historiens ne doivent pas perdre de vue les buts et les limites de l'entreprise.

Ils savent qu'ils ne trouveront pas dans cette collection les éléments nécessaires pour étudier l'expansion coloniale ou la pénétration de l'influence française en Chine et en Amérique du Sud. Ils ne lui demanderont pas davantage le moyen de suivre les moindres gestes de la politique française dans les interminables débats qui se sont développés à propos du statut de la Crète ou de la construction du chemin de fer de Bagdad, par exemple. Sur toutes ces questions extra-européennes, le recueil n'a publié que les documents propres à faire connaître la ligne de conduite adoptée par le gouvernement français, dans la mesure où elle affectait les relations de la France avec les autres grandes puissances, à faire connaître les mobiles de cette politique et les renseignements que possédait le Quai d'Orsay sur les actes ou les intentions des autres gouvernements.

Les questions européennes ont été traitées dans le même esprit. Dans la masse de documents que contiennent les archives diplomatiques sur la vie politique, économique et sociale des États étrangers, et parfois (trop rarement) sur l'état d'esprit de leurs habitants, seules ont été retenues les pièces utiles pour comprendre l'évolution des rapports entre ces États et la France; dans les dossiers relatifs aux forces armées même, en dépit des liens étroits qui unissent les questions militaires ou navales et les questions diplomatiques, la sélection a été rigoureuse : les documents relatifs à la politique d'armements de chaque État ont toujours été préférés à ceux qui donnaient seulement des détails techniques. Lorsqu'une question avait fait l'objet de la publication d'un *Livre jaune* établi au lendemain même des événements — affaires arméniennes en 1896, question crétoise en 1897, affaires de Chine en 1899-1901, première conférence de La Haye, affaires marocaines de 1906 à 1911, par exemple — était-il nécessaire de reproduire dans les *Documents diplomatiques français* tous les documents ainsi publiés? La Commission a pris le parti de renvoyer le lecteur à ces *Livres jaunes* pour l'étude des menus incidents, mais d'insérer dans le recueil toutes les pièces utiles pour l'étude de la politique française, même si elles avaient été déjà antérieurement publiées, plus ou moins exactement. En fait, les documents inédits étaient souvent de première importance : le *Livre jaune* sur les affaires arméniennes avait, bien entendu, passé sous silence l'échange de vues où les gouvernements russe et français, en décembre 1895, avaient envisagé l'éventualité d'un démembrement de l'Empire ottoman; le *Livre jaune* sur la guerre des Boxers avait laissé de côté les documents les plus importants pour l'étude de la politique des grandes puissances; de la conférence de La Haye, les procès-verbaux avaient été publiés, mais non pas les rapports adressés par la délégation française au ministre des Affaires étrangères. Et ce ne sont là que des exemples.

Cette sélection, que les éditeurs des *Documents diplomatiques français* ont

Les documents diplomatiques français, 1871-1914

exercée avec rigueur, définit le caractère de la publication : elle laisse aux historiens, lorsqu'ils ont accès direct aux archives, de vastes champs de recherche, à peu près vierges, dans des volumes ou dans des cartons qui ont toujours été consultés par les collaborateurs chargés d'établir le recueil, mais qui leur ont paru ne pas offrir d'intérêt direct pour leur travail, tel qu'il avait été conçu.

Et pourtant la consultation des *Documents diplomatiques français* restera souvent nécessaire, même aux chercheurs qui viendront travailler au Quai d'Orsay et qui auront par conséquent à leur disposition les dossiers originaux.

Le recueil les aidera à replacer la question particulière qui fera l'objet de leurs recherches dans le cadre général de la politique française et d'éviter ainsi bien des erreurs de jugement, bien des appréciations hâtives : en quelques instants, la lecture des *Documents diplomatiques français* leur montrera quelles étaient, à chaque moment, les préoccupations du ministre des Affaires étrangères et soulignera les incidences que telle autre question a pu avoir sur celle même dont ils s'occupent ; sans doute, ce contexte pourrait être connu, au moins en partie, par d'autres moyens, la consultation de la presse, par exemple ; mais au prix de tâtonnements et de longs efforts.

Il leur donnera aussi, dans le dédale des archives, un fil conducteur, en appelant leur attention sur certains fonds annexes dont l'examen des inventaires ne peut pas toujours suffire à révéler l'importance. Il leur suggérera, par les notes infrapaginales, des rapprochements avec les collections de documents diplomatiques étrangers. Avant d'entreprendre une recherche précise, l'historien aura donc intérêt à demander au recueil de documents une orientation, en bénéficiant de l'expérience qu'avaient acquise les collaborateurs techniques de la Commission.

Enfin et surtout, la consultation des *Documents diplomatiques français* permettra dans des cas importants de combler les lacunes souvent irréparables qui subsistent dans les archives, par suite des dommages éprouvés pendant la guerre et l'occupation. Les volumes préparés avant 1939 contiennent des dépêches, des « notes du Département », des lettres personnelles ou des comptes rendus d'entretiens qui ne se trouvent plus aujourd'hui dans les archives par suite des « prélèvements » effectués par les autorités allemandes entre 1940 et 1944. Dans les volumes publiés depuis 1946, figurent aussi des pièces que l'on chercherait en vain dans les dossiers du Quai d'Orsay : ce sont les archives des postes diplomatiques qui les ont fournies à la Commission.

La collection des *Documents diplomatiques français 1871-1914* offre donc, sur bien des sujets, des ressources qui n'ont aucun équivalent. Il est nécessaire que les historiens y songent.

Pierre RENOUVIN.

ANNEXE

A titre d'exemple de la méthode de travail suivie par la Commission, il peut être intéressant de lire les lettres ci-jointes qui sont extraites des papiers privés de Raymond Poincaré. Ces lettres ont été mises à la disposition de la « Revue historique » par M. Pierre Miquel, agrégé de l'Université, grâce à l'obligeance de M. Marcel Ribière, ancien collaborateur de l'homme d'État.

La Commission désirait publier les documents propres à faire connaître avec précision l'attitude du gouvernement français, au printemps de 1912, dans la question de la neutralité belge. Les documents qu'elle avait trouvés dans les archives du Quai d'Orsay ne donnaient pas tous les renseignements nécessaires. Le président de la Commission, le Recteur Charlét, avait donc demandé à Raymond Poincaré, président du Conseil en 1912, s'il était en mesure d'apporter un complément d'information. Le président Poincaré¹ s'était tourné vers Maurice Paléologue, qui avait été, en 1912, directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères. Ce sont les lettres échangées à cette occasion entre l'homme d'État et l'ambassadeur, son camarade de jeunesse, que l'on trouvera ci-dessous.

LETTRE DE MAURICE PALÉOLOGUE A RAYMOND POINCARÉ

Paris, 24 décembre 1929.

Cher Ami,

Il est certain qu'en 1912, la concentration d'une armée allemande à l'ouest d'Aix-la-Chapelle devait être considérée par les états majors français et anglais comme le premier acte d'une entrée sur le territoire belge. Une telle concentration (10 ou 11 corps, si je ne me trompe) n'eût pas été seulement une « menace », mais ce que l'article 2 du *Code pénal* appelle « un commencement d'exécution », par exemple « le fait, pour des individus, de s'être postés, munis d'armes, à quelques pas de l'immeuble qu'ils se proposent d'envahir... » Pour qualifier ainsi le premier acte du plan Schlieffen, fallait-il donc attendre la prise de Liège, qui n'est qu'à 35 Km de la frontière allemande?

Cela dit, je me rappelle fort bien que, dans l'éventualité ci-dessus, nous n'envisagions aucune action militaire sur le territoire belge avant que l'Allemagne n'eût été mise en demeure d'affirmer publiquement qu'elle respecterait la neutralité de la Belgique. Mais les stratèges n'avaient pas à s'occuper de cette « mise en demeure », qui relevait exclusivement de la diplomatie. Par conséquent, l'Allemagne n'aurait eu qu'un mot à dire pour que les troupes franco-anglaises s'abstinsent de pénétrer en Belgique.

Si ces explications te satisfont, veux-tu bien les communiquer à M. Charlét?

Pour des motifs qui me sont personnels, je ne veux avoir aucun rapport avec la « Commission des origines de la Guerre », et surtout lorsqu'il s'agit de la question qui précède. J'ai eu à m'occuper de cette question dès 1904 ; je m'en suis même occupé à Londres ; j'ai là-dessus des notes précises, dont la publication serait inop-

1. Il avait, rappelons-le, quitté le pouvoir le 26 juillet 1929.

Les documents diplomatiques français, 1871-1914

portune : je ne les publierai donc pas, de mon vivant, à moins que les circonstances ne l'exigent, dans un intérêt supérieur. Ai-je besoin d'ajouter que, pour juger de cet intérêt, c'est à toi que je m'adresserais tout d'abord?

J'espère que tu as trouvé le soleil sous les oliviers de Roquebrune? Veux-tu partager avec tes hôtes et M^{me} Poincaré, tous mes affectueux souvenirs.

PALÉOLOGUE.

LETTRE DE RAYMOND POINCARÉ A MAURICE PALÉOLOGUE¹

22 Décembre 1929

Mon cher Ami,

Je te remercie d'avoir pris la peine de venir me serrer la main avant mon départ. Je te remercie également d'avoir répondu si vite à ma lettre.

Je vois que tu es vis à vis de la Commission du Quai d'Orsay dans le même état d'esprit qu'Émile Bourgeois. Je m'explique votre mécontentement, mais je crois votre abstention très fâcheuse. Il n'est pas bon de laisser le champ libre à des hommes dont quelques uns ne sont pas sans parti pris et dont beaucoup ignorent tout des réalités d'avant guerre. Briand lui-même s'est récemment plaint à moi des tendances de certains d'entre eux. Ils ne falsifieront certes aucune pièce, mais ils peuvent en laisser de côté certaines qui éclairent les autres ou présenter sous un jour inexact celles qu'ils publient. Lorsque leur travail sera terminé, c'est lui et lui seul qui fera foi. Les publications posthumes dont tu me parles viendront trop tard pour remettre les choses au point et pour laver la France des calomnies qu'on répand sur elle dans le monde.

En ce qui concerne la dépêche n° 290 du 28 Mars 1912 minutée par toi et la dépêche de M^e Fleuriau, du 4 avril suivant², ta lettre ne répond pas à la principale question de la note que m'a communiquée M. Charléty. Comment se fait-il qu'on ne trouve rien à l'état major sur le plan Schlieffen et sur la réplique qu'il avait suggérée à Joffre? J'ai indiqué dans *Le lendemain d'Agadir* que le général en chef pensait qu'il serait nécessaire de pénétrer en Belgique en cas de concentration de troupes allemandes près d'Aix la Chapelle. Je me rappelle très bien que Joffre a exposé cette manière de voir dans mon cabinet du Quai d'Orsay et que j'ai protesté, pour des motifs d'ordre politique et moral. La même question a été débattue en 1914 et Joffre a reconnu que nous ne devions pas franchir la frontière sans être appelés par la Belgique dont nous avions garanti le neutralité. Il est étrange qu'il ne reste rien, à l'état major, des premières intentions du général en chef. Ce silence permettra de dire que la dépêche 290 se rapporte à une hypothèse envisagée par le gouvernement français en dehors même de toute suggestion de l'état major. Il y aurait le plus grand intérêt à ce que tout fût loyalement expliqué dès maintenant.

Ton cordialement dévoué.

1. Minute autographe.

2. Ces documents ont été publiés dans les *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, 3^e série, tome II, n°s 269 et 300.

Pierre Renouvin

LETTRE DE MAURICE PALÉOLOGUE A RAYMOND POINCARÉ

29 Décembre 1929.

Mon cher Ami,

Les motifs de l'attitude que j'ai prise vis-à-vis de la Commission sont tout autres que ceux dont s'inspire E. B. Je te les confierai verbalement et je pense que tu les approuveras.

Par une singulière coïncidence, quand j'ai reçu ta lettre du 22 décembre, j'étudiais depuis quelques jours avec le maréchal Pétain l'énigmatique problème du plan Schlieffen et la question même qui te préoccupe. Jusqu'ici, nous n'avons pu éclaircir encore plusieurs points très importants. Mais le Maréchal m'a donné rendez-vous mardi prochain, à son bureau des Invalides, pour examiner certains documents. Peut-être aurai-je ainsi le moyen de satisfaire ta légitime curiosité.

Tibi ex animo.

PALÉOLOGUE.

LETTRE DE MAURICE PALÉOLOGUE A RAYMOND POINCARÉ

31 Décembre 1929.

Mon cher Ami,

Les recherches, auxquelles nous venons de procéder, le maréchal Pétain et moi, sont restées vaines. Tous les documents relatifs à la question qui te préoccupe, ont été brûlés par ordre supérieur, au mois d'août 1904¹, la veille de l'exode à Bordeaux.

Il me semble donc que la réponse à Charléty pourrait se résumer ainsi :

1^o — En 1912, les états-majors français et anglais n'étaient que trop fondés (comme l'événement l'a prouvé) à considérer une concentration massive de forces allemandes autour d'Aix-le-Chapelle comme le premier acte d'une entrée sur le territoire belge et à prévoir les mesures qui s'imposeraient alors dans l'intérêt même de la Belgique ;

2^o — Mais aucune action des armées françaises et anglaises sur le territoire belge n'était envisagée, avant que l'Allemagne n'eût été mise en demeure de s'expliquer sur ses intentions à l'égard de la Belgique.

Ton cordialement dévoué.

PALÉOLOGUE.

LETTRE DE MAURICE PALÉOLOGUE A RAYMOND POINCARÉ

20 mars 1930.

Cher Ami,

Si je ne partais ce soir pour les environs d'Hyères (d'où je serai revenu le 26) j'aurais été te porter ma réponse à ta lettre d'hier².

J'attache comme toi une grande importance à ce qu'on ne laisse pas la « Commission des origines » se transformer en commission d'enquête.

1. *Sic* dans le manuscrit, lire : 1914.

2. Cette lettre n'a pas été retrouvée.

Les documents diplomatiques français, 1871-1914

Historiquement notre diplomatie n'a rien à redouter d'aucune révélation, mais présentement, tel ou tel sujet ne pourrait être traité à fond sans fournir aux thèses allemandes des arguments redoutables.

C'est pourquoi je préfère ne pas communiquer la lettre de P. Cambon, je la considère en effet comme m'étant personnelle et je ne veux pas m'exposer à ce qu'on me demande si je n'ai pas d'autres lettres analogues... Crois moi ; il faut éluder le plus possible la question belge. Tu pourrais dire à Charlét que mon refus de publier s'explique par mon mauvais caractère dont tu as eu tant de preuves.

Tibi...

PALÉOLOGUE.

LETTRE DE RAYMOND POINCARÉ A MAURICE PALÉOLOGUE

24 mars 1930.

Mon cher ami,

Je m'excuse de n'avoir pas répondu plus tôt à ta lettre du 20. Mais comme tu me disais devoir être absent ces jours derniers, j'ai voulu attendre ton retour.

Je t'avoue franchement que je ne m'explique pas ta décision. Tu considères, me dis-tu, comme personnelle la lettre de P. Cambon. Cette appréciation ne me paraît pas exacte. Il s'agit d'une lettre adressée par un ambassadeur à un directeur des A. É. c'est-à-dire d'une correspondance entre 2 collaborateurs ou ministres responsables. Tu en as si bien jugé ainsi que tu m'as communiqué cette lettre et que tu me l'as laissée copier. Et j'estime, quant à moi, que nous avons le devoir de la remettre à la Commission. Tu me dis : « crois moi, il faut éluder le plus possible la question belge ». Phrase incompréhensible à laquelle je réponds : « alors même que nous aurions intérêt à éluder quoique ce fût, nous ne le devrions pas et nous ne le pourrions pas davantage. Ces questions sont posées devant le monde entier et si nous ne nous expliquons pas sur les lettres que détient la commission, notre silence sera interprété contre nous ».

J'ajoute que personnellement ni comme chef du gouvernement de 1912 ni comme Président de la République, je n'ai rien à cacher ; loin de là. J'ai toujours pensé et soutenu qu'on ne devrait pas occuper le territoire belge préventivement et qu'il faudrait attendre l'attaque allemande, l'appel du gouvernement de Bruxelles et l'accord avec l'Angleterre. C'est la thèse que j'ai fait accepter par l'E. M. en 1912 et en 1914. Je tiens à ce qu'elle ne puisse être discutée et elle le sera fatalement si nous ne livrons pas toutes nos pièces. La lettre de P. Cambon est très claire, elle explique celle que j'ai signée ; il n'y a donc qu'avantage à la publier.

A toi cordialement.

LETTRE DE MAURICE PALÉOLOGUE A RAYMOND POINCARÉ

26 Mars 1930.

Cher Ami,

J'arrive à l'instant d'Hyères et je trouve ta lettre du 24.

P. Renouvin — Les documents diplomatiques français, 1871-1914

Assurément, je ne peux que m'incliner devant ton désir. Voici donc la lettre de Paul Cambon, en date du 21 Mars 1912¹.

Mais, puisqu'on doit tout exhiber devant la Commission, pourquoi ne lui communique-t-on pas le procès-verbal du 21 février 1912 qui est d'une importance capitale²? Et pourquoi ne l'autorise-t-on pas à recueillir des témoignages?

Je persiste à voir, *politiquement*, — de graves dangers à cette exhibition générale. Mais je n'ai, *personnellement* rien à en redouter : loin de là !

Ton cordialement dévoué.

PALÉOLOGUE.

1. Cette lettre a été publiée dans le tome II de la troisième série des *Documents diplomatiques français, 1871-1914*, sous le n° 240.

2. Ce procès-verbal a été communiqué à la Commission qui en a donné une analyse (*Ibid.*, n° 240, note).

LES CENTRES DE RECHERCHES HISTORIQUES

■ *L'Institut d'Histoire de la Révolution française.*

Devançant de loin les réalisations officielles, Georges Lefebvre avait créé, dès 1937, à la Sorbonne, sous le titre d'Institut d'Histoire de la Révolution française, dans le cadre des instituts de Faculté, un véritable centre de recherches. Il se proposait en effet « d'organiser, d'encourager et de coordonner » les études relatives à la Révolution française et à la période napoléonienne.

Un comité directeur, présidé par le doyen de la Faculté, composé de représentants des Archives nationales, de la Bibliothèque nationale, du Collège de France, de l'École pratique des Hautes-Études, de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, et de diverses personnalités en assure l'administration. Le travail étant dirigé par le professeur d'histoire de la Révolution française.

Les concours ne manquèrent jamais au nouvel Institut, mais il souffrit de l'absence de dispositions permettant de lui assurer des ressources financières et des locaux. Du moins put-il obtenir l'aide de chercheurs, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de 1789. Grâce à quoi fut entreprise la publication d'un *Recueil de documents sur les États généraux* dont le premier volume a été édité en 1953 sous la direction de Georges Lefebvre et de M^{lle} Terroine. Il traite des préliminaires et de la séance du 5 mai. Un deuxième volume, préparé dans les mêmes conditions, est prêt pour la publication, il est consacré à la séance royale du 23 juin. Georges Lefebvre a écrit là son ultime ouvrage, dont j'ai assumé la mise au point. Un troisième volume étudiera les chambres des trois ordres, un quatrième est préparé par M^{lle} Terroine sur les conférences de conciliation. Ce recueil constitue un instrument d'érudition destiné, selon l'expression de Georges Lefebvre, à favoriser l'étude critique de l'histoire parlementaire des États généraux. Il suppose de minutieuses et longues recherches qui se poursuivront selon le plan prévu.

Marcel Reinhard

Le souci de procurer aux historiens de tels instruments de travail incita dans la suite Georges Lefebvre à reprendre la publication des *Archives parlementaires*, interrompue depuis la première guerre mondiale. Grâce aux ressources fournies par le Centre national de la Recherche scientifique, le texte a pu en être établi, avec l'aide de M. Bouloiseau, aujourd'hui chef de travaux à l'Institut d'Histoire de la Révolution. Le premier volume est sous presse, l'édition étant financée par l'Assemblée législative, le Sénat et le C. N. R. S. C'est là encore une entreprise de longue haleine qui exige des recherches étendues dans les archives et dans la presse. Déjà les deux tomes suivants sont en voie d'achèvement.

En outre l'Institut a publié le premier volume de la *Table des procès-verbaux de la Convention*, le second paraîtra au printemps 1961. La *Table du Recueil des Actes du Comité de Salut public* est en préparation, ainsi qu'un *Supplément au Recueil des Actes du Comité de Salut public*, voire un supplément à la *Société des Jacobins* d'Aulard dont on sait les lacunes.

M. Dubois de Fosseux a bien voulu communiquer le dossier de correspondance entre son aïeul et Babeuf, dont M. l'abbé Berthe m'avait signalé la présence aux archives du château de Fosseux. L'Institut en a entrepris la publication, qui aboutira, elle aussi, au printemps 1961, grâce à l'aide du C. N. R. S. et de la Faculté des Lettres qui fait de cet ouvrage le premier volume de sa collection de Textes et documents.

La vocation du Centre de recherches ne se limite pas à la publication de textes, même importants. Elle comporte aussi l'étude de problèmes historiques. Georges Lefebvre avait commencé l'étude de la structure sociale d'Orléans à la fin de l'Ancien Régime. Ce travail sera poursuivi par l'Institut d'histoire économique et sociale, qui l'intègre dans un plus vaste ensemble. Pour ma part, en raison de travaux antérieurs, j'ai abordé l'histoire démographique de la période révolutionnaire et napoléonienne. Elle devrait permettre une intelligence plus complète de la Révolution française, aussi bien qu'une meilleure connaissance de l'histoire de la population française.

Au départ s'impose l'inventaire et la critique des sources. Un recueil de textes législatifs et administratifs, accompagné d'une instruction pour guider la recherche, a fait l'objet d'un premier travail. La Commission d'histoire économique et sociale de la Révolution française l'a publié dans son dernier Bulletin, renouant ainsi une tradition interrompue par le malheur des temps. Ce recueil a pour objet de susciter et de favoriser les enquêtes locales qui permettront la publication d'un répertoire des sources manuscrites et imprimées figurant dans les diverses archives et bibliothèques, à partir duquel il sera possible de fixer l'orientation et le programme d'études critiques et de publications sur la démographie de la France révolutionnaire et impériale.

En effet nombre d'enquêtes révolutionnaires ont obtenu de très nombreuses réponses qui méritent d'être utilisées, certains départements et cer-

L'Institut d'Histoire de la Révolution française

taines villes ont accompli alors des recherches minutieuses dont subsistent les documents de base, tellement plus riches que les états numériques s'appliquant à l'ensemble de la France. Un choix, fondé sur le répertoire des sources, permettra de faire porter l'effort sur telle enquête et telle région qui procureront le plus d'informations. Les travaux actuellement réalisés en France, en Angleterre, en Espagne, en Belgique, aussi bien qu'en Amérique et en Chine, montrent que la connaissance de l'histoire démographique progresse plus sûrement dans un cadre local ou régional que dans un cadre national.

Cette enquête devrait permettre, une fois menée à bon terme, d'exposer la place de la démographie parmi les causes de la Révolution, aussi bien que dans ses développements et dans ses crises, aussi bien que de saisir la révolution démographique réduisant la natalité dans des proportions, des temps et des milieux que l'on préciserait. Les répercussions démographiques de la Révolution et de l'Empire, à long terme aussi bien qu'à brève échéance, apparaîtraient aussi.

C'est pourquoi, depuis 1955, des mémoires de diplômes d'études supérieures ont été consacrés à des recherches localisées d'histoire démographique révolutionnaire d'abord en Normandie puis dans la région parisienne. L'examen du district de Versailles est en voie d'achèvement et fournira un premier ensemble.

D'autre part, des recherches méthodologiques ont été poursuivies pour tirer parti des documents dans les meilleures conditions et pour mener les investigations plus efficacement. Elles fourniront la matière d'une prochaine publication de *Contributions à l'histoire démographique de la Révolution*.

Des thèses de doctorat, soit de troisième cycle, soit d'Université ou d'État, sont en préparation pour compléter et approfondir ces travaux, notamment sur Paris, sur Douai, sur la Mayenne, sur la Normandie, sur le Berry et sur la Lorraine.

L'histoire de la population n'est pas purement quantitative, comme bien on pense. Elle comporte l'examen des conditions de vie, de la santé, de la morbidité, et des facteurs affectant la fécondité aussi bien que la mortalité. Or ces facteurs appartiennent à tous les domaines de l'histoire, ils sont économiques, religieux, sociaux, psychologiques, biologiques. C'est dire que l'Institut d'Histoire de la Révolution française ne limite pas ses efforts à la documentation statistique. C'est reconnaître aussi qu'il ne saurait suffire à la préparation des chercheurs. Des liaisons ont été nouées avec des disciplines et des organismes complémentaires, notamment avec l'Institut national d'études démographiques, soit pour la statistique historique à laquelle se consacre M. Louis Henry, soit pour les autres disciplines représentées à l'I. N. E. D., aussi bien qu'avec l'Institut de démographie de l'Université de Paris, souvent par les mêmes spécialistes, et avec les démographes de la VI^e section de l'École des Hautes Études.

M. Reinhard — L'Institut d'Histoire de la Révolution française

En outre une liaison a été amorcée avec la chaire de pédagogie portant cette fois sur l'histoire de l'éducation, conformément au vœu de M. Debesse, car l'Institut ne saurait se consacrer exclusivement à l'histoire démographique. Il accueille volontiers les chercheurs, aux divers niveaux, du diplôme d'études supérieures — voire du diplôme d'Études de la Révolution française et de l'Empire — jusqu'au doctorat d'État désireux de réaliser des monographies ou des synthèses, sur l'histoire de la Révolution et de l'Empire, comme le montrent certaines réalisations accomplies ces dernières années où figurent l'histoire religieuse, l'histoire politique, l'histoire administrative, voire la biographie¹. L'Institut ne peut se désintéresser des problèmes généraux que posent l'histoire de la Révolution et l'historiographie contemporaine concernant cette période².

C'est pourquoi la bibliothèque de l'Institut devient un centre de renseignements auquel recourent, non seulement des étudiants, mais des chercheurs français et étrangers, s'intéressant à des aspects divers de l'histoire révolutionnaire et impériale. L'Institut, pourvu d'un local et de quelques moyens de travail, grâce à l'appui de MM. les doyens Renouvin et Aymard, s'applique à jouer simultanément un triple rôle de recherches, de formation de chercheurs, et d'information des chercheurs chevronnés.

L'aide apportée par le Comité directeur a permis de surmonter les plus redoutables obstacles, sans éliminer pourtant toutes les difficultés. Le fonctionnement d'un tel centre suppose en effet des ressources considérables pour multiplier des vacations, rassembler des documents — ouvrages et microfilms — élaborer les données. Ressources financières, ressources en personnel. Il ne faut pas se dissimuler que le rôle nécessaire des Universités dans la recherche exige une organisation, un équipement et des moyens autrement importants que ceux traditionnellement attribués en vue de l'enseignement.

Marcel REINHARD,
Professeur en Sorbonne.

1. Voir Marcel-R. REINHARD, L'Institut d'Histoire de la Révolution française à la Sorbonne, *The Journal of Modern history*, décembre 1958.

2. Voir M. REINHARD, Sur l'histoire de la Révolution française, travaux récents et perspectives, *Annales*, juillet-septembre 1959.

■ Le Centre régional d'Études historiques de Lille.

Le développement de la recherche historique locale, en des secteurs divers et pour toutes les périodes de l'histoire, la technicité des méthodes employées, la nécessité d'une coordination et d'un travail d'équipe ont justifié la création en 1954 d'un Centre régional d'Études historiques à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Lille. Dépister les vocations, diriger l'apprentissage du métier d'historien, en fournir les moyens indispensables, organiser des enquêtes collectives, des séminaires et des colloques, établir entre les sociétés savantes, à défaut d'une fédération, un réseau d'intercommunication, publier les principaux ouvrages, tels sont les buts de ce Centre qui contribue ainsi à implanter solidement l'Institut d'Histoire dans la Société cultivée de toute la région.

Son premier rôle consiste donc à équiper techniquement les chercheurs. Sa bibliothèque, largement ouverte, eut le privilège de recueillir les fonds Georges Espinas et Georges Lefebvre ; elle compte les ouvrages fondamentaux, les principales revues, les diplômes d'études supérieures se rapportant à l'histoire du nord de la France, des anciens Pays-Bas et de l'Angleterre. Une collaboratrice technique appartenant au C. N. R. S. guide éventuellement les lecteurs et met à leur disposition la machine à calculer ou l'appareil de lecture de microfilm. Pour faciliter la tâche de nos étudiants, des universitaires de notre Académie, de tous les chercheurs, venus de France ou de l'étranger, un fichier de documentation régionale est dressé, année par année. Selon un plan inspiré de celui de la *Bibliographie de la France*, le dépouillement des publications est actuellement réalisé pour la période 1953-1958. Cette recension a été utilisée, par exemple, pour la *Bibliographie de la France* en 1957, pour la *Bibliographie de l'Histoire du Droit* en 1960, pour l'*Indice Historico Español*. Tous les ans, une Bibliographie belge et un Bulletin critique néerlandais paraissent dans la *Revue du Nord*. Tous les deux ans, dans la même revue, une Chronique du travail régional signale les études effectuées au sein des diverses Facultés, des Commissions historiques, des sociétés savantes... Un bref résumé indique l'orientation des articles. Le Centre assure de toutes les manières les liaisons avec les grands organismes de recherches internationaux et nationaux : Comité international des Sciences historiques, Commission internationale pour l'Histoire des Assemblées d'États, Congrès national des Sociétés savantes, Société d'Histoire de 1848..., et avec les collectivités régionales : Comité d'Études régionales économiques et sociales, Houillères du Nord et du Pas-de-

Louis Trenard

Calais, Fédération des Sociétés savantes de l'Aisne... Il organise périodiquement des « Rencontres intersciences » ; parmi ses projets, figure la tenue d'un « Colloque du Charbon », qui réunira des historiens, des géographes, des sociologues, des juristes, des techniciens, des biologistes..., belges, anglais, allemands, français s'intéressant aux problèmes fondamentaux de la « mine ».

Divers séminaires sont nés pour chaque période de l'histoire. En histoire ancienne, une tradition s'est renouée. En 1900, Pierre Jouguet, professeur à l'Université de Lille, partait en Égypte à la recherche de papyrus grecs. Après deux belles campagnes, les documents affluèrent à la Faculté, une exposition fut organisée et, en 1902, l'heureux inventeur rendait compte de ses trouvailles devant la *Société des Sciences* de Lille. En 1903, la Faculté des Lettres et le Conseil de l'Université créaient le premier Institut de Papyrologie qui ait fonctionné en France : il a, avant de donner naissance et substance à celui de la Sorbonne, formé l'école papyrologique française. La technicité de ces études spécialisées se concilie actuellement avec les préoccupations de nos étudiants et se trouve associée plus directement à leur double formation de chercheurs et de professeurs.

D'une part, un séminaire d'égyptologie travaille sous la direction de M. Jean Vercoutter, professeur d'histoire de l'Orient et d'Égyptologie, directeur du Service des Antiquités du Soudan. Quelques étudiants s'initient aux méthodes de l'archéologie orientale et pourront quelque jour participer aux fouilles de Nubie.

D'autre part, M. Roger Rémondon, professeur d'Histoire ancienne, Épigraphie et Papyrologie, avec l'aide de M. Combet Farnoux, son assistant, consacre son séminaire à l'étude de l'administration provinciale sous le Haut-Empire. L'enquête est conduite à partir de sources dont l'historien peut disposer, y compris les documents papyrologiques. Leur mérite principal est de permettre l'application à l'analyse économique et sociale de l'Orient hellénistique et romain d'abord, de l'Empire byzantin ensuite, de méthodes dont l'emploi est interdit généralement par le caractère des sources traditionnelles. Dans cette voie, ont été orientés plusieurs diplômés d'études supérieures : l'aménagement de la route de la mer Rouge, le régime du travail, la situation des artistes en Égypte...

Ces activités du Centre, qui s'évaluent du cadre strictement local, maintiennent la continuité et l'originalité de notre Département des Sciences historiques. Elles stimulent en outre des chercheurs, qui, dans le domaine de l'archéologie romaine, participent aux chantiers régionaux. Chaque été, sous la direction de M. Ernest Will, professeur de langue et de civilisation grecques, directeur de la première circonscription archéologique, des étudiants fouillent les sites principaux, classent les découvertes, lèvent des plans, photographient les poteries... Les recherches se poursuivent à Bavai, à Famars, à Ham-en-Artois, à Graincourt-lès-Havrincourt, à Amiens, à Boulogne-sur-Mer... Une thèse sur le réseau routier du Boulonnais a été publiée

Le Centre régional d'Études historiques de Lille

sous les auspices du Centre. Périodiquement, un numéro illustré de la *Revue du Nord* dresse le bilan de cette prospection régionale.

Le séminaire d'histoire médiévale, créé par M. Mollat, professeur à la Sorbonne, ancien directeur du Centre régional, a poursuivi pendant six ans, en relation avec les Universités belges, des recherches sur les finances de l'État bourguignon de 1384 à 1477 ; plusieurs collaborateurs ont transcrit les comptes des ducs de Bourgogne. Un cartulaire de l'abbaye de Maroeuil a, en outre, été publié dans la collection du Centre, en 1960.

Une enquête sur le sel dans l'histoire, lancée en 1956 par les soins de M. Le Goff, alors assistant d'histoire du Moyen Age, a provoqué des réponses de spécialistes belges, italiens, portugais... et a attiré à Lille des conférenciers qui ont évoqué le commerce hanséatique, provençal, comtois... De leur côté, des étudiants ont procédé à des sondages à Barcelone et à Prato in Toscana.

La circulation des marchandises, tel est le thème général qu'a choisi M. Guy Fourquin, professeur d'Histoire du Moyen Age, pour son séminaire. Depuis 1959, son activité est plus spécialement consacrée au commerce du vin dans les anciens Pays-Bas, selon la ligne des travaux de M. Dion. Dans les derniers siècles du Moyen Age, la zone comprise entre la Somme, la mer et le Zuiderzee fut l'un des plus grands marchés de consommation du vin. En dépit du nombre et de la qualité de récents ouvrages, tout n'a pas été dit sur le rôle économique et social de cette boisson préférée de la riche bourgeoisie flamande. Quelle était la consommation annuelle et comment a-t-elle évolué ? On ne le sait encore que pour quelques villes, belges aujourd'hui. Dans quels vignobles les Néerlandais s'approvisionnaient-ils et quelles routes parcouraient les convois destinés à nos régions ? Le cas échéant, quels étaient les intermédiaires entre les producteurs et les marchands de Lille, de Saint-Omer ou d'autres cités ? Les négociants en vin avaient-ils une forte influence chez eux ou dans les secteurs avec lesquels ils se trouvaient en étroites relations d'affaires et quels étaient les liens de toutes sortes, tissés par ce grand commerce, entre villes et provinces, plus ou moins éloignées ?... Plusieurs travaux importants sont déjà nés de ce séminaire. L'un sur « le commerce du vin à Lille aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles » démontre la part prépondérante des vignobles parisien et poitevin dans l'approvisionnement de la ville et celle des taxes sur le vin dans les recettes urbaines. Ce dernier point est également mis en valeur par l'édition critique du « Papier de l'assis du vin de Douai (1457-1458) ». Une thèse de troisième cycle est en cours d'achèvement sur « l'approvisionnement en vin de la Cour de Hainaut à la fin du Moyen Age ». M. Alain Derville, assistant d'Histoire du Moyen Age, dans sa thèse en préparation sur la société audomaroise aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, montre le poids considérable du commerce du vin et des négociants en vin dans la vie urbaine de cette époque.

C'est vers l'histoire socio-culturelle, au sens large, que s'orientent les sé-

Louis Trenard

minaires que dirige M. Louis Trénard, professeur d'Histoire moderne et régionale. Pour une telle enquête, les études démographiques semblent tout d'abord nécessaires. Elles avaient été amorcées, en liaison avec la sous-commission française de Démographie historique, par M. Portal, professeur à la Sorbonne, qui contribua d'ailleurs efficacement à la création de ce Centre régional. Des dépouillements de registres paroissiaux ont été effectués pour le XVIII^e siècle : Krombeke, Armentières, Avesnes-le-Comte, Arras... Selon le programme établi par l'Institut national d'Études démographiques, l'exploitation de ces sources est en cours, en vue de doctorat du troisième cycle, pour les communes rurales de la Somme et de l'Aisne, pour les registres de catholicité de Lille couvrant la période 1670-1829.

L'histoire sociale bénéficie en particulier de l'expérience de M. Pierre Déyon, assistant d'Histoire moderne, qui prépare une thèse sur la société amiénoise au XVIII^e siècle. Au séminaire, les recherches sont conduites selon les méthodes définies lors des récents Congrès historiques : analyse systématique et minutieuse des dénombrements (comme celui de 1724), des archives fiscales (comme les rôles de capitation), des fonds de notaires..., construction de graphiques, interprétation des données numériques... Ces travaux ont abouti à la rédaction de nombreux mémoires relatifs à diverses catégories socio-professionnelles : marchands de toile à Amiens, tondeurs de drap à Sedan, artisans lillois, ruraux de l'Artois, maîtres des postes de Flandre wallonne... Une thèse, de doctorat d'État, est amorcée sur la bourgeoisie douaisienne pendant la crise révolutionnaire.

Le Centre régional apporte régulièrement sa contribution à l'Institut français d'Histoire sociale. Actuellement, il participe à l'élaboration d'une série de dictionnaires biographiques des militants ouvriers. Une vingtaine d'historiens, dont certains ne sont pas des universitaires, ont confectionné des fiches sur les principaux ouvriers, ayant milité dans les groupes socialistes, syndicalistes, anarchistes... depuis les origines jusqu'à 1939, dans les cinq départements qui constituent notre Académie. M. Marcel Gillet, Maître-Assistant d'Histoire contemporaine, assure la liaison entre les chercheurs et éventuellement les aide au cours de leurs investigations dans les divers dépôts d'archives (surtout dans la série M).

L'histoire sociale des idées, des croyances et des sentiments à l'époque moderne et pendant la crise révolutionnaire exige, après ces travaux préalables, de patientes observations. Une conférence de recherche s'efforce de mettre au point une méthodologie et de dresser un guide bibliographique. En même temps, des études partielles se développent sur des points précis. Plusieurs mémoires de Diplômes et de Doctorats, achevés ou en préparation, relèvent de la sociologie religieuse de l'Ancien Régime, principalement dans le diocèse de Cambrai ; dans ce domaine, le Centre est entré en relation avec la Commission française d'Histoire ecclésiastique ainsi qu'avec le Centre diocésain d'études socio-religieuses de Lille. Divers travaux sont également

Le Centre régional d'Études historiques de Lille

en cours sur l'opinion et la psychologie collective : les goûts du public, la conscience d'appartenance nationale, l'historiographie du traité de Cateau-Cambrésis, les idées sur la condition de la femme, l'influence culturelle française en Pologne... Quelques mémoires se rattachent à la sociologie historique de l'art et bénéficient des directives de M. Georges Gaillard, professeur d'Histoire de l'art. D'autres (sur le Conseil d'Artois, par exemple) acheminent aux problèmes juridiques et établissent des contacts avec la Société d'Histoire du Droit des Pays flamands, picards et wallons. D'autres enfin s'appliquent aux débuts de la presse régionale et correspondent aux suggestions de l'Institut français de Presse (monographie sur les « Feuilles de Flandre », par exemple).

Le Centre procède à la reconstitution d'un Comité interdépartemental d'Histoire de la Révolution française. Certaines questions, comme celles qui concernent la jeunesse de Babeuf, les milieux ruraux du Santerre, les influences arrageoises sur Robespierre, fournissent un premier programme de travail. Ces divers séminaires doivent aboutir à une vue d'ensemble sur les mentalités collectives dans les anciens Pays-Bas, principalement dans la partie devenue française, depuis la crise de la conscience européenne jusqu'aux commotions révolutionnaires.

A M. François Crouzet, professeur d'Histoire contemporaine et régionale, reviennent les séminaires s'occupant essentiellement de l'économie aux deux derniers siècles ; ils réunissent les étudiants préparant le diplôme et les éléments les plus aptes parmi les candidats à la licence. Leurs séances sont réservées, dans l'ensemble, à l'examen du développement économique et social de la région du Nord au *xix*^e siècle, les thèmes choisis étant le socialisme (1958), les départements du Nord sous le Premier Empire (1959), la naissance de la grande industrie (1960). Les membres du séminaire préparent des exposés qui les amènent à utiliser d'abord les travaux d'érudits, à aborder ensuite des recherches archivistiques.

D'ores et déjà, en fonction de leur domicile, les étudiants ont inventorié les collections de journaux locaux sous la Troisième République. M. Girard, actuellement professeur à la Sorbonne, avait commencé, avec beaucoup de succès, cette enquête sur l'histoire de la presse. Les étudiants ont aussi participé à un dépistage de listes électorales de la monarchie censitaire qui pouvaient être conservées dans les archives communales, et qui ont disparu aux Archives départementales du Nord. Dans ce but, le Centre a envoyé une circulaire à une centaine de mairies et si les réponses positives demeurent rares eu égard aux destructions du *xx*^e siècle, elles ont permis néanmoins de détecter des listes inconnues jusqu'alors.

La coordination, très souhaitable, des recherches menées dans le cadre des diplômes aboutit, malgré de sérieuses difficultés, à dégager quelques directions majeures de travail. La première réside en une étude minutieuse, par courte phase chronologique, de la conjoncture dans le complexe indus-

L. Trenard — Le Centre régional d'Études historiques de Lille

triel Lille-Roubaix-Tourcoing ; deux excellents mémoires ont déjà couvert la période napoléonienne. Une seconde tendance consiste à analyser la situation à la fois économique, sociale et politique de certaines villes septentrionales de la France ; de bonnes monographies ont été consacrées récemment à Saint-Quentin sous la Monarchie de Juillet, à Douai sous le Second Empire, à Roubaix à la fin du xix^e siècle. Des études sont en cours sur Calais et l'industrie de la dentelle, sur Dunkerque et sa rivalité avec Anvers. Un troisième objectif vise la géographie électorale. Il a bénéficié naguère de la compétence de M. Duroselle, actuellement directeur à la Fondation nationale des Sciences politiques. Des diplômes ont été soutenus sur ce thème pour le Nord au début de la Troisième République, pour Lille au lendemain de la Libération ; un autre s'achève sur les élections dans la Somme pendant l'entre-deux-guerres. Ces différents mémoires, dont on peut espérer qu'ils seront approfondis ultérieurement par leurs auteurs, apportent une contribution appréciable à la connaissance de notre région.

Il reste à mentionner une initiative récente, mais prometteuse. En 1960, a été fondé, sous l'égide du Centre régional, un groupe d'études d'histoire des entreprises de la région du Nord ; il réunit des historiens de la Faculté des Lettres, des juristes de la Faculté de Droit, des archivistes, des hommes d'affaires... Intéressés les uns et les autres par l'évolution des entreprises pour elle-même en tant que branche de l'histoire économique, inquiets devant les destructions constantes d'archives irremplaçables, ils poursuivent une active campagne destinée à assurer la conservation des archives privées tout d'abord, à faciliter ensuite l'accès des chercheurs qualifiés à ces séries. Le « manifeste » de ce groupe, paru dans la *Revue du Nord*, est diffusé, accompagné d'un questionnaire, dans les milieux d'affaires de toute la région économique. Les promoteurs souhaitent que, surmontant les méfiances traditionnelles, beaucoup de firmes répondent à leur appel et permettent ainsi de rédiger une histoire des entreprises et du patronat du Nord. Une bibliographie des travaux existant en ce secteur est en voie d'élaboration.

Ces activités ont leur sanction. Pour nos étudiants, un certificat d'Histoire régionale, le diplôme d'Études supérieures, le doctorat de troisième cycle ou d'État consacrent leur travail et leur aptitude à la recherche. Pour tous les chercheurs, le Centre tâche de publier les travaux, soit dans sa collection de mémoires, soit plus régulièrement dans la *Revue du Nord*, dont le champ d'action couvre le nord de la France, les anciens Pays-Bas, les pays riverains de la mer du Nord.

LOUIS TRENARD,

Directeur du Centre régional d'Études historiques de Lille.

L'ORIENTATION ACTUELLE DES ÉTUDES HISTORIQUES

L'histoire en République Démocratique Allemande

1. — Articulation de la recherche.

La recherche historique en R. D. A. s'articule en trois ensembles : les universités, les académies et les instituts autonomes.

Les universités, au nombre de six : Berlin, Leipzig, Halle, Iéna, Rostock et Greifswald, comportent toutes un ou plusieurs instituts d'histoire. En général au moins deux : *Institut für Deutsche Geschichte* pour l'histoire de l'Allemagne, *Institut für Allgemeine Geschichte* pour l'histoire générale, chacun subdivisé en *Abteilungen* chronologiques : Antiquité, Moyen Age, Temps modernes, Période contemporaine. A côté, mais dépendant d'elles, des organismes spécialisés : par exemple, à Berlin un Institut pour l'histoire des peuples de l'U. R. S. S., *Institut für Geschichte der Völker der UdSSR*, dirigé par le professeur Ed. Winter — à Leipzig l'Institut pour l'étude des démocraties populaires de l'Europe, *Institut für Geschichte der europäischen Volksdemokratien*, subdivisé en *Abteilungen*, Pologne, Tchécoslovaquie, Europe du Sud-Est, et ayant à sa tête le professeur Basil Spîru — à Halle, l'Institut d'histoire économique ou *Institut für Wirtschaftsgeschichte*. On peut en rapprocher les groupes de travail. L'histoire du colonialisme, *Geschichte des Kolonialismus*, constitue un domaine particulier à l'intérieur de l'histoire générale, *Abteilung Neuzeit*, à Leipzig sous l'impulsion du professeur W. Markov, à Berlin et à Halle. En 1960, le professeur Steinmetz a constitué dans le cadre de l'Institut d'histoire de l'Université d'Iéna un groupe de travail pour l'histoire de la Réforme et de la guerre des Paysans, *Geschichte der Reformation und des Bauernkrieges in Deutschland*. L'équivalent de nos Antiquités nationales relève des Instituts de pré et protohistoire, *Institute für Vor- u. Frühgeschichte*, qui existent aussi dans chaque université et dont l'activité se fonde sur le critère classique : étude limitée aux objets s'opposant à l'étude historique appuyée sur des textes.

A côté de l'enseignement, la traditionnelle activité des séminaires se consacre à la recherche : chaque université a ses séries de publications, *Wissenschaftliche Zeitschriften*, qui font une place à l'histoire. Les « dissertations » de doctorat, copieux mémoires de diplômes d'études supérieures

Georges Castellan

français, apportent chaque année sur des sujets restreints une contribution qui n'est pas négligeable.

Il existe enfin des chaires d'histoire dans certaines écoles supérieures ou *Hochschule* : ainsi le professeur Mottek, l'un des meilleurs spécialistes d'histoire économique en R. D. A., enseigne à la *Hochschule für Ökonomie*.

L'Académie des Sciences de Berlin, *Deutsche Akademie der Wissenschaft zu Berlin*, fondée en 1700, est un peu l'équivalent de notre C. N. R. S. Ses membres, dégagés de toute tâche d'enseignement, disposent d'un personnel spécialisé et de moyens matériels importants : les 131 membres ordinaires régissent 7 400 collaborateurs et employés, dont 1 500 collaborateurs scientifiques, tous au moins pourvus du doctorat. L'Académie a une bibliothèque centrale, une archive, une maison d'édition, l'*Akademie Verlag* ; elle publie un annuaire, le *Jahrbuch der Deutschen Akademie der Wissenschaft zu Berlin*, et un mensuel *Monatsberichte* qui rendent compte de ses travaux.

Elle fait une large place aux sciences historiques. Dans sa « classe de langue, littérature et art », relevons :

— L'Histoire de l'Art, *Arbeitsstelle für Kunstgeschichte*¹, qui achève le Corpus de l'art roman de l'Allemagne centrale et a publié en 1958-1959 deux volumes, l'un sur les inscriptions de la cathédrale de Naumbourg, l'autre sur le naturalisme dans sa grande collection *Kunst und Kultur von der Gründerzeit bis zum Expressionismus*.

— L'*Institut für griechisch-römische Altertumskunde*² a commencé en 1958 des fouilles archéologiques en Bulgarie au village de Kriwina, près de Svichtov, sur le Danube. Il travaille aussi dans le domaine des études minoennes et prépare une édition critique et commentée d'Ammien Marcellin.

— L'*Institut für Orientalforschung*³ continue l'exploitation du matériel de Boghaz-Kenj et s'assure ainsi une place de choix dans les études hittites. Il s'intéresse aux textes médicaux de l'Égypte ancienne et sa section de sinologie prépare un dictionnaire chinois-allemand.

— L'*Institut für Slavistik*⁴ a une section historique qui travaille en liaison avec l'Institut d'histoire.

Dans la « classe de philosophie, histoire et sciences juridiques » :

— L'*Institut für Geschichte*⁵ dont le directeur est le professeur Ernst Engelberg, successeur du professeur Meusel, décédé. Il a d'abord pour tâche de préparer les manuels d'enseignement. Une de ses sections s'occupe de l'histoire des sciences et des relations scientifiques en particulier avec l'U. R. S. S. : un groupe de travail a été aussi constitué avec l'Académie des Sciences de Moscou. Une autre section consacre ses efforts à la deuxième guerre mondiale et à la période qui lui est postérieure.

1. Berlin W1, Leipziger Strasse 3-4.

2. Berlin W8, Unter den Linden 8.

3. Berlin W8, Otto Nuschke Strasse 22-23.

4. Berlin W9, Leipziger Strasse 3-4.

5. Berlin W8, Klara Zetkin Strasse 26.

L'histoire en République Démocratique Allemande

— L'*Institut für Vor- u. Frühgeschichte*¹, présidé par le professeur Unver-
sagt, poursuit des fouilles sur les périodes préhistorique, germanique et slave à
Magdebourg, Behren-Lübchin, Zislow et Tilleda, et publie une importante sé-
rie de travaux, en particulier le répertoire des *Burgwälle* jusqu'au xiv^e siècle.

— L'*Arbeitsgruppe zur Geschichte der deutschen und französischen Aufklä-
rung*².

— La *Liebniz Kommission*³ qui édite les œuvres de Leibniz : le volume 6
des *Philosophischen Schriften* « Nouveaux essais sur l'entendement hu-
main » a paru en 1959.

— La *Kommission für deutsche Erziehungs- und Schulgeschichte*⁴.

— Les *Monumenta germaniae historica*⁵ continuent une tradition célèbre.

L'Académie a de nombreux établissements en province surtout pour les
sciences exactes, et dirige l'Institut d'ethnographie sorabe, *Institut für sor-
bische Volksforschung*⁶, à Bautzen. A côté d'études littéraires et linguis-
tiques parmi lesquelles la préparation d'un grand dictionnaire sorabe, l'Ins-
titut s'intéresse à l'histoire de ce petit peuple depuis la période slave jusqu'à
nos jours : ces études sont écrites en allemand.

L'Académie saxonne des Sciences, *Sächsische Akademie der Wissenschaft
zu Leipzig*⁷, s'enorgueillit aussi d'une tradition ancienne. Sa « commission
historique » dirige des publications importantes et variées. En 1959, par
exemple, étaient en cours : une nouvelle édition des œuvres de Martin Lu-
ther ; des bibliographies des trois grandes villes, Leipzig, Dresde, Karl-
Marx Stadt ; la correspondance du duc George et de l'électeur Moritz ; un
répertoire des noms historiques de la Saxe, entre autres.

L'Académie d'Agriculture de Berlin, *Deutsche Akademie der Landwirts-
chaftswissenschaften zu Berlin*, a un *Institut für Agrargeschichte*⁸ dirigé par
le professeur Kurt Ritter. Bien qu'il se soit cantonné jusque-là dans le do-
maine de la *Zeitgeschichte*, il envisage pour l'avenir des études portant sur
le passé proche. On retiendra déjà l'œuvre monumentale de son directeur :
Agrarwirtschaft- u. Agrarpolitik im Kapitalismus (3 vol., 1955-1959, 2 365 p.)
qui est, du point de vue marxiste, la critique de l'économie agricole depuis
le début du xx^e siècle.

Trois instituts autonomes complètent l'équipement des sciences histo-
riques en R. D. A. :

— Le *Deutsches Institut für Zeitgeschichte*⁹ dont le directeur, le professeur
Walter Bartel, est titulaire de la chaire d'histoire générale à l'Université

1. Berlin W8, Leipziger Strasse 3-4.

2. Berlin W8, Leipziger Strasse 3-4.

3. Berlin W8, Otto Nuschke Strasse 22-23.

4. Bautzen, Ernst Thälmann Strasse 6.

5. Leipzig C1, Universität Strasse 3-5.

6. Leipzig C1, Petersteinweg 2-8.

7. Berlin W8, Zimmerstrasse 94.

8. Berlin N4, Hessische Strasse 12.

Georges Castellan

de Berlin. Suivant la périodisation de la R. D. A., différente de celle de la République fédérale, la *Zeitgeschichte* se limite à la période postérieure à l'effondrement du III^e Reich. En liaison avec l'Institut historique de l'Académie et avec les instituts scientifiques du Parti, il travaille à l'élaboration de cette matière dans le sens d'une interprétation du présent à la lumière du marxisme-léninisme et d'un combat contre l'interprétation qui en est donnée à l'ouest. Il publie une revue bihebdomadaire, *Dokumentation der Zeit*¹ qui, outre cette polémique, contient les textes essentiels, lois, résolutions ou discours, et une précieuse chronologie. Quatre fois par an le numéro de la revue est complété par des *Beiträge zur Zeitgeschichte* consacrés à des sujets divers. Du point de vue de l'histoire retenons le numéro spécial de la *Dokumentation der Zeit* consacré au quarantième anniversaire de la Révolution de novembre en Allemagne (n° 176 du 20 octobre 1958), recueil d'intéressants documents complété par une carte de la formation des Conseils d'ouvriers et de soldats, une chronologie et une bibliographie de la fondation du K. P. D.

— L'*Institut für Gesellschaftswissenschaften beim Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands*². Comme son nom l'indique il s'agit d'un institut du Parti destiné à l'étude des sciences sociales, pour l'établissement de la doctrine et la formation des militants. Les chaires d'histoire, *Deutsche Geschichte* et *Geschichte der Arbeiterbewegung*, y sont tenues par des hommes politiques entourés d'assistants de formation universitaire.

— L'*Institut für Marxismus-Leninismus beim Zentralkomitee der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands*³, autre institut du Parti, est chargé de l'étude et de la publication des classiques du marxisme, en particulier des œuvres complètes de Lénine, avec trente-sept volumes parus, et de Marx-Engels. Sa revue bimensuelle, *Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, a comme devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » et se limite en fait à l'histoire du parti communiste allemand depuis ses origines.

II. — Activité historique.

Depuis mars 1958, nos collègues de la R. D. A. sont réunis dans la *Société allemande des historiens* ou *Deutsche Historiker Gesellschaft, D. H. G.* La rupture avec l'Association des historiens d'Allemagne ou *Verband der Historiker Deutschlands, V. H. D.*, s'est faite à la suite de congrès orageux, en particulier celui de Trèves en septembre 1958. La société groupe « historiens, enseignants, archivistes et chercheurs locaux qui se fondent sur les traditions historiques du mouvement révolutionnaire ouvrier de l'Allemagne,

1. Publiée au Kongress Verlag, Berlin.

2. Berlin W8, Taubenstrasse 19.

3. Berlin N54, Wilhelm Pieck Strasse 1.

L'histoire en République Démocratique Allemande

lequel se réclame des grands historiens comme Karl Marx, Friedrich Engels et Franz Mehring¹. En fait tous les historiens de la R. D. A. en font partie. Elle est présidée par le professeur Engelberg, directeur de l'Institut historique de l'Académie, assisté de deux vice-présidents, le professeur E. Winter de la *Humboldt Universität* et le professeur L. Einicke, directeur de l'Institut pour le Marxisme-Léninisme. La société s'articule en associations régionales, *Bezirksverbände*, au nombre de quatre, groupant donc chacune trois ou quatre *Bezirke* de la R. D. A. Elle comptait, en juillet 1960, 1 314 membres.

Son activité est double. D'une part promouvoir des recherches dans les différents domaines de l'histoire. En ces deux années écoulées l'effort a porté surtout sur la *Zeitgeschichte*, la pré et la protohistoire, l'histoire ancienne et le Moyen Age. Ainsi, en septembre 1959, s'est tenue à Berlin une grande réunion de *Zeitgeschichte* sur le thème du dixième anniversaire de la fondation de la R. D. A. et de sa signification historique. En octobre 1959, deux groupes spécialisés se sont constitués à l'intérieur de la société : *Ur- und Frühgeschichte*, réunion de fondation à Schwerin, *Alte Geschichte* à Altenburg, suivis en juin 1960 par les médiévistes à Wernigerode. Ce fut l'occasion d'élaborer des programmes de recherche à la lumière du matérialisme historique. De nouvelles sections sont en voie de constitution : histoire locale ou *Heimatgeschichte*, et byzantinistique.

L'autre tâche de la D. H. G. est de faire participer un large public aux résultats de la recherche, soit pour l'enseignement, soit pour l'éducation politique des militants ou des masses puisque l'histoire constitue la base de la philosophie officielle du régime. D'où des conférences dans le cadre des *Bezirksverbände* : ainsi en Saxe de nombreuses réunions furent organisées à l'occasion du quarantième anniversaire de la Révolution de novembre, auxquelles participèrent plus de 800 professeurs d'histoire. Depuis ont été développés des thèmes variés : le combat et l'importance d'August Bebel ; les préparatifs de la révolution de 1848-1849 en Mecklemburg ; Ernst Moritz Arndt ; Thomas Münzer à Zwickau ; le rôle de l'*Ostforschung* en Allemagne de l'Ouest ; le catholicisme politique dans l'histoire allemande, d'autres encore. Les responsables signalent avec satisfaction la présence à ces conférences d'ouvriers et de paysans, en particulier de vétérans du mouvement révolutionnaire qui ont apporté leur témoignage et leurs critiques.

A côté de la D. H. G. a été constitué en septembre 1959 le Comité national des Historiens de la R. D. A., *National Komitee der Historiker der DDR*, formé de vingt-six professeurs désignés par les divers instituts historiques. Présidé par le professeur Engelberg, il est chargé de représenter nos collègues auprès du Comité international des Sciences historiques et auprès des associations d'historiens étrangers. C'est lui qui a assuré la participation est-allemande au Congrès de Stockholm.

1. Rolf Rudolph, secrétaire de la Société, in *Historische Forschungen in der DDR*, p. 611.

Georges Castellan

Avec les pays socialistes existent aussi des relations suivies assurées par des commissions permanentes. Ainsi *Die Kommission der Historiker der DDR u. der UdSSR*, présidée par le professeur L. Stern de Halle, dont le second colloque s'est tenu à Berlin du 14 au 19 décembre 1959 : réunion très officielle dans les locaux de la *Volkskammer*, ouverte par un télégramme de vœux de Walter Ulbricht, et qui avait pour thème : « L'impérialisme allemand et la seconde guerre mondiale. » De nombreux historiens étrangers y prirent part : soviétiques d'abord sous la conduite du professeur Jerusalemski et du professeur Boltin, mais aussi bulgares, tchèques, hongrois, autrichiens, anglais, italiens, au total 600 participants. Les travaux aboutirent à l'adoption d'une résolution traçant un programme de recherche pour l'avenir immédiat.

De même *Die deutsch-polnische Historikerkommission* et la commission germano-tchèque qui se réunissent deux fois par an en R. D. A. et dans le pays voisin. La première, présidée par le professeur Schillert, s'est particulièrement occupé de la ligne Oder-Neisse et des rapports germano-polonais depuis la République de Weimar. Elle a envisagé aussi la publication d'une collection commune, *Studien zur Geschichte der deutsch-polnischen Beziehungen in der neuen u. neuesten Zeit*, dont le premier volume paru a trait aux relations entre la Pologne et la Saxe à l'époque de la guerre du Nord. La commission germano-tchèque en est à sa septième année d'existence. Présidée par le Dr K. Obermann, elle s'est intéressé aux problèmes de la colonisation de l'Est, aux mouvements hussites, aux oppositions nationales dans la monarchie des Habsbourg, à la révolution tchécoslovaque depuis 1945.

A côté de ces colloques réguliers, l'Académie, la D. H. G., les instituts organisent de nombreuses réunions sur tel ou tel problème d'histoire. Pour les années 1959-1960, retenons : le colloque international « Renaissance et Humanisme en Europe centrale et orientale », organisé par l'*Akademie der Wissenschaften*, à Berlin, du 3 au 8 juillet 1959. La semaine de l'enseignement de l'histoire à Iéna du 15 au 19 février 1960. La réunion commémorative du quatre-centième anniversaire de la mort de Melancton, du 19 au 21 avril 1960.

Enfin, la dernière et non la moindre des manifestations de cette activité historique, la publication, entre autres revues spécialisées, de la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* qui correspond à notre *Revue historique*. Éditée à Berlin chez Rütten et Loening elle paraît huit fois par an en épais cahiers de 250 pages : 2 000 pages annuelles ! A sa tête un collège rédactionnel de quinze membres dont les professeurs J. Kuczynski, G. Schillert, E. Winter, W. Bartel, M. Steinmetz. Le rédacteur en chef est le Dr Fricke. Chaque numéro s'articule en quatre ou cinq parties distinctes : articles, discussions, mélanges, nouvelles et remarques, comptes rendus.

Pour l'année 1960, la huitième de sa parution, la physionomie de la Z. F. G. est la suivante :

L'histoire en République Démocratique Allemande

Trente-trois articles se répartissant, d'après les catégories françaises, de la manière suivante :

Histoire ancienne : deux articles relatifs à l'antiquité romaine. De R. Günther, « La classe des esclaves et leur combat de classe ». L'autre de notre collègue Ch. Parain, « Le problème du progrès technique dans l'agriculture romaine ».

Histoire du Moyen Age : un seul article. E. Müller-Mertens, « La soumission de Berlin en 1346 et l'attitude des villes de la Marche dans la guerre entre les Wittelsbach et les Luxemburg ».

Histoire moderne : trois articles. E. Winter, « Les relations scientifiques germano-russes au XVIII^e siècle ». J. Heitz, « Les droits féodaux au XVIII^e siècle en Mecklemburg ». J. Peters, « La Suède au temps de son apogée d'après l'historiographie de l'Allemagne de l'Ouest ».

Histoire contemporaine, jusqu'en 1945 : treize articles. Le cent-vingtième anniversaire de la naissance de Bebel. Les sciences politiques de 1810 à 1860 à l'Université de Berlin. Černyševski et l'histoire allemande. La crise gouvernementale de 1897 en Allemagne. La militarisation de la vie intellectuelle dans le Reich de Guillaume : le cas Leo Aron. La politique de l'impérialisme allemand en Chine dans les années 1900. La Conférence économique de Paris en 1916. L'incendie du Reichstag en 1933. La cinquième colonne dans le sud-ouest africain en 1933-1939. Le « cercle des amis », Freundeskreis, de Himmler. Le Congrès de Berne du K. P. D. en 1939. L'invasion du Danemark et de la Norvège.

La *Zeitgeschichte*, depuis 1945 : quatorze articles, soit 42 %. Le numéro 3 en entier est consacré au « Quinzième anniversaire de la libération de l'Allemagne du fascisme hitlérien » et contient neuf articles dont sept de *Zeitgeschichte*. Six des quatorze études sont consacrées à la critique de l'historiographie de l'Allemagne fédérale.

Discussions : elles ont porté sur deux sujets :

— La révolution prébourgeoise en Allemagne, de 1476 à 1535, *Die Frühbürgerliche Revolution*.

— Les problèmes économiques dans les livres d'enseignement parus en R. D. A.

Mélanges : très divers. Ce sont des études assez courtes, allant d'un manuscrit de « L'Evangelium aeternum de Gerardino de Borgo » aux relations franco-soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale. On y trouve aussi des documents, par exemple les buts de guerre des monopoles allemands pendant le premier conflit mondial.

Nouvelles et remarques : contiennent les informations sur les congrès, colloques et fêtes diverses ainsi que les notices nécrologiques.

Les *comptes rendus* sont imprimés sur deux colonnes en petits caractères. Ils occupent en général une soixantaine de pages et sont parfois fort longs : vingt à vingt-quatre colonnes ! L'ensemble des livres analysés en 1960 se décompose suivant le tableau :

G. Castellan — L'histoire en République Démocratique Allemande

| Origine du livre | Généralités pro, proto H. | Antiquité | Moyen Age | Histoire moderne | Histoire contemp. | Zeiten | Total |
|---------------------------------|------------------------------|-----------|-----------|---------------------|----------------------|--------|-------|
| R. D. A. | 3 | — | 1 | 6 | 19 | 2 | 31 |
| Allemagne fédérale . . . | — | — | 2 | — | 4 | — | 6 |
| U. R. S. S. et pays de l'Est. . | 1 | — | 3 | — | 7 | — | 11 |
| Occident, dont France. . . | — | 1 | 2 | — | 2 | 1 | 6 |
| Total | 4 | 1 | 8 | 6 | 32 | 3 | 54 |

Deux faits s'en dégagent : la prépondérance de l'histoire contemporaine et la faible représentation occidentale. Le seul livre français analysé a été le « Spartacus » de notre collègue J.-P. Brisson.

Les comptes rendus sont complétés par des annotations plus courtes et de précieuses bibliographies, par exemple sur l'histoire de la Bundesrepublik, ou des dépouillements de revues.

Signalons enfin que la Z. F. G. a publié en 1960 un numéro hors série à l'occasion du Congrès international de Stockholm : *Historische Forschungen in der DDR*, 640 pages, qui est un panorama par période de l'historiographie de la R. D. A.

Conclusion.

Le tableau, purement extérieur, auquel nous nous sommes limité, permet déjà de dégager un certain nombre de caractères de l'histoire en République Démocratique.

Tout d'abord son importance. Comme en tout pays marxiste, elle est le fondement même de la philosophie officielle et unique de l'État. D'où la faveur dont elle jouit auprès du pouvoir, et par voie de conséquence son caractère engagé : l'histoire de la R. D. A. ne peut être que marxiste. Seule explication « scientifique » de l'évolution économique et sociale, elle est une arme politique pour le combat intérieur, c'est-à-dire la construction du socialisme — et extérieur, soit le renforcement du camp du socialisme. De là son caractère souvent polémique surtout lorsque, et c'est le cas allemand, l'adversaire écrit dans la même langue et sur la même histoire. La prépondérance des périodes contemporaine et actuelle, de la *Zeitgeschichte*, s'explique dans cette perspective.

Nos collègues de la R. D. A. ont l'ambition d'élaborer une nouvelle vision de l'histoire allemande. Quelles que soient les options politiques, l'entreprise mérite d'être suivie avec intérêt par tous ceux qui portent attention à l'aventure historique de l'Allemagne. Nous espérons en entretenir encore les lecteurs de la *Revue historique*.

Georges CASTELLAN,
Professeur à la Faculté des lettres
et sciences humaines de Poitiers.

BULLETIN HISTORIQUE

*Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914*¹

Le critique de la production historique allemande se heurte à une difficulté particulière : il est, en effet, en présence de deux types d'ouvrages, médités, de part et d'autre du rideau de fer, dans un esprit opposé et répondant à des préoccupations différentes. Ceux qui ont eu le privilège de suivre, depuis dix ans, les congrès d'historiens allemands, et ceux même qui ont récemment participé aux travaux du Congrès des Sciences historiques à Stockholm, ne s'étonneront pas de la virulence des conflits et du manque de courtoisie qui caractérisent trop souvent les rapports des savants des deux Allemagnes. Cependant, il nous a paru impossible, ne serait-ce que pour mettre en évidence la nature de cette opposition, de rendre compte séparément des deux types de travaux. Si nous avons fait notre possible pour garder une sereine objectivité, ce « Bulletin » devra se faire l'écho de persistantes polémiques.

I. — Ouvrages d'ensemble.

Les grandes collections de manuels d'histoire contemporaine se reconstituent lentement en Allemagne, après les crises du Nazisme et de la guerre. Le *Handbuch der deutschen Geschichte*, plus connu sous le nom de « Gebhardt », et dont les deux premiers tomes ont paru antérieurement, s'attaque maintenant à l'histoire contemporaine : nous avons reçu un tirage à part du troisième volume, pour la période 1789-1815 ; il est l'œuvre de M. BRAUBACH² et se recommande par la précision du texte et des bibliographies, qui

1. En assumant pour la première fois la rédaction de ce « Bulletin », je tiens à rendre un juste hommage à la façon dont mon prédécesseur, Henri Brunshwig, a contribué à faire connaître la littérature historique allemande, ainsi qu'au zèle scrupuleux qu'il a sans cesse manifesté dans cette lourde tâche.

2. M. BRAUBACH, *Von der französischen Revolution bis zum Wiener Kongress* (Sonderdruck aus Gebhardt, *Handbuch der deutschen Geschichte*. Stuttgart, Union Verlag, 1960, in-8°, 92 p.). Les tomes III et IV ont paru tous deux en 1960.

Jacques Droz

sont conçues à l'instar de celles de notre « Clio » et qui mettent le lecteur au courant de l'« état des questions ». Ce recueil n'enlève rien au mérite du manuel plus scolaire de H. HERZFELD, *Die Moderne Welt 1789-1890*, dont la deuxième édition a paru en 1957¹. L'Allemagne orientale de son côté a fait paraître de nouveaux volumes dans sa collection *Lehrbuch der deutschen Geschichte*, que dirige le professeur A. Meusel, membre de l'Académie des Sciences de Berlin : nous reviendrons plus loin sur l'un d'entre eux.

Les historiens de la D. D. R. ont conjointement mis en circulation un précieux instrument de travail sous forme d'un numéro spécial de la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, publié à l'occasion du Congrès de Stockholm, et qui analyse l'ensemble de la production historique de ce pays depuis 1945 jusqu'à nos jours². Les différents chapitres, qui portent sur certains aspects particulièrement étudiés de l'histoire allemande — le mouvement ouvrier notamment — sont l'œuvre de spécialistes qualifiés. Il n'est pas douteux que le résultat ne soit impressionnant et que le marxisme n'ait été une hypothèse fructueuse de travail. Mais, outre qu'ils se laissent trop souvent entraîner à d'inutiles polémiques à l'égard de leurs confrères occidentaux, ces comptes rendus portent souvent la marque des préoccupations politiques du jour : c'est ainsi que l'historien de l'économie J. Kuczynski, dont les œuvres ont longtemps fait autorité, se trouve sérieusement pris à parti. L'ouvrage rendra donc des services, mais il demeurera marqué malgré tout par l'époque où il a été écrit.

De l'étranger nous est arrivée, sous la plume de E. J. PASSANT et de W. O. HENDERSON, une « courte histoire de l'Allemagne 1815-1945 »³, publiée par la *Cambridge University Press*, et qui se recommande par son discernement et son objectivité ; c'est, à notre sens, un instrument de travail très supérieur au livre de A. J. P. Taylor, et qui évite de faire du national-socialisme l'aboutissement nécessaire du nationalisme allemand. L'on regrettera que l'histoire économique soit isolée du contexte et que la bibliographie soit presque limitée aux ouvrages de langue anglaise.

Mais c'est l'interprétation des événements qui continue à intéresser tout particulièrement les historiens. L'on demeure stupéfait du nombre d'ouvrages consacrés à l'impuissance politique de l'Allemagne, aux erreurs commises par les précédents régimes, à la recherche des responsabilités qui ont conduit la nation sur la voie de la catastrophe.

L'intérêt essentiel du livre de H. PLESSNER, professeur à l'Université de

1. H. HERZFELD, *Die moderne Welt 1789-1890* (Brunswick, Westermann Verlag, 2^e ed., 1957, in-8°, 254 p.).

2. *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft Sonderheft. Historische Forschungen in der D. D. R. Analysen und Berichte. Zum XI Internationalen Historikerkongress in Stockholm August 1960*, (Berlin, Rütten und Loening, 1960, in-8°, 634 p.).

3. E. J. PASSANT, *A short History of Germany 1815-1945. Economic Sections* by W. O. HENDERSON (Cambridge, at the University Press, 1959, in-8°, 256 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

Göttingen, vient de ce qu'il rassemble des leçons faites en 1935 devant un public d'étudiants¹. Le problème qu'il s'efforce d'élucider est le suivant : pourquoi l'Allemagne en tant que nation s'est-elle constituée « en retard » par rapport aux grandes formations politiques de l'Occident ? L'on s'inclinera devant les ambitions de l'auteur, mais il faut reconnaître que, du fait de l'abstraite phraséologie dont il ne se départit pas, il est difficile de dégager des lignes directrices. Responsabilité du luthérianisme, qui a refoulé la pensée de Calvin et n'a pas laissé se développer l'esprit du capitalisme ; absence d'un véritable humanisme ; impuissance de l'Allemagne d'établir un lien au xvii^e siècle entre la société et les formes diverses de la culture ; manque de traditions politiques, auxquelles se substituent un romantisme historicisant et le culte du *Volkstum* ; mouvement unitaire qui n'a pu faire coïncider au xix^e siècle l'État avec la nation ; divergences entre les préoccupations politiques et intellectuelles ; indifférence civique de la bourgeoisie, trop vite entraînée par les ambitions matérielles ; capitulation de la philosophie devant la politique depuis Kirkegaard, Marx et Nietzsche, et développement d'un nihilisme généralisé : autant de thèmes auxquels la lecture de Trötsch, de Vermeil et de Röpke nous ont depuis longtemps familiarisés. Cette forme de la « *Geistesgeschichte* » nous semble aujourd'hui dépassée.

Il y a plus d'originalité dans le livre de L. KRIEGER sur l'idée de liberté en Allemagne², qui est très influencé par l'enseignement de H. Holborn. Accompagné d'une bibliographie qui dénote une remarquable connaissance de la littérature historique, cet ouvrage cherche à démontrer que la faiblesse du libéralisme vient de ce que les prétentions à la liberté ont toujours en Allemagne été absorbées et intégrées par les gouvernements monarchiques, sans avoir réussi à les ébranler, sans même les avoir obligés à composer avec elles. Des pages intéressantes sont consacrées à la philosophie politique de Kant, qui semble avoir imposé aux libéraux une sorte de « paralysie politique virtuelle » ; et l'auteur note justement la lenteur avec laquelle s'est constituée une bourgeoisie capitaliste, ainsi que la socialisation des partis après 1848, c'est-à-dire leur orientation vers une politique de classe. « Alors que les libéraux de l'Occident, lit-on en conclusion, cherchaient à définir quelle était la meilleure politique libérale, les libéraux allemands n'ont abordé que la question préalable : une politique libérale est-elle vraiment possible ? » L'essai de Krieger est donc suggestif, mais, faute d'une analyse poussée des structures sociales, demeure malgré tout assez superficiel. Et surtout, pourquoi faire si long ?

Peu d'ouvrages historiques peuvent se vanter du succès qu'a remporté

1. Helmuth PLESSNER, *Die verspätete Nation. Ueber die politische Verführbarkeit bürgerlichen Geistes* (Stuttgart, W. Kohlhammer Verlag, 1939, in-8°, 174 p.).

2. Leonard KRIEGER, *The German Idea of Freedom. History of a political Tradition* (Boston, Beacon Press, 1957, in-8°, 540 p.).

celui de M. GÖHRING, l'actuel directeur de l'Institut d'histoire européenne de Mayence, sur les « héritiers de Bismarck¹ ». Göhring se demande comment les générations futures s'expliqueront que l'Allemagne, menée de main de maître par Bismarck, ait pu succomber un demi-siècle plus tard à l'attrait de l'Hitlérisme. C'est de la « dilapidation » d'un admirable « héritage » que l'auteur veut fournir une explication. L'intérêt de son livre réside donc dans l'interprétation des événements ; et sa bibliographie indique bien que, loin de vouloir faire œuvre exhaustive, il s'est attaché aux seuls ouvrages qui lui fournissaient des éléments de réflexion. Göhring ne pense pas que, dans ce drame, les conditions économiques et sociales aient joué un rôle considérable : la crise de 1929 elle-même, sans être ignorée, n'est pas placée au centre d'une évolution où, selon l'auteur, les déboires de politique étrangère ont la première place. Les « causes profondes », ce sont, pour Göhring, les traditions et les passions nationales, la conception que les peuples se font de leurs intérêts, leur comportement devant le problème de la guerre : cherchant à expliquer les origines de la première guerre mondiale, sans d'ailleurs revenir sur le problème des « responsabilités », il estime — avec G. Ritter — que l'accent doit être mis sur la place prédominante acquise en Allemagne par l'armée et la soumission constante du « politique » au « militaire ». Il estime capital par ailleurs le rôle des hommes d'État, et c'est à l'action personnelle de certains d'entre eux qu'il attribue la marche du destin : c'est ainsi que le « nouveau cours » en 1890 doit être attribué à l'action occulte de Holstein ; et que le rapprochement franco-allemand de 1925 a été l'œuvre, contre une opinion incompréhensive et hostile, du seul Stresemann — d'un Stresemann qui fut à la fois un grand réaliste et un bon Européen, et dont la politique fut peut-être à double face (*zweiseitig*), mais certainement pas à double entente (*zweideutig*). La perspective dans laquelle Göhring traite tous ces problèmes n'est pas nouvelle ; et il est évident qu'en se refusant à mettre en cause les « structures » sociales de l'Allemagne capitaliste, en faisant un mérite aux hommes d'État de la République de Weimar d'avoir préservé les cadres de la société existante, il prête le flanc à l'attaque des marxistes. L'on est en droit, en effet, de se demander s'il est convenable d'expliquer la chute de l'Allemagne par une série de « maladresses » et d'« inconséquences ». Sans doute est-il juste de faire endosser à Hitler la responsabilité des crimes du Troisième Reich ; mais il importerait d'étendre la condamnation aux organismes sociaux et politiques qui ont préparé la venue du régime et qui en ont accepté la domination. Ce qui ne veut nullement dire que l'Allemagne ait été conduite au national-socialisme en vertu d'une prédestination ou d'une tare inhérente au peuple lui-même : l'hitlérisme n'est pas l'aboutissement nécessaire de toute l'his-

1. Martin GÖHRING, *Bismarcks Erben 1890-1945. Deutschlands Weg von Wilhelm II bis Adolf Hitler* (2^e éd. Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1959, in-8°, xii-451 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

toire allemande, et Göhring a bien fait de le proclamer. Tel quel, son livre, qui est destiné à fournir à un public cultivé le moyen de comprendre une évolution difficilement intelligible, atteint parfaitement le but proposé. Quant au lecteur étranger, il demeurera sensible à une ferme volonté d'objectivité : le traité de Versailles, écrit Göhring, n'était pas plus dur que celui que les annexionnistes allemands voulaient, pendant la guerre, imposer à leurs adversaires (p. 159) ; l'élection de Hindenburg à la présidence de la République en 1925 a été un « malheur national » (p. 230) ; c'est de l'appel au sentiment national exacerbé qu'Hitler a fait le tremplin le meilleur de son succès auprès des masses en 1933 (p. 247). Et il notera ce jugement sur la République de Weimar qui sonne comme un avertissement : « La plus libérale des constitutions laissa le champ libre à ceux qui se dressaient contre l'ordre institué ; l'État se montra tolérant à ceux qui refusaient toute tolérance ; il manifesta son esprit de conciliation à ceux qui prêchaient l'évangile de la haine » (p. 427).

* * *

C'est l'histoire économique qui se trouve la plus mal partagée. En Allemagne occidentale, H. BECHTEL a publié le troisième tome de son Histoire économique, qui couvre le XIX^e et le XX^e siècle¹. Sans doute l'originalité de cet ouvrage réside-t-elle dans les relations établies entre l'économie d'une part, le mouvement intellectuel et les genres de vie de l'autre. « Les rapports de l'homme avec l'économie se sont transformés trois fois au cours du XIX^e siècle... A trois reprises les traditions intellectuelles et artistiques ont oscillé, donnant lieu à des pensées et à des exigences nouvelles : entre le classicisme et le romantisme, entre le romantisme et le réalisme, entre le réalisme et un certain naturalisme tendant vers le matérialisme. » Il ne faut donc pas s'étonner que l'auteur ait voulu « expliquer les situations économiques d'après la marche de la pensée et les élans de la volonté des hommes » : méthode qui le conduit à l'antipode du marxisme, pour lequel il ne manifeste aucune considération. Dans cette perspective, les aspects positifs de l'ordre capitaliste sont davantage mis en relief que la contrepartie sociale et les misères qu'entraîne l'exploitation de l'homme par l'homme ; et une place importante est donnée à la psychologie du monde industriel et commerçant, à la « puissance créatrice », à la « joie du rendement ». Ces prémisses admises, il faut reconnaître que l'auteur a habilement disposé son ouvrage, distinguant entre l'activité et la politique économique, prenant les dates de 1815 et de 1870 comme points de repère, et rejetant les statistiques et les graphiques dans les notes, à la fin d'un volume qui est par ailleurs remarquablement illustré.

1. Heinrich BECHTEL, *Wirtschaftsgeschichte Deutschlands im 19. und 20. Jahrhundert* (Munich, Verlag Georg Callwey, 1956, in-8°, 488 p.).



Deux études très importantes de « sociologie électorale » ont été publiées par la Commission pour l'histoire du parlementarisme et des partis politiques, dont le siège est à Bonn. Celle de H. BOBERACH élucide l'origine rhénane de la loi des trois classes¹, appliquée en Prusse de 1849 à 1918. Le système des trois classes avait, en effet, inspiré la loi municipale de septembre 1845, appliquée à la province prussienne du Rhin, avec cette différence cependant que la législation de 1845 maintenait le cens électoral, ne laissant aller aux urnes que 28 % des citoyens. L'on trouvera dans le livre de Boberach un exposé fidèle de la pensée des Rhénans, tiraillés entre les conceptions rationalistes françaises et la doctrine romantique des *Stände*; et il montre comment le projet du Landtag rhénan de 1833, qui devait aboutir à la loi de 1845, s'inspire du système électoral adopté par la communauté réformée d'Elberfeld : le calvinisme n'enseignait-il pas que la fortune était le signe d'une faveur divine? L'auteur a raison de dire, à notre sens, que dans son hostilité au suffrage universel la haute bourgeoisie rhénane n'a pas été conduite par un sentiment de classe, mais par la crainte que l'extension du droit de suffrage aux classes populaires comporte un danger pour la liberté. Si riche et si suggestif que soit ce travail, l'on doit pourtant regretter qu'il ne comporte pas une étude statistique de la composition des trois classes dans les grandes villes rhénanes : statistique qui eût été une précieuse contribution à la connaissance des structures sociales à la veille de la révolution de 1848. — C'est également à la loi des trois classes que s'intéresse le livre de W. GAGEL, mais pour la période 1849-1918 et dans l'optique des partis libéraux². Dans la législation de mai 1849, il n'est pas douteux que les libéraux ont vu d'abord le moyen d'assurer la prééminence des classes moyennes, seules vraiment attachées à la liberté. Mais, dès l'époque du conflit constitutionnel avec Bismarck, ils durent reconnaître que le système ne les protégeait ni contre la dictature de l'exécutif ni contre la montée du socialisme destiné bientôt à les submerger. L'introduction du suffrage universel dans l'Empire en 1866, mal accueilli par les libéraux qui dénoncèrent son caractère « césarien », mais qui s'inclinèrent devant l'inévitable, aggrava politiquement leur situation, en obligeant le libéralisme à renoncer à ses idées profondes et en faisant de lui un simple parti de classe, sans toutefois

1. HEINZ BOBERACH, *Wahlrechtsfragen im Vormärz. Die Wahlrechtsanschauungen im Rheinland 1818-1849 und die Entstehung des Dreiklassenwahlrechts* (Herausgegeben von der Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Düsseldorf, Droste Verlag, 1959, in-8°, 163 p.).

2. WALTER GAGEL, *Die Wahlrechtsfrage in der Geschichte der deutschen liberalen Parteien 1848-1918* (Herausgegeben von der Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Düsseldorf, Droste Verlag, 1958, in-8°, 198 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

lui fournir le moyen de devenir un parti de masses comme la Social-démocratie et le Centre allemand. Les libéraux tentèrent donc à diverses reprises de proposer l'« aménagement » du suffrage universel, en recourant à la représentation proportionnelle ; mais cela même était difficile, car la représentation proportionnelle était contraire à l'idéologie libérale, qui avait toujours combattu en principe toute « politique des intérêts ». Il devait appartenir à Naumann d'insuffler un esprit nouveau au libéralisme, en lui fournissant une idéologie impérialiste et sociale : évolution qui était selon lui conciliable avec le suffrage universel, « soupape de sûreté contre les révolutions ». Mais, jusqu'à la fin de l'Empire, les partis libéraux manquèrent de l'élasticité nécessaire pour s'adapter au processus démocratique : « De tous les mouvements politiques, le libéralisme est le plus difficile à organiser », devait constater Naumann désabusé. Les conclusions de l'auteur s'encadrent dans l'ensemble des travaux que, depuis quelques années, Th. Schieder a consacrés à l'histoire du libéralisme¹.

II. — Période 1789-1815.

L'Allemagne démocratique continue à porter un vif intérêt aux problèmes que pose l'influence de la Révolution française outre-Rhin. D'abord cette période est interprétée par les historiens marxistes comme celle où l'Allemagne passe de l'économie féodale à l'économie capitaliste, et ils croient pouvoir donner de la littérature pro-révolutionnaire allemande une explication conforme aux principes du matérialisme historique. Ensuite, ils trouvent dans cette littérature des précurseurs à la démocratie allemande et rejettent la thèse, développée par les historiens occidentaux, selon laquelle l'Allemagne aurait repoussé les principes révolutionnaires sous prétexte que le despotisme éclairé lui aurait fourni un progrès équivalent. C'est dire que les considérations polémiques ne sont pas exemptes de ces travaux. Les œuvres de ceux qu'il est convenu d'appeler les « jacobins allemands », G. FORSTER² et G. F. REBMAN³ entre autres, ont été à nouveau publiées ; et de son côté H. VOEGT⁴ a cherché à démontrer que des écrivains comme Wehrhlin, Knigge, Mauvillon, Voss, Hennings, Rebmann, etc..., sont en Allemagne les

1. Cf. T. SCHIEDER, *Das Verhältnis von politischer und gesellschaftlicher Verfassung und die Krise des bürgerlichen Liberalismus* (*Historische Zeitschrift*, t. 177, 1954) ; DU MÊME, *Der Liberalismus und die Strukturwandel der modernen Gesellschaft vom 19. zum 20. Jahrhundert* (*Relazioni del X Congresso Internazionale di Scienze Storiche*, V. Florence, 1955).

2. G. FORSTER, *Ansichten vom Niederrhein*, bearbeitet von G. STRAINER (*Deutsche Akademie der Wissenschaften*, I, 9. Berlin, 1958).

3. G. F. REBMAN, *Hans Kiekindiewelts Reisen und alle vier Weltteile und andere Schriften*, herausgegeben von Hedwig VOEGT (Berlin, Rütten und Loening, 1958).

4. H. VOEGT, *Die deutsche jacobinische Literatur und Publizistik* (Berlin, Rütten und Loening, 1955, in-8°, 244 p.).

Jacques Droz

représentants d'une bourgeoisie progressiste qui a pris position contre l'oppression et la guerre féodale et qui a su conserver l'idéal révolutionnaire à un moment où la bourgeoisie française préparait sa palinodie. Un homme comme Rebmann a pu, en effet, considérer Robespierre comme « le dernier des républicains français » et écrire qu'« il fut hui des ennemis de sa patrie, parce qu'il avait réduit à néant leurs espérances ». Des textes nouveaux ont été publiés, qui prouvent que les publicistes ont recours, pour exprimer leurs idées, aux moyens les plus divers : poésies populaires, cantates d'églises, fables, satires, pamphlets, provoquant une transformation radicale de la langue allemande. L'on regrettera pourtant que H. Voegt, soucieuse de faire œuvre d'avant-garde, ait systématiquement négligé de citer les historiens qui avaient avant elle traité de ces problèmes (Max Braubach entre autres) et qu'elle ait fait un abus regrettable de certains termes (« conscience pré-capitaliste », par exemple), qui sont très inactuels : je reste pour ma part convaincu que les réactions allemandes à l'égard de la Révolution française ont été commandées par des considérations morales et que c'est en faisant violence aux textes que l'on découvre des antagonismes conscients de classes. — Certes, il y eut à l'époque de la Révolution des soulèvements populaires : P. STULZ et A. OPITZ ont consacré un bon travail à la Saxe électorale¹, où ils ont montré que la révolte paysanne de 1790 a été la conséquence d'une longue oppression féodale et de l'irritation provoquée par les abus des droits de chasse : le leader C. B. Geissler organisera une marche sur Pillnitz, analogue à celle sur Versailles. Il ne faut cependant pas s'exagérer l'importance de ces mouvements, qui sont demeurés isolés et que les villes n'ont pas soutenus : là les conditions sociales n'étaient pas encore mûres, et les rares esprits qui réfléchissaient sur ces questions (comme cet avocat de Dresde, C. H. v. Römer) ne pouvaient aller jusqu'à l'action.

S'appuyant sur des documents puisés en partie dans les dépôts d'Archives soviétiques, l'ouvrage de P. STULZ sur la domination étrangère en Allemagne et la lutte de libération² tente de démontrer contre l'historiographie bourgeoise que le roi de Prusse fut « contraint » à l'alliance russe et à la guerre contre Napoléon par la pression populaire : jusqu'au dernier moment le roi essaya de « louvoyer » entre les partis ; et le combat de la nation pour sa délivrance avait commencé lorsqu'il appela aux armes. Quant à l'attitude des diverses couches sociales, l'auteur fait siennes les conclusions d'un rapport du commandant français de la place de Stettin de janvier 1813 : « La classe du peuple... désire aider les Russes pour l'expulsion totale des Fran-

1. Percy STULZ und Alfred OPITZ, *Volksbewegungen in Kursachsen zur Zeit der Französischen Revolution* (Berlin, Rütten und Loening, 1956, in-8°, 245 p.).

2. Percy STULZ, *Fremdherrschaft und Befreiungskampf. Die preussische Kabinettpolitik und die Rolle der Volksmassen in den Jahren 1811 bis 1813* (Berlin, V. E. B. Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1960, in-8°, 299 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

çais d'Allemagne. La partie commerçante qui dans aucun pays ne peut se décider à des sacrifices de circonstance penche pour l'adoption de mesures qui pourraient rendre au commerce toute sa liberté. Les gens riches, les propriétaires sont les seuls qui souhaitent franchement que la bonne harmonie entre les deux nations ne soit pas troublée » (p. 173) ; et il montre que ce n'est que sous l'influence des défaites françaises en Russie que la noblesse changea de camp. Il n'y a donc pas un mot de vrai, selon l'auteur, dans la thèse qu'il prête aux historiens « borusses », depuis Droysen, selon laquelle la monarchie aurait prudemment préparé l'insurrection ; et ce n'est que pure calomnie quand ces historiens cherchent à minimiser la participation des classes populaires. — Sans vouloir ici entrer dans la discussion des polémiques qu'un tel ouvrage cherche à susciter, il convient pourtant de remarquer que les idées défendues par l'auteur sont parfois en contradiction avec les faits qu'il rapporte : il apparaît que la réaction, plus ou moins hostile, à la domination française n'est pas le fait de telle ou telle classe sociale et qu'il serait sans doute plus exact de voir dans la noblesse conservatrice — du type Marwitz — l'ennemi le plus conséquent du système napoléonien.

Dans la collection *Lehrbuch der deutschen Geschichte*, J. STREISAND a tenté la synthèse des travaux parus en Allemagne démocratique pour la période 1789-1815¹. La thèse est la suivante : les événements de l'époque révolutionnaire et impériale coïncident avec la substitution du capitalisme au féodalisme ; or, la division territoriale, qui rend impossible la formation d'un marché uni, retarde cette évolution ; il était donc inévitable que les éléments progressistes prissent une attitude nationale, laquelle s'est traduite d'abord par l'adoption des principes révolutionnaires français, ensuite par la résistance contre la domination napoléonienne. Selon l'auteur, la lutte contre les petites souverainetés allemandes ne se distingue pas de la lutte contre l'oppresseur français, et les souverains l'ont si bien compris qu'ils ont lié leur sort aussi longtemps que possible à celui de Napoléon : monarchie et noblesse ont tout fait pour retarder le mouvement de libération. Celui-ci a été essentiellement l'œuvre des classes populaires, et sans elles il n'y aurait pas eu de traité de Kalisch. Donc, à l'époque de Napoléon, esprit progressiste et esprit national se confondent : « L'histoire prussienne de ces dernières années, écrit Streisand, démontre que la question nationale n'a été qu'un aspect, mais un aspect essentiel du développement de la société : l'œuvre de réformes de Stein, Scharnhorst, Gneisenau..., a été entreprise sous le signe de préoccupations nationales. Que la Prusse soit devenue le centre du mouvement allemand de libération nationale, elle le dut, non à la noblesse, mais aux aspirations antiféodales de la société bour-

1. Joachim STREISAND, *Deutschland 1789-1815 (Lehrbuch der deutschen Geschichte)*, herausgegeben von Prof. Dr. A. Meusel, Berlin, V. E. B. Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1959, in-12, 254 p.).

Jacques Droz

geoise » (p. 143). — Cette thèse se heurte à plusieurs objections : de nombreux fonctionnaires progressistes de la Confédération du Rhin ont été pro-napoléoniens ; par contre, bien des « patriotes » prussiens étaient attachés aux idées conservatrices ; enfin, il est difficile d'admettre que les éléments populaires aient joué dans les guerres de libération la place que leur donne l'historiographie marxiste¹.

Aucune allusion à ces ouvrages et aux thèses qu'ils renferment dans la récente édition du *Stein* de G. RITTER, dont la première édition datait de 1931 et que la publication des recueils de sources de E. Botzenhart et de K. Winter rendait indispensable². Le texte a été profondément remanié, sans que toutefois les idées fondamentales aient été sensiblement modifiées. Quoi qu'il en soit, le nouveau livre est un chef-d'œuvre d'intelligence historique. Certes, les réserves naguère exprimées subsistent, et sans doute l'influence de la Révolution française sur l'œuvre réformatrice prussienne a-t-elle été plus forte que ne le laisse entendre Ritter. Ce qui ressort de cet ouvrage, c'est le portrait de l'homme, nullement idéalisé, dont les échecs ne sont point minimisés et qui avait une façon trop moraliste d'aborder les problèmes de politique extérieure pour être vraiment efficace — inférieur donc à Humboldt par le jugement et à Metternich par l'opiniâtreté —, mais qui domine ses contemporains par l'énergie de son caractère, par sa liberté de langage devant les puissants, par l'intégrité de son jugement et le puritanisme de son éthique : un *Reichsritter* indépendant qu'il est facile d'opposer à ce « carriériste » qu'était Hardenberg. Un homme qui est allé droit son chemin, dont les idées ne peuvent être raisonnablement annexées de nos jours par aucun parti, dont la pensée se situe aux confins des Lumières et du Romantisme, préoccupé avant tout de faire pénétrer dans une nation encore inconsciente sa philosophie de la liberté, qu'il entendait comme obligation morale de participer à la chose publique³. — Dans cette ample biographie, les dernières années ont été rapidement traitées : c'est pour remédier à cette lacune que W. GEMBRUCH⁴ vient de consacrer une étude au *Freiherr de Stein* à l'époque de la Restauration. Les résultats en sont essentiels pour l'histoire de la réaction qui a suivi l'ère napoléonienne. Toujours sur la brèche, mêlé jusqu'en 1830 aux grands problèmes de son temps, au soir de sa vie maréchal du Landtag provincial de Westphalie, Stein n'a pas cessé depuis 1815 — à

1. Surtout si l'on en croit U. MEURER, *Die Rolle nationaler Leidenschaft der Massen in der Erhebung von 1813 gegen Napoleon* (Diss. dact. Fribourg, 1953).

2. Gerhard RITTER, *Stein. Eine politische Biographie* (2^e éd. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1958, in-8°, 656 p.).

3. Sur le même thème, cf. Kurt von RAUMER, *Was bedeutet Stein heute?* (Münster, Aschendorff, 1958, in-8°, 34 p.), qui signale chez Stein l'absence de dogmatisme politique et de toute philosophie politique de « puissance ».

4. Werner GEMBRUCH, *Freiherr von Stein im Zeitalter der Restauration* (Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1960, in-8°, 255 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

une époque où Humboldt et Beyme étaient persuadés du contraire — de défendre l'institution des États provinciaux et en leur sein la situation prépondérante de la noblesse ; et en revanche il s'est progressivement convaincu que les institutions parlementaires nationales constituaient pour l'État prussien un sérieux danger. Dans les *Stände* d'ailleurs, il ne voulait pas voir les adversaires du pouvoir monarchique, qu'ils devaient au contraire conseiller et renforcer, mais seulement la garantie contre l'arbitraire des fonctionnaires. Cette noblesse à qui il confère un grand rôle politique, il prétend réorganiser son statut, affermir sa domination sur la paysannerie par la réglementation du servage (justifié, selon lui, par la faiblesse de la nature humaine), définir ses privilèges corporatifs, sociaux et judiciaires, et lui interdire toute activité économique, sauf bien entendu l'exploitation de ses terres. Stein s'exprime avec la même intransigeance au sujet de la bourgeoisie capitaliste, contre laquelle il défend le régime corporatif, la séparation entre les villes et le plat pays, l'interdiction de s'installer dans certaines cités ; et il juge nécessaire la révision de la loi municipale de 1808, à laquelle pourtant son nom est attaché, dans le sens d'une répartition corporative, et non topographique, du corps électoral. Rien ne subsiste donc après 1815 de ce qui a pu être le libéralisme réformiste de Stein, devenu l'un des théoriciens les plus actifs de la « restauration » en Prusse. Mais comment interpréter cette évolution ? L'auteur souligne le besoin de repos et de tranquillité qui, sur le continent comme en Grande-Bretagne, s'est emparé de l'opinion au lendemain des guerres de Napoléon. A vrai dire, il serait plus juste de noter que, d'un bout à l'autre de sa carrière, Stein est resté fidèle à lui-même, soucieux de préserver de saines et solides structures sociales contre les formes dissolvantes du monde moderne : préoccupation qu'il a recueillie de Justus Möser et de ses ascendances westphaliennes et qui l'amène à envisager le travail de l'homme comme lié à la glèbe et au métier, la société soumise à l'obéissance respectueuse de la hiérarchie. Il a pu croire nécessaire, par opportunité, de desserrer certains liens et de promouvoir l'émancipation des éléments opprimés. Mais il n'a jamais mis en doute que la fidélité au système social traditionnel pouvait seule préserver l'Allemagne de la contamination révolutionnaire.

A ces ouvrages de premier plan sur l'ère des réformes, nous sommes tenus d'ajouter celui que Ch. BUSSENIUS¹ a consacré à l'administration de la nouvelle Prusse, c'est-à-dire des territoires annexés en vertu des deux derniers partages de la Pologne, entre 1793 et 1806 : les actes, conservés aux archives de Merseburg, font ressortir la valeur administrative d'un homme comme Schrötter, qui a fait là l'expérience de certaines réformes étendues après 1807 à l'ensemble du territoire prussien. Quant à l'excellente publication de

1. Charlotte BUSSENIUS, *Die Preussische Verwaltung in Süd- und Neuostpreussen 1793-1806* (Studien zur Geschichte Preussens, VI. Heidelberg, Quelle und Meyer, 1960, in-8°, 340 p.).

Jacques Droz

G. ECKERT, « de Valmy à Leipzig¹ », elle rend accessible une série de documents qui illustrent les grands ouvrages de R. Höhn, de H. Röesler et de G. Ritter, qui ont renouvelé l'histoire militaire de cette époque.

III. — Période 1815-1850.

Les études de P. WENTZKE sur les associations d'étudiants et l'histoire constitutionnelle le désignaient pour écrire la biographie des frères Gagern². En 1957, il fit paraître dans la collection *Persönlichkeit und Geschichte* un petit livre sur Heinrich von Gagern³; et il poursuit une étude plus exhaustive dans la publication *Männer und Zeiten des Vormärz* que fait paraître la Société pour l'histoire de la *Burschenschaft*⁴. Il s'agit ici de la publication scientifique, munie d'une préface et de notes, de sa correspondance et de ses discours avant 1848 : premier tome d'un vaste tryptique qui sera une contribution de premier ordre à l'histoire du libéralisme allemand. Je dis : allemand. Car Heinrich de Gagern apparaît comme assez détaché de sa Hesse, dont il a été fonctionnaire jusqu'en 1836, et très hostile à toute forme de particularisme : indifférent d'ailleurs à l'égard des divisions religieuses de l'Allemagne de son temps, jugeant de haut l'affaire de Cologne, qui provoque pourtant la conversion de son frère Max au catholicisme ; regardant de bonne heure vers la Prusse, mais dans un esprit différent que Pfizer, et définissant dès 1846 dans ses grandes lignes la théorie des deux confédérations, l'étroite et la large, qu'il devait plus tard défendre devant le Parlement de Francfort (cf. en particulier p. 315) ; se préoccupant surtout, député depuis 1847 à la seconde Chambre hessoise, de créer des liens avec les libéraux modérés de l'Allemagne de l'Ouest et du Sud, prenant la défense du Droit rhénan, correspondant avec les leaders des Landtags de Bade et de Wurtemberg, contribuant à la fondation de la *Deutsche Zeitung* et à la réunion d'Heppenheim du 10 octobre 1847. Cette publication montre de façon impressionnante combien serré était le réseau des relations politiques entre libéraux à la veille de la révolution de 1848, qui ne fut vraiment pas l'œuvre du hasard.

Les principales publications reçues par nous portent sur les débuts du mouvement ouvrier en Allemagne et viennent de la République démocra-

1. G. ECKERT, *Von Valmy bis Leipzig* (Hanovre et Francfort, Norddeutsche Verlagsanstalt O. Goedel, 1955, in-8°, 300 p.).

2. P. WENTZKE und Wolfgang KLOETZER, *Deutscher Liberalismus im Vormärz. Heinrich von Gagern. Briefe und Reden 1815-1848. Herausgegeben vom Bundesarchiv und der Hessischen Historischen Kommission Darmstadt* (Göttingen, Musterschmidt Verlag, 1959, in-8°, 496 p.).

3. P. WENTZKE, *Heinrich von Gagern. Vorkämpfer für deutsche Einheit und Volksvertretung (Persönlichkeit und Geschichte, t. IV. Göttingen, 1957).*

4. P. WENTZKE, *Entscheidende Jahre des Vormärz. Heinrich v. Gagern auf dem Wege zur deutschen Politik 1836-1848 (Männer und Zeiten des Vormärz. Heidelberg, 1958).*

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

tique allemande. Étudiant les ouvriers de la région de Chemnitz — principal centre de la métallurgie légère en Allemagne —, R. STRAUSS souligne le lent progrès de la conscience sociale, qui s'est concrétisé lors de la campagne pour la constitution du Reich de 1849¹. Mais c'est surtout, semble-t-il, la formation intellectuelle des pères du Marxisme qui a retenu l'attention des chercheurs. L'on n'a pas encore rendu le mérite qui leur est dû aux deux tomes que A. CORNU, utilisant ses longs séjours en Allemagne démocratique, a consacrés à la jeunesse de Marx et d'Engels², retraçant presque au jour le jour le cheminement de leur pensée. On lira avec un vif intérêt les pages consacrées à leur rupture avec l'hégélianisme de gauche, à la collaboration de Marx à la *Rheinische Zeitung*, à son attitude à l'égard de la doctrine feuerbachienne de l'aliénation et de la conception hégélienne de l'État, à l'influence qu'ont exercée Engels et Hess sur ses contributions aux *Annales franco-allemandes*. Nul aussi bien que Cornu ne connaît l'Allemagne intellectuelle des années 40. On lui a cependant reproché³, du côté communiste, de n'avoir pas donné une place suffisante, dans la formation de Marx, au socialisme français et à l'économie politique anglaise, d'avoir surtout exagéré le rôle des « prédécesseurs » de Marx, sans mettre assez en relief ce qu'il y avait d'original dans son apport révolutionnaire. Il est encore difficile de nous prononcer sur ces polémiques, puisque A. Cornu nous promet une suite à son ouvrage. — L'on a beaucoup à tirer du livre de H. FOERDER sur Marx et Engels⁴ à la veille de la révolution de 1848, qui retrace l'histoire du Comité de correspondance de Bruxelles, la création du *Bund der Kommunisten*, l'élaboration du *Manifeste communiste*. L'intérêt du livre réside dans le règlement de comptes entre Marx et Engels, d'une part, et les tenants du « Socialisme vrai », d'autre part (on en trouve ici un exposé complet), mouvement utopique et « petit-bourgeois », à qui Marx reproche de négliger l'évolution inévitable de la société, laquelle exige l'ascension de la bourgeoisie au pouvoir. L'auteur souligne aussi l'influence acquise par Marx et Engels sur la revue *Wetfälicher Dampfboot*, grâce à Weydemeyer, ce qui était capital pour eux, étant données les difficultés qu'ils rencontraient à faire entrer en Allemagne la *Brüsseler Zeitung*. Bref, le lecteur demeure frappé par leur étonnante vigilance, par leur prodigieuse information, qui leur ont permis de définir, à l'usage de la classe prolétaire, cette ligne de conduite qui sera pendant la révolution celle de la *Neue Rheinische Zeitung*. Livre fort utile

1. Rudolf STRAUSS, *Die Lage und Bewegung der Chemnitzer Arbeiter in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts* (Berlin, Akademie-Verlag, 1960, in-8°, 392 p.).

2. Auguste CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels*, t. I et II (Paris, Presses Universitaires de France, 1955 et 1958, in-8°, 312 et 366 p.).

3. Cf. en particulier *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft. Sonderheft*, p. 252.

4. Herwig FOERDER, *Marx und Engels am Vorabend der Revolution, Die Ausbreitung der politischen Richtlinien für die deutschen Kommunisten* (Berlin, Akademie Verlag, 1960, in-8°, 334 p.).

Jacques Droz

donc que celui de H. Förder, à qui l'on sera en droit cependant de reprocher sa bibliographie trop orientée et partisane.

C'est de l'un des théoriciens du « socialisme vrai », de Moses Hess¹, dont E. SILBERNER, dans le cadre de la collection de l'Institut pour l'histoire sociale d'Amsterdam, vient de publier la correspondance. Les papiers de Hess appartenaient, en effet, au parti social-démocrate allemand, qui les avait déposés à Amsterdam. En parcourant les lettres de ce prophète du socialisme, puis du sionisme, chez qui s'unissent les nobles aspirations du cœur et un manque total de sens politique, surgissent certaines personnalités qui appartiennent à la démocratie cosmopolite du XIX^e siècle : K. Grün, Ewerbeck, Herwegh, Gottschalk, Herzen, Cabet, Lassalle, W. Liebknecht, etc... On ne lira pas sans émotion cette lettre écrite le 24 janvier 1871 à la direction du *Peuple belge* à Bruxelles : « Depuis plus de cinquante ans, gouvernement, écoles, littérateurs et journalistes ont concouru en Allemagne pour exciter les plus mauvaises passions contre une nation qui a toujours été le cauchemar de ses princes et l'objet d'envie et de jalousie de ses professeurs... Éblouie par ses victoires faciles, l'Allemagne a tout à fait perdu le sens moral. Nul peuple n'est tombé aussi bas que le peuple allemand » (p. 608).

Sur la révolution de 1848, aucune contribution de poids au cours de ces dernières années. H. DERWEIN a fait revivre l'atmosphère de Heidelberg², où l'agitation politique, dans les milieux intellectuels, a pris au cours des années précédentes la forme d'une lutte contre la réaction cléricale : c'est au sein du *Deutsch-Katholizismus* que vont se recruter les leaders démocrates, en particulier le bourgmestre Ch. F. Winter, autour duquel se joue le drame révolutionnaire. L'ouvrage découvre, dans cette paisible cité universitaire, le déchaînement des passions, qui ne laissent aux libéraux de la *Deutsche Zeitung* que peu d'audience et entraînent le développement d'une importante presse républicaine. Il est dommage que cette étude, très vivante, soit marquée d'un parti pris d'hostilité contre la démocratie : socialisme ne veut pas dire démagogie, ni bourgeoisie respectabilité.

C'est pourtant autour de l'échec de cette révolution que gravite le remarquable essai de l'historien américain Th. S. HAMEROW : « Restauration, Révolution et Réaction³. » Quelles ont été les causes qui ont rendu impos-

1. E. SILBERNER, *Moses Hess Briefwechsel* (Quellen und Untersuchungen zur Geschichte der deutschen und österreichischen Arbeiterbewegung, herausgegeben vom International Institut voor sociale Geschiedenis. Amsterdam, La Haye, Mouton, 1959, in-8°, 678 p.). E. Silberner a également publié *The Works of Moses Hess. An Inventory of his signed and anonymous Publications, Manuscripts and Correspondence* (Leyde, 1958).

2. Herbert DERWEIN, *Heidelberg im Vormars und in der Revolution 1848-1849. Ein Stück Badischer Bürgergeschichte* (Heidelberg, Koester, 1958, in-8°, 125 p.).

3. Theodore S. HAMEROW, *Restoration, Revolution, Reaction. Economics and Politics in Germany 1816-1871* (Princeton University Press, 1958, in-8°, x-347 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

sible en Allemagne l'avènement du libéralisme? Abandonnant l'interprétation politique, Hamerow cherche l'explication profonde dans la situation des classes laborieuses : paysans assoiffés de terres à l'Est, à l'Ouest victimes de la surpopulation ; artisans appauvris par le développement de la grande industrie, durement éprouvés par les « hungry forties ». Ces deux classes sont devenues les troupes de choc de la révolution ; mais, une fois qu'elle se crut installée au pouvoir, la bourgeoisie constitutionnelle, qui a marqué profondément de son empreinte l'œuvre économique du Parlement de Francfort, s'est opposée à leurs revendications, refusant de céder aux artisans le retour à un étroit contrôle corporatif, réprimant les jacqueries paysannes. N'ayant rien à attendre de la révolution libérale, les classes laborieuses ont été acquises à l'idéologie conservatrice ; car ce furent les conservateurs, et non les libéraux, qui ont su dans les années 50 exploiter leur amertume ; ce fut Manteuffel qui dirigea « la politique économique de la réaction ». Certes, Bismarck comprendra que c'était aller là contre la marche du temps ; il s'appuiera sur la bourgeoisie industrielle et commerçante et saura l'intégrer dans son système. Mais l'unité qu'il réalisera ne sera pas une victoire du libéralisme, qui est depuis longtemps isolé dans la nation. Muni d'une bibliographie remarquable, cet ouvrage se recommande par l'effort — d'ailleurs prématuré — pour définir les structures économiques et sociales et les connexions qu'elles comportent avec le mouvement des idées.

IV. — Période 1850-1871.

Était-il vraiment besoin, après la publication de l'ouvrage d'O. Becker, dont la *Revue* a rendu compte¹, d'un nouveau livre sur Bismarck? L. REINERS, qui vient d'écrire deux tomes d'une vaste biographie du Chancelier de fer², a incontestablement l'art du portrait ; son style est imagé et il laisse parler Bismarck à travers mille citations souvent originales. Mais c'est une apologie que nous avons là, dont l'auteur fait de Bismarck le « Washington » ou le « Lincoln » de l'histoire allemande ; son héros n'a jamais commis de faute, sa politique est toute de modération ; ses adversaires sont des hypocrites ou des rêveurs ; lui-même est animé par une « éthique de l'État ». Nous apprenons incidemment que c'est par « peur » que Napoléon III n'a pas attaqué la Prusse avant 1870 (II, p. 375) et que ce sont les Français qui ont falsifié la dépêche d'Ems (II, p. 407) ! Voilà un livre pour le moins malencontreux.

De toute autre valeur est l'ouvrage que H. GEUSS a consacré à l'opinion

1. Cf. *Revue historique*, t. CCXXII, octobre-décembre 1959.

2. Ludwig REINERS, *Bismarcks Aufstieg : Bismarck gründet das Reich* (Munich, Verlag C. H. Beck, 1956 et 1957, in-8°, VIII-475 et X-550 p.).

que Bismarck avait de Napoléon III¹. Nous savions déjà par un article de H. Gollwitzer de la *Historische Zeitschrift*² que Bismarck a éprouvé le plus vif intérêt pour les méthodes « césariennes » de l'empereur des Français, ce qui a vivement inquiété à diverses reprises les conservateurs de la nuance Gerlach : selon Bismarck, Napoléon III avait pris en 1851 la bonne voie. Si Bismarck n'a pas recouru au plébiscite, il n'a pas hésité à menacer les libéraux d'introduire le suffrage universel en Prusse et pendant la crise des duchés de faire appel à la nation. L'idée d'« octroyer » certaines réformes de sa propre autorité lui a parfois souri. Enfin, sur le plan de la politique extérieure, il y a cela de commun entre les deux hommes d'État qu'ils ne se sont pas laissés mener par les passions nationales et qu'ils subordonnent l'un et l'autre leur politique de puissance à la raison d'État. Bismarck avait acquis la conviction que Napoléon III voulait donner à l'Europe une organisation nouvelle qui libérerait la France des traités de 1815, mais qu'il ne méditait pas de nouvelles conquêtes territoriales, notamment sur le Rhin. Il avait donc intérêt, et il en était parfaitement conscient, à ce que le sentiment national français, qui était devenu hostile à l'unité allemande, fût contrôlé le plus possible par la volonté impériale. De cet intérêt constant porté par Bismarck au maintien de l'autorité de l'Empereur, la candidature Hohenzollern est la meilleure preuve : celle-ci, selon l'auteur, n'était point destinée à contraindre la France à la guerre — à une guerre dont, depuis la formation du ministère Ollivier, Bismarck pensait pouvoir faire l'économie ; mais il s'agissait d'immobiliser sur la frontière des Pyrénées une fraction importante des forces françaises, et par là de permettre à Napoléon III de faire la démonstration à certains de ses ministres bellicistes que c'était folie de chercher la guerre. Peut-être certaines conclusions de l'auteur apparaissent-elles discutables. Mais il semble bien que dans les dernières années de l'Empire Bismarck ait eu la conviction que le gouvernement impérial, s'il réussissait à s'imposer à la nation, laisserait faire par la voie pacifique l'unité allemande.

Deux ouvrages importants ont, au cours des dernières années, traité de Moltke : la monographie de R. STADELMANN, qui a insisté sur la complexité de son caractère et de son génie³ ; le premier tome de *Staatskunst und Kriegshandwerk* de G. RITTER⁴, dont le thème essentiel est son conflit avec Bismarck : estimant que la guerre devait conduire à la destruction totale de l'adversaire, Moltke a soutenu en 1870 que le chef militaire devait avoir en

1. Herbert GRUSS, *Bismarck und Napoleon III. Ein Beitrag zur Geschichte der preussisch-französischen Beziehungen 1851-1871* (Cologne et Graz, Böhlau Verlag, 1959, in-8°, 324 p.).

2. Cf. H. GOLLWITZER, *Der Cäsarismus Napoleons III im Widerhall der öffentlichen Meinung Deutschlands* (*Historische Zeitschrift*, t. 173, 1952).

3. R. STADELMANN, *Moltke und der Staat* (Crefeld, 1950).

4. G. RITTER, *Staatskunst und Kriegshandwerk*, t. I (Munich, 1954). M. Brunshwig a rendu compte de cet ouvrage dans la *Revue historique*, t. CCXVI, octobre-décembre 1956.

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

temps de guerre un pouvoir discrétionnaire et que la diplomatie elle-même devait se soumettre aux exigences des armées. Dans le livre qu'il a consacré à Moltke, E. KESSEL a repris l'essentiel de cette discussion¹, en utilisant un document récemment publié, le *Journal de guerre* de P. BRONSART VON SCHELLENDORFF, qui appartenait alors à l'État-Major de Moltke et qui fut chargé par lui, le 26 janvier 1871, de répondre aux fameux « ordres de disgrâce » dont il avait été l'objet². Le livre de Kessel place au centre de son sujet la vocation militaire de Moltke, la formation de sa pensée, son rôle dans l'État-Major. Car Moltke n'a point été un typique officier prussien : ses séjours en Turquie, sa connaissance des langues vivantes, l'expérience politique qu'il a acquise au cours des voyages qu'il a faits comme officier d'ordonnance du prince Frédéric-Guillaume, ses études historiques, sa compétence dans le domaine de la chimie agricole et des questions ferroviaires : tout cela fait de lui, quand il prend en 1858 la direction de l'État-Major, un « homme de cabinet » au premier chef. C'est également un philosophe qui a longuement réfléchi, à partir de Clausewitz, sur les problèmes de la guerre : il ne peut y avoir pour l'Allemagne, selon lui, qu'une seule guerre, celle pour l'unité sous la direction de la Prusse, et qui sera menée contre la France ; guerre moralement justifiée, qu'il envisage comme un duel pour la domination du continent et qui ne peut avoir d'autre issue que l'extermination de l'adversaire. Mais ce penseur a été aussi un réaliste, qui ne s'est jamais laissé enfermer dans les systèmes et la planification : il ne faut pas voir en lui le théoricien de l'offensive à tout prix ; et à partir de 1871, dans les plans qu'il a élaborés pour une guerre sur deux fronts et dans lesquels il préconisait que les premiers coups fussent portés à la Russie, il a donné le pas à une « défensive menée offensivement ». Il a déclaré que la paix universelle était un rêve illusoire, voire malfaisant, et il a jugé la guerre inévitable, d'abord contre la France, puis contre la Russie, et il s'est même prononcé à diverses reprises en faveur de la guerre préventive ; mais, si tel était son sentiment comme chef militaire, il s'est constamment soumis en temps de paix au pouvoir civil : c'était l'État qui devait avoir, selon lui, le dernier mot, et il n'appartenait pas à l'armée de faire de la politique. — De cette remarquable biographie, qui repose essentiellement sur les écrits de Moltke et qui s'entoure d'un appareil scientifique aussi léger que possible, ressort une interprétation nouvelle de la personnalité du grand stratège : l'on avait l'habitude, en le comparant à Bismarck, de le montrer plus intimement lié que le Chancelier aux grands mouvements de son siècle, plus attentif que lui aux aspirations du nationalisme et aux exigences de la technique, plus sensible à l'idéalisme de la génération des guerres de Délivrance ; au contraire, Kessel le voit, du fait de ses

1. Eberhard KESSEL, *Moltke* (Stuttgart, K. F. Koehler Verlag, 1957, in-8°, 807 p.).

2. Paul von BRONSART VON SCHELLENDORFF, *Geheimes Kriegstagebuch 1870-1871*, herausgegeben von P. RASSOW (Bonn, 1954).

origines danoises, peu perméable aux passions nationales : un conservateur monarchiste qui voyait dans les institutions parlementaires et le socialisme les causes profondes de la ruine des États.

Quelles furent les réactions du peuple allemand devant le problème unitaire? Complétant sur certains points le gros ouvrage de H. Rosenberg sur la publicistique allemande, E. PORTNER¹ étudie les réactions du libéralisme allemand devant l'unification de l'Italie, en s'appuyant sur les grandes revues : *Preussische Jahrbücher*, *Grenzboten*, *Wochenblatt des Nationalvereins*, publications de Treitschke. Il en ressort d'abord que les observateurs allemands eurent de la peine à s'imaginer l'Italie une et demeurèrent longtemps sceptiques, ensuite que leur admiration pour le génie de Cavour les a conduits à admettre que l'Italie, comme l'Allemagne d'ailleurs, serait davantage redevable de son unité à l'homme d'État qu'à la poussée populaire. Mais cette étude demeure très incomplète et, faute de recourir à la presse quotidienne et aux brochures de combat, elle nous laisse sur notre faim. — C'est également de l'époque de l'unité que date la fondation de la *Historische Zeitschrift*, à l'histoire de laquelle Th. SCHIEDER vient de consacrer une remarquable étude, lors de son centenaire². Sans pouvoir ici entrer dans le détail des différents articles qui contribuent à la valeur de cette publication et qui font de celle-ci une contribution de premier ordre à l'historiographie des peuples germaniques, il convient de rappeler, avec Schieder, le caractère très « borusse » que Sybel a donné à cette revue en 1859 : elle était destinée à combattre à la fois le féodalisme, le radicalisme et l'ultramontanisme et à agir de Munich, où elle était publiée, sur les sentiments particularistes de l'Allemagne du Sud. Elle ne constituait d'ailleurs qu'un des éléments d'une entreprise de combat, dont la Commission historique de l'Académie bavaise des Sciences devait recevoir la direction. Schieder montre comment certains problèmes sont demeurés, dans la Revue, l'objet de discussions passionnées, en particulier celui que posent les origines de la guerre de Sept ans et la politique de Frédéric II : objet d'un dramatique conflit entre le « borusse » Naudé et M. Lehmann, hostile à tout chauvinisme. Il devait appartenir à Meinecke, qui dirigea la Revue de 1894 à 1935, de faire disparaître toutes traces de polémique, lui-même ayant présenté le problème Prusse-Allemagne sous un angle entièrement nouveau. Mais il faut reconnaître qu'à travers un siècle d'histoire — si l'on excepte bien entendu les années 1933-1943, où Alexander von Müller a dû, bon gré mal gré, laisser une place importante aux jeunes historiens nazis —, la *Historische Zeitschrift*

1. ERNST PORTNER, *Die Einigung Italiens im Urteil liberaler deutscher Zeitgenossen. Studie zur inneren Geschichte des kleindeutschen Liberalismus* (Bonner Historische Studien, t. 13. Bonn, Röhrscheid, 1959, 194 p.).

2. *Hundert Jahre Historischer Zeitschrift. Beiträge zur Geschichte der Historiographie in den deutschsprachigen Ländern*, herausgegeben von Th. SCHIEDER (Munich, Oldenbourg, 1959, in-8°, 518 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

est restée fidèle à son double programme primitif, qui était de faire prévaloir dans la science historique les méthodes d'érudition critique et de faire servir l'histoire au développement de la conscience nationale : d'être en somme un « miroir créateur » (*schaffender Spiegel*), pour reprendre un mot de Meinecke que lui avait inspiré la lecture de Goethe. Ce fut, en effet, une conviction de Sybel et, après lui, d'une fraction importante de l'école historique allemande, que l'histoire, parvenue grâce à Ranke à un haut degré de maturité et de technique, pouvait fournir un « ferme canon » à tous ceux qui réfléchissaient sur l'État, la politique et la religion.

D'Allemagne orientale ne nous est venu pour cette période qu'un seul ouvrage, et qui touche la question ouvrière. Marqué par une hostilité déclarée à l'égard des lassalliens, le livre de K.-H. LEIDIGKEIT¹ retrace la lutte menée de 1862 à 1869, par W. Liebknecht et A. Bebel, non d'ailleurs sans erreurs de tactique, contre le socialisme « impérialiste » et le césarisme probismarckien de J. Schweitzer, le successeur de Lassalle à la tête de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* : lutte qui aboutit à l'exclusion de ce dernier et à la création en 1869 au congrès d'Eisenach, selon les directives de Marx, du Parti ouvrier démocrate socialiste. L'intérêt de l'ouvrage est de mettre en évidence le rôle joué par les milieux petits-bourgeois de la *Volkspartei*, d'hommes comme F. A. Lange, L. Eckardt, L. Büchner, dans la lutte menée aux côtés de Liebknecht contre la solution *kleindeutsch* de l'unité allemande, et de fournir de cette alliance, qui ne fut que tardivement rompue, une interprétation différente de celle qui avait été autrefois donnée par G. Mayer².

V. — Période 1871-1890.

C'est, au contraire, d'Allemagne orientale que nous sont venus les principaux travaux sur la fin de l'époque bismarckienne.

K.-H. LEIDIGKEIT a publié en une édition scientifique les procès-verbaux du procès intenté à Leipzig en 1872 à W. Liebknecht, Bebel et Hepner, condamnés à deux ans de prison pour haute trahison³. Dans sa préface, l'auteur montre que les accusés, bien qu'ils eussent combattu les Lassalliens au sein de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, étaient encore en 1872 fortement

1. Karl-Heinz LEIDIGKEIT, *Wilhelm Liebknecht und August Bebel in der deutschen Arbeiterbewegung 1862-1869* (Schriftenreihe des Instituts für deutsche Geschichte an der Karl-Marx-Universität Leipzig, III. Berlin, Rütten und Loening, 1957, in-8°, 219 p.).

2. Cf. G. MAYER, *Johann Baptist von Schweitzer und die Sozialdemokratie* (Iena, 1909), et, DU HAMEL, *Die Trennung der proletarischen von der bürgerlichen Demokratie in Deutschland 1862-1870* (Archiv für Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung, II, 1 Heft, 1911).

3. *Der Leipziger Hochverratsprozess vom Jahre 1872*. Neu herausgegeben von Karl-Heinz LEIDIGKEIT (Berlin, Rütten und Loening, 1960, in-8°, 536 p.).

Jacques Droz

marqués par l'idéologie lassallienne : d'où l'attitude très sévère de Marx et d'Engels à l'égard de W. Liebknecht. Il n'en reste pas moins que ce procès se retourna contre les classes dirigeantes allemandes : « Toute l'Allemagne est ici notre public », remarquait Liebknecht. Et il y avait un certain courage, un an après les cérémonies de Versailles, à déclarer : « L'État germano-prussien, qu'a fondé Bismarck, est, de par ses origines, en vertu d'une nécessité inéluctable, destiné à la destruction par la violence. » — L'histoire du parti social-démocrate à ses débuts a bénéficié d'une contribution précieuse de E. ENGELBERG sur la *Rote Feldpost*¹. Reprenant l'ensemble de l'histoire du parti à l'époque des lois d'exception (1878-1890), l'auteur insiste sur la difficulté qu'ont rencontrée les idées marxistes à y prendre racine, et par suite la persistance de l'idéologie de Lassalle et de Rodbertus ; il souligne également l'impression profonde qu'a produite dans le monde ouvrier la législation bismarckienne sur les assurances et comment cette législation a contrarié, plus que l'on le croit d'ordinaire, le progrès des idées révolutionnaires. Étudiant ensuite la situation du parti social-démocrate entre la légalité et l'illégalité, l'auteur décrit comment le journal *Sozialdemokrat*, qui était imprimé à Zurich, était distribué clandestinement en Allemagne sous forme de ballots de marchandises munis de fausses étiquettes, par les soins de J. Motteler et de J. Belli, lui-même auteur d'un livre sur la « *Rothe Post* », et comment un service de « sécurité » antipolicier fut mis au point. — Il est regrettable que cette excellente étude, qui, d'après les archives de la S. P. D. conservées à Amsterdam, permet de se faire une idée précise du rayonnement des idées socialistes à la fin de l'époque bismarckienne, soit dévaluée par d'inutiles et inadmissibles attaques contre les leaders de la S. P. D. en Allemagne fédérale.

Franz Mehring, l'historien de la social-démocratie allemande, a fait récemment l'objet de deux importantes études. Th. HOEHLE écrit le long itinéraire qui, de 1869 à 1891, l'a conduit au marxisme² : Mehring est, en effet, sorti d'un milieu piétiste et militariste de Poméranie ; il a commencé sa carrière de journaliste à la *Zukunft* (1869), organe de la démocratie petit-bourgeoise fondé par J. Jacoby et G. Weiss ; son livre sur *Treitschke* (1875) repousse encore la notion de lutte des classes et s'en tient au socialisme de la chaire ; et de 1876 à 1882 il publie de nombreux articles contre les leaders de la social-démocratie. Il a cru longtemps à la possibilité de constituer un parti démocratique bourgeois, et il est entré en rapport avec les « freisinnig » de toutes nuances, avec les « sécessionnistes » de 1881, avec le Parti démocra-

1. ERNST ENGELBERG, *Revolutionäre Politik und Rote Feldpost* (Berlin, Akademie Verlag, 1959, in-12, 300 p.).

2. THOMAS HOEHLE, *Franz Mehring. Sein Weg zum Marxismus* (Schriften des Instituts für Deutsche Geschichte an der Karl-Marx-Universität Leipzig. I, Berlin, Ratten und Loening, 1958, in-8°, 512 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

tique qui s'était constitué en 1884. Il a même laissé entendre que le socialisme d'État, tel que le concevait Bismarck, était de nature à résoudre le problème social (« *Die deutsche Sozialdemokratie* », 1878). Mais, à partir de 1882, il commence à attaquer les lois d'exception, et avec elles l'ensemble du système bismarckien : ses contributions à la *Weser Zeitung*, les *Demokratische Blätter* et la *Volkszeitung* sont reproduites par Höhle en appendice de son ouvrage. Un scandale berlinois, qui l'amena à défendre une actrice contre les monopoles du théâtre et de la presse, lui firent comprendre qu'il ne pouvait répandre ses idées au sein du monde bourgeois : il adhéra en 1891 à la social-démocratie. — Mieux connue est la seconde partie de la vie de Mehring, journaliste, historien, philosophe et critique d'art : sa collaboration à la *Leipziger Volkszeitung* et à la revue *Neue Zeit*, ses grands ouvrages sur la « Légende de Lessing », sur l'histoire de la social-démocratie et sur Marx, sa critique du révisionnisme et de l'opportunisme, sa lutte à l'aile gauche du parti socialiste, aux côtés de Rosa Luxembourg et de K. Liebknecht, contre l'impérialisme et la guerre. J. SCHLEIFSTEIN, qui a retracé toute cette histoire, montre que Mehring, s'il est vrai qu'il garda des sympathies pour Lassalle et même pour Schweitzer, ne peut être regardé comme lassallien¹.

Le développement de la social-démocratie, ainsi que la crainte de la révolution, semblent bien avoir été le « cauchemar » de Bismarck, dans les dernières années de sa carrière politique. Dans un ouvrage paru dans les *Historische Studien*, W. POELS² a étudié de très près les liens qui existent entre le refus du Reichstag de donner aux lois d'exception une valeur permanente (25 janvier 1890) et les élections triomphales pour la social-démocratie du 20 février d'une part, et d'autre part le projet de Bismarck, défendu au Conseil des ministres du 2 mars, de présenter au Parlement deux textes de lois inacceptables pour lui sur la répression des menées socialistes et les crédits militaires, dans la pensée de provoquer un conflit et, le Reichstag dissous, de conférer d'autorité au régime un caractère plus autoritaire et personnel. Selon l'auteur, dont les conclusions s'opposent à celles de l'étude de E. Zechlin, Bismarck certes n'était point satisfait du fonctionnement du suffrage universel et était amené à considérer le Reichstag, qui en était issu, comme un élément dangereux pour l'État. Mais de là à vouloir un coup d'État il y avait loin : Bismarck pensait que la crainte de la révolution, très développée dans tous les partis bourgeois, contraindrait le Reichstag à adopter, sur les projets de loi qui lui seraient présentés, une attitude conci-

1. Josef SCHLEIFSTEIN, Franz Mehring. *Sein marxistisches Schaffen 1891-1919* (Schriftenreihe des Instituts für Deutsche Geschichte an der Karl-Marx-Universität, Leipzig, V. Berlin, Rütten und Loening, 1959, in-8°, 250 p.).

2. Werner POELS, *Sozialistenfrage und Revolutionsfurcht in ihrem Zusammenhang mit den angeblichen Staatstreikplänen Bismarcks* (*Historische Studien*, t. 377. Lübeck et Hambourg, Matthiesen Verlag, 1960, in-8°, 103 p.).

Jacques Droz

liante. Le recours à la violence n'a été donc envisagé par lui que comme « ultima ratio ». Selon une attitude qui lui était familière, il ne cherchait pas le conflit, mais il en acceptait l'éventualité, pour pouvoir faire face à toutes les situations.

C'est également à la personnalité de Bismarck qu'il faut rattacher le livre de B. M. HOLIDAY sur l'amiral Albrecht von Stosch¹, fondateur de la flotte impériale et conseiller du Kronprinz Frédéric-Guillaume. En effet, Bismarck, qui n'en voulait pas pour son successeur, a essayé par tous les moyens de briser sa carrière, notamment en le présentant comme un « libéral gladstonien ». S'appuyant sur les mémoires non publiés de von Stosch, l'auteur a démontré que le portrait qu'en a voulu tracer Bismarck est inexact : l'amiral avait certes de nombreuses relations parmi les leaders libéraux (G. Freytag, Fr. v. Roggenbach), et il était favorable à une coopération des ministres avec la majorité du Reichstag. Mais en toutes choses c'était un conservateur et un ardent monarchiste, et de plus un impérialiste, qui préconisait la construction d'une flotte et l'acquisition de colonies, plus proche par son « nationalisme illimité » de Moltke que de Bismarck. L'ouvrage renferme des renseignements intéressants sur l'irritabilité jalouse du Chancelier, sur l'inconsistance de Frédéric III, qui n'était rien moins qu'un libéral, sur la rivalité qui a opposé auprès de lui von Stosch à l'impératrice Victoria.

VI. — Période 1890-1914.

G. RITTER vient de publier le second tome de son ouvrage : *Staatskunst und Kriegshandwerk*². Il n'est pas possible de suivre l'auteur dans les différentes étapes de son enquête, qui montre comment les divers gouvernements européens ont, entre 1890 et 1914, laissé prévaloir les préoccupations militaires sur la « raison d'État » ; et nous nous limiterons ici à l'analyse de l'Allemagne wilhelmienne. Des pages suggestives sont d'abord consacrées au développement du militarisme au sein de la bourgeoisie allemande, obnubilée par trois guerres victorieuses, à l'ambition de cette bourgeoisie de s'élever, par l'intermédiaire du corps des officiers de réserve, dans les classes supérieures, enfin à la constitution d'une « caste » militaire, qui s'isole du reste de la nation, manifeste le plus complet mépris à l'égard des institutions parlementaires et juge les civils « avachis » (*schlapp*) et prêts à la trahison (*unzuverlässig*) : significatif est le cas du prince de Schönaich-Colorath, dont

1. Frederic B. M. HOLIDAY, *Bismarck's Rival. A political Biography of General and Admiral Albrecht von Stosch* (Durham, Duke University Press, 1960, in-8°, x-316 p.).

2. Gerhard RITTER, *Staatskunst und Kriegshandwerk. Das Problem des « Militarismus » in Deutschland. II : Die Hauptmächte Europas und das wilhelminische Reich 1890-1914* (Munich, Verlag Oldenburg, 1960, in-8°, 393 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

la carrière, qui s'annonçait très brillante, fut brisée par ses idées libérales et son attitude conciliante à l'égard de la social-démocratie. Bien qu'il fût en principe « a-politique », le corps des officiers a cherché plus d'une fois à exercer une pression sur l'opinion : d'où l'action des généraux en retraite Liebert et Keim au sein de la Ligue pangermaniste, des écrits de Freiherr von der Goltz et de F. v. Bernhardi. Était-il possible aux autorités civiles de faire échec au corps des officiers? Non, car le ministre de la Guerre, qui n'est qu'un adjoint du Chancelier, n'a pas accès aux décisions de l'État-Major, et les généraux supérieurs dépendent directement du Cabinet militaire de l'Empereur. De cet état de choses résulte qu'en Allemagne, moins que dans tous les autres pays, les forces de résistance au militarisme n'ont pas de chance de prévaloir : « L'affaire de Saverne, écrit Ritter, n'a été que le prologue aux expériences cruelles de la Grande Guerre. » Cette prédominance du militaire, il va l'étudier avec précision dans trois cas bien déterminés :

1) Dans le cas de la politique de Tirpitz, en qui il ne faut pas voir un théoricien de la guerre préventive contre l'Angleterre, mais dont les projets de constructions navales n'en ont pas moins correspondu à un contresens total : erreur quand il a cru que la flotte allemande obligerait l'Angleterre à abandonner la thèse du « Two Power Standard » ; erreur quand il a cru qu'une Allemagne puissante lui attirerait des alliés désireux d'obtenir dans une prochaine guerre la « liberté des mers » ; erreur quand il a cru plier l'Angleterre à rechercher l'alliance allemande : il l'a jetée en fait dans les bras de la France. Reprise sous l'angle de la pression exercée par les milieux de la marine sur le gouvernement impérial, l'étude de l'antagonisme naval anglo-allemand est, après Stadelmann et Hubatsch, traitée ici de main de maître. L'on notera, avec l'auteur, que les avertissements perspicaces n'ont cependant point manqué à l'Allemagne (Metternich, Kiderlen-Wächter !) et que la rivalité entre les deux pays n'a pas eu pour cause la concurrence sur les marchés extérieurs.

2) Dans le cas du plan Schlieffen, qui n'a point été discuté par le personnel impérial, qui a été adopté sans que l'on se demande (jusqu'en 1913 du moins) s'il n'était pas possible de le remplacer par un plan d'opérations dont les conséquences diplomatiques eussent été moins dangereuses. Outre qu'il existait dans ce plan bien des faiblesses qui en rendaient l'application aventureuse, il est évident qu'en provoquant l'Angleterre, il compromettait largement les chances de victoire de l'Allemagne : celle-ci aurait dû se mettre à l'Ouest sur la défensive et redoubler d'initiatives à l'Est. Il faut ajouter que la transformation du plan Schlieffen par Moltke le jeune, qui se refusait à envahir le Limbourg hollandais, a encore aggravé ses conséquences politiques : la nécessité d'enlever par un coup de main la forteresse de Liège faisait, en effet, à l'Allemagne l'obligation d'accroître au plus haut degré son avance sur ses adversaires au début des opérations, donc de déclarer précipitamment la guerre à la Russie, puis à la France, et de faire échec aux su-

Jacques Droz

prèmes tentatives de médiation politique venues d'Angleterre. Rien, selon l'auteur, autant que cette aveugle soumission aux nécessités militaires, n'a plus contribué à faire retomber sur l'Allemagne aux yeux du monde la responsabilité de la guerre.

3) Dans l'attitude de l'État-Major allemand à l'égard de l'Autriche-Hongrie, on avait laissé tomber, en effet, les conseils du vieux Moltke, qui voulait qu'en cas de guerre avec la Russie d'importants secours fussent tout de suite apportés à l'Autriche en vue d'une offensive victorieuse. Il n'était en effet possible d'assurer le succès des armes austro-hongroises que par une active coopération de la puissance allemande. Or, depuis la mise en vigueur du plan Schlieffen, le combat commun contre la Russie apparaissait à Berlin comme secondaire. Conrad von Hoetzendorf savait parfaitement qu'il ne pouvait compter du côté allemand, dans les débuts de la guerre, que sur une faible diversion ; et cependant, conscient du danger, il ne fit rien dans la séance du Conseil des ministres du 7 juillet, pour soutenir l'opposition de Tisza à l'envoi de l'ultimatum serbe.

Évitant de reprendre le thème des « responsabilités » de la guerre et de se laisser entraîner dans des polémiques avec d'autres historiens, concentrant la discussion sur le seul rôle des chefs de l'armée, Ritter, sans toutefois apporter de thèse nouvelle, fait bien ressortir comment les erreurs commises, du fait de la prééminence des militaires, ont rendu inévitable la marche vers la guerre. Mais ce que l'on admirera le plus dans cet ouvrage c'est l'objectivité d'un historien, qui ne dissimule pas avoir respiré dans sa jeunesse l'atmosphère patriotique et belliqueuse de l'Allemagne wilhelmienne, mais qui n'hésite pas aujourd'hui à dévoiler l'étendue de ses tares et la nocivité de ses institutions, apportant ainsi à la lutte contre le militarisme allemand un témoignage à la fois émouvant et efficace, contribution capitale de l'Allemagne d'après-guerre à la cause de la paix.

Comparés à l'œuvre de G. Ritter, les autres ouvrages sur l'époque wilhelmienne n'ont pas la même portée. Nous avons pourtant beaucoup apprécié l'*Habilitationsschrift* d'O. HAUSER sur l'Allemagne et l'opposition anglo-russe de 1900 à 1914¹. L'auteur ne croit pas au caractère inéluctable d'un conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre à cette époque ; il n'y eut qu'incompréhension de la psychologie de l'un et de l'autre. Il eût été facile à l'Allemagne, selon lui, d'utiliser les désillusions de l'Angleterre au sujet des accords qu'elle avait signés avec la Russie en 1907, notamment à l'époque de la mission Haldane : Grey était, en effet, obligé de capituler sans cesse devant les exigences russes, en particulier en Perse, où le départ de Schuster, agent américain qui faisait fonction de conseiller financier du Shah, témoi-

1. Oswald HAUSER, *Deutschland und der Englisch-Russische Gegensatz 1900-1914* (Göttinger Bausteine zur Geschichtswissenschaft, t. 30. Göttingen, Musterschmidt-Verlag, 1958, in-8°, 288 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

gnait du déclin du prestige britannique. Mais la diplomatie allemande a cru, contre vents et marées, que l'« encerclement » pouvait être brisé par la construction d'une force navale menaçante, ressoudant ainsi contre elle une entente qui était pourtant bien branlante. L'on ne refusera pas à l'auteur le mérite d'embrasser les problèmes diplomatiques sous un jour universel ; l'on a toutefois l'impression qu'il traite dans le même ouvrage deux sujets différents : la réaction de l'Angleterre aux constructions navales allemandes ; l'évolution des relations anglo-russes après les accords de 1907. — On a cité tout à l'heure la Perse comme champ de conflit : B. G. MARTIN vient de consacrer un gros travail aux relations germano-persanes¹. Il apparaît que, si Bismarck a évité par égard pour la Russie de se mêler aux affaires de ce pays, l'Allemagne wilhelmienne, sans toutefois définir une politique cohérente, a envisagé la prolongation du *Bagdadbahn*, la création d'une banque à Téhéran, le développement des relations commerciales. Cette activité des Allemands n'a pas été sans susciter des espoirs parmi les Persans, qui cherchaient en eux un appui contre la politique de partage d'influences poursuivie par la Russie et l'Angleterre. Finalement, lors de la crise d'Agadir, l'Allemagne, désireuse de s'assurer la neutralité de la Russie, a signé l'accord du 19 août 1911, par lequel elle sacrifiait le principe de l'intégrité persane, et par là l'influence morale qu'elle avait acquise dans ce pays. Cette étude jette un jour sinistre sur la façon dont, à l'ère de l'impérialisme, les grandes puissances traitaient les États mineurs.

Il nous est parvenu quelques études sur le personnel politique de l'époque wilhelmienne. Directeur de la *Zukunft*, Maximilian Harden est célèbre par ses sensationnelles attaques contre l'entourage homosexuel de Guillaume II, sur Eulenburg en particulier, au sujet duquel des renseignements lui ont été fournis par un cercle d'informateurs qui dépasse de beaucoup la personne de Holstein. H. F. YOUNG² a fait revivre avec talent la physionomie de cet israélite, qui voulait affirmer son germanisme, mais qui est pourtant resté aux yeux de ses contemporains comme le représentant de l'intelligentsia juive, de ce fougueux individualiste qui fut aussi un conservateur fanatique, partisan d'un État agrarien et féodal, de cet impérialiste, qui n'accorda pourtant aucune confiance au programme naval de Tirpitz et qui préconisa l'entente avec la France. Après avoir développé un programme annexionniste, Harden devait dès novembre 1914 perdre toutes ses illusions et se prononcer dès lors pour la démocratisation de l'Allemagne et la médiation des États-Unis. Après la défaite, malgré ses furibondes attaques contre les gouvernements de la République, il restera isolé. — Ce fut également un impé-

1. Bradford G. MARTIN, *German Persian Diplomatic Relations 1873-1912* (La Haye, Mouton, 1959, in-8°, 237 p.).

2. Harry F. YOUNG, *Maximilian Harden, Censor Germaniae* (La Haye, Nijhoff, 1959, in-8°, 288 p.).

rialiste que Max Weber, dont W. J. MOMMSEN a tenté de définir la pensée politique¹ : il ne cessa, en effet, de reprocher à Guillaume II son dilettantisme, ses hésitations à se lancer dans une guerre qui aurait dû éclater dans des circonstances plus favorables qu'en 1914. Mais, écœuré par le matérialisme du siècle et victime de la crise nihiliste, Weber s'est orienté vers la notion du « chef charismatique », plébiscité par la nation et établissant entre la nation et lui une communication mystérieuse ; seul, selon lui, un tel chef pouvait faire contrepoids à un Parlement de plus en plus paralysé par la bureaucratie des divers partis politiques et par les groupes de pression. L'on peut cependant se demander, en refermant le beau livre de M. J. Mommsen, comment il se fait qu'un esprit aussi ouvert que celui de Weber ait été conduit, dans certaines de ses réactions, par un nationalisme de clocher. — Enfin, l'histoire de la Chancellerie du Reich, enrichie par une précieuse contribution sur Caprivi, a été bien servie par le livre de H. G. ZMARZLIK, un élève de G. Ritter, sur Bethmann-Hollweg². Le jugement est moins favorable que celui généralement porté. Sans doute faut-il faire la part des groupes de pression, politiques et militaires, qui ont rendu difficile le gouvernement au Chancelier — groupes de pression dont l'étude a été très poussée par l'auteur, aussi bien dans le cas de la réforme fiscale que pour le problème d'Alsace-Lorraine. — Mais, faute d'avoir cherché un appui à gauche, Bethmann a été conduit à une suite désastreuse de concessions. Il semble que l'attitude du Chancelier ait été commandée par la seule préoccupation : « L'habit de l'Empereur doit à tout prix demeurer immaculé. »

L'histoire sociale de l'époque wilhelmienne a donné lieu, en Allemagne occidentale, à deux travaux de premier ordre. K. E. BORN³ a étudié quel fut dans ce domaine l'attitude du gouvernement de Guillaume II, qui, jeune empereur, avait annoncé son intention « d'étendre le champ des réformes sociales » et abrogé la législation antisocialiste. Préconisée par les socialistes de la Chaire, par de nombreux groupements professionnels, par des hommes de talent comme Stöcker et Naumann, la politique impériale a constitué un programme cohérent dont les traits principaux ont été fixés par le ministre du Commerce von Berlepsch, les secrétaires d'État Posadowski et Bethmann-Hollweg, le futur chancelier du Reich. Dans leur pensée, la législation sociale ne devait pas seulement constituer un secours contre la misère des travail-

1. Wilhelm MOMMSEN, *Max Weber und die deutsche Politik 1890-1920* (Tübingen, Mohr, 1959).

2. Hans-Günther ZMARZLIK, *Bethmann Hollweg als Reichskanzler 1909-1914. Studien zu Möglichkeiten und Grenzen seiner innerpolitischen Machtstellung* (Herausgegeben von der Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Düsseldorf, Droste Verlag, 1957, in-8°, 160 p.).

3. Karl Erich BORN, *Staat und Sozialpolitik seit Bismarcks Sturz. Ein Beitrag zur Geschichte der innenpolitischen Entwicklung des deutschen Reiches 1890-1914* (Historische Forschungen, I. Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1957, in-8°, 256 p.).

Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

leurs ; elle devait leur donner le moyen de lutter à armes égales avec les autres classes sociales, donc de les réconcilier avec l'État monarchique en les détournant de l'Internationale ouvrière. Mais l'application d'une pareille politique s'est heurtée, dans les sphères dirigeantes, à la crainte de favoriser, en fin de compte, les progrès de la social-démocratie, jugée comme un élément de dissolution dans l'État. L'on n'a pas cessé de redouter à Berlin qu'une liberté accrue donnée au travailleur favorisât l'essor du mouvement socialiste ; elle ne devait donc être accordée que du jour où les ouvriers auraient fait preuve d'attachement au régime. N'aurait-on pu cependant profiter de l'évolution qui s'était manifestée, depuis 1890, au sein de la social-démocratie et de l'abandon par les syndicats de tout radicalisme révolutionnaire au profit de revendications pratiques et immédiates ? Le gouvernement ne devait-il pas être tenté d'accorder aux travailleurs le droit total de coalition, que réclamait le Reichstag dans les années qui précédèrent la guerre ? Mais une pareille politique eût signifié la rupture avec le parti conservateur, ce qui était impossible du fait de la situation dont ce parti jouissait en Prusse ; c'eût été admettre le régime parlementaire, ce à quoi l'Empereur n'était point disposé. La solution de la question sociale demeurait donc liée au problème fondamental de la politique allemande, celui que posait la subordination du gouvernement du Reich à celui de la Prusse. — L'on savait déjà que Guillaume II, pas plus que Bismarck, n'avait su réconcilier la classe ouvrière avec l'État ; mais le spécialiste, après avoir lu Born, connaît mieux les dispositions de l'administration allemande, les difficultés rencontrées, les causes de l'échec, qui sont surtout politiques.

Quant à G. A. RITTER, il examine l'histoire du parti ouvrier pendant la décade qui a suivi la disparition de Bismarck¹. Il constate que la tête du parti social-démocrate, confiante dans la marche fatale vers la Révolution, est restée en dehors de la réalité sociale. Aussi, malgré ses succès aux élections, la social-démocratie n'a pu faire de nouvelles conquêtes : elle n'a ni convaincu la bourgeoisie ni entamé les positions du Centre catholique. L'engourdissement des instances supérieures a placé le centre de gravité du parti, non au Reichstag, mais dans les Landtags des États du Sud, de la Bavière notamment, où Georg von Vollmar² a souligné la nécessité de défendre les petits et moyens paysans, dans diverses municipalités et surtout dans les syndicats, qui ont su établir des relations réalistes avec l'État et avec les employeurs. L'ébranlement de l'orthodoxie marxiste au sein du parti a pro-

1. Gerhard A. RITTER, *Die Arbeiterbewegung im Wilhelminischen Reich* (Studien zur Europäischen Geschichte aus dem Friedrich-Meinecke Institut der Freien Universität Berlin, III. Berlin-Dahlem, Colloquium Verlag, 1959, in-8°, 255 p.). Il convient de ne pas confondre cet auteur avec l'historien de Fribourg.

2. Sur ce personnage, cf. R. JANSEN, *Georg von Vollmar. Eine politische Biographie* (Herausgegeben von der Kommission für Geschichte der Parlamentarismus und der politischen Parteien. Düsseldorf, Droste Verlag, 1958). Nous n'avons pas reçu ce volume.

Jacques Droz

voqué le mouvement « révisionniste », qui n'est pas seulement, selon l'auteur, l'expression de la pensée de Bernstein, de Schippel et des rédacteurs des *Sozialistische Monatshefte*, mais qui exprime les tendances réformatrices et réalistes des secrétaires syndicaux. On voit donc s'improviser vers 1900 un type de leader ouvrier qui ne se paye pas de mots, mais qui est devenu un spécialiste compétent des problèmes sociaux. — Cette étude, qui par sa précision porte la marque des travaux dirigés par H. Herzfeld, devrait servir de point de départ à un grand nombre de monographies ouvrières.

L'Allemagne démocratique n'a pas consacré à cette période des travaux de même ampleur. Celui de W. BARTEL¹ étudie l'attitude de l'aile gauche de la social-démocratie — K. Liebknecht, Rosa Luxembourg, G. Mehring, Clara Zetkin, W. Pieck — à l'égard des problèmes du militarisme et de la guerre. G. HEIDORN² a la prétention d'examiner la formation des monopoles de presse et leur influence sur la préparation des esprits à la guerre ; il serait possible de puiser dans ce volume des renseignements sur certains groupements d'intérêts, comme le Mansfeld-Konzern et la société Scherl, ainsi que les rapports de Bulow avec certaines agences de presse ; mais la confusion de l'exposé met le lecteur, même le mieux intentionné, dans l'impossibilité de retenir une vue d'ensemble. — C'est également un ouvrage de polémique que celui de G. THEODOR sur Frédéric Naumann, « le prophète du profit »³. L'auteur de la célèbre *Mittleuropa* a été, paraît-il, lié à certaines formes du capitalisme allemand : électrochimie, industries chimiques, banques de date récente qui soutenaient les adversaires de l'industrie lourde ; et ce fut à la demande du banquier francfortois Hallgarten qu'il aurait lancé ses attaques contre Stumm. Il aurait été le représentant de cette « fraction américaine » des monopolistes allemands, qui aurait combattu la Ligue pangermaniste et aurait, entre autres, appuyé la signature du traité de Brest-Litovsk. Par ailleurs, l'auteur montre comment il a essayé d'attacher la classe ouvrière au sort de l'impérialisme, et pour cela recherché le contact avec les révisionnistes de l'aile droite de la S. P. D., en particulier avec Vollmar. Son rôle fut celui de l'« homme de liaison entre le capital financier, la social-démocratie et les syndicats libres ».

Nous avons, enfin, cherché à nous procurer le livre de J. KUCZYNSKI sur le rôle de la social-démocratie dans le déclenchement de la première guerre

1. Walter BARTEL, *Die Linken in der deutschen Sozialdemokratie im Kampf gegen Militarismus und Krieg* (Berlin, Rütten und Loening, 1958, in-8°).

2. Gunther HEIDORN, *Monopole, Presse, Krieg. Die Rolle der Presse bei der Vorbereitung des ersten Weltkrieges. Studien zur deutschen Aussenpolitik von 1902 bis 1913* (Berlin, Rütten und Loening, 1960, in-8°, 362 p.).

3. Gertrud THEODOR, *Friedrich Naumann oder der Prophet des Profits. Ein biographischer Beitrag zur Geschichte des frühen deutschen Imperialismus* (Berlin, Rütten und Loening, 1957, in-8°, 277 p.).

mondiale, qui a provoqué en D. D. R. de multiples polémiques¹. Après avoir fait le récit des événements, l'auteur stigmatise sans pitié les leaders socialistes, qui, encore décidés, semble-t-il, le 28 juillet à sauver la paix (cf. articles du *Vorwärts*), ont finalement succombé à la tactique gouvernementale habile à susciter le réflexe antirusse et la haine du tzarisme : Südekum, député au Reichstag, a servi d'intermédiaire entre le Parti et le Chancelier. Ont été responsables de cette palinodie, qui a été remarquablement exposée dans la brochure de H. Haenisch : *Die deutsche Sozialdemokratie in und nach dem Weltkriege* (1916), le révisionnisme et l'opportunisme de l'« aristocratie ouvrière », contaminée par l'idéologie des Bernstein et des Legien : comme l'écrivait Rosa Luxembourg, la social-démocratie n'était plus en 1914 qu'un « cadavre puant ». Cette interprétation de la « trahison » sociale-démocrate n'a cependant pas paru convaincante en Allemagne orientale, et la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* a estimé que Kuczynski avait sous-estimé la résistance des masses². Plus que tout autre, cet ouvrage a contribué, paraît-il, au discrédit dont cet historien est l'objet dans certains milieux marxistes de la D. D. R. Quant à l'historien indépendant, il regrettera seulement que l'auteur, au lieu de se limiter à l'étude des sphères directrices du parti, n'ait pas cherché à connaître les réactions des masses populaires acquises à la social-démocratie sur le problème de la guerre.

Conclusions.

Du présent « bulletin » quelques conclusions se dégagent :

1) L'historiographie allemande demeure orientée vers l'histoire des idéologies, au détriment sans doute de la description des structures sociales et des crises économiques. Les historiens, en effet, paraissent encore soucieux de se libérer du « complexe » que continue à leur infliger l'ère nationale-socialiste : les uns ont trouvé dans le marxisme une explication universelle ; les autres cherchent à se rattacher aux traditions nationales, qu'ils veulent préserver de toute assimilation possible avec les doctrines hitlériennes. Mais ce souci d'interprétation et de justification pèse, de toute façon, sur la production historique allemande ; elle crée une optique qui n'est guère favorable au renouvellement des études. Le critique se demande trop souvent s'il lit un livre d'histoire ou un examen de conscience.

2) L'opposition demeure profonde entre les ouvrages qui paraissent dans les deux Allemagnes. Dans la République fédérale, le marxisme des histo-

1. Jürgen KUCZYNSKI, *Der Ausbruch des ersten Weltkrieges und die deutsche Sozialdemokratie. Chronik und Analyse* (Berlin, Akademie-Verlag, 1957, in-8°, 257 p.).

2. Pour la critique du livre en D. D. R., cf. *Festschrift für Geschichtswissenschaft, Sonderheft*, p. 311.

Jacques Droz — Histoire de l'Allemagne de 1789 à 1914

riens de l'Est apparaît comme une forme de soumission à une puissance étrangère, ce qui est parfois très injuste. En revanche, il est impossible d'admettre certaines méthodes de polémiques employées à l'Est : quand la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* traite des historiens de la valeur de Rothfels, de Ritter ou de Rassow, de « personnalités sans scrupules, et qui font fi de toute vérité historique¹ », de pareilles formules ne condamnent que ceux qui les emploient.

3) La participation des pays anglo-saxons à l'histoire de l'Allemagne, et de façon plus large des pays d'Europe centrale, demeure considérable, comme l'avait déjà souligné avec raison H. Brunschwig dès 1954. L'on demeure stupéfait du travail qui est fait à Princeton, Harvard, Yale, Columbia, Notre-Dame, etc..., dans le domaine de l'histoire germanique, de ce qui est sorti en particulier des centres d'études que dirige le professeur Hans Kohn, remarquable connaisseur de l'historiographie germanique. Qu'avons-nous en France de comparable? Du moins, si nous ne possédons ni les moyens de travail adéquat ni les spécialistes en nombre suffisant, serait-il souhaitable que nos éditeurs consentent à traduire les grandes œuvres historiques, qu'elles viennent d'Allemagne ou d'Amérique.

Jacques Droz,

Doyen de la Faculté des Lettres
et Sciences humaines de Clermont.

1. Cf. *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, Sonderheft*, p. 279.

Le Congo belge

L'Académie royale des Sciences coloniales continue de publier, sur l'histoire du Congo, des ouvrages admirablement édités et toujours fondés sur des dépouillements d'archives. Depuis notre dernière chronique, le père ROYKENS a complété son enquête sur la politique de Léopold II¹. Dans un troisième ouvrage², il étudie la conférence de Bruxelles. Les documents nouveaux qu'il verse au dossier prouvent que Léopold était décidé à créer une colonie. Il dut manœuvrer habilement. Dans une première note, soumise en juillet 1876 à « quelques personnalités belges et étrangères », il cache son dessein derrière les arguments humanitaires. Le programme qu'il propose est de désigner des bases d'opération sur la côte de Zanzibar et près de l'embouchure du Congo, des routes vers l'intérieur et des « stations hospitalières, scientifiques et pacificatrices », de créer un « comité international et central » pour recueillir les souscriptions de toutes les nations.

Il fit ensuite réunir les délégués belges, sous la présidence de Lambertmont. Leurs délibérations le convainquirent qu'on ne trouverait en Belgique ni argent ni volontaires pour une œuvre coloniale. Banning seul y défendit la thèse d'un partage entre les différentes nations qui collaboreraient à l'œuvre civilisatrice. Le roi lui demanda un rapport sur le choix d'une station belge à créer éventuellement. Mais quand Banning évoqua cette question devant ses collègues il ne fut pas suivi. Léopold en conclut qu'il fallait cacher son dessein et s'en tenir au projet d'organisation internationale. Banning ne comprit pas son attitude et continua d'affirmer qu'on pourrait éveiller l'intérêt des Belges pour la colonisation. Les délégués admirent qu'il valait mieux éviter de poser la question commerciale, et les violents conflits qui divisaient les Belges à l'époque, entre laïques et catholiques, expliquent qu'on ait insisté sur la neutralité religieuse de l'œuvre.

L'analyse des débats de la conférence montre que les délégués français et anglais pensaient, eux, au partage de l'Afrique. Ils proposèrent de confier à « une autorité navale compétente » le choix des stations côtières. Le vice-

1. Cf. *Rev. hist.*, t. CCXVII, p. 103 et 108.

2. A. ROYKENS, *Léopold II et la conférence géographique de Bruxelles (1876)*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1956, in-8°, 298 p., ill., 5 cartes.

Henri Brunschwig

amiral La Roncière le Noury, président de la délégation française, alla jusqu'à déclarer : « Il y a lieu d'espérer que les gouvernements viendront en aide à l'entreprise ; leur concours sur certains points est indispensable ; parfois même ils pourront prendre l'initiative. »

Léopold s'appuya sur les délégués allemands, autrichiens et russes pour faire écarter ces suggestions, mais on ne pouvait pas renoncer aux subventions éventuelles des gouvernements et décourager les souscripteurs nationaux en retirant à leurs comités le contrôle des stations qu'ils créeraient.

On s'entendit donc sur une formule imprécise : les comités nationaux se tiendraient en rapport avec la commission internationale « dans le but de centraliser autant que possible les efforts faits par leurs nationaux et de faciliter par leur concours l'exécution des résolutions de la commission.

« Les comités nationaux se constituent d'après le mode qui leur paraîtra préférable. La commission centrale, après avoir fait son règlement, aura pour mission de diriger, par l'organe d'un comité exécutif, les entreprises et les travaux tendant à atteindre le but de l'Association et gérer les fonds fournis par les gouvernements, par les comités nationaux et par les particuliers. »

Dans un quatrième ouvrage¹, le père Roeykens élucide différentes questions dont il avait parfois déjà traité. Il montre d'abord que Léopold II a cherché à se rapprocher de l'Égypte et du Portugal qui n'avaient pas été invités à la conférence de Bruxelles à cause de leurs sympathies vraies ou supposées pour les esclavagistes. L'article sur « La question du triangle » explique que la région désignée par Léopold dans une lettre à Greindl pour une expédition américano-belge de l'A. I. A. est probablement formée par le triangle dont la base se situe entre le Congo et l'Ogooué. D'autres articles rappellent la sympathie témoignée par le Saint-Siège à l'A. I. A., les efforts de quelques Belges pour éveiller l'intérêt des milieux économiques aux perspectives commerciales de l'Afrique centrale, voire à la création d'une colonie belge de peuplement au Congo, projet que Léopold désavoua prudemment. Sur les premiers rapports avec Stanley et sur la genèse des instructions que ce dernier reçut du Comité d'études du Haut-Congo, l'auteur commente, un peu longuement selon son habitude, la note publiée par M. Cornet, de laquelle on peut inférer que le roi songeait, en 1878, à créer — non une colonie belge — mais un État nègre dont il serait le chef.

La partie la plus intéressante du livre concerne la politique africaine du Portugal au cours de la période 1877-1882. Le Portugal s'inquiéta de l'activité de l'A. I. A. et prépara, dès le printemps 1877, l'expédition Serpa Pinto et Capello pour explorer les bassins du Congo et du Zambèze. Quand les

1. A. ROYKENS, *La période initiale de l'œuvre africaine de Léopold II. Nouvelles recherches et documents inédits (1875-1883)*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1957, in-8°, 260 p.

Le Congo belge

deux explorateurs, partis en juillet de Lisbonne, arrivèrent à l'embouchure du Congo, Stanley y aboutit. Les Portugais se tournèrent alors vers le Zambèze (novembre) au grand soulagement de Léopold II. Au cours de l'année suivante, le Portugal aurait eu intérêt à faire reconnaître ses droits sur l'embouchure du Congo. Il était alors engagé dans des négociations avec l'Angleterre qui avait annexé le Transvaal, le 12 avril 1877. Cela mit fin aux projets de Léopold sur ce pays. Mais cela posa aussi en termes nouveaux la question du chemin de fer que la firme belge Cockerill renonça à construire entre Lourenço Marques et Pretoria, et celle des limites occidentales de la Mozambique. Au moment où Stanley recrutait ses Zanzibariques pour l'établissement du Comité du Haut-Congo à Vivi, Portugais et Anglais signaient à Lisbonne, le 30 mai 1879, un accord stipulant la liberté réciproque de commerce et de navigation dans les possessions anglaises et portugaises d'Afrique du Sud, ainsi que des conventions d'extradition et de répression de la traite des esclaves. La navigation du Zambèze fut ouverte au commerce du monde entier. L'Angleterre obtint le droit de transit vers le Transvaal par Lourenço Marques.

Quand Stanley débarqua le 14 août 1879 à Boma, et s'installa en octobre à Vivi, l'Angleterre (octobre) et le Portugal (janvier 1880) demandèrent des explications au gouvernement belge. Celui-ci répondit que l'affaire ne le concernait pas. Le Comité du Haut-Congo était une entreprise privée à laquelle « plusieurs maisons de banque anglaises, une maison française, une maison belge, une maison hollandaise et même, à ce que (Lambermont) croyait, une maison portugaise » étaient intéressées. Les déclarations verbales faites par le président du Conseil, frère Orban, au ministre du Portugal à Bruxelles, ne suffirent pas au gouvernement portugais qui en demanda confirmation écrite. Le 24 février 1880, Lambermont écrivit donc (p. 148) :

Lorsque M. le comte de Thomar est venu m'entretenir de l'expédition de M. Stanley au Congo, S. E. m'a dit à peu près ceci :

M. Stanley est allé au Congo, il se propose d'y planter le drapeau américain et de s'emparer, au profit de son pays, de territoires qui appartiennent au Portugal.

— En quoi, demandai-je, cela peut-il engager le Gouvernement belge?

— C'est, répondit Son Excellence, que l'expédition est partie de Belgique. Je répétais ma question : en quoi cela touche-t-il le Gouvernement belge? Je m'intéresse à cette entreprise comme je m'intéresse à toutes celles dans lesquelles les intérêts belges peuvent être engagés ; mais l'entreprise en elle-même n'a rien de gouvernemental.

Je remarque, M. le Baron, que votre lettre du 16 de ce mois ne fait mention que de l'Association Internationale Africaine. D'après des renseignements que j'ai lieu de croire exacts, c'est un groupe de capitalistes appartenant à des nationalités diverses qui a chargé M. Stanley de procéder à une nouvelle exploration du Congo et qui a réuni les ressources nécessaires à cet effet. Cette œuvre a, comme celle de l'Association internationale, un caractère privé.

Henri Brunschwig

Vous avez bien voulu terminer votre lettre, M. le Baron, par la déclaration que, vu le droit qu'il entend faire prévaloir sur les territoires situés entre Ambriz et le Zaïre, le Gouvernement de S. M. Très Fidèle ne saurait reconnaître aucun acte quelconque d'occupation ou de possession accompli au nom d'une autre puissance. Je ne vois aucune raison, en ce qui nous concerne et dans l'état actuel des choses, d'examiner les droits que le Portugal peut avoir sur les territoires dont il s'agit ou l'usage qu'il en ferait éventuellement, et à cet égard nous ne pouvons que nous en tenir à une réserve qui sera, je n'en doute point, comprise par le Cabinet de Lisbonne.

Les Cortès cependant ajournèrent la ratification de la convention de Lourenço Marques. De nouvelles négociations intervinrent. Le Portugal semble avoir songé à lier la question de Lourenço Marques à la reconnaissance par l'Angleterre de ses droits sur l'embouchure du Congo. Le traité, modifié, ne put cependant être ratifié en mars 1881, et Stanley eut le temps d'acquiescer des concessions des indigènes. La violence des réactions de l'opinion publique portugaise empêcha encore, en 1881 et en 1882, le ministre portugais de négocier avec l'Angleterre la ratification de la convention de Lourenço Marques contre la reconnaissance du Congo comme limite nord de l'Angola. Ce fut seulement le 26 février 1884 que le « traité anglo-portugais de Zaïre » put être signé à Londres. A ce moment, Stanley était installé sur le Pool.

Les deux derniers chapitres traitent surtout de Banning. Le père Roeykens voudrait voir en lui l'auteur d'une brochure signée E. B. et intitulée « La Belgique doit être agrandie » (1882). Il s'en prend à M. Stengers qui conseille la prudence en l'absence de preuves certaines et multiplie les arguments en faveur de son hypothèse, qui reste une hypothèse. Puis il évoque la publication, par M. Stengers, de la « Note sur ma vie et mes écrits », de Banning, qui lui paraît insuffisamment commentée. Suivent vingt pages de documents divers qui précisent l'attitude de Banning en diverses circonstances sans infirmer le jugement de M. Stengers, et qui proposent d'attribuer à Banning un autre article anonyme.

Le père Roeykens donne enfin une synthèse des récents travaux sur l'œuvre léopoldienne dans un « Essai de mise au point » judicieusement conçu¹. Les dix-sept chapitres qui suivent pas à pas le progrès des efforts de Léopold II pour acquiescer une colonie, de 1855 à 1880, sont subdivisés en paragraphes numérotés, qui se réfèrent les uns aux autres et renvoient à une bibliographie de plus de cent numéros. On se retrouverait donc aisément dans le maquis des études de détail, si l'auteur n'avait pas, dans cet ouvrage essentiel de synthèse, omis l'index alphabétique dont il a cependant doté ses livres précédents. La thèse générale est que Léopold a tou-

1. A. ROEYKENS, *Léopold II et l'Afrique 1855-1880. Essai de synthèse et de mise au point*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1958, in-8°, 411 p.

Le Congo belge

jours voulu acquérir une colonie pour la Belgique. Les variations qu'on observe dans son jeu sont de pure tactique. Il a été obligé de cacher son but à l'opinion belge et aux concurrents européens. D'où le recours à l'internationalisation d'abord, puis à la société privée que fut le Comité d'études du Haut-Congo. L'échec de l'Association internationale africaine et son abandon, en faveur du Comité d'études, pour réaliser les projets royaux, sont très clairement analysés. A d'autres moments, l'auteur se laisse un peu entraîner par son imagination. Est-il bien utile de supposer que l'idée d'internationaliser l'exploration de l'Afrique a été inspirée à Léopold par Lesseps, alors que ce domaine était international depuis 1815 et depuis l'organisation de la croisière anti esclavagiste? Et pourquoi supposer des rapports entre la première exploration de Brazza, en 1875, et « le futur projet africain de Léopold II », en l'absence de toute documentation? Les « généreux donateurs anonymes », qui envoient des subsides aux explorateurs, doivent-ils nécessairement être tous identifiés avec Léopold?

Un point sur lequel nous hésitions à suivre l'auteur est aussi sa surveillance à l'égard des Anglais. Si des préoccupations « impérialistes » existaient sans doute parmi les hommes d'affaires, elles ne sauraient expliquer l'attitude des gouvernements, qui n'ont pas poursuivi l'expansion coloniale avant la conférence de Berlin et qui n'ont pas ratifié les projets de protectorat sur Zanzibar et l'Afrique orientale, élaborés par Mackinnon et Kirk. Le puissant mouvement humanitaire qui animait une grande partie de l'opinion anglaise, et qui était plus désintéressé en Angleterre que partout ailleurs, est systématiquement sous-estimé.

En dépit de l'absence d'un tableau chronologique et d'un index, cette synthèse apporte donc un précieux instrument de travail aux spécialistes.

L'une des raisons pour lesquelles le partage de l'Afrique s'est opéré si rapidement a été le peu de frais auquel il a entraîné les métropoles. M. STENGERS¹ estime à 40 millions de francs or la dépense totale de la Belgique en faveur du Congo, au moment de la reprise par l'État belge en 1908. A cette date, les avantages que l'État belge avait retirés du Congo s'élevaient à quelque 66 millions. Ces évaluations sont relativement précises : aux dépenses initiales de Léopold et aux emprunts de 1890 et de 1895, l'auteur a ajouté le prix des officiers belges détachés au Congo — soldes et pensions des décédés — et celui du consulat de Zanzibar qui fut surtout utile au Congo. Il serait sans doute possible de faire un calcul analogue pour le Congo français, mais le rendement serait sûrement inférieur. Le Congo belge est, avec la Rhodésie, probablement la seule colonie d'Afrique noire qui ait été nettement rentable. L'auteur a raison d'insister sur la « chance éco-

1. J. STENGERS, *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique?* Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1957, in-8°, 394 p.

Henri Brunschwig

nomique » de la Belgique au Congo. Le caoutchouc d'abord, les richesses minières du Katanga ensuite, ont presque constamment enrichi la Belgique.

Après la reprise de la colonie par l'État, en 1908, les finances coloniales et les finances métropolitaines furent séparées. La métropole supporta cependant la charge du ministère des colonies. Le budget a varié, entre 1908 et 1955, entre 463 000 francs or (1927) et 2 044 000 (1955); au total, en quarante-sept ans, le ministère des colonies n'a coûté que 52 960 000 francs. Il n'y eut que deux brèves périodes où le Trésor métropolitain a dû subventionner le Trésor colonial : entre 1921 et 1925, pour le financement des chemins de fer (17 millions), et lors de la crise économique de 1933 à 1940 (104 millions de subventions et 58 fournis par la Loterie coloniale en Belgique). Après 1940, la Loterie a continué de fonctionner au profit du Fonds du Bien-être indigène, qui a reçu, jusqu'en 1950, 21 millions de francs or. Ces versements continuent.

Au total, de 1878 à 1950, le Congo a coûté 209 millions de francs or à la Belgique, soit moins de 10 pour 100 des dépenses générales de l'État belge en 1956. C'est très peu, surtout si l'on compare cette dépense à celle des autres métropoles, en particulier de la France, qui assume depuis 1955 la totalité des travaux d'équipement social, agricole, industriel prévus par le plan de développement de 1946 (F. I. D. E. S.), soit 3 pour 100 de son revenu national. Le Congo belge réussit à financer son équipement par ses propres ressources. C'est au Ruanda Urundi, pays sous mandat, pauvre, sous-développé, que la Belgique fit un gros effort financier : 2 300 000 francs actuels entre 1950 et 1956, le tiers de ce que le Congo lui a coûté en soixante-quinze ans !

On trouve beaucoup à glaner dans *Les relations entre l'État indépendant du Congo et l'Italie*, de M^{me} Liane RANIERI¹. L'auteur note que, d'une façon générale, l'Italie s'est montrée favorable à l'œuvre de Léopold II. Bien que la reine du Portugal ait été la sœur du roi d'Italie, Rome reconnut sans difficulté l'État indépendant du Congo. Le Comité italien de l'Association internationale africaine fut fondé le 21 mai 1877 sous la présidence du prince Humbert. Il n'agit qu'en Abyssinie, c'est-à-dire en dehors de la sphère d'intérêt de l'A. I. A., à laquelle il demanda cependant son patronage. Le comité italien prit sous son égide la station de Lat Maresia, fondée peu auparavant dans le Choa, et y arbora le pavillon national à côté du drapeau étoilé d'or de l'A. I. A. Bien qu'il eût invoqué ces explorations pour ne rien verser à l'A. I. A., la Commission internationale, au cours de son unique session du 20 au 21 juin 1877, lui accorda « la protection morale » sollicitée, sous forme d'une motion d'encouragement et de solidarité.

On voit donc que les comités nationaux des métropoles — en Italie

1. Liane RANIERI, *Les relations de l'État indépendant du Congo et de l'Italie*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1959, in-8°, 361 p.

Le Congo belge

comme en France, en Allemagne et en Belgique — ont, dès l'origine, adopté une attitude nationale. Nous manquons encore de renseignements sur l'activité des comités espagnols, portugais, hollandais et sur ceux des deux pays sans colonies, Autriche et Suisse.

Aux conférences de Berlin (1885) et de Bruxelles (1892), l'Italie resta constamment favorable à l'œuvre de Léopold II. Ce dernier songea d'ailleurs à relayer l'Italie en Afrique orientale. Il aurait pris à bail toute l'Afrique italienne si les Anglais ne s'y étaient pas nettement opposés. L'auteur analyse les négociations qui se poursuivirent à ce propos de décembre 1896 à septembre 1897.

La collaboration entre Léopold et le gouvernement italien apparaît enfin dans le recrutement d'officiers et de fonctionnaires pour l'État indépendant. La participation des Italiens, autorisée par le gouvernement, fut importante. L'Italie se classa au deuxième rang, après la Belgique, jusque vers 1908.

La plus forte collaboration apparaît en 1906 avec 261 Italiens. Leur nombre décroit ensuite. La campagne anticongolaise révéla, en effet, que beaucoup d'officiers s'occupaient de la récolte du caoutchouc et de l'administration plutôt que de la milice. Le maniement de la chicotte ne parut pas digne d'eux au gouvernement.

La mission du médecin-commandant Baccari ne fut cependant pas provoquée par cette campagne. Il fut chargé d'inspecter la région du Ruzizi-Kivu en vue de l'établissement d'une colonie de paysans italiens. On le pria, chemin faisant, d'enquêter aussi sur la condition des officiers italiens au service de l'État indépendant. Baccari parcourut le Congo de juillet 1903 à septembre 1904, et ses rapports, d'abord favorables aux Belges, devinrent de plus en plus hostiles, à la fois parce qu'il découvrait les abus de l'exploitation du Congo et parce que le climat déprimait sa santé. Le résultat en fut que l'Italie n'autorisa plus ses officiers à souscrire des engagements, à partir du 1^{er} janvier 1905. Les tableaux de l'appendice révèlent aussi une appréciable participation suédoise à l'administration de l'État indépendant.

L'ouvrage apporte enfin des précisions sur les représentants diplomatiques de l'Italie et de l'État indépendant.

Otto Lindner, ingénieur et explorateur allemand, entra au service du Comité d'études du Haut-Congo le 19 août 1880. Il y resta jusqu'au 1^{er} décembre 1885 et fut chargé, en 1886, de recruter des travailleurs au Damalaland pour l'État indépendant. Il collabora encore avec diverses compagnies privées et mérita la « grande naturalisation » belge, en 1926.

M. Marcel LUWEL lui consacre une biographie en flamand¹. Un bref

1. Marcel LUWEL, *Otto Lindner 1862-1946. Een weinig bekend medewerker van Leopold II in Afrika*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1959, in-8° 329 p.

Henri Brunschwig

résumé en français ouvre le livre, dont la partie la plus intéressante est la deuxième moitié, occupée par des documents inédits en français ou en anglais.

Nous y trouvons son contrat d'engagement pour trois ans, moyennant 320 £, par an, tous frais payés, plus une gratification « en rapport avec les services rendus ». Cet engagement attachait directement Lindner au comité présidé par Strauch. Il ne devait, sauf dans les cas où « l'intérêt général de l'entreprise » l'exigerait, recevoir aucune instruction de Stanley. Sa première mission consistait à recruter une quarantaine de travailleurs à Zanzibar. Si on l'interrogeait là-bas sur l'entreprise de Stanley, il devait répondre « que c'est une entreprise *exclusivement* humanitaire et scientifique, qui n'a d'autre but que d'ouvrir au monde entier l'accès de l'Afrique ; qu'elle est subventionnée par des capitalistes anglais, français, hollandais, belges, et que la composition du Comité est une garantie que l'expédition ne tournera au profit particulier d'aucun pays » (15 décembre 1880). Il engagea des travailleurs ordinaires à 6 dollars par mois, des « garçons travailleurs » à 5, et des « jeunes serviteurs » à 3, nourris et défrayés des voyages aller et retour.

En février 1881, Strauch chargea Lindner d'explorer la voie du Kouilou-Niari et d'y obtenir des concessions avant que Brazza ne l'occupe et pour éviter qu'il n'y précède Stanley, comme il avait fait sur le Pool. Stanley ne devait pas être renseigné avec précision sur cette mission. « L'intérêt général de l'entreprise » empêcha cependant Lindner d'effectuer cette reconnaissance. Stanley eut besoin de lui pour ses transports, puis pour diriger la station de Vivi.

Le Comité d'études du Haut-Congo se plaignit à Jules Ferry, président du Conseil et ministre de l'Instruction publique, du méchant accueil fait par le sergent Malamine, chef provisoire de la station de Nshasha, aux missionnaires Bentley et Crudgington. Jules Ferry répondit le 25 par une lettre dont nous retraduisons de l'anglais l'extrait suivant (p. 209) :

... Vous me demandez... si mon département ne pourrait pas... adresser à M. de Brazza des instructions qui lui rappellent le caractère hospitalier des stations européennes au Congo.

Après avoir examiné les faits avec toute l'attention requise en raison de leur gravité, je me vois obligé de transmettre toute l'affaire à M. de Lesseps, président du Comité français de l'Association africaine. Mon département, en effet, a chargé M. de Brazza de la mission spéciale d'ouvrir une route commerciale entre la colonie du Gabon et le Congo ; mais cette mission est complètement indépendante de l'établissement de stations hospitalières, l'initiative et l'administration appartiennent, dans ce domaine, exclusivement au Comité.

C'est pourquoi j'ai pensé, Monsieur, que le président du Comité français devait être chargé du soin d'enquêter sur les faits que vous m'avez signalés et d'empêcher qu'ils se reproduisent.

Ce fut peu après, le 21 juillet, que Stanley rencontra Malamine. On voit

Le Congo belge

que Jules Ferry et Lesseps n'étaient pas moins habiles que Léopold à jouer de l'A. I. A.

La rivalité entre Stanley et Brazza se termina par le succès de ce dernier sur la rive nord du fleuve. Strauch le reconnut dans une lettre confidentielle à Lindner, le 31 octobre :

... Vous aurez sans doute appris les incidents qui ont marqué le voyage de M. Stanley au Stanley-Pool et la résistance que les indigènes, excités par le sergent Malamine, le représentant de M. de Brazza, ont opposé à son projet d'y fonder une station.

Ces incidents nous obligent à modifier les dispositions que nous avons adoptées antérieurement... Nous en éprouvons un extrême regret, mais nous subissons malgré nous la loi des circonstances.

L'ouvrage de M. Luwel nous apporte le modèle des traités de cession de territoire par les indigènes (p. 215), l'acte de concession d'une factorie à la maison Daumas de Marseille, à Banana, en juillet 1882, d'abondants renseignements sur la station de Vivi, des indications sur le traitement des indigènes.

M. VERBEKEN¹ publie des textes qui éclairent la révolte des Batetela en 1895. Le pillage de Luluabourg, le 4 juillet, la défection des miliciens des postes environnants s'expliquent essentiellement par les rigueurs inutiles, les promesses non tenues, les abus de chicotte du capitaine Pelzer, tué par ses soldats. Cela ressort en particulier du rapport du charpentier portugais Nobre (p. 41-44), et le commandant Guillain, commissaire du district du Lualaba, y insiste dans une lettre confidentielle à l'inspecteur d'État Le Marinel qui remplaçait le gouverneur général (p. 65-67). Les rebelles furent finalement battus au Lomami, le 18 octobre 1895.

Les textes publiés révèlent l'énergie et l'intelligence des uns, l'affolement, la maladresse et même la lâcheté des autres, comme il est normal en de telles circonstances et sous un tel climat.

M. WALRAET² publie une bibliographie du Katanga, 1900-1924. Ce second fascicule réunit 2 168 notices et se termine par un index onomastique des deux fascicules et un index chronologique. Ce recueil, exhaustif, rendra de grands services à tous les spécialistes.

Le R. P. STORME publie les rapports du père Planque, de Mgr Lavigerie et de Mgr Comboni sur l'Association internationale africaine³. Cela permet

1. Auguste VERBEKEN, *La révolte des Batetela en 1895. Textes inédits*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1958, in-8°, 96 p.

2. M. WALRAET, *Bibliographie du Katanga, fascicule II : 1900-1924*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1956, in-8°, 234 p.

3. R. P. STORME, *Rapports du Père Planque, de Mgr de Lavigerie et de Mgr Comboni sur l'Association Internationale Africaine*. Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1957, in-8°, 171 p.

Henri Brunschwig

de se faire une idée des réactions de l'Église aux projets de Léopold II. Elles furent diverses, mais il semble bien que la papauté ait surtout été influencée par le grand « Mémoire secret sur l'A. I. A. de Bruxelles et l'évangélisation de l'Afrique équatoriale » de Lavigerie, du 2 juin 1878. Lavigerie était hostile à l'A. I. A. Le R. P. Storme n'a pas de peine à relever les erreurs, l'insuffisance de la documentation et même l'évidente mauvaise foi du prélat. Celui-ci cherchait à convaincre Rome que derrière l'A. I. A. se trouvaient surtout les protestants ou les laïcs. Il voulait être chargé de l'évangélisation et réussit à obtenir la direction de deux grandes missions sur le lac Tanganyika et sur les lacs Victoria et Nyanza, sans même que le vicaire apostolique d'Afrique centrale, Mgr Comboni, en eût été averti ! Mgr Comboni, contrairement à Lavigerie, était très favorable à Léopold II qui l'avait reçu à Bruxelles.

Les historiens français apprécieront aussi la note du chanoine L. JADIN sur *Le rôle de la marine française au Congo de 1868 à 1886*¹. L'auteur donne une liste des documents conservés aux archives du ministère de la Marine — rapports des commandants de bateaux, sans beaucoup d'insistance jusqu'à la fondation de la mission de Landana en 1873, puis à la première expédition de Brazza sur l'Ogooué, en 1875. La persistance de la traite des noirs vers San Tomé par les Portugais est alors révélée. On parle de trois à quatre mille esclaves par an au cap Lopez. Les Portugais excitent les noirs contre la mission. A partir de 1880, les rapports se multiplient sur la deuxième mission de Brazza et sur Mizon, Stanley, les Portugais et, à partir de 1882, sur toute la région du Congo.

L'étude de M^{me} SLADE² sur les missions anglaises dans l'État indépendant du Congo apporte beaucoup de précisions inédites et une synthèse nouvelle sur la campagne anti congolaise de Morel. L'ouvrage est très détaillé, de sorte qu'on déplore l'absence d'une conclusion dans laquelle l'auteur aurait résumé ses trouvailles et ses thèses. Le thème politique fondamental, qui reparait au cours des divers chapitres, est que les missionnaires protestants et Léopold ont cherché à se rendre mutuellement service plutôt que de se combattre. Les directeurs des grandes sociétés de missions se sont d'ailleurs toujours refusés à mettre en doute la bonne foi du souverain et à le charger personnellement de la responsabilité des crimes commis en son nom par ses fonctionnaires.

L'auteur expose d'abord la pénétration des missionnaires dans l'intérieur du continent entre 1877 et 1885. Les protestants furent largement subventionnés par Robert Arthington, de Leeds, aussi passionné de géographie

1. L. JADIN, *Le rôle de la Marine française au Congo, 1868-1886*, *Bulletin de l'Académie royale des Sciences coloniales*, nouvelle série, t. IV, fasc. 7, 1958, p. 1353-1380.

2. Ruth M. SLADE, *English-Speaking Missions in the Congo Independent State (1878-1908)*, Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, 1959, in-8°, 433 p.

Le Congo belge

que Léopold II. C'est lui qui conçut le plan de pénétration à l'est, par la L. M. S., et à l'ouest par la Baptist Missionary Society (B. M. S.). La Livingstone Inland Mission et divers autres groupes, dont des missions américaines et suédoises, collaborèrent à cette œuvre, entreprise d'autre part par les Jésuites, les Pères blancs de Lavigerie et les Spiritains.

Tous se heurtèrent, au Congo, aux mêmes difficultés que Stanley. Hostilité non seulement du climat, du relief et de la végétation, mais des populations. Il était impossible de recruter les indispensables porteurs sur la côte dont les tribus étaient hales par leurs voisins de l'intérieur qu'elles avaient coutume de razzier pour fournir les bateaux négriers. D'où les Zanzibarites recrutés par Stanley et les Krumen du père Augouard. D'autre part, les noirs qui vivaient du commerce d'intermédiaire entre la côte et la région du Pool s'efforcèrent d'empêcher la progression des blancs et la prise de contact avec les populations riveraines du Congo. Sur les deux routes traditionnelles de l'ivoire et des esclaves, celle qui longeait la rive droite du fleuve et celle qui, de Loanda gagnait le Pool par San Salvador et Tungwa, les missionnaires marquèrent le pas jusqu'en 1880. Après le succès de Brazza et quand Stanley eut installé son camp à Léopoldville, les progrès furent plus rapides.

Léopold II, tout en s'efforçant d'encourager des missions catholiques belges, subventionna la B. M. S., et celle-ci l'appuya dans sa campagne contre le traité anglo-portugais de 1884 ; ses délégués soutinrent aussi les projets du roi à la conférence de Berlin.

La première tâche des missionnaires fut d'exploration géographique. Elle fut rapidement accomplie grâce aux steamers que les deux principales sociétés de missions importèrent sur le Pool. Les centres missionnaires qui furent créés, essentiellement pour des esclaves libérés, furent régis par des Pères qui souvent ne reculèrent pas devant le recours à la chicotte pour faire régner la discipline. Les « colonies scolaires » et les « chrétientés » des catholiques étaient conçues sur le même modèle. Leur inconvénient était de ne pas rayonner au dehors. On se préoccupa donc de former des prêtres indigènes. Les secours médicaux, l'instruction et, plus tard, l'industrialisation du pays permirent de développer l'influence des missionnaires. Le financement fut toujours essentiellement assuré par les contributions des fidèles européens.

Les missionnaires signalèrent les abus des fonctionnaires dès la création des monopoles commerciaux de l'État, en 1890. Mais les directeurs des sociétés ne voulurent pas rendre publics ces scandales. Quand Morel eut entrepris sa campagne, ils refusèrent de le documenter. Même après la publication du rapport du consul anglais à Boma, Casement, au début de 1904, et malgré les plaintes des missionnaires qui affirmaient que leurs interventions auprès des autorités régulières n'étaient pas prises en considération, le comité directeur de la B. M. S. refusa de s'associer à la protes-

Henri Brunschwig — Le Congo belge

tation. Il ne s'y résolut qu'au dernier moment, quand la commission d'enquête belge révéla aussi les abus. Il est possible que si Morel ne s'était pas violemment attaqué à la personne même du souverain, les missions anglaises auraient collaboré avec lui.

Le dernier chapitre traite du développement des missions protestantes au Congo depuis la réunion à la Belgique en 1908.

L'ouvrage de M^{me} Slade, sérieusement documenté, se termine par une liste des manuscrits et des imprimés consultés et comprend, comme tous les livres de cette collection, les croquis nécessaires et l'index alphabétique indispensable.

Alphonse Vangele a été l'un des pionniers du Congo belge. Il arriva en juillet 1882 à Vivi et fit partie de la colonne chargée de transporter, en pièces détachées, le premier steamer de l'A. I. A. vers le Pool, où Stanley avait, quelques mois auparavant, fondé Léopoldville (décembre 1881). Par la suite, cet officier, extraordinairement actif, administra Lutete, puis Coquilhatville, dont il fut aussi le véritable fondateur, explora l'Oubangui, négocia des accords de limitation à l'est du Congo et de pacification avec des chefs arabes, plus ou moins ouvertement esclavagistes. Il quitta le Congo en 1898, après avoir résisté à de nombreuses attaques de fièvre biliaire. Il poursuivit en Belgique sa carrière militaire, y prit sa retraite et y vécut jusqu'à quatre-vingt-onze ans. La biographie écrite par M. CUYPERS¹ a le grand mérite d'abonder en détails concrets sur la vie quotidienne des pionniers, leur alimentation au gré des circonstances, leurs difficultés pour circuler, leurs rapports avec les indigènes. Vangele y vit, dans le cercle restreint de ses missions successives. Nous ne ferons qu'une seule réserve : pourquoi l'auteur, qui avait le dossier en main, a-t-il glissé sur le différend entre Vangele et Dhanis, qui provoqua le rappel de Vangele ? Après soixante ans, ne peut-on pas exposer en historien et en érudit les conflits qui, à l'époque, ont divisé les intéressés et leurs partisans ?

Henri BRUNSCHWIG,

Professeur à l'Institut des Hautes-Études d'Outre-Mer.

1. J. F. CUYPERS, *Alphonse Vangele (1848-1939), d'après des documents inédits*. Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1960, in-8°, 95 p.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Hans JENSEN. *Die Schrift in Vergangenheit und Gegenwart*, 2^e édition augmentée. Berlin, Deutscher Verlag d. Wissenschaften, 1958; in-4^o, 584 pages.

I. J. GELB. *Von der Keilschrift zum Alphabet*. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1958; in-8^o, 292 pages.

Wilhem auf der NÖLLENBURG. *Kulturgeschichte der Schriftträger*. Band I. Berlin, Pythagoras Verlag, 1960; in-8^o, 420 pages.

De ces trois livres sur l'histoire de l'écriture et de ses supports, le dernier seul est nouveau. Le premier n'est, en effet, que la réédition améliorée d'un des grands classiques de ce sujet, paru en 1935; le second est une traduction de *A Study of Writing. The Foundations of Grammarology*, Chicago, 1952. Il s'agit, dans ces deux ouvrages, de l'écriture comme moyen d'expression graphique du langage. De ce point de vue, H. Jensen offre un *Handbuch* d'une qualité remarquable, avec une belle illustration et une documentation permettant de s'initier à toutes les écritures anciennes et modernes de la planète. De son côté, I. J. Gelb, qui est assyriologue, cherche les fondements d'une nouvelle discipline qu'il appelle la grammatologie, où les écritures ne sont plus considérées individuellement, mais dans leurs rapports généraux avec les phénomènes linguistiques. C'est dire que la vie des formes, l'évolution graphique des écritures sont hors de leur propos. On y chercherait en vain, par exemple, un écho des recherches en cours sur les métamorphoses des écritures grecques et latines.

L'intérêt du petit livre de Nöllenburg, qui étudie les matériaux de l'écriture « depuis les dessins rupestres jusqu'au papier journal », aurait pu être, précisément, d'apporter une contribution à ces problèmes graphiques en essayant de déterminer l'influence que les divers supports ont pu avoir ou non sur la création et la vie des tracés. Disons tout de suite qu'il n'en est rien. Si l'auteur a une certaine compétence sur la fabrication et le commerce moderne des papiers, il échenille l'histoire au hasard de livres de toutes mains et se perd en *excursus* philosophiques. Même sur les matières subjectives, substrat de son étude, son information reste incomplète; ni les tablettes de bois d'Afrique du Nord (*tablettes Albertini*) ni les écrits sur écorce de bouleau de Novgorod (trouvailles de A. V. Artsikhovskii) ne sont mentionnés; et l'utilisation des *Beiträge zur Geschichte des Beschreibstoffes im Mittelalter* de L. Santifaller lui aurait fait gagner beaucoup de précision¹.

1. Nous voulons, d'autre part, mettre sur le compte de la ronéotypie les trop nombreuses coquilles de l'ouvrage. On nous permettra de ne relever que la plus savoureuse qui fait de

Comptes rendus critiques

Néanmoins, comme un livre n'est jamais complètement indifférent, on pourra trouver dans celui-ci, sous réserve d'en user avec beaucoup de prudence, un tableau de la diffusion, de l'emploi et de la fabrication du papier en Europe et spécialement en Allemagne, une courte histoire de cette industrie aux XVIII^e et XIX^e siècles, quelques renseignements et remarques sur les formats et les filigranes, un essai de « mystique » des supports de l'écriture et l'intéressante idée d'une « civilisation du papier » (Chine, Corée, Japon). Mais la symbolique comparée du plus ancien filigrane de Fabriano (1287), du caractère chinois pour désigner le papier et de la roue cosmique des gravures rupestres préhistoriques, laisse devant un abîme de perplexité... Et l'intention de l'auteur de retrouver, enfin, le rôle de la matière subjective dans l'élaboration des civilisations n'aboutit qu'à des constatations comme celle-ci : que le papyrus égyptien a été le porteur de la philosophie grecque tandis que le papier nous a donné les mathématiques arabes...

Ch. HIGOUNET.

Arnaldo MOMIGLIANO. *Secondo contributo alla storia degli studi classici*. Roma, Edizioni di storia e letteratura, 1960 ; in-8°, 499 pages.

Dans cet ouvrage, dédié à la « chère mémoire » de Gaetano De Sanctis et de Hugh Last, M. Momigliano a réuni de nombreux articles et communications à divers congrès ; il s'y est proposé, dit-il, un triple but : 1° examiner les thèmes directeurs de la pensée politique et historique des anciens en rapport avec le déroulement des faits ; 2° contribuer à l'approfondissement de la pensée historique des modernes ; 3° employer les connaissances acquises de la sorte à stimuler de nouvelles et rigoureuses enquêtes et à refréner de trop hardies synthèses et des hypothèses fort risquées. Ne pouvant, naturellement, analyser ici toutes ces études généralement utiles et ingénieuses, nous nous bornerons à résumer les conclusions de certaines d'entre elles, afin de montrer, dans la mesure du possible, la valeur et l'intérêt de ce savant travail.

Présentant quelques remarques sur « les causes de guerre dans l'historiographie antique », l'auteur fait justement observer que les modernes ont beaucoup exagéré l'importance de l'*Iliade* touchant la signification du conflit entre les Grecs et les Troyens. Si l'on relève maintes insuffisances dans l'exposé d'Hérodote sur les guerres médiques, il est du moins certain que l'historien fut le premier à organiser une vaste enquête sur ces événements ; il fit ainsi de la guerre, étudiée dans ses origines, ses phases principales et ses résultats, un des thèmes centraux et dominants de l'historiographie européenne. Les modernes, il est vrai, lui préférèrent souvent Thucydide, armé d'une sévère méthode, excellent à se renseigner sur les événements politiques et militaires de son temps, distinguant si judicieusement entre la cause « profonde » et les causes superficielles de la guerre du Péloponèse, et dont l'œuvre est jugée beaucoup plus « scientifique » que celle de son devancier. Admiration imparfaitement justifiée, d'ailleurs : Thucydide

notre Midi le pays de L'ange d'ogue (p. 201). Mais peut-on tenir pour erreurs matérielles la confusion entre Novgorod-la-Grande et l'ancienne Nijni-Novgorod (Gorki) (p. 120) et la mutation de Guillaume de Nogaret en frère de saint Louis (p. 202)?

Secondo contributo alla storia degli studi classici

n'a pas vraiment expliqué les causes lointaines du conflit qu'il décrit si bien, parce qu'elles résidaient dans l'histoire sociale et diplomatique des trente années ayant précédé ce conflit, histoire qui n'intéressait guère Thucydide. Polybe distinguera entre la « cause », le « prétexte » et l'« origine » de la guerre persomacédonienne : il en attribuera la cause aux expéditions des Dix Mille et d'Agésilas, révélatrices de la faiblesse du monde barbare ; le prétexte, ce sera le désir proclamé par Philippe de venger les souffrances jadis infligées aux Grecs ; l'origine, enfin, la préparation de la campagne d'Alexandre. Pas plus que l'exposé de Thucydide, il est vrai, celui de Polybe ne donne pleine satisfaction : ces deux auteurs témoignent d'une plus grande aptitude à l'histoire des institutions qu'à l'explication d'une guerre ; d'une façon générale, la pensée politique des Grecs s'est attachée principalement aux problèmes constitutionnels, aux changements internes survenus dans les cités : les conflits extérieurs leur ont semblé des événements marginaux bien plutôt que des problèmes centraux. M. Momigliano montre enfin qu'à la différence des anciens les modernes possèdent d'assez nombreux moyens de discerner les causes, certaines ou possibles, des luttes internationales.

Le savant auteur réagit avec vigueur contre les multiples critiques adressées, depuis celles de Thucydide, à l'ouvrage d'Hérodote : avec un grand nombre d'archéologues et de linguistes spécialisés dans l'étude des choses de l'Orient, il pense que cet historien a composé une œuvre des plus estimables en s'appuyant, notamment, sur ses observations personnelles et sur les traditions orales ; Thucydide sera malheureusement insensible à l'audacieuse tentative accomplie par son devancier d'ouvrir aux recherches historiques les événements du passé et les contrées étrangères : en blâmant ainsi l'œuvre d'Hérodote, il a répandu l'idée que l'histoire politique contemporaine était l'unique histoire sérieuse. C'est seulement au xvi^e siècle que commença à se relever le crédit d'Hérodote, dont Henri Estienne écrivit une apologie et que Scaliger loua d'avoir laissé « une des pierres angulaires de l'ancienne chronologie » ; du xvi^e siècle au xx^e, la réputation du « Père de l'histoire » devait aller grandissant (il est permis de regretter que, parmi les nombreux travaux sur Hérodote, ne soit pas citée l'admirable introduction à l'édition des *Histoires*, publiée en 1932 dans la collection *Guillaume Budé* par Ph.-E. Legrand).

Rappelons également les pénétrantes remarques de l'auteur sur « la puissance maritime dans la pensée grecque » : il mentionne à bon droit (en se référant, notamment, à l'*Athēnaion Politeia* du Pseudo-Xénophon) les étroits rapports du pouvoir naval d'Athènes avec la démocratie et les critiques adressées à ce pouvoir et à l'impérialisme athénien, qu'il sauvegardait et renforçait, par Isocrate et nombre d'Hellènes. Il n'eût pas été sans doute inutile d'ajouter que les progrès, l'exploitation et l'administration de l'empire d'Athènes n'eurent pas pour seuls artisans et bénéficiaires des admirateurs ou soutiens du régime démocratique (voir notre ouvrage, *La démocratie athénienne*, pp. 65, 68, 69, 101, 128, 399, etc.).

Signalons enfin l'intéressante et précieuse conclusion où M. Momigliano retrace brièvement l'évolution de la philologie antique depuis son apparition (vers la fin du vi^e siècle après J.-C.) jusqu'à nos jours et ses relations, fort changeantes selon les époques, avec les méthodes de la recherche historique. Il souligne finalement les insuffisances de cette philologie, qui ne peut plus initier à une connaissance totale de l'esprit hellénique, et il rappelle, en particulier, que l'importance

Comptes rendus critiques

grandissante de l'histoire sociale rend nécessaire une attention toujours plus grande à l'archéologie et à l'épigraphie.

Paul Cloché.

Victor EHRENBURG. *The Greek State*. Oxford, Blackwell, 1960; in-8°, viii-280 pages. Prix : 36 s.

L'auteur réunit sous ce titre les indications des deux ouvrages qu'il a consacrés respectivement à « l'État hellénique » et à « l'État hellénistique », et dont nous avons rappelé ici même et dans *L'Antiquité Classique* de 1951 les nombreux et solides mérites. Cette nouvelle édition bénéficie, naturellement, de maintes publications postérieures à ses devancières ; c'est un remarquable instrument de travail, ayant droit — comme tant d'études précédentes de M. Ehrenberg — à toute la gratitude des historiens. En faire une analyse détaillée étant impossible, nous nous bornerons à signaler celles des remarques du livre qui nous ont semblé particulièrement judicieuses et intéressantes et à présenter quelques réserves ou regrets.

On doit ainsi grandement louer une définition précise et rigoureuse de la *polis* et des droits et obligations qu'entraînait la possession de la *politeia* (p. 39-44) ; une analyse fort diligente des principaux organes de la cité grecque (*Ecclesia* et *Conseil*) et de leur collaboration en plus d'un domaine (p. 54-64) ; une bonne remarque sur l'ostracisme, qui, dit justement l'auteur, n'était pas « une part essentielle de la démocratie » (p. 58) ; d'utiles distinctions entre les *Conseils* de l'aristocratie ou de l'oligarchie et ceux de la démocratie (p. 60-61) ; d'excellents aperçus sur les étroits rapports unissant la loi et la religion (p. 78). Étudiant les divers groupements d'États ou de cités du monde grec, M. Ehrenberg distingue fort nettement entre les confédérations religieuses et les confédérations politiques ; parmi ces dernières, il insiste avec raison sur celles qui furent soumises à l'hégémonie d'une ville, ou d'un prince, et il en décrit minutieusement les organes essentiels (p. 118). Bref, il y a là quantité d'indications généralement exactes et solides sur « l'État hellénique ». Les chapitres intéressants « l'État hellénistique » nous paraissent mériter les mêmes éloges : après un bref aperçu sur le monde dans lequel cet État s'est formé, l'auteur en examine successivement et méticuleusement les conditions fondamentales (territoires, population, etc.), la structure et les caractères dominants (monarchie, administration, rapports du gouvernement central avec les cités), les grandes fonctions (religieuses, financières, économiques), etc.

Il semble permis d'ajouter à ces éloges certains regrets ou critiques. P. 58 : il n'eût pas été inutile de faire observer que l'ostracisme, institution d'origine démocratique, n'a pas frappé uniquement des citoyens étrangers ou hostiles au parti démocratique : parmi les huit Athéniens ostracisés depuis Clisthène figurèrent Xanthippos, Thémistocle et Hyperbolos. — P. 63-64 : l'exposé relatif aux pouvoirs diplomatiques et, surtout, judiciaires des Cinq-Cents est bien sommaire (cf. notre ouvrage sur *La démocratie athénienne*, p. 217-219). — P. 71 : les avantages et, surtout, les inconvénients et les risques des fonctions de stratège méritaient une plus ample analyse (cf. *La démocratie athénienne*, p. 228-229). — P. 72-73 : il eût convenu de souligner ce fait capital : l'Hellée ne comprenant

Inscriptions grecques et latines de la Syrie

que des citoyens âgés de trente ans, au minimum, et pouvant casser des votes de l'Ecclesia, où les Athéniens siégeaient à partir de vingt ans, on n'a pas le droit de qualifier le « Dèmos » de souverain omnipotent (cf. *La démocratie athénienne*, p. 213-215, 395-396). — L'allusion à la « constitution de Cyrène » (p. 73) est insuffisante, et il n'est rien dit des institutions athéniennes de 322-318 et de 317 (cf. notre étude sur *La dislocation d'un empire*, p. 59-63 et 39-44). — P. 117 : le rôle social et protecteur des cléroquies est imparfaitement analysé (cf. *La démocratie athénienne*, p. 96-98, 130-131). — P. 118 : l'évolution de la deuxième confédération d'Athènes, longtemps fort libérale, pouvait être examinée de plus près (cf. *La démocratie athénienne*, p. 305-307, 318-320). — Il n'eût pas été inutile d'insister sur les circonstances dans lesquelles Philippe créa la ligue des « Hellènes » et sur les pouvoirs décisifs qu'elle lui procura (cf. notre ouvrage sur *Un fondateur d'empire : Philippe II, roi de Macédoine*, p. 265, 268-269, 272-274). — P. 336 : des réserves s'imposent touchant les ambitions impériales prêtées par l'auteur à Antigone le Borgne (cf. *La dislocation d'un empire*, II^e partie, chapitre III; III^e partie, chapitres I^{er}, IV, VI, IX).

Très méritoires et précieuses, enfin, sont les abondantes bibliographies de cet important ouvrage, dont la consultation sera grandement facilitée par les indices des noms de personnages, de régions, d'institutions et de termes grecs qu'a dressés M. Ehrenberg.

Paul CLOCHÉ.

LOUIS JALABERT, S. J. (†), et René MOUTERDE, S. J., avec la collaboration de Claude MONDÉSERT, S. J. *Inscriptions grecques et latines de la Syrie*. Tome V : *Émésène* (n^{os} 1998-2710). Paris, Geuthner, 1959; un vol. gr. in-4^o, 342 pages, avec figures.

Les auteurs de cet ouvrage, qui forme un excellent instrument de travail, ont groupé plusieurs centaines de textes rappelant, notamment, les conflits de Rome avec les provinces sises aux confins de Palmyre et les querelles doctrinales de l'époque byzantine; ces textes enrichissent notre information sur les saints, les monastères et les églises de Syrie, sur leurs trésors et leurs relations avec les patriarches de Byzance. Grâce aux dédicaces des temples voisins de Homs, on connaît mieux le paganisme de la région. Nombre d'épithèses ajoutent à notre documentation sur l'onomastique gréco-sémitique.

Ne pouvant, naturellement, analyser la plupart de ces textes, nous nous bornerons à quelques indications offrant un intérêt particulier. De la page 7 à la page 46 sont réunies les inscriptions de Hama (1998-2061) : c'était une très vieille et importante cité, mentionnée dans la Bible sous le nom d'Emath et qui recevra celui d'Epiphaneia probablement sous Antiochus IV; à partir de 639, elle sera conquise successivement par les Arabes et par d'autres agresseurs, chrétiens ou musulmans; les Turcs l'occuperont en 1342. Signalons l'inscription 1998, extrait d'ordonnances de Domitien faisant allusion à une ordonnance de Vespasien, où se révèle le souci de protéger contre divers abus des intérêts provinciaux. De nombreux textes (2027-2043) concernent le « premier trésor » de la ville; le commentaire rappelle que l'authenticité de plusieurs des pièces antérieurement publiées fut contestée par certains érudits; mais leurs critiques sont maintenant

Comptes rendus critiques

infirmées par la présence d'estampilles officielles sur différents objets. A ces textes sont jointes — et il en sera de même pour les groupes suivants — nombre de précieuses références bibliographiques. — Puis viennent les inscriptions de la région comprise entre Hama-Epiphaneia et Emèse-Homs (2062-2201) : l'une d'elles (2096) est gravée sur une dalle, de part et d'autre d'un cavalier, un vétéran, portant une lance de la main droite et un bouclier rond du bras gauche ; sur l'épaule droite est figuré un oiseau (peut-être un aigle). L'inscription 2155 concerne le gîte d'étapes de plusieurs saints, dont l'un, saint Longin, était honoré principalement en Cappadoce, où l'on n'avait pas tardé à l'identifier avec un des plus anciens évêques de Césarée. — Le groupe suivant (2202-2501) provient de la région de Homs, où Waddington n'avait réuni que dix-sept textes. Cette ville est l'ancienne Emèse, patrie de la femme de Septime-Sévère et d'Élagabal, sous le règne duquel elle atteignit son apogée ; un assez grand nombre de ces textes sont d'une lecture incertaine. La moitié environ des inscriptions de cette région sont des épitaphes ; l'une d'elles (n° 2311) attribue la figure gravée sur la stèle à un sculpteur portant un nom perse : circonstance qui intéresse les rapports économiques et artistiques de Palmyre et de la Syrie centrale avec la Mésopotamie et l'Iran. D'une autre épitaphe (2394) il est permis de conclure qu'à l'époque romaine Emèse renfermait divers habitants de Salone, le grand port du littoral dalmate, où il y avait des comptoirs syriens dès le 11^e siècle avant J.-C. ; des commerçants de Salone pouvaient exécuter des achats en pleine Syrie. — Les inscriptions 2502-2556 ont été trouvées à l'est d'Emèse ; l'une d'elles (2546) est une reproduction du Pater selon l'Évangile de saint Mathieu (et non de saint Luc) ; d'autres (2549-2551) permettent de déterminer avec plus de précision la frontière occidentale de la Palmyrène et d'en situer la date de fixation entre 11 et 17 après J.-C. — De l'Emésène méridionale, enfin, viennent les inscriptions 2557-2710, dont l'une (2671) est une épitaphe attestant la persistance de l'aristocratie macédonienne à l'époque romaine.

La consultation de ce savant et très précieux recueil sera grandement facilitée par plusieurs listes fort méticuleusement établies comprenant les noms grecs et latins de personnes, les vocabulaires grec et latin, un index ethnique et géographique (grec et latin), un formulaire chrétien (le vocabulaire grec précédent renfermait déjà nombre de termes chrétiens, comme le rappellent les auteurs), un index scripturaire, un formulaire païen et magique, enfin un index *rerum notabilium* (trésors, armées, bains, clergé, églises, mois, questions religieuses — dont le monophysisme — stèles diverses, etc.).

Paul CLOUET.

Salo Wittmayer BARON. *A social and religious history of the Jews*, 2d ed. revised and enlarged. Vols. III-VIII : *High Middle Ages, 500-1200*. New-York, Columbia University Press, 1957-1959 ; in-8°, x-340, 352, 416, 487, 320, 404 pages + VIII bis, Index.

Je dois m'excuser du retard apporté à rendre compte de cet ouvrage fondamental, dont la *Revue historique* m'avait communiqué les volumes III à V il y a déjà trois ans : ayant su que les volumes VI à VIII, qui complétaient l'exposé de la même période, étaient sur le point de paraître, je pensais pouvoir les attendre,

A social and religious history of the Jews

afin de parler du tout ensemble ; mais peut-être est-ce pour n'avoir pas vu mentionnées les premiers volumes que l'éditeur, semble-t-il, n'a pas envoyé les suivants ; je ne les sépare cependant pas des autres dans les lignes qui suivent.

J'ai dit qu'il s'agissait d'un ouvrage fondamental, et qui longtemps le restera. Modestement, il se présente comme une seconde édition revue et accrue d'une histoire des Juifs que l'auteur avait, en effet, publiée en 1937. Mais il est plus juste de dire qu'il s'agit d'une entreprise entièrement renouvelée, dans ses dimensions et l'esprit même de son approfondissement. Rarement dans aucun ouvrage a-t-il été déployé une pareille somme d'érudition intelligente ; rarement dans un sujet qui comporte tant de risques de glissements passionnels involontaires a-t-il été apporté autant de sereine objectivité, de volonté de vérité et d'équilibre ; jamais dans des ouvrages d'histoire juive cette histoire n'a été aussi judicieusement et largement replacée au milieu de l'histoire générale sans laquelle elle ne peut être comprise ; et jamais encore les découvertes assez importantes, mais très morcelées, réalisées dans le domaine, effectivement capital, de l'histoire juive dans le monde musulman n'avaient été pareillement intégrées dans un exposé général de l'histoire des Juifs. Tout cela est dire que, même au rythme de l'évolution présente, le livre de S. W. Baron — dont les volumes concernant l'Antiquité ont été traduits en français, et le Moyen Age entrepris — a chance de rester le livre de base d'une ou de deux générations d'historiens en son domaine, et qu'il ne peut être ignoré des autres.

Le plan est le suivant. Vol. III, chap. 16 (de l'ensemble de l'ouvrage), monde préislamique (Byzance, Wisigoths et Mérovingiens, Sassanides et Arabie) ; 17 et 18, Le monde musulman ; 19, Europe orientale (Byzance, Khazars, peuples slaves et hongrois). Vol. IV, 20, Chrétienté occidentale ; 21, L'âge des Croisades ; 22, Les transformations économiques. Vol. V, 23, L'organisation collective ; 24, Controverses socio-religieuses ; 25, Messianisme et mouvements sectaires ; 26, Le schisme karaïte. Vol. VI, 27, Le règne de la loi ; 28, Homélies et histoires ; 29, Réétude de la Bible. Vol. VII, 30, Renaissance littéraire ; 31, Le culte, unité dans la diversité ; 32, Poésies et belles-lettres ; 33, Magie et mysticisme. Vol. VIII, 34, Foi et raison ; 35, L'exploitation scientifique ; 36, Médecine théorique et pratique. Vol. VIII bis, Index des volumes III-VIII. Les notes, en raison de leurs dimensions (ce sont parfois de vraies dissertations autonomes) sont reléguées à la fin de chaque volume.

Tout plan présente des inconvénients. Dans celui-ci, l'exposé commence donc par quelques chapitres d'histoire générale par grosses régions et périodes, après quoi nous est donnée une revue méthodique des principales catégories de problèmes considérés chaque fois dans l'ensemble de ces régions et périodes. Il en résulte de constants passages de l'Europe chrétienne au monde musulman et vice versa, qui d'un côté ont l'avantage d'instituer une confrontation entre les deux, mais qui aussi ont l'inconvénient de la morceler : on aurait alors souhaité qu'une conclusion en ramassât en une image globale les traits essentiels. Il ne s'agit pas seulement de dessiner face à face deux tableaux à comparer, mais de ce que la méthode comparative peut fournir des suggestions explicatives dont l'auteur eût peut-être pu nous donner plus explicitement conscience. Les conditions générales d'existence des Juifs dans le monde ambiant, leur activité religieuse et intellectuelle, leur évolution économico-sociale présentent en Orient et en Occident à la

Comptes rendus critiques

fois des tendances communes et des divergences dont l'examen combiné peut aider à dégager les facteurs dominants. De même, dans le monde musulman, quelque profit eût pu être tiré de la confrontation entre les diverses communautés socio-confessionnelles : en général l'auteur nous présente la condition des Juifs comme un cas particulier de la condition des non-musulmans, ce qui, du point de vue musulman, est exact (aucun antisémitisme n'ayant existé en Islam avant les temps contemporains, mais seulement un problème d'ensemble des relations avec les *dhimmi* de toutes sortes), mais qui n'empêche que la société juive, la chrétienne, la mazdéenne ont en fait réagi de manière différente à la domination musulmane : il semble que là aussi on eût gagné à donner en conclusion quelques considérations sur ce thème.

Il est évidemment impossible, dans les limites d'un compte rendu, d'instituer un examen détaillé de tout le contenu d'un ouvrage aussi riche. L'auteur voulant bien, en matière d'histoire économique musulmane, porter sur mes recherches une appréciation favorable, je me dois tout de même d'essayer en ce domaine de relever quelques points.

Bien entendu, S. W. Baron rencontre, après bien d'autres, la question essentielle : comment se fait-il que les Juifs, encore en majorité ruraux dans l'Antiquité, soient devenus au Moyen Âge des citadins, adonnés à des métiers industriels et commerciaux parmi lesquels le commerce de l'argent prend peu à peu une place prédominante ? Évolution d'autant plus remarquable que, malgré la différence des facteurs ambiants, elle se produit dans une certaine mesure également en Orient musulman et en Occident chrétien. L'ouvrage nous apporte, séparément, pour l'un puis pour l'autre monde, l'indication de facteurs agissant dans le sens négatif de l'éloignement de la vie agricole ou dans le sens positif de l'attraction vers d'autres métiers. Parmi les premiers, il faut relever en Occident particulièrement la malveillance de l'Église à l'égard de la propriété agricole non-chrétienne, la terre étant alors la principale source de richesse et, plus spécifiquement, de la dîme, mal exigible de Juifs. Dans le monde musulman, rien de tel. Mais, nous dit Baron, au début de l'Islam, le même effet a pu être produit par la disposition légale qui frappait les terres des non-musulmans de l'impôt foncier (en même temps que leurs personnes de la capitation), alors que les musulmans y échappaient : différenciation qui n'existera plus lorsque l'abondance des conversions aura amené l'État musulman à maintenir l'impôt foncier sur les terres autrefois possédées par des non-musulmans, même si maintenant elles le sont par des musulmans. Je crois qu'il y a là une erreur d'optique, largement excusable, au reste, par l'imprécision, pour ne pas dire plus, de la plupart des exposés en la matière. Au premier siècle de l'Islam, les Arabes, encore seuls musulmans, ne sont qu'exceptionnellement paysans ; leurs notables ont reçu des terres domaniales abondantes, sur lesquelles ils doivent une dîme très inférieure au taux de l'impôt foncier des paysans, mais leurs paysans, qui leur paient des redevances équivalentes à l'impôt foncier et qui constituent leur revenu, ne sont pas favorisés par rapport aux autres. Le seul non-musulman défavorisé est le propriétaire non-exploitant, qui, devant payer l'impôt foncier, ne tire plus de bénéfice de son exploitation, encore que les notables, de toutes confessions, aient toujours su trouver des combinaisons atténuant cette difficulté (forfaits réduits, etc.). Mais cette situation, le propriétaire juif, lorsqu'il n'est pas exploitant, la partage avec le chrétien et le mazdéen, et même,

A social and religious history of the Jews

à mesure qu'il en apparaît, avec le musulman héritier d'une terre redevable de l'impôt foncier. Dans la concurrence, on ne voit donc pas qu'il se trouve en état d'infériorité. Comme sous les régimes précédents, tous paient l'impôt également, et c'est d'ailleurs le même qui se continue. L'enquête devrait être approfondie pour déterminer, si faire se peut, dans le cas des Juifs, la part des vrais paysans et celle des propriétaires non-exploitants, mais, quel qu'en soit le résultat, il ne me semble pas que le raisonnement de S. W. Baron puisse être exactement maintenu. Comme l'insécurité qui, en Occident, surtout à partir des Croisades, entoure la vie des Juifs, et naturellement les incite alors à réaliser leur fortune sous des formes aisément et rapidement transportables, n'a guère de correspondant en Orient à la même époque (et n'en a aucun qui ne soit commun à eux et aux chrétiens), le seul élément commun aux deux sociétés, parmi les trois facteurs d'éloignement du sol qu'énumère Baron, reste celui, beaucoup plus général, et qui a des origines bien antéislamiques, de la difficulté du maintien de petites communautés culturelles dans un environnement différent. Certes les Juifs avaient constitué de telles minorités depuis l'exil ; mais elles n'ont été ressenties vraiment comme minorités que lorsque se sont formées avec le christianisme et l'Islam des religions unifiées et officielles au lieu des cultes morcelés de la société antique. La comparaison, en Orient, avec les Chrétiens, est ici claire, ceux-ci ayant souvent conservé leurs sociétés rurales, et parfois mieux même que les urbains, directement en contact, bon ou mauvais, avec les musulmans. La conclusion, semble-t-il, est que, sans pour autant nier le rôle adjuvant qu'ont pu constituer dans l'évolution des Juifs, lorsqu'il y en a eu, les difficultés spécifiques de leur existence, le facteur négatif fondamental de leur éloignement du sol réside dans le simple fait de leur petit nombre (comparer, en Orient, aux Arméniens).

Il y a, d'autre part, des facteurs positifs d'attrait vers d'autres professions que l'agriculture, en particulier le commerce. Là encore, les explications apparaissent plus aisées pour l'Occident que pour l'Orient, où d'ailleurs, si l'urbanisation est aussi nette, la concentration sur les métiers d'argent est moins poussée. Parmi les facteurs d'explication, S. W. Baron souligne à juste titre l'avantage que constituaient pour les Juifs d'Occident le fait de n'être pas compromis dans les guerres entre États musulmans et États chrétiens, celui d'avoir une langue comprise de leurs coreligionnaires dans l'un et dans l'autre groupe d'États, celui enfin de pouvoir auprès d'eux, de part et d'autre, appliquer un droit commercial identique. Tout cela est certain, parce que pour les commerçants d'Occident la relation avec le monde musulman était essentielle. Mais le raisonnement est beaucoup moins fort pour l'Orient, parce que là le commerce de l'Occident (Espagne mise à part) ne comptait guère. Au surplus, jamais là les Juifs n'occupèrent dans le commerce la place prépondérante qu'ils y eurent en Europe avant les Croisades ; simplement, parmi eux, la proportion de ceux qui, à côté de chrétiens et de musulmans, s'adonnent au commerce, est, par rapport à leur nombre, plus forte. S. W. Baron a donc raison lorsqu'il remarque que dans une large mesure les Juifs d'Orient ont seulement pris leur part d'un essor commercial considérable, qui les déborde largement, et au point de départ ne leur doit rien de spécifique ; même le commerce des Juifs européens n'eût pu grandir sans cet essor oriental. Au surplus, lorsqu'un essor semblable se produira en Occident, les Juifs en seront exclus, et ils seront refoulés sur les métiers d'argent et quelques autres apparentés. En Orient, le déclin

Comptes rendus critiques

économique les trouve exerçant parfois de tels métiers, mais aussi d'autres, qui avaient déjà été les leurs auparavant, et même en Occident. Là encore l'explication apparaît plus facile pour l'Europe que pour l'Orient. On voit bien en quoi les relations orientales des Juifs d'Occident, en les faisant bénéficier de techniques et de produits étrangers aux Occidentaux, pouvaient leur assurer dans certains métiers une situation prépondérante ; on voit moins bien pourquoi la tannerie, la verrerie, la teinturerie étaient si largement des métiers juifs en Orient.

Bien entendu il y a dans Baron beaucoup d'autres faits et idées, et, je le répète, il n'est pas question de traiter ici du problème dans son ensemble. Un dernier point seulement : Baron arrête son exposé aux alentours de l'an 1200, moment justifié par le fait que la balance de l'histoire juive, qui a jusqu'alors penché du côté du plateau oriental, se met à pencher maintenant, malgré l'aggravation de la condition des Juifs, du côté occidental (ce qui montre le primat de l'histoire générale sur leur histoire particulière). Il n'en reste pas moins que c'est à la fin du XI^e siècle en Occident, au milieu du XII^e en Espagne musulmane, que se situe le début net de cette aggravation. Peut-être une introduction eût-elle pu plus nettement donc expliquer la périodisation choisie.

Est-ce qu'enfin, bien que les œuvres littéraires juives soient étudiées pour elles-mêmes dans les derniers volumes, il n'aurait pas été profitable d'en donner dans cette introduction un aperçu en tant que sources, en même temps qu'un examen de ce que peuvent apporter les sources non juives, ainsi que de ce que les unes et les autres n'apportent pas ? Et une liste bibliographique générale est-elle prévue dans le dernier volume de toute la série ? Elle serait souhaitable, et aurait peut-être pu être divisée en périodes, et, pour celle ici traitée, donnée avec l'index.

Mais, faut-il le redire, toutes ces remarques n'ont de sens que parce qu'il s'agit d'une grande et belle œuvre.

Claude CAHEN.

Basil DAVIDSON. *Old Africa Rediscovered*. Londres, Gollancz, 1960 ; 2^e éd., 288 pages, 28 planches photographiques, 5 cartes. Prix : 25 s.

Au moment où l'Afrique retient l'attention, on ressent de façon pénible la rareté de bons manuels concernant son histoire, pour la période la plus ancienne en particulier. Aussi doit-on accueillir avec faveur le livre consacré par B. Davidson à l'archéologie africaine. Destiné au grand public, il est clair, bien présenté, enrichi de trente-huit photographies et de cinq cartes. Œuvre d'un journaliste, il repose sur une documentation sérieuse : les principales études consultées, parmi lesquelles des articles souvent difficiles d'accès, sont groupées dans une bibliographie sélective (p. 269-277) ; l'auteur est bien au fait des récentes réunions internationales qui ont tant fait progresser nos connaissances : 3^e Congrès panafricain de Préhistoire, à Livingstone (1955), conférences d'Archéologie et d'Histoire, à Londres (1953, 1957).

Longtemps, certains n'ont voulu considérer dans le continent noir que barbarie jusqu'à l'arrivée des Européens ; récemment, par une réaction excessive, les principales découvertes techniques et culturelles ont été rapportées, sans grande critique, à l'Afrique. A l'opposé de ces thèses également *a priori*, on trouve dans l'ouvrage de B. Davidson un bilan objectif ; alerte et souvent enthousiaste, le

livre vise à établir « ce qu'il semble évident et raisonnable de penser » ; un tel souci de prudence et de mesure n'est pas sans importance, tandis que les nationalismes se développent en Afrique et qu'un peu partout des histoires « orientées » se proposent aux jeunes États, tentés de redessiner leurs frontières de façon plus rationnelle que selon le découpage colonial.

Tout en reconnaissant l'importance de l'ancienne Égypte — la plus brillante des civilisations qui ont illustré l'histoire d'Afrique — l'auteur s'abstient de toute théorie « pan-égyptienne ». Prestigieuse, la civilisation pharaonique n'a pas manqué cependant de fasciner plus d'un auteur cherchant à éclairer le passé africain ; la multiplicité des essais et des solutions proposées indique d'ailleurs la limite des résultats acquis. Pour ne citer ici que les études les plus notables, c'est à une mise en rapport du oulof et de l'égyptien que s'est attaché Cheikh Anta Diop (cf., en particulier, *Nations nègres et culture*, 1955) ; E. Meyerowitz s'est tourné vers les Achantis (*The Akan of Ghana*, 1958 ; *The divine kingship in Ghana and Ancient Egypt*, 1960) ; les Yorubas seraient venus de la vallée du Nil en Nigéria entre le VI^e et le X^e siècle de notre ère (S. O. Biobaku, *Lugard Lectures*, Lagos, 1955). S'en tenant rigoureusement aux faits¹, B. Davidson, après avoir retracé rapidement les principales étapes des rapports de l'Égypte et du monde noir, marque le rôle du royaume du Kush, sur le Nil moyen (actuel Soudan). Durant plus d'un millénaire, Napata et Méroé ont connu une culture importante, entre les civilisations du monde « classique », celles du Proche-Orient et de la Méditerranée d'une part, les cultures de l'Afrique de l'autre ; « plus d'une clé du passé africain peut être trouvée à Méroé », écrit à juste titre l'auteur (p. 55) ; on doit attendre beaucoup des fouilles menées au Soudan. Plusieurs photographies offrent un aperçu des monuments kouchites ; certains documents n'ont été encore que rarement présentés : ainsi la statue de femme, si étonnante (pl. 2 b), ou le vase tripode (pl. 2 a), tous deux au Musée de Khartoum.

Puis, l'auteur nous mène vers l'Afrique de l'Ouest, vers les anciens empires du Ghana (dont la capitale, Koumbi Saleh, fouillée par Bonnel de Mézières, puis par Thomassey et Mauny, se trouve bien loin de la Gold Coast, très au nord de Bamako, dans l'actuelle république islamique de Mauritanie), du Mali, du Bénin. Le rôle de la savane nilo-tchadienne nous semble apparaître nettement ; l'auteur a pu utiliser les hypothèses toutes récentes du D^r A. J. Arkell sur le site « chrétien » d'Aln Fara au Darfour (p. 108-109). On regrettera la place bien trop modeste

1. Dans l'immense dossier « Égypte-Afrique », peu de chapitres ont été jusqu'ici vraiment étudiés. Cependant l'auteur de ce compte rendu a tenté de dresser l'inventaire des objets réputés égyptiens trouvés en Afrique (*Bulletin de la Société française d'Égyptologie*, 21, juin 1956, p. 29-39) ; le bilan est assez négatif. Il faudrait revoir en conséquence les indications fausses reproduites par B. Davidson (p. 74) : combien les erreurs les plus grossières sont-elles tenaces ! On y trouve mention de « monnaies égyptiennes de la XIII^e dynastie (1780-1580) à Madagascar » (sic), que les auteurs se transmettent fidèlement de l'un à l'autre, de bas de pages en footnotes (cf. mon étude mentionnée ci-dessus, p. 33, n. 5) ; sur les découvertes — effectives, cette fois, mais rares d'ailleurs — de monnaies ptolémaïques et romaines au long des côtes d'Afrique orientale, cf. *Ibid.*, p. 33, n. 4, et G. S. P. FREEMAN-GRENVILLE, dans *The Journal of African History*, I, 1 (1960), p. 31-43 (cf. p. 34 : « there is at yet no convincing evidence of any Graeco-Roman site provided by numismatics nor indeed by any other finds »).

Comptes rendus critiques

dans laquelle ont été reléguées les merveilles d'Ifé (p. 127-129 et la seule pl. 9).

B. Davidson se tourne ensuite vers l'Afrique de l'Est. Il est bien informé sur les découvertes récentes faites le long de la côte orientale d'Afrique, en particulier Gervase Mathew à Songo Mnara et Sanje ya Kati. Pour l'Éthiopie, à la documentation utilisée par l'auteur (cf. bibliographie, p. 275), il aurait fallu joindre les rapports des fouilles récentes de la Section d'archéologie du gouvernement impérial, parus dans les *Annales d'Éthiopie* (I, 1955 ; II, 1957 ; un troisième tome en 1959), la notice éditée à l'occasion du jubilé impérial en 1955 (et reproduite, sans les illustrations, dans *Bibliotheca Orientalis*, 1956, p. 87-88), la communication de A. Caquot et J. Leclant à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (*Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, Paris, 1956, p. 226-235) ; pour la mise au point la plus récente, on se reportera aussi aux rapports publiés en juin 1959 dans la section 14 du *C. O. W. A.* (Council for Old World Archaeology) *Survey* et *C. O. W. A. Bibliography*. Dans la carte 1 (p. 49) de l'ouvrage dont nous rendons compte, on corrigera la position de Yeha qui se trouve, en fait, sur la route entre Adoulis et Axoum ; p. 181, la chronologie des inscriptions en Sud-arabique d'Éthiopie méritera d'être reprise en fonction des nombreuses découvertes épigraphiques récentes. A propos du symbolisme phallique des pierres dressées africaines, on se reportera aussi à *Annales d'Éthiopie*, I, 1955, p. 53-55.

La randonnée archéologique à travers l'Afrique à laquelle nous convie B. Davidson se termine dans le Sud, avec les grands sites de Rhodésie : la célèbre Zimbabwe (belles photographies du temple elliptique, pl. 23-24) et les tombes, prestigieuses d'or, de Mapungubwe.

Redisons-le en conclusion¹ : le livre de B. Davidson est l'introduction la meilleure pour qui désire s'initier rapidement au passé demeuré obscur de l'Afrique² et juger, avec impartialité, de son développement culturel le plus ancien³.

Jean LECLANT.

1. Les menues critiques présentées au cours de ce compte rendu ne témoignent que de notre intérêt pour cet ouvrage bien documenté. P. 44 (et p. 282), il convient de rectifier, sur la liste des explorateurs africains, la mention de « Burded, trésorier du Pharaon Sahouré » ; en fait, la célèbre inscription de Herkhout (*Urkunden*, I, p. 128, 131) mentionne un « chancelier (?) du dieu » Boourdjed, ou peut-être plutôt Ourdjedba (cf. RANKS, *Personennamen*, I, p. 82, n° 6), du temps du pharaon Iesi, avant-dernier roi de la V^e dynastie, vers 2400 av. J.-C. P. 44, écrire Thutmosis ; p. 82, Asincourt ; p. 148, Agatharchides.

2. L'auteur demeure très prudent (p. 35-36, 67, 100, 117) dans le problème des migrations souvent alléguées en Afrique, à partir du nord et de l'est ; certaines des traditions ont pu être influencées par le désir des peuples islamisés de se trouver des ancêtres arabes.

3. La question du développement de la métallurgie du fer en Afrique est des plus importantes (cf. en particulier p. 66, 72, 139 sq., 195). Certains auteurs ont soutenu son origine proprement africaine (« le Nègre, bien qu'il eût été le premier à découvrir le fer, n'avait pas construit de canon », Cheikh Anta Diop, *Nations nègres et culture*, 1955, p. 32), mais sans apporter de preuves décisives. De toute façon, le rôle de Méroé en ce domaine semble fondamental (la pl. I b montre les crassiers de Méroé, vraie « Birmingham de l'ancienne Afrique ») ; en ce qui concerne les plus anciens vestiges de fer dans le royaume de Kous (p. 58), signalons les lingots de fer dans un trésor de Sanam daté de Taharqa (689-663 av. J.-C.), le souverain de la dynastie dite « éthiopienne », la XXV^e, qui régnait à la fois sur le

Printing in London from 1476 to Modern Times

P. M. HANDOVER. *Printing in London from 1476 to Modern Times*. London, George Allen and Unwin Ltd, 1960; in-8°, 224 pages.

Ce recueil de conférences, faites à la demande du bibliothécaire en chef de *St. Bride's Institute*, détaille l'histoire du monopole dans la confection et le commerce du livre, puis étudie le privilège spécial de la Bible et le développement de la presse périodique à Londres.

L'auteur se demande d'abord pourquoi l'industrie londonienne du livre présente un lamentable spectacle de médiocrité au xvr^e siècle : il y voit la conséquence du monopole que la loi et les arrêts de la Chambre étoilée confèrent à quelques imprimeurs, lesquels ont obtenu d'être protégés contre la concurrence extérieure. William Seres et surtout John Day dominent alors le marché de l'imprimé. Les choses ne changent guère lorsque, en 1603, Jacques I^{er} attribue le privilège à une compagnie que dirigent quinze actionnaires, la *Stationers' Company*. Désormais, toute l'histoire du livre se confond avec celle de cette compagnie qui réalise de gros profits sans trop se soucier de la qualité des publications. Encore en 1637, un arrêt de la Chambre étoilée vient consolider la position de la compagnie que dominent surtout trois de ses dirigeants, Miles Flesher, John Haviland et Robert Young, plus soucieux que jamais de bénéfices faciles. Bien que la guerre civile soit pour eux une période assez difficile — car ils doivent faire réimprimer les livres de prières — ils réussissent à se maintenir dans la faveur du Parlement. Toutefois, le combat contre un privilège aussi exorbitant a commencé depuis longtemps ; mené d'abord par John Wolfe au xvi^e siècle, il se développe avec les pamphlets de Wither sous Jacques I^{er}, puis de Sparkes à partir de 1640. Sparkes révèle les gains énormes de Flesher et de Young qui continuent alors de diriger la compagnie. Aussi Charles II confie-t-il le contrôle des imprimés et octroie-t-il le droit de saisie au secrétaire d'État chargé de la surveillance de la presse. D'ailleurs jouent contre le monopole londonien l'action du vice-chancelier Fell en faveur d'Oxford et l'intérêt que porte le public aux publications théâtrales et religieuses, lesquelles requièrent de la librairie un effort d'adaptation. Après 1695, toutes les restrictions sont levées peu à peu et on peut dater de 1709 la période moderne de l'édition.

Mais il reste le privilège qui s'attache à l'impression de la Bible. A partir du règne de Henry VII, il est apparu au profit des imprimeurs royaux. Travail très particulier, puisqu'il s'agit d'imprimer 774 746 mots en quatre caractères, sans une seule faute et dans les formats les plus variés ; mais le débouché est considérable. On voit le grand éditeur de la première moitié du xvr^e siècle, Richard

Soudan et l'Égypte et aurait introduit ce métal dans la partie Sud de son empire à la suite de ses premiers contacts avec les Assyriens (A. J. ARKELL, *A History of the Sudan*, 1955, p. 130) ; mais ces vestiges demeurent très isolés : seules, deux tombes antérieures au roi Amalqa (558-553 av. J.-C.) contenaient chacune une pointe de flèche en fer, alors que l'on connaît quinze cents autres tombes de cette période sans aucun objet de fer. Sur le problème du fer en Afrique ancienne, cf. R. MAUNY, *Essai sur l'histoire des métaux en Afrique occidentale*, *Bulletin de l'F. A. N.*, XIV, 1952, p. 548-549 ; G. A. WAINWRIGHT, *The Diffusion of -Uma as a Name for Iron*, *The Uganda Journal*, 18, 2, 1954, p. 113-136 ; J. LECLANT, *Le fer dans l'Égypte ancienne, le Soudan et l'Afrique*, dans *Actes du Colloque international, Le fer à travers les âges*, 1955 (Nancy, 1956), p. 83-91.

Comptes rendus critiques

Grafton, solliciter le soutien des pouvoirs publics, faute de pouvoir faire la mise de fonds nécessaire. Sous Élisabeth, Jugge a également des déboires, parce que ses presses ne peuvent répondre assez vite à la demande ; un drapier, Christopher Barker, lui fait bientôt concurrence en imprimant la Bible calviniste de Genève (1576) et obtient la livraison des deux Bibles officielles qui paraissent l'une en caractères gothiques et l'autre en romans. Son fils, Robert, prend sa suite, mais se heurte à son tour à un adversaire aussi résolu que peu scrupuleux en la personne de Norton. Celui-ci, devenu le créancier de Barker, le disqualifie en soudoyant quelques-uns de ses ouvriers imprimeurs qui laissent passer de grosses fautes ; mais la ruine de Barker ne porta pas bonheur à Norton, qui finit ses jours en prison, et le privilège passa au trio Flesher, Haviland, Young. Pendant l'ère des troubles du xvi^e siècle s'affirma la forte personnalité de Henry Hills, qui sut se maintenir sous les différents régimes jusqu'à l'avènement de Guillaume d'Orange. A son tour enfin, Baskett, riche d'idées, mais par trop expéditif, tint le monopole jusqu'en 1769. Mais les imprimeurs royaux connurent encore de belles années : William Strahan, qui mourut en 1785, laissa une fortune de 100 000 livres sterling et son héritier, Andrew, de 800 000, en 1831. La demande de Bibles bon marché allait croissant. Cependant, les initiatives se multipliaient : *Bible and Foreign Bible Society*, *Edinburgh Bible Society* se fondaient. C'en était fait du privilège.

Toute différente apparaît l'histoire de la presse périodique. Nous avons longtemps affaire ici à une petite production qui convient à de nombreux éditeurs et imprimeurs travaillant pour une clientèle restreinte. C'est en 1513 que sort des presses de Richard Fagues le *Trewe Encounter*, qui n'est pas un *newspaper*, mais un *newsbook*, le format et la présentation étant ceux d'un livre, du reste non daté. Il y en eut un certain nombre vers la fin du siècle, l'habitude de diffuser les nouvelles venant d'Italie. A cet égard, Wolfe, qui combattit avec ardeur le monopole, peut être considéré comme ayant joué un rôle capital : tout en conservant le format du livre, il améliora la technique de l'information, recevant des lettres du continent, où il envoyait des agents, et parvenant à se faire agréer par le gouvernement d'Élisabeth. Il avait, en 1591, conçu l'idée de la périodicité ; mais ce fut avec Butter et Bourne que celle-ci fut vraiment réalisée et cela à partir de 1622 pour le *Mercurius Britannicus* qui jouit d'un vrai monopole des nouvelles de l'étranger jusqu'en 1641. Car la guerre civile fut profitable au journalisme. Il est vrai que Cromwell d'abord, la Restauration ensuite, réagirent contre la liberté et n'admirent que des feuilles officielles. Au lendemain de la révolution de 1688, l'ère des magazines s'annonce : ce sont les gazettes qui, trois fois par semaine, paraissent, bientôt imprimées sur deux colonnes. C'est une date que celle du 11 mars 1702, où vit le jour le premier quotidien, le *Daily Courant*, publié par Samuel Buckley. On eut par la suite des feuilles plus spécialement consacrées à la distraction, comme la *Weekly Comedy*, ou s'adressant surtout aux femmes (dont le *British Gazette and Sunday Monitor* de Mrs Elizabeth Johnson). Cette période est mieux connue et il ne semble donc pas utile d'en rappeler les créations. Bien entendu, M. Handover fait l'historique du *Morning Post*, du *Times* et de leurs techniques et méthodes. Il termine en consacrant quelques pages aux petits travaux d'imprimerie.

Volume utile, facile à lire et agréablement présenté en raison d'une illustration abondante.

Robert SCHNEER.

The troublesome voyage of Captain Edward Fenton 1582-1583

I. *The Tragic History of the Sea 1589-1622*, edited by C. R. BOXER; II. *The troublesome voyage of Captain Edward Fenton 1582-1583*, edited by E. G. R. TAYLOR. Cambridge, University Press, 1959; in-8°, rel., xiv-297 pages, ill., 6 cartes h. t., et LVIII-333 pages, ill. (The Hakluyt Society, second series nos CXII et CXIII.)

I. — La traduction et la publication par M. Boxer de trois relations de naufrages portugais sur la côte du Natal est un modèle d'érudition intelligente et de critique. Les spécialistes connaissent déjà les renseignements consignés par Diego do Couto sur le naufrage et les naufrages de la *São Thomé* (1589), par João Baptista Lavanha sur ceux de la *Santo Alberto* (1593), ainsi que le témoignage publié par Francisco Vaz d'Almada sur ceux de la *São João Baptista* (1622). Les rescapés de ces trois bâtiments ont parcouru, en suivant des itinéraires différents, sensiblement la même région, entre la baie d'Algoa et celle de Lourenço Marques. Leurs observations sur les Cafres offrent aux ethnographes une précieuse source écrite, à laquelle les historiens se sont d'abord référés et se référeront davantage dans l'avenir, grâce aux notes de cette édition, qui ne laissent rien dans l'ombre.

Indépendamment de la publication de ces textes, M. Boxer, dans son introduction, présente une excellente synthèse sur la navigation du « Courrier des Indes » portugais, de la fin du XVI^e siècle au milieu du XVII^e. Ce chapitre d'histoire générale sera aussi souvent utilisé. L'auteur y rappelle que le Portugal faisait construire ses carraques à Cochín ou à Goa, plutôt qu'à Lisbonne, à cause de la supériorité du bois de teck sur le pin ou sur le chêne, de l'abondance de la main-d'œuvre et du moindre prix de revient. Il rappelle les efforts du gouvernement pour limiter à 300 tonnes au moins et à 450, puis à 600 au plus, la capacité de ces bateaux. Mais la cupidité des commerçants et des équipages incita toujours à produire des géants, que l'on surchargeait et qui étaient vulnérables aux tempêtes. D'où les naufrages, particulièrement fréquents entre 1585 et 1592, 1620 et 1623, 1647 et 1650.

Quatre à cinq carraques faisaient le trajet chaque année. Le voyage d'aller ou de retour durait en moyenne de six à huit mois. La traversée la plus rapide, de Lisbonne à Goa, fut accomplie sans escale en 1645, en trois mois et vingt-sept jours. Les retards, presque inévitables par suite des lenteurs administratives, de défaillances dans l'équipage, de difficultés financières ou de délais imprévus dans la livraison des épices aux Indes, empêchaient souvent d'utiliser au mieux les vents et les courants.

La mortalité à bord était très forte, à cause, surtout, du manque d'hygiène et de propreté. Les équipages étaient en général médiocres, insuffisamment instruits et mal payés. D'où l'abus des pacotilles dont chacun s'embarrassait. C'est pourquoi les naufrages menaçaient surtout au retour, le long de la côte d'Afrique orientale. Les capitaines des bateaux n'étaient pas toujours des marins, comme sur les flottes anglaise ou hollandaise, et dépendaient donc de leurs pilotes.

Les cartes, planches, appendices (soldes, provisions emportées, pacotilles tolérées) illustrent heureusement le texte.

II. — Le soixante-troisième tome de la nouvelle série de la Société Hakluyt

Comptes rendus critiques

groupe un ensemble de documents sur le voyage du capitaine Fenton en 1592-1593. Celui-ci n'était connu que par un extrait du rapport du vice-amiral Luke Ward, publié par Richard Hakluyt dans ses *Principal Navigations* de 1599-1600. Ward avait abandonné l'expédition au large des côtes du Brésil. Les documents sur les préparatifs du voyage, les instructions à Fenton, le journal de bord de ce dernier, les curieuses notes personnelles de son chapelain Madox, les procès-verbaux des conseils tenus à bord, les interrogatoires des voyageurs après leur retour étaient restés inédits.

L'expédition fut un échec, mais les échecs sont, pour l'historien, aussi intéressants que les succès. L'expédition avait été décidée au moment où Philippe II héritait de la couronne du Portugal. Elisabeth soutint contre lui le prétendant, Don Antonio, mais celui-ci fut rapidement battu. Il importait cependant de saisir l'occasion et de créer un comptoir pour établir des relations commerciales régulières avec l'Extrême-Orient, en utilisant la route portugaise du Cap. Le retour, en 1580, de sir Francis Drake, parti trois ans auparavant et qui, après avoir doublé le cap Horn et atteint les Moluques, était rentré par le cap de Bonne-Espérance, avec ses bateaux chargés d'épices et de dépouilles des galions espagnols, ouvrait de vastes horizons aux aventuriers. Les instructions de Fenton lui prescrivaient de gagner les Moluques par le Cap. Mais les marins qui l'accompagnaient, y compris le propre fils de Drake, commandant la *Francis*, voulaient renouveler l'exploit du grand corsaire et forcer le passage à travers le détroit de Magellan pour piller les ports du Pérou. Les marchands, qui représentaient les actionnaires et qui voulaient gagner le Cathay par le Cap, ne purent imposer leur avis aux techniciens de la mer, quand ceux-ci affirmèrent la nécessité de cingler vers le Brésil. Quant à Fenton, également désireux de passer du commerce à la piraterie, il caressa l'espoir de s'emparer de Sainte-Hélène et d'en devenir le roi, puis tenta de faire un commerce lucratif à Saint-Vincent du Brésil, d'où il fut chassé par une flotte espagnole. Il rôda enfin dans la mer des Sargasses, avant de regagner l'Angleterre où Ward et Drake l'avaient précédé. Ses échanges aux diverses escales et la saisie d'un petit bateau espagnol firent que l'expédition ne fut pas déficitaire. On retrouvera Fenton et la plupart de ses compagnons dans la bataille contre l'invincible Armada.

L'intérêt de cette publication est, bien entendu, dans le détail, qui traite du financement et des préparatifs de l'expédition, de sa cargaison, des rivalités entre ses membres, de la recherche du renseignement et de l'interrogatoire des prisonniers espagnols, etc. M^{me} E. G. R. Taylor a réuni et annoté tous ces documents, qui s'éclaircissent l'un par l'autre, et rédigé une solide introduction en tous points digne de la Hakluyt Society.

Henri BRUNSCHWIG.

Alberto TENENTI. Naufrages, corsaires et assurances maritimes à Venise, 1592-1609. Paris, S. E. V. P. E. N., 1959; 643 pages.

L'auteur apporte par cette publication une contribution importante à l'histoire économique de Venise et plus généralement à celle de la vie maritime à la fin du xvi^e siècle et au début du xvii^e. Utilisant les protocoles de deux notaires vénitiens des années 1592-1609, M. Tenenti ne s'est pas contenté de retenir ceux de ces actes qui concernaient le commerce sur mer, il les a synthétisés et regroupés.

Naufrages, corsaires et assurances maritimes à Venise, 1592-1609

pés autour de leurs centres naturels d'intérêts : les bateaux. Il nous fait donc connaître, dans des tableaux établis suivant l'ordre chronologique, les noms et les caractéristiques des navires, les noms des marchands assurés, ceux des assureurs, enfin la nature et parfois la quantité des marchandises transportées. La plupart des bateaux qui nous sont ainsi connus ont été attaqués par des corsaires ou ont fait naufrage, ou du moins ont eu un « accident » en mer. Aussi bien les actes des notaires, Catti et Spinelli, étudiés ici, sont-ils généralement des *cessiones* par lesquelles les marchands ou leurs facteurs, pour bénéficier de l'assurance, renoncent à tous leurs droits sur les marchandises ou les bâtiments dont on vient d'apprendre la perte. Les informations tirées de ces *cessiones* forment donc l'essentiel de la publication de M. Tenenti, qui est suivie de cinq excellents index se rapportant successivement aux noms de lieux, de bateaux, de capitaines, de marchands et de marchandises.

Les explications qui précèdent font comprendre pourquoi on ne peut pas demander au livre de M. Tenenti un panorama complet du mouvement portuaire de Venise au alentours des années 1600. L'état actuel de notre documentation rend probablement chimérique une telle ambition. L'auteur ne nous présente donc qu'une étude fragmentaire du commerce maritime vénitien, ou aboutissant à Venise, fondée sur le cas de navires qui ont eu généralement des avatars en mer. Mais, de ces indications partielles, M. Tenenti, avec clarté et méthode, tire des conclusions qu'il est difficile de ne pas appliquer à l'ensemble du commerce maritime auquel Venise est intéressée.

Les bâtiments de la Sérénissime continuent à fréquenter les routes du Levant vers Constantinople, Chypre, la Syrie et Alexandrie, mais déjà la concurrence nordique se fait sentir même sur ces itinéraires. Elle devient en tout cas de plus en plus efficace sur les chemins de l'Occident. De 1592 à 1601, sur quatre-vingt-dix navires connus qui ont relié l'Adriatique au Ponent, une douzaine seulement étaient vénitiens. Entre 1602 et 1609, huit bateaux seulement battant pavillon de saint Marc ont dépassé le détroit de Gibraltar, contre quatre-vingt-dix bâtiments nordiques venus dans l'Adriatique. Bien mieux, parmi les navires vénitiens, beaucoup sont maintenant construits à l'étranger. La construction navale anglaise ou néerlandaise — M. Tenenti le prouve par des chiffres — est moins coûteuse que celle de Venise. Dès avant 1592, le Sénat a dû lever l'interdiction faite autrefois aux Vénitiens d'acheter des bateaux étrangers ; bientôt il va encourager par des prêts ceux qui achèteront des bâtiments en Flandre ou ailleurs. A cette concurrence purement économique des marins et des marchands venus du Nord s'ajoutent pour Venise l'inquiétude et les pertes causées par l'action des corsaires. Jamais auparavant ceux-ci n'avaient agi avec autant d'audace contre le commerce vénitien, et la paix qui règne depuis 1574 entre la Sérénissime et les Turcs n'arrange guère les choses à cet égard. En outre, Turcs et Barbaresques ne sont pas seuls à s'en prendre aux bateaux de Venise. Les Uscoques des îles et des côtes dalmates, les Anglais, dont les *bertons* sont à la fois bâtiments de guerre et de commerce, les Espagnols eux-mêmes, qui prétendent capturer toute marchandise appartenant à des Juifs, des Musulmans ou des hérétiques, les chevaliers de Malte et ceux de l'ordre de Saint-Étienne : autant de gens avides de piller les riches naves vénitiennes. Quelquefois, Turcs et Anglais s'attaquent mutuellement ; mais parfois aussi ils se prêtent main-forte et les corsaires d'Élisabeth et de Jacques I^{er} trouvent à s'abriter dans les ports infidèles contre les attaques

Comptes rendus critiques

des galères de Venise. Raguse, qui se réjouit des ennuis de sa grande rivale et qui attire maintenant à elle des carisées, de l'étain et d'autres marchandises qui aboutissaient obligatoirement autrefois aux rives de la lagune, ne manque pas d'accueillir avec faveur marchands et corsaires nordiques. La Sérénissime se trouve donc attaquée sur mer par des ennemis de toutes religions et de toutes nations : elle excite l'universelle jalousie.

A tant d'adversaires, la République de saint Marc, trop attachée à ses habitudes et à ses structures médiévales, essaie pourtant de faire face, mais son déclin est déjà inscrit dans la logique de l'histoire. Elle interdit aux marcilianes de sortir de l'espace de mer surveillé par ses navires de guerre et bientôt leur défend de s'aventurer au delà de Candie. Elle réglemente l'armement de chaque bateau marchand partant pour le Levant ; elle s'efforce d'organiser des convois ; elle accroît le nombre des galères qui patrouillent dans l'Adriatique, en mer Ionienne et autour de Candie. Mais ce système de défense est imparfait : il est trop centré sur Venise, où les galères doivent revenir pour leur ravitaillement ; les équipages sont médiocres parce que trop de forçats remplacent les marins volontaires de jadis ; enfin, les *sopracomuni*, ou capitaines de galères, ne font pas tout leur devoir. Ils reviennent trop fréquemment à Venise, abandonnant le secteur qu'ils sont chargés de surveiller ; par vanité, ils ne veulent commander que des bateaux neufs. La République manque de grands serveurs ; sa noblesse, trop souvent inconsciente, a perdu beaucoup de son civisme.

Le résultat, du point de vue économique : c'est que le commerce maritime vénitien a de plus en plus tendance à s'enfermer dans l'Adriatique. Des marchandises parties de Venise sont souvent débarquées à Durazzo et à Valona ou dans les ports des Pouilles, et c'est alors par voie de terre qu'elles gagnent les unes Constantinople par les Balkans, les autres Naples par les Abruzzes.

On voit par ces quelques remarques tout l'intérêt des conclusions que M. Tenenti a pu tirer des protocoles qu'il a étudiés et publiés. Sur les assurances, malheureusement, le dossier des deux notaires Catti et Spinelli n'apporte pas toute la lumière désirable : le taux de l'assurance y manque presque toujours. Toutefois, M. Tenenti, se fondant sur d'autres documents que lui a indiqués M. Braudel, dont on sait l'intérêt qu'il a toujours porté à l'histoire de Venise, a pu fournir sur cette question du taux des assurances des précisions non négligeables. Entre le Levant et Venise, il oscille entre deux extrêmes, 2 1/2 % et 6 %, mais se maintient d'ordinaire aux alentours de 3-4 %. Il semble que l'on payait davantage aux assureurs pour les voyages de retour du Levant vers Venise qu'à l'aller. C'est sans doute parce que, au départ de Venise, on pouvait mieux constater l'armement et la qualité des navires. En tout cas, les assureurs étaient généralement très nombreux, afin de mieux diviser les risques. A la cargaison de la nave *Martinenga*, vingt-six marchands étaient intéressés... et deux cent cinquante assureurs. Signe des temps : au début du xvii^e siècle, des Vénitiens assurent des marchandises à Florence, à Raguse, à Gênes, à Londres et à Amsterdam ; par ce détail encore, on voit que Venise est de moins en moins un centre de trafic international. D'autre part, à Venise même, les assureurs les plus importants sont génois.

Tous les chercheurs qui auront maintenant à étudier la vie maritime aux alentours de 1600 auront le plus grand intérêt à se reporter à l'intelligente publication de M. Tenenti. Ils risqueront d'y découvrir un navire et une cargaison sur

National consciousness in Eighteenth Century Russia

lesquels eux-mêmes auront trouvé des renseignements. Félicitons l'auteur de ce travail clair et bien fait qui enrichit une collection qui a déjà produit plusieurs ouvrages de grande valeur historique.

Jean DELUMEAU.

Hans ROGGIER. *National consciousness in Eighteenth Century Russia*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1960 ; 319 pages.

Le problème de la formation de la conscience nationale est un problème de psychologie de masse et, par conséquent, fort délicat. H. Roggier n'en sonde pas les profondeurs et se contente d'analyser les œuvres littéraires les plus marquantes du siècle, admettant implicitement leur valeur de témoignage ou de reflet. Nous retrouvons ainsi tout au long du livre les noms de Tatiščev, Sumarokov, Fonvizin, Karamzin, etc.

La conception générale de l'auteur, quelque peu inspirée de Toynbee, justifie ce parti pris. La prise de conscience nationale est, en Russie, une « réponse » au « challenge » de l'Occident. La Russie qu'a créée Pierre, infiniment plus en contact avec l'Europe que la vieille Moscovie, doit se définir de nouveau. La conscience nationale, qu'il faut soigneusement distinguer du nationalisme — bien postérieur, — engendrée par réaction au défi de l'Occident, prend des formes variées, souvent détournées, mais qui représentent pour l'auteur un aspect de l'occidentalisation de la Russie.

Quels sont donc les chocs successifs qui ont provoqué cette prise de conscience ?

En premier lieu, le gouvernement des étrangers. Saint-Petersbourg est un symbole honni par une partie de la noblesse foncière arrachée de ses domaines, pliant sous le faix d'achats socialement obligatoires de marchandises européennes. La bureaucratie allemande, en accaparant les hauts postes de l'État, provoque un sentiment de frustration. Le regret de Moscou s'exprime encore à la fin du siècle dans « Le voyage au pays d'Ophir » du prince Ščerbatov (1787), comme dans les *Histoires* de Boltin et de Karamzin. « Nous sommes devenus des citoyens du monde, écrit ce dernier ; nous avons cessé, d'une certaine manière, d'être des citoyens russes. C'est la faute de Pierre. » C'est aussi la faute d'Anna Ivanovna dont le règne (1730-1740) marque l'apogée de l'influence allemande : la Bironovščina.

L'opposition venait des vieilles familles de Boyars moscovites, comme les Dolgorouki ou les Golicyn, de certains éléments du clergé, mais aussi de grands serviteurs de l'État, comme Tatiščev et Artemi Volynskij. Il ne s'agit encore, selon l'auteur, que d'un nationalisme tactique, toute réforme de l'État devant passer par l'élimination des Biron et des Muennich. Il est remarquable que ces opposants d'un type nouveau invoquent le nom de Pierre ; l'étranger n'est pas attaqué pour les nouveautés qu'il introduit, mais parce qu'il perpétue la dépendance et le retard de la Russie. Il suffira à Elisabeth Petrovna de se proclamer la continuateurice de Pierre pour bénéficier d'une réputation de patriote, en dépit de la foule d'Allemands qui peuplent tous les degrés des chancelleries impériales. Catherine, en dressant la statue de Pierre et en maintenant la tradition pétrovienne, obtient tout l'appui de la nation contre le « luthérien » Pierre III, ce nouveau Biron. Sumarokov, Lomonosov célèbrent dans son accession au trône la libération de la Russie du joug étranger.

Comptes rendus critiques

Pendant trente ans — le règne de Catherine — le pouvoir en Russie est stabilisé. Le contenu du sentiment national évolue. Il glisse du plan politique au plan culturel. Un changement dans la nature de l'influence étrangère favorise ce glissement : le bureaucrate, l'officier allemand sont remplacés, en tant que cible (*target*) de l'opposition nationale, par le livre, la mode, le langage français. Influence plus insidieuse, plus séduisante, beaucoup plus répandue. Se germaniser ne signifiait, au temps de Pierre, qu'acquérir un certain bagage technique utile au service de l'État ; se franciser, c'est devenir européen, c'est pour le *dvorianin* russe, émancipé du service, un test de distinction sociale et aussi un accès à la culture.

Un des genres les plus répandus de la littérature nationale est la satire du *petimetr* (petit maître), de celui « qui essaye éternellement d'être chez lui parmi les étrangers pour ne réussir qu'à être étranger chez lui » (*ključevskij*). L'auteur analyse ainsi les satires de *Kantemir*, les comédies de *Sumarokov*, les écrits de *Ščerbatov*, *Lukin*, *Nikolov*, *Knjažnin*. Celui-ci introduit pour la première fois le thème si important que la source de la vie nationale est dans le village patriarcal où Barine et Moujik vivent en bonne harmonie, dévoués l'un à l'autre comme à la patrie ou au tsar. Khvostov fustige le *Volterianstvo* ; *Boltin*, en historien, redoute les changements brutaux. Catherine II juge politique de soutenir ce courant. Le cas de *Novikov* est plus complexe : incapable de glorifier un présent qu'il critique, peu désireux de revenir au passé, il désire passionnément, néanmoins, démontrer la grandeur et la dignité de la Russie. Fonvizin tente de briser le mythe français. Il dénonce le caractère formel de la liberté française, la mesquinerie, le matérialisme égoïste qu'il oppose à l'âme large de l'homme russe. Aucun pourtant n'est un slavophile avant la lettre. Tous acceptent l'influence européenne et sont marqués par le cosmopolitisme du siècle. Ils se soucient seulement de défendre des valeurs qu'ils considèrent comme russes et esquissent à cette fin quelques idées forces — opposition de l'intelligence et du cœur, de la substance et de la forme, de la Russie et de l'Europe — qui se prolongeront sans rupture dans le XIX^e siècle.

La formation de la langue est intimement liée avec la prise de conscience nationale. La création du russe littéraire est à cet égard une contribution essentielle du XVIII^e siècle. Quelques hommes ont joué un rôle décisif et en se proposant non seulement une fin esthétique, mais aussi politique, le russe réformé devant devenir un lien supplémentaire entre le peuple et l'État. Vassili Tatiščev anime, au sein de l'Académie des Sciences, un petit groupe qui se consacre au perfectionnement et à l'embellissement de la langue. Tredjakovskij établit les règles de la prosodie russe, rejetant le vers syllabique à la française, inadapté à une langue fortement accentuée. Lomonosov procède à un travail énorme de clarification. Il définit les rapports du russe et du slavon, essaie de l'assouplir sur le modèle de la syntaxe française, tout en préservant son originalité. Fonvizin, Nicolas Popovski, Catherine II manifestent en chaque occasion en faveur de la langue nationale. L'Académie russe reçoit ses statuts en 1783. Karamzin, à l'extrême fin du siècle, peut dresser le bilan de cet effort. Le russe littéraire, c'est-à-dire celui qui est parlé par les classes cultivées, épuré sur le modèle français, est une langue adulte. On peut rompre avec la tradition slavone, morte, incapable de s'adapter, comme avec l'imitation servile de l'étranger. Les voies sont ouvertes à Pouchkine. La Russie a répondu au défi de l'Occident en créant une langue européenne par la forme, nationale par le contenu.

National consciousness in Eighteenth Century Russia

La découverte du « peuple » (*narod*) est encore un signe de prise de conscience nationale. On oppose en termes nationaux la ville et sa vie artificielle au village, réservoir des vertus russes. Cette idéalisation du village reflète une mode littéraire occidentale (J.-J. Rousseau, Herder), mais aussi le ruralisme d'une noblesse foncière contrainte au service et qui regrette la « douce liberté » et la simplicité de la vie des champs. La littérature orale, transmise par la « *niania* », continue de former la sensibilité de l'enfant noble. Le classicisme russe, imité de Boileau, ne peut s'enraciner. Même son champion, Sumarokov, situe en Russie la plupart de ses tragédies. La nouvelle esthétique de la fin du siècle, Rousseau, Ossian, Shakespeare, l'opéra-comique, s'accordent beaucoup mieux avec la sensibilité, russe et l'orgueil national. L'intérêt pour la culture populaire, pour le folklore, pour le *narodnost'*, laisse prévoir la vague future du romantisme national. Les musiciens, Trudovskij, Kozlovskij, collectionnent les chansons populaires. Le recensement des proverbes devient un passe-temps national (recueil de Bogdanovitch).

Une mythologie nationale est proposée où Perun remplace Jupiter, Lada Vénus. Levšin rassemble les « Contes russes ». Dans le Dît de la Troupe d'Igor, la Russie trouve sa chanson de Roland. Certains commencent enfin à s'interroger sur le moujik, bien que le public noble, en ce siècle d'asservissement du paysan, n'ait toléré qu'assez tard son idéalisation. Elle apparaît néanmoins dans la *Pauvre Lisa* de Karamzin, dans la *Paméla russe* de Lvov : le paysan y est l'égal de son maître au moins en un point : son caractère russe.

L'histoire, on le sait, a été partout une des meilleures armes du nationalisme. On s'efforce, en Russie, de réfuter, en s'appuyant sur l'histoire, l'opinion d'Européens qui, comme Le Clerc, Senhac de Meilhan, nient le passé russe et ne voient dans son présent qu'un stade inférieur depuis longtemps dépassé ailleurs. Réfutation quelquefois naïve. Tatiščev fait descendre les Russes des Amazones et croit trouver l'origine du mot Slave dans Slavnyj (glorieux). Avec juste raison, M. Roggier attache beaucoup d'importance à la grande querelle qui éclate en 1749 à propos de l'origine varègue de l'État russe. Brusquement, en effet, cette théorie déjà ancienne apparaît comme attentatoire à la dignité nationale. Mueller, Lomonosov, Schloezer s'opposent avec violence. Les échos s'en entendent encore aujourd'hui.

La conception de l'histoire de Boltin est plus sereine, plus profonde, plus scientifique. Il se soucie assez peu des origines de la Russie ; il lui suffit de montrer l'originalité de son développement et de l'expliquer, sans faire, comme plus tard les slavophiles, de cette originalité une valeur. Que les Européens acceptent la Russie telle que l'histoire l'a faite et telle qu'elle est. Karamzin, dans son mémoire sur « la Russie ancienne et moderne », voit bien le défaut de l'œuvre de Pierre, qui est d'avoir brisé l'unité de la nation, mais cette rupture, pense-t-il, était inévitable. La Russie, connaissant mieux son passé, n'a pas à le justifier ni à le vanter exagérément ; il est sien et elle peut l'assumer tout entier.

Dans son désir d'être reconnu par l'Europe, la Russie cherche en elle ce qui peut être l'objet d'un respect universel, tout en incarnant le caractère national. Le tsar Pierre, pour Feofan Pprokopovič, la puissance des armées russes, la richesse de son immense territoire pour Lomonosov, sont des symboles et des sujets de fierté. Lomonosov lui-même est acclamé par Derjavin comme le Pin-dare, le Cicéron et le Virgile de la Russie. Catherine, répliquant à l'abbé Chappe

Comptes rendus critiques

d'Auteroche, affirme paisiblement que le niveau culturel de la Russie n'est inférieur à celui d'aucun pays d'Europe. Quel est le trait fondamental du caractère russe? Obéissance exemplaire, vertu, compréhension rapide, nous dit Catherine; spontanéité du sentiment, ajoute Lvov; souplesse et aptitude à tout comprendre précise Plavilčnikov. L'intelligence jointe à la naïveté d'un peuple non encore corrompu sont les gages de son développement harmonieux. Le XVIII^e siècle, optimiste et rationaliste, s'attendrit peu sur la souffrance des masses. Encore moins fonde-t-il sur elle l'espérance d'un destin messianique.

La conclusion fondamentale du livre de M. Roggier, induite peut-être par la nature de ses sources et le parti pris méthodologique, est que la conscience nationale russe est une création de la partie la plus cultivée et par conséquent la plus occidentalisée de la nation. Elle est la « réponse » d'une nation sous-développée au « défi » de nations plus évoluées. Elle n'est pas le fruit d'un mouvement populaire ou religieux ni le produit d'une classe économique, mais d'une aristocratie de culture. Elle n'est pas causée par des facteurs économiques, mais psychologiques. C'est un nationalisme de compensation qui s'est affirmé progressivement et continûment. Il s'est contenté au début d'affirmer que les Russes valent au moins autant que les autres Européens; puis qu'ils sont en un sens meilleurs dans la mesure même où ils ne sont pas corrompus par le progrès; enfin que, libres des *impedimenta* du passé, ils pourront dépasser leurs propres maîtres. En même temps se révèlent quelques-unes des valeurs du nationalisme épanoui du XIX^e siècle : la spontanéité, l'âme large de l'homme russe, la sagesse humble du moujik, la profonde religion du peuple.

Cette thèse est loin de coïncider avec le point de vue soviétique. Les historiens russes admettent, en effet, volontiers que la conscience nationale est, au XVIII^e siècle, un phénomène nouveau. Mais ne pousse-t-elle pas ses racines plus profond que le milieu littéraire? Un livre récent de M. Strange (*La Révolution française et la société russe*) montre comment, par exemple, le nationalisme de Novikov s'insère vers 1780 dans une société beaucoup moins inerte qu'on ne le croyait encore récemment. L'ouvrage de Hans Roggier, fort détaillé et très utile pour le public occidental, ne risque pas de clore le débat.

Alain BESANÇON.

Louis DERMIGNY. Cargaisons Indiennes. Solier et Cie (1781-1793). Paris, S. E. V. P. E. N., 1959, 2 vol., 308 et 456 pages. (École pratique des Hautes-Études, VI^e section, Centre de recherches historiques; *Affaires et gens d'affaires*, XV.)

L'ouvrage volumineux que nous offre M. Dermigny contient d'abord un texte qui remplit les 356 premières pages du tome II; le reste du livre, c'est-à-dire le tome I tout entier, est le commentaire de ce texte.

Le texte est un *livre d'expéditions*, un registre de comptabilité tenu, de 1781 à 1789, par l'armateur marseillais Antoine Jean Solier. Il concerne 19 navires armés à destination des Antilles (8), de l'île de France (6), de l'Inde (3) et des États-Unis (2). Pour chaque expédition sont mentionnés : les éléments de la cargaison, les frais d'armement, la part de chaque actionnaire dans le capital, les primes d'assurance, le compte du résultat. A ces renseignements chiffrés, s'ajoutent —

L'Yonne au XIX^e siècle

lorsqu'elles ont été retrouvées — les précieuses consignes données aux chefs des navires. Enfin, divers documents relatifs à des armements postérieurs à 1789, ainsi qu'un glossaire des marchandises, des mesures et des monnaies sont publiés en appendice.

Avec une conviction entraînante et une érudition un peu accablante parfois, par sa richesse et sa minutie, mais aussi d'heureuses formules, des bonheurs d'expression qui réveillent l'attention du lecteur, M. Dermigny a vivifié ces textes austères mais concrets. Il a surtout replacé ces modestes aventures dans l'histoire générale du commerce colonial à la fin du XVIII^e siècle.

Au delà des instructions détaillées données aux *Capitaines-général*s et aux *subdélégués* par la sollicitude des armateurs marseillais et des résultats inégaux que leur savoir-faire, pourtant éprouvé, leur permit d'obtenir, tous les problèmes généraux sont posés devant nous. Nous connaissons ainsi les déceptions insoupçonnées du commerce d'Amérique, en raison notamment des exigences excessives des négociants et des producteurs des îles. Nous constatons les progrès du trafic indien — l'importance grandissante, dans ce trafic, de l'île de France devenue une base de la traite des Noirs, par l'exploitation des ressources du Mozambique — le glissement de l'activité commerciale, dans l'Inde même du Malabar au Coromandel et au Bengale. Le procès de la nouvelle Compagnie des Indes — rétablie par Calonne, en 1785, et honnie par les Économistes — est instruit devant nous et jugé : la nouvelle Compagnie n'est, en fait, qu'une entreprise de *monopoleurs*.

Des recherches patientes permettent à l'auteur de restituer l'ascension obscure mais significative d'Antoine Jean Solier (1760-1836) protestant du Rouergue, né au Pont-de-Camarès, venu chercher fortune à Marseille, dans les sociétés commerciales à la faveur d'heureux cousinages : successivement commis (1776), associé signataire (1787), gérant (1789)... Les listes d'actionnaires, soigneusement analysées, révèlent le caractère familial et protestant de ces entreprises auxquelles participent des coreligionnaires français et étrangers, surtout suisses. On y découvre aussi, avec l'importance grandissante, parmi les commanditaires, des fabricants de toiles peintes, « le passage d'un capitalisme commercial et spécifiquement maritime à un capitalisme préindustriel » (p. 14).

Jean ÉGRET.

Henri FORESTIER. *L'Yonne au XIX^e siècle. Première partie : 1800-1830.*

Auxerre, L'Universelle, 1959 ; gr. in-8°, en 2 vol., xvi-986 pages.

La préface de M. L. Noël fait de l'ouvrage de M. H. Forestier, directeur des services d'archives de l'Yonne, un éloge pleinement mérité. Reprenant une méthode qui n'avait guère été utilisée depuis la publication de C. Portal sur le département du Tarn au XIX^e siècle, l'auteur a, en effet, innové en utilisant pour ressusciter la vie du département de l'Yonne pendant le premier tiers du XIX^e siècle une sélection des pièces d'archives dispersées dans les diverses séries de son dépôt et en n'hésitant pas, le cas échéant, à en publier de larges extraits. Il a ainsi accompli un travail d'une ampleur considérable et qui, comme il le souhaite, rendra les plus grands services aux chercheurs et érudits locaux dont l'attention sera guidée — et l'intérêt éveillé — par cet échantillonnage d'une richesse incontestable. Et il fournit aux historiens de toute la France des points de compa-

Comptes rendus critiques

raison des plus utiles. Les documents présentés sont extraits des séries III M (Police générale et administrative), où l'on relève aussi bien des indications sur les notables que sur les émigrés, sur les « chouans » de la Sarthe et de la Mayenne mis en résidence surveillée dans l'Yonne en 1813, sur les compagnonnages, sur les exactions des troupes d'occupation en 1815, sur les répercussions des famines de 1812 et de 1817, sur les opposants bonapartistes ou jacobins sous la Restauration. On remarquera aussi dans VM 9 de curieuses instructions sur les problèmes sanitaires, en particulier sur le contrôle des charlatans, rebouteux et assimilés, ainsi que sur la lutte contre les épidémies. Les documents extraits de VIII M précisent utilement les indications apportées par les rapports préfectoraux sur les récoltes et sur les disettes. On retiendra aussi la place prise dans les préoccupations des dirigeants par l'organisation de la lutte contre les bêtes fauves. Les extraits de la série P (Finances) intéressent aussi bien l'agitation antifiscale, en particulier contre les droits réunis, que la circulation des monnaies. La série R montre, avec précision, l'ampleur et la durée de l'insoumission et de la désertion en dépit des efforts de l'administration impériale, ainsi que des textes suggestifs sur l'organisation de la garde nationale ou sur les problèmes posés par les prisonniers de guerre — en particulier une curieuse adresse, en latin, d'officiers autrichiens au préfet. La série S (Ponts et chaussées) donne des indications sur l'activité fluviale. La série T a fourni d'intéressants documents sur les divers ordres d'enseignement ainsi que sur l'imprimerie et la censure, les monuments historiques, les théâtres, eux aussi étroitement surveillés, et les sociétés savantes. Enfin la série V (Cultes) a permis un choix intéressant de documents qui montrent les survivances des tendances jansénistes ou aussi des cultes révolutionnaires sous l'Empire et l'essor des congrégations sous la Restauration. Une table générale alphabétique facilite la consultation de ces volumes dont on aimerait avoir la suite, et aussi l'équivalent pour d'autres départements.

Jean VIDALENC.

M. LE YAOUANC. *Nosographie de l'humanité balzacienne*. Paris, Maloine, 1959; gr. in-8°, 523 pages.

La thèse présentée par M. Le Yaouanc apporte d'utiles éléments, tirés d'une connaissance profonde de l'œuvre de Balzac, pour la connaissance des hommes et aussi pour ce qu'ils savaient d'eux-mêmes, pendant la première moitié du XIX^e siècle en France. C'est, en effet, à l'étude des connaissances médicales à travers les livres de Balzac qu'est consacrée cette étude. Elles semblent avoir été d'une ampleur plus qu'honorable et d'une précision qui fait de Balzac un des auteurs les mieux documentés de son temps sur les déficiences physiologiques en tous genres des hommes de son époque. M. Le Yaouanc signale en particulier le souci de réalisme qui a présidé à la description des maladies dont souffre tel ou tel héros du romancier, et le plus original de son œuvre est peut-être la part numériquement importante de ceux de ses personnages qui souffrent d'une affection dont les caractères sont étudiés avec un souci d'information qui suffirait à faire de Balzac un novateur dans la littérature, tant par la place que par l'ampleur de la documentation qu'il a consacrées à la maladie et aux malades.

La première partie de l'étude est occupée par l'examen des conditions positives

La population de la Savoie jusqu'en 1861

de la maladie, de la guérison et de la mort, dans lesquelles M. Le Yaouanc fait naturellement une place de choix aux aspects psychologiques, aussi bien dans l'œuvre de Balzac que d'après les études des spécialistes de son époque, précisant utilement l'avancement de la science médicale et le rôle de vulgarisateur ou de novateur de Balzac dans l'observation et la compréhension des phénomènes pathologiques. Après l'étude des agents extérieurs de la maladie et des dispositions individuelles qui peuvent l'expliquer — M. Le Yaouanc consacre même un chapitre particulièrement suggestif à la pathologie de la vie sociale — un livre entier est consacré à la médecine occulte résultant au moins autant des idées propres de Balzac que de toute une ambiance volontiers liée aux explications en quelque sorte métaphysiques, aboutissant à l'élaboration de toute une théorie de la volonté aux aspects infiniment variés et qui se retrouve dans la plupart des ouvrages de Balzac.

La seconde partie, qui occupe près des deux tiers de l'ouvrage, est consacrée à l'étude des conceptions balzaciennes de l'étude de la pathologie à travers les cas mis en scène dans toute l'œuvre. Il est particulièrement intéressant de suivre entre autres examens ceux des manifestations des maladies pulmonaires ou mentales qui tiennent une si grande place dans la littérature romantique. On ne saurait d'ailleurs dire que Balzac s'est contenté de se pencher sur ce qu'on pourrait appeler les maladies à la mode de son temps et c'est à un véritable répertoire de la pathologie, fournissant le prétexte au passage à un exposé des théories médicales, auxquelles il ajoutait parfois ses propres conceptions, qu'a abouti l'auteur de la *Comédie humaine* ainsi que le montre M. Le Yaouanc. Mais Balzac n'est pas un médecin, c'est avant tout un écrivain, ayant le souci de livrer une œuvre équilibrée, et l'intérêt qu'il porte aux questions médicales ne l'a pas amené, pour le plaisir de peindre un cas particulièrement intéressant, à faire à un personnage secondaire une place disproportionnée.

L'étude de M. Le Yaouanc met ainsi au point la valeur de Balzac comme témoin de son temps dans un domaine auquel il attachait une grande importance et dans une direction où l'écrivain fut, sans contredit possible, un novateur d'une information et d'une précision également exceptionnelles.

Jean VIDALENC.

Raymond ROUSSEAU. *La population de la Savoie jusqu'en 1861. — Nombre d'habitants pour chaque commune des deux actuels départements savoyards du milieu du XVIII^e au milieu du XIX^e siècle.* Paris, S. E. V. P. E. N., 1960; gr. in-8°, xix-263 pages.

Ce premier ouvrage de la nouvelle collection « Démographie et société » s'efforce de proposer non seulement une étude des chiffres successifs établis par les autorités locales, tant sardes que françaises, pendant le premier rattachement, de 1792 à 1814 ou 1815 selon les régions de la Savoie, mais aussi une critique des sources et de leurs utilisateurs antérieurs.

Ainsi se justifient les quatre parties, d'importance très inégale, de l'ouvrage de M. R. Rousseau. La première — 118 pages — est consacrée aux sources, c'est-à-dire aux problèmes posés par la définition même du terme « habitant », aux sources originales, dénombremments ou recensements, aux copies, manuscrites

Comptes rendus critiques

ou imprimées, qui en ont été faites et enfin aux tableaux antérieurs de la population. La seconde partie — 38 pages — propose un certain nombre de chiffres pour la population dès avant le XVIII^e siècle jusqu'en 1861. Une troisième partie — 18 pages — expose les difficultés posées par les statistiques, tant en raison des conceptions des divers agents chargés d'effectuer les dénombrements que par suite des variations de frontières des circonscriptions administratives — du déplacement d'une frontière entre états à la simple annexion d'un hameau passant d'une commune à l'autre et modifiant le sens d'une évolution. La dernière partie, enfin, réunit les tableaux d'ensemble et tableaux complémentaires établis en tenant compte des chiffres et des limites de communes indiquées plus haut, les communes étant groupées par cantons.

Il est hors de doute que l'ouvrage ainsi constitué apporte un ensemble d'indications intéressantes sur les variations numériques d'une population à vrai dire définie parfois de façon imprécise, puisqu'on la voit tantôt limitée aux « majeurs de cinq ans » ou tantôt évaluée selon les « habitants de droit » ou les « habitants de fait ». Il est d'autre part certain que les variations importantes, résultant de la prépondérance dans certaines communes d'une émigration hivernale, ailleurs d'une émigration estivale, entraînent des conséquences sérieuses sur le sens des variations qui peuvent résulter d'un simple changement dans la date du recensement dans l'année. Il faut surtout regretter qu'une présentation selon les seuls critères administratifs et l'ordre alphabétique interdise de tirer les conclusions que ne peut espérer trouver un lecteur peu averti des subtilités de la géographie locale : c'est ainsi qu'il faut chercher, p. 182 puis 186, et faire les calculs, pour s'apercevoir que les deux cantons de Chamoux et de la Rochette, entre lesquels se partage la vallée du Gelon, ont connu entre 1876 et 1861 un taux d'accroissement qui varie de 27,1 % pour la partie supérieure de la vallée, à 86,1 % pour la partie inférieure. Les critiques sévères adressées par l'auteur aux travaux antérieurs ne l'empêchent pas de laisser par ailleurs apparaître des lacunes regrettables dans sa documentation et on s'étonne de voir qu'un ouvrage de cette ampleur, qui n'ignore tout de même pas absolument les problèmes géographiques, puisqu'il cite l'ouvrage de H. Onde sur l'occupation humaine dans les grands massifs savoyards internes, paru en 1942, ne retienne dans toute l'œuvre de R. Blanchard qu'une « Note sur la population du diocèse de Gap du XVIII^e siècle à nos jours », parue dans le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, et ne cite guère des travaux publiés dans la *Revue de géographie alpine*.

Jean VIDALENC.

Giorgio CANDELORO. *Storia dell'Italia moderna*. Vol. III : *La Rivoluzione nazionale. 1846-1849*. Milan, Feltrinelli, 1960 ; 521 pages. Prix : 2 500 l.

Avec ce troisième volume se poursuit le grand dessein de Giorgio Candeloro qui est d'écrire une histoire de la formation de l'Italie moderne. Nous avons eu l'occasion d'exposer ici même (*Rev. histor.*, 1960, juillet-septembre), le bilan des deux premiers ouvrages et d'en louer le sérieux et la solidité. Les mêmes qualités se retrouvent dans ce tableau des années 1846-1849 : ampleur de la documentation, parti pris antirhétorique de l'exposé qui tombe même dans une certaine froideur et nous prive de portraits qui, tels ceux de Charles-Albert, de d'Azeglio, de Gio-

Il Murattismo

berti ou de tant d'autres figures de cette génération romantique, eussent requis davantage l'élan et justifié le morceau de bravoure. Mais ce n'est pas un mince mérite pour l'auteur que d'avoir affronté l'une des périodes les plus complexes du XIX^e siècle européen. Il a réussi à en donner un tableau clair, mais respectueux des nuances et éloigné de toute schématisation ou interprétation abusive. Dès maintenant, ses volumes, étayés par une dense bibliographie critique — mais qui sont privés du si précieux état des questions qui terminait le premier tome — constituent le seul manuel de haut niveau scientifique qui dispense de recourir à la vieille histoire de l'Unité italienne de Bolton King, désormais plus que sexagénaire.

Il n'est certes pas possible de descendre dans le détail des chapitres nourris, qui n'excluent aucun des aspects militaires, diplomatiques ou politiques des événements. On serait même tenté de dire qu'ils leur font la part trop belle. En effet, le propos de M. Candeloro était de repenser l'histoire de l'Unité dans l'optique marxiste. Si cette épithète avait pu faire froncer le sourcil à quelque lecteur, on doit s'empresseur de le rassurer. Les aspects institutionnels, les courants d'idées, les débats constitutionnels, en un mot, les « superstructures idéologiques », tiennent dans ces pages beaucoup plus d'espace que les analyses économiques et sociales, auxquelles l'auteur entendait donner la priorité et attribuer un rôle déterminant dans l'explication. Il est certain que, sous ce rapport, ce troisième tome est très nettement en retrait, par rapport à ses devanciers. On peut le regretter et arriver à reprocher, paradoxalement, à cet historien marxiste de nous laisser sur notre faim en matière économique. Nous ne trouvons, en effet, rien qui prolonge le tableau du réveil économique italien, opéré par la bourgeoisie, entre 1821 et 1846 et qui, décrit dans le cadre des diverses régions de la Péninsule, était l'une des parties les mieux venues du tome II. On eût pu s'attendre, sur ces prémisses, à apprendre comment cet organisme avait réagi à la crise européenne des années 1846-1848, mais aucun chapitre spécial n'est consacré au malaise économique, à ses répercussions sociales, politiques et financières. Les grandes articulations portent des titres on ne peut plus traditionnels : agitations et réformes ; crise du fédéralisme et du néo-guelfisme ; crise du modérantisme et reprise démocratique. Si M. Candeloro a eu l'intention d'expliquer le *Quarantotto* italien par les antagonismes économiques et sociaux, on doit avouer qu'il n'a pas atteint son but et que, dans ses pages, le lien entre les faits matériels et les faits politiques est presque toujours inapparent. Si, par contre, il a voulu cerner toute la richesse et la complexité de ces années si chargées, en scruter les implications enchevêtrées, en mesurer les limites et en discerner les grands plans de clivage, il a alors parfaitement réussi et a composé un beau et solide livre d'histoire.

Paul GUICHONNET.

Fiorella BARTOCCINI. *Il Murattismo. Speranze, timori e contrasti nella lotta per l'Unità italiana*. Milan, Éd. A. Giuffrè, 1959 ; in-8°, 272 pages. (Collection l' « Età del Risorgimento. Studi e testi ».) Prix : 1 500 l.

Le livre de M^{lle} Bartoccini a le mérite d'aborder un sujet pratiquement neuf : le mouvement des partisans de la dynastie de Murat en Italie, sous le Second Em-

Comptes rendus critiques

pire. Ce thème mineur du *Risorgimento* est riche d'enseignements et de suggestions qui éclairent et approfondissent nos vues sur la genèse complexe du processus unitaire. Mais avec une rigoureuse probité scientifique et un talent certain dans l'analyse, l'auteur se refuse à grossir ou déformer ses conclusions, à leur chercher des prolongements arbitraires. Elle reste consciente des limites de son enquête, grâce à un esprit critique en éveil. Sa documentation, abondante mais très dispersée et d'utilisation délicate, repose sur une connaissance quasi exhaustive de la bibliographie italienne et étrangère et des dépouillements d'archives, qui ont porté sur les séries diplomatiques de Naples, Paris et Londres. Notons en passant que les abondantes citations françaises, si fréquentes dans les travaux sur le *Risorgimento* et si souvent bourrées d'imperfections matérielles, sont ici d'une correction parfaite.

Le plan, bien charpenté, présente en premier lieu la biographie du prétendant, Charles Lucien, prince de Pontecorvo (1803-1878), troisième enfant de Joachim Murat. Faible et inconsistant caractère, « ni homme de pensée, ni homme d'action », il deviendra l'espoir d'un parti qui représente bien plus une convergence de regrets et de nostalgies, qu'une organisation solide.

Entre 1854 et 1857, le muratisme connaît sa première phase et sa vitalité majeure. Il s'est constitué autour d'une équipe de libéraux modérés, dont le porte-parole, bien plus intéressant que Lucien Murat, est Aurelio Saliceti. Leurs idées se rattachent à la tradition du réformisme éclairé qui avait marqué, dans le royaume de Naples, la domination française. Répugnant aux excès du *mazzinisme* républicain — dont la presse les attaque avec virulence et contribuera à fausser les jugements qui ont été longtemps portés sur eux — ces patriotes méridionaux voient, au lendemain du Congrès de Paris, reculer la perspective d'une solution rapide de la question italienne. Devant la décadence de la monarchie bourbonnienne et les appréhensions qu'ils nourrissent envers le Piémont, la restauration muratiste leur apparaît comme une solution moyenne, une « troisième force » qui pourrait rallier les énergies nationales. Napoléon III, sensible à tous les échos de la tradition bonapartiste, et Cavour, qui cherche à rouvrir par tous les moyens le problème italien, donnent alors leur sympathie au mouvement. Mais quel en est le mobile réel et le degré de sincérité? C'est ici que l'apport de l'auteur est décisif. Elle fait entièrement justice du prétendu plan concerté d'action, entre Paris et Turin, pour arriver à une restauration de Lucien Murat. En dépit des invectives républicaines, des alarmes excessives de la diplomatie napolitaine et anglaise, la « réalité muratienne » est peu consistante. Réverie napoléonienne aux Tuileries, épisode tactique chez Cavour, qui hésite encore sur la voie à suivre, fluctuations d'un prétendant qui suit ses troupes plutôt qu'il ne les conduit, le muratisme verra ses actions baisser après 1858, lors du ralliement massif des libéraux à la solution cavourienne et piémontaise, qui a pris corps à Plombières. Avant que l'écroulement du Second Empire ne l'entraîne dans sa chute, le muratisme connaîtra une dernière lueur, en 1860. Au lendemain de l'expédition des Mille, la mauvaise humeur française et l'opposition des tenants de la monarchie détrônée rallient autour de Lucien Murat une partie du courant anti-piémontais. Attitude politique nettement conservatrice, cette fois, dont l'inspirateur est Gaetano Lizzabi Ruffoni, « ambiance plus que parti », qui se borne à un « attentisme passif », mais qui revêtira une valeur positive dans la mesure où, divisant les ex-bourboniens, elle hâtera la conclusion du mouvement unitaire.

Misères et luttes sociales dans le Hainaut, 1860-1869

Cette étude d'un thème complexe, tout en nuances et en demi-teintes, a été menée avec brio et apporte une contribution très neuve à la connaissance de l'opinion italienne et internationale devant le *Risorgimento*.

Paul GUICHONNET.

Louise HENNEAUX-DEPOOTER. *Misères et luttes sociales dans le Hainaut, 1860-1869*. Bruxelles, Université libre (Institut de sociologie Solvay), 1959; in-8°, 319 pages.

Pourquoi ces dates : 1860, 1869? C'est que le Hainaut, à la différence des régions flamande et liégeoise, nait seulement vers 1860 à la vie de la grande industrie, qu'il n'existe, dans ce pays agricole, pas de tradition de lutte corporative, que le mouvement ouvrier y partira donc d'à peu près rien et ne sera stimulé que du dehors. 1870 : c'est la fin d'une époque de luttes ardentes à la faveur desquelles, comme en France, grèves et associations ouvrières se sont largement développées¹ et le début d'une ère nouvelle plus facile. Deux événements saillent, d'une portée d'ailleurs inégale : l'abolition du délit de coalition, en 1866, par le Parlement belge, mesure dont on ne peut dire qu'elle stimula la poussée revendicative ; l'entrée en scène de l'Internationale, qui eut, au contraire, une influence réelle sur les organisations ouvrières.

La toile de fond, c'est le brusque essor des charbonnages, que domine la puissante Société générale. Essor rapide, mais, et l'auteur le marque tout de suite, fort irrégulier, puisque nous avons, après trois années déjà prospères (1858-1860), un premier temps de marasme, ensuite les trois bonnes années 1864-1866, qui contrastent avec la dépression de 1867-1869. Sans doute les salaires nominaux s'élèvent-ils de 20 % et peut-on même admettre « une légère augmentation du salaire réel », mais ils oscillent en fonction des fluctuations de la production. Il en résulte que l'instabilité est la règle, et non pas seulement d'une année à l'autre (à noter que les prix des céréales et des pommes de terre montent en 1867 et 1868, tandis que les salaires fléchissent), mais au cours d'une même année, la fin de l'hiver et le printemps étant marqués par une relâche et le chômage réapparaissant durant l'été à cause du curage des canaux (deux saisons de hausse pour les céréales). Aussi la misère règne-t-elle, avec des nuances ; pour parler comme Péguy, un peu partout la misère et partout la pauvreté. A cet instant, nous voudrions des témoignages directs, mais ils semblent faire défaut et il faut se contenter du recueil de Ducpétiaux pour 1855 (ses *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique*) et des résultats consignés dans une enquête des officiers du corps des Mines en 1868. Cette enquête, ordonnée à la suite des grèves, ne lui demandons pas trop ; pas plus qu'aux autres sondages du même genre que pratiquent les partisans du laisser-faire, doctrinaires libéraux ou catholiques, lesquels se bornent à généraliser l'institution des prud'hommes, à favoriser les sociétés de secours mutuels et à établir des caisses de prévoyance. Reste la suppression du

1. Voir, pour la France, les livres de Fernand L'HUILLIER, *La lutte ouvrière à la fin du Second Empire* (1958) et de E. JÉLOUBOVSKAIA, *La chute du Second Empire et la naissance de la Troisième République en France* (1959).

Comptes rendus critiques

délit de coalition ; or, il importe d'observer que le patronat belge apparaît alors comme mieux organisé que ne l'est le mineur du Borinage et de Charleroi. D'ailleurs, ni le livret ni l'article 1781 ne sont supprimés.

Confusément, le travailleur de la mine sent qu'il n'a rien à attendre du législateur. Et c'est à ses initiatives spontanées qu'est consacrée la majeure partie du livre. Nous avons là, pour un coin de la Belgique et pour les années 60, une étude qui rappelle l'excellente *Contribution* de M. J.-P. Aguet à la connaissance des grèves sous la Monarchie de Juillet¹. L'auteur n'a pas seulement dépouillé les documents fournis par l'administration des Mines ; il s'est adressé aux archives judiciaires. Notant l'absence de sources qui proviendraient des milieux ouvriers et socialistes, il a utilisé les ouvrages de Louis Bertrand, riches de renseignements originaux. Ainsi a-t-il pu « reconstituer les événements, jour par jour, pour les quatre ou cinq grèves importantes », estimant qu'une analyse serrée s'impose si l'on veut connaître vraiment les causes, les caractères et les résultats de ces mouvements. Apolitiques, mais très violentes, les grèves de la mine sont soumises à « un grand déterminisme économique ». Preuve, cependant, de l'inexpérience des ouvriers : ils se refusent à travailler quand les patrons, face à la crise des affaires, peuvent le plus volontiers recourir au lock-out ; de même, « le printemps et l'été, qui sont les plus mauvaises saisons pour le mineur hennuyer, sont les plus fertiles en grèves ». Au reste, les trois bassins n'agissent jamais de concert, pas plus qu'ils n'établissent de contact avec les bassins français. Quant au propriétaire, il craint pour le matériel et fait systématiquement appel à la force armée.

Non qu'il faille exclure toute intervention idéologique. On saisit celle des proudhoniens qui rédigent à Bruxelles depuis 1861 la *Tribune du Peuple*. Les premières associations ouvrières à forme coopérative apparaissent. Mais il importe de retenir surtout qu'alors que les grèves du Hainaut attirèrent l'attention du Conseil général belge de l'Internationale sur la condition des ouvriers de la mine, ce fut bien l'Association internationale qui tenta d'organiser pour la première fois avec méthode la résistance prolétarienne : elle mena une « étonnante » campagne de meetings — l'analphabétisme rendant peu opérante la propagande par l'imprimé — et réussit à fonder plus de quarante sections, dont il est sans doute difficile d'évaluer les effectifs, et ses quatre fédérations parurent aux Congrès belges de 1868 et de 1869. Toutefois, ce réseau devait s'effriter rapidement après 1870.

On appréciera la clarté et la précision d'un exposé si remarquable par sa probité. Mais les tableaux et graphiques qui figurent aux annexes, bien disposés et dessinés, permettront d'utiles recoupements avec des travaux similaires. Deux observations touchant la bibliographie : d'une part, la liste des revues consultées laisse le lecteur dans l'ignorance des articles qui se rapportent au sujet² et il est, d'autre part, regrettable que l'énumération des ouvrages utilisés ne permette pas de distinguer à première vue ceux qui sont de l'époque et ceux qui relèvent de l'historiographie la plus contemporaine.

Robert SCHNEER.

1. *Contribution à l'étude du mouvement ouvrier français : les grèves sous la Monarchie de Juillet, 1830-1847*. Genève, 1954.

2. Il est surprenant que l'auteur n'ait pu faire son profit du dépouillement de la *Revue historique* et de la *Revue d'histoire économique et sociale*, qui ne sont pas citées. Mention en,

L'éducation et l'école en Espagne de 1874 à 1902

Yvonne TURIN. *L'éducation et l'école en Espagne de 1874 à 1902. Libéralisme et tradition*. Paris, Presses Universitaires de France, 1959 ; in-8°, 453 pages. Prix : 18 N F.

Le contenu du livre de M^{lle} Turin répond moins à son titre qu'à son sous-titre. C'est, en effet, une étude essentiellement idéologique des attitudes envers l'école et l'éducation et, sur certains points, c'est le récit d'expériences intéressantes, mais limitées. La dernière partie est consacrée, il est vrai, à un « essai d'histoire de l'enseignement officiel », mais qui se présente plutôt comme une histoire officielle de l'enseignement. Je veux dire qu'il y est beaucoup question de législation, de plans, de discussions, de réformes, beaucoup moins question de réalités scolaires : nombre d'établissements et d'élèves, organisation effective des ordres d'enseignement, esprit et méthodes qui règnent dans chacun d'eux.

De toute façon, même une étude serrée de ces points concrets, si elle se limitait volontairement à l'enseignement d'État, ne cernerait qu'une petite part du fait scolaire espagnol, puisque l'ouvrage de M^{lle} Turin admet que l'enseignement secondaire était assuré à quatre-vingts pour cent, pour la période qu'elle étudie, par des établissements confessionnels et privés, qu'il en était ainsi pour la majorité de l'enseignement primaire urbain, sans parler de l'éducation féminine. Si bien que les rares pages qui tentent d'évoquer l'enseignement tel qu'il fut se bornent à la pittoresque image du maître d'école fouettard ou de l'étudiant indolent que le doyen de sa Faculté essaie vainement d'arracher aux délices du trottoir ensoleillé de la Calle de San Bernardo. Et sans doute cela a existé et justifié la passion de réforme et de création qui agita les milieux intellectuels. Mais ces milieux — que leurs porte-parole s'appellent Emilio Castelar ou le marquis de Pidal, don Francisco Giner ou don Marcelino Menéndez Pelayo — quel'un les a bien formés ? L'analphabétisme espagnol lui-même ne recouvre-t-il pas une masse capable d'intelligence aigüe, de culture populaire très raffinée ? M^{lle} Turin parle avec raison de la crise des « institutions et de la mentalité de chrétienté », origine du nouveau problème scolaire. Mais elle ne les définit ni ne les décrit, de sorte qu'on garde l'impression d'une table rase. Au surplus, il ne s'agit pas seulement de faiblesses et de valeurs dans l'ordre intellectuel. Il s'agit de structures sociales très résistantes, si résistantes que toute liberté de l'enseignement est automatiquement favorable au système déjà établi, à la mainmise de l'Église, soucieuse surtout, d'ailleurs, de contrôler l'éducation des classes d'auto-rité.

Devant l'impuissance de l'État, même libéral, même révolutionnaire, à modifier ce vieux équilibre, les « essais de solution », de la part de ceux qui veulent répondre aux nécessités nouvelles, doivent être également des initiatives privées, des « écoles libres ». L'« École moderne » barcelonaise de l'anarchiste Francisco Ferrer est de ce type ; la maigreur des sources accessibles a gêné, pour l'étudier, M^{lle} Turin. Les « Écoles de l'Ave Maria », imaginées par le Père Manjón devant l'effroyable indigence matérielle et morale des bas quartiers de Grenade, sont

par contre, faite des *Annales économiques et sociales*, mais sans indication du titre adopté par ce périodique depuis 1957 : *Annales E. S. O.*

Comptes rendus critiques

un peu mieux partagées, grâce aux mémoires du fondateur (mais c'est une source unilatérale). En revanche, la place d'honneur — très méritée — est réservée, au centre du livre, à l'« Institución libre de Enseñanza » créée en 1876 par quelques professeurs chassés de la Faculté de Droit, œuvre très personnelle, en fait, de don Francisco Giner de los Rios, l'un d'entre eux, mais plus pédagogue que juriste, plus moraliste que savant, plus attaché à la parole qu'à l'écrit et, plus qu'à la parole « ex cathedra », à l'enseignement par l'exemple et la vie commune. Combinaison la révérence pour la science allemande, la liberté universitaire anglaise, le laïcisme français, à la passion pour la tradition, le paysage et l'art espagnols, l'« Institución », malgré ses moyens très limités (jamais plus de 250 élèves, primaire et secondaire mêlés), a éduqué deux générations de l'« intelligensia » espagnole, celle de 1898, celle de 1931. Son « Bulletin » et les souvenirs fidèles des derniers disciples ont permis à M^{lle} Turin une évocation heureuse du maître, des méthodes et de la pensée. Mais c'était le sujet d'un livre. Et l'on regrette un peu que ce livre n'ait pas été écrit en partant des origines lointaines, c'est-à-dire du « krausisme » de Sanz del Río, pour aboutir à l'éphémère triomphe de l'esprit de l'« Institución », en 1931. Quelques notions de structure sociale, même rapides, eussent alors permis de se demander : pourquoi le triomphe ? et pourquoi l'échec ? Triomphe dans une étroite élite, échec dans la masse.

Car le problème est là. L'excellente première partie du livre de M^{lle} Turin apporte une collection de textes qui classent la pensée espagnole, dans la controverse du XIX^e siècle, au tout premier rang ; ce sera peut-être une surprise pour ceux qui connaissent mal l'Espagne ; ce sera un excellent répertoire pour ceux qui ont déjà mesuré le vivant apport de cette pensée. Mais les hommes de 1875 et même ceux de 1902 (sauf, peut-être, le grand Joaquín Costa), en affirmant de toute leur foi que l'éducation, que l'enseignement sont la condition primordiale de la démocratie, oublient sans cesse la réciproque ; sans démocratie sociale, toute réforme de l'enseignement est destinée à l'échec ; tout pays a l'enseignement de sa structure. On ne peut, certes, reprocher à des hommes formés dans de classiques collèges religieux (c'est pourquoi il importait d'évoquer ceux-ci) d'avoir gardé de leur éducation une vue idéaliste et non dialectique des choses. Mais l'historien, qui connaît l'échec matériel de cette pensée, doit-il renouveler son erreur en se limitant à une analyse idéologique, juridique, à la rigueur institutionnelle, dans le meilleur des cas psychologique ? Quand nous voyons M^{lle} Turin, mettant en parallèle deux statistiques scolaires, l'une de 1901, l'autre de 1877, accepter, en face de toutes deux, le même chiffre pour la population espagnole, nous ne pouvons nous empêcher de penser : Dieu nous garde, peut-être, de la manie statistique ; mais qu'il nous garde aussi de l'horreur du chiffre !

Pierre VILAR.

NOTES

BIBLIOGRAPHIQUES

■ Histoire générale

Nous ne signalerons ici que pour mémoire, parce que se plaçant à l'extrême frontière de l'histoire, en direction du domaine littéraire, l'*Histoire du monde* de Jean Ducut, dont le second volume, intitulé *Le feu de Dieu* (Paris, Flammarion, 1960, in-8°, 778 p. ; prix : 19,50 NF), retrace tout le destin des civilisations humaines d'Attila aux grandes découvertes, et, à la suite de bons guides, traite longuement de l'Islam, de l'Asie, de l'Amérique précolombienne, ne laissant au monde occidental qu'une place limitée. Certes, depuis qu'il lui contait l'histoire de France, Juliette a pris de l'âge, goûte moins les calembredaines, et sait, à l'occasion, entendre sérieusement des choses sérieuses. Mais son mentor ne peut s'empêcher de parsemer son récit de ces pointes et de ces plaisanteries qui ont fait sa réputation journalistique. Dans le texte, comme dans les sous-titres, ce ne sont que formules brillantes, anachronismes volontaires, jeux de mots littéraires (La Chine toujours recommencée, Les conquérants superbes et généreux, Les jeunes femmes en fleur), géographiques (L'Arabie malheureuse, Le soleil se lève à l'ouest), ou tout bonnement d'affreux calembours : « Hou, la méchante ! », « Un empire d'accident » — celui de Charlemagne, bien entendu. L'information est étendue, mais naturellement inégale, selon que l'auteur a puisé à bonne source, ou démarqué d'autres travaux de librairie. Les faits de structure et de civilisation ne sont pas oubliés, mais cités pour leur pittoresque et leur inattendu plutôt que correctement analysés. L'Europe des XIV^e et XV^e siècles demeure schématisée en image d'Épinal, sous les couleurs les plus sombres : la faute en est aux historiens, mais la caricature exagérée ici sous une forme trop elliptique et tapageuse : danse macabre, possédés et bal des ardents. Des tableaux chronologiques, des cartes claires et parlantes, encore que souvent inexactes, assureront à l'ouvrage un succès de librairie.

E. PERROY.

— Les deux fascicules 82 (Dumoulin-Ebendorfer) et 83 (Eberdorfer-Eger) qui viennent de paraître terminent le tome XIV du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publié sous la direction de R. AUBERT et E. VAN CAUWENBERG (Paris, Letouzey et Ané, 1960, col. 1025-1280 et 1281-1524) ; un supplément de dix pages réunit quelques notices qui n'avaient pu figurer dans les fascicules précédents (de David à Dubokovic). Parmi les notices, dont certaines sont de véritables monographies, relevons celles qui sont consacrées aux diocèses anciens ou plus récents de Durham, Dyrrachyum, Eauze, Eboli, Edesse (il y en a trois, en Macédoine, en Osroène, en Syrie), aux abbayes (dont quelques-unes disparues) des Dunes, de Dunfermline, de Durford, d'Ebrach, d'Echternach ; à saint Demetrius de Thessalonique, martyr sous Maximien, saint Dunstan, saint Edwin, saint Edmund de Cantorbery, sainte Edith ; aux deux rois d'Angleterre saint Édouard le Martyr (975-979) et saint Édouard le Confesseur (1003-1066) ; aux théologiens et spirituels

Notes bibliographiques

Matre Eckard, Jean Duns Scott, Ebendorfer, l'adversaire des Hussites au concile de Bâle, *Jean Eck*, l'adversaire de Luther, *André Duval*, le directeur de conscience de M^{me} Acarie, qui entra en conflit avec Berulle pour la direction spirituelle des premiers Carmels créés en France, *Jean Duvergier de Hauranne* dont la splendide notice de vingt-quatre colonnes a naturellement été confiée à Jean Orcibal; aux Bollandistes *J. B. de Sollier* (1689-1748), *Hippolyte Delehaye*, *Charles de Smelt*. Parmi les évêques, nous trouvons entre autres *Ebroin* qui fut maire du palais des rois mérovingiens, mort en 680, *Guillaume Durant le Spéculateur* (à cause de son traité *Speculum judiciale*), évêque de Mende (1231-1296), *Mgr Dupanloup*, dont la longue et intéressante notice par le chanoine Aubert retrace la vie combative, analyse minutieusement les nombreux écrits et essaye, dans une conclusion nuancée et objective, de tracer la physionomie, le caractère et de définir la nature de son libéralisme, *Mgr Dupont des Loges*, l'évêque protestataire de Metz, *Mgr Dupuch*, le premier évêque d'Alger, célèbre par ses démêlés avec le maréchal Bugeaud et que ses dettes obligèrent à s'enfuir en Espagne pour éviter une arrestation réclamée par ses créanciers, *Mgr Duvoisin*, évêque de Nantes, théologien de Napoléon I^{er}, pour qui la notice du chanoine Leflon est à juste titre sévère, *Guillaume de Vair*, évêque de Lisieux, plus connu pour ses œuvres littéraires que pour les quelques mois durant lesquels il fut garde des Sceaux en 1616, le cardinal *du Perron*, dont on sait le rôle important joué auprès de Henri IV, le cardinal *Duprat*, qui fut chancelier de François I^{er}, le cardinal *Durini*, légat en Pologne au moment où le pays fut partagé. La secte judéo-chrétienne des *Ébionites*, des laïcs comme le baron d'*Eckstein* qui contribua à faire connaître en France pendant la monarchie constitutionnelle les thèmes principaux de la philosophie allemande, le « saint homme de Tours » *Léon Dupont* (1793-1876); enfin *Ph. du Plessis-Mornay* « le pape du protestantisme français » ne sont pas non plus oubliés.

— Le fascicule L (*Colbas-Constantin*) du *Dictionnaire de biographie française*, publié sous la direction de *ROMAN D'AMAT* (Paris, Letouzey et Ané, 1960, col. 257 à 512), réunit de nombreuses notices sur les familles *Collet* (imprimeurs à Troyes du xvi^e au xviii^e siècle), *Colombe* (sculpteurs du xv^e siècle), *de Comminges*, *de Conflans*, *de Coninck*, *Constantin*, *Condé* (dont dix-huit princes et princesses sont signalés et, au premier rang, Louis I^{er}, le premier prince de Condé, le vainqueur de Rocroi), sur de nombreux homonymes : 15 *Collignon*, 28 *Collin* dont *Collin d'Harleville*, l'auteur dramatique dont *l'Inconstant* fut représenté avec un vif succès en 1786, 19 *Combes* dont *Émile Combes* l'homme d'État de la Troisième République, de nombreux *Constans* parmi lesquels le ministre de l'Intérieur qui fut l'adversaire à poigne du boulangisme, les *Constant* dont *Benjamin Constant*, 17 *Colomb* parmi lesquels *Christophe* le père du *Sapeur Camembert* ! Apparaissent aussi *Colloot d'Herbois* dont le rôle principalement au 9 Thermidor n'est pas nettement mis en lumière, *Condorcet* et sa femme la marquise de *Condorcet*, l'abbé *Combalot* le fougueux polémiste dont sont évoqués les démêlés avec un grand nombre de membres de l'épiscopat de son temps, *Philippe de Comines* le serviteur de la diplomatie de Louis XI et le docteur *Conneau* l'ami et confident de Napoléon III, *Concini* le maréchal d'Ancre, le philosophe *Auguste Comte*, l'écrivain *Conrart* qui fut le premier secrétaire perpétuel de l'Académie française, le théoricien socialiste *Victor Considérant* et *Pierre Comin* mort en 1958, secrétaire général de la S. F. I. O.

M. C.

— *Musée d'Ethnographie et de Préhistoire du Bardo*. Collections ethnographiques publiées sous la direction de L. BALOUT. Planches : *Album n° 1. Touareg Ahaggar*. Photographies de Marcel Bovis. Légendes de Marceau GAST (Délégation générale du Gouvernement d'Algérie. Sous-direction des Beaux-Arts. Paris, Arts et métiers graphiques, 1959, 77 pl.). — Un très bel album de 200 clichés consacré aux objets Touareg Ahaggar inaugure la publication des collections ethnographiques du Musée du Bardo. Comme le précédent consacré aux collections préhistoriques, il se recommande en premier lieu par l'excellence de la présentation, l'agrément de la mise en pages, la perfection des photographies en noir et en couleurs dues au talent de Marcel Bovis. Marceau Gast a rédigé les légendes qui donnent une description précise des objets figurés, mais aussi en commentent l'usage, l'aire de répartition, la dénomination, avec de fréquentes citations du précieux *Dictionnaire touareg-français* du Père Ch. de Foucauld. Les objets se groupent sous les rubriques des armes, vêtements, coiffures, harnachement du chameau, objets de bois et vannerie, objets de métal, bijoux, jouets, instruments de musique, témoignages simples d'un genre de vie en voie de disparition, animés et enrichis au hasard des planches par le bariolage des couleurs vives. Une liste des caractères tiffinar complète ce bel ouvrage, où les ethnographes trouveront d'utiles documents.

— Jacques BRIARD. *L'Age du Bronze* (Presses Universitaires de France, 1959, 127 p. ; prix : 2,50 NF) (Coll. « Que sais-je ? »). — Dans le format et l'esprit qui président à la rédaction habituelle des petits volumes de la collection *Que sais-je ?*, l'excellent livre que J. Briard consacre à l'Age du Bronze rendra les plus grands services au public cultivé mais sans doute aussi au spécialiste. L'auteur, qui restreint son sujet à l'Europe, traite d'abord de l'Age du Bronze égéen, puis des civilisations européennes du Bronze ancien, moyen et final, dans leurs centres régionaux, zones nordique, centrale, atlantique, méditerranéenne. Une présentation aisée et un style agréable contribuent à rendre maniable et clair ce petit ouvrage parfaitement documenté, où les grands problèmes de chronologie et d'influences sont abordés avec simplicité. La vie, trop souvent peu connue, de l'Europe à l'Age du Bronze est évoquée au fil des pages et pour comprendre leur résonance et leur portée il n'est que de citer la conclusion de J. Briard : « Si les grands empires orientaux et même le monde égéen brillent par leurs productions raffinées et leur mode de vie « civilisé », le monde « barbare » par les progrès qu'il fait effectuer à la métallurgie aussi bien que par ses manifestations artistiques, ses croyances et ses modes de vie n'en demeure pas moins un élément majeur à l'origine de notre monde moderne et nous ne saurions oublier que nous sommes en grande partie les descendants de ces tribus de l'Age du Bronze qui, il y a quelque 3 à 4 000 ans, peuplaient l'Europe. »

— Jean MALHOMME. *Corpus des gravures rupestres du Grand Atlas* (1^{re} partie). Préface de l'abbé BREUIL (Rabat, Publications du Service des Antiquités du Maroc, fasc. 13, 1959, in-4°, 165 p., 458 fig., 4 pl.). — Les gravures rupestres publiées ici par J. Malhomme sont cantonnées dans le Grand Atlas, au sud et à l'est de Marrakech, entre 2 200 et 2 700 mètres d'altitude, dans l'Oukaimeden et le Yagour, lieux actuels mais certainement très anciens de transhumance, et au Tizi n' Tirlit, col plus éloigné. Exécutées sur des grès, toujours en plein air, elles sont sou-

Notes bibliographiques

vent sporadiques, mais forment quelquefois des ensembles assez importants. Le texte indique leur localisation exacte, les légendes la technique du trait et sa patine. L'auteur ne propose aucune datation pour ces figures qui appartiennent sans doute à des périodes diverses. Malgré la répétition de certains sujets favoris, poignards à manche coudé, hallebardes, cercles-disques sans doute solaires, signes géométriques, il semble s'esquisser un groupement local pour les figurations animales nombreuses et relativement variées à Fifi Gaguine, alors qu'elles sont rares ailleurs. Nulle part les personnages, peu fréquents, simplifiés et grotesques, ne sont associés à des chars ou des charrues comme c'est le cas dans les Alpes au mont Bégo, rapporté quant à lui à l'Age du Bronze.

— *Ethnographisch-Archaeologische Forschungen*, 6 (Berlin, Verlag der Wissenschaften, 1959, 192 p.). — Ce recueil, publié sous la direction de K. H. Otto, groupe une série d'articles illustrés, accompagnés de bibliographies. Nous en donnons ici la liste. Paul Ehrenberg traite de la domestication du cheval dans la période proto-historique et gréco-romaine ; W. Hensel de l'origine de l'État polonais ; J. Lüttschwager de l'utilisation des os du gibier et des animaux domestiques dans le Néolithique ; G. Markow des Turkmènes du Nord ; D. M. Pippidi du soi-disant temple d'Aphrodite à Istros ; Z. Rajewski des stations ouvertes et fortifiées appartenant à la culture de Lausitz à Biskupin ; U. Schlenther-Lüttschwager de la répartition de quelques éléments culturels précolombiens en Amérique (1^{re} partie) ; D. Zontschew des instruments aratoires romains dans le sud de la Bulgarie ; G. Guhr des relations de parenté des Banaro (Nouvelle-Guinée). Ces publications sont en langue allemande.

D. DE SONNEVILLE-BORDES.

— S. M. PUGLISI. *La civiltà appenninica, origine delle comunità pastorali in Italia* (Florence, Sansoni, 1959, in-4°, 115 p., 22 pl., index) (Coll. « Origines, Studi e materiali pubblicati a cura dell'Istituto Italiano di Preistoria e Protostoria »). — Dans la deuxième moitié du II^e millénaire avant J.-C. s'élabore le long de la dorsale apenninienne une culture particulière dont l'auteur définit d'abord l'*ambiance biogéographique*. Il énumère les stations, distinguant trois groupes en correspondance avec les cols les plus bas. Les gisements sont discontinus, mais l'aire de diffusion est très vaste, sur les deux versants de l'Apennin : en effet, la géographie permettait, à partir des côtes, de rejoindre rapidement la montagne le long des vallées, répondant aux exigences fondamentales du nomadisme pastoral. Étudiant ensuite les *bases culturelles*, l'auteur formule une hypothèse sur la naissance de ce type d'économie : l'apparition du métal améliorant l'armement, devant la raréfaction du gibier, les chasseurs-guerriers se seraient transformés en commerçants pillards, razzieurs de troupeaux, puis, avec la stabilisation d'une économie autonome, auraient perdu leur caractère belliqueux. La répartition des sépultures prouve qu'ils n'eurent pas de résidence fixe : ils se déplaçaient en marge des grandes cultures agricoles. Les vestiges de la faune et les débris d'ustensiles qui nous sont parvenus (fourneaux, vases pour l'élaboration des produits laitiers) livrent d'intéressants documents sur cette *économie pastorale*. Cette civilisation a adopté un type de tombes à tumulus circulaire de tradition dolménique propre à l'Occident méditerranéen, mais avec des influences mycéniennes répandues par le trafic maritime. L'eau, et surtout les eaux salées très appréciées du bétail, a représenté pour

ce peuple une exigence vitale, mais on ne peut parler d'un culte spécial des eaux. L'auteur donne ici une interprétation matérialiste ingénieuse des vases miniatures où l'on voyait jusqu'ici soit des offrandes à une divinité, soit des jouets d'enfants : ils auraient servi à abriter des substances précieuses pour des pasteurs, comme la présure.

Certains habitats ont été fréquentés périodiquement, d'autres paraissent stables dans l'Émilie du Sud-Est : on devait, de là, gagner périodiquement l'Apennin. L'étude de la céramique ornée, dont les techniques et la décoration sont multiples dans la zone centrale, permet de distinguer une évolution et plusieurs cercles culturels. En particulier les stations du nord, en contact avec la plaine du Pô, ont favorisé la diffusion, au sein de la civilisation apenninienne tardive, d'éléments de la culture terramaricole (céramique à sillons et anses multiples). Vers la fin du II^e millénaire en effet, les conditions climatiques devenant défavorables, certains terramaricoles auraient émigré vers l'Apennin, faisant se développer dans les habitats stables de la montagne une économie agricole annexe, qui annonce l'apparition du facies subapenninien en rapport avec la diffusion des champs d'urnes en Italie du Centre et du Sud, dont les Apenniniens auraient été les intermédiaires. De même la civilisation picénienne serait un développement régional d'éléments subapenniniens protovillanoviens tournés vers l'économie agraire.

Pour comprendre le facies subapenninien et l'hybridation de l'économie, il faut, en effet, établir une chronologie différenciée en tenant compte de la géographie et ne pas croire que les différentes phases d'une culture se retrouvent partout identiques. Le facies apenninien à céramique ornée connaît dans le sud (les Iles) son acmé (datée par les objets mycéniens) entre la fin du XIV^e et le début du XIII^e siècle. La phase subapenninienne apparaît tôt dans les Marches et dans le sud-est de l'Émilie. Dans le centre, elle se manifeste plus tard, mais dure plus longtemps, peut-être jusqu'au VI^e siècle av. J.-C., puis les horizons culturels se restreignent : concentration au centre du domaine, fragmentation au sud.

Le livre se termine par l'examen de deux graves questions : celle de l'*indo-européanisation de l'Italie* d'abord : quelques groupes¹ auraient introduit les nouveaux dialectes qu'auraient diffusés les Apenniniens grâce à leur structure sociale patriarcale et autoritaire. Il est frappant, en effet, de constater que les aires centro-méridionales de la péninsule où est répandue la civilisation des pasteurs correspondent à l'extension des idiomes indo-européens de plus sûre attribution. L'autre problème est celui des *origines de Rome* : les Italiques subapenniniens, qui seraient les *gentes* correspondant aux diverses communautés pastorales groupées en associations fédératives, auraient gardé le caractère dynamique de l'originelle économie nomade. Les *verba sacra* conserveraient le souvenir des migrations vers les pâturages d'été. Ainsi auraient pénétré dans le Latium des groupes de provenance italico-orientale s'identifiant avec la composante sabine de la synthèse romaine, ce qui expliquerait une stratification sociale (plèbe et organisation gentilice de type aristocratique). Mais ici nous abordons le terrain plus solide où la protohistoire devient histoire et le livre se clôt sur ces perspectives nouvelles de recherche.

1. Les premiers éléments auraient été apportés par des groupes de guerriers néolithiques originaires de la sphère égéo-anatolienne.

Notes bibliographiques

La part d'hypothèse et d'a priori est grande dans cet ouvrage — est-il sûr que l'économie pastorale représente « un affranchissement de la limitation des cycles agraires »? —, les éléments de statistique sont peut-être encore insuffisants : dans certains cas il semble que l'on s'appuie sur quelques trouvailles isolées pour conclure à de vastes migrations. Ce qui est dit du sens de l'indoeuropéanisation prête à discussion : on avait parlé du nord de l'Adriatique ; il est question maintenant du sud et même de l'ouest. Avec les théories sur l'involution des autochtones, il semble que l'on ait épuisé toutes les possibilités ! Voilà qui fait trop penser à un pur jeu de l'esprit : trop souvent les hypothèses nouvelles se contentent de retourner celles qui les ont précédées. Mais ne reprochons pas au très savant directeur de la section préhistorique du Musée Pigorini d'avoir vu grand, malgré le compartimentage géographique de l'Italie, rapprochant ainsi la préhistoire de l'histoire, d'avoir insisté sur les problèmes humains, d'avoir fait converger diverses disciplines : archéologie, étude du milieu, histoire des religions, linguistique, ethnographie, d'avoir renoncé aux typologies figées en faveur d'une interprétation dynamique qui ne se réduit pas à une évolution unilinéaire, d'avoir abstrait le phénomène linguistique d'un équivalent anthropologique ou racial et, même, plus généralement culturel. Belle invitation à la discussion et à la recherche !

R. CHEVALLIER.

— Giuseppe CARACI. *Italiani e catalani nella primitiva cartografia nautica medievale* (Roma, Istituto di scienze geografiche e cartografiche, s. d., in-8° (24 × 17), 397 p., fig., 3 pl. h. t.) (Universi degli studi di Roma Istituto di scienze geografiche e cartografiche, Memorie geografiche, vol. V, série III, vol. I). — Cet ouvrage est essentiellement consacré à l'étude de trois cartes sur vélin de la Méditerranée : la première, signée Angelinus de Dalorto datée de 1325, est conservée à Florence, (Archivio del Principe Corsini). La seconde, signée Angelino Dulcert, datée de Majorque 1339, appartient aux collections de la Bibliothèque nationale [Ge. C. 696]. La troisième, anonyme et non datée, se trouve au British Museum (Add Ms. 25691).

Pendant quatre cents pages M. Caraci s'emploie à réfuter la thèse de H. Winter et veut prouver que ces documents, qu'il attribue au même auteur, appartiennent à l'école génoise et non à l'école catalane. Celle-ci n'aurait débuté qu'en 1375 avec l'atlas de Cresque (Bibl. nat., mas. espagnols, 30). Ce n'est pas l'opinion de MM. J. Rey Pastor et E. Garcia Camarero qui, dans leur étude *Cartografia mallorquina* parue à Madrid en 1960, considèrent les trois cartes Dalorto-Dulcert comme catalanes. M. Caraci aura ainsi l'occasion d'ouvrir une nouvelle polémique.

— *The journals of Captain James Cook on his voyages of discovery. I : The voyage of the Endeavour 1768-1771*, edited by J. C. BEAGLEHOLE (Cambridge, Hakluyt Society, 1955, in-8° (24 × 17), cclxxxiv-684 p., fig., frontispice en couleur, 35 pl. h. t., cartes et photos). Accompagné de : *Charts and views drawn by Cook and his officers...*, edited by R. A. SKELTON (in-fol. (38 × 24), portefeuille contenant 58 planches). — Il appartenait à un Néo-Zélandais de donner la première édition intégrale et critique des journaux des voyages de Cook et à l'Hakluyt Society d'en assurer la publication. Ce premier volume permet de juger de l'exceptionnelle qualité de l'ouvrage. M. Beaglehole a fait là œuvre de grand historien et on ne saurait trop louer l'érudition aussi étendue que sûre et la conscience intelligente

Moyen-Orient ancien

avec lesquelles il présente les écrits du grand explorateur. Une introduction générale (100 p.) résume l'histoire de la découverte du Pacifique. Une introduction au premier voyage (150 pages) fait connaître le navigateur et le bateau l'*Endeavour*, sur lequel il s'embarqua le 26 août 1768, relate brièvement les étapes du voyage qui se termina le 13 juillet 1771 après la circumnavigation de la Nouvelle-Zélande. Une note sur l'histoire de la Polynésie (20 p.), une étude critique des manuscrits, des cartes et des dessins (78 p.), le texte des instructions précèdent le journal lui-même dont de très nombreuses notes viennent enrichir la lecture. En appendice, sont données les lettres et les rapports de Cook concernant son premier voyage, des extraits qui éclairent ses relations avec la Royal Society, différentes variantes du texte, des passages d'autres récits du même voyage, la liste des membres de l'expédition, celle des documents officiels concernant ce voyage et des coupures de presse. Un index des matières très complet facilite les recherches. Le recueil des cartes et des dessins de Cook contient des reproductions qui se rapportent aux trois voyages. La présentation matérielle de l'ouvrage est digne en tous points de son appareil scientifique.

— Frank DEBENHAM. *Antarctica, the story of a continent* (London, Herbert Jenkins, 1959, in-8° (22 × 14), 264 p., fig., 12 pl., photos hors texte, carte sur les gardes). — Ayant participé comme géologue à la deuxième expédition Scott, directeur du Scott Polar Research Institute de Cambridge, le professeur Debenham parle de l'Antarctique comme d'une région qui lui est familière. Si la deuxième partie de son livre décrit le « Continent blanc », les conditions de vie que les hommes y trouvent et leurs prétentions politiques, la première partie (123 p.) présente un résumé très vivant de l'histoire de la découverte.

— L.-P. KIRWAN. *The white road, a survey of Polar exploration* (London, Hollis and Carter, 1959, in-8° (12 × 14), x-374 p., fig., pl., photos et 1 carte hors texte).

— Cette histoire de la découverte de l'Arctique et de l'Antarctique commence trois cents ans avant notre ère avec l'expédition de Pytheas et s'achève en 1959, année géophysique internationale. Par la place qu'il occupe à la Royal Geographical Society et au Scott Polar Research Institute, M. Kirwan était tout indiqué pour l'écrire. Tous ceux dont l'attention est maintenant si souvent attirée vers les régions polaires lui sauront gré de faire connaître d'aussi agréable façon les explorations qui s'y sont succédé.

M. FONCIN.

Moyen-Orient ancien

Marguerite RUTTEN. *La science des Chaldéens* (Paris, Presses Universitaires de France, 1960, in-8°, 128 p. ; prix : 2,50 NF) (« Que sais-je? », n° 893). — La Mésopotamie, qui fut si peu comprise par le génie grec, ne laissa dans le monde que le souvenir, souvent terrifiant, de ses Chaldéens, à la fois savants et magiciens. La Mésopotamie avait une grandeur tout autre comme l'ont montré les fouilles et comme l'expose fort bien cet ouvrage. Elle a connu une civilisation qui, pour être différente et presque à l'opposé de la nôtre, offre à l'historien des comparaisons utiles.

Écriture, formation des élites, croyances, lutte contre le destin conçu comme

Notes bibliographiques

une donnée omnipotente, lutte contre la nature qui demeure toujours indéchiffrable et mauvaise, sont rapidement mais clairement expliquées par l'auteur qui a eu le souci constant de ne pas dérouter le lecteur non spécialiste. Dans ce monde où l'homme lutte collectivement et anonymement contre des forces qui lui sont inconnues et auxquelles il oppose d'autres forces, religieuses et magiques, les sciences ne pouvaient qu'être au service de ce combat. C'est en tenant compte de ce fait essentiel qu'il faut étudier le calendrier, l'astrologie où entre beaucoup d'astronomie, la symbolique et le mystère des nombres d'où se dégagent les mathématiques. C'est surtout dans le calcul algébrique, domaine presque fermé aux Grecs, que les savants mésopotamiens excellèrent, poussant jusqu'à la résolution de l'équation quadratique. L'ouvrage de M^{lle} Rutten est en définitive une bonne introduction à la science mésopotamienne.

— Henri LIMET. *Le travail du métal au pays de Sumer au temps de la III^e dynastie d'Ur* (Paris, Les Belles-Lettres, 1960, in-4°, 313 p. ; prix : 18 NF). — L'auteur cherche à préciser l'état de l'industrie du métal en Mésopotamie vers l'an 2000 avant notre ère. Ouvrage bien fait, bien documenté, solide et correct, rempli de problèmes certes non résolus, mais qui ne pouvaient l'être ; qu'ils soient posés est déjà excellent. La liste des objets en métal comporte plus de 160 numéros (p. 148-236) : ce n'est en certains endroits qu'une série de mots laissés sans traduction ; mais l'auteur a, autant qu'il l'a pu, indiqué les éléments d'appréciation que fournissent les textes : poids, matière, usage. Dans l'état actuel de nos connaissances — à peu près nulles sur ce sujet — l'ouvrage de H. Limet est précieux malgré ses limites étroites dans le temps : à peine un siècle. Pour être juste, il faut dire que de fréquentes incursions (presque toujours fructueuses) sont lancées dans les périodes voisines, et le seul reproche que l'on peut adresser à l'auteur est justement de n'avoir pas fait de ces recherches occasionnelles sa règle générale de travail. L'étude y est gagnée en résultats pratiques.

Le métal le plus employé dans cette Mésopotamie qui n'a aucun minerai est le cuivre. Il provient de terres lointaines que les Mésopotamiens atteignaient après une longue navigation sur le golfe Persique et au delà. Mais c'est en Mésopotamie même qu'ils fabriquaient leur bronze avec de l'étain dont la provenance est mal assurée ; la logique veut, puisque le bronze d'étain était fait en Mésopotamie, que l'étain soit arrivé d'un horizon plus ou moins opposé à celui d'où venait le cuivre, donc du nord-ouest (p. 99). Dès — 2400, le bronze était fabriqué dans la proportion d'une quantité d'étain pour six de cuivre ; pendant des millénaires ce taux a été le plus usuel. L'auteur a remarquablement déchiffré les documents artistiques demeurés jusqu'ici obscurs, et c'est là certainement le plus bel apport de l'ouvrage. Ce bronze à 1 : 7 comme l'appellent les textes, qui sont confirmés sur ce point par les trouvailles archéologiques, n'était toutefois pas le seul connu ; les textes mentionnent du bronze à 1 : 10 (une partie d'étain pour dix de cuivre), et, en sens contraire, du bronze à 1 : 6. Ceci nous montre que dès le milieu du III^e millénaire les métallurgistes mésopotamiens connaissaient la pratique, sinon la théorie, de l'alliage, c'est-à-dire savaient faire varier les proportions suivant la qualité désirée du métal et la destination de l'objet.

En résumé, nous avons là, concernant la métallurgie, un excellent manuel pour une période réduite de l'histoire de l'ancien Orient. Maurice LAMBERT.

■ Grèce ancienne

Willy ZACHETZSCHMANN, *PROMÉTHÉE, Histoire illustrée de la civilisation grecque et romaine*. Traduit de l'allemand par Simone WALLON (Paris, Presses Universitaires de France, 1960, 1 vol. in-4°, 304 p., 508 ill. ; prix : 25 NF). — Le bel et savant ouvrage de M. Zschietzschmann nous apporte quantité d'informations et de commentaires et une illustration copieuse et très instructive concernant l'ensemble des aspects de la civilisation grecque et romaine (religion, théâtre, arts, vie intellectuelle et pédagogique, activité politique et militaire, vie privée et familiale, formes diverses de la production et des échanges, costumes, distractions de tout ordre, grandes étapes de l'existence humaine, etc.) ; un index fort diligemment établi facilitera la consultation de ce précieux volume, fruit d'un goût et d'un labeur exemplaires.

Que l'on nous permette ici quelques menues chicanes, n'affectant en rien, d'ailleurs, les thèmes dominants du livre. P. ix : la civilisation de l'Antiquité était, assurément, comme le dit l'auteur, « pénétrée de religion » ; mais n'est-il pas excessif d'affirmer que « les dieux gouvernaient à tout moment la vie des Grecs et celle des Romains » ? — P. xiv-xv : les indications fournies sur les frontons et la frise du Parthéon, sur les Caryatides de l'Erechtheion et sur le temple d'Athéna Nikè — inexactement daté de la « fin de l'époque classique » (p. 31) — sont un peu sommaires. — P. xxx : les stratèges n'ont pas toujours figuré parmi les « dirigeants politiques » ni parmi les « généraux en chef » d'Athènes, et leurs fonctions n'ont pas été strictement militaires. — P. xxxiv : « Ce n'est que sous les rois macédoniens, et surtout sous le règne d'Alexandre le Grand », écrit l'auteur, « que la cavalerie prit de l'importance » ; en réalité, la cavalerie de certains peuples grecs avait parfois joué un rôle fort notable dès avant l'époque macédonienne (par exemple, la cavalerie béotienne en 479 et en 424 : cf. P. Cloché, *Thèbes de Béotie*, p. 44-45, 83-84, etc.), et elle devait en plus d'une circonstance fournir un précieux appoint à celle de Philippe et d'Alexandre (cf. P. Cloché, *Un fondateur d'empire : Philippe II, roi de Macédoine*, p. 87, 167 ; *Alexandre le Grand*, p. 14, etc.). — P. xxxviii : l'ostracisme n'était pas précisément un « bannissement », comme le qualifie M. Zschietzschmann, mais un simple éloignement temporaire (dix années au maximum) et qui laissait à l'intéressé d'importants avantages (notamment la libre disposition de ses biens). — P. xlvi : ce n'est pas seulement quand le régime démocratique d'Athènes fut à son « apogée », comme le dit l'auteur, que les artisans reçurent « le droit de faire partie de l'assemblée du peuple », mais dès l'époque de Solon ; près de deux siècles, il est vrai, devaient encore s'écouler avant l'institution d'une indemnité favorisant l'assistance des citoyens pauvres à l'Ecclèsia. — P. xlvi-xlviii : il est permis de regretter le défaut total, ou presque total, d'indications sur le trafic naval de l'ancienne Grèce. En revanche, il faut louer l'auteur d'avoir donné une large place à la production monétaire et aux occupations rurales (fig. 199-202, 205-208).

— James H. OLIVER. *Demokratia, The Gods, and the Free World* (Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1960, 1 vol. in-8°, x-142 p., 4 pl. h. t. ; prix : \$ 5,10).
— Après avoir rappelé le caractère foncièrement religieux de la royauté homé-

Notes bibliographiques

rique, investie de son autorité par Zeus, l'auteur de cette pénétrante étude montre les dieux cessant de protéger la monarchie déclinante pour devenir les protecteurs des libres communautés civiques : les *théoi basileioi* sont désormais qualifiés de *théoi eleuthérioi* : c'est que, fortement enracinée dans la religion, comme la vieille royauté, toute organisation d'une communauté civique avait besoin d'un puissant aiguillon religieux. Même au cours du v^e siècle, à l'époque des sophistes, et depuis, la démocratie athénienne gardera d'étroits contacts avec la religion ; on verra ainsi fleurir en Attique le culte d'Aphrodite et des Grâces, exprimant un idéal de mansuétude et de libéralisme bien conforme au renom de « philanthropie » dont jouissaient les Athéniens : la statue d'Aphrodite s'élèvera dans un sanctuaire spécial, où le culte « du Dèmos et des Grâces » connaîtra une longue histoire. Plusieurs sanctuaires communs à tous les Grecs, enfin, honoreront des « dieux helléniques », protecteurs de l'ensemble du « monde libre » soit contre certaines ambitions individuelles, soit contre les agresseurs de l'Hellade (Xerxès, par exemple) ; le culte de Nikè (la Victoire) répondra aux aspirations des communautés civiques, si ardemment éprises d'indépendance : elle sera « la Nikè du monde libre », de ce monde qui prendra fin à Chéronée, comme les Grecs l'ont généralement pensé. Les Athéniens, du reste, refuseront toute réconciliation avec les vainqueurs ; mais en 307, la « libération » d'Athènes par Démétrios les incitera à gratifier ce dernier et son père Antigone des honneurs divins ; ces deux princes seront associés de la sorte aux *théoi eleuthérioi* traditionnels ; enfin, la Nikè ailée qu'en 306 la Poliorcète fera ériger pour célébrer sa victoire sur le Lagide symbolisera, elle aussi, la lutte du « monde libre » contre ses ennemis, trop fidèles imitateurs de la politique oppressive de Philippe et d'Alexandre. — Une bonne bibliographie et un index analytique très diligemment dressé faciliteront la consultation de l'ingénieux et utile ouvrage de M. Oliver.

— 'Επιστημονική έπικριτική της φιλοσοφικής σχολής του πανπιστημίου 'Αθηνών (direction Georges ZORAS), 2^e série, t. X (Athènes, 1959-1960, 1 vol. in-4°, 604 p.).

— Dans le dixième tome de la seconde série de son annuaire scientifique, la Faculté de philosophie de l'Université d'Athènes publie de nombreux articles d'égale importance : nous nous bornerons à mentionner ceux d'entre eux qui nous ont paru les plus dignes de retenir l'attention des historiens. C'est d'abord une remarquable étude de M. Daskalakis sur la déification d'Alexandre : étude fort méticuleuse, solidement appuyée sur les textes trop rares, et dans laquelle les grandes étapes de la carrière du jeune roi sont parfaitement indiquées. Nombre de travaux modernes ont été utilement consultés ; nous ferons observer, toutefois, qu'il eût fallu signaler (p. 37) dans sa deuxième édition l'excellente contribution apportée par le regretté P. Roussel au tome II de *Peuples et civilisations* et rappeler (p. 40) les inexactitudes et les lacunes de l'estimable thèse de G. Mathieu sur la politique d'Isocrate. — Moins copieux, mais non moins intéressant, est l'examen consacré par M. Papastavru à Perdikkas II, successeur du prince sur lequel M. Daskalakis avait publié dans le tome précédent un très substantiel article ; M. Papastavru met en bonne lumière l'intérêt du règne de Perdikkas II, dont l'activité a préparé dans une appréciable mesure les succès du grand fondateur de la puissance macédonienne. Nous n'en regrettons que d'autant plus vivement de n'avoir pas connu cette étude quand, en 1959, nous avons composé une histoire de la Macédoine

jusqu'à l'avènement d'Alexandre. — Signalons enfin l'article très fouillé et minutieux où l'éminent archéologue Mylonas revient sur le problème — qui n'est, dit-il, ni nouveau ni simple — de la date de la chute de Troie, date touchant laquelle aucune des diverses solutions proposées par les modernes (l'écart entre les solutions extrêmes atteint un peu plus de deux siècles) n'est rigoureusement assurée.

— Major-général J. F. C. FULLER. *The Generalship of Alexander the Great* (Londres, Eyre and Spottiswoode, 1958, 1 vol. in-8°, 226 p., 35 ill., dont 21 cartes et diagrammes ; prix : \$ 7,50). — Auteur de nombreux et sérieux ouvrages d'histoire militaire, M. Fuller étudie et apprécie sous ce titre les campagnes et les talents stratégiques d'Alexandre. Dans la deuxième partie du livre, de beaucoup la plus importante et la plus neuve, l'historien traite successivement des « grandes batailles » livrées par le jeune conquérant de l'Asie, des sièges qu'il a entrepris et menés à bien et des opérations de moindre envergure qu'il a dirigées ; il les analyse et les juge avec une précision singulière, en technicien dont l'expérience et la compétence sont indiscutables et dignes d'admiration. Les mêmes qualités distinguent les pages consacrées par M. Fuller aux principes généraux qui ont dicté la stratégie et la tactique du « génial » successeur de Philippe. Plus risquées, sans doute, mais encore intéressantes, sont les considérations par lesquelles se termine l'ouvrage sur le profit que les modernes auraient pu tirer d'une connaissance approfondie de la politique et des opérations macédoniennes.

En revanche, si la première partie du livre renferme nombre d'utiles indications sur l'organisation militaire de Philippe (p. 47-54), sur la personnalité — imparfaitement analysée, du reste — de son successeur et sur les divers théâtres de ses campagnes, ainsi qu'un bon résumé de ces dernières, mieux eût valu, selon nous, en éliminer, ou en réduire largement, les aperçus relatifs au déclin des États grecs pendant le IV^e siècle et l'exposé de la carrière de Philippe. C'est ainsi que la comparaison instituée entre certaines théories platoniciennes et « un mélange des idées de Calvin, Robespierre, Marx et Lénine » (p. 19) pourra sembler au moins fort étrange. L'absence de toute allusion à la formation, aux succès et au libéralisme relativement durable de la deuxième confédération athénienne (p. 22) est des plus regrettables, et il est excessif de montrer les Thébains obtenant « l'hégémonie de la Grèce » (p. 23). — Un bref rappel de l'œuvre accomplie par les prédécesseurs de Perdicas III et de Philippe n'eût pas été inutile. — La date assignée à l'avènement de Perdicas III (p. 23) paraît inexacte. — Les capacités et les desseins du père d'Alexandre sont l'objet d'appréciations fort insuffisantes ou exagérées (p. 24 : voir notre ouvrage, *Un fondateur d'empire : Philippe II, roi de Macédoine*, chapitre premier). — La chronologie adoptée par l'auteur dans son récit de la troisième guerre sacrée (p. 28-29) est au moins contestable (cf. P. Cloché, même ouvrage, p. 78). — Le jugement porté sur Démosthène (p. 29) est dépourvu de nuances et d'équité. — L'analyse du *Philippe* d'Isocrate (p. 31-33) est bien sommaire (cf. P. Cloché, *Un fondateur d'empire*, chapitre v, p. 159-163). — Les insuccès diplomatiques et militaires subis par Philippe en 341-339 devaient être nettement soulignés (cf. P. Cloché, *Ibid.*, chapitres VIII et IX). — Même remarque touchant les rapports entre les victoires et progrès macédoniens de 338 et l'organisation de la ligue de Corinthe (cf. P. Cloché, *Ibid.*, p. 268-270, 273-274).

Notes bibliographiques

— Très insuffisantes, enfin, sont les indications relatives aux causes et débuts de l'expédition lancée par le Macédonien contre la Perse (p. 37-38) (cf. P. Cloché, *Un fondateur d'empire*, p. 274-280). Il serait d'ailleurs aisé de multiplier de telles observations : nous nous bornerons pour terminer à regretter que l'auteur, tout en faisant bon usage de plusieurs excellents travaux — ceux de Wilcken et de Tam, par exemple — n'ait pas joint à son ouvrage une bibliographie détaillée.

Paul CLOCHÉ.

■ L'Asie centrale et orientale

Ronald E. LATHAM. *The Travels of Marco Polo*. Traduction avec introduction, notes et index (Londres, The Penguin Classics, 1958, xxix + 351 p., 3 cartes ; prix : 3 s. 6 p. — Leonardo OLSCHKI. *Marco Polo's Asia*. An introduction to his « Description of the World » called « Il Milione », traduit de l'italien par John A. SCOTT (Berkeley, University of California Press, et Londres, Cambridge University Press, 1960, 459 p., 1 carte ; prix : \$ 10). — Cette traduction anglaise du livre de Marco Polo est basée sur l'édition de L. F. Benedetto (*Marco Polo, Il Milione*, Florence, 1928) et reproduit en les combinant le manuscrit de la Bibliothèque nationale du début du xiv^e siècle et le manuscrit latin de Tolède édité par A. C. Moule et P. Pelliot (*The Description of the World*, Londres, 1938). L'auteur a divisé son texte en neuf chapitres qui correspondent à chacune des grandes parties du livre de Marco Polo. L'ouvrage comprend une excellente introduction historique qui situe Marco Polo à cette époque privilégiée dans l'histoire des relations entre l'Orient et l'Occident où toute l'Asie s'ouvre aux voyageurs d'Europe, missionnaires et marchands, à la suite de la conquête mongole. Il est regrettable que nous n'ayons pas en France l'équivalent de ce petit livre bon marché et de bon aloi.

La version italienne du livre de L. Olschki est parue en 1957 chez G. G. Sansoni, à Florence. En dépit de l'abondance des notes et des références aux travaux relatifs au livre de Marco Polo, l'ouvrage s'adresse au grand public et n'a pas la densité qu'on peut attendre d'un ouvrage scientifique. L'auteur a voulu adopter ici un nouveau point de vue en considérant ce qui a retenu l'attention de Marco Polo au cours de ses voyages et ce qui l'a laissé indifférent, en faisant bien entendu la part de la transposition littéraire due à Rusticello de Pise. Il traite successivement des traditions relatives à l'Orient avant l'époque de Marco Polo et des précurseurs immédiats du voyageur vénitien, Jean de Plan Carpin et Guillaume de Rubruck principalement, du texte de la « Description du Monde » et de ses différentes versions, et enfin de l'itinéraire de Marco Polo, avant d'aborder les questions qui forment la partie centrale de l'ouvrage : aspects des civilisations orientales qui ont frappé Marco Polo, curiosités naturelles (faune, végétation, minéraux), questions politiques et religieuses. Il termine par l'histoire, la légende et la médecine dans l'œuvre de Marco Polo. Il n'y a donc pas de plan bien net dans l'ouvrage de M. Olschki, et c'est plutôt une suite d'exposés assez libres dont le ton est celui de la conversation. Une seule conclusion se dégage, mais elle n'est guère inattendue : c'est que Marco Polo est bien un homme de son époque et un homme d'Occident.

Jacques GRANET.

■ Japon et Chine

Publications du « Tōyō bunka kenkyūjo » (Institut d'étude de la civilisation orientale) de l'Université de Tōkyō : I) le Bulletin *Kiyō* (« Memoirs of the Institute for Oriental Culture »). — II) La revue *Tōyō bunka* (« Oriental Culture »).

I) Le volume XVI (décembre 1958) du Bulletin de l'« Institut d'étude de la civilisation orientale » de l'Université de Tōkyō se termine sur un article (*Some general remarks on attitudes in Asian studies, with special reference to Modern Japan*, 27 p.), en anglais, de son directeur, M. le professeur IZUKA Kōji, dont le nom est bien connu de nos orientalistes, historiens et géographes. Signe des temps, l'auteur s'attaque avec la compétence et la franchise qui sont les siennes à ce qu'il appelle l'« européanisation de l'histoire mondiale », c'est-à-dire à la conception dans laquelle l'Europe, arbitrairement placée au centre de l'Histoire universelle, sert de norme aux historiens, bref à l'erreur qui consiste à étudier et à expliquer les civilisations asiatiques par rapport au monde occidental moderne. Un premier jugement superficiel est, selon M. Iizuka, celui dans lequel l'immobilisme asiatique est opposé au dynamisme de l'Occident : en fait, accidentel et transitoire, cet immobilisme a été le plus souvent imposé de l'extérieur à l'Orient. Ce qu'on appelle l'« Asie », la « civilisation asiatique » constituant décidément des abstractions, on arrivera à une compréhension meilleure de la réalité indienne, chinoise ou japonaise si l'on se souvient que, par exemple, l'astrolabe iranien (1161) a été inventé avant celui de G. Hartmann de Nuremberg, dont un modèle fut utilisé par Vasco de Gama, ou si l'on songe qu'en 1511 les Portugais s'emparèrent à Malacca de pas moins de 3 000 armes à feu dont 200 canons en bronze. Dans l'Inde, l'immobilité a été le résultat de l'intrusion du capitalisme mercantile occidental ; et une remarque analogue vaut pour l'Indonésie. De même, on constatera qu'ici et là, et ailleurs encore, l'agriculture n'a pas formé la base unique de l'activité humaine, que l'autocratie paternaliste ne s'explique pas forcément par ce seul facteur, qui n'a au reste rien de spécifiquement oriental. La féodalité a disparu le plus tôt en Grande-Bretagne, ce phénomène étant allé de pair avec le développement du mercantilisme industriel. Il n'en reste pas moins que le capitalisme étranger a contribué à maintenir en existence les régimes antidémocratiques orientaux ; en tout cas, on ne saurait sérieusement prétendre, en s'inspirant de Max Weber, que les capitaux et les compagnies de commerce protestants aient favorisé l'émancipation des populations de l'Inde, de l'Indonésie, de la Chine. Le cas du Japon est « l'exception qui confirme la règle », écrit M. Iizuka qui connaît bien notre langue. Un problème actuel est celui de l'aide aux pays sous-développés : il est généralement mal posé ; pour l'être en termes de politique, l'Occident s'opposant en l'occurrence à l'U. R. S. S., et réciproquement. En réalité, le phénomène essentiel est le suivant : la première guerre mondiale a ébranlé dans ses fondements un type de civilisation, celui de l'Europe industrialisée ; la seconde, elle, ayant achevé de détruire le vieux monde occidental et asiatique, les peuples d'Asie ont appris qu'il leur fallait se libérer non plus seulement de toute ingérence étrangère, mais surtout de leurs « féodaux », des factions antidémocratiques indigènes. Aucun « Asiatique » n'envisage donc qu'une Chine communiste tolère une tutelle étran-

Notes bibliographiques

gère quelle qu'elle soit. Du côté occidental, c'est souvent à tort qu'on dénonce comme communiste quiconque, dans un pays sous-développé et récemment libéré, se dresse contre les abus sociaux, la discrimination raciale, les régimes rétrogrades.

Le nationalisme nippon d'avant la dernière guerre a été dirigé, par des intérêts privés, en vue d'assurer l'expansion impérialiste du pays ; il a jugulé l'opposition démocratique. La « révolution » de Meiji a été l'œuvre de féodaux, nullement celle d'une bourgeoisie intéressée à la destruction des privilèges. Des renseignements concrets que M. Iizuka fournit touchant le Japon actuel, nous retiendrons les deux suivants, faute desquels on ne saurait comprendre les mouvements qui se dessinent nettement dans la société japonaise actuelle : 37 % des travailleurs sont encore des travailleurs familiaux non salariés, et 37 % seulement des salariés, les ouvriers des grandes usines et entreprises étant les seuls à bénéficier d'un salaire régulier, meilleur que celui qu'ils recevaient dans l'industrie lourde d'avant 1945, et de certaines garanties.

Les trois articles en langue japonaise (p. 1 à 224) que contient ce même volume XVI sont consacrés respectivement à des objets exhumés à Hatra (une expédition envoyée par l'Université de Tôkyô a séjourné en Iraq et en Iran en 1956-1957), à l'Islam iranien modernisé selon les conceptions de Kasravi, enfin aux mouvements de population dans l'arrondissement de Chiyoda, au centre de Tôkyô.

Le volume XVII (mars 1959) retiendra l'attention de l'historien de la Chine : celui-ci y trouvera d'abord un article touchant le droit privé des T'ang et des Song (partage des biens, divorce, adoption, affranchissement des « esclaves » *nu* et *pei*) de M. Nirda Noboru, ensuite une étude de M. Hashimoto Sh. sur l'augmentation de la production agricole consécutive au premier Plan quinquennal du gouvernement de Pékin (travaux d'irrigation, mise en culture de terres nouvelles, outillage rénové, engrais, méthodes nouvelles de culture) : en 1957, moins de 3 % du sol cultivé était travaillé à l'aide de tracteurs ; mais le petit fermier avait complètement disparu, englobé qu'il avait été dans des collectivités d'importance variable. L'augmentation de la production agricole fut de 20 % au moins, en 1957, par rapport à 1952. Dans un troisième article (p. 83-254), M. Kubo Noritada (la transcription qui est portée au dos de la couverture donne, par erreur, la lecture *Tadanori*) reproduit, en les citant par ordre chronologique, tous les textes de source japonaise qu'il a pu glaner touchant les croyances à *Kôshin* ; la valeur de la documentation ainsi réunie, et qui va de 724 à 1840, n'échappera à aucun historien des idées et des croyances japonaises.

L'article par lequel s'ouvre le volume XVIII (mars 1959) de cette même collection savante est de M. Fukushima M. Il a trait à la réforme de la taxe foncière au Japon, en 1873. De son côté, M. Tsukishima K. publie les résultats d'une enquête qu'il a faite dans un village de la préfecture de Saitama. M. Yamazaki examine des actes de ventes de terrains, originaires du Bengale et remontant aux *v^e* et *vi^e* siècles. Le lecteur est ramené au Japon avec l'article de M. Ôno sur le village de pêcheurs de Futo (préfecture de Shizuoka).

Le volume XIX (décembre 1959), le dernier qui nous soit parvenu, débute par une étude de M. Sekino T. dont le sujet eût intéressé Marc Bloch : en bref, l'auteur veut rattacher les *pu* sapèques chinoises antiques du type « à deux jambes » (« *pu* fourchus ») et du type « à tranche concave » (*wan-tsou-pu*) respectivement à deux instruments aratoires de la Chine antique, à savoir la bêche *lei* et la houe *seu*. Celle-là, la bêche fourchue (?), aurait servi à travailler les sols durs, tels ceux

Belgique et Luxembourg

du Chan-si, celle-ci, des terres plus légères, comme on en rencontre au Ho-nan. L'araire chinois *li* aurait pour ancêtre le *lei*, et pour région d'origine le Chan-si. Dans le même volume, M. Noël Barnard expose, en anglais cette fois, le projet très utile qu'il a d'établir un *corpus* exhaustif des inscriptions chinoises anciennes (sur os, pierre et métaux). M. Kobori, membre de l'expédition de l'Université de Tôkyô en Iran et en Iraq, a tenté de retracer le développement de l'irrigation souterraine (canalisations *kanat*) dans cette partie de l'Asie, et en relation avec les systèmes d'irrigation des régions limitrophes.

II) Le numéro 26 (décembre 1958) de la revue *Tôyô bunka* est consacré à la Mésopotamie, à l'Iraq et à l'Iran (anthropologie, archéologie, poteries). Le numéro 27 (mars 1959) a pour objet les « communes » (*jen-min kong-che*) qui ont été récemment créées en Chine ; elles y sont étudiées tour à tour par quatre spécialistes nippons. Au début du numéro 28 (décembre 1959), on trouve de très intéressantes considérations, faites du point de vue des historiens japonais, de M. Iizuka K. (cf. ci-dessus, p. 257, l. 10) sur le « préjugé favorable à l'Occident » dans le domaine des études historiques. Les autres articles ont trait à l'Inde moderne.

HAGUENAUER.

■ Belgique et Luxembourg

Biographie nationale. T. XXX (fasc. 2 du Supplément, t. II) (Bruxelles, Bruylant, 1959, in-8°, 831 p., viii-22 p. de tables). — L'Académie royale de Belgique poursuit régulièrement la publication du Supplément de sa *Biographie nationale*. Le présent fascicule (lettres H à W, avec tables des XXIX^e et XXX^e volumes), comme le précédent, contient surtout des notices consacrées à des personnalités des XIX^e et XX^e siècles, et aussi des articles sur des personnages, comme la comtesse de Flandre Judith ou l'abbé Wibald de Stavelot, que les anciennes éditions avaient laissés de côté, peut-être parce qu'ils appartenaient plus à l'histoire européenne qu'à l'histoire proprement belge.

Les grandes figures de la guerre de 1914-1918, comme le général Leman, le bourgmestre Adolphe Max, le cardinal Mercier occupent une place de choix. Nous remarquerons spécialement le long article consacré à Henri Pirenne par M. F. L. Ganshof.

J. GODARD.

— A. SIMON. *Lettres de Pecci (1843-1846)* (Bruxelles, Institut historique belge de Rome, 1959, ix-279 p.). — Les lettres sont précédées d'une importante introduction d'une centaine de pages dans lesquelles sont retracées non seulement les vicissitudes de la politique religieuse en Belgique, mais aussi ses incidences sur l'évolution générale des partis ainsi que ses répercussions dans les pays voisins, en premier lieu en France où les années 1843-1844 furent marquées par une reprise de l'agitation catholique avec Montalembert. On y retrouve ainsi un reflet de toute l'activité du nonce qu'illustrent ses lettres, conférant avec les ministres, préoccupé des discussions autour de l'orthodoxie de l'enseignement donné à Louvain, surveillant les réfugiés politiques italiens en liaison avec la sûreté belge. Toute cette correspondance est d'autant plus révélatrice qu'on peut y voir l'amorce des préoccupations et des méthodes d'action du futur Léon XIII.

J. VIDALENC.

Notes bibliographiques

— LÉON WATILLON. *The Knights of Labor in Belgium*. Translated by Frederic MEYERS (Los Angeles, University of California, 1959, in-8°, 36 p.). — Cette plaquette est la troisième d'une série publiée par l'*Institute of Industrial Relations* de l'Université de Californie. Elle reproduit l'essentiel d'une thèse soutenue jadis par M. Watillon, devenu directeur général de la Sécurité sociale en Belgique, thèse qui fut utilisée par Léon Delsinne pour son livre, *Le mouvement syndical en Belgique* (1936). Le traducteur rappelle que M. Henry Pelling vient de relater l'histoire des Chevaliers du travail en Grande-Bretagne dans *The Economic History Review* de décembre 1956. Ce furent les ouvriers des verreries qui se tournèrent les premiers vers l'organisation américaine dans les années 1880 ; ils furent suivis par des mineurs, des métallurgistes et des gantiers. Robert SCHNERR.

— *Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*, X^e fasc. (Luxembourg, Imprimerie de la Cour Victor Buck, 1959, in-8°, 376 p., ill. h. t.). — Ce nouveau fascicule de la *Biographie nationale* comporte surtout deux importantes études de M. Robert Matagne sur la famille des Zievel, tout au moins sur la branche qui a joué un rôle dans l'histoire du Luxembourg. Les biographies consacrées par M. J. Mersch à l'écrivain Michel-François-Joseph Muller (1762-1848) et par M. A. Sprunck au gouverneur Willmar, qui, avant de représenter à Luxembourg le roi des Pays-Bas, avait été fonctionnaire impérial, permettent d'évoquer la fin de l'Ancien Régime, la période française et le début du XIX^e siècle.

Par ailleurs, M. Tribut de Morembert, archiviste de la ville de Metz, évoque la figure de Thilmann Vuas (de Bettembourg), qui fut évêque de cette ville au temps du Grand Schisme d'Occident. J. G.

■ Espagne

Hans MESSMER. *Hispania-idee und Gotenmythos* (Zurich, Fritz und Wasmuth Verlag, 1960, 141 p.) (Coll. *Geist und Werk der Zeiten*, Heft 5). — L'historiographie antique et médiévale a laissé deux images très différentes du peuple gothique. L'une, propre à la tradition espagnole, en exalte la grandeur ; l'autre, commune à tout le reste de l'Occident chrétien, fait des Goths le type même des « barbares », et a donné son sens péjoratif à l'adjectif « gothique ». M. Messmer s'est proposé de déceler les origines de cette différenciation en recourant directement aux sources anciennes. Sur la base d'une « mauvaise réputation », due spécialement au sac de Rome par les hordes d'Alaric I^{er}, deux interprétations opposées se développent à partir du VI^e siècle : celle qu'offre l'*Historia Gothorum* d'Isidore de Séville, animée d'un ardent patriotisme hispano-gothique, qui non seulement justifie la conduite des Goths dans l'Empire romain, mais efface même, autant qu'il est possible, la souillure dont les a marqués l'arianisme ; celle qui, émanée de Grégoire de Tours et ses continuateurs, reflète l'hostilité entre les dynasties wisigothiques et mérovingiennes, noircit encore le sombre tableau que les historiens anciens avaient laissé des Goths, et continue, même après la conversion de Recarède et de son peuple au catholicisme, à considérer avec défiance la chrétienté espagnole. Ainsi s'oppose au « mythe gothique » élaboré par Isidore de Séville

(dont l'*Historia Gothorum* resta inconnue des autres parties de l'Occident chrétien) une « légende noire » qui traversera tout le Moyen Age.

La documentation utilisée par l'auteur est très abondante, mais il faut regretter que les dimensions restreintes de son étude l'aient contraint à limiter excessivement les citations de textes sur lesquels s'appuie son argumentation, inconvénient auquel ne remédient que partiellement les multiples références données en note ; par ailleurs le plan adopté, qui étudie l'évolution de l'image traditionnelle des Goths jusqu'à la Renaissance pour revenir ensuite à Isidore de Séville et Grégoire de Tours, n'apparaît pas absolument logique : il semble que le plan inverse eût été plus démonstratif.

Marcelin DEFOURNEAUX.

— Royall TYLER. *L'empereur Charles Quint*, traduit de l'anglais (Paris, Plon, 1960, in-8°, 375 p.). — Il est assurément difficile d'écrire une biographie de Charles Quint, car il a régné sur tant de pays différents et a été mêlé à tant d'affaires qu'on court toujours le risque de rester superficiel. Néanmoins on peut dire que l'œuvre posthume de Royall Tyler, le savant éditeur du *Calendar of State papers* pour l'Espagne, dont la maison Plon nous donne une traduction française, est loin d'être une réussite. Renonçant au plan chronologique, qui est en définitive le plus simple, l'auteur n'est pas parvenu à mettre sur pied un plan systématique satisfaisant. Le manque d'équilibre entre les différents développements est sensible. Enfin, on relève quelques erreurs de traduction, qui diminuent la valeur de l'ouvrage.

H. LAPEYRE.

France

René MUSSET. *La Normandie* (Paris, 1960, 1 vol. in-16, 220 p., 15 fig.) (Coll. A. Colin, n° 345). — Province en quelque sorte symétrique de la Bretagne, la Normandie est l'objet de l'attention du même géographe. Point besoin d'insister sur cette bonne et saine géographie, qui n'ignore rien, comme il se doit, de la géologie ni de la climatologie, mais rien non plus des bases historiques, ce qui devient moins courant aujourd'hui. L'unité de l'ancien gouvernement militaire n'est due, ni comme le croient certains, à un fond ethnique commun d'envahisseurs vikings, ni à une unité administrative d'Ancien Régime, mais à tout un complexe de faits et d'institutions, dont la plus forte fut la coutume de Normandie. Mais R. Musset, pour autant, n'arrête pas l'histoire aux siècles révolus. Les destructions de la dernière guerre et leurs conséquences pèsent lourdement sur la physionomie actuelle du pays. En un volume réduit, R. Musset nous donne à la fois le fruit de ses réflexions sur les facteurs de la géographie normande et les dernières mises au point économiques, agricoles, industrielles, portuaires, touristiques (avec même quelques indications pratiques de sites à visiter) suivant un plan régional : pays au nord de la Seine, vallée de la Seine, partie centrale, dépression basse-normande, terrains anciens. Un appendice donne un aperçu des îles normandes. Ouvrage aussi bien à lire d'une traite qu'à consulter fréquemment.

André MEYNIER.

— Micheline BAULANT et Jean MEUVRET. *Prix des céréales extraits de la mercuriologie de Paris (1520-1698)*. T. I : 1520-1620 (Paris, S. E. V. P. E. N., 1960,

Notes bibliographiques

in-8°, 251 p.) (École pratique des Hautes-Études. Sixième section, série : Monnaie, prix, conjoncture). — Ce sont les Archives nationales qui ont fourni la matière de cette importante publication érudite. Quarante registres contiennent, en effet, les prix de la mercuriale de Paris pour une suite à peu près continue de 179 années, soit de 1520 à 1698. Cette bonne fortune était à exploiter. Voilà qui est fait. Par une large introduction nous sommes mis à même de comprendre ce qu'était l'institution de la mercuriale et la portée du travail accompli par les éditeurs ; de précieuses indications suivent concernant les mesures et les monnaies ; on nous indique enfin comment des cartes ont pu être dressées qui situent les localités d'où les grains provenaient (une remarque touchant la légende de ces cartes : il est déplaisant d'avoir à lire « approvisionnement en grains de Paris », comme si les grains étaient originaires de la capitale).

Les tableaux comportent d'abord les relevés mensuels du prix des céréales vendues aux Halles (pour le blé-froment, le seigle, l'orge et l'avoine), et cela à raison d'un prix mensuel. Ensuite figurent les prix d'années de crise : ainsi nous donne-t-on pour la disette de 1521-1522 douze pages de chiffres. Un dépliant porte des graphiques construits d'après les moyennes annuelles, calculées par année de récolte ; ce sont ces graphiques que le lecteur pressé consultera avec le plus de faveur : ils restituent d'une façon parlante les principales vicissitudes des prix pour l'ensemble du siècle considéré. Enfin, nous pouvons nous reporter à un tableau de la valeur-argent de la livre tournois puisque c'est en livres que les prix ont été évalués.

— J.-M. Maurice VIGNES. *Histoire des doctrines sur l'impôt en France. Les causes de la Révolution française considérées par rapport aux principes de l'imposition*. Réédition revue et corrigée par Emanuele MORSELLI (Padoue, 1961, in-4°, 361 p.) (*Storia della Finanza pubblica*, collezione diretta da Emanuel Morselli, t. 5). — Il nous vient donc d'Italie une réédition d'un livre qui parut en 1909. L'auteur, Maurice Vignes, professeur d'économie politique (il enseigna à Grenoble, puis à Dijon), n'a guère écrit sur l'impôt que ce seul ouvrage, à vrai dire très connu des spécialistes. M. Morselli a cru bon de le présenter à nouveau, eu égard aux services qu'il peut rendre ; il en vante le charme autant que la saine érudition. A vrai dire, l'édition princeps portait un sous-titre plus adéquat du contenu : *Les origines et les destinées de la Dixme royale de Vauban*. L'auteur s'en était expliqué dans un avant-propos. Tout le premier chapitre relatait les origines de la doctrine fiscale de Vauban, le deuxième retraçant le destin de cette doctrine. Après quoi, remontant l'échelle des temps, l'auteur recherchait les origines — depuis la fin du Moyen Âge — de la doctrine sur « l'impôt universel » ; et il terminait par un exposé sur les applications durant le XVIII^e siècle. Évidemment le texte date et sur beaucoup de points. C'est ainsi que, depuis, on a poussé l'étude des vues physiocratiques en matière fiscale. Et il y aurait bien des réserves à faire. Munie d'un index des noms propres, cette publication n'en a pas moins son utilité.

R. S.

— Robert MAUZI. *L'idée du bonheur, dans la littérature et la pensée françaises, au XVIII^e siècle* (Paris, A. Colin, 1960, 725 p.). — La recherche du bonheur a été un des soucis obsédants du XVIII^e siècle. « L'homme de ce temps — écrit M. R. Mauzi — se sent à la fois fort et inquiet » (p. 514). Autour de ce thème,

l'auteur de cette thèse a conduit une immense enquête à travers les œuvres philosophiques et morales, les traités de médecine et d'éducation, les mémoires, les correspondances et naturellement aussi les ouvrages proprement littéraires (romans, poésie, théâtre). Il en a exposé les résultats en treize chapitres très denses : les sept premiers traitent des « Conditions du bonheur » ; les six autres des « Composantes du bonheur ».

Ce livre touffu, dont la richesse foisonnante déborde souvent dans des notes infrapaginales d'un grand intérêt et dont le plan, ingénieux et complexe, déconcertera le lecteur pressé, ne peut laisser indifférent aucun historien du XVIII^e siècle.

Il y apprendra d'abord à nuancer nombre d'assertions sommaires et courantes sur la naissance et le développement du pessimisme après le désastre de Lisbonne (1755), — sur le goût effréné du plaisir, que l'on prête assez gratuitement aux hommes de cette époque — surtout, sur les fameuses périodes du siècle, chères à une certaine histoire littéraire : l'âge de la sensibilité déchaînée succédant, dit-on, à l'âge des lumières.

Rarement, l'âme d'une époque a été auscultée avec autant de pénétration et de délicate ferveur. On y découvre l'amour de la vie pour elle-même (le « bonheur de l'existence » est une expression de Montesquieu) — une prédilection, contre les morales du renoncement, pour l'élaboration, par la raison, d'un idéal de vie, d'une technique du bonheur, voire de mythes justificatifs de l'espérance comme la célèbre idée du progrès illimité et irréversible.

L'homme de ce temps, aussi, est prudent, il refuse de parier, il espère candidement gagner sur tous les tableaux : le bonheur et la vertu se concilient, pour lui, dans la bienfaisance, qui est la vertu par excellence, dans ce siècle sociable où la gloire utilitaire et philanthropique supplante la gloire héroïque de l'âge précédent. Au vrai, M. R. Mauzi le montre dans un chapitre excellent, que retiendra l'histoire sociale (p. 269-289) : le XVIII^e siècle est un siècle bourgeois. Le bourgeois, économe, laborieux et vertueux, incarne l'idéal du siècle (« bien mieux que l'épicurien cynique ou le futile mondain »). Sa bonne conscience qui s'exprime naïvement dans *Le parfait négociant* de Savary, publié en 1675, se maintient immuable dans *Le négociant patriote*, ouvrage anonyme paru en 1784. Mais, dans ce dernier livre, pointe le sentiment d'être méconnu et frustré : ce qui est déjà un sentiment prérévolutionnaire.

J. ÉCRET.

— Henriette VANIER avec la collaboration de Guy P. PALMADE. *La mode et ses métiers ; frivolités et luttes des classes (1830-1870)* (Paris, Armand Colin, 1960, petit in-8°, 288 p.). — Les quinze chapitres de ce petit volume retracent l'évolution des métiers de la mode et de la confection, au sens le plus large du terme, de la période cahotique des débuts de la monarchie de Juillet à celle où l'exposition internationale de 1867 semblait marquer l'apogée de toute une politique, de toute une société et de toute une technique. L'importance de l'essor de la confection, de l'évolution des modes sur le monde ouvrier qui se rapprochait, au moins sur le plan vestimentaire, des anciennes classes dirigeantes tient naturellement une place importante dans cet ouvrage qui ne néglige aucun aspect technique de la question. On ne saurait, en effet, trop insister sur la place que tenaient dans les effectifs ouvriers les couturiers, couturières, tailleurs, brodeuses, etc., groupés le plus souvent encore dans de petits ateliers presque artisanaux, voire même familiaux, ce qui n'empêchait en rien les salaires insuffisants. L'activité revendica-

Notes bibliographiques

trice de ces travailleurs du vêtement, que les fluctuations de la mode ou les crises politiques touchaient durement, se manifesta à plusieurs reprises, en particulier dans les sociétés populaires du début de la monarchie de Juillet ou lors de la révolution de février. Des illustrations bien choisies, une chronologie à la fois politique, économique et technique, des notes et une bibliographie complètent ce travail qui intéressera aussi bien les spécialistes de l'histoire économique et sociale que tous ceux qui étudient l'évolution de la France au XIX^e siècle.

— Pierre MIQUEL. *Avec Victor Hugo. Du sacre au cabaret (1825-1829)* (Chatenay, Lefort, 1960, in-8°, 157 p.). — Agréablement illustré, ce petit volume retrace en trois chapitres trois épisodes de la vie de Victor Hugo, son voyage à Blois près de son père, celui de Reims, où le poète assista au sacre après avoir vu les ouvriers démolir à coup de masses tout ce qui dépassait de l'alignement de la cathédrale, et enfin son entrée dans le monde pittoresquement débridé du cabaret de la mère Saguet, un des hauts lieux du romantisme de l'époque héroïque. On y trouvera d'intéressantes observations sur les aspects quotidiens de la vie sous la Restauration, en particulier, évidemment, sur les milieux littéraires solidement étayés sur les témoignages de contemporains et sur des recherches érudites.

— Maurice LEVAILLANT. *Chateaubriand, prince des songes* (Paris, Hachette, s. d. (1960), in-8°, 238 p.). — Appuyée sur une connaissance profonde de toute l'œuvre de Chateaubriand, cette étude de M. Levailant examine tour à tour les « songes du cœur » et le rôle des liaisons plus ou moins profondes de René sur son attitude tant proprement littéraire que politique —, puis les « songes de l'âme » et l'évolution de la pensée de l'écrivain en face des problèmes religieux personnels, particulièrement à la fin de sa vie. On ne saurait assurément voir en Chateaubriand un homme politique ordinaire, mais il est certain qu'une connaissance aussi précise de ses démarches intellectuelles, sentimentales, au sens le plus large du terme, contribue à faire comprendre certains de ses réflexes, certaines de ses prises de position — en particulier le chapitre consacré au paladin de la duchesse de Berry, mise au point précise de cette affaire si importante pour le royalisme légitimiste. Au delà de la personnalité même de Chateaubriand, c'est toute la vie intellectuelle de la France du début du XIX^e siècle qui est éclairée par cet ouvrage.

— Bernard MÉGRINE. *La question scolaire en France* (Paris, P. U. F., 1960, in-8°, 126 p. (« Que sais-je? »)). — Les sept chapitres de ce volume particulièrement commode réunissent une étude sommaire des origines du problème scolaire, lié aux conditions même de la structure du catholicisme en France, son évolution pendant la période allant de la loi Falloux jusqu'à la législation la plus récente, étudiée avec plus de précision. Les derniers chapitres examinent les prises de position des divers groupes politiques ou des groupes de pression non strictement politiques sur cette question depuis la renaissance de la querelle scolaire. J. V.

— Gabriel LEPOINTE. *L'Église et l'État en France* (Paris, P. U. F., 1960, in-8°, 128 p. (« Que sais-je? »)). — Les six chapitres de cet ouvrage retracent tour à tour les rapports de l'Église chrétienne et de l'État des origines au X^e siècle, la période

Grande-Bretagne

médiévale, celle des concordats (d'abord de 1516 à 1789, puis de 1789 à 1801 et enfin le concordat napoléonien de 1801 à 1905) et enfin l'évolution des rapports sous le régime de la séparation. Ils constituent un répertoire commode, en particulier sur le plan des évolutions législatives, mais laissent parfois sous silence les réalités : la monarchie de Juillet a en effet, en fin de compte, apporté à l'Église catholique un soutien moral et financier au moins égal à celui de la Restauration en dépit des discussions et querelles de 1830-1831.

J. V.

— Pierre DE BEAUMONT. *La IV^e République : politique intérieure et européenne* (Bruxelles, Librairie encyclopédique S. P. R. L., 1960, 100 p.). — Ce petit opuscule ne peut être autre chose qu'un aide-mémoire. Du moins est-il consciencieusement établi. Mettant l'accent tout spécialement sur la politique européenne, il fait utilement ressortir à quel point celle-ci a été dictée par les circonstances.

— Hugues SIMON. *Frankreich stellt die Uhren um* (Köln und Opladen, Westdeutscher Verlag, 1960, 236 p.). — Cette présentation aux lecteurs allemands de la France d'aujourd'hui peut rendre de réels services, surtout par le recours très large aux documents : non seulement statistiques économiques et démographiques, mais analyses très détaillées du débat Aron-Soustelle sur l'Algérie, du dialogue Pétain-De Gaulle en 1940, reproduction d'un exposé du colonel Lacheroy sur la guerre révolutionnaire, etc. Les interprétations historiques, et surtout la théorie purement démographique du nationalisme, paraissent beaucoup plus discutables.

— Gilbert ZIEBURA. *Die V. Republik. Frankreichs neues Regierungssystem* (Köln und Opladen, Westdeutscher Verlag, 1960, 333 p.) (« Die Wissenschaft von der Politik », Band 12). — Ce recueil de textes est beaucoup plus ample que ceux que le Dr Ziebur nous a déjà donnés sur la France. On y trouve un chapitre sur les antécédents du « gaullisme », six sur la mise en place et le contenu des nouvelles institutions, etc. D'autres chapitres, souvent plus brefs, traitent des différents problèmes posés ; à signaler pourtant d'abondantes citations (mais ne sont-elles pas déjà périmées ?) sur les questions africaines. Une remarque pourtant : si les textes officiels reproduits s'imposent généralement, le choix des commentaires français recueillis apparaît vraiment trop unilatéral. Ainsi le caractère d'information objective que devrait avoir cet ensemble de documents n'est pas pleinement respecté.

Jean NÉMI.

Grande-Bretagne

La mode étant aux albums où l'abondance de l'illustration compense l'extrême concision du texte, nous devons admirer l'excellence des images et l'art de leur mise en pages dans le recueil qui, sous la signature de Peter QUENELL et Alan HODGE, *The Past we share : an illustrated history of the British and American Peoples* (Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1960, in-4°, xii-308 p. ; prix : 63 s.), survole toute l'histoire des peuples anglo-saxons, de la broderie de Bayeux à la bombe atomique. Pour les siècles les plus anciens, nulle surprise dans le choix des images : les forteresses normandes, les chefs-d'œuvre de l'art roman et go-

Notes bibliographiques

thique, les scènes agrestes du psautier de Luttrell, le diptyque de Wilton (qu'on s'obstine à dater de 1380-1390, alors qu'il ne peut être antérieur à 1396, et dont on fait une œuvre anglaise, alors qu'elle sort d'un atelier parisien). Pour le Moyen Âge comme pour les temps modernes, l'Écosse, mise à part Marie Stuart, est curieusement absente de ce monde britannique. Il y a plus d'invention dans les pages où alternent, pour les quatre derniers siècles de cette histoire, personnages et scènes d'outre-Manche et d'outre-Atlantique ; plus de vie, aussi, dans les images américaines où les scènes populaires (la frontière, les Indiens et les bisons) compensent la monotonie des portraits officiels et des batailles. Pour l'Angleterre du XIX^e siècle, trop de *royalties*, d'hommes politiques, de bâtisseurs d'empire et de célébrités en redingote ; pas assez de scènes de la vie courante ; de trop discrètes allusions à la misère populaire et à la hideur de la civilisation industrielle : les *slums* de Londres vus par Gustave Doré, et le Crystal Palace en sont les deux pôles, tandis que Victoria, en grand deuil, contemple d'un œil attendri le buste en marbre de son cher Albert. On a peine à croire que la bourgeoisie victorienne ait pu se passer de l'humour fort décent de *Punch* ; on attendait, ici, l'inévitable *curates egg*, si éloigné de la satire politique des humoristes américains, dont nous sont offerts d'excellents exemples, notamment aux dépens de Théodore Roosevelt. On voudrait plus de contrastes imprévus, comme celui qui présente, sur la même double page, la rêveuse Virginia Woolf, une émission à la B. B. C., Charlie Chaplin et un champion de baseball en action. La conclusion se fait prédicante, exaltant l'amitié anglo-américaine et le *leadership* anglo-saxon du monde libre.

E. P.

■ Italie

Guido QUAZZA. *L'Italia e l'Europa durante la Guerra di Successione (1700-1748)* ; extrait du volume *Storia d'Italia*, t. II (Turin, U. T. E. T., 1959, 18 x 26 cm. p. 643-802). — Dans la grande histoire d'Italie, en cours de publication sous la direction de Nino Valeri, Guido Quazza a traité de la Péninsule au cours de la première moitié du XVIII^e siècle. Nul n'était mieux qualifié que le solide historien turinois pour cette synthèse d'une période dont il est un des spécialistes les plus autorisés. Un premier chapitre traite du problème italien dans le contexte européen et décrit les complexes influences qui se disputent la clientèle des divers États. La seconde partie est certainement la plus suggestive, qui traite de la « tension politique et sociale ». Elle regroupe les données d'études récentes en un tableau des régions italiennes et expose la crise qui se dessine entre la poussée d'une société nouvelle et le vieillissement des structures économiques et sociales. La prise de conscience de ce malaise commence à stimuler la pensée politique italienne et les résultats en sont condensés dans le chapitre traitant de « la crise de la conscience civile ». Avec un grand retard sur la France et l'Angleterre, l'Italie jette les bases du mouvement illuministe qui s'épanouira dans la seconde moitié du siècle. Guido Quazza a dominé avec élégance son sujet et enrichi son texte, splendidement illustré, d'une ample bibliographie critique et d'un état des questions.

— *Atti del XXXVI Congresso di Storia del Risorgimento italiano (Salerno, 19-*

23 octobre 1957) (Rome, Istituto per la Storia del Risorgimento italiano, 1960, 317 p.). — Le Congrès de Salerne a été centré sur le centenaire de la désastreuse expédition de Carlo Pisacane et ses compagnons, massacrés à Sapri, après l'échec de leur tentative de débarquement dans le royaume de Naples. Une série de communications, d'intérêt local, se rapportent à cet événement, mais plusieurs autres articles sont de portée générale. Ainsi la synthèse de Ruggero Moscati sur la crise finale du royaume des Deux-Siciles (p. 1-30) ou l'étude de Corrado Rainone sur les conditions économiques du prolétariat méridional, à la veille de l'Unité (p. 283-295). Mais l'histoire politique et diplomatique a fourni l'essentiel, avec les pages d'Umberto Marcelli sur la mission Salmour à Naples (p. 244-251), du chanoine Roger Aubert sur l'avènement du roi François II et l'opinion belge (p. 31-50), de Maria Cessi Drudi sur l'écroulement du royaume de Naples, d'après un fragment inédit des mémoires du diplomate autrichien Hübner (p. 114-131). Les participants français ont mis à profit la richesse des sources des archives du Quai d'Orsay. M. Ferdinand Boyer a apporté des précisions sur les attentats contre Napoléon III (p. 96-104) ; M. Henry Contamine a tracé le tableau de Naples en 1857, vu par les envoyés français (p. 153-170) et M. Georges Dethan retracé, à l'aide des mêmes rapports, l'évolution politique napolitaine, entre 1848 et 1857 (p. 200-210). Enfin deux contributions à l'histoire de la presse française du Second Empire, avec les échos de l'affaire Pisacane dans les journaux parisiens, rapportés par le regretté Henri Bédarida (p. 59-67), et les notes de M. Amelia Chisini-Bulak sur un publiciste ami de l'Italie, qui mériterait une monographie approfondie : Charles de Mazade (p. 144-152).

— Herbert MICHAELIS. *Die Einigung Italiens. Triumph und Verhängnis Napoleons III* (München-Wien, Oldenbourg Verlag, 95 p. ; prix : 3,20 DM). — Dans un format proche de celui de notre collection *Que sais-je?*, ce petit volume n'est pas, en dépit de son titre, une histoire de l'Unité italienne, mais essentiellement l'exposé de la période 1858-1859. Il résume très convenablement les thèmes classiques de la formation de Napoléon III, de sa pensée politique et de ses sentiments envers l'Italie. Le portrait de Cavour, qui s'inspire de l'essai de Treitschke, n'échappe pas à un certain schématisme. On y retrouve l'affirmation courante, qui demanderait à être fortement nuancée, de ce que Cavour fit de l'unité l'objectif dominant et constant de son action. Par contre le parallèle entre Cavour et Bismarck fournit des notations intéressantes. Mais la crise de 1860-1861 et les rapports avec Garibaldi, tout comme l'épilogue du mouvement national, sont, par contre, fortement écourtés. La bibliographie, sommaire à l'excès, juxtapose des travaux de valeur très inégale. Dans ses limites, ce tableau d'histoire politique et diplomatique pourra rendre quelques services.

— William DE LA RIVE. *Il conte di Cavour (Le comte de Cavour. Récits et souvenirs)*. A cura di Eliada ROSSETTO e Carlo FISCHETTA (Milan, Edizioni per il Club del Libro, 1960, 502 p.). — La biographie que le Genevois William de la Rive, cousin et ami intime de Cavour, donnait de l'homme d'État, au lendemain de sa mort en 1862, est non seulement la première en date, mais un des classiques de la littérature cavourienne. A ce seul titre, elle eût mérité la belle édition, élégamment traduite, qui nous est procurée en cette année du centenaire du royaume

Notes bibliographiques

d'Italie. Mais cet ouvrage est bien plus qu'une simple traduction. Carlo Pischedda l'a muni d'une ample introduction, riche de documents inédits, donnant un état de la bibliographie et illustrant les affinités familiales et intellectuelles entre Cavour et la Genève du XIX^e siècle. Enfin, dans un appendice de 125 pages, il a republié l'ensemble des lettres de Cavour aux La Rive, les correspondances diverses de la famille se rapportant au même argument, les souvenirs d'Isaac Artom, de Ruggero di Salmour, de Giuseppe Torelli et de Giuseppe Massari, sur l'homme d'État piémontais. Une précise chronologie cavourienne, de soigneuses notes biographiques et bibliographiques et un index font de ce volume une œuvre largement originale et un instrument de travail des plus commodes.

— Lodovico BIANCHINI. *L'amministrazione finanziaria nel Regno delle Due Sicilie nell'ultima epoca borbonica*. Ristampa a cura di Giovanni RAFFIOTTA (Padoue, Antonio Milani, 1960, 424 p. ; prix : 5 000 liras) (Collection de la *Storia della Finanza pubblica*). — On a réimprimé, sous ce titre général, deux œuvres de l'économiste méridional Lodovico Bianchini (1803-1871), qui se complètent et forment un tout. Il s'agit de la *Storia delle finanze del Regno di Napoli*, parue en 1839, et de la *Storia economico-civile di Sicilia*, éditée en 1841. Elles montrent combien la culture économique de l'école de Genovesi avait jeté de profondes racines dans l'historiographie napolitaine et combien solide était la méthode d'enquête dont les résultats composent un tableau de l'évolution non pas seulement financière, mais économique et sociale du grand royaume méridional. Certes, ces horizons de recherches sont maintenant scrutés plus systématiquement par la jeune école napolitaine, animée par Domenico Demarco, mais le livre de Bianchini donne une première approche qui garde toute sa valeur. Complété par des appendices et des tableaux statistiques, il illustre nettement le contraste entre le dynamisme de certaines régions de la monarchie bourbonnienne et l'efficacité formelle de sa législation, et la décadence politique et morale du gouvernement et de la dynastie, qui rendront inévitable l'écroulement de 1860.

Paul GUICHONNET.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

■ Sciences auxiliaires, congrès, archives, bibliographie

Symposion, Trevor-Roper's general crisis of the xviii century. Discussion by E. H. Kossmann, E. J. Hobsbawm, J. H. Hexter, Roland Mousnier, J. H. Elliott, Lawrence Stone, Reply by H. R. Trevor-Roper. [Past and present, novembre 1960.] — G. Manacorda, R. Zangheri, C. Vivanti et E. Ragionieri. L'XI Congresso internazionale di scienze storiche (Stoccolma, agosto 1960). [Studi storici, 1959-1960, n° 4.]

L. M. Baath. Monsignore Angelo Mercati and the Swedish researches in the Vatican. (En suédois, résumé en anglais.) [S. H. T., 1960, 2.] — R. Giuffrida. L'Archivio del Tribunale del Real Patrimonio e la sua funzione di Archivio centrale del Regno di Sicilia alla fine del sec. xviii. [A. S. S., 1956.] — Hellmuth Weiss. Das sowjetestnische Archivwesen. [Z. f. O., 1959, 3.]

Bibliographie de la France méridionale. Publications de l'année 1959. [A. du Midi, 1960, n° 4.] — José D. García Domingues. Les plus récentes contributions des arabisants étrangers à l'étude de l'histoire luso-arabe. [B. E. P., 1955-1956.] — Heinrich Jilek. Auswahlbibliographie zur Geschichte und Landeskunde der Sudetenländer 1955-1957. [Z. f. O., 1959, 3.] — Id. Stand und Aufgaben der sudeten-

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : Académie royale de Belgique, Bulletin de la Classe des Lettres et des sciences politiques, 1960, n° 1 ; Bulletin de la Classe des Beaux-Arts, 1959, n° 5-10. — Annales de Bretagne, 1959 et 1960. — Annales de l'Est, 1960, n° 2 et 3. — Annales du Midi, 1960, n° 4. — Archivio della Società romana di storia patria (A. S. S.), 1955 et 1956. — Archivio storico italiano (A. S. I.), 1955 à 1957. — Bulletin de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances de Belgique, t. XX, n° 1. — Bulletin de la Commission royale d'histoire, t. CXXII, n° 2. — Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français, octobre-décembre 1960. — Bulletin de l'Association Guillaume Budé, 1960, n° 4. — Bulletin des Etudes portugaises (B. E. P.), 1955 à 1957. — Historische Zeitschrift, Bd. 191, n° 3, décembre 1960. — Historisk Tidskrift, Stockholm (S. H. T.), 1959, n° 3 et 4 ; 1960, n° 1 et 2. — Historisk Tidskrift, Copenhague (D. H. T.), n° 11. — Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 1959 et 1960. — Past and present, novembre 1960. — Politique étrangère, 1960, n° 5. — Population, octobre-décembre 1960. — Revue de l'histoire des religions, juillet-septembre 1960. — Revue d'histoire de l'Amérique française, décembre 1960. — Revue d'histoire et de philosophie religieuse, 1960, n° 4. — Revue de synthèse, janvier-juin 1960. — Revue maritime, Noël 1960. — Rivista storica italiana, décembre 1960. — Studi storici, 1959-1960, n° 4. — Tidskrift voor Geschiedenis, 1960, n° 1 et 2. — Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte (V. S. W. G.), 1959, n° 3 et 4 ; 1960, n° 1 à 3. — Welt als Geschichte (Die), 1960, n° 1. — Zeitschrift für Ostforschung (Z. f. O.), 1959, n° 3 et 4 ; 1960, n° 1.

Recueils périodiques

deutschen Bibliographie. [*Ibid.*, 1960, 1.] — J. A. F. de Jongste. Skandinavische historische literatuur. Een bibliografisch overzicht over de jaren 1955-1960. [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 1.] — F. Kool et A. P. N. Nauta. Overzicht van recente buitenlandse literatuur op het gebied der sociale geschiedenis. [*Ibid.*, 2.] — C. van de Kieft. Een vernieuwd handboek voor de Nederlandse staatkundige geschiedenis in de Middeleeuwen. (A propos du manuel de I. H. Gosses et R. H. Post. La Haye, 1959.) [*Ibid.*] — R. van der Made. Un recueil hutois de jurisprudence liégeoise. [*Bull. Comm. R. Anc. lois et ordonnances Belgique*, t. XX, 1.] — Hellmuth Weiss. Baltische Bibliographie 1958. Schrifttum über Estland und Lettland in Auswahl. [*Z. f. O.*, 1959, 4.] — Ernst Wermke. Schrifttum zur Geschichte von Ost- und Westpreussen 1958. [*Ibid.*, 1960, 1.]

Joseph Chelod. Pour une sociologie de l'Islam. [*R. d'hist. et de philos. rel.*, 1960, n° 4.] — G. Mori. Premesse e implicazioni di una recente specializzazione storiografica americana: « la Entrepreneurial History ». [*Studi storici*, 1959-1960, n° 4.] — Armando Sapori. Medio Evo e Rinascimento. Spunte per una diversa periodizzazione. (L'auteur propose d'appeler « moyen âge » la période qui va du IV^e au XII^e et « Renaissance » celle qui va du XII^e au XVI^e siècle.) [*A. S. I.*, 1957, 2.] — Wolfgang Schlegel. Epoche und Bewusstseinstellung als Kategorien der sittlichen und der geschichtlichen Welt. [*Welt als Gesch.*, 1960, n° 4.] — Sture M. Waller. « Die öffentliche Meinung. » Erörterung der Geschichte eines Schlagwortes. (La notion d'opinion publique est toujours chargée d'un contenu politiquement orienté; en suédois, résumé en allemand.) [*S. H. T.*, 1960, 2.]

P. Avelino de Jesus da Costa, Torquato de Sousa Soares, Pierre Hourcade. Hommage à Pierre David. [*B. É. P.*, 1955-1956.] — Federico Chabod nella cultura e nella vita contemporanea. [*Riv. st. italiana*, décembre 1960.] — R. C. Cobb. Georges Lefebvre. [*Past and present*, novembre 1960.]

■ Préhistoire, Orient ancien, Grèce et Rome

Jean Sainte Fare Garnot. Les monuments antiques de la Nubie seront-ils sauvés? [*R. de S.*, janvier-juin 1960.]

M.-L. Chaumont. Recherches sur le clergé zoroastrien : le hērbad. [*R. de l'hist. des rel.*, juillet-septembre 1960.]

A. Caquot. Remarques sur la fête de la « néoménie » dans l'ancien Israël. [*Ibid.*]

M. Detienne. Héraclès, héros pythagoricien. [*Ibid.*] — D. Loenen. Een vergelijk tusschen Christelijke en Griekse moraal. (A propos du livre de J. Ferguson, *Moral values in the ancient world*, Londres, 1958.) [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 1.] — H. D. Meyer. Abfall und Bestrafung von Bündnern im Delisch-Attischen Seebund. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 191, n° 3, décembre 1960.] — R. Tostivint. Les jeux olympiques dans l'Antiquité. [*Bull. de l'Assoc. G. Budé*, 1960, n° 4.] — H. J. Wallinga. De buitenlandse politiek van Syracuse in de jaren 264-263. [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 2.]

K. Aland. Eine abschliessende Bemerkung zur Frage « Petrus in Rom ». Zum Aufsatz von K. Heussi über « Die vermeintlichen Beweise für das Kommen des Petrus nach Rom ». [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 191, n° 2, décembre 1960.] — Ernst Badian. Rom und Antiochos der Grosse Eine Studie über den kalten Krieg. [*Welt als Gesch.*, 1960, n° 4.] — P. Boyancé. L'épicurisme dans la société et la littérature

romaines. [Bull. de l'Assoc. G. Budé, 1960, n° 4.] — *Giacomo Caputo*. La Sicilia antica nella dottrina del Pace. [A. S. S., 1955.] — *L. Catin*. Pour ou contre Tibulle. [Bull. de l'Assoc. G. Budé, 1960, n° 4.] — *R. Chevallier*. Le milieu stoïcien à Rome au I^{er} siècle après Jésus-Christ ou l'âge héroïque du stoïcisme romain. [Ibid.] — *L. Crozet*. Credo secret antique dans un carré magique. [Ibid.] — *Angelo Li Gotti*. Note su Philophiana e Calloniana alla luce di nuovi rinvenimenti archeologici. (Deux centres agricoles cités dans l'Itinerarium Antonini.) [A. S. S., 1955.] — *Umberto Massocco*. Umbilicus Siciliae e Trinakria. (Cuna au centre de l'île a servi de point de départ pour la Delimitatio Templum Caelesti de Sicile.) [Ibid., 1956.] — *J. Reinach*. Si nous repensions Gaius. [Bull. de l'Assoc. G. Budé, 1960, n° 4.]

Scarlat Lambrino. Les Celtes dans la péninsule ibérique selon Avienus. (Avienus, noble romain de la fin du IV^e siècle, paraît avoir eu des informations antérieures à celles d'Hérodote : les peuples qu'il mentionne dans la péninsule ibérique semblent celtiques, comme le disait Hérodote.) [B. É. P., 1955-1956.] — *Id.* La déesse celtique Trebaruna. (Deux autels de la deuxième moitié du I^{er} siècle dédiés par le même soldat, Tongius, à des dates très différentes, laissent penser qu'il a subi une romanisation assez profonde.) [Ibid., 1957.] — *Pierre Merlat*. Les Vénètes d'Armorique, problèmes d'histoire et d'administration. [Mém. Soc. hist. arch. Bret., 1959.] — *Édouard Salin*. De la géophysique à l'archéologie. La reprise des fouilles de Grand (Vosges). [A. de l'Est, 1960, n° 2.]

■ Histoire du Moyen Age

Histoire politique. — *Giovanni Aguello di Ramata*. II Sarcofagi donati da Ruggero II alla Chiesa di Cefalu e trasportati a Palermo per ordine di Federico II. [A. S. S., 1955.] — *Girolamo Arnaldi*. Liutprando e l'idea di Roma nell'alto Medioevo. (Dans le récit de son ambassade à Constantinople en 968, Liutprand, envoyé d'Otton le Grand, exprime son point de vue sur Rome qu'il appelle « Romanus locus ».) [Ibid., 1956.] — *Friedrich Bock*. Le trattative per la senatoria di Roma e Carlo d'Angio. (La question romaine du point de vue pontifical au XIII^e siècle et la mainmise de Charles d'Anjou sur la ville.) [Ibid., 1955.] — *M. Broëns*. L'Albigensis de Saint-Didier et la Civitas (...) Obrege. [A. du Midi, 1960, n° 4.] — *Giovanni Cecchini*. Ghino di Tacco. (Gibelin siennois du XIII^e siècle.) [A. S. I., 1957, 3.] — *Domenico Corsi*. Le « Constitutiones Maleficiorum » della Provincia di Garfagnana del 1287. [Ibid.] — *Fritz Ernst*. Nochmals die Gebeine Heinrichs des Löwen. [Welt als Gesch., 1960, n° 4.] — *J. de Font-Réaulx*. La Bastide Saint-Albert. [A. du Midi, 1960, n° 4.] — *Francesco Giunta*. Aragonesi e Catalani nel Mediterraneo. (T. I, en 1953.) [A. S. S., 1955.] — *Angelo Li Gotti*. Notizie su Convicino (l'Hibla galatina sicula, la Calloniana romana) ; detta poi Barrafranca, attraverso nuovi documenti (1091-1529). [Ibid., 1956.] — *L.-R. Ménager*. Une ordonnance arabe apocryphe de Roger I^{er}, comte de Sicile et de Calabre. (Faux grossier fabriqué par l'abbé Vella au XVIII^e siècle.) [Ibid.] — *E. Nègre*. Toponymie albigeoise d'après la vie de saint Didier. [A. du Midi, 1960, n° 4.] — *H. Platelle*. Deux chartes comtales relatives à Saint-Amand en date du 16 décembre 1116. [Bull. Comm. R. Histoire, CXXVI, 2.] — *Ibnn Sab'în*. Trattato sulle domande Siciliane. (Traduction et commentaire de la réponse du philosophe arabe à la deuxième des questions que lui avait posées Fré-

Recueils périodiques

dérie II.) [A. S. S., 1955.] — *Stefan Söderlind*. La compétition entre les fils de Birger jarl 1266-1280. (En suédois.) [S. H. T., 1959, 4.] — *Guido di Stefano*. Momenti ed aspetti della tutela monumentale in Sicilia. (Le respect des monuments anciens se manifeste en Sicile depuis les actes de Frédéric II d'Aragon en 1236; un service de protection apparaît au XVIII^e siècle.) [A. S. S., 1956.]

Rudolf Bergström. Erik de Poméranie et la question du trône suédois en 1448. (En suédois.) [S. H. T., 1959, 4.] — *Gene A. Brucker*. Un documento fiorentino sulla guerra, sulla finanza e sull'amministrazione pubblica (1375). (Lettre d'un Gherardini à un Bardi alors à Bruges.) [A. S. I., 1957, 2.] — *Domenico Caccamo*. Eugenio IV e la Crociata di Varna. (Le pape assignait comme but à la croisade la libération de Constantinople et de l'Europe entière, 1643-1644.) [A. S. S., 1956.] — *Gottfrid Carlsson*. L'affaire Otte Brakel. Une page de l'histoire de Sten Sture l'ancien. (En suédois.) [S. H. T., 1959, 3.] — *P. Godding*. Een hofvaart van de latén van de Witte Sonkvrouwen te Brussel, bij de Ukkelser schepenbank (1454). [Bull. Comm. R. Anc. lois et ordonnances Belgique, t. XX, 1.] — *P. Grauwels*. Te Hasselt bewaarde ordonnantiën van de Luikse Prins-Bisschoppen (1411-1735). [Ibid.] — *Franco Mancini*. Lucrezia Borgia governatrice di Spoleto. (Elle promet une aide aux habitants de Todi contre le seigneur Gibelin Altobello da Canale en 1493.) [A. S. I., 1957, 2.] — *Marisa Mariani*. Gino Capponi nella vita politica fiorentina dal 1393 al 1421. [Ibid., 4.] — *Guido Pampaloni*. I ricordi segreti del medico Francesco di Agostino Cegia (1495-1497). (Ce Cegia fut emprisonné et décapité à Florence pour son activité en faveur des Médicis.) [Ibid., 2.] — *Alessandro Serra*. Relazioni del Castriata con il Papato nella lotta contro i Turchi (1444-1468). (Conclusion d'une étude qui se termine avec la conquête de l'Albanie par les Turcs.) [Ibid., 1.] — *A. Uytendaele*. Liste chronologique provisoire des ordonnances du Brabant et du Limbourg. Règne de Jean IV (1415-1427). [Bull. Comm. R. Anc. lois et ordonnances Belgique, t. XX, 1.]

Histoire économique et sociale. — *Joaquim Barradas de Carvalho*. Sur l'introduction des chiffres arabes au Portugal. (Ils apparaissent très timidement encore, dans un livre écrit au plus tôt en 1415 et restent rares pendant tout le XV^e et même une bonne partie du XVI^e siècle; ils sont cependant plus nombreux dans les milieux culturels.) [B. E. P., 1957.] — *Karl Bosl*. Über soziale Mobilität in der mittelalterlichen « Gesellschaft ». Dienst, Freiheit, Freizügigkeit als Motive sozialen Aufstiegs. [V. S. W. G., 47, 3, 1960.] — *P. J. Capra*. Le Léopard et le Guenon d'or, monnaies d'Aquitaine. [Ibid.] — *A. Chédeville*. Mise en valeur et peuplement du Maine au XI^e siècle, d'après les chartes de l'abbaye Saint-Vincent du Mans. [A. de Bret., 1960, n° 3.] — *Henri Dubled*. Taille et « Umgeld » en Alsace au XIII^e siècle. [V. S. W. G., 47, 1, 1960.] — *Gina Fasoli*. Che cosa sappiamo delle città italiane nell' Alto Medio Evo. [Ibid., 47, 3, 1960.] — *Cataldo Ferrarello*. La monetazione dei re aragonesi di Sicilia. (La confusion monétaire de l'époque aragonaise en Sicile a découragé jusqu'ici les historiens.) [A. S. S., 1955.] — *Enrico Fiumi*. Fioritura e decadenza dell' economia fiorentina. (Les origines du capitalisme à Florence, l'essor de la bourgeoisie et la décadence de la noblesse du XIII^e au XV^e siècle.) [A. S. I., 1957, 4.] — *Carl Haase*. Neue Untersuchungen zur frühen Geschichte der europäischen Stadt. [V. S. W. G., 46, 3, 1959.] — *Erich Maschke*. Verfassung und soziale Kräfte in der deutschen Stadt des späten Mittelalters, vornehmlich in Oberdeutschland. (Continuité de la prépondérance sociale et politique

des marchands.) [*Ibid.*, 46, 3 et 4, 1959.] — *A. H. de Oliveira Marques*. Navigation entre la Prusse et le Portugal au début du xv^e siècle. [*Ibid.*, 46, 4, 1959.] — *B.-A. Pocquet du Haut-Jussé*. L'origine des « brefs de sauveté ». (Sorte d'assurance donnée par le duc de Bretagne contre le droit de bris.) [*A. de Bret.*, 1959, n° 3.] — *Povilas Reklaitis*. Die St. Nicolaikirche in Wilna und ihre stadsgeschichtliche Bedeutung. (Église fondée au milieu du xvi^e siècle pour la colonie des marchands allemands, avant la conversion des Lithuaniens.) [*Z. f. O.*, 1959, 4.] — *Friedrich Hermann Schubert*. Blasius Hölzel und die soziale Situation in der Hofkammer Maximilian I. [*V. S. W. G.*, 47, 1, 1960.] — *Lore Sporhan-Krempel* et *Wolfgang von Stromer*. Das Handelshaus der Stromer von Nürnberg und die Geschichte der ersten deutschen Papiermühle. [*Ibid.*] — *Albrecht Timm*. Technologie und Technik im Übergang zwischen Mittelalter und Neuzeit. [*Ibid.*, 46, 3, 1959.] — *Henri Touchard*. La consommation et l'approvisionnement en vin de la Bretagne médiévale. [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, 1960.]

Histoire de la civilisation. — *Gottfrid Carlsson*. Härlöv und Wien. Auslese aus einem Universitätsmatrikel. (Étudiants scandinaves à Vienne aux xiv^e et xv^e siècles; en suédois, résumé en allemand.) [*S. H. T.*, 1960, 2.] — *J. C. Holt*. The origins and audience of the ballads of Robin Hood. [*Past and present*, novembre 1960.] — *Giovanni Lo Bue di Lemos*. Le tombe di Pietro III d'Aragona e di Ruggero di Lauria. (Au monastère de Sainte-Croix, à une trentaine de kilomètres de Tarragone.) [*A. S. S.*, 1955.]

Histoire de l'Église. — *Niccolo Rodolico*. Popolo e Chiesa. (Le rôle du « peuple chrétien » dans l'histoire de l'Église du vii^e au xviii^e siècle.) [*A. S. I.*, 1957, 1.] — *Gabriel Le Bras*. Les sources nantaises du droit de l'Église. (Au Moyen Âge.) [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, 1960.] — *G. Agnello*. La S. Oliva di Palermo nella leggenda popolare e nella tradizione letteraria. (Cette légende populaire n'a pas été reprise par les écrivains, comme on aurait pu s'y attendre.) [*A. S. S.*, 1955.] — *Id.* La S. Oliva di Palermo nella storia e nelle vicende del culto. (L'histoire de sainte Olive est entourée de beaucoup de mystère.) [*Ibid.*, 1956.] — *L. d'Alauzier*. Une possession oubliée de Moissac : l'église de Saint-Pierre d'Elt. [*A. du Midi*, 1960, n° 4.] — *Feliciano Baldaccini*. Processi a Foligno contro i fraticelli nel 1455. [*A. S. I.*, 1957, 2.] — *Margarida Barradas de Carvalho*. L'idéologie religieuse dans la « Cronica dos feitos de Guine » de Gomes Fanes de Zurara. (Zurara, contemporain de Henri le Navigateur, exprime la conception aristocratique des voyages maritimes, conception dans laquelle les motifs religieux ont une place essentielle.) [*B. E. P.*, 1955-1956.] — *Ottorino Bertolini*. I rapporti di Zaccaria con Costantino V e con Artavardo nel racconto del biografo del papa e nella probabile realtà storica. (L'habileté diplomatique du pape Zacharie lui a permis de remporter d'appréciables succès dans ses relations avec Byzance.) [*A. S. S.*, 1955.] — *Raoul Manselli*. Alberico, cardinale vescovo d'Ostia e la sua attività di legato pontificio. (Alberic a joué à Cluny un rôle très important comme sous-prieur; il a été nommé en 1131 abbé de Vézelay et en 1138 cardinal-évêque d'Ostie; il a rempli aussitôt une mission en Angleterre, puis en Palestine en 1140-1141, en France en 1144-1145. Il est mort en 1148.) [*Ibid.*] — *Anna Moscati*. Le vicende romane di Pietro del Morrone. (Le séjour à Rome du futur Célestin V à partir de 1240.) [*Ibid.*] — *Volkert Pfaff*. Das Verzeichnis der romunmittelbaren Bistümer und Klöster im Zinsbuch der römischen

Recueils périodiques

Kirche (LC nf XIX). (Étude critique et datation de ce fragment du *Liber Censuum*.) [V. S. W. G., 47, 1, 1960.] — A. Rota. La riforma monastica del « princeps » Alberico II nello Stato romano ed il suo significato per il potere indipendente del « princeps » (Milieu x^e siècle : Albéric considère le pape et son clergé comme des sujets.) [A. S. S., 1956.] — A. De Stefano. Giovanni Gatto, vescovo ed umanista siciliano del sec. xv. [Ibid.]

■ Époque moderne

Histoire par États : Allemagne. — K. Epstein. Die Interfraktionelle Ausschuss und das Problem der Parlamentarisierung 1917-1918. [Hist. Zeitsch., Bd. 191, n° 2, décembre 1960.] — Hans Hausserr. Ein südpreussischer Etat von 1800-1801. (Budget des provinces polonaises annexées en 1793 et 1795.) [V. S. W. G., 46, 4, 1959.] — Walther Hubatsch. Das Persönlichkeitsbild Herzog Albrechts von Preussen. [Z. f. O., 1960, 1.]

Autriche. — Friedrich Prinz. Studien zur Gestalt Hans Kudlichs (II. Teil). (Artisan de l'émancipation des paysans autrichiens en 1848, Kudlich fut sur le plan national résolument antisclaviste.) [Ibid., 1959, 3.]

Belgique. — A. Deroisy. Documents relatifs à la répression du vagabondage dans les Pays-Bas autrichiens durant la seconde moitié du xviii^e siècle. [Bull. Comm. R. Anc. lois et ordonnances Belgique, t. XX, 1.] — J. G. Van Dillen. De opstand en het Amerikaanse zilver. [Ts. v. Gdnis, 1960, 1.]

Canada. — Lucien Campeau. Les Cabots et l'Amérique. (Doute que Jean et Sébastien aient jamais atteint l'Amérique.) [R. d'hist. de l'Am. fr., décembre 1960.] — W. J. Eccles. Denonville et les galériens iroquois. [Ibid.] — M. Gaucher, M. Delafosse et G. Debien. Les engagés pour le Canada au xviii^e siècle (suite). [Ibid.] — Roland Lamontagne. Prise de contact de La Galissonnière avec la Nouvelle-France. [Ibid.] — Adrien Pouliot, Silvio Dumas, Lionel Groulx. Le lieu de l'exploit du Long-Sault (en 1660). [Ibid.] — Jacques Rousseau. L'« affaire Dollard », de Fort Orange au Long-Sault. (« Aventure très suspecte » pour l'auteur.) [Ibid.] — Jean-Pierre Wallot. La querelle des prisons (Bas-Canada, 1805-1807) (suite). [Ibid.]

Chine. — Roger Lévy. Le souvenir de Sun Yat-sen et la République populaire de Chine. [Pol. étr., 1960, n° 5.]

France. — H. Corbes. La Cour d'assises des Côtes-du-Nord de 1811 à 1832. (Jugée par un magistrat.) [A. de Bret., 1959, n° 3.] — René Couffon. Guy Eder de La Fontenelle de Marie Le Chevoir. (Documents inédits.) [Mém. Soc. hist. arch. Bret., 1959.] — A. de Curzon. Les prodromes de la Révolution, le camp volant de Bretagne, 1790-1791. (Lettres inédites de son commandant, D'Hervilly.) [A. de Bret., 1959, n° 3.] — Guy Frambourg. Un commissaire du gouvernement provisoire de la République, Guépin. (A Nantes et à Vannes, 1848.) [Ibid.] — B.-A. Poquet du Haut-Jussé. Correspondance politique du colonel Carron, représentant d'Ille-et-Vilaine à l'Assemblée nationale, 1871-1875. (Adressée au directeur du

Recueils périodiques

Journal de Rennes, légitimiste libéral. [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, 1960.] — *J. Rioumand*. Les subdélégués en titre d'office et leurs greffiers dans l'intendance de Bretagne, 1704-1715. [*A. de Bret.*, 1960, n° 3.] — *B. W. Schaper*. Robespierre opnieuw bekeken. Balans van een bi-centenaire. [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 1.] — *G. Ziebur*. Die Dreyfus Affäre und das Regierungssystem der Dritten Republik. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 191, n° 2, décembre 1960.]

Grande-Bretagne. — *Christopher Hill*. The Commons, Review. [*Past and present*, novembre 1960.] — *Claude J. Nordmann*. Les Jacobites et la cour de Suède en 1745-1746. (En suédois.) [*S. H. T.*, 1959, 4.] — *R. B. Rose*. The Priestley riots of 1791. [*Past and present*, novembre 1960.]

Irak. — *Robert G. Neumann*. L'Irak de Kassem. [*Pol. étr.*, 1960, n° 5.]

Italie. — *Alberto Aquanone*. La Restaurazione nello Stato pontificio ed i suoi indirizzi legislativi. (L'œuvre de Pie VII et de Consalvi après 1815.) [*A. S. S.*, 1955.] — *G. Berti*. Benedetto Musolino. [*Studi storici*, 1959-1960, n° 4.] — *Salvatore Candido*. Il cefrario di alcune lettere crittografiche inviate da Giuseppe Mazzini a Giuseppe Riccioli Romano scoperto ed interpretato da Salvatore Candido. (Documenti sur la conspiration républicaine en Sicile de 1864 à 1872.) [*A. S. S.*, 1955.] — *C. Gallo*. Il trasferimento del capoluogo di provincia de Noto a Siracusa nel 1848. [*Ibid.*, 1956.] — *N. Giordano*. Note per una storia della culture in Sicilia : Gaetano Millunzi, letterato e storico monrealese del sec. XIX. [*Ibid.*] — *R. Giuffrida*. Aspetti e problemi della rivolta palermitana del settembre 1866. (Ce fut une révolte de la misère utilisée contre le gouvernement national par les partisans des Bourbons et par les républicains.) [*Ibid.*, 1955.] — *Walther Holtzmann*. La corrispondenza fra Theodor von Sickel ed Oreste Tommasini (1886-1908). [*Ibid.*, 1956.] — *Giuseppe Minolfi*. Le trattative dei profughi siciliani con Cavour. (Publication de lettres allant du 9 janvier au 4 juin 1860.) [*Ibid.*, 1957.] — *Claudio Pavone*. Alcuni aspetti dei primi mesi di Governo italiano a Roma e nel Lazio. (Au lendemain de la prise de Rome en 1870.) [*A. S. I.*, 1957, 3.] — *H. Tribout de Morembert*. Les événements d'Italie vus par la presse messine. [*A. de l'Est*, 1960, n° 3.] — *Adam Wandruszka*. Le « Istruzioni » di Francesco di Lorena al figlio Leopoldo (15 janvier 1765). [*A. S. I.*, 1957, 4.]

Pays baltes. — *Paul Johansen*. Gedruckte deutsche und undeutsche Messen für Riga 1525. (Ce sont les premiers textes imprimés dans les langues baltes.) [*Z. f. O.*, 1959, 4.]

Pays-Bas. — *Jan den Tex*. Oldenbarnevelt in zijn verhouding tot Willem van Orange. [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 2.]

Pays scandinaves. — *Beth Hennings*. Lettres d'Ulrik Scheffer à Sophie Piper. (1783-1799, lettres en français de l'ancien président de la chancellerie ; en suédois.) [*S. H. T.*, 1959, 3.] — *Holger Hjelholt*. Sur la formation du « gouvernement commun » du 22 octobre 1848 dans les duchés. (Difficultés d'application de l'armistice prusso-danois du 26 août, concessions danoises sur la composition du gouvernement commun ; en danois, résumé en allemand.) [*D. H. T.*, 11, 6, 1, 1960.] — *Rolf Karlhom*. Adlerbeth's Conversations with Gustaf III. (En 1789-1790 ; en suédois,

Recueils périodiques

résumé en anglais.) [*S. H. T.*, 1960, 1.] — *Kjell Kumlien*. Gustaw Wasa und die Strängnäser Königswahl 1523. (L'appui de Lubeck a été important, mais l'action des Lubeckois n'explique pas tout ; en suédois, résumé en allemand.) [*Ibid.*] — *Åke Lilliestam*. Le journal de Gustaf Siösteen en 1915, concernant l'activisme suédois. (Notes du correspondant en Allemagne du *Göteborgs Handels- och Sjöfartstidning* ; en suédois.) [*Ibid.*, 1959, 3.] — *Yngve Rosander*. Quelques lettres de Gustave III et de Charles Gravier de Vergennes à Fredrik Sinclair pendant le Riksdag de 1771-1772. (En suédois.) [*Ibid.*, 4.] — *H. D. Schepelern*. Tordenskjöld a-t-il été assassiné ? (1720 ; cet examen critique montre la qualité douteuse des données fournies par la première biographie de l'amiral, parue en 1750 ; en danois.) [*D. H. T.*, 11, 6, 1, 1960.] — *Uwe Siemen*. Die Stellung der Binnengewässer im Strukturwandel Finnlands nach dem Zweiten Weltkriege. (Avec une carte ; progrès de l'électrification.) [*Z. f. O.*, 1959, 4.] — *Karl Axel Wengström*. Omitted items in Carl Otto Palmstierna's Memoirs. (Passages relatifs à divers problèmes politiques, de 1812 à 1848 ; en suédois, résumé en anglais.) [*S. H. T.*, 1960, 2.]

Portugal. — L'ambassade de João Gomes da Silva en France et la rupture des pourparlers de mariage entre Dom Sebastião et Marguerite de Valois. (Cette mission, en 1571-1572, avait pour but de reprendre un projet de mariage mis en avant par Philippe II, l'Espagne et le Saint-Siège cherchant avant tout de leur côté à empêcher la conclusion de l'accord avec Jeanne d'Albret.) [*B. É. P.*, 1957.] — *Paul Teyssier*. Les relations entre Dom Francisco Manuel de Melo et le Résident français François Lanier (1647-1649). (Lanier a obtenu une intervention française, qui n'a d'ailleurs pas évité à l'écrivain portugais d'être pour la troisième fois condamné pour meurtre en 1650.) [*Ibid.*]

Tchécoslovaquie. — « *Kurt Rabl*. « Historisches Staatsrecht » und Selbstbestimmungsrecht bei der Staatsgründung der Tschechoslowakei 1918/1919. [*Z. f. O.*, 1959, 2.]

Histoire religieuse de l'époque moderne

Henri Desroches. Amérique religieuse ou religion de l'américanisme. [*R. d'hist. et de philos. rel.*, 1960, n° 4.] — *Paul Harsin*. La Paix de Religion de 1555 et son application dans la principauté de Liège (1555-1565). [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1960, 2.]

Catholicisme. — *P. Harsin*. De l'Édit de Worms à la paix d'Augsbourg (1521-1555). Étude critique de la législation liégeoise en matière d'hérésie. [*Bull. Comm. R. Anc. lois et ordonnances Belgique*, t. XX, 1.] — *Richard Konetske*. Zur Geschichte der Jesuitenreduktionen in Paraguay. (A propos de l'édition de la chronique rédigée par un jésuite au milieu du XVIII^e siècle.) [*V. S. W. G.*, 47, 2, 1960.] — *B. A. Vermaseren*. De concilies van Florence en Trente. [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 2.]

René Tavenaeuz. Les anciens constitutionnels et l'Église d'Utrecht. [*A. de l'Est*, 1960, n° 3.]

Protestantisme. — *H. de Berranger*. Gentilshommes protestants au XVI^e siècle : les d'Avaugour, S. de Saffré. (Au pays nantais, d'après des livres de raison.) [*Mém.*

Recueils périodiques

Soc. hist. arch. Bret., 1959.] — *Élisabeth Labrousse-Goguel*. L'Église réformée de Carla en 1672-1678, d'après le registre des délibérations de son Consistoire. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1960.] — *R. Mazauric*. Un ingénieur huguenot au xvi^e siècle et ses rapports avec l'Église réformée messine, Roch Guerini Comte de Lynar. [*Ibid.*] — *G. P. Suum cuique*. La Séparation des Églises et de l'État et le Protestantisme français. (Mise au point à propos du livre de M^{lle} Violette Méjean). [*Ibid.*]

Histoire de la culture intellectuelle à l'époque moderne

Philosophie. — *N. Badaloni*. I fratelli Della Porta e la cultura magica ed astrologica a Napoli nel 1500. [*Studi storici*, 1959-1960, n° 4.] — *Wilhelm Dobbek*. Johann Gottfried Herders Haltung im politischen Leben seiner Zeit. [*Z. f. O.*, 1959, 3.] — *Bogdan Suchodolski*. Remarques sur l'histoire de la philosophie de l'homme du xvi^e au xviii^e siècle. [*R. de S.*, janvier-juin 1960.]

Médecine. — *Pierre Huard, Jacqueline Sonolet et M. Wong*. Mesmer en Chine. Trois lettres médicales du R. P. Amiot, rédigées à Pékin de 1783 à 1790. [*Ibid.*]

Littérature. — *Hubert Élie*. Un Européen de la seconde moitié du xvi^e siècle : Nicolas Clément de Treles. [*A. de l'Est*, 1960, n° 2.] — *J. Pineaux*. Un poète protestant inconnu. Nicolas Renaud, gentilhomme de Provence. [*Bull. de la Soc. de l'Hist. du Prot. fr.*, octobre-décembre 1960.] — *José Ruysschaert*. Nouvelles recherches au sujet de la bibliothèque de Pier Leoni, médecin de Laurent le Magnifique. [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1960, 1.]

J.-B. Aquarone. Charles Magnin (1793-1862). Considérations autour de deux traductions françaises des *Lusiades*. [*B. É. P.*, 1955-1956.] — *Torvald Højer*. Lettres de M^{me} de Staël à Bernadotte (1812-1816). [*S. H. T.*, 1960, 1.] — *René Richelot*. Lettre inédite de Chateaubriand relative à la lecture des « Mémoires d'outre-tombe », 1834. (A Jules Janin, remerciements.) [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, 1960.]

L. Dubreuil. Une amie d'Henriette Renan, Sophie Ulliac-Trémadeure (1794-1861. Directrice du « Journal des jeunes personnes »). [*A. de Bret.*, 1959, n° 2.] — *J. Vier*. Un Breton d'adoption, grand médecin de Roumanie, le docteur Carlos Davila, documents inédits. (Lettres à la comtesse d'Agoult, de 1851 à 1859.) [*Ibid.*]

Les arts. — *Gunnar Beresfelt*. Beobachtungen zum Verhältnis Philipp Otto Runge zu Johann Gottfried Herder. (Contribution à l'histoire des conceptions sur l'art à la jonction du classicisme et du romantisme allemand.) [*Z. f. O.*, 1960, 1.] — *H.-G. Beyen*. Peinture classique et peinture « moderne » à partir de Giotto. Parallélismes et points de contact. [*R. de S.*, janvier-juin 1960.] — *Colonel A. Faria de Morais*. Les tapisseries de D. João de Castro. (Les tapisseries qui représentent des scènes de la vie de João de Castro, quatrième vice-roi de l'Inde, 1500-1548, ont été tissées en Flandre ; série de reproductions.) [*B. É. P.*, 1955-1956.] — *A. Mabille de*

Recueils périodiques

Poncheville. Le peintre François Watteau, second des Watteau de Lille (1759-1823). [*A. R. Belg. Bull. Cl. Beaux-Arts*, 1959-5-10.] — **Emilio Re.** La pianta di Roma del Lafrery (1577) nella decorazione della Loggia del piano nobile del palazzo Doria-Spinola a Genova. [*A. S. S.*, 1956.]

Musique. — **Waldemar Voisé.** Le Dodecachordon d'Henri Glaréan, d'après sa correspondance avec Jean Laski. [*R. de S.*, janvier-juin 1960.]

■ Histoire économique et sociale de l'époque moderne

Généralité. — **Walter J. Fischel.** Der Historismus in der Wirtschaftswissenschaft. Dargestellt an der Entwicklung von Adam Müller bis Bruno Hildebrand. [*V. S. W. G.*, 47, 1, 1960.] — **E. Hobsbawm.** Il secolo XVII nello sviluppo del capitalismo. [*Studi storici*, 1959-1960, n° 4.] — **Jacob van Klaveren.** Fiskalismus, Merkantilismus — Korruption. Drei Aspekte der Finanz- und Wirtschaftspolitik während des Ancien Régime. [*V. S. W. G.*, 47, 3, 1960.]

Industrie. — **Max Barckhausen.** Verviers. Die Entstehung einer neuzeitlichen Industriestadt im 17. und 18. Jahrhundert. [*Ibid.*] — **Luigi dal Pane.** Agricoltura ed industria in una polemica romana del settecento. (A propos de deux ouvrages économiques parus sous le pontificat de Pie VI en 1794 et 1795.) [*A. S. I.*, 1957, 1.] — **Wolfram Fischer.** Ansätze zur Industrialisierung in Baden 1770-1870. [*V. S. W. G.*, 47, 2, 1960.] — **Fritz Gause.** Die Forderung deutscher Abstammung der Lehrlinge in den altpreussischen Gewerksrollen. (Ces dispositions, qui disparaissent au milieu du XVIII^e siècle, visaient à conserver l'artisanat prussien sur le même pied que celui du Reich.) [*Z. f. O.*, 1960, 1.] — **Albert Ronsin.** La communauté des imprimeurs et relieurs de Metz. [*A. de l'Est*, 1960, n° 3.] — **Roland-Lionel Séguin.** Le rabot dans la région montréalaise. (Les deux types en usage dès le XVII^e siècle.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, décembre 1960.]

Commerce. — **Karl Otmar Freiherr von Armin.** Fürst Kaunitz und die österreichisch-ostindische Handelskompanie von 1775. [*V. S. W. G.*, 46, 3, 1959.] — **R. Baetens.** Een Antwerps handelshuis uit de XVII^e eeuw. [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 2.] — **Jean Delumeau.** Le commerce malouin à la fin du XVII^e siècle. (D'après les archives du port.) [*A. de Bret.*, 1959, n° 3.] — **R. Reinsma.** De West-Indische Maatschappij (1828-1863). [*Ts. v. Gdnis*, 1960, 1.]

Agriculture et problèmes agraires. — **Léon Dubreuil.** Seigneurie et communaux à Perros-Guirec, 1628-1713. [*Ibid.*, 1960, n° 3.] — **Karl Hielscher.** Zur Befreiung der polnischen Domänenbauern durch den preussischen Staat. (Action antérieure à la réforme de 1823, et même à la guerre de 1806.) [*Z. f. O.*, 1959, 4.] — **Renate Leicher.** Historische Grundlagen der landwirtschaftlichen Besitz- und Betriebsverhältnisse in Italien. Eine Übersicht in Landschaftstypen. [*V. S. W. G.*, 47, 2, 1960.] — **Charles Parrain.** Les transformations des structures agraires aux XVII^e et XVIII^e siècles. [*R. de S.*, janvier-juin 1960.]

Recueils périodiques

Finances. — *Knut Borchardt*. Ein neues Urteil über die deutsche Währungs- und Handelspolitik von 1931 bis 1938. [*V. S. W. G.*, 46, 4, 1959.] — *François-G. Dreyfus*. Beitrag zu den Preisbewegungen im Oberrheingebiet im 18. Jahrhundert. [*Ibid.*, 47, 2, 1960.] — *Emil Waschinski*. Zwischenstaatliche Wechselkurse aus dem letzten Viertel des 16. und im ersten Viertel des 18. Jahrhunderts. [*V. S. W. G.*, 47, 3, 1960.]

Démographie et urbanisme. — *Karl Hauke*. Hans Schneider von Lindau, ein Baumeister des 16. Jahrhunderts im deutschen Osten. (A travaillé pour les villes de Dantzig, Elbing, Breslau.) [*Z. f. O.*, 1959, 4.] — *Peter Henneck*. Zur Entwicklung der englischen Städte im neunzehnten Jahrhundert. [*Welt als Gesch.*, 1960, n° 4.] — *Claude Lévy et Louis Henry*. Ducs et pairs sous l'Ancien Régime. Caractéristiques démographiques d'une caste. [*Pop.*, octobre-décembre 1960.] — *Roger Mols*. Die Bevölkerungsgeschichte Belgiens im Lichte der heutigen Forschung. [*V. S. W. G.*, 46, 4, 1959.] — *Peter Quante*. Die Bevölkerungsentwicklung der preussischen Ostprovinzen im 19. und 20. Jahrhundert. (Émigration vers l'Allemagne de l'Ouest, faute de développement industriel à l'Est.) [*Z. f. O.*, 1959, 4.] — *Mahmoud Seklani*. La fécondité dans les pays arabes : données numériques, attitudes et comportements. [*Pop.*, octobre-décembre 1960.] — *Rolf Walther*. Die Veränderungen ost- und westpreussischer Stadtgrundrisse nach der Ordenszeit. [*Z. f. O.*, 1960, 1.]

Histoire sociale. — *Paul Paillat*. Les différences de niveau de vie au sein de la classe ouvrière. [*Pop.*, octobre-décembre 1960.] — *Jean Yernaux et Maurice Mathy*. Une famille de pionniers industriels wallons au XVII^e siècle : les Kock, de Limbourg. [*A. R. Belg. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1960, 1.]

Histoire des relations internationales

Colonisation. — *P. Thomas-Lacroix*. Le peuplement breton de l'île de France (de Maurice) de 1722 à 1767. (D'après l'état civil.) [*Mém. Soc. hist. arch. Bret.*, 1959.]

Relations internationales. — *Ivan Cloulas*. L'armée pontificale de Grégoire XIV, Innocent IX et Clément VIII, pendant la seconde campagne en France d'Alexandre Farnèse (1591-1592). [*Bull. Comm. R. Histoire*, CXXVI, 2.]

Henrik A. Olsson. Sur la question de la « politique de l'année 1813 ». (Les relations anglo-suédoises après le traité d'alliance du 3 mars ; en suédois.) [*S. H. T.*, 1959, 3.]

Heinrich Jilek. Zur deutsch-slawischen Verständigung im Vormärz. (Action de la revue *Ost und West*, publiée de 1837 à 1848 par un bibliothécaire de Prague, Rudolf Glaser.) [*Z. f. O.*, 1959, 4.]

Georg Kerst. Ursachen der Bestrebungen zur Erschliessung Nippons vor hundert Jahren. (Mobiles stratégiques du côté russe, économiques du côté américain.) [*V. S. W. G.*, 47, 1, 1960.]

Dieter Ahlswede. Nachtrag zu Deutsch-britische Friedensgespräche im Haag

Recueils périodiques

1918? [*Welt als Gesch.*, 1960, n° 4.] — *G. M. Schwarz*. Deutschland und West-europa bei Ernst Troeltsch. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 191, n° 2, décembre 1960.] — *Peter G. Thielem*. Die Marginalien Kaiser Wilhelms II. [*Welt als Gesch.*, 1960, n° 4.]

Ernst Birke. Zur Sowjetisierung Ost-Mitteleuropas. [*Z. f. O.*, 1960, 1.] — *Heinrich Bodensieck*. Neue Dokumente zur Geschichte des Münchener Abkommens, Prag 1958. (Relève les différences entre le texte anglais et le texte allemand de la publication soviéto-tchèque.) [*Ibid.*] — *Karl-Dietrich Erdmann*. Zur Geschichte der deutsch-sowjetischen Beziehungen vom Ersten zum Zweiten Weltkrieg. [*Ibid.*] — *Jacques Guillerma*. Hiérarchie des objectifs de la politique étrangère chinoise. [*Pol. étr.*, 1960, n° 5.] — *H. Le Masson*. Les contre-torpilleurs français de l'Entre-deux-guerres. [*R. marit.*, Noël 1960.] — *Gotthold Rhode*. La ligne Oder-Neisse et la politique européenne. [*Pol. étr.*, 1960, n° 5.] — *Åke Thulstrup*. Die Transitfrage 1941-42 (-43). Den Gegenstand beleuchtende deutsche Akten. (Transports de troupes allemandes vers la Finlande par les eaux territoriales suédoises; en suédois, résumé et documents en allemand.) [*S. H. T.*, 1960, 1.]

Asie. — *Romila Thapar*. Asoka and Buddhism. [*Past and present*, novembre 1960.]

CHRONIQUE

■ Nécrologie

INNA LUBIMENKO (1879-1959)

L'historienne russe Inna Lubimenko est décédée à Léninegrad le 15 janvier 1959. La *Revue historique*, dans laquelle elle publia une partie de son œuvre, tient à saluer la mémoire de cette érudite, qui était la belle-sœur de Ferdinand Lot.

Née en 1879 à Saint-Petersbourg, fille du botaniste Jean Borodine, femme aussi d'un éminent botaniste, M^{me} Lubimenko appartenait à une génération remarquablement cultivée, où l'usage des langues étrangères allait comme de soi — ce qui lui permettra d'écrire ses travaux aussi bien en français et en anglais que dans sa langue maternelle. Elle fit ses études universitaires au Cours supérieur féminin de Saint-Petersbourg, où elle eut pour professeur d'histoire I. Grefs, qui lui conseilla d'aller en France compléter sa formation érudite. A partir de 1905, elle séjourna à Paris, y suivit les cours de l'École des Chartes, ceux aussi de l'École des Hautes-Études : elle y trouva un maître en la personne de Charles Bémont, qui la dirigea vers l'histoire anglaise. En 1908, elle soutint une thèse d'Université sur *Jean de Bretagne, comte de Richmond. Sa vie et son activité en Angleterre, en Écosse et en France (1266-1334)*, Lille, 160 p.

Cette étude l'avait conduite à Londres, au Public Record Office. Les richesses inexplorées qu'elle y entrevit dans les séries russes des *Royal Letters* et des *State Papers* orientèrent sa recherche ultérieure vers les relations de l'Angleterre et de la Russie. C'est à cette vaste enquête qu'elle se consacra désormais, avec une grande persévérance et un rare bonheur de découverte.

Après avoir suscité un grand intérêt au xvii^e siècle (que l'on songe aux publications de voyages et de documents par la *Hakluyt Society*), le problème de la pénétration commerciale de l'Angleterre dans l'empire des tsars était resté en friche jusqu'aux travaux russes de I. Hamel (Saint-Petersbourg, 1854 et années suivantes) et de U. Tolstoy (en 1875), qui n'eurent pas de continuateurs immédiats. M^{me} Lubimenko eut le mérite, en 1910, de prendre leur suite. Elle allait peu à peu dépouiller, tant à Londres qu'à Moscou, tout ce qui concernait cette « Compagnie moscovite » anglaise, fondée en 1553, à la suite de la découverte de la route du nord (par la mer Blanche), et qui fut la première des compagnies par actions. La *Revue historique* eut la primeur du résultat de ses recherches dans un article intitulé : *Les marchands anglais en Russie au XVI^e siècle* (t. XIX, 1912, p. 1-23). La même année, elle faisait paraître, en russe, un volume entier sur le même sujet : *Histoire des relations commerciales de l'Angleterre avec la Russie, d'Ivan le Terrible à Boris Godounov* (Éditions du Ministère du Commerce, 192 p.).

Au Congrès historique qui se tint à Londres en 1913, M^{me} Lubimenko fit une communication sur les lettres échangées entre Elizabeth d'Angleterre et les tsars — lettres dont elle avait fait le relevé dans les archives russes et dans les archives anglaises. Beaucoup d'entre elles étaient encore inédites. Elle en publia trois dans les *Mélanges Bémont* (Paris, 1913). Sa communication fut imprimée dans l'*Ame-*

Chronique

rican historical Review (t. XIX, n° 3, 1914, p. 525-542). Voir aussi : « A suggestion for the publication of the correspondence of Queen Elisabeth with the russian czars », dans *Transactions of the Royal Historical Society*, 3^e série, vol. IX (1914).

Entre temps, elle avait fait une découverte curieuse : celle d'un projet de protectorat anglais sur la Moscovie, élaboré en 1612, lors des troubles qui suivirent la mort de Boris Godounov et qui précédèrent l'avènement du premier Romanov. Deux copies de cette proposition secrète émanée d'agents anglais établis en Russie existaient bien au Public Record Office et au British Museum, mais, en l'absence d'original, on en suspectait l'authenticité. M^{me} Lubimenko sut grouper autour de ce texte un certain nombre de documents originaux inconnus (dont une lettre du chancelier de l'Échiquier, qui n'était même pas mentionnée au Catalogue du British Museum) ; elle put ainsi apporter une solution définitive à ce point d'histoire. Son article, appuyé par une publication de documents : « A project of the acquisition of Russia by James I », parut dans la *English Historical Review*, en avril 1914.

Les rapports diplomatiques des deux cours retinrent alors son attention. D'où les articles suivants : « Les relations diplomatiques de l'Angleterre avec la Russie au xvi^e siècle » (*Revue historique*, t. CXXI, 1916, p. 48-82) ; « The correspondence of the first Stuarts with the first Romanovs », dans *Transactions of the Royal Historical Society*, 4^e série, vol. I, 1918, p. 77-91.

Après l'interruption due à la guerre mondiale et à la révolution russe, M^{me} Lubimenko reprit ses publications à l'étranger. Elle obtint, en 1925, une mission d'une année, et travailla en Allemagne, en France et en Angleterre. Citons : « Marchands anglais en Russie au xvii^e siècle » (*Revue historique*, t. CXXI, 1922) ; « Les relations diplomatiques de l'Angleterre avec la Russie au xvii^e siècle » (*Revue historique*, t. CLIII, p. 1-39) ; « Les projets d'alliance anglo-russe aux xvi^e et xvii^e siècles » (*Revue d'histoire diplomatique*, n° 1, 1924) ; « Les étrangers en Russie avant Pierre le Grand » (*Revue des Études slaves*, 1924).

Toutes ces recherches furent reprises et refondues dans le volume français qu'elle publia, en 1933, dans la « Bibliothèque de l'École des Hautes-Études » : *Les relations commerciales et politiques de l'Angleterre avec la Russie avant Pierre le Grand* (Paris, Champion, 1933, 1 vol. de 310 p.). Cet ouvrage constitue aujourd'hui encore un instrument de travail de premier ordre car il met en œuvre une somme considérable de documents, en grande partie inédits (surtout pour le xvii^e siècle, l'époque alors la moins connue de la « Moscovy Company »). Les incidences mutuelles du politique et de l'économie y sont très clairement établies, en une série de chapitres de réelle portée pour l'histoire générale.

Après la révolution russe, Inna Lubimenko devint archiviste de l'Académie des Sciences de Leningrad, puis, plus spécialement, de l'Institut d'Histoire rattaché à cette Académie. Elle inaugura, dès 1918, un cours d'archivistique, où elle mit à profit l'enseignement qu'elle avait reçu à l'École des Chartes et sa connaissance des dépôts d'archives étrangers. Elle participa à la nouvelle organisation des archives d'U. R. S. S., et la fit connaître à l'étranger en toute une série d'articles qu'elle publia, en français, dans la *Nederlandsch Archiefblad*, de 1925 à 1929.

M^{me} Lubimenko se trouva entraînée à un nouvel ordre de travaux par ses fonctions mêmes d'archiviste de l'Académie des Sciences, car elle eut à conserver et répertorier un fond de haute importance, notamment en ce qui concerne la cor-

respondance scientifique du XVIII^e siècle. En 1937, elle publiait, en russe, à Moscou-Léningrad, un gros volume de 600 pages, où elle inventoriait, pour la période 1766 à 1782, quelque deux mille lettres en russe, en allemand et en français, parmi lesquelles elle faisait un choix intéressant. En ce domaine encore, nous ne ferons que signaler toute une série d'articles sur l'histoire de l'Académie des Sciences, parus dans des périodiques russes ou des recueils collectifs. Mentionnons enfin une dernière collaboration à une revue française : « Un académicien russe à Paris » (*Revue d'Histoire moderne*, novembre-décembre 1935, p. 415-447).

M^{me} Lubimenko n'avait cependant pas renoncé à poursuivre ses recherches sur les relations anglo-russes : elle rédigea, concernant la première moitié du XVIII^e siècle, un très gros mémoire, qui est, malheureusement, resté inédit.

A soixante-treize ans, elle prit une retraite qui lui sembla prématurée, car sa santé avait résisté aux épreuves de la révolution, de la guerre civile, enfin de la deuxième guerre mondiale, qu'elle passa à Léningrad même, ne consentant à être évacuée que tout à la fin du siège. Elle s'est éteinte à l'âge de quatre-vingts ans, dans son appartement du jardin botanique de Léningrad où, à côté de son mari, elle avait vécu, malgré les graves épreuves de l'époque, dans la sérénité d'un labeur scientifique fécond.

Marianne MAHN-LOT.

■ *Diplômes d'études supérieures présentés devant les Facultés des Lettres en 1961*

ALGER. — M^{lle} Michèle IACOLO : La noblesse en Italie à la fin du Moyen Age. [B.] — M^{lle} Jeanine ROUSSEY : Les prénoms dans quelques villes d'Italie à la fin du Moyen Age. [B.] — M^{lle} Maryse-Gabrielle BONNAURE : L'histoire d'Alger du Fr. Tr. Alonzo Cano (manuscrit espagnol du XVIII^e siècle découvert par M. Emerit).

BORDEAUX. — M. FOURGEAUD : La personnalité de Simon de Montfort. [T. B.] — M^{me} SAINT-BONNET : Les soulèvements berbères en Afrique du Nord romaine aux trois premiers siècles de notre ère. [B.] — M^{lle} BLANCHET : L'Age-nais occidental à l'époque d'Alphonse de Poitiers. [B.] — M^{lle} CAPITAIN : Essai sur l'architecture de Piranèse au prieuré des chevaliers de Malte à Rome. [B.] — M^{lle} DELER : Le jardin public de Bordeaux aux XVIII^e et XIX^e siècles. — M^{lle} PONT : La seconde République en Charente-Inférieure. — M. POUSSOU : L'évolution économique de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot de 1930 à 1959. [B.] — M. LABORDE : Structure agraire et économie rurale du bassin de Saint-Jean-Pied-de-Port. [B.] — M. HUETZ DE LEMPS : L'île d'Yeu. [T. B.].

CAEN. — BORJUS : Le site de la Foulérie. — STEPHAN : Trois domaines de Saint-Ouen de Rouen d'après le livre des Jurés. — AUBLANC : Les premières chartes des deux abbayes cisterciennes de Champagne et de l'Épau (Maine). — VALLEZ : Recherches sur l'histoire économique et sociale de Falaise du XI^e siècle à la guerre de Cent ans. — PERRÉE : Le tiers ordre de Notre-Dame-du-Mont-Carmel d'Avranches des origines à la loi de séparation. — GOUESSE : Les émigrés de la Sarthe pendant la Révolution. — ADELIN : La presse dans

Chronique

- le Calvados pendant la Restauration. — BOUTEILLER : Les journaux de la Seine-Inférieure de 1814 à 1852. — GARNIER : Un chef républicain au temps du romantisme : G. Cavaignac.
- CLERMONT-FERRAND. — M. DAJEANS : L'abbaye de Beaulieu dans la vicomté de Turenne au Moyen Age. — M^{lle} MARTINET : Influence de l'école romane auvergnate sur la partie septentrionale du diocèse de Clermont et dans le diocèse de Nevers [B.]. — M. FRÉGEAC : La question des subsistances à Saint-Flour pendant la Révolution française. [B.]. — M. BOURDIN : Les idées religieuses de l'abbé de Pradt. [B.]. — M^{lle} MARION : L'abbé de Pradt et l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique. [B.]. — M^{lle} THEDENAT : Riom. Étude de géographie urbaine. [T. B.].
- DIJON. — Michel RÉROLLE : Étude sur l'évolution des types et des motifs architecturaux dans la Gaule du Nord-Est du 1^{er} au 14^e siècle. — Michèle DEMORTIER : La batellerie de Saône de Gray à Chalon-sur-Saône et les activités qui y sont liées. — M^{me} ROUSSELET-MARTIN : Tavaux-Damparis 1960, une industrie chimique en plein essor.
- GRENOBLE. — J. DELOCHE : Les idées politiques de Thémistocle. [T. B.]. — M. BONNET : Basile de Césarée et l'administration impériale. [T. B.]. — D. THOMAS : L'évolution du domaine foncier de la Grande-Chartreuse au 12^e siècle. — J. MAUSSIER : Le *Quadrilogue invectif* d'Alain Chartier. — P. FRANCE : Les protestants à Grenoble au 17^e siècle. [T. B.]. — R. CHAPEL : Les Oratoriens à Rumilly (1651-1768). — A. ROSSI : L'élection de Vienne en 1702, étude économique et sociale. — R. DUPUY : Voltaire historien de l'économie dans le *Siècle de Louis XIV*. — D. BELMONT : Les débuts de Lamartine au Parlement (1834-1835). — J. CHAMBOLLE : L'enseignement primaire dans l'Isère de 1848 à 1860. — M^{me} QUEZEL-ANBRUNAZ : Jaurès et l'organisation de la paix (1887-1907). — W. ZANIEWICKI : La doctrine de guerre et l'état-major de l'armée sous le ministère de Freycinet (1888-1893). — J.-P. VIALLET : Les problèmes ouvriers aux États-Unis de 1865 à 1914, vus par les Français. — M^{lle} E. TERRAS : Comparaison du remembrement dans deux communes de la Drôme. — C. TOURNOUD : Vizille, étude démographique.
- LILLE. — VATHELOT : Les éléments dionysiaques du Sérapeum de Memphis. — LIBERT : « Paganus », état de la question. — FRANCHOMME : Recherches sur le culte de Vesta. — ACQUART : Le souvenir d'Alexandre le Grand sous les Sévères. — M. Fr. CALLOT : Le souvenir d'Alexandre le Grand chez les empereurs romains d'Auguste à Commode. — Brigitte SORY : L'approvisionnement en vin et le commerce vinicole à Lille aux 14^e et 15^e siècles. [T. B.]. — Jacques LACHERREZ : Papier de l'Assis de Douai (1457-1458), édition et commentaire. [T. B.]. — André GODIN : Un émule d'Olivier Maillard et de M. Menot : « Frère Jehan Glapion » [Étude de la société, d'après un Carême prêché à Nancy en 1520]. [T. B.]. — Pierre LENAN : L'histoire et la vie économique du collège de Jésuites à Lille au 17^e siècle. [T. B.]. — Jean CRAMPON : Lille et sa châtellenie de 1708 à 1713. [T. B.]. — Hélène DUSSART : Les officiers du Conseil d'Artois au cours de la seconde moitié du 18^e siècle. [B.]. — Nicole ROGIER : La condition des artistes et artisans lillois au milieu du 18^e siècle [Étude d'une catégorie socio-professionnelle d'après les registres de capitation]. [B.]. — M. Fr. CALLOT : L'industrie de la région lilloise et du

Chronique

Douais pendant le Blocus continental (1806-1810). — J.-A. ACQUART : La crise de 1810-1812 dans la région lilloise et le Douais. — J. BOXHO : Recherches sur la ville de Saint-Quentin pendant la monarchie de Juillet. — A.-M. VANÉ : La bourgeoisie douaisienne au temps du Second Empire. — L. LIBERT : Les élections législatives de 1871 à 1875 dans le département du Nord. — G. FRANCHOMME : Roubaix de 1870 à 1900. — G.-Y. WANQUET : L'évolution politique et sociale d'Halluin de 1900 à 1939. — F. WATHELOT : Les élections à Lille en 1945-1946.

LYON. — Roger GIRMA : Thémistocle. — Madeleine RUDIGOZ : Cimon et le parti aristocratique des guerres médiques à la guerre du Péloponèse. — Suzanne MACE : Les premières attributions d'honneurs divins à des hommes vivants, en Grèce, avant Alexandre. — Nicole DORCHE : Les relations de la Grèce avec l'Occident grec aux v^e et iv^e siècles av. J.-C. — Jean MELMOUR : Athènes durant les deux premiers siècles de l'empire romain. — Danièle MOUCHOT : Catalogue des lampes romaines du Musée de Vienne. — Nicole HERNETTE : Robert Courteuse, huitième duc de Normandie. — Gabriel VIVIEN : Louis VI et les élections épiscopales. — Jacqueline BOUCAUD : Venise et la Morée de 1204 à 1460. — Bernard DEMOTZ : La châtellenie d'Annecy à la fin du xiv^e siècle. — Michel ZIMMERMANN : La culture de saint Bernard. — Geneviève ANNEQUIN : Religion et affaires dans les sermons de saint Bernardin de Sienne. — Catherine PROST : Les paroisses rurales du Bas-Jura au Moyen Age. — Marie-Christine GAUTHIER : La résurrection de Lazare dans l'art roman français. — Colette DURAND : Le paysage dans la peinture toscane au xv^e siècle. — Françoise VERNET : Les dames de Saint-Pierre, une abbaye bénédictine à Lyon aux xvii^e et xviii^e siècles. — Claude DUFOUR : L'assistance à Lyon de 1838 à 1851. — Marcelle CHAGNY, née BEREZIAT : Les crises viticoles en Beaujolais de 1875 à 1914. — Edmond GONNET : L'évolution de la propriété et de la structure agraire dans une commune des Monts-d'Or lyonnais : Saint-Germain (1783-1952). — Robert CHAGNY : La presse ouvrière à Lyon (1895-1914). — Denise VALERO, née ZEDERMAN : Évolution d'une commune de banlieue : Oullins (1851-1936). — Jean BONNET : Histoire de la main-d'œuvre étrangère dans l'agglomération économique stéphanoise.

MONTPELLIER. — Hélène GUIRAUD : Les Étrusques dans le sud de la Gaule. [B.] — Jean-François BUNOLZER : Les églises rurales de l'époque romane dans le département du Gard. [T. B.] — Claudette MATHIEU : Aspects du commerce des draps et des toiles à Avignon à la fin du xiv^e et au xv^e siècle. [T. B. et *éloges*.] — Annie BESSET : Les procès de sorcellerie en Espagne sous l'Inquisition. [B.] — Yvette MAZET : L'artisanat à Ségovie au xvi^e siècle. — Guy CHAUSSINAND : Les financiers et les milieux de finance en Languedoc au xviii^e siècle. [T. B. et *éloges*.] — Max GALAND : Lunel au xviii^e siècle. Recherches démographiques et sociales. [T. B.] — Aline RIDEL : La presse de l'Hérault devant les événements et les problèmes d'Italie (1858-1861). [B.] — Marie-Bernadette BOYER : Nîmes. Essai d'étude sociale et économique. [B.] — Henri AUSSEIL : Contribution à l'étude de la structure agraire dans la moyenne vallée de l'Hérault. [T. B.] — Renée BRUNEL : Géographie sociale du centre minier de Salsigne. [A. B.] — Roland COURTOT : Contribution à l'étude de la structure agraire dans la plaine du Vistre. [T. B.] — Germain

Chronique

- GUILLÉ : L'industrie textile dans la région de Sabadell-Tarrasa. [T. B.] — Jacques LONJON : Le commerce des denrées alimentaires à Nîmes. [T. B.] — M^{me} MAZET : Contribution à l'étude de l'organisation commerciale du Haut-Biterrois. [T. B.] — Patrick MIALHE : Activités maraîchères et structure agraire à Elne. [T. B.] — Régine PÉLISSIER : La production maraîchère et fruitière et le marché de Cavaillon. [T. B.] — Mona PERRIER : La main-d'œuvre espagnole en Biterrois. [T. B.] — Micheline POTTIER : Le commerce des denrées alimentaires à Montpellier. [T. B.] — Alain ROUQUETTE : Anduze. [T. B.] — Monique SIRÈRE : La colonie espagnole de Perdigian. [T. B.] — Albane SOURNIES : Contribution à l'étude de la structure agraire du Bas-Minervois. [B.] — Claude SURROCA : Le port de Tarragone. [T. B.]
- NANCY. — Jean HURSTEL : La question religieuse en Meurthe-et-Moselle de 1898 à 1905 (conflits entre l'Église catholique et l'État, mais aussi conflits à l'intérieur du clergé catholique, les polémiques antisémites et antiprotestantes, l'action de la Maçonnerie et des groupements de Libre-Pensée). [B.] — Albert BERTRAND : L'économie agraire dans la région de l'Ornain moyen. [T. B.] — Philippe GAILLOT : Bizovik et Dobrunje (Slovénie). Étude de géographie humaine (apporte des enseignements précieux sur l'évolution actuelle de la population des pays sous-développés). [T. B.] — Michel GEORGES : Pouyamba, village banda en savane centrafricaine (recherches de géographie appliquée sur un village noir dont les habitants ont été regroupés le long d'une piste par les soins de l'administration française). [T. B.] — Jean-Marie REINERT : Dobrunje, village slovène (contribution à l'étude des pays sous-développés). [T. B.]
- PARIS. — M^{me} Anne CHAZELAS, née MERLIN : Inventaire analytique du registre JJ 81 des Archives nationales. — M^{lle} Colette VERNIN : Les fêtes des Kalandes de janvier du IV^e au VI^e siècle après J.-C. — Michel MAYNADIES : Le culte impérial en Gaule sous le Haut-Empire. — Jean-Pierre MARTIN : Généalogie mystique et généalogie naturelle chez les empereurs. — Mohamed SLIM : Recherches sur les antiquités romaines d'El Djem (Thysdrus). — M^{lle} Nancy CATHELINAUD : L'église novatienne de Rome. Étude topographique, archéologique et prosopographique. [T. B.] — M^{me} Paulette GRENIÉ, née CALLEWAERT : Les lampes romaines du Musée du Bardo à Tunis. — M^{lle} Arlette ARNAUD : Le rayonnement de Lérins au V^e siècle. — M^{lle} Brigitte BEAUJARD : L'iconographie chrétienne des monuments non funéraires. — Mohamed DJAIT : Contribution à l'étude de la vie économique de l'Ifrîqiyah au IX^e siècle d'après « Ahkâm Al-Souk » de Yahia Ibn Omar (manuscrit). — M^{me} Nicole COSNIER, née GRAVEZ : Le sel de la baie de Bourgneuf du IX^e au XI^e siècle. — Jacques MOURGUES : Structures sociales et économiques du Forez du X^e au XII^e siècle. — Lucien SOUBRIÉ : Étude économique et sociale de la vallée de l'Èbre aux XI^e et XII^e siècles d'après « Los documentos por la Reconquista y la repoblacion del valle del Ebro » de M. Laccana. — Jean IBANES : Doctrines économiques de l'Église au XIII^e siècle. [T. B.] — M^{lle} Janine PRUNIS : La vie économique du duché d'Aquitaine dans la deuxième moitié du XIII^e siècle (1254-1307) d'après les Rôles gascons. — Georges PON : Ce que nous apprennent sur la vie économique aux XI^e et XII^e siècles les cartulaires de la Catalogne intérieure : « El cardulario de San Cugat del Valles », « El Llibre Blanch. de Santas Creus », « Archivo condal de Barcelona ». — Guy HERBLICH : La société et ses activités à Sienne et en Toscane au XIII^e siècle d'après le

« Caletto vecchio del Comune di Siena ». — Lucien DELSALLE : La vie et la pratique religieuse à travers les statuts synodaux des diocèses de la moitié nord de la France de 1305 à 1378. [T. B.] — Jean-Pierre OUDOT : Le concile de Ferrare-Florence (1438-1439) et la politique intérieure et extérieure de Byzance. — M^{lle} Jeannine DAVIN : Le mécénat de Jacques Cœur. — M^{lle} Béatrice PIETTRE : Chansons de table au Moyen Age et pendant la Renaissance. — Philippe DAUTREY : L'ancien collège des Bernardins à Paris. — Maurice ATYARD : L'exportation des blés ottomans vers Venise dans la seconde moitié du xvi^e siècle. [T. B.] — M^{lle} Danièle COCHINARD : Le cadre de vie de la bourgeoisie parisienne au xvii^e siècle dans le quartier du Palais-Royal. — M^{me} Marie-Christine PALOU, née ARMOGUM-NINAT : Une affaire de sorcellerie au xvii^e siècle : Jean Michel, brûlé à Moulins en 1623. — M^{lle} Jacqueline PORTEHAUT : Madame de Miramion. Contribution à l'histoire religieuse et sociale du xvii^e siècle. — Louis CHATELLIER : Les clauses religieuses des testaments au milieu du xvii^e siècle, d'après les études notariales de deux quartiers de Paris. [T. B.] — Jean-Claude COCHEREAU : Contribution à l'étude des placements fonciers de la bourgeoisie parisienne dans la deuxième moitié du xvii^e siècle (d'après les archives notariales). — Augustin VALANTIN : La rue Saint-Victor dans la deuxième moitié du xvii^e siècle. Étude démographique et sociale. — Jacques PARLEBAS : L'opinion française et le siège de Vienne en 1683. — M^{lle} Claude CHATAGNIER : L'intendance d'Orléans de la mort de Louis XIV à l'intendant de Cypierre. — Bernard GENEST : Démographie de l'élection de Laval au xviii^e siècle. — Christian MORRISON : Forbonnais devant les problèmes monétaires et financiers de son temps. [T. B.] — M^{lle} Sylvette MILLIOT : Le rôle et l'écriture du violoncelle dans la musique de chambre française au xviii^e siècle. — M^{lle} Monique BONNOT : Recherches sur la fonderie du Creusot de 1781 à 1814. — M^{lle} Anne REFRÉGÉ : Les élections à Paris et en Seine-et-Oise à l'Assemblée législative de 1791. — Yves BONNAZ : Étude d'une section sous la Révolution, la section de « L'homme armé ». — François COGELIN : Le faubourg Saint-Marcel pendant la Révolution. — M^{lle} Anne-Marie SIFFLET : Étude du faubourg Saint-Antoine sous la Révolution d'après l'étude notariale XXVIII des Archives nationales. [T. B.] — Dilaud DAMERY : Le club des Jacobins de Reims. — Renée FILIOL : L'industrialisation de la Ricamarie au xix^e siècle. — M^{lle} Yvonne CREBOUW : La part de la production textile dans la production industrielle nationale (d'après les grandes enquêtes du xix^e siècle). — Bernard LÉCUYER : Recherches sur les différentes catégories de la population agricole de la France d'après les grandes enquêtes du xix^e siècle. [T. B.] — M^{lle} Anne-Marie BAFYAUT : La presse économique de la Restauration devant les grands problèmes économiques et sociaux de l'époque (1815-1830). — Georges LAFARE : Les révoltes d'esclaves à la Martinique (1815-1831). — Abraham BRODER : L'évolution des techniques agricoles en Seine-et-Oise de 1815 à 1848. — Gérard JACQUENET : Étude critique de la Statistique des récoltes de céréales et pommes de terre (1815-1876) publiée pour la France par le ministère de l'Agriculture. — Valéry ZANCHHELLINI : Paris d'après les rapports de police, 1823-1826. — Jean-Paul RAULET : La loi sur la police de la presse (1826-1827). — Pierre ROYER : Le théâtre à Paris en 1830. — Jean-Marc RICHER : La révolution de 1830 vue par les journaux et les pamphlets contemporains. —

Chronique

- Guy ANDRIVON : Le train des Équipages et la conquête de l'Algérie, 1830-1881. — M^{lle} Paule BERGER : Complot des tours de Notre-Dame et complot de la rue des Prouvaires (janvier-février 1832). — Pierre VINCENT : *Le Mouilleur industriel* (1834-1848). — M^{lle} Jeanne ABADIE : L'opposition républicaine à travers la caricature de 1835 à 1848. — Charles LEEMANS : L'introduction de la liturgie romaine en France de 1840 à 1854. — M^{lle} Françoise JOURDE : Les Auvergnats à Paris entre 1848 et 1860. — Michel WINOCK : Les types sociaux dans l'œuvre romanesque de Flaubert. — M^{lle} Francine CHERUY : Le commerce des vins français en Russie sous le Second Empire d'après les rapports consulaires. — M^{lle} Anne SAINTAVIT : La presse parisienne et la question romaine de mars 1865 à 1867. — M^{lle} Françoise MUSSETTI : L'affaire Orsini et la presse parisienne. — Sixte DE MENTHON : La réunion de la Savoie à la France et la presse parisienne (juillet-octobre 1859). — M^{lle} Gisèle BERSTEIN, née HOFMAN : La presse parisienne et la question romaine de Castelfidardo à la mort de Cavour. — TRUONG BA-CAN : La presse française et la question de Cochinchine en 1863-1864. — M^{lle} Françoise BRICAGE : Napoléon III et les Beaux-Arts. — Jean-Pierre AZEMA : Étude du journal *Le Correspondant* de 1865 au début de la guerre de 1870-1871. — Michel LAUNAY : La révolution du 4 septembre 1870 à Paris. — Jean Le YAOUANQ : Les conceptions pédagogiques de Paul Rabin (1870-1894). — Bernard CHANTEBOUT : Le radicalisme français de 1870 à 1893. — Jean-Louis BIGET : Paris en mars 1871. [T. B.] — Guy DHOQUOIS : Idées économiques et sociales de la presse communaliste. — M^{lle} Annie LEMISTRE : La presse française et la Russie de janvier à août 1878. — M^{lle} Nadine PELLETIER : La presse française et la Russie en 1881-1882. — Jean-Claude LESOURD : La presse française et la Russie de novembre 1886 à avril 1887. — M^{lle} Gabrielle WOLFF, née TESSIER : Le Congrès ouvrier de Marseille, 1879. — M^{lle} Danièle SETBON : L'élaboration du traité de la Marsa. — Gratien POGNON : Les relations entre le roi Behanzin et la France jusqu'à l'expédition. — M^{lle} Monique THOMAS : Le gouverneur général de Madagascar Victor Augagneur et la question des missions. — Daniel BOULESTEIX : La politique allemande de la Belgique d'après la diplomatie française de 1900 à 1914. — Michel COLLOT : Les idées économiques de Jaurès, d'après *La Dépêche*. — M^{lle} Sylvia ZYGEL, née OSTROWETSKY : Les événements de janvier 1905 en Russie et la presse parisienne. — Gérard BECHADE : La question crétoise à partir de 1908. — Guy PEDRONCINI : Les relations entre le gouvernement et le haut-commandement de mai 1917 à juillet 1918 : étude critique des documents publiés. — Jean-Pierre CHRÉTIEN : L'opinion française devant la *Machtübernahme* nationale-socialiste (30 janvier 1933). — M^{lle} Renée WEISGERBER : L'opinion publique française en Algérie et les projets Blum-Viollette en 1936.
- POITIERS. — M^{lle} PALANCHER : Aspects indigènes des cultes dans une cité de la Gaule romaine (Civitas pictavorum) avant le triomphe du christianisme. [B.] — M. CIBOT : Le cartulaire de l'abbaye du palais Notre-Dame, XII^e-XIII^e siècles. [T. B.] — M^{lle} BALDET : Essai d'itinéraire et registes d'Aliénor, reine d'Angleterre, duchesse d'Aquitaine, 1189-1204. [B.] — M. LABOUCARIE : État des difficultés de vie en Poitou, de 1375 à 1444, étudiées d'après les

lettres de rémission. — M^{lle} ROBERT : Étude sur les miniatures du psautier d'Utrecht. — M^{lle} PROVOST : Les protestants de La Rochelle et du pays d'Annis de 1760 à 1789. — M. CÉRÉMONIE : La Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale du Poitou (1787-1790). — M. GALLARD : Le clergé du Saumurois et la Révolution (1789-1795). [B.] — M. JOUBERT : L'agriculture, en Gâtine tourangelles, au milieu du XIX^e siècle (1830-1870). [B.] — M. BRUNET : La vie ouvrière et artisanale, dans le département des Deux-Sèvres, de 1848 à 1870. — M. FOUQUÉ : La vie ouvrière à Tours de 1848 à 1870. — P. PAOLI : La structure agraire du canton de Châtellerauld de 1830 à nos jours. [B.] — M. BLOT : Le canton de Jonzac (Charente-Maritime). — M^{me} DOUCET : Un municipe espagnol. Cangas de Onis, étude de géographie agraire. — M. LACOTTE : La montagne d'Ambazac. — M. MARCEL : Le tabac dans la Vienne. — M. PASQUIER : Le plateau de Sainte-Maure. Étude de géographie humaine. — M. THAUMIAUX : La banlieue de Tours.

RENNES. — Anne-Marie ROUANET : La *civitas* de Redones sous l'occupation romaine. [T. B.] — Danielle SEGAL : Étude du trafic du port de Saint-Malo en 1692. — Jean BRICAUD : L'organisation administrative du département d'Ille-et-Vilaine sous l'Assemblée Constituante. [T. B.] — Charles BAILLY : Rennes sous la Restauration. — Thérèse GREFFIER : Une petite ville du Maine au XIX^e siècle : Sablé. [B.]

TOULOUSE. — Colette IMBERT : Cahors à l'époque gallo-romaine. [B.] — André GAZEL : Une seigneurie du Toulousain à la fin du XIV^e siècle, le collège de Périgord de Toulouse. — Huguette CALDÉRAN-GIACCHETTI : Le commerce de la draperie du Bas-Languedoc de 1380 à 1410 d'après les Archives Datini. [B.] — Jeanine BARRE : Une année de vie municipale, Toulouse en 1554 d'après le registre du Consistoire BB 96. [B.] — Jacqueline ANDRIEU : La réforme dominicaine à Toulouse au XVII^e siècle. [T. B.] — Jacqueline JUSTAUD : Étude démographique, économique et sociale d'un village de la Haute-Garonne au XVIII^e siècle : Seysses-Tolosane. [T. B.] — Roger FERRA : Enquête démographique, économique et sociale sur un village ariégeois de la montagne : Rabat-les-Trois-Seigneurs, 1760-1850. [T. B.] — Joseph GELLY : Les citoyens actifs de Cugnaux (Haute-Garonne) en 1790 et en l'an V. — Françoise MALLET : Saliceti ministre de Joseph Bonaparte et de Murat à Naples, 1806-1809. [B.] — Albert ÉKUZ : La conquête française du Dahomey jugée à travers la presse de la Haute-Garonne. — Emmanuel KARL-AUGUST : Ce que la presse de la Haute-Garonne a dit de l'expansion coloniale en Afrique noire en 1898 et 1899. — Hubert BRACALE : Les grands froids de février 1956 en France. [A. B.] — Monique VIDAILHET : Les mouvements récents de la population de Toulouse, 1914-1959. [B.] — Marie CABÉ : L'industrie du bâtiment à Toulouse. — Jeannine POLI : La route Toulouse-Montauban. — Alice BERTRAND : Le bassin de Puivert-Nebias (Aude), étude physique et humaine. [B.] — René MILON : Le tourisme dans le département du Lot. [T. B.] — Roger BÂTEILLE : La commercialisation des produits de l'élevage dans le Ségala du Rouergue. [B.] — Julie PLÉDIT : L'évolution agricole de la montagne bourguignonne et de ses bordures. — Denise BRUGUIÈRE : Les travaux d'hydraulique agricole dans les pays de la Méditerranée occidentale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. [B.] — Michelle DUMAS :

Chronique

- Les industries de Badalona, Catalogne. — Marie-Antoinette DELPHIN : Les problèmes du surpeuplement à Fort-de-France, Martinique.
- STRASBOURG. — Bruno DAGENS : Les reliefs de schiste de Hodda. [T. B.] — Jean GARY : Le rôle politique d'Eschine de 348 à 338 avant Jésus-Christ. [B.] — M^{lle} Anne-Marie IMBS : La société d'Alexandrie à la fin du II^e siècle après Jésus-Christ d'après les œuvres de Clément d'Alexandrie. [B.] — M^{me} Antoinette JOULIA : Recherches sur les monuments et les rites funéraires de l'Afrique romaine. [B.] — Jean-Marie MULLER : Étude épigraphique de la dévotion à Jupiter Optimus Maximus en Gaule et en Germanie romaines. [B.] — Lucien BLUM : Contribution à l'étude de l'assistance des malades et des pauvres au XVII^e siècle en Basse-Alsace. [B.] — François LEMOIGNE : Population et subsistances à Strasbourg au XVIII^e siècle. [T. B.] — Jean MARLACH : L'étude de la friche dans certaines communes du Bas-Rhin. [T. B.] — René OBERMULLER : Les communes rurales de Basse-Alsace. Étude pour un regroupement. [T. B.] — Jacques MATHIOT : Les problèmes d'une ville d'Alsace : l'agglomération de Guebwiller. [T. B.] — M^{lle} Liane OTTMAN : L'industrie sucrière en Alsace. [T. B.] — Ramon Tovar LOPEZ : Les étapes de l'industrialisation et le problème des implantations nouvelles dans le Bas-Rhin.

Histoire maritime

COMMÉMORATION DU CINQUIÈME CENTENAIRE DE L'INFANT HENRI LE NAVIGATEUR (PARIS, 12-16 DÉCEMBRE 1960). — Deux expositions, une cérémonie commémorative ont constitué la participation française aux hommages rendus, dans l'Europe entière, à l'homme qui symbolise l'œuvre initiatrice du Portugal des découvertes.

Au Musée de la Marine, le 12 décembre, S. E. M. Marcello Mathias, ministre des Affaires étrangères du Portugal, inaugurerait l'exposition *Henri le Navigateur et les découvreurs portugais*, transférée de la tour de Belem à Paris. La Bibliothèque nationale y avait ajouté une pièce unique, la miniature de l'Infant, seul portrait contemporain du personnage. Deux jours après, une autre exposition sur le même thème, s'ouvrait à la Casa de Portugal.

La commémoration scientifique se fit à la Sorbonne, le 16 décembre. La cérémonie fut organisée, sous le patronage de M. le Recteur de l'Académie de Paris, par l'Institut des Études portugaises, la Commission internationale d'Histoire maritime, l'Académie de Marine et le Comité de Documentation historique de la Marine. S. E. M. le ministre Casiro de Mata, président du Comité portugais des Commémorations du cinquième centenaire de l'infant Henri, assistait à la réunion. Trois conférenciers dégagèrent les traits fondamentaux de l'œuvre de l'infant : M. L. Bourdon, directeur de l'Institut d'Études portugaises à la Sorbonne (*Les plans de l'infant*), le commandant L. Denoix (*Science et technique nautiques au temps de l'infant*), M. Y. Renouard (*L'infant Henri le Navigateur dans l'histoire de l'Occident*). Les conclusions furent tirées par M. l'Ingénieur général du Génie maritime Louis Kahn, président de l'Académie de Marine.

— JOURNÉES D'ÉTUDE SUR LES DÉBUTS DE LA PROPULSION A VAPEUR ET DE CONSTRUCTION MÉTALLIQUE DANS LA MARINE (PARIS, 19-20 MAI 1960). — Bien

qu'en 1960 la coutume, déjà quinquennale, des colloques internationaux d'histoire maritime ait passé nos frontières, avec l'organisation du cinquième colloque, à Lisbonne, à la suite du Congrès commémoratif d'Henri le Navigateur, le Comité de Documentation historique de la Marine et l'Académie de Marine n'ont pas voulu rompre avec la tradition de leurs sessions de travail. Accueillis par le président de l'Académie, M. l'Ingénieur général L. Kahn, historiens et techniciens se sont retrouvés à l'hôtel Hersent les 19 et 20 mai dernier et ont pu confronter leurs points de vue sur les problèmes posés par la substitution de la vapeur à la voile pour la propulsion des navires.

C'est par une recension de ces problèmes que M. André Reussner, président du Comité de Documentation, ouvrit ces journées, leur délimitant ainsi un cadre de travail : révolution en chaîne des techniques, conséquences qu'elle entraîna dans le domaine des politiques navales et dans l'économie mondiale, répercussions psychologiques et sociales. La question des progrès de la propulsion fut traitée par M. H. Philip Spratt, qui, dans un exposé abondamment illustré, nous présenta les différents types de machines, et par M. Paul Augustin-Normand qui montra comment dans une courte période (1836-1843) on passa pour l'hélice propulsive des expériences des précurseurs aux réalisations décisives : la solution de la vis pleine à plusieurs filets, choisie par John Barnes et Augustin-Normand pour le *Napoléon*, éliminant celle de la vis évidée de l'ingénieur suédo-américain Ericsson. L'adoption de la machine marine devait favoriser la substitution du fer au bois dans la construction navale. M. Charles Dollfus montra qu'à l'origine ses avantages ne furent pas seulement ceux que nous imaginons : accroissement du tonnage, sécurité ; la démontabilité joua aussi son rôle jusque vers 1880. Malgré des préventions, le fer eut bientôt cause gagnée non seulement pour les coques, mais pour le grément et la mâture. Dans la marine militaire l'adoption des nouvelles techniques heurtait bien des préjugés. Les premières réalisations en France, dès 1818 et surtout en 1824, furent l'œuvre de véritables pionniers, et M. Jean-Pierre Busson mit en lumière l'importance des chantiers de Rouen et du Havre à cet égard. L'expérience de la guerre de Crimée démontra que le problème majeur était celui de la protection des coques : cet impératif inspira à Dupuy de Lôme le plan de la *Gloire* ; M. Paul Gille montra que son apparition suscita la construction de toutes les flottes cuirassées.

Dans le domaine commercial les résistances n'étaient pas moins fortes. Résistances psychologiques sans doute : méfiance envers un matériel nouveau, hésitation des capitaux à s'investir sans la garantie et l'aide de l'État. Mais dans les débuts elles paraissent en France assez justifiées. L'application de la vapeur à la navigation maritime, et non plus fluviale, réservait, en effet, des mécomptes : ce matériel coûteux se révéla d'utilisation délicate ; surtout sa rentabilité exigeait un trafic rapide et régulier qu'on ne put lui trouver. M. Bertrand Gille explique ainsi la vie éphémère des quelques compagnies pour la navigation à vapeur créées sur la place du Havre, avec le concours de banquiers parisiens, entre 1835 et 1839. Nées sans doute à la faveur d'un certain « boom » charbonnier, elles disparaissent presque toutes entre 1840 et 1843. C'est un tableau bien différent que brosse M. Louis Girard pour le Second Empire. Les initiatives marseillaises rencontrent, cette fois, l'appui de la nouvelle puissance financière parisienne, notamment du groupe Paulin-Talabot, promoteur du P. L. M. Le succès des Messageries Maritimes est assuré par la guerre de Crimée, qui fut d'abord une guerre de ravitaille-

Chronique

ment maritime. Pour les lignes océaniques le décalage est net. La création de la Compagnie générale Transatlantique en 1861 masque une première défaite des Péreire : elle absorbe le passif de la Société générale Maritime qu'ils avaient fondée à Granville en 1855. Les débuts de la C. G. T. furent d'ailleurs difficiles malgré le retrait des Péreire en 1869, et les causes de ce retard relatif du Havre sur Marseille demanderaient à être élucidées. Les activités de Marseille n'étaient cependant pas toutes aussi florissantes. En analysant son commerce avec l'Extrême-Orient avant l'ouverture du canal de Suez, M. Pierre Guiral en montre les difficultés et souligne qu'intéressant surtout des acheteurs extérieurs, il ne s'intégra jamais complètement à la vie marseillaise. Sous des aspects différents nous retrouvons les mêmes problèmes dans les pays d'outre-mer qui s'ouvrent au commerce européen. Deux exemples nous en furent présentés ; celui de la côte occidentale d'Afrique, par M. Roger Pasquier : la persistance des conditions traditionnelles des échanges, malgré le gonflement du trafic, explique sans doute la tardive apparition de la vapeur et la longue résistance des voiliers ; celui de la route du Chili, par M^{me} Marthe Barbance : c'est là le charbon anglais qui assura le triomphe de la vapeur et l'utilisation du détroit de Magellan ; mais les voiliers se perfectionnèrent et, jusqu'en 1914, doublèrent le cap Horn, chargés de charbon ou de nitrates.

En tirant les conclusions de ces journées, M. Michel Mollat souligna, comme l'avait fait M. Labrousse, les contrastes entre deux étapes successives, sur le plan technique comme sur le plan commercial. L'âge des tâtonnements, de l'invention est celui de l'aventure individuelle ; on y voit la naissance du navire à vapeur, sur la rivière, la ténacité et les illusions des précurseurs aux prises avec les résistances du milieu : c'est le temps des échecs. Quelques années plus tard, les progrès de la technique, l'essor industriel, les débuts d'une économie mondiale ont substitué aux réticences la convergence de tous les grands intérêts : c'est l'âge de la diffusion sociale de l'invention, le temps du succès, succès, anonyme cette fois, d'un nouvel instrument de l'achèvement de la conquête de la terre par l'homme. Dans cette perspective bien des directions de recherche s'ouvrent encore : rôle des initiateurs, rôle des compagnies de navigation dans la diffusion des nouvelles techniques, influence des intérêts financiers et de leurs rivalités, liens avec l'essor de la voie ferrée, évolution des conditions de la rentabilité de la voile et de la vapeur, étude des inégalités et des retards dans le développement des économies régionales. Tous ces problèmes contiennent les matériaux d'une nécessaire histoire comparée.

Marc PERRICHET.

RÉUNION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'HISTOIRE MARITIME (STOCKHOLM, 20 août 1960). — Le Groupe de travail d'Histoire maritime, qui s'était constitué à Paris en mai 1959 à l'issue du quatrième Colloque international d'Histoire maritime, a tenu sa première réunion officielle à Stockholm, le 20 août 1960.

Le programme du travail à entreprendre servait de thème à cette journée. Celle-ci en a montré l'ampleur et a conduit à demander l'admission à titre de Commission plénière, demande que le Comité international des Sciences historiques a bien voulu accueillir favorablement. On doit donc parler aujourd'hui de la Commission, alors que la réunion était celle d'un simple groupe de travail.

Réunion nourrie ! Une première partie fut consacrée à la présentation d'un rapport de M. J. Bernard sur la révision du *Glossaire nautique* de Jal ; les travaux

entrepris à cette fin se révélèrent voisins de ceux du *Nautical Dictionary* de la « Society for Nautical Research » et les interventions montrèrent qu'il était possible et souhaitable de multiplier les équipes nationales prenant en charge les recherches pour les différentes langues.

L'archéologie sous-marine fit l'objet d'un exposé de P. Adam sur les difficiles problèmes de l'organisation des recherches notamment en Méditerranée où les épaves antiques sont nombreuses. Il fut ensuite question des travaux des Suédois, dirigés par le Kommandor Kläson, pour relever l'épave du *Gustave Vasa* et de la nécessité d'une étude scientifique de l'iconographie à joindre étroitement aux recherches archéologiques proprement dites ; dans ces deux cas des projections permirent aux rapporteurs de donner les explications concrètes qui servaient leur propos. L'intérêt de ces questions archéologiques et les problèmes, à la fois nouveaux et très particuliers, qui se posent à la recherche ont conduit la Commission à adopter un vœu qui fut soumis notamment à la Section des Historiens de l'Antiquité et qui fut ensuite accepté par l'ensemble du Congrès.

Ces premiers rapports ayant occupé la matinée, l'après-midi fut consacrée à trois rapports qui donnèrent lieu à des échanges de vue profitables.

Application de la méthode mécanographique I. B. M. à l'étude statistique du trafic maritime international : l'exemple de Saint-Malo à la fin du XVII^e siècle, qui exposait une expérience conduite par M. Jean Delumeau, professeur à l'Université de Rennes sur le trafic du port de Saint-Malo.

Publication proposée par M. Ch. Verlinden, directeur de l'Academia Belgica, d'une bibliographie de l'histoire des grandes routes du commerce océanique, qui plaidait pour une reprise, sous une toute autre forme, à la fois critique et orientant les recherches, de la bibliographie des grandes découvertes abandonnée depuis 1939.

Publication éventuelle des textes et actes de la pratique relatifs au droit et aux institutions maritimes, étudiée par M. R. Romano, qui insista sur la qualité discutable du point de vue de l'historien des publications déjà faites de textes juridiques.

Pour ouvrir la séance, M. M. Mollat, secrétaire général du Groupe et maintenant président de la Commission, avait présenté un compte rendu d'activité. Il n'eut pas de difficulté, en fin de séance, à brosser le tableau des travaux à continuer. Il le fit d'un point de vue pratique, insistant sur la nécessité de parvenir à des résultats concrets : les bases sont maintenant prêtes pour la révision du *Jal* ; la poursuite de cette tâche et la mise au point d'autres entreprises, dont la nécessité a été rendue apparente, justifie la constitution de la Commission d'Histoire maritime et sera la mesure même de son développement.

P. ADAM.

— CINQUIÈME COLLOQUE INTERNATIONAL D'HISTOIRE MARITIME (LISBONNE, 14-16 SEPTEMBRE 1960). — Faisant suite au Congrès des grandes Découvertes, le cinquième Colloque international d'Histoire maritime, placé sous le haut patronage de S. E. le ministre de la Marine du Portugal, et de la Commission exécutive du cinquième centenaire de la mort de l'infant D. Henrique, s'est tenu à Lisbonne, sous la présidence de M. l'amiral Sarmiento Rodrigues et de M. l'amiral Lemonnier, au monastère des Jeronimos, près de la plage du Restelo, et même à bord de la *Sagres*, le beau navire-école portugais (où les congressistes furent les

Chronique

hôtes du directeur de l'École navale et du commandant Antonio Tengarrinha Pires); c'était un cadre admirable, plein de grands souvenirs, et l'accueil du comité portugais le rendait encore plus émouvant.

Le Colloque, consacré aux *Aspects internationaux de la Découverte océanique aux XV^e et XVI^e siècles*, a réuni des historiens et des marins portugais (parmi lesquels figuraient M. Armando Cortesão, porteur de l'un des derniers messages scientifiques de Jaime Cortesão, et M^{lle} Virginia Rau, professeur à l'Université de Lisbonne), espagnols, italiens, français, anglais, néerlandais, allemands; si l'on n'a pu y entendre qu'une seule voix américaine, la présence de l'archiviste des Açores contribuait du moins à étendre largement ce recrutement vers les espaces atlantiques, tandis que les communications de MM. Needham et Adam venaient rappeler que la Chine et l'océan Pacifique avaient eu aussi leurs découvreurs, dont les techniques devancèrent, sur bien des points, celles de l'Europe occidentale. Autour du thème général les communications se groupaient par affinités, précédées de rapports qui en annonçaient l'orientation, et suivies de discussions auxquelles participèrent notamment l'amiral Guilen y Tato, le commandant Wauters qui représentait le Greenwich Maritime Museum, et le commandant Pires, commandant de la *Sagres*. De cette façon, le grand mouvement des Découvertes a pu être étudié, à l'échelle internationale, dans ses aspects psychologiques (MM. Céspedes del Castillo, W. G. L. Randles, J. Denizet, R. P. de Dainville), scientifiques († Jaime Cortesão, MM. G. Beaujouan, P. Adam, Armando Cortesão, commandant Teixeira da Mota), nautiques (commandant Denoix, MM. Júlio Ferreira David, P. Gille, J. Bernard, F. Mauro, M. J. Needham, F. Mélias), économiques et financiers (MM. Ch. Verlinden et J. Heers, M^{lle} Virginia Rau, MM. Gentil da Silva, H. Kellenbenz, Enrique Otto). Ces contributions originales ont mis en valeur, comme il était naturel, l'importance de l'initiative portugaise. Celle-ci aurait été, d'abord, un effort de coordination et d'organisation pratique (préparation d'un manuel élémentaire d'astronomie nautique, relevé systématique de latitudes sur la côte d'Afrique, utilisation de grands astrolabes allégés de leur partie astrologique). Cet effort, bientôt suivi d'une magnifique efflorescence cartographique, fut mis au service d'une expérience incomparable de la mer; ainsi des feintes — la bordée du large — permettaient d'utiliser la grande giration des vents et des courants, et de s'élever de la côte d'Afrique vers les Açores, sur des navires bons marcheurs et bons bouliniers, issus de types locaux de « répartition », d'assez faible échantillon, dont le thème initial, la caravelle latine, s'enrichit de nombreuses variantes, adoptées par les caboteurs de toute l'Europe occidentale. Le caractère assez chétif de ce matériel naval n'était pas seulement lié à certaines exigences techniques; il était aussi la conséquence de la médiocrité des moyens financiers qui soutenaient les premières aventures; la grande finance, en effet, ne semble avoir investi des capitaux importants dans les voyages lointains qu'au moment où ces derniers, cessant de se présenter comme des entreprises de pionniers, entrèrent dans la phase mercantile, aux profits mieux assurés. Sans doute, le capital étranger, méditerranéen, et même allemand (le globe de Martin Behaim peut avoir eu aussi un objet publicitaire), a participé à ces entreprises devenues commerciales; mais les Portugais ont su trouver chez eux une bonne part des moyens financiers nécessaires.

Dans son rapport de clôture, M. Michel Mollat a présenté la synthèse de tous ces travaux. La Commission internationale d'Histoire maritime, qui fut organisée

Chronique

officiellement au cours du Colloque, se propose d'en publier les rapports, communications et discussions¹.

J. BERNARD.

■ Italie

UN NOUVEAU DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE ITALIEN. — Tous les italianisants qui manient la grande *Enciclopedia italiana* ont apprécié les mérites de cette monumentale publication, œuvre de l'Institut fondé en 1925 par le sénateur Giovanni Treccani, qui lui a donné son nom. On avait, dès cette époque, conçu le plan d'un dictionnaire biographique destiné à doter l'Italie d'un recueil national, semblable à celui des autres grands pays. Le travail fut mis en train et poursuivi avec ardeur par l'*Istituto della Enciclopedia italiana* et, de 1925 jusqu'à sa mort récente en avril 1960, Fortunato Pintor en fut l'infatigable animateur. Mais l'œuvre connue des traverses, avec la guerre et ses suites, et on se rendit compte que l'édition de l'énorme fichier bio-bibliographique eût retardé à l'excès la mise au jour des volumes. Un comité, présidé par le professeur Aldo Ferrabino, plaça à la tête de la rédaction Alberto Maria Ghisalberti, professeur d'histoire du Risorgimento à l'Université de Rome. Il fut décidé de scinder la matière en deux séries. La première formera la substance du dictionnaire, riche d'environ quarante tomes et groupant 40 000 biographies, tandis qu'un répertoire donnera, par la suite, une notice sur tous les Italiens dignes de mention. Le départ entre les deux collections a été fait en choisissant d'abord les personnages les plus importants, du v^e au xx^e siècle — en excluant toutefois les personnalités encore vivantes. Les deux premiers tomes du *Dizionario biografico degli Italiani* (Aaron-Albertucci et Albicante-Ammannati) viennent de sortir des presses (Rome, Istituto della Enciclopedia italiana, 1960, 24 x 15 cm., 763 et 803 p.). Dans un format commode et une typographie très claire, sans disproportion excessive entre les différentes rubriques, ils fournissent des notices dues aux meilleurs spécialistes, suivies de la bibliographie du sujet. Les articles nous ont semblé soigneusement composés, avec beaucoup d'impartialité et abondamment étayés par l'indication des sources et de la littérature. Le dynamisme bien connu d'A. M. Ghisalberti, le fait surtout que la matière est déjà élaborée et ne pose plus qu'un problème d'édition devraient permettre aux volumes de se succéder à une rapide cadence, répondant ainsi à l'impatiente attente d'un large public, privé de cet indispensable instrument de travail.

DEUX NOUVELLES REVUES HISTORIQUES ITALIENNES. — La remarquable vitalité de l'historiographie transalpine vient de se manifester par la parution, en 1960, de deux revues. Mais ces nouvelles venues ne font aucunement double emploi avec d'autres publications scientifiques, car leur caractère est nettement défini. La première, intitulée *Studi storici* (Via Sicilia, 136, Rome, abonnement annuel pour l'étranger, 5 000 lire), est l'organe trimestriel de l'*Istituto Gramsci*. Sous la direction de Gastone Manacorda, elle se propose d'examiner les problèmes histo-

1. Les travaux des quatre colloques antérieurs ont été ou vont être publiés aux Éditions de la S. E. V. P. E. N. (13, rue du Four, Paris vi^e) dans la Bibliothèque de la VI^e Section de l'École pratique des Hautes-Études.

Chronique

riques dans l'optique marxiste. Depuis le premier fascicule (que nous avons signalé t. CCXXII, p. 248), cinq copieux fascicules, d'environ 250 pages chacun, ont paru, comportant des articles de fond, des débats sur les questions ouvertes, des comptes rendus et des chroniques rédigés par une collaboration internationale. Au sommaire, on remarque les contributions de C. Ronchi, sur la politique douanière de la Toscane avant 1848 (n° 2) ; de G. Berti, sur la pensée politique de Carlo Pisacane (n° 2-3) ; de G. Candeloro, E. Ragionieri, E. Sereni, sur divers aspects de la formation de l'État unitaire italien (n° 3) ; de E. Hobsbawm, sur le développement du capitalisme au XVIII^e siècle (n° 4), et l'étude très nouvelle de R. Monteleone sur l'économie du Trentin pendant la période du royaume d'Autriche (1810-1813), qui voisine, dans le numéro 5, avec le très intéressant article de F. Molfese sur le brigandage méridional, au lendemain de l'Unité. Dans le premier fascicule de 1961, W. Markov traite de la Compagnie asiatique de Trieste (1773-1785) ; Gastone Manacorda commence l'étude, très fouillée et suggestive, du premier ministère Giolitti (1892-1893) ; Leo Valiani et Ernesto Ragionieri, dans un article sur les rapports entre socialistes italiens et sociaux-démocrates autrichiens en août 1914, éditent un très curieux témoignage de W. Ellenbogen sur sa rencontre avec Mussolini. Ces *Studi storici*, qui ont pris un excellent départ, se signalent par la qualité du contenu, aux rubriques bien équilibrées.

On peut en dire tout autant de la seconde revue, qui paraît sous le titre d'*Annali* (Via Partenope, 36, Naples, prix d'abonnement et périodicité non indiqués). Elle contient les travaux de l'Institut d'histoire économique et sociale, animé par Domenico Demarco. Par ses préoccupations méthodologiques et ses horizons de recherches, elle est proche de nos *Annales* (*Économies. Sociétés. Civilisations*). Le premier volume forme un gros tome de 470 pages, bien illustré de planches et de diagrammes. À côté d'abondants comptes rendus bibliographiques, très soigneusement rédigés, on relève un brillant article de doctrine et de méthodologie, d'Ammando Saporì (*Esame di coscienza d'uno storico*) ; des études de Léonard J. Harrington (*L'economia americana nell'era atomica e dell'automazione*) ; d'Aurelio Marchiò (*Divisione del lavoro e rivoluzione dell'industria in Marx*) ; d'Irvin Sabatini (*Storia e sviluppo del movimento sindacale americano*) et deux très utiles notes de Denise Fauvel-Rouif (*Un aspect de l'histoire sociale : l'étude des mouvements sociaux*) et de Franca Assante (*Recenti studi sui catasti e sulla proprietà fondiaria*). Mais, à côté d'une étude sur la banque napolitaine du Spirito Santo, le mouvement de résistance est constitué par un très ample article de Domenico Demarco (*L'ecolo del Regno delle Due Sicilie. La struttura sociale*). Sur la base des très riches archives bourbonniennes, l'auteur a écrit un travail fondamental, bourré de données nouvelles et inédites, sur la population du royaume de Naples, les classes sociales et la répartition de la propriété, les problèmes économiques, à la veille de l'Unité. La richesse et la solidité de ces *Annali* donnent à l'Italie la revue d'histoire économique et sociale qui lui manquait encore.

Paul GUICHONNET.

Le gérant : M. CROUET.

NOGENT-LE-ROTHOU, IMPRIMERIE DAUPHLEY-GOUVERNEUR. — 3431 - 7 - 1961
Édit. n° 26.157 Dépôt légal, 3^e trimestre 1961 Imp. n° 1961

IMPRIMÉ EN FRANCE

vous
chânes
avril
avril
collige
collige
sur
champs
œuvre
e d'An
tich de
premi
e (177
du par
dans m
riches
sa sur
gnale
e d'An
diqué
imé p
sons de
(1777).
es et de
seigne
e, d'An
J. An
lio Mar
n Sab
notes de
sont m
diaric
mors
arce
s rich
de des
sac
reille
e d'An

ET.

ET.

1
n 180